

UNIVERSITE DE LIMOGES

Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société (S.H.S.)

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Equipe d'accueil : Espaces Humains et Interactions Culturelles (E.H.I.C.)

Département d'Etudes Ibériques et Ibéro-américaines

UNIVERSITE DE COCODY

Unité de Formation et de Recherche : Langues, Littératures et Civilisations

Equipe d'accueil : Littératures et Sociétés

Département d'Etudes Ibériques et Latino-américaines

THESE UNIQUE en co-tutelle

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES (FRANCE)

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE COCODY (COTE D'IVOIRE)

Discipline : Espagnol

Présentée et soutenue publiquement par **Akué Julien YAPI**

**SIMON BOLIVAR, KWAME NKRUMAH
ET LA PROBLEMATIQUE CONTEMPORAINE
DE L'UNITE CONTINENTALE
DES PAYS LATINO-AMERICAINS ET AFRICAINS**

Sous la direction de M. Eduardo RAMOS-IZQUIERDO et la co-direction de M. Théophile KOUI

Jury :

M. Bertrand WESTPHAL, Professeur à l'Université de Limoges

Mme Carla FERNANDES, Professeur à l'Université Lumière Lyon 2

M. Eduardo RAMOS-IZQUIERDO, Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV)

depuis la rentrée 2008, précédemment affecté à l'Université de Limoges

M. Gustavo GUERRERO, Maître de conférences HDR à l'Université de Picardie Jules Verne (Amiens)

M. Théophile KOUI, Professeur à l'Université de Cocody

Limoges, le 27 mars 2009

DEDICACE

A JESUS-CHRIST mon Seigneur, mon Sauveur et mon Dieu depuis le 25 novembre 1993.

A GBOCHO Apo Odette, ma nourrice. Ton départ brutal et cruel fut pour moi une douloureuse épreuve aux cours de ces années de recherche. Puisse mon Seigneur JESUS-CHRIST, dans son infinie miséricorde, t'accueillir auprès de Lui.

A mon épouse, pour sa patience.

A mes parents et mes frères et sœurs du Tabernacle « La Pierre de Faîte », pour leurs incessantes prières.

A la Côte d'Ivoire, sacrifiée sur l'autel de la politique politicienne.

REMERCIEMENTS

« *Un seul doigt de la main ne peut soulever un gravier* ». Ce proverbe malinké tiré de *Les soleils des indépendances*, premier roman de l'écrivain ivoirien, Feu Ahmadou Kourouma, n'échappe pas à l'œil de l'étudiant qui prend l'initiative de s'engager dans la voie de la recherche universitaire. Pour nous qui depuis les bancs du collège avons toujours rêvé d'être enseignant-chercheur, au moment de défendre cette thèse, comment oublier les âmes généreuses qui ont porté avec nous ce rêve ? Nous voudrions témoigner à tous et à toutes nos sincères reconnaissances.

A nos maîtres d'abord, baobabs sous l'ombre desquels nous nous sommes assis pour rédiger ces travaux. C'est grâce à leurs conseils que nous avons pu trouver notre chemin dans le monde « sacré » de la recherche.

Aux Professeurs Koffi KOUAKOU et N'GUETTA Yao qui nous ont initié et faire aimer le monde de la recherche.

Au Professeur Théophile KOUI qui nous accompagne depuis 2002.

Au Professeur Edouardo RAMOS-IZQUIERDO qui nous a dirigé tout au long de ces trois années de recherche. En acceptant de diriger nos travaux sous le régime de la co-tutelle, vous nous avez permis de trouver en France les conditions idoines et les moyens matériels pour rédiger cette thèse.

Nous voudrions ici et maintenant adresser nos sincères remerciements à madame Anne GABAUD qui a eu la gentillesse de prendre en charge nos prêts inter-bibliothèques. Par ailleurs, en acceptant spontanément de s'occuper des démarches administratives relatives à notre convention de co-tutelle et à notre séjour ici, elle a oté de nos épaules ces fardeaux qui nous empêchaient de nous consacrer à nos travaux.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit de tous ceux qui ont répondu favorablement à nos diverses sollicitations que ce soit en Côte d'Ivoire, en France ou en Espagne. Nous pensons à nos amis et collègues Bonzallé SAKOUM, Rodolphe ASSALE, Marcellin ADON tous à l'Université de Cocody-Abidjan, à Véronique ADJE à l'université de Valladolid en Espagne, à Monsieur Laurent LEGER au service commun de la documentation de l'Université de Limoges, à M. Ange OURAGA et sa femme Carine OURAGA à Paris.

Nous ne saurions oublier nos amis et collègues de Limoges. Nous pensons à Abdoulaye COULIBALY, Amir BIGLARI, Armelle ADJE, Caroline MESSA, Chantal SOMA, Christina NIELSEN, Diallo SEKOU, Jean-Pierre M'BAKIDI, Katuscia MAZZADI, Nina VINGONIN et Sandrine ZIMBRIS.

Merci à tous ceux qui, de près comme de loin, ont contribué à la réussite de ce travail de recherche ; les personnels de la Faculté des lettres, ceux du service commun de la documentation, aux personnels de l'accueil, de l'imprimerie. Merci à tous ! Et que le Tout-Puissant vous comble de ses grâces.

EPIGRAPHE

Notre rêve reste un rêve s'il est le rêve d'une seule personne. Mais si notre rêve est le rêve de centaine de milliers de personnes, alors il devient réalité.

Mario Rodriguez Cobos (dit Silo)

SIGLES ET ACHRONYMES

A.C.E. : Accord de complémentarité économique
A.E.F.: Afrique équatoriale française
A.L.A.D.I. : Association latino-américaine d'intégration
A.L.A.L.C. : Association latino-américaine de libre commerce
A.L.A.L.E. : Association latino-américaine de libre échange
A.L.E.N.A. : Accord de libre-échange nord-américain
A.O.F.: Afrique occidentale française
ALBA. : Alternative bolivarienne pour les Amériques
B.A.D.E.A : Banque arabe pour le développement économique en Afrique
B.I.D. : Banque inter-américaine de développement
C.A.F.: Corporación andina de fomento
C.D.E.A.O. : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
C.E.A.O : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
C.E.M.A.C : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
C.E.P.A. : Communauté économique panafricaine
C.E.P.A.L. : Commission économique pour l'Amérique latine
C.E.P.G.L. : Communauté économique des Grands Lacs
C.O.M.E.S.A. : Marché commun de l'Afrique orientale et australe
C.P.P.: Convention People's Party
C.P.S. : Conseil de paix et de sécurité
E.A.I. : L'initiative pour les Amériques
F.A.S.A : Fonds arabe spécial pour l'Afrique
M.C.C.A : Marché commun centro-américain
MAEP : Mécanisme africain d'évaluation entre pairs
MERCOSUR : Marché commun du Sud
N.E.P.A.D. : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
N.A.A.C.P.: National Association for Advence Coloured
O.A.M.C.E. : Organisation africaine et malgache de la coopération économique
O.C.A.M. : Organisation commune africaine et malgache
O.C.A.M.M. : Organisation commune africaine malgache et mauricienne
O.D.E.C.A : Organisation des Etats centraméricains
O.E.A. : Organisation des Etats américains

O.N.U.: Organisation des nations unies
O.U.A. : Organisation de l'unité africaine
P.I.B. : Produit intérieur brut
PAS : Programme d'ajustement structurel
S.A.D.C. : Communauté de développement de l'Afrique australe
S.I.C.A. : Système d'intégration centraméricain
SELA : Système économique latino-américain
U. A. : Union africaine
U.A.M. : Union africaine malgache
U.A.M.D. : Union africaine et malgache de défense
U.A.M.P.T. : Union africaine et malgache des postes et télécommunications
U.D.E.A.C : Union douanière et économique de l'Afrique Centrale
U.E.: Union européenne
U.E.M.O.A. : Union économique et monétaire ouest africain
U.G.C.C.: United gold coast convention
U.M.A. : Union du Maghreb arabe
U.R.S.S. : Union des républiques socialistes et soviétiques
Z.L.E.A. : Zone de libre-échange des Amériques

INTRODUCTION GENERALE

Un des phénomènes les plus marquants du XVIIIe et XIXe siècle latino-américain et du XXe siècle africain, est, sans doute, l'affirmation de ces peuples à une autonomie politique vis-à-vis des puissances tutélaires que représentaient l'Espagne et le Portugal, pour l'Amérique latine, et, pour ne citer que celles qui avaient le plus de colonies en terre africaine, la France et l'Angleterre. Il n'est donc pas étonnant si les textes historiques sur la période qui voit l'accession à l'indépendance des pays d'Amérique latine et d'Afrique sont abondants, même qu'ils aient fait, comme le souligne ironiquement Bernard Lavallé, « *la joie d'une certaine forme d'histoire friande d'anecdotes savoureuses et pittoresques* »¹

Prenons le cas de l'Amérique latine. L'espace privilégié et le plus connu de ces textes historiques au point qu'un Frédéric Mauro² puisse le considérer comme étant « propre » à son temps, est, incontestablement, le continent sud-américain où un Espagnol d'Amérique, Simon Bolivar, à la tête d'un groupe insurgé, proclama la « guerre à mort » contre les Espagnols de métropole.³

« Nosotros somos enviados a destruir a los españoles (...). Nuestra misión sólo se dirige a romper las cadenas de la servidumbre que agobian todavía a algunos de nuestros pueblos (...). Tocados de vuestros infortunios, no hemos podido ver con indiferencia las aflicciones que os hacían experimentar los bárbaros españoles, que os han aniquilado con la rapiña y

¹ Bernard Lavallé, « Pour un bilan du créolisme », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984, p. 76.

² Frédéric Mauro, « L'espace américain au temps de Bolivar », in *Bolivar et son temps*, op. cit., pp. 107-113.

³ A cette époque, les Espagnols de métropole étaient désignés par le pseudonyme de *chapetones* ou *gachupines* et ceux nés en terre américaine, appelés créoles. C'est la précision qu'apporte Charles Lancha lorsqu'il décrit les tensions au sein de la société coloniale : « *Les créoles haïssaient les Espagnols qu'ils considéraient comme des oppresseurs. Ils les désignaient sous les termes méprisants de « godos », « gachupines », « chapetones* ». Charles Lancha, *Histoire de l'Amérique hispanique : de Bolivar à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 13.

os han destruido con la luerte ; que han infringido las capitulaciones y los tratados más solemnes ; y en fin han cometido todos los crímenes (...). »⁴

Il nous semble intéressant de souligner ici qu'en fait, si tous les aspects de l'antagonisme entre Espagnols de métropole et Espagnols d'Amérique ont été passés au peigne fin de l'histoire et au gré de l'idéologie de chaque historien, politologue et sociologue européen et latino-américain, le point sur lequel leur connaissance du monde et du temps de Bolivar a apporté une contribution de grande qualité est bien le développement des idées et des actions de Simon Bolivar en rapport avec la fondation des nouvelles nations d'Amérique et leurs relations après la période euphorique des luttes d'indépendance.

Pour l'ancien directeur de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, Jacques Chonchol, qui présentait le vingt-huitième numéro de *Cahier des Amériques*, fruit du Colloque international intitulé « Bolivar et son temps » qui s'est tenu à Paris du 21 au 24 novembre 1983, l'immense prestige historique de Bolivar tient au fait qu'il est non seulement l'un des plus grands parmi ceux qui ont lutté pour l'indépendance nationale des pays de la région, mais aussi celui qui tout entier tourné vers l'avenir des nations indépendantes qu'il a contribué à créer, avait compris qu'elles ne pouvaient compter sur l'échiquier international que si elles arrivaient à résoudre la question de leur instabilité interne et de leur vulnérabilité extérieure en se dotant d'institution « sages et durables »⁵ - selon l'expression d'Alain Rouquié -, et en formant une seule « nation », libre, forte et unie.

Cette préoccupation est bel et bien disséminée dans deux célèbres textes de Bolivar : *Discours d'Angostura* et *Lettre à un habitant de la Jamaïque*. Citons avec Manuel Perez Vila, quelques fragments utiles à la compréhension des pages qui vont suivre:

⁴ Simon Bolivar, « Decreto de Guerra a muerte », *Compilación, Notas y Cronología*, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970, p. 20. « *Nous sommes envoyés pour anéantir les Espagnols (...). Nous avons pour seule mission de rompre les chaînes de la servitude qui pèsent encore sur certains de nos peuples (...). Touchés de vos infortunes, nous n'avons pu voir avec indifférence les épreuves que vous faisiez subir les barbares espagnols, qui vous ont ruinés ; qui ont violé les droits sacrés des peuples et enfreint les pactes les plus solennels ; qui, enfin, ont commis tous les crimes (...).* ». Simon Bolivar, « La proclamation de guerre à mort », Trad. *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1988, p. 115.

⁵ Alain Rouquié, « Bolivar et le débat politique contemporain en Amérique latine » in *Bolivar et son temps*, op. cit., p. 263.

Fragment 1 :

« Yo deseo más que otro alguno ver formar en América la más grande nación del mundo, menos por su extensión y riquezas que por su libertad y gloria. »

Fragment 2 :

« Es una idea grandiosa pretender formar de todo el Mundo Nuevo una sola nación con un solo vínculo que ligue sus partes entre sí y con el todo. Ya que tiene un origen, una lengua, unas costumbres y una religión, debería, por consiguiente, tener un solo gobierno que confederase los diferentes estados que hayan de formarse ; mas no es posible, porque climas remotos, situaciones diversas, intereses opuestos, caracteres desemejantes, dividen a la América. ! Qué bello sería que el Istmo de Panamá fuese para nosotros lo que el de Corinto para los griegos ! Ojalá que algún día tengamos la fortuna de instalar allí un augusto congreso de los representantes de la repúblicas, reinos e imperios a tratar y discutir sobre los altos intereses de la paz y de la guerra, con las naciones de las otras partes del mundo. Esta especie de corporación podrá tener lugar en alguna época dichosa de nuestra regeneración (...). »⁶

⁶ Fragment 1 et 2 sont extraits de Simon Bolivar, « Carta de Jamaica », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970, pp. 68 et 72. « Je désire plus que personne que se forme en Amérique la nation la plus grande du monde, moins par son étendue et ses richesses que par sa liberté et sa gloire. » Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », Trad. Cahier de l'Herne, op. cit., p. 201.

« C'est une idée grandiose que de prétendre faire de tout le Nouveau Monde une seule nation dont toutes les parties seraient liées. Puisque ses populations ont une même origine, une seule langue, une seule religion, les mêmes coutumes, elles devraient par suite n'avoir qu'un seul gouvernement qui fédérât les divers Etats constitués. Mais la chose n'est pas possible, car des cieux différents, des situations distinctes, des intérêts contraires, des caractères dissemblables divisent l'Amérique. Certes, il serait heureux que l'Isthme de Panama devînt pour nous ce que fut celui de Corinthe pour les grecs. Plaise à Dieu que quelque jour nous ayons la fortune d'y tenir un auguste congrès des représentants de nos républiques, royaumes et empires, pour traiter et discuter des hauts intérêts de la paix et de la guerre avec les nations des trois autres parties du monde ! Et

pourquoi cet organisme ne tiendrait-il pas ses assises au temps heureux de notre génération ? » Simón Bolívar,
« Lettre à un habitant de la Jamaïque », Trad. *Cahier de l'Herne*, p. 204.

Fragment 3 :

« No ha sido la época de la República, que he presidido, una nueva tempestad política, ni una guerra sangrienta, ni una anarquía popular, ha sido, sí, el desarrollo de todos los elementos desorganizadores : ha sido la inundación de un torrente infernal que ha sumergido la tierra de Venezuela. ¡ Y un hombre como yo ! ¿ Qué diques podría oponer al ímpetu de estas devastaciones ? »⁷

Mais pour Alain Rouquié, *Le Libertador* n'est pas seulement un moment capital de l'histoire latino-américaine pour qu'on se limite à écrire sur « Bolivar et son temps ». Bolivar ne peut se circonscrire au passé glorieux qu'il a marqué de son empreinte. Pourquoi ? A son avis, la raison tient au fait que d'une part, les problèmes auxquels il avait tenté de donner une solution lorsqu'il proposa, en vain, à travers la Constitution de Bolivie, la création d'institutions démocratiques fortes ainsi que l'unité continentale lors du Congrès de Panama de 1826, ne sont toujours pas résolus. Or ces problèmes là sont ceux de l'Amérique latine aujourd'hui. D'autre part la pensée et l'action de Bolivar, en débordant le cadre géographique fixé par l'histoire pour toucher « *l'Argentine aussi bien que Cuba, le Nicaragua sandiniste ou les organismes panaméricains inspirés par les Etats-Unis* »⁸ se pose comme un enjeu idéologique face aux incertitudes du XXe et XXIe siècle latino-américain. C'est pourquoi, Bolivar, selon lui, reste d'actualité dans le débat politique contemporain.

S'agissant de l'Afrique, l'espace privilégié par l'historiographie africaine et européenne est sans doute l'Afrique noire, singulièrement sa partie Occidentale où selon Jacques Arnault, le nationalisme africain s'était manifesté de façon prématurée dès 1930, dans

⁷ Simon Bolivar « Discurso de Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 102. « *Ma présidence ne fut pas simplement marquée par une tempête politique, une guerre sanglante, l'anarchie populaire, mais elle le fut surtout par le déploiement de tous les éléments de désordre, la crue d'un torrent qui a submergé tout le territoire du Venezuela. Là, contre un seul homme, un pauvre homme comme moi ! Quelles digues aurais-je pu opposer à l'élán de ce courant dévastateur ?* » Simón Bolívar, « Discours d'Angostura », Trad. Cahier de L'Herne, op. cit., p. 241-242.

⁸ Alain Rouquié, op. cit., p. 264.

la colonie britannique de Gold Coast connue aujourd'hui sous le nom de Ghana.⁹ Pour l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo¹⁰, il existe une autre explication à l'importance du Ghana dans le processus de « décolonisation » du continent. Elle tient au fait que le leader qui a conduit cette ex-colonie à l'indépendance, Kwamé Nkrumah, s'est distingué parmi les hommes politiques de sa génération, par la force de ses idées et son action sur l'ensemble du continent. Comment cela s'explique-t-il concrètement ?

Au début de sa lutte politique pour l'indépendance de son pays, Kwame Nkrumah, face à des africains en butte à l'exploitation économique, lançait le fameux message devenu le slogan du C.P.P., le parti politique qu'il a créé : « *Seek ye first the political kingdom* ». ¹¹ Pour lui, sans l'indépendance politique aucun projet de développement social et économique ne pourrait être appliqué. Mais Nkrumah devait préciser immédiatement après l'indépendance de son pays que celle-ci n'avait pas de sens sans la libération de toute l'Afrique. Il ajoutait encore que l'Afrique indépendante devait impérativement s'unir face à ce qu'il considérait comme étant la « *solidarité et complicités des puissances étrangères*. » ¹²

« *The survival of free Africa, the extending independence of this continent, and the development towards that bright future on which our hopes and endeavours are pinned, depend upon political unity.* » ¹³

Cette injonction devint le maître mot de toute une génération au point que N. V. Chien qui lui a consacré une volumineuse thèse l'a désigné à juste titre, la « *politique d'Unité*

⁹ C'est le point de vue qu'il défend lorsqu'il écrit : « *En 1930, le Docteur J.B. Danquah évoque pour la première fois le droit des Africains à s'administrer d'eux-mêmes.* » Jacques Arnault, *Du colonialisme au socialisme*, Paris, Editions Sociales, 1966, p. 85.

¹⁰ Hervé Bourgues, Claude Wauthier, *Les 50 Afriques*, Tome I, Paris, Seuil, 1979. Préface de Joseph Ki-Zerbo.

¹¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, London, Panaf Book, 1963, p. 50. « *Recherchez premièrement l'indépendance politique et le reste vous sera donné par surcroit.* » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, Payot, Paris, 1964, p. 71. Jusqu'à indication contraire, c'est cette traduction qui servira de base aux prochaines citations de *Africa must unite*. Nous ne ferons que préciser la page.

¹² Cité par N. V. Chien, *Les politiques d'unité africaine*, thèse présentée devant l'Université de Paris V le 28 juin 1973, Service de reproduction des thèses, Université de Lille III, 1974, p. 5.

¹³ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 221. « *La survivance de l'Afrique libre, disait-il, les progrès de son indépendance et l'avance vers l'avenir radieux auxquels tendent nos espoirs et nos efforts, tout cela dépend de l'unité politique.* » p. 254.

africaine. »¹⁴ Dans les discours, la presse, les textes littéraires et les grandes rencontres africaines, les dirigeants africains n'ont pas manqué une seule occasion pour exprimer leur idéal et leur conception d'Unité, à ce carrefour important de l'histoire des indépendances africaines.

Cependant, cette unité ne connut pas une suite concrète. A la Conférence d'Addis-Abeba de 1963, Kwamé Nkrumah est désavoué par ses pairs. L'Organisation de l'Unité Africaine qui naît après de longues palabres est aux antipodes des Etats-Unis d'Afrique avec un gouvernement continental, un marché commun, une monnaie commune, une seule armée que Nkrumah avait défendus dans *Africa must unite*.

« Libération », « Indépendance » et surtout « Unité », voici selon Joseph Ki-Zerbo les trois mots qui ont propulsé Nkrumah sur l'échiquier international et l'ont cimenté dans la mémoire collective africaine au-dessus des autres leaders politiques de sa génération qui ont lutté tout comme lui pour la liberté et la dignité des Africains.

Les déceptions face à l'incapacité des Latino-américains et Africains d'arriver à un projet viable d'Unité ont été fortement critiquées par quelques contemporains. En Amérique latine, l'ex ministre de l'Education du gouvernement du président colombien Carlos Lleras Restrepo, Gabriel Betancur Mejía, s'exprimait sur les conséquences de l'échec du rêve de Bolivar en ces termes :

« Las colonias Inglesas del norte jugaron a la Unión y ganaron, dit-il. Se convirtieron en los Estados Unidos de América y en la Primera Potencia Mundial. Nosotros, las Colonias Hispanoamericanas jugamos a la desunión y perdimos. Innecesario hacer recuento de todas las consecuencias negativas que cosechamos. Estados Unidos extendió su territorio hasta llegar a la Costa Pacífica ; negociaron con España y Francia la incorporación de la Florida y de Luisiana. Su desarrollo económico los convirtió en la Nación más rica del mundo, gracias al avance permanente de su industria y agricultura ; en ciencia y tecnología son los primeros ; nosotros, uno de los últimos. Su ingreso per cápita en 1987 fue de

¹⁴ Entendre par là « un processus de lutte commune menée par le continent noir pour la reconquête de sa liberté et de sa dignité et ensuite un mouvement de solidarité face aux problèmes de développement économique. »
N. V. Chien, op. cit., p. 5.

US\$18.410 y el de Latinoamérica sólo de US\$2.223. Buen ejemplo de lo que significa la Unión, es el seguido por la Naciones Europeas al constituir su Comunidad, que se fortifica día y se convierte en la Segunda Potencia Mundial. »¹⁵

En Afrique l'écrivain Paulin Joachim a exprimé sa déception de façon très amère :

« Qu'avons-nous réalisé depuis que nous avons accédé à l'ère glorieuse de l'indépendance ? Le compte est bien mince, hélas ! En effet, il faut d'abord faire le triste constat d'un échec. Et celui-ci saute aux yeux de tout le monde : nos acrobaties intellectuelles, nos jongleries autour du thème de l'unité n'ont débouché en fait sur rien de concret. Et pourtant, nos idées au départ étaient lumineuses. Nous constatons la stagnation de notre vitalité. Il y a plus grave, nous constatons aussi la dissolution progressive des idéaux qui naguère encore faisaient notre fierté. Depuis 1958, époque à laquelle se situa le commencement de la cascade de nos indépendances, le seul geste mémorable que nous puissions inscrire à notre actif fut la fameuse rencontre au sommet d'Addis-Abeba où le monde entier vit une lueur partagée par tous. On se plie facilement et officiellement aux convictions pour ensuite les répudier très vite en cachette. Nous n'adhérons plus à nos élans et quand il nous arrive de les cultiver, c'est sans y croire. Notre continent est très riche d'idées. Nous brandissons des concepts à tour de bras, mais jamais personne ne parvient à fixer un climat propice à leur éclosion. »¹⁶

Il faut reconnaître cependant avec Edgard Vieira Posada¹⁷ et Colin Legum¹⁸, qu'en dépit de toutes les déceptions, le désir d'unité, loin de se dissoudre, a pris de plus en plus de

¹⁵ Gabriel Betancur Mejía, cité par E. V. Posada, *La integración de América Latina : del Congreso Anfictiónico de Panamá en 1826 a una comunidad latinoamericana o sudamericana de naciones en el año 2010*, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2004, p. 114.

¹⁶ Paulin Joachim, *Bingo*, n° 168, cité par N. V. Chien, op. cit., p. 6.

¹⁷ E. V. Posada, *La integración de América latina: del Congreso Anfictiónico de Panamá en 1826 a una comunidad latinoamericana o sudamericana de naciones en el año 2010*, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana, p. 115.

¹⁸ Colin Legum, *Le panafricanisme à l'épreuve de l'indépendance*, Paris, Saint-Paul, 1965, p. 219.

force aujourd'hui et le nombre des dirigeants, des mouvements et des gouvernements qui ont embrassé la cause de l'unité n'a pas diminué, il s'est accru au contraire. La plupart des dirigeants espèrent en l'accomplissement de ce rêve des premières heures de la naissance de leurs nations, comme le disent Victor Massuh et Kenneth D. Kaunda.

Victor Massuh : « *Es cierto que una serie de fragmentos llevan hoy el nombre de Repúblicas, y que entre vecinos el clima suele ser helado ; pero un hecho inesperado lastima la sensibilidad continental, y de pronto, todo el conjunto reacciona con la unidad de la Patria Grande que soñó el Libertador.* »¹⁹

Kenneth Kaunda : « *Je crois passionnément que l'idéal de l'Unité africaine fera bientôt un pas de géant. Il cessera d'être un sujet de conversation, une étude pour spécialistes, une préoccupation intellectuelle, l'objectif de quelques groupes de pression. Lorsque nous atteindrons le point où les partis de masse seront prêts à considérer l'unité africaine comme un élément de leurs plateformes électorales, et à dire franchement aux électeurs qu'ils feront tout ce qui est possible, s'ils sont portés au pouvoir, pour accélérer l'intégration politique entre les Etats, alors l'unité africaine cessera d'être un exercice intellectuel et se présentera comme un mouvement actif cherchant à être mandaté par l'ensemble du peuple.* »²⁰

Pour Adingra Prince-Florent Menzan, la volonté confirmée par l'adhésion massive des chefs des pouvoirs exécutifs au rêve d'Unité découle d'une prise de conscience collective de l'évolution globale des systèmes politiques et socio-économiques en ce début de troisième millénaire plein de défis nouveaux.²¹

L'Amérique latine et l'Afrique ne voulant point rester en marge de la réalité planétaire caractérisée par la mondialisation, entendent embarquer outillées et mieux préparées dans le train de l'évolution. Raison pour laquelle en dépit de l'évidence des difficultés, Latino-

¹⁹ Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 118.

²⁰ Kenneth kaunda, *A humanist africa*, trad. Fr. Les bergers et les mages, Paris, pp. 160 et sq.

²¹ Adingra Prince-Florent Menzan, *Les enjeux de l'Union Africaine*, Mémoire de fin de cycle - CMS Diplomatie, Abidjan, ENA, 2001. <http://www.memoireonline.com/04/07/438/enjeux-union-africaine-ua.html>

américains et Africains restent mobilisés. Aujourd'hui, les discussions ne portent pas sur la nécessité de l'union mais sur la meilleure manière de la réaliser. Quels sont les éléments qui ont forgé cette volonté commune, inébranlable, de s'unir ? D'où viennent les difficultés que jusqu'à présent ils n'arrivent pas encore à franchir ? Surtout quels types d'unité ont-ils envisagé pour s'adapter aux mutations croissantes et nouvelles des systèmes politiques et socio-économiques dans un monde évolutif. Pour avoir une réponse à ces questions, il faut analyser les données du problème dans une perspective historique, puisque l'idée d'unité de l'Amérique latine et de l'Afrique n'est pas nouvelle. C'est en tout cas la preuve que nous apporte à titre d'exemple le préambule de l'acte constitutif de l'Union Africaine. Nous pouvons lire que c'est « *inspirés par les nobles idéaux qui ont guidés les pères fondateurs de notre organisation continentale et des générations de panafricanistes dans leur détermination à promouvoir l'unité, la solidarité, la cohésion et la coopération entre les peuples d'Afrique et entre les Etats africains* »²², que les chefs d'Etats et de gouvernements membres de l'OUA ont décidé de donner un coup de fouet au vieux projet d'unité du continent.

Mais comme cela pourrait l'être pour toute action d'unification d'une telle envergure, la réalisation de l'unité est en elle-même problématique. Entendre par problématique, « *ce qui pose un problème, est difficile à résoudre, à accomplir* » selon la signification que donne Le Robert.²³

A l'heure où les analystes continuent de considérer l'unité des peuples à l'échelle des nations et la dynamique d'intégration à l'échelle des sous-régions et des continents comme d'importants catalyseurs du développement sur le plan international, comment expliquer la difficulté des Etats latino-américains et africains à profiter de ces opportunités pour promouvoir efficacement en leur sein la cohésion sociale, la stabilité politique, et l'essor socio-économique tant souhaités ? Voici dit d'une autre façon ce à quoi il nous revient de répondre par le biais de notre sujet : « **Simon Bolivar, Kwamé Nkrumah et la problématique de l'unité continentale des pays latino-américains et africains** ». L'analyse historique des premières étapes de l'itinéraire de l'Unité en Amérique latine et en Afrique nous aidera à comprendre les causes qui ont poussé ces héros de l'histoire des luttes d'indépendance à vouloir que les peuples fassent route ensemble et pourquoi aujourd'hui leur

²² Organisation de l'unité africaine, *Acte constitutif de l'Union africaine* in http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Acte%20Constitutif.pdf

²³ Le Robert, *Dictionnaire pratique de la langue française*, Paris, Editions du Club France Loisirs, 2006, p.1351.

nom est associé aux nouvelles initiatives du nouveau millénaire. Pour se faire, notre étude s'articulera autour de trois parties, à savoir :

I- Les origines de l'unité et sa mise en œuvre chez Simon Bolivar et Kwame Nkrumah.

II- les causes de l'échec et l'impact de l'idéal politique de Simon Bolivar en Amérique et Kwame Nkrumah en Afrique.

III- L'idéal d'unité dans les relations inter-américaines et africaines après les indépendances et dans le contexte d'une Amérique latine et d'une Afrique balkanisées.

Chacune des parties consistera en une approche dialectique qui combine description et analyse de la pensée politique de Simon Bolivar et Kwame Nkrumah ainsi que la situation générale de l'Amérique latine et de l'Afrique pour mettre en exergue le processus d'unité tant recherché. Les conclusions auxquelles nous aboutirons ne seront, à vrai dire, que des hypothèses car, « *tout ce qui est d'actualité...*, ainsi que le dit Colin Morris, *lorsque le manuscrit quitte la machine à écrire, risque d'être un sujet d'histoire avant que l'imprimeur l'ait reçu.* »²⁴

²⁴ Colin Morris, préface de *A humanist Africa*, op. cit., p. 5.

**PARTIE I : LES ORIGINES DE L'UNITE ET SA MISE EN
ŒUVRE CHEZ BOLIVAR ET N'KRUMAH**

La plupart des chercheurs qui ont essayé de traiter le problème de l'unité en Amérique latine et en Afrique ont situé les origines de ce mouvement dans la période qui coïncide avec les indépendances. Ils voient avec raison dans l'indépendance l'épisode fondateur des nouvelles nations, celui qui, à ce titre mérite le plus d'attention. Mais l'intelligibilité du problème passe par une connaissance du Nouveau Monde et de l'Afrique dans la phase de leur vie qui est antérieure à leur émergence en tant que nations indépendantes.

Historiquement, la présence en Amérique latine de puissances étrangères remonte au temps de la découverte, en 1492. Avant sa découverte et conquête, les historiens sont d'avis que ce continent abritait des populations indigènes différentes les unes des autres par leur diversité culturelle, leur forme de pensée et d'expression et leurs structures socio-politiques.

Les chroniques sur l'Amérique précolombienne reconnaissent cependant en certains peuples (les Mexicas et les Incas par exemple), le mérite d'avoir fondé sur un conglomerat de peuples des Empires « sophistiqués » - selon l'expression de Serge Gruzinski -, par l'immensité de leur territoire et par une organisation intelligente de la vie sociale, économique, politique et culturelle qui maintenait la cohésion sociale. Des civilisations prestigieuses donc, dont le souvenir a été préservé jusqu'au temps de la domination espagnole et portugaise.

Mais les peuples qui vivaient dans ces empires partageaient-ils le sentiment d'une unité à l'échelle du continent ? En d'autres termes, avaient-ils l'idée d'une conscience nationale voire continentale ? Voyons ce que Serge Gruzinski dit à ce sujet concernant les Mexicas.²⁵

« Avant l'arrivée des conquistadores, l'influence de la Triple Alliance s'exerce sur près de deux cent mille kilomètres carrés et plusieurs millions

²⁵ Les Mexicas sont aussi désignés sous le nom d'Aztèque. C'est d'ailleurs l'appellation la plus répandue dans les livres d'histoire sur l'Amérique précolombienne. Serge Gruzinski, écrit à ce sujet : « Pour certains, le groupe se serait dès l'origine appelé aztèque, tandis que pour d'autres, ce nom aurait exclusivement désigné les habitants de Aztlán, au pouvoir de laquelle se trouvaient les Nahuas. Toujours est-il qu'au cours de leur migration, leur fut donné le nom de Mixitin, puis celui de Mexica. C'est ce dernier qu'il faut retenir, de préférence au terme aztèque, si l'on veut rendre à ces indiens le nom qui leur revient. » Serge Gruzinski, *Le destin brisé de l'empire aztèque*, Paris, Découverte Gallimard, 1987, p. 20.

d'habitants (...). Cependant, si les Mexicas occupent indéniablement au Mexique une position de suprématie, leur hégémonie est à la fois contestée et récente. Contestée, donc, par les Seigneuries de la Vallée de Puebla et récente dans la mesure où il faut attendre les années 1504-1516 pour qu'elle s'affirme spectaculairement. »²⁶

Est-ce parce qu'il existait entre les peuples de cette région des relations conflictuelles qu'il faut pour autant exclure l'hypothèse d'une homogénéité de la société indienne précolombienne ?

Carmen Bernand qui a fait des recherches sur l'organisation de l'empire Inca avant la conquête émet un avis contraire. Selon elle, dans sa gestion du pouvoir, le gouvernement de l'Inca avait compris que la seule façon d'assurer la cohésion sociale et de garantir la pérennité de son pouvoir sur les territoires qu'il avait acquis par la force de ses armes était de parvenir à l'unification. Ainsi le système administratif et la langue quechua avaient été diffusés dans tout l'empire pour cimenter dans la conscience populaire les valeurs culturelles du peuple Inca.

« (...) gouverner des ethnies multiples, et souvent hostiles, est bel et bien un art. Cet art repose sur trois principes : d'abord, la centralisation du pouvoir dans la ville de Cuzco, pouvoir personnifié par l'inca (...). Ensuite, un système bureaucratique, qui administre les provinces conquises, et dont les Orejones sont la clé de voûte ; enfin, l'emploi obligatoire de la langue quechua sur tout le territoire, au détriment des parlers locaux. L'unification, cependant, ne s'est pas fait toujours sans heurt. »²⁷

Chez les Mexicas, ce fut par des alliances matrimoniales que les aspirations à l'unité de l'empire se sont réalisées. C'est ce qu'en tout cas les recherches de Serge Gruzinski semblent nous démontrer. Ce dernier écrit :

« Les nombreuses dynasties locales – dans la vallée de Mexico, en particulier – sont étroitement unies entre elles et à Mexico-Tenochtitlán par

²⁶ Ibidem., p. 63.

²⁷ Carmen Bernand, *Les Incas, peuples du soleil*, Paris, Gallimard, 1988, p. 26.

*des mariages, et reçoivent parfois leur part du Tribut, comme une sorte d'intéressement à la bonne marche de l'empire. »*²⁸

C'est dire que la recherche de l'unité a caractérisé la vie socio-politique des civilisations précolombiennes. Sur l'immense étendue de leur empire vivaient des populations hétérogènes diversement intégrées à l'ensemble.

Cependant, pour vraies que peuvent paraître ces affirmations, elles ne résolvent pas le problème posé quant à l'existence d'une conscience nationale. En fait, la difficulté qu'il y a à considérer les tentatives d'unification précitées comme des cas de figure d'une conscience nationale vient du fait que pour le monde européen qui découvre le Nouveau Monde, la « nation » n'était pas constituée sur ces terres considérées encore comme vierges. A ce propos, Alberto Buela écrit:

*“El sentido continental nace con el descubrimiento hispano de América, dado que antes del descubrimiento no existía tal sentido. Es el mundo ibérico que introduce la noción de pertenencia a una ecúmene cultural de carácter continental como lo es Iberoamérica. Lengua, religión e instituciones compartidas durante tres siglos por todos los pueblos de esta región del globo, crearon en la conciencia hispanoamericana un sentimiento de unidad continental que doscientos años de pertinaz liberalismo político e iluminismo filosófico no han podido desarraigar.”*²⁹

La conscience continentale de ce point de vue est née du contact avec l'Europe, principalement de l'Espagne et du Portugal. L'héritage de cette unité forgée par le colonisateur, en Amérique Latine, fut perceptible, du point de vue politique, par la création de

²⁸ Serge Gruzinski, op. cit., p. 70.

²⁹ Alberto Buela, *Nacionalismos de “patria chica”*, [http://www.arbil.org/\(20\)naci.htm](http://www.arbil.org/(20)naci.htm), visité le 27/12/2007. A. Buela distingue trois étapes dans la construction du nationalisme continental en Amérique latine : pendant la période qui englobe la découverte et conquête du Nouveau Monde, à l'ère des indépendances et en 1898 comme conséquence de la guerre hispano-américaine qui a vu la perte des dernières colonies de l'Espagne en Amérique latine.

vice-royautés, capitaineries générales et des intendances.³⁰ Au plan culturel, elle s'est traduite par l'uniformisation de la langue et de la religion. Le Nouveau Monde des Rois catholiques devint espagnol par la langue et catholique par la foi. Il hérita aussi de trois siècles de tradition administrative, celle de l'Espagne de los *Reyes católicos* d'abord, ensuite de l'Espagne de *La Casa de los Austrias*, et enfin de l'Espagne de *los Borbones*.

Sur le continent africain, la présence coloniale britannique et française s'est surtout développée, de façon durable, en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Il convient de rappeler ici que la découverte et l'exploration du littoral africain ont d'abord été l'œuvre des navigateurs portugais, avec, dès 1419, la découverte des îles Madère, puis en 1431 les Açores, en 1445 les îles du Cap-Vert et en 1482 celle de l'embouchure du fleuve Congo. A la fin du XVe siècle, les royaumes d'Espagne et du Portugal dominaient les mers et le pape Alexandre VI, au nom de l'Eglise chrétienne de Rome, fixa les premières zones d'influence de l'Espagne et du Portugal sur l'Atlantique via les bulles *Intercetera* de 1493. La frontière entre ces deux mondes fut fixée à 270 milles à l'ouest des Açores. C'est ce traité qui fonde, dans un premier temps, l'importance de la conquête hispanique aux Amériques et à un degré moindre celle des Portugais en Afrique.

Ouverte dès les débuts du XVIIe siècle, ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle que la colonisation britannique et française en Afrique est devenue une réalité.³¹ En Afrique francophone l'union des territoires sous drapeau français donna naissance à deux pôles administratifs : l'Afrique occidentale française (A.O.F) et l'Afrique équatoriale française (A.E.F). Le catholicisme comme religion d'Etat et le français comme langue officielle renforcèrent l'union déjà acquise au plan politique. A côté de cette Afrique francophone, l'Afrique de langue anglaise et de foi protestante dite encore Afrique anglophone fut fondue dans un vaste ensemble dénommée *Commonwealth of Nations*.³²

³⁰ A la fin de la conquête, l'Espagne avait instauré dans ses colonies d'Amérique deux vice-royautés. Celles de Nouvelle-Espagne et du Pérou créées respectivement en 1536 et en 1542 et ayant pour capitale Mexico et Lima. Au XVIIIe siècle, en 1739, une troisième fut érigée à Bogotá, la vice-royauté de Nouvelle-Grenade et, en 1776, une quatrième, celle du Rio-de-la-Plata dont la capitale était Buenos Aires.

³¹ Novembre 1884-Février 1885, le colonel Bismarck réunit la Conférence de Berlin qui a pour but de fixer les règles du partage de l'Afrique Noire. A partir de ce moment, la course est engagée et en quinze ans, toute l'Afrique est occupée.

³² Le *Commonwealth of Nations* a été constitué à la fin du XIXe siècle pour fédérer autour de la Couronne britannique, les territoires appartenant à son Empire. Progressivement il a évolué en un rassemblement de

Cette première phase de l'unité liée à l'histoire coloniale des deux continents survécue jusqu'au début du XIX^e siècle en ce qui concerne l'Amérique latine et à la fin de la seconde guerre mondiale pour les colonies d'Afrique. Elle chercha à asseoir l'hégémonie des puissances coloniales par le contrôle total, direct, des hommes et des richesses qui s'y trouvent. Mais dès qu'éclatèrent les premières révoltes avec au fond, une intention de séparation, les colonies ouvrirent une nouvelle page de leur histoire. Si pendant longtemps les statues de Francisco Pizarro Gonzaléz, Hernán Cortés, Pierre Savorgnan de Brazza, Louis Léon Césaire Faidherbe, Lord Hodgson, Henry Morton Stanley, William Maxwell, et autres grands explorateurs, conquérants et gouverneurs ont occupé les places publiques, la marche vers l'indépendance va ériger dans la conscience populaire des noms nouveaux dont ceux de Simon Bolivar et Kwame Nkrumah. Au-delà de la fièvre qu'a constitué la lutte de libération (militaire ou pas), le projet autour duquel s'est cristallisée l'image de Bolivar et Nkrumah fut celui de l'unification des futures nations.

L'union pour quoi ? L'union de qui et/ou de quoi ? Et sous quelle forme ? Ces trois questions à notre avis résument la pensée politique et l'action de Bolivar et Nkrumah à ce moment important de l'histoire de leur continent. Comptés sans aucun doute parmi les plus grandes figures historiques qui ont lutté pour l'indépendance nationale des pays de leur région, ils sont considérés comme ceux qui ont vu avec le plus de lucidité que l'Amérique espagnole et l'Afrique ne pouvaient peser dans le contexte des nations que si elles étaient capables de se constituer en une « grande nation » forte et unie.

Ce rêve de Bolivar et Nkrumah est de nos jours le plus important projet d'avenir du continent américain et africain en cours. Mais comme le reconnaît monsieur Jacques Chonchol :

« Les hommes ne sont pas seulement le produit de leur intelligence, de leurs capacités individuelles ou de leur génie. Ils sont aussi le produit de

pays membres souverains. Ils sont unis comme membres libres et égaux du Commonwealth, coopérant librement dans la recherche de la paix, de la liberté et du progrès ». Source : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/MAP0005/COMMONWEALTH.htm>

*leur époque même si leurs idées la dépassent sur certains aspects. Voilà pourquoi il est important de les étudier dans le contexte de leur temps ».*³³

Et c'est ce qui justifie les deux premières parties de ce travail. L'éclaircissement de certains concepts clés associés au rêve de Bolivar et Nkrumah, la stratification sociale de l'époque, l'éveil des nationalismes et la quête identitaire ainsi que la pensée et l'action des deux hommes seront étudiés. Certes, les phénomènes importants de cette époque ne seront pas tous abordés dans ces parties ni dans toute la thèse. Mais ceux que nous allons soulever donneront au lecteur une juste vision de l'origine du concept de l'unité et sa mise en oeuvre chez Bolivar et Nkrumah.

³³ Présentation de Jacques Chonchol lors du Colloque international sur *Bolivar et son temps* organisé par l'IHEAL du 21 au 24 novembre 1983, *Cahiers des Amériques Latines*, op. cit., p. V.

CHAPITRE I: LES DOCTRINES D'UNITE ET LEURS MANIFESTATIONS

Le projet de Bolivar et NKrumah de réunir sous un même drapeau les territoires qui s'émancipaient de la tutelle de la Métropole a donné lieu à une multitude de notions que ce soit en sociologie, en histoire ou en littérature. Ce sont des notions qui relèvent pour certains, de l'idéologie et pour d'autres de la quête identitaire. C'est d'ailleurs ce qui est à l'origine des prises de positions théoriques parfois contradictoires auxquelles elles donnent lieu. Pour preuve, la seule notion de panaméricanisme dans le champ de la sociologie donne lieu à des approches définitionnelles différentes selon que l'on se situe chez les sociologues anglo-saxons ou latino-américains, ou selon que l'on soit juriste, historien, écrivain etc. C'est ce point de vue que défend Maître Alioune Ndiaye lorsqu'analysant le mot « intégration » il conclut que : « *l'intégration est souvent confondue avec des notions comme l'union, la fusion, la coopération, la communauté.* »³⁴

L'essentiel dans ce genre de situation est comme le conseil Jean-François Kola dans ses travaux sur *Identité et institution de la littérature en Côte d'Ivoire* :

« [C'est] de ne point tomber dans un absolutisme idéologique étant entendu que chaque approche n'apporte en fin de compte qu'une vérité partielle d'une réalité très complexe »³⁵

Cela dit, et bien qu'il nous paraît nécessaire dans le cours de ce chapitre de préciser l'interprétation et la portée des vocables nés du désir d'unité en Amérique Latine et en Afrique depuis les indépendances afin de sortir de la confusion, il ne s'agit pas pour nous de nous engager dans un débat épistémologique ou théorique qui nous éloignerait de notre sujet. Notre démarche obéit plus à une question de méthode qu'à un goût pour la contradiction.

C'est aussi pourquoi en procédant à leur inventaire nous éliminerons tous ceux qui ont fait figure de « feu de paille » tout comme nous ne nous attarderons pas sur les vocables dont le contenu fait l'apologie d'une ethnie sur l'ensemble des autres.

³⁴ Propos rapportés par Ibrahim Diallo dans son article intitulé « face aux grands ensembles comme l'UE : l'intégration, une nécessité pour l'Afrique » publié dans *Sud*, Quotidien du 11/01/2007.

³⁵ Jean-François Kola, *Identité et institution de la littérature en Côte d'Ivoire*, Thèse présentée à la Faculté des Lettres, Université de Limoges, 2005, p. 32.

I- En Amérique latine

« *Que sommes nous et comment devenir ce que nous sommes ?* »³⁶

Cette question que se pose le mexicain Octavio Paz et qui, selon Jean-Marie Lemogodeug, semble résumer aujourd'hui encore les préoccupations de l'intelligentsia latino-américaine dans son ensemble, soulève un problème essentiel, celui de l'identité. Il s'agit avant tout de se définir et de se situer par rapport aux autres. En effet :

« *L'identité d'un individu ou d'un groupe humain, affirme J.M. Lemogodeug, est une qualité qui n'a de sens que lorsque ceux-ci s'expriment en relation avec d'autres individus ou d'autres groupes* ». ³⁷

Cela dit, la recherche identitaire est absolument incontournable. Elle est un principe de vie pour l'individu comme pour la société et ce, dans le cas particulier des pays d'Amérique Latine et d'Afrique nouvellement indépendants. Ces nations que l'on dit être « jeunes » ont comme préoccupation première la nécessité de forger leur souveraineté. La quête est permanente, jamais achevée, elle s'inscrit dans le cours dynamique et dialectique de l'histoire et dépend de ses multiples avatars. Autrement dit, l'identité n'est pas une réalité immédiate mais une réalité en devenir. Quand il s'agit de la définir, Pierre Moessinger dit :

« *Qu'on a l'impression d'un domaine éclaté, d'approches incompatibles, qui se réfèrent à des choses différentes. Les chercheurs le reconnaissent souvent qui affirment que la notion même d'identité est mal définie ; que le rôle de l'identité dans le rapport individu société est à clarifier* »³⁸

Ce constat de Moessinger sur l'étendue des pièges qui se dressent sur le chemin de quiconque s'aventure à mener une étude dans laquelle est inclu le thème de l'identité est d'autant plus vrai que se fait ressentir, pour nous, le besoin de nous limiter à un rappel de l'approche qui cadre le mieux avec les objectifs de ce chapitre.

³⁶ Cité par Jean-Marie Lemogodeug, *L'Amérique hispanique au XXe siècle : Identités, cultures et sociétés*, Paris, PUF, 1997, p. XXIV.

³⁷ Ibidem, p. XXI.

³⁸ Pierre Moessinger, *Le jeu de l'identité*, Paris, PUF, Coll. « le sociologue », 2000, p. 1.

L'identité en effet a donné lieu à diverses approches : psychologique, sociologique, anthropologique, littéraire pour ne citer que ceux là.³⁹ Par conséquent, J. M. Benoit parle de « *déconstruction de la notion (...) en de multiples déterminations.* »⁴⁰ Dans la perspective des sciences sociales, explique Alex Mucchieli :

*« L'identité est plurielle du fait même qu'elle implique toujours différents acteurs du contexte social qui ont toujours leur lecture de leur identité et de l'identité des autres selon les situations, leurs enjeux et leurs projets. »*⁴¹

Cette conception plurielle et relative de l'identité cadre avec la thèse de Lionel Souquet selon laquelle il existerait une multi-identité en Amérique Latine. Evoquant la richesse culturelle de chaque ville ou citoyen d'Amérique latine il s'interroge :

*« (...) qu'y a-t-il, en effet, de commun entre un habitant de Buenos Aires ou d'un village de la Pampa ou encore de la ville andine de Salta ? »*⁴²

Selon Alice Joannon,⁴³ les caractéristiques de cette pluralité s'observent d'abord au niveau linguistique. En Amérique Latine, plusieurs langues coexistent. Bien que les principales langues soient l'espagnol et le portugais, le sous-continent compte aussi avec des langues telles que le nahuatl, le quechua, le zapotèque, le mixtèque et beaucoup d'autres. Ensuite, ces caractéristiques se rencontrent sur le plan démographique, par le grand métissage de sa population. C'est le cas par exemple, au plan national, du Pérou, de la Bolivie et du Mexique qui sont construits sur une matrice indigène originale et d'autres comme l'Uruguay

³⁹ Ces différentes approches sur l'identité ont été largement traitées dans différents travaux. La thèse de Jean-François Kola dresse un excellent résumé.

⁴⁰ J. M. Benoit « Facette de l'identité » in *L'identité : séminaire interdisciplinaire*, sous la direction de Claude Lévi Strauss, Paris, PUF, 1977, p.16.

⁴¹ Alex Mucchieli, *L'identité*, Paris, PUF, 1984, p. 10.

⁴² Lionel Souquet, « L'identité argentine ou la construction d'un mythe littéraire entre Europe et Amérique », in *@mnis*, Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale, EUROPE/AMERIQUES, Université de Bretagne Occidentale (Brest/France), juin 2002. <http://www.univ-brest.fr/amnis>

⁴³ Alice Joannon, « Les intellectuels face au débat des identités : visions, racines, valeurs », deuxième session plénière du 7^e Forro de Biarritz, jeudi 5 octobre 2006.

ou l'Argentine qui ne le sont pas. On compte aussi dans cette configuration des populations d'origine africaine, européenne et asiatique, explique-t-elle.

Pour Le sociologue Victor Armony, cette pluri-identité de plus en plus présente dans le discours public est une réalité implicitement traduite dans le nom donné à la région.

« (...) le terme Amérique latine, dit-il, rend compte d'une appartenance commune, mais il tend à cacher l'extraordinaire hétérogénéité démographique du continent. Des populations d'origine amérindienne, africaine et européenne coexistent ou se mélangent dans des configurations très diverses, sans oublier la présence d'importantes minorités asiatiques. »⁴⁴

De l'avis de Jaime Paz Zamora, ancien président de la Bolivie et d'autres écrivains et chercheurs latino-américains tels Bosi, Darcy Ribeiro, Octavio Paz, Ibañez, parmi tant d'autres, qui ont discuté des contradictions si nombreuses dans le mode de vie quotidien latino-américain, il existerait différentes Amériques Latines. Ainsi puisqu'il apparaît clairement qu'il y a plusieurs identités en Amérique Latine donc plusieurs Amériques Latines la question qui suit est dans quelle mesure cette pluralité a-t-elle été prise ou - pour actualiser le débat -, peut être prise en compte dans le processus d'évolution sociale et politique du sous-continent pour servir de pierre angulaire aux divers projets d'union continentale qui ont cours dans la région voire dans tout l'hémisphère ? Les différentes théories d'unité et les projets qui l'ont accompagné dans l'ensemble de l'hémisphère occidental dès la proclamation des premières indépendances nous permettront d'examiner les contours du problème.

A- Le panaméricanisme : théorie de l'unité continentale

La vision d'un Nouveau Monde mis dans un même rythme de progrès, acquis à un même régime politique, avait été aussi bien ressentie par les Pères de la Révolution américaine de 1776 que par les *Libertadores* au début du XIXe siècle. Certes ces *Libertadores*, dans leur conception d'un Nouveau Monde libre et uni n'avaient pas clairement défini le rôle de la soeur anglo-saxonne à cette époque ou toute la région se trouvait engagée

⁴⁴ Victor Armony, « Démocratie et inégalité dans les Amériques », *Chaire de Recherche du Canada en mondialisation : Citoyenneté et démocratie*, <http://www.chaire-mcd.ca> Texte paru dans la presse (Montréal), 17 avril 2001, http://www.cyberpresse.ca/reseau/editorial/xp/edi_p1049715.html Visité le 16 mai 2007

dans un processus d'émancipation. Certains États ayant déclaré leur indépendance l'avaient obtenu par la force alors que d'autres poursuivaient encore leur lutte de libération nationale. L'idée des puissances européennes – Espagne, Portugal, Angleterre, France principalement - de maintenir leur présence dans la région soit par reconquête ou par achat de territoires, soit par invasion ou par établissement de liens commerciaux, va cependant déclencher au sein des peuples américains des sentiments communs dont l'expression au niveau idéologique va être traduite par un mot : panaméricanisme.

André Siegfried écrit à ce sujet :

*« (...) les peuples d'Amérique, inspirés d'un idéal commun, ont trouvé une expression satisfaisante de ce qui les unit entre eux »*⁴⁵

Il n'est peut-être pas sans intérêt de dire que le mot « panaméricanisme » d'un usage courant aujourd'hui, né en territoire américain et daté du XIXe siècle a été et est encore employé avec des acceptions diverses et parfois erronées par des publicistes de tous pays et, hors d'Amérique, par des diplomates et des hommes d'États. Dans cet imbroglio, un autre mot plus récent, « inter-américain », a été proposé en substitution. Mais de l'avis d'Eugène Pépin qui s'est intéressé aux origines du mot « panaméricanisme » et de J. M. Yepes qui a analysé les différences sémantiques entre les deux – panaméricanisme et inter-américain -, ils ne signifient pas la même chose.

*« Inter-américain fait penser aux intérêts divergents et même opposés qu'il s'agirait de coordonner momentanément dans un but limité et plutôt utilitaire. « Panaméricain », par contre, évoque la solidarité continentale et l'égalité juridique entre toutes les républiques du Nouveau Monde. »*⁴⁶

« Inter-américain » de ce point de vue est une expression purement commerciale quand « Panaméricain » arrime avec l'éveil d'un sentiment commun sur quelque chose de purement politique et culturel.

⁴⁵ Eugène Pépin, *Le Panaméricanisme*, Paris, Armand Colin, 1938, p. 9. Préface d'André Siegfried.

⁴⁶ Ibidem., p. 25.

Quelles que soient les interprétations, pour Jean-Gérard Cadet,⁴⁷ le « panaméricanisme » est la doctrine de l'unité continentale en Amérique. En tant que telle, cette doctrine est associée selon lui, à l'adresse du président des États-Unis James Monroe, de 1823. Dans son message tout aussi diversement interprété, d'une part, Monroe apporta le soutien politique de son pays aux républiques latino-américaines nouvellement indépendantes ou sur le chemin de l'être, en se déclarant hostile aux visées européennes de rétablir des colonies ou créer des protectorats dans l'hémisphère.

*« The American continents, by the free and independent condition which they have assumed and maintain, are henceforth not to be considered as subjects for future colonization by any European powers... »*⁴⁸

D'autre part, le Président des États-unis prit position contre les restaurations monarchiques :

*« We owe it, therefore, to candor and to the amicable relations existing between the United States and those powers to declare that we should consider any attempt on their part system to any portion of this hemisphere as dangerous to our peace and safety »*⁴⁹

Pour le Président Monroe, tous les États des Amériques – la plupart ont tiré leur première constitution de celle des États-Unis - sont liés par le désir de liberté et de bonheur, ce qui amène son pays à considérer avec bienveillance la lutte des peuples d'Amérique latine. Par conséquent, toute atteinte à leur indépendance consituterait une menace à la paix et à la sécurité des États-Unis.

En somme, de par cette déclaration de portée générale, les États-unis font deux choses : premièrement, ils expulsent explicitement les puissances européennes du continent en leur refusant le droit d'intervenir dans les affaires des Amériques. Ensuite ils se rapprochent politiquement des nouvelles nations latino-américaines avec lesquelles ils se sentent liés par la

⁴⁷ Jean-Gérard Cadet, « Les États-Unis et l'Amérique latine. De Monroe à l'initiative pour les Amériques, ou de l'hégémonie totale à la volonté de partenariat », in *Continentalisation*, Cahier de recherche 2000-01, Université du Québec à Montréal, Janvier 2000. <http://www.unites.uqam.ca/gric>

⁴⁸ Ibidem., p. 8.

⁴⁹ Ibidem.

géographie, le désir de liberté et de bonheur. C'est ce qui est dit implicitement dans cette citation tirée du fragment du discours de Monroe reproduit dans le livre d'Eugène Pépin.

« Les événements qui se produisent en cette partie du globe avec laquelle nous avons tant de liens et d'où dérive notre origine, trouve toujours en nous des spectateurs attentifs et intéressés. Les citoyens des États-Unis nourrissent les sentiments les plus amicaux en faveur de la liberté et du bonheur de leurs amis de l'autre côté de l'Atlantique. »⁵⁰

Selon lui, ce message du Président Monroe qui va devenir plus tard la Doctrine Monroe reçoit un accueil enthousiaste dans toute l'Amérique. Pour les citoyens des États-Unis, c'est un gage de la stabilité politique et de la paix dans la région. Les jeunes Républiques latino-américaines y voient une manifestation de solidarité continentale, une garantie de l'indépendance acquise et une promesse de défense commune contre les assauts des puissances européennes et principalement, contre un retour éventuel de l'Espagne.

Ce sont ces idéaux d'indépendance de tous les États, de paix, de solidarité et de liberté qui constituent aux yeux de chercheurs comme Pierre Queuille, Eugène Pépin, J. M. Yepes, les caractéristiques fondamentales du panaméricanisme qui, certainement, amène Reinaldo Rojas à voir dans la Doctrine Monroe la première manifestation de l'unité continentale dans les Amériques. Voici ce qu'elle déclare :

« En nuestro continente el tema de la integración aparece tempranamente. Prácticamente acompaña (...) la proclama del Presidente de los Estados Unidos, James Monroe, de 1823, en el que señala al continente americano como territorio no sujeto a “futura colonización por ninguna de las potencias europeas” lo cual se tradujo con el tiempo en el principio geopolítico estadounidense de “América para los americanos”, origen del panamericanismo »⁵¹

⁵⁰ Eugène Pépin, op. cit., p. 20.

⁵¹ Reinaldo Rojas, *La unidad latinoamericana y caribeña en el pensamiento y la acción política del libertador Simón Bolívar*, Universidad Pedagógica Experimental Libertador-Venezuela, 2001, p. 161.

Cependant, le Nouveau Monde restera même après la conférence de Washington d'octobre 1889 qui a vu la création de la première institution panaméricaine, l'Union Internationale des Républiques Américaines, pénétré quand même d'influences européennes. Contraint d'une part d'accepter une vision politique qui dépasse les limites du continent lui-même et d'autre part, pris dans l'étau de l'application de la Doctrine Monroe dans ses multiples facettes, le panaméricanisme « étatsunien » sera contesté à la fois en Europe et dans les ex-colonies espagnoles et portugaises d'Amérique.

A ce propos, Eugène Pépin qui place sous le label de « panaméricanisme » toutes les manifestations de solidarité continentale en Amérique, distingue cependant les initiatives Nord-américaines de celles des Républiques latino-américaines ou des projets suscités par l'Espagne. C'est là sans doute qu'il conviendrait de chercher la genèse du courant de pensée connu sous le nom d'ibéro-américanisme.

B- L'idéologie ibéro-américaine de l'unité en Amérique latine

Depuis la naissance de son Empire en Amérique jusqu'à sa perte en 1898, la pensée politique espagnole n'a cessé de développer le réseau idéologique de la soi-disant vocation universaliste des peuples ibériques (le Portugal inclus).⁵² Selon Victor Morales-Lezcano⁵³ qui a publié un article sur ce sujet, le monde ibérique avec l'Espagne à sa tête, avait représenté la civilisation-pont par excellence entre la *Civitas chrétienne* et l'*Umma musulmane* au Moyen-âge, tandis qu'aux temps modernes, elle avait été appelée à servir de civilisation-pont entre le Vieux et le Nouveau Monde, c'est -à- dire entre l'Europe et l'Amérique, entre le passé et le futur historique de l'hémisphère occidental.

Une telle perception de leur rôle dans le dialogue contemporain des civilisations aurait permis au monde ibérique de façonner les avenues de sa projection dans les relations

⁵² L'ibérisme est l'union intime territoriale entre l'Espagne et le Portugal aux années 1580-1640. Hipólito de la Torre, *Antagonismo y fractura peninsular. España-Portugal 1910-1919*, cité par Jean-Marc Delaunay, « L'Espagne et la grande guerre », in *La moyenne puissance au Xxème siècle. Recherche d'une définition*, Stratiscore, Institut de STRATÉGIE Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut des Conflits Contemporains, Dossier, http://www.stratisc.org/IHCC_8.htm#_ftn2 Dernière visite le 16 mai 2007

⁵³ Victor Morales-Lezcano, « L'Espagne des années de guerre et son isolement d'après-guerre (1939-1953) », in *La moyenne puissance au Xxème siècle. Recherche d'une définition*, Stratiscore, Institut de STRATÉGIE Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut des Conflits Contemporains, Dossier, http://www.stratisc.org/IHCC_8.htm#_ftn2 Dernière visite le 16 mai 2007

internationales en accord avec l'échelle de valeur suivantes : communauté « ibérophone » en Amérique ou autrement dit, « ibéro-américanisme ».

Donc, cette notion qui est née en Espagne et a été vulgarisée par les géographes espagnols vient rendre parfaitement compte des changements qui se produisent dans l'équilibre des forces européennes durant le dernier tiers du XIX^e siècle. Ces changements se traduisent par l'expansion de l'Europe et un processus de distribution territoriale.⁵⁴ Selon Victor Morales-Lezcano, Les géographes espagnols vont essayer de faire marcher ensemble les projets et les intérêts territoriaux de l'Espagne et du Portugal dont les colonies en Amérique sont très convoitées par les pays du domaine anglosaxon. De cette démarche naîtra le courant de pensée connu comme « ibérisme » qui, se ravitalisant à ce moment là, va s'étendre à la France sous la forme de la Triple Alliance du Sud. Avec la France ce qui est mis en relief, ce sont les intérêts communs des pays du domaine latin.

Mais, comment cette notion qui est née en Europe de l'union matérielle entre l'Espagne, le Portugal et la France va-t-elle s'implanter en Amérique latine pour constituer le socle sur lequel va se poser un projet d'union de ses nouvelles nations ?

Pour José Antonio Rodríguez-Esteban, c'est l'échec de ces deux essais de rapprochement (entre l'Espagne et le Portugal d'une part et entre l'Espagne, le Portugal et la France d'autre part) qui transportera « l'ibérisme » dès le début du XX^e siècle vers les pays américains de langue espagnole.

*« Iberismo, dit-il, was to become « Hispano-Americanismo », and the defence of strategic and material interest was to begin with a reaffirmation of the moral and spiritual qualities of peoples sharing common roots and common language. »*⁵⁵

En Amérique espagnole l'adoption et le développement de cette idéologie est devenue plus qu'une réalité en raison des événements politico-militaires qui ont cours dans

⁵⁴ Il s'agit de la Conférence de Berlin de 1885 dont nous avons parlé en note de bas de page dans l'introduction de cette partie.

⁵⁵ José Antonio Rodríguez-Esteban, "Geopolitical. Perspectives in Spain: from the Iberismo of the 19th century to the Hispanoamericanismo of the 20th," Finisterra, numero 65, 1998, p. 185.

http://www.ceg.ul.pt/finisterra/numeros/1998-65/65_20.pdf Visité le 8 septembre 2007

l'hémisphère. Selon Olivier Dabène,⁵⁶ les Etats-Unis devenus puissance militaire, au nom des diverses interprétations de la doctrine Monroe vont étendre leur suprématie dans la région. Ce sont à tour de rôle Cuba qui lui est opprimée militairement, Porto-Rico qui est occupée, les Philippines qui sont arrachées à l'Espagne et Belize qui devient un protectorat anglais.⁵⁷

Dans cette guerre des Anglo-saxons contre l'Espagne, même si les ex-colonies ont adopté une attitude de neutralité, les termes du traité de Paris de 1898 qui les arrachaient une bonne fois pour toute à la Mère Patrie, suscita amour et sympathie pour l'Espagne dans le Nouveau Monde. Concrètement, ce sentiment se traduisit par l'entrée massive des ex-colonies dans l'Union Ibéro-américaine, une union morale née quelques années auparavant. Si José Antonio Rodríguez-Esteban sur qui nous nous sommes appuyés pour donner cette lecture des faits préfère parler d'hispano-américanisme, à ce moment là, pour marquer l'appropriation et le développement du terme dans le Nouveau Monde, d'autres adeptes de l'hispano-américanisme dont Leopoldo Basa, voient les choses autrement.⁵⁸

⁵⁶ Olivier Dabène, *L'Amérique latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1994.

⁵⁷ Les différentes interventions militaires américaines en Amérique latine depuis la guerre américano-espagnole de 1898 à l'opération nicaraguayenne de 1926-1934, sont ici dressées par Olivier Dabène.

Pays	Année
Cuba	1898-1902, 1906-19, 1912, 1917-1922
Guatemala	1920
Haïti	1954-1934
Honduras	1903, 1907, 1911, 1912, 1924, 1925
Mexique	1914, 1916-1917
Nicaragua	1909-1910, 1912-1925, 1926-1933
Panamá	1903
Porto-Rico	1898
République Dominicaine	1903, 1904, 1905, 1912, 1916-1924

⁵⁸ Leopoldo Basa, "El mundo de habla española", *Cuaderno de cultura*, número XXII, Valencia, 1930
<http://www.filosofia.org/aut/001/1930basa.htm>

C- Leopoldo Basa et les tenants de l'hispano-américanisme

Dans son article intitulé *El mundo de habla española*, Leopoldo Basa relève les insuffisances de l'approche ibéro-américaine de l'unité en Amérique latine. Dans cette approche - qu'il critique - Leopoldo Basa note que l'« ibéro-américanisme » dans les termes que lui donnent ces concepteurs est polysémique et insuffisamment définie. Voici ce qu'il déduit de leur définition :

*« Iberoamericanismo, espiritualmente hablando, quiere decir: unión de España y Portugal, unión de Portugal y de Brasil, unión de Brasil y las diez y nueve Repúblicas hispanoamericanas y unión de Brasil y España. »*⁵⁹

Il ajoutera cependant que cette définition ne correspond pas à la réalité historique, linguistique, culturelle du continent ni même à l'histoire des deux nations civilisatrices.

Parlant des similitudes qui peuvent exister entre l'Espagne et le Portugal, il écrit:

*« En la península ibérica hay dos cosas muy diferentes entre sí y son las dos naciones peninsulares que la forman. Tienen un pasado que no es común (salvo en cortas etapas) y su presente y su futuro son de absoluta independencia y de rumbos diversos por ser dos países vivos que marcan avances diferentes y dejan estelas muy distintas. »*⁶⁰

S'appuyant sur l'histoire des nationalismes en Europe et sur la classification ethnique que les ethnologues ont défini, Leopoldo Basa fait remarquer que bien qu'appartenant à la même famille ethnique (les langues dites romanes), la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal s'opposent par la différence de leurs coutumes, les particularités au niveau linguistique, leur régime politique et bien d'autres caractéristiques qui leurs sont propres. De sorte qu'à la fin du XVe siècle s'était cristallisée en Espagne la « race » dite « hispanique ». C'est cette race qui, portant en elle les traits culturels laissés par les années d'invasion wisigothe et arabe, a découvert, peuplé et civilisé l'Amérique latine. C'est pourquoi se référant à cette race, il trouve que les pays nés de la colonisation ibérique n'ont rien en commun à part le fait de se trouver dans le même espace géographique.

⁵⁹ Ibidem., p. 14.

⁶⁰ Ibidem.

*« Nada hay de común allí más que el origen continental. Los otros orígenes son distintos. Dos razas, dos culturas, dos idiomas; diversidad que, desde luego, no conduce al odio, pero tampoco a repetidas emociones fraternas. Hasta la misma independencia del Brasil se hizo en condiciones diferentes a las de las repúblicas hispanoamericanas. »*⁶¹

Autrement dit, l'originalité et la complexité des civilisations espagnoles et portugaises sont trop prononcées pour pouvoir les assembler. Pour lui, c'est donc un leurre si certains milieux espagnols pour manifester leur patriotisme péninsulaire ont fait ou continuent de faire usage d'un terme que la Real Academia de la Lengua elle-même a rejeté.

A ce niveau du raisonnement de Leopoldo Basa, une question s'impose et se pose. Quel serait le terme approprié pour désigner en Amérique latine, les projets d'union dans lesquels le Brésil prend une part active ? Pour répondre à cette question, nous laisserons parler les textes.

Dans la Gazette littéraire de Madrid publié en 1927 on lit ceci :

*« No hay, a nuestro juicio, otros nombres lícitos y justificados para designar globalmente –de un modo exacto que selle los tres factores fundamentales: el primitivo origen étnico, la identidad lingüística y su más genuino carácter espiritual a las jóvenes Repúblicas de habla española, que los de Iberoamérica, Hispanoamérica o América española. Especialmente, cuando se aluda a intereses espirituales, a relaciones literarias, intelectuales o de cultura.»*⁶²

Ces lignes semblent être celles reprises par Leopoldo Basa, exception faite au mot « iberoamérica » qui pour les raisons déjà évoquées apparaît impropre à ses yeux à désigner le continent.

« la raza que descubrió, pobló y civilizó la mayor parte de América fue española (...) en consecuencia y por razones históricas, etnográficas,

⁶¹ Ibidem, p. 15.

⁶² "Madrid, meridiano intelectual de Hispanoamérica" *La Gaceta literaria*, Madrid, número 8, 15 de abril de 1927, p. 1. <http://www.filosofia.org/hem/dep/gac/gt00801a.htm>

lingüísticas, sociológicas, de sentimiento y de pensamiento, debe decirse: «Hispanoamericanismo», «América española» y «Países hispanoamericanos» »⁶³

Les appellations « Hispanoamericanismo », « América española », peuvent-elles être mises dans un même champ sémantique ? J. A. Calderón Quijano répond :

« El término Hispanoamérica (...) tiene un sentido análogo al de América española. Es el verdadero concepto aplicable a la antigua América española (la mayor parte del nuevo continente y las porciones insulares anejas), donde la vida, la raza, común denominador de las civilizaciones aborígenes, y el idioma, son el aglutinante español que da unidad a aquellas tierras, diversas en su origen, en su etnia y en sus costumbres, en sus niveles culturales y civilizadores antes de la presencia de España »⁶⁴

En quoi peuvent-ils être applicables à une région dont un pays comme le Brésil se distingue par sa particularité historique et culturelle ? Le préfixe « Hispano » et l'adjectif « española » intègrent-ils dans leur signification ces différences que nous venons d'évoquer ?

L'interprétation de l'*Enciclopedia Universal Ilustrada Europeo-Americana*, sur le contenu sémantique des différentes terminologies rattachées au concept « América » éclaire largement le lecteur sur les analogies et les différences qui peuvent apparaître.

« 1.º el adjetivo español indica todo lo que procede de España (raza, lengua, costumbres, etcétera); 2.º el apelativo latino se refiere en sentido estricto a un antiguo pueblo de Italia, y la acepción amplia y moderna comprende a Francia e Italia, que nada han tenido que ver con el descubrimiento, civilización y fundación de las Repúblicas hispanoamericanas, y 3.º el calificativo ibero, si bien tiene remota antigüedad y es admisible en el orden literario, no lo es en el caso que nos

⁶³ Leopoldo Basa, op. cit., p. 18.

⁶⁴ J. A. Calderón Quijano, "Hispanoamérica. I. Concepto", in *Enciclopedia GER*, Categoría Geografía, Última actualización 1991. http://www.canalsocial.net/GER/ficha_GER.asp?id=6634&cat=geografia Visité le 27/12/2007.

*ocupa, pues ni los iberos ocuparon toda España, ni la raza que descubrió y civilizó la América tenía de ibera sino una mínima parte (ya que después vinieron los celtas, los romanos, los visigodos y los árabes, prescindiendo de otras menores influencias étnicas). Los escritores citados, y con ellos el uruguayo José Enrique Rodó, el español Vázquez de Mella y la generalidad de los autores, incluyen en la tendencia y en el calificativo de hispanoamericano al Brasil, no por expansión dominadora, sino porque el calificativo español y el nombre de Hispania convienen a todos los habitantes y a todo el territorio de la Península. »*⁶⁵

Toutes ces dénominations trouvent leur fondement dans l'histoire coloniale qui lie l'Espagne à l'Amérique latine. Miguel Rojas-Mix qui abordait la question de l'identité en Amérique latine à partir de la pensée politique de Simón Bolívar montre que l'idée complexe de l'unité dans cette partie du monde repose, dès son origine, sur tout un ensemble de topiques que l'on retrouve clairement dans les discours et écrits politiques du libérateur Simón Bolívar.⁶⁶

L'idéal bolivarien de l'unité à son avis repose sur l'hypothèse culturelle et historique commune aux nations américaines issues de trois siècles de colonisation espagnole et des

⁶⁵ Enciclopedia Universal Ilustrada Europeo-Americana, "España: hispanoamericanismo", Hijos de J. Espasa, Barcelona, Tomo 21, 1923, p. 732.

⁶⁶ Rojas-Mix Miguel, "J'ai ma politique à moi: Bolívar y la cuestión de la identidad continental", in *Bolívar et son temps*, op. cit., pp. 119-134. Dans cet article, l'auteur distingue deux phases dans l'évolution de l'hispano-américanisme. Ces deux phases correspondent à deux types d'hispano-américanisme différents. Ils constituent en même temps, les différents sens qu'il donne à ce mot. Historiquement parlant, Rojas-Mix Miguel situe la première manifestation de l'hispano-américanisme dans l'invasion française du Mexique en 1862 favorisée par le mythe de la « race latine » qui avait été lancé en 1856 par Francisco Bilbao. Elle correspond au pan-latinisme de Chevalier et au latino-américanisme dont elle marque la genèse. La deuxième manifestation naît en 1898 à la suite de la perte des dernières colonies de l'Espagne en Amérique latine. Associée au mythe de l'« hispanité », elle serait l'oeuvre de la Génération 98 dont Ramiro de Maetzu serait l'idéologue le plus reconnu. Comme idéologie, elle prétendait récupérer sur le plan culturel ce que l'Espagne avait perdu sur le terrain politique. Le deuxième type d'hispano-américanisme est celui qui s'applique au projet de Bolívar (le bolivarisme). La première phase du bolivarisme est antihispanique. Différente du panaméricanisme elle s'inscrit dans le cadre de la conférence de Panamá de 1826. La deuxième phase se rencontre dans les conférences hispano-américaines qui ont suivi l'échec de celui de Panama et dans le rapprochement volontaire des nations latino-américaines à la « Mère Patrie » suite aux événements politiques de 1898.

guerres d'indépendance qui se prolongèrent de 1810 à 1824. La vision que Bolivar a de « l'Amérique espagnole », « Amérique Méridonale » ou « Amérique du Sud », selon les différents termes qu'il emploie, est ce qui va donner naissance au terme « Hispanoamérica » que lui-même n'a jamais employé ; l'Amérique Hispanique, exprimant une communauté culturelle – essentiellement linguistique – qui doit entraîner une solidarité politique contre l'ennemi commun : l'Espagne. Cette conception de « l'hispano-américanité », Miguel Rojas-Mix ajoute qu'elle pourrait se résumer en une phrase célèbre de *Lettre à un habitant de la Jamaïque* de Simon Bolivar qu'il cite.

« (...) nous ne sommes ni indiens ni européens, mais une espèce intermédiaire entre les propriétaires légitimes du pays – les amérindiens – et les usurpateurs espagnols »⁶⁷

Pour Miguel Rojas-Mix, c'est une étape importante dans la construction identitaire et la recherche de l'unité. Elle est même la première phase contre laquelle sera opposée une autre facette de l'unité de l'Amérique Latine au cours du siècle.

D- Le point de vue des « latino-américanistes »

Dans cette querelle sémantique, un autre courant de pensée connu sous l'appellation de « latino-américanisme » conduit par des intellectuels comme Tito Drago et Lía Varela, oppose un autre point de vue aux tenants de l'hispano-américanisme et de l'ibéro-américanisme. Ces intellectuels ne balaient pas totalement du revers de la main les idées avancées par les courants antagonistes. Pour eux, toutes les théories antérieures ont leur raison d'être, parce que leurs auteurs s'appuient sur l'évolution des relations internationales après les indépendances pour fonder leur légitimité. Mais aussi convaincante qu'elles puissent paraître, il n'en demeure pas moins qu'elles restent incomplètes, trop réductrices pour être adoptées par toutes les composantes de la société latino-américaine postcoloniale comme des aléas de leur identité et de leur unité. C'est ce qu'on retient des propos de Tito Drago.

« Todas las denominaciones que surgieron tienen alguna razón de ser, pero son incompletas y carecen de la legitimidad dada por los interesados directos a través del uso. Indoamérica, es una expresión indigenista

⁶⁷ Simón Bolívar cité par Lionel Bouquet, op cit., p. 6.

acuñada en 1930 por el peruano Victor Raúl Haya de la Torre y retomada después con un contenido socialista por su connacional José Carlos Mariátegui. Pero también es parcial, pues deja de lado el ingrediente africano que, en mayor o menor medida, está presente en toda América. El término Afroamérica nació por la misma época y logró afirmarse en el campo cultural pero, al igual que indoamérica, no resistió la prueba del uso para abarcar a la globalidad de América Latina. La denominación de Hispanoamérica tiene a su vez varios tiempos. (...) Fue diseñada por el libertador Simón Bolívar, apuntaba a la unión de las repúblicas recién liberadas (...), era muy antihispánica »⁶⁸

En fait, les latino-américanistes reprochent à leurs prédécesseurs de ne pas tenir compte dans le développement de leur idéologie, du syncrétisme racial fort présent dans la société latino-américaine. En effet, comment ces qualificatifs peuvent-ils recouvrir des pays et des peuples dont le substrat est amérindien ou africain ? Comment peuvent-ils convenir à des pays marqués par l’immigration nord-européenne ou asiatique ? Telles sont les interrogations qu’ils ont soulevées.

Contre l’idéologie de l’ibéro-américanisme de l’unité – ou hispano-américanisme selon l’interprétation de José Antonio Rodríguez-Esteban -, Tito Drago trouve que c’est un concept qui a un fond impérialiste. Selon lui, en réalité, en vulgarisant ce terme qu’elle a inventé, certes l’Espagne entendait faire barrage à l’influence des anglo-saxons dans l’hémisphère mais aussi et surtout, elle espérait récupérer sur le terrain culturel ses colonies qu’elle avait perdues au niveau politique.

Les recherches de Lía Varela sur la politique linguistique de l’Espagne et du Portugal en Amérique Latine soutiennent ce point de vue. S’appuyant sur une lecture des articles des grands dictionnaires de l’Espagnol consacré à « hispanidad », Lía Varela note que les différentes transformations subies par le mot depuis sa définition ethno-linguistique traditionnelle jusqu’à sa formulation géopolitique suivent de près les avatars de l’histoire politique qui unit et sépare les pays en question.

⁶⁸ Tito Drago, “Los cien nombres de Nuestra América”, in *Unidad en la diversidad*, Tribuna de opinión, 5 de febrero de 2000. <http://www.unidadenladiversidad.com>

En effet, après les guerres de l'indépendance, tout lien diplomatique avec l'Espagne est coupé. De nouveaux liens se tissent entre les pays indépendants d'Amérique latine et d'autres puissances mondiales. Au vu de son isolement, surtout pour faire face à l'invasion anglo-saxonne dans la région, l'Espagne et le Portugal vont entreprendre de reconstruire, ne fût-ce que symboliquement, l'empire à jamais perdu. Pour y arriver, les anciens colonisateurs vont jouer la carte linguistique. C'est ainsi que, par exemple, la Real Academia Española va encourager en Amérique latine la création d'académies correspondantes⁶⁹ et même nommer « académiciens » des sécessionnistes de longue date : le vénézuélien Andrés Bello devient académicien honoraire en 1851, puis le premier académicien correspondant en 1861. En Argentine, l'honneur retombe sur J. M. Gutiérrez et J. B. Alberti en 1873.

« C'est ainsi [conclut Lía Varela] qu'on pense pouvoir opposer une digue peut-être plus puissante que les baïonnettes elles-mêmes, à l'esprit envahisseur de la race anglo-saxonne dans le monde découvert par Colomb. »⁷⁰

Le rejet de ce concept par Tito Drago et Lía Varela repose en deuxième lieu sur le refus d'associer l'avenir de l'Amérique latine à l'héritage ibérique caractérisé par son retard. Jean Marc Delaunay et Victor Morales-Lezcano présentent quelques données élémentaires du pays dès le début du XXe siècle.

En 1914, sur quarante cinq pays formellement indépendants, l'Espagne avec ses vingt et un million d'habitants répartis sur un pays de 505 000 km², se situait quant à la superficie, au vingtième rang, ayant perdu ses territoires d'outre-mer en 1898-1899 soit par défaite militaire ou par vente et gagnée peu de territoires dans le vaste mouvement de répartition de

⁶⁹ Se créent successivement l'Académie colombienne en 1871, puis celle de l'Equateur en 1874, du Mexique en 1875, du Salvador en 1876, du Venezuela en 1883, du Chili en 1886, du Pérou en 1887 et du Guatemala en 1888. Les épisodes de la fin du siècle à Cuba marquent une longue interruption dans ce processus, ce qui met d'ailleurs en évidence son caractère politique. Celui-ci reprend en 1923 avec la création de l'académie uruguayenne et de Costa Rica, Philippines en 1924, Panamá et Cuba en 1926, Paraguay, Santo Domingo et la Bolivie en 1927, Nicaragua en 1928, l'Argentine en 1931 et Honduras en 1949. Lía Varela, *Hispanophonie-Francophonie. Éléments de comparaison*, Instituto de investigação e Desenvolvimento em política Lingüística, 15/05/2003. <http://www.ipol.org.br> Visité le 16 mai 2007

⁷⁰ Ibidem.

l'Afrique. Sur le plan économique, le pays était encore arriéré par rapport à d'autres pays d'Europe comme la France et l'Italie.

« (...) à la veille de la Guerre [1914-1918], le marché national était largement inachevé. Lui faisait surtout défaut un réseau moderne de transport (...). Outre la dépendance énergétique – charbon anglais, pétrole américain – l'Espagne souffrait surtout d'une faiblesse technologique qui l'obligeait à importer une très large partie des machines nécessaires à son tissu industriel et à son réseau de communication. Enfin (...) le pays était notoirement sous-fiscalisé. Cela entraînait une carence permanente des moyens budgétaires de l'Etat. »⁷¹

Au niveau politique, le régime politique de l'Espagne des débuts du XXe siècle, figé dans le système de l'alternance entre conservateurs et libéraux connaissait une réelle instabilité. Jean-Marc Delaunay dénombre dix-sept combinaisons de 1900 à 1914 soit, et précise-t-il, un record, à égalité avec le Portugal devenu république en 1910, la France, l'Italie, l'Autriche-Hongrie qui en comptaient respectivement treize, onze et neuf quand pendant la même période, l'Allemagne avait connu deux cabinets et le Royaume-Uni quatre.

Pour nécessairement imparfait qu'ils peuvent être, ces indices tendent à refléter la place affectée à la monarchie ibérique par les réalités internationales. Jugée donc par son potentiel économique, par ses données physiques et démographiques ainsi que par le degré de cohésion sociale et politique, l'Espagne de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle n'irradiait pas ce progrès auquel aspiraient les élites politiques et intellectuelles de ses anciennes colonies.

En dernier ressort, Tito Drago fait la différence entre le « territoire » et la « communauté » de langue espagnole et portugaise. Pour lui, si la classe politique a fait sienne la notion en associant son histoire à celle de la péninsule ibérique, les habitants, eux, ne l'ont pas encore revendiquée. Mieux, ces derniers lui ont opposé un terme, plus récent certes, mais plus apte à embrasser à la fois les espaces géographiques que compte la région à savoir, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud et, à les différencier du reste du

⁷¹ Jean Marc Delaunay, op. cit., Sans page.

monde. Et ce concept novateur et unificateur est bel et bien « América Latina » ou « Latinoamericanismo ».

« En la actualidad, dit-il, (...) el concepto de América latina aparece ligado al reconocimiento de la necesidad de la integración como una condición indispensable para que se integre en la globalización en condiciones competitivas. Hoy más que nunca, los habitantes de la América de habla hispana y portuguesa se sienten identificados con el nombre de Latinoamérica.»⁷²

Les propos de l'ancien député espagnol au Parlement européen, Enrique Barón, semblent légitimer cette expression.

« En América Latina, sus habitantes denominan así a la región, y a la gente, para tratarla con respeto, hay que reconocerle su propio nombre »⁷³

Quel commentaire pour le continent Africain?

II- En Afrique

En Afrique, parmi les concepts qui ont nourri les débats autour de l'unité, le mot « panafricanisme » est celui qui a retenu l'attention des historiens. Conçu sur le modèle du « panaméricanisme », le terme « panafricanisme » désigne en fait des courants assez différents suivant l'époque à laquelle on les considère. C'est ce qui explique pourquoi il est diversement défini par ses théoriciens. Cette confusion est d'autant plus logique qu'en fonction des influences extra-africaines qui s'exercent encore sur ce courant politique, Philippe Decraene constate : « on parle parfois de panafricanisme britannique ou de panafricanisme français »⁷⁴

Cette complexité de la notion, son manque de précision également tiennent à ce que les schémas culturels s'y superposent, s'y opposent même parfois aux schémas purement politiques. Mais l'imprécision, les contradictions des théoriciens et des penseurs, des

⁷² Tito Drago, op. cit., Sans page.

⁷³ Ibidem.

⁷⁴ Philippe Decraene, *Le Panafricanisme*, Paris, PUF, 1959, p. 6.

doctrinaires et des pragmatiques du panafricanisme n'enlèvent rien en la force du mouvement. Elles imposent simplement à l'observateur de clarifier les choses. Et c'est ce que nous tenterons de faire de façon laconique, en suivant le panafricanisme dans ses cheminements historiques et en l'étudiant dans ses diverses manifestations.

A- Le panafricanisme avant la période de décolonisation

Selon George Padmore,⁷⁵ l'un des théoriciens du panafricanisme, l'expression « panafricanisme » était inconnue avant le début du XXe siècle quand un avocat, descendant Africain de l'Île de la Trinité, Henry Sylvester-Williams, alors conseiller juridique auprès de plusieurs chefs africains et plusieurs autres dignitaires indigènes des colonies anglaises en Afrique, prit l'initiative de convoquer une conférence africaine à Londres en 1900. A cette époque l'Afrique traversait des crises raciales. Les terres ancestrales des Africains étaient menacées par les colons anglais.

« La compagnie Sud-Africaine à charte fondée par Cécile Rhodes étendaient ses tentacules à l'intérieur de l'Afrique Centrale. Même en Afrique Occidentale, le Gouverneur de la Côte de l'Or, Sir William Maxwell, tentait de transformer des terres tribales fanti en propriété de la Couronne »⁷⁶

A en croire George Padmore, c'est cette conférence appelée à être un forum de protestation contre les agressions des colonisateurs blancs et à laquelle assistèrent des délégués venus de l'Angleterre et des Antilles ainsi qu'un petit nombre de Nord-américains de couleur, qui mit le mot « panafricanisme » dans le dictionnaire pour la première fois. L'idée du panafricanisme surgit donc comme « (...) une manifestation de solidarité fraternelle entre Africains et peuples d'ascendance africaine »⁷⁷

Cependant, c'est en territoire nord-américain où la reconnaissance des droits des Noirs posait problème que l'on assiste à la maturation du mot. A propos de cette question des droits des Noirs, l'histoire retient qu'avant la fin de la guerre de Sécession, le Congrès de Washington avait officiellement aboli l'esclavage en 1865 sur tout le territoire américain.

⁷⁵ George Padmore, *Panafricanisme ou communisme*, Paris, Présence Africaine, 1960.

⁷⁶ Ibidem., p. 130.

⁷⁷ Ibidem., p. 129.

Puis, un an plus tard, le même Congrès avait donné aux Noirs les mêmes droits qu'aux autres Blancs des États-Unis. Mais si juridiquement l'égalité civile et politique devenait totale entre les habitants de la République, dans les institutions et surtout dans les moeurs, la question noire était loin d'être réglée. Philippe Decraene rapporte :

*« Les anciens esclaves se révélant des citoyens ignorants et vénénaux, les Blancs des États du Sud s'ingénierent par tous les moyens à les écarter de la vie politique : artifices légaux comme la « clause du grand-père » qui maintint à l'écart du scrutin tous les noirs illettrés, sauf ceux dont les ancêtres votaient avant 1860 ; terreur avec les manifestations déchaînées par le Ku-Klux-Klan »*⁷⁸

La coexistence de deux populations étrangères et hostiles l'une à l'autre devait poser des problèmes d'autant plus graves que les noirs représentaient en 1900, selon le décompte de Philippe Decraene, 13% de la population totale. Continuant à être virtuellement privés de leurs droits politiques et civiques, des intellectuels comme Booker T. Washington d'abord et W. E. Burghard Dubois ensuite, eux-mêmes d'ascendance africaine, prirent parti pour la défense des intérêts de la race noire. La conférence de 1905 à Niagara Falls en territoire canadien, donna naissance à une organisation de protestation connue sous le nom de « Mouvement de Niagara » qui, cinq ans plus tard, avec l'aide des Blancs libéraux du nord aux traditions abolitionnistes se convertira en un mouvement inter-racial dénommé « National Association for Advence of Coloured People » présidé par Dubois.

1- Du panafricanisme version Dubois

Une lecture de la déclaration-programme de la N.A.A.C.P. affirmant notamment que : « *Nous revendiquons pour nous-mêmes chaque droit individuel qui appartient à un Américain né libre, droit politique, civique et social ; et tant que nous n'aurons pas obtenu ces droits, nous ne cesserons jamais de protester et d'assaillir les oreilles de l'Amérique* »⁷⁹ montre que le panafricanisme de Dubois est porté sur la reconnaissance des Noirs et de leurs descendants en tant qu'êtres humains et leur intégration au sein de la société américaine moderne. Comme mouvement d'émancipation des Noirs, de revendication de l'égalité entre

⁷⁸ Philippe Decraene, op. cit., p. 11.

⁷⁹ George Padmore, op. cit., p. 124.

Noirs et Blancs, il est resté l'idéologie de base des intellectuels et bourgeois noirs américains qu'il avait séduit sans réussir à être un véritable mouvement de masse capable d'apporter des réponses immédiates aux aspirations de ses membres. Par ailleurs, en restant dans les limites du territoire américain, il s'est révélé sans intérêt pour le reste des Africains ou des personnes d'ascendance africaine vivant hors de ce cadre géographique. C'est peut-être pour cette raison que Amady Aly Dieng le conçoit comme un héritage conceptuel du monde négro-américain.

« L'idée panafricaniste, dit-il, est un héritage conceptuel qui vient d'intellectuels ou d'hommes politiques négro-américains ou caribéens. Cette idée ne pouvait naître que chez les négro-américains ou caribéens bien scolarisés et engagés dans la lutte pour l'émancipation des Noirs victimes de la traite des Nègres. »⁸⁰

Une organisation basée sur la promotion de la race noire, tout aussi originaire des Etats-Unis, devait cependant donner une dimension mondiale au mouvement.

2- Du panafricanisme de Marcus Garvey

Le sionisme parmi les Noirs américains fut inspiré par Marcus Aurelius Garvey, fondateur de l'Association Universelle pour le progrès des Noirs et par la Ligue Impériale des communautés africaines, le plus vaste mouvement de masse protestataire que l'on n'ait jamais vu aux Etats-Unis, selon les dires de George Padmore.⁸¹ Mais comment est né ce mouvement ? Quelle était sa philosophie ? En quoi est-ce que cette philosophie était-elle une doctrine de l'unité des Africains. Pour répondre à ces questions, il n'est pas inutile de faire un retour sur la vie et l'œuvre de son fondateur.

Selon ce qu'on peut lire sur sa biographie, Marcus Garvey est né en 1887 de parents africains dans l'île Antillaise de la Jamaïque. George Padmore dit de lui que « *c'était un Noir pur sang de lignée Kroman.* »⁸² Cette remarque est importante, car ce fait, selon Padmore, colora toute sa perspective et ses rapports avec les leaders noirs-américains dont beaucoup

⁸⁰ Amady Aly Dieng, *Nationalisme et panafricanisme*, in <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf> Visité le 25/10/2007.

⁸¹ George Padmore, op. cit., p. 94.

⁸² George Padmore, op. cit., p. 98.

étaient de sang mêlé.⁸³ Ce facteur influa aussi sur la politique du mouvement qu'il fonda pour donner expression à sa philosophie raciale et à ses ambitions nationalistes. Plus tard, écrivant sur ses années de jeunesse, sa femme, Amy Garvey, nous dit pourquoi il décida de bâtir une solide et puissante nation nègre.

« J'ai demandé : Où est le gouvernement du Noir ? Où est son roi ? Où est son royaume ? Où est son président ? Et son pays et son ambassadeur ? Son armée et sa flotte ? Où sont ses hommes de grandes affaires ? Je n'ai pas pu les trouver, et j'ai alors déclaré : je veux aider à les faire. »⁸⁴

Les propos de Garvey reçurent un écho favorable au sein de la population noire des Etats-Unis où il s'était installé. S'appuyant sur les désavantages raciaux des Noirs en Amérique, Marcus Garvey opposa contre le racisme blanc un racisme noir.

« Je crois à une race noire pure tout comme tous les blancs qui se respectent croient à une race blanche pure, autant que cela se peut. »⁸⁵

Après la première Guerre mondiale, profitant de la désillusion qui s'était emparée partout des peuples d'ascendance africaine qui s'étaient battus afin de rendre le monde sûr pour la démocratie et pour le droit à l'auto-détermination, Garvey, soucieux d'unir les Noirs en un seul peuple, convoque le 1^{er} août 1922, une conférence à New-York au cours de laquelle il lance une vaste campagne contre l'oppression de l'Afrique par le Blanc et proclame par la même occasion le retour des Noirs en Afrique, leur « mère patrie ». Voici ce que George Padmore dit à ce sujet :

« (...) Garvey tint beaucoup de réunions (...). Ces réunions s'ouvrirent avec grande pompe. Il y eut un défilé (...). On y tenait des bannières portant des inscriptions telles que : « Il faut que l'Afrique soit libre » ; « Le Noir s'est

⁸³ Le racisme fanatique de Garvey l'amena à un conflit direct avec des leaders politiques négro-américains des milieux religieux et de relèvement social, surtout avec W. E. Dubois considéré comme le « père » et principal propagandiste du panafricanisme qui était lui, un mulâtre.

⁸⁴ Cité par George Padmore, op. cit., p. 98.

⁸⁵ Ibidem., p. 99.

battu en Europe, il faut qu'il se batte en Afrique » ; « La liberté pour tous. »⁸⁶

Sur les principaux slogans du garveyisme il écrit ceci :

« L'Afrique aux Africains », « Renaissance de la Race noire », « Réveille-toi, Ethiopie ! Réveille-toi, Afrique ! »⁸⁷

Garvey devait cependant échouer et selon sa biographie, mourir oublié en 1940 à Londres. Malgré cet échec, le Garveyisme que George Padmore oppose au panafricanisme comme une idéologie politique rivale, d'une certaine façon, a contribué à la prise de conscience des Noirs sur leur origine, leur condition d'hommes opprimés et marginalisés dans un monde où la liberté et l'égalité constituent les éléments essentielles de la déclaration universelle des droits de l'homme.⁸⁸ Il aura enfin, pour la première fois suscité chez les Noirs du monde entier un véritable sentiment de Solidarité. C'est donc à juste titre que Peter Duignan et L. H. Gann dans leur étude de l'histoire de l'Afrique et des Etats-Unis considèrent Dubois et Garvey comme les propagandistes les plus illustres du panafricanisme qu'ils définissent comme :

« une activité indépendante des noirs américains visant à établir partout dans le monde, avec les africains et les personnes d'ascendance africaine, des relations dans le but de développer (...) la coopération dans la lutte contre l'abaissement de la race noire et la participation des noirs retournant en Afrique au processus d'édification de la nation qui se poursuit sur ce continent. »⁸⁹

Notons cependant que jusqu'à la veille de la fin de la deuxième guerre mondiale, ce combat du panafricanisme qui a débuté au début du XIXe siècle et hors d'Afrique, n'avait pas

⁸⁶ Ibidem., p. 103.

⁸⁷ Ibidem., p. 102.

⁸⁸ Pour George Padmore, la doctrine de Marcus Garvey qu'il appelle aussi « sionisme noir » ou « panégrisme » est totalement contraire au panafricanisme en ce qu'il est raciste comme l'est le racisme blanc. Par ailleurs, il exclut tous les noirs qui ne le sont pas par la couleur de leur peau.

⁸⁹ Peter Duignan, L. H. Gann, *L'Afrique et les Etats-Unis : une histoire*, Cambridge University Press, 1990, p. 340.

encore été pris en charge par des africains nés en terre africaine. Très peu d'intellectuels parmi ceux qui étaient encore en formation dans les métropoles coloniales ou en Amérique du nord étaient impliqués dans les mouvements panafricains. Parmi les premiers qui ont eu contact avec lesdits mouvements, Amady Aly Dieng pense qu' «*On peut citer le cas de l'avocat sénégalais Lamine Guéye qui a assisté à la conférence panafricaine organisée à Paris par Du Bois en 1921, et l'avocat dahoméen Quenum Towalou qui a participé à la conférence panafricaine organisée en 1928 à New York par le même Du Bois*»⁹⁰

Les hommes politiques et les intellectuels africains n'ont pris le relais du combat mené en faveur du panafricanisme qu'après 1945. Si le plus illustre d'entre eux est certes Kwamé Nkrumah qui a joué un rôle important dans l'organisation de la cinquième conférence panafricaine de Manchester en 1945, Cheikh Anta Diop a esquissé, au terme de ses recherches sur les civilisations nègres et notamment la civilisation nègre égyptienne, son projet d'unification de l'Afrique noire dans un cadre fédéral.

B- Le panafricanisme à l'ère de la décolonisation

En Afrique, plusieurs théories fondamentales ont été élaborées pour animer les débats sur l'indépendance dans un cadre unitaire des nations qui se libéraient de la tutelle du colonisateur : Nous nous intéresserons entre autres à la théorie de l'unité culturelle de l'anthropologue sénégalais Cheikh Anta Diop, à la théorie de l'africanité de l'écrivain Léopold Sédar Senghor et à la théorie de l'unité continentale du président ghanéen Kwame Nkrumah. Ces trois théories qui font partie intégrante du panafricanisme comportent par certains cotés des analogies et par d'autres des divergences. Elles feront l'objet d'un examen critique.

1- Le panafricanisme de Cheikh Anta Diop

L'existence d'une nation nègre et d'une unité culturelle en Afrique noire a été l'objet d'étude de Cheikh Anta Diop à la veille de la fin de la période coloniale. Son ouvrage *Nations nègres et culture*, publié en sa première édition en 1954 par les éditions Présence Africaine, porte les conclusions de ces années de recherches.

⁹⁰ Amady Aly Dieng, op. cit., <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>.

En formulant le titre de son ouvrage tel que nous l'avons cité dans les lignes précédentes, C. A. Diop attire l'attention du lecteur sur le lien qui existerait entre la nation et la culture. Si lien il y a, alors, les questions qui viennent à l'esprit immédiatement se formulent comme suit : quelle est la nature de ce lien ? De quel point de vue C. A. Diop aborde la question de la nation ? Quelles sont les différentes nations qui existent en Afrique et quel type de relation établit-il entre la formation de la nation en Afrique et le panafricanisme comme doctrine de l'unité africaine ?

Parlant de la théorie qui a inspiré son point de vue sur la question nationale en Afrique noire, C. A. Diop affirme sans ambage qu'il s'est appuyé sur la thèse développée par Staline dans *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*.

«On se demande parfois ce qu'on pourrait assimiler à des nations en Afrique. Il serait aisé d'appliquer la définition de Staline aux Ethiopiens, Bambara, Wolofs, Zoulous, Yorouba, etc Au Soudan, Côte d'ivoire, Togo, Sénégal, Guinée, Niger, Kenya, Afrique du Sud, Soudan dit « Anglo-égyptien », existent des noyaux de nations qui se consolideront dans la lutte pour l'indépendance»⁹¹

Dans son propos, C. A. Diop, bien que faisant preuve de prudence en parlant de « noyaux » de nations, on note cependant qu'il définit la nation selon deux critères : le pays quand il cite le Soudan, la Côte d'ivoire, le Togo, le Sénégal, la Guinée, le Niger, le Kenya et l'Afrique du Sud et l'ethnie quand il se réfère aux Bambara, Wolofs, Zoulous, Yorouba.

Ce choix n'est pas sans poser de problème puisque dans les pays qu'il cite, il existe de forte communauté ethnique qui, dans cette vision de « noyaux » constitueraient des nations. C'est le cas par exemple des Wolofs au Sénégal, des Yorouba au Nigeria, des Bambara au Soudan et des Zoulous en Afrique du Sud. Les autres critères évoqués par Staline à savoir la communauté de culture, d'histoire et de psychisme peuvent être appliquées aux nations nègres d'Afrique selon Cheikh Anta Diop qui écrit :

« Tandis qu'on peut prévoir déjà, pour chacune de ces régions – avec peu de chance d'erreur – quelles sont les langues qui s'imposeront, tandis que

⁹¹ C. A. Diop, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, Troisième édition, Tome I, 1979, p. 21.

*la communauté de culture, d'histoire, de psychisme ne fait aucun doute, bien que le milieu géographique présente une certaine unité, il serait vain de chercher à déterminer aujourd'hui quelles seront les frontières exactes de ces nations »*⁹²

Cependant, C. A. Diop ne nous indique pas quelles sont les langues qui s'imposeront dans ces régions et les raisons qui seront à l'origine de ce phénomène. En outre, ce point de vue sur la question de l'unité géographique est battu en brèche par les géographes et les historiens. C'est le cas par exemple de Roland Pourtier qui frappé par la richesse de sa biodiversité et de son ethnodiversité, parle de l'Afrique en terme « *plurielle* »⁹³, quand Joseph Ki-zerbo la désigne par la déitique nominale « *les Afriques.* »⁹⁴

Par ailleurs, la question des frontières qui est une question capitale dans la formation des nations, est abordée sous l'angle d'un optimisme que rien ne justifie quand C. A. Diop écrit :

*« Le problème (des frontières) se règlera comme cela est en train de se faire pour l'Inde ; c'est-à-dire que les frontières actuelles tracées pour la commodité de l'exploitation colonialiste – sinon au hasard – ne sont pas forcément inviolables et nous devons éduquer notre conscience en vue de la rendre apte à accepter une future modification. »*⁹⁵

On peut s'appuyer sur l'analyse de Bétéo B. Nébié qui faisait la différence entre les conceptions occidentales et les conceptions africaines de l'Etat, pour soutenir une possible modification des frontières.⁹⁶ Mais à la création de l'unité africaine en 1963, l'intangibilité

⁹² Ibidem.

⁹³ *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen Orient*, sous la direction de Roland Pourtier, Paris, Nathan, Coll. « Nouveaux Continents », 2006, p. 67.

⁹⁴ Hervé Bourges, Claude Wauthier, *Les 50 Afriques*, Tome 1, Paris, Seuil, 1979, p.13. (Préface de Joseph Ki-zerbo)

⁹⁵ C. A. Diop, op. cit., p. 21.

⁹⁶ Bétéo B. Nébié, *Quels fondement pour l'unité africaine ?*, Abidjan, INADES, Sans date, p. 5. L'auteur affirme que dans la conception actuelle de l'Etat, la terre est une entité vivante qui n'est jamais délimitée par des frontières comme le territoire occidental.

des frontières héritées de la période coloniale est celle qui a été retenue comme principe de base de l'organisation.

S'agissant de l'unité politique de l'Afrique, Cheikh Anta Diop ne parle pas de panafricanisme. Il propose le fédéralisme comme cadre d'unification de l'Afrique noire dans son ouvrage *Les fondements culturels et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire* (présence africaine 1960). Autrement dit, son panafricanisme repose sur le fédéralisme ou plus précisément – nous nous appuyons sur le langage commun –, sur un Etat fédéral qui regroupe uniquement les Etats d'Afrique noire situés au sud du Sahara ; puisque le qualificatif « noire » par opposition à « blanc », « jaune », « rouge » ou tout autre couleur qu'on peut nommer, exclut la partie septentrionale de l'Afrique constituée par le magrheb (Maroc, Tunisie, Algérie), et le Mashreq (Libye, Egypte) dont les populations ne sont pas noires par la pigmentation de leur peau.

Par ailleurs, sa conception d'une unité politique basée exclusivement sur les cultures négro-africaines hétéroclites par nature, ouvre la voie aux réflexes d'identification qui se traduisent par une dichotomie opposant sur le même continent, unité culturelle de l'Afrique noire et unité culturelle arabo-berbère.

C'est cette différence dans la réalité africaine telle qu'exposée par C. A. Diop qui amène Amady Aly Dieng à dire que « *Le panafricanisme de C. A. Diop n'a donc pas de dimension continentale.* »⁹⁷

Si sur le problème de l'unité de l'Afrique C. A. Diop exclut de son unification politique l'Afrique de peau blanche, Senghor intègre les arabo-berbères.

2- Le panafricanisme de Léopold Sédar Senghor

C. A. Diop n'a pas été le seul à élaborer une théorie sur l'unification du continent africain sur la base de son unité culturelle. Il y a aussi Léopold Sédar Senghor qui a défendu la théorie de l'africanité à travers le mouvement de la négritude.⁹⁸

⁹⁷ Amady Aly Dieng, op. cit., <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>

⁹⁸ Notre objectif n'est pas d'examiner tout le discours autour de la négritude mais plutôt d'appréhender brièvement la face qui fait de ce mouvement un instrument de lutte pour la libération et l'unité des Africains.

Qu'est-ce qu'on entend par africanité ? L'africanité est-elle différente de la négritude dont Senghor s'est fait l'un des théoriciens les plus connus ? En quoi est-ce que l'africanité est une théorie de l'unité culturelle de l'Afrique ? Pour commencer, nous notons que ce qui a assuré à Senghor une notoriété sur la scène internationale parmi les intellectuels africains confrontés au système colonial, c'est bien ce mot de « négritude » dans lequel se sont retrouvés tous les Africains éparpillés partout dans le monde, mais unis par le même destin.

Pour comprendre ce concept dont Senghor s'est fait le principal théoricien, il nous semble important de revenir à son époque et à ce qu'il dit lui-même à ce sujet.

« Dans quelles circonstances avons-nous, Aimé Césaire et moi, lancé, dans les années 1933-1935, le mot de la négritude ? Nous étions alors plongés, quelques autres étudiants noirs, dans une sorte de désespoir panique. L'horizon était bouché. Nulle réforme en perspective, et les colonisateurs légitimaient notre dépendance politique et économique par la théorie de la table rase. Nous n'avions, estimaient-ils, rien inventé, rien créé, rien écrit, ni sculpté, ni peint, ni chanté. Des danseurs ! Et encore... Pour asseoir une révolution efficace, notre révolution, il fallait nous débarrasser de nos habits d'emprunt, ceux de l'assimilation, et affirmer notre être, c'est-à-dire notre négritude. Cependant, la négritude même défini comme « l'ensemble des valeurs culturelles de l'Afrique noire », ne pouvait nous offrir que le début de la solution à notre problème et non la solution elle-même. Nous ne pouvions plus retourner à la situation d'antan, à la Négritude des sources. Nous ne vivions plus sous les Askia du Songhai ni même sous Chaka le Zoulou. Nous étions des étudiants de Paris et du XXe siècle. De ce XXe siècle dont l'une des réalités était l'éveil des consciences nationales, mais dont une autre, plus réelle encore, est l'interdépendance des peuples et des continents. Pour être vraiment nous-même, il nous fallait incarner la culture négro-africaine dans les réalités du XXe siècle. Pour que notre négritude fut, au lieu d'une pièce de musée, l'instrument efficace d'une libération, il nous fallait la débarrasser des scories et l'insérer dans le mouvement solidaire du monde contemporain. C'est, au demeurant, la conclusion du

*premier congrès des artistes et Ecrivains noirs réunis symboliquement à la Sorbonne en 1956. »*⁹⁹

Comme on peut le noter, ce texte date de 1959, c'est-à-dire à une époque où toutes les colonies d'Afrique étaient engagées dans une lutte pour la libération nationale. Cette lutte était portée par tous les africains à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique. De façon particulière, elle était l'affaire des intellectuels, formés à l'école de l'occident, imprégnés des idéaux des mouvements de libération (dont le panafricanisme qui avait touché les côtes africaines depuis 1947) du moment. Il n'est guère étonnant que la négritude que Senghor définit comme « l'ensemble des valeurs culturelles de l'Afrique noire », initialement mouvement culturel, se déporte sur le terrain politique pour devenir « l'instrument efficace d'une libération », la libération de l' « Afrique noire ».

Il convient de marquer un arrêt pour expliciter ce que Senghor entend par « Afrique noire » ; puisqu'il existe une affirmation commune selon laquelle les populations africaines sont marquées par une diversité phénotypique responsable de la création artificielle d'une Afrique noire, aujourd'hui remplacée par l'expression Afrique subsaharienne et d'une Afrique blanche dont les habitants sont appelés maghrébins.

Avant tout, le terme « noir » est un adjectif qui en français désigne une couleur. La question qu'il faut se poser est à quoi ce terme fait référence dans des expressions comme « Afrique noire », « race noire » ? L'adjectif « noir » a-t-il ici une signification symbolique ou métaphorique, ou son usage est uniquement empirique comme dans l'expression « broyer du noir » ? Pour ne pas perdre du temps dans des querelles épistémologiques à ne point finir, il apparaît judicieux de se tourner vers les dictionnaires. Voici la définition que Lasana Kéita rapporte de ses consultations lexicographiques :

*« La définition lexicographique (...) du terme « noir » en référence à la race, est la suivante : « personne appartenant à une race de peau foncée ou liée en partie à cette race ; par ext. Négro »*¹⁰⁰

⁹⁹ Senghor, texte cité par Lylian Kestelot, « La Négritude hier et aujourd'hui », in *Francofonie*, numéro 15, Université de Cadix-Espagne, 2006, p.19-20.

¹⁰⁰ Lasana Kéita, « Race, identité et africanité : réponse à Eboussi Boulaga » in *Africanité*, Bulletin du CODESRIA, numéro 1 & 2, 2004, p. 18.

Or la définition de « Négro » est la suivante :

« Individu d'une population appartenant la branche africaine de la race noire »¹⁰¹

Mais voici la définition qui est donné au mot « africain »

« Individu né ou habitant l'Afrique ; individu dont les ancêtres immédiats ou éloignés sont Africains ; par ext. « Négro ».¹⁰²

Si les termes « noir » et « négro » sont quasiment synonymes, et si le mot « négro » désigne « un individu appartenant à la branche africaine de la race noire », le terme « noir » est-il alors synonyme d' « africain », particulièrement pour les Noirs dont les ancêtres seraient Africains ? Si tel est le cas, cela voudrait alors dire que la race noire et la race africaine sont des ensembles similaires ; que l'expression « Afrique noire » n'est qu'un pur pléonasme. Alors il faudra mettre ensemble « identité noire » et « identité africaine ». La Négritude portant le poids de l'histoire africaine tombe alors dans l'africanité. Parler de négritude, c'est parler ipso facto d'africanité. C'est ce qu'on peut déduire des propos d'Aimé Césaire, un des Pères fondateurs de la Négritude.

« On n'est pas impunément Noir (...). Que l'on soit de culture française, ou que l'on soit de culture américaine, il y a là un fait essentiel : à savoir que l'on est Noir et que cela compte. Voilà la Négritude. »¹⁰³

De l'expression « Afrique noire » Senghor lui-même dit :

« Quand nous disons « Afrique noire », nous n'oublions pas les Antilles, ni les îles du Pacifique, encore moins Madagascar, tous territoires auxquels

¹⁰¹ Ibem., p. 19.

¹⁰² Ibidem.

¹⁰³ Paul Yange, « Aimé Césaire et la Négritude », in <http://www.bonaberi.com/article.php>, Article publié le 9/05/2006.

*nous sommes liés non par notre situation de colonisés, sinon par les liens du sang. »*¹⁰⁴

Senghor partisan d'une unité politique et d'une intégration continentale considère que la fondation de l'unité africaine sur la base de l'anticolonialisme est fragile. Car le passé colonial ne peut caractériser les Africains ; il sera du moins demain, du passé. Il devait plus tard rectifier sa définition pour donner à son mouvement, sa dimension universelle.

*« J'ai souvent dit l'émotion est nègre. On m'en a fait le reproche. A tort. Je ne vois pas comment rendre compte autrement de notre spécificité, de cette Négritude qui est l'ensemble des valeurs culturelles du monde noire, les Amériques y comprises, et que Sartre définit comme une certaine affectivité à l'égard du monde. »*¹⁰⁵

Et sa force en tant que mouvement de solidarité et de lutte pour l'unité des Africains. C'est ce qu'en tout cas témoigne la pensée d'Aimé Césaire sur la Négritude.

*« Le mouvement de la Négritude affirme la solidarité des Noirs de la diaspora avec le monde africain. »*¹⁰⁶

Quelle est la vision de Nkrumah sur ce sujet ?

3- Le panafricanisme de Kwame Nkrumah¹⁰⁷

Comme le dit Yves Benot, si l'on veut saisir le problème de l'unification en Afrique, « c'est vers Nkrumah qu'il faut revenir pour trouver une véritable théorie de l'unité africaine. »¹⁰⁸ Il lui a consacré tout un livre. *L'Afrique doit s'unir*, sorti des presses juste quelques jours avant la Conférence d'Addis-Abeba de mai 1963.

¹⁰⁴ Philippe Decraene, « Senghor et la négritude », in *Ethiopiques*, numéros 59, 1997, <http://www.refers.ns/ethiopiques/articles.psp>

¹⁰⁵ Lilyan Kestelot, op. cit., p. 20.

¹⁰⁶ Paul Yange, op. cit., Sans page.

¹⁰⁷ Ce point est une reprise de l'analyse qu'Yves Benot a faite sur *L'Afrique doit s'unir*.

¹⁰⁸ Yves Benot, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, Deuxième édition augmentée et mise à jour, 1972, p. 167.

Quelles analyses pouvons-nous faire sur ce livre que nous comptons comme son chef d'œuvre politique sur le problème de l'Unité africaine ? A première vue, la composition de l'œuvre surprend : on croirait que seule la dernière partie du livre, les chapitres XV à XXI, se rapporte au thème annoncé. Dans la première partie, nous trouvons, après quelques chapitres sur la situation coloniale dans son ensemble, une étude sur le développement du Ghana depuis l'élaboration de la première Constitution, celle de 1957,¹⁰⁹ jusqu'à la veille du Congrès du C. P. P. de Kumasi en juillet 1962 (c'est ce Congrès qui adopta le principe de la planification socialiste). Après coup, on comprend que ces quatorze premiers chapitres partent des problèmes d'un Etat africain indépendant pris isolément et qui veut construire le socialisme à ceux de l'unification de tout un continent : le développement réel fait peu à peu passer ce nouveau problème au premier plan comme une conséquence inéluctable de ce qui a déjà été fait. C'est ainsi que l'on peut s'expliquer le plan du livre même.

Si l'on saute de ces prolégomènes à la conclusion, on voit d'emblée que l'unité réclamée, c'est bien l'unification politique, faisant de l'Afrique entière une seule nation, avec un seul gouvernement central.¹¹⁰ Certes, Nkrumah s'appuyant sur les exemples donnés par les Constitutions de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis¹¹¹, estime que, sous la direction de ce gouvernement continental, les divers Etats existants resteraient égaux en droit, conserveraient leur souveraineté, tout en abandonnant au gouvernement continental le pouvoir de décision dans les secteurs clefs : Défense, Affaires étrangères, Economie. Il ne saurait pourtant y avoir de doutes : l'essentiel, c'est bien le gouvernement central, qui seul permet de fixer au nouvel Etat une ligne de politique unique. Cet Etat-là, comme tous les autres Etats issus d'un processus d'unification politique, aura nécessairement pour objectif de s'affirmer en tant que grande puissance indépendante et moderne sur le plan mondial. Dire que l'unité africaine doit avoir un contenu anti-impérialiste serait, de ce point de vue, une pure tautologie : c'est un préalable qui va de soi. Pour Nkrumah, le gouvernement continental est le moyen indispensable pour que l'Afrique devienne une grande puissance mondiale. « *Une union d'Etats africains, dit-il, ne peut que renforcer notre influence internationale, car alors toute*

¹⁰⁹ Le Ghana indépendant, selon Yves Benot, a connu trois Constitutions : celle de 1957, celle de 1960 qui a institué la République, celle de 1964 qui a légalisé le parti unique. Depuis le coup d'Etat militaire, dit-il, « *il n'y a plus de constitution ghanéenne, sinon au futur* ». Ibidem, p. 168.

¹¹⁰ Le chapitre XXI de son livre s'intitule comme tel.

¹¹¹ Yves Benot pense que ce couple d'exemples est là pour la symétrie. Pour lui, c'est bien l'U. R. S. S. qui est la preuve décisive de possibilité d'un Etat multinational pour Nkrumah. Ce dernier aurait été particulièrement intéressé à cet aspect de la réalité soviétique lors de son voyage de 1961. Ibidem.

*l'Afrique défendra la même opinion. (...). Une union d'Etats Africains relèvera la dignité de l'Afrique et renforcera son action sur la politique mondiale. »*¹¹²

L'argumentation s'appuie sur des considérations politiques et économiques. Les arguments d'ordre historiques et culturels sont ici laissés de côté.¹¹³ Donc, nous avons d'abord la justification politique. Les Etats africains, pris individuellement, sont trop faibles face aux grandes puissances d'Europe et d'Amérique. Cette faiblesse les amène à chercher leur sécurité dans des accords avec les ex-puissances coloniales, ou avec les puissances néo-coloniales. Elle permet éventuellement de les utiliser les uns contre les autres au profit d'alliances ou de rivalités de ces mêmes puissances impérialistes. En tout état de cause, le caractère des frontières héritées du partage colonial de l'Afrique a réparti les populations ethniquement identiques entre plusieurs Etats ; c'est là un état de fait qui peut à tout moment donner naissance à des conflits interafricains, qui seront utilisés, voire, selon le mot de Nkrumah, « téléguidés » par les mêmes forces impérialistes. Il est évident que l'unification de l'Afrique ferait disparaître toute possibilité de divisions de ce genre, telle est la réponse. De même le poids des trente-deux Etats africains dont quelques-uns se classent délibérément du côté « occidental », dont d'autres ont à tenir compte de leur dépendance à l'égard de l'Occident, tandis que certains se déclarent « non alignés » ou « neutralistes », est sur le plan de la politique mondiale infiniment moindre, en raison de ces divisions (et de leurs propres fluctuations) que ne le serait celui du gouvernement unique d'un Etat africain unifié. Et même, celui-ci représente, selon Nkrumah, le seul moyen pour l'Afrique d'avoir sa propre politique internationale, de s'affirmer en tant que telle. Enfin, du point de vue aussi bien du fardeau que représente trente-deux budgets de la Défense que de l'aide de l'Afrique indépendante à la partie du continent encore occupée (spécialement au Sud), les divisions des Etats africains nées de cette situation ne feront qu'aggraver les insuffisances déjà constatées, à moins que ne s'exerce la force unificatrice et centralisatrice de ce gouvernement continental. Car ce dernier est nécessairement, comme un de ses organes, un état major africain central, capable de diriger et d'organiser la défense de l'Afrique dans son ensemble.

Le second groupe d'arguments, ceux qui sont d'ordre économique sont ceux qui s'imposent le plus fortement au lecteur. Ce qui amène à penser qu'aux yeux de Nkrumah lui-

¹¹² Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 224.

¹¹³ Sauf une brève allusion au début du chapitre XV. Remarquons que l'unité culturelle de l'Afrique noire ne pourrait pas suffire à fonder le projet de Nkrumah, puisqu'il a en vue l'unité du continent, donc y compris des cultures d'origine arabe de l'Afrique du Nord.

même, l'unification économique est de beaucoup le plus important. En tout cas, sortir du sous-développement dans le cadre d'Etats dont la plupart ne disposent ni d'une population suffisante (aussi bien du point de vue du marché qu'elle constitue que du point de vue des ressources en mains d'œuvre), ni des capitaux nécessaires, voire de possibilités de les accumuler dans un délai relativement court, c'est ce qui apparaît à l'auteur une entreprise extrêmement difficile, voire impossible. La solution, il la voit dans une politique de planification à l'échelle de l'Afrique entière, et cette direction unique de la reconstruction économique du continent implique l'unité politique, donc le gouvernement central. Il souligne l'accumulation de difficultés qui résultent de l'existence de monnaies différentes dans des Etats voisins, le danger constant de la mise en train de projets qui risquent de faire double emploi et de se concurrencer d'un pays à l'autre, tandis qu'au contraire des projets industriels de plus grande envergure, qui seraient viables à l'échelle du continent, ne peuvent être entrepris par aucun des Etats isolés.

Enfin, il est bien clair que l'industrialisation de l'Afrique, c'est-à-dire, avant tout, l'édification d'une industrie lourde, exige la construction de grands ensembles industriels qui, à leur tour, ne deviennent rentables que s'ils sont en mesure d'écouler une production massive sur un marché suffisamment important. Or ici, la balkanisation de l'Afrique se dresse comme un obstacle quasi infranchissable.

Au tableau des possibilités infinies de l'édification économique d'une Afrique unifiée avec toutes ses ressources matérielles, humaines et financières mises en commun et concentrées en quelque sorte, Nkrumah oppose la réalité cruelle du morcellement actuel où nombre d'Etats africains, (la très grande majorité en fait), sont amenés à compter, pour simplement survivre, sur l'aide extérieure (celle des grandes puissances occidentales), à organiser leur commerce extérieur en fonction des courants commerciaux établis sous le colonialisme (matières premières s'en allant vers l'Europe ou l'Amérique, produits manufacturés importés massivement de ces mêmes zones industrialisées), voire entrer dans des groupements économiques comme celui du Marché commun européen dont il deviennent les simples appendices. Et certes, le contraste est frappant.

Cependant, on peut être amené à se demander comment, dans de telles conditions, l'Afrique va pouvoir s'en sortir. Les perspectives de l'Afrique unifiée, dessinées ici à grands traits, sont sans aucun doute exaltantes, mais est-il possible de passer dès maintenant du

continent néo-colonisé et balkanisé que Nkrumah décrit à ce complet renversement de la situation ? Il faut bien exiger le gouvernement continental *dès maintenant*, répond Nkrumah :

« *Our objective is African Union now. There is no time to waste. We must unite now or perish.* »¹¹⁴

Il nous le faut *maintenant*, dit-il en substance, parce que, sinon, les nationalismes locaux des divers Etats se renforceront et rendront les choses infiniment plus difficiles demain, parce que sinon, c'est laisser le champ libre à toutes les manœuvres de division qui favoriseront l'influence impérialiste.

On pourra sans doute poser la question de savoir et si l'on ne peut pas réaliser immédiatement ce programme immense ? A cela, Nkrumah, sans mentionner explicitement l'objection, semble répondre par deux fois. Il souligne que, puisqu'on ne peut attendre passivement la réalisation à venir de ce plan d'unité, il faut dans l'intervalle assurer là où on le peut, au Ghana par exemple, le développement économique le plus élevé possible dans le cadre du pays considéré et, en même temps, continuer la lutte pour l'unité.¹¹⁵

Mais on trouve aussi, à ce qu'il semble, une autre réponse indiquée en passant, où il est question d'un premier pas vers une union de tous les Etats africains, c'est-à-dire l'union d'un certain nombre de pays nommément désignés (d'Afrique occidentale) « et d'autres ».¹¹⁶ On croit lire ici que l'auteur admet au moins la possibilité de certaines étapes. Mais ce point est d'autant moins clair qu'ailleurs toute idée de fédération régionale (quel qu'en soit le

¹¹⁴ Kwame Nkrumah, *Revolutionary Path*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. 233-234. « *Notre objectif, c'est l'union africaine dès maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous devons nous unir dès maintenant ou périr.* » Traduction de Lansiné Kaba, *Nkrumah et le rêve de l'unité africaine*, Paris, Editions Chaka, 1991, p. 169.

¹¹⁵ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., pp. 101 et 146.

¹¹⁶ Ibidem, p. 220. On peut lire ceci : « *Ce sont la vanité et l'étroitesse d'esprit qui ont empêché pendant longtemps les chefs des premiers Etats d'Amérique du Nord de s'unir. Elles ont fini par céder à l'exigence du peuple et à l'apparition de grands hommes d'Etats, mûrs et voyant loin. Plus personne aujourd'hui ne doute que la prospérité des Etats-Unis n'aurait jamais existé si chaque Etat avait conservé sa petite souveraineté dans un splendide isolement. Et pourtant, à l'époque où cela s'est fait, la Caroline du Sud avait peut-être des raisons moins évidentes de s'unir au New-Hampshire que n'en ont aujourd'hui le Ghana et la Nigéria, la Guinée et le Dahomey, le Togo et la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Mali, et tant d'autres, de se grouper pour faire le premier pas vers une union de tous les Etats Africains.* »

contenu) est catégoriquement rejetée.¹¹⁷ Bref, on ne saurait dire que la position de Nkrumah, en face de cette question inévitable, soit aussi claire qu'on pourrait le souhaiter.

Il reste à envisager certaines précisions quant à la nature de cette unité. Bien que cela ne soit pas dit nettement dans les chapitres de ce livre qui traitent expressément du plan d'unification de l'Afrique, nous pouvons admettre que l'idée de Nkrumah est celle-ci : L'Afrique unifiée ne peut qu'être une Afrique socialiste. C'est en vérité, après la publication de *L'Afrique doit s'unir*, en novembre 1963, devant la Conférence panafricaine des journalistes, que Nkrumah a mieux précisé ce point¹¹⁸. Mais l'idée est en filigrane dans le livre lui-même. C'est du moins ainsi que la première partie, celle qui traite des problèmes auxquels est confronté un Etat africain pris isolément, prend tout son sens. Car l'examen de ces problèmes qui vont de l'élaboration d'une Constitution adaptée aux besoins du programme économique en passant par la mise sur pied d'une fonction publique efficace, ainsi que les problèmes posés par la famille africaine étendue (et les usages en matière de propriété du sol) tout débouche sur la décision de construire le socialisme au Ghana. Dès lors, la signification de cette première partie par rapport au mouvement de l'ensemble du livre pourrait s'éclairer ainsi : l'étude particulière des problèmes internes des Etats africains accédant à l'indépendance nous mène à la conclusion que le développement rapide de l'Afrique n'est possible que dans le cadre d'un régime socialiste. Et cette solution elle-même ne peut se réaliser avec plein succès que dans le cadre politique de l'Afrique unifiée.

Nous voyons bien que s'il n'est guère de dirigeants africains qui ne proclament bien haut leur adhésion à l'unité africaine, le programme d'unification de Nkrumah n'en apparaît

¹¹⁷ Ibidem, p. 246. « Pour réparer efficacement et rapidement les grands torts causés à l'Afrique par l'impérialisme et le colonialisme, dit-il, les jeunes Etats africains ont besoin d'une nation forte et unie, capable d'exercer une autorité centrale pour mobiliser l'effort national et coordonner la reconstruction et le progrès. Pour cette raison, je crois que même l'idée de fédération de régions serait dangereuse en Afrique. Il risque de se créer des patriotismes régionaux s'opposant les uns aux autres. En fait, les fédérations régionales sont une sorte de balkanisation à grande échelle. Elles peuvent donner naissance à une opposition dangereuse non seulement des politiques entre Etats et régions d'Afrique, mais aussi à une situation permettant aux impérialistes et néo-colonialistes de pêcher en eau trouble. En fait de telles fédérations pourraient même s'opposer à la notion d'unité africaine. »

¹¹⁸ Voici le passage tiré du discours du 11 novembre 1963 : « Si l'Afrique ne s'engage pas sur la voie du socialisme, elle reculera au lieu d'avancer. Avec tout autre système, nos progrès seront au mieux très lents. Notre peuple alors perdra patience. Car il veut voir le progrès se réaliser, et le socialisme est le seul moyen de le faire rapidement. » Cité par Yves Benot, op. cit., p. 171.

pas moins comme original par rapport aux autres positions publiquement affirmées. Mais, et c'est là un étrange point d'interrogation, « *ce programme révolutionnaire est présenté par le président du Ghana de 1963, note Yves Benot, à des gouvernements africains dont l'orientation conservatrice et l'attachement au micro-nationalisme sont patents.* »¹¹⁹ Pire, à des gouvernements dont il analyse lui-même (sans les nommer et sur un ton parfaitement calme et courtois) la néo-colonisation.

*« Il est certain, écrit Nkrumah, que beaucoup de chefs d'Etat sont dans une situation gênante. Ils dépendent largement de subsides étrangers, rien que pour faire fonctionner leur appareil d'Etat. En morcelant les territoires, on a réussi à appauvrir nombre de gouvernements au point que leurs ressources propres ne leur permettent pas d'assurer le paiement d'une administration que l'on ne peut pas réduire au-dessous d'un certain niveau. Je reconnais que, lors de l'indépendance, ils ont été placés dans une situation impossible. Ils n'avaient pas choisi leurs limites territoriales, et on leur léguait une économie, une administration qui n'avait d'autre but que de maintenir le colonialisme. »*¹²⁰

C'est là un excellent résumé du processus qui conduit du colonialisme direct au néo-colonialisme ; mais par quel prodige de tels Etats pourront-ils opérer la rupture brutale sans laquelle il ne saurait y avoir, en ce cas, passage au processus d'unification ? C'est à ce point que la théorie de Nkrumah devient muette. Entre l'Afrique libérée tout entière qui ne se dessine qu'à l'horizon, et l'Afrique morcelée, affaiblie et dépendante, on a toujours autant de mal à deviner les étapes possibles.

¹¹⁹ Ibidem, p. 171.

¹²⁰ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 214.

Conclusion partielle

Ceci étant, quelles conclusions devons-nous tirer dans ce chapitre où nous sommes intéressés à clarifier le contenu d'un certain nombre de concepts qui ont été avancés pour servir d'idéologie à l'idée d'unité telle qu'elle s'est traduite dans les différents projets qui soit ont été exécutés ou sont en cours d'exécution en Amérique latine et en Afrique ?

Les peuples d'Amérique latine et d'Afrique sont aujourd'hui plus qu'hier déterminés à réaliser l'ambitieux projet de création d'un « Nouveau Monde » dont le vœux est inscrit dans l'acte de naissance des nations de cette partie du monde. Le panaméricanisme en tant que théorie de l'unité continentale, la pensée ibéro-américaniste sur l'unité linguistique et culturelle, l'hispano-américanisme de Leopoldo Basa et les doctrines latino-américanistes sont autant de repères à l'intérieur d'une fresque historique qui contribuent à faire émerger une conscience collective active assise sur la volonté de faire avancer ce vieux rêve.

En ce qui concerne Nkrumah, la diffusion des idéaux du panafricanisme avant la période de la colonisation avec notamment la philosophie de Du Bois et celle de Marcus Garvey, puis la renaissance d'un horizon panafricain au moment de la décolonisation telles que les théories de Cheikh Anta Diop, Léopold Sédar Senghor et de Kwame Nkrumah même nous l'ont fait voir, sont quelques repères principaux pour dessiner pareille perspective.

Cependant, parce que c'est dans leurs plus anciennes sources que Américains et Africains peuvent puiser les forces vivantes les plus jeunes pour construire leur avenir, il convient de remonter le temps pour voir de plus près comment les Pères de l'indépendance notamment Bolivar et Nkrumah avaient abordé sur le terrain le problème de l'unité. C'est l'objectif assigné au chapitre qui va suivre. Il va nous permettre d'examiner le contexte historique dans lequel leur pensée s'est forgée.

CHAPITRE II : L'IDEE D' « UNITE » CHEZ BOLIVAR ET NKRUMAH

Vouloir analyser les situations qui ont conduit au réveil des peuples et à l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique et les colonies d'Afrique, n'est pas sans poser des interrogations. D'abord, sur quelle conjoncture majeure faudra-t-il s'appuyer pour organiser le temps historique, dans un récit où interfèrent tant des domaines ayant leur rythme propre ? Faut-il se fonder sur des données économiques ou privilégier le champ politique ? C'est en tout cas la voie choisie par certains spécialistes de l'Amérique latine comme T. Halperin Donghi et Olivier Dabène. Cette solution est cependant fort contestée par Pierre Vayssière qui trouve insatisfaisante le tableau de l'histoire générale de l'Amérique latine que ces derniers ont dressé. Pour lui, aucun domaine ne devait être sous-estimé dans la mesure où l'intelligibilité d'une aire culturelle aussi originale ne peut s'affiner que si l'on multiplie les perspectives. C'est pourquoi, dans notre étude, les questions politiques alternent donc avec les thèmes sociaux, économiques et culturels.

Mais le choix de la périodisation est, à son tour, une difficulté. Comment définir les moments forts d'une histoire générale des révolutions en Amérique latine qui englobe les histoires particulières ? Des chercheurs comme Pierre Vayssière, Olivier Dabène ont proposé des découpages en fonction du but de leurs études. Ainsi Olivier Dabène distingue quatre temporalités, étroitement liées, pour comprendre les changements qui s'opèrent en Amérique Latine depuis qu'elle a été portée à la face du monde.

« Il existe d'abord une trajectoire historique propre à chaque pays qu'il convient de mettre à jour, en faisant apparaître des éléments de continuité et de changement. Un temps régional qui découle de la mise en perspective des différentes trajectoires historiques. C'est un temps proprement latino-américain. Il consiste à montrer que l'histoire de tous les pays emprunte les mêmes étapes, en fonction d'une tradition ou d'un principe à l'œuvre depuis la colonisation. Un troisième temps dit temps américain peut apparaître quand les grandes puissances volontairement ou non, pèsent sur le cours de l'histoire de l'Amérique Latine. Ainsi, les cycles économiques latino-américains ont, pendant longtemps, dépendu directement de la conjoncture européenne, puis nord-américaine. Depuis la formation de la doctrine Monroe en 1823, il existe un temps américain, rythmé par les progrès laborieux du panaméricanisme et, plus encore par les interventions brutales

*des Etats-Unis dans les affaires politiques du sous-continent. Enfin, l'Amérique est sensible au temps mondial au sens où l'entend l'historien Walfara Eberhard. Par définition ce temps est un climat international qui est ressenti dans le monde entier et qui pèse sur les choix et les stratégies des acteurs. »*¹²¹

Bernard Lavallé ne parle pas autrement quand sous forme d'avertissement il dit :

*« Qui veut comprendre vraiment l'indépendance des anciennes colonies espagnoles se voit contraint de reconstituer un ensemble de processus complexes et imbriqués aux dynamiques souvent de sens contraires résultant du jeu interne et corrélatif de toutes les composantes sociales du monde américain de l'époque, mais aussi de facteurs externes, les uns permanents et en quelque sorte consubstantiels à la société coloniale, les autres plus accidentels et souvent liés aux avatars de la politique européenne. Toute tentative d'explication qui d'une façon ou d'une autre, privilégierait tel ou tel élément et, surtout le délierait des autres, ne pourrait que déboucher sur une conception mutilée et par conséquent erronée de l'histoire de ces pays engagés dès le début de la présence espagnole dans des évolutions qui, pour une partie seulement, ont connu leur dénouement avec l'indépendance. »*¹²²

Donc une bonne approche de l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique exige qu'elle soit étudiée en elle-même, qu'elle soit placée dans le contexte général de son temps. C'est ainsi que nous pourrions comprendre les événements et les hommes qui l'ont mis à jour. Justement en ce qui concerne les hommes, à quelle période pouvons-nous inscrire la formation et l'action de Bolivar qui a conduit à l'indépendance un grand nombre de ces pays ?

Les biographes ont l'habitude de les positionner dans la période historique qui voit sa naissance et sa mort. Bolivar a vécu entre 1783 et 1830. Il a conduit à l'indépendance la plus grande partie de l'Empire espagnol d'Amérique ; il est, par excellence le libérateur. Des

¹²¹ Olivier Dabène, *La région Amérique Latine : interdépendance et changement politique*, Université de Nice, Presses de sciences politiques, 1997, p. 23-24.

¹²² Bernard Lavallé, « Pour un bilan du créolisme » in *Bolivar et son temps*, op.cit., p. 75.

historiens de renom comme Pierre Chaunu ont sans cesse insisté sur le fait que les ressorts et les modalités de l'indépendance, sa réussite, dépendait des caractères des peuples et des hommes concernés, des heurts et contradictions de la société coloniale en un mot, au sein de laquelle s'inscrit l'initiative de Bolivar, l'un de ses fils. D'autres (Manfred Kossok, Gregorio Weignberg, Bernard Lavallé, Charles Minguet, Chales Lancha, François Chevalier) ont plutôt vu dans la révolte des treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord, la révolution française de 1789 et l'éclosion des idées dites nouvelles du XVIII^e siècle les facteurs principaux de la révolution hispano-américaine qu'ils situent au troisième pallier de l'échelle des révolutions dans le monde.

Si l'on admet, comme l'écrit Bernard Lavallé, que « *les évolutions de l'histoire (...) n'ont que faire des dates officielles* »¹²³ il faut bien s'arrêter quelque part, « *fixer un point d'arrivée et un point de départ* »¹²⁴ affirme Joseph Perez. Le point de départ dans lequel Sanchez-Barba fixe les mouvements précurseurs de l'épopée bolivarienne est la date de 1780. Il prend en compte (nous le verrons) un ensemble de contingences intérieures et extérieures qui entraînent la rupture du lien avec l'Espagne. Sanchez-Barba n'est pas le seul à s'inscrire dans cette perspective. Joseph Perez qui a fait de la période qui précède le déclenchement de la crise avec l'Espagne l'objet de ses investigations dans deux articles importants : *L'Amérique espagnole avant Bolivar* publié dans le *Cahier de l'Herne* pages 172-182 et *Les mouvements précurseurs de l'épopée bolivarienne* paru dans le numéro 29-30 du *Cahiers des Amériques latines* pages 85-97, a aussi adopté ce découpage temporel. Voici ce qu'il dit :

« *Quand au moment critique à partir duquel les événements paraissent s'orienter vers la rupture avec l'Espagne, j'aurais tendance à le situer en 1780* »¹²⁵

S'agissant de l'Afrique, selon Albert Adu Boahen, la nécessité d'une périodisation de son histoire en ce qui concerne la période coloniale jusqu'à l'indépendance, n'avait pas préoccupé l'historiographie africaine. Cette question n'a été soulevée que tout récemment par des chercheurs comme A. B. Davidson et M. Crowder dans les années 1960.

¹²³ Bernard Lavallé, *L'Amérique espagnole de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin, 1993, p. 241.

¹²⁴ Joseph Perez, « Les mouvements précurseurs de l'épopée Bolivarienne » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 85.

¹²⁵ Ibidem., p. 86.

Certains historiens ont proposé 1870 comme date du début des luttes coloniales ainsi que la consécration de la domination coloniale en Afrique. Cette date semble cependant prématurée. Comme Godfrey N. Uzoigwe le montre dans son article sur le *Partage européen et la conquête de l'Afrique*. Ce sont les activités des Français en Sénégal, de Léopold, roi des Belges, représenté par H. M. Stanley, des Français par Pierre Savorgnan de Brazza au Congo et des Portugais en Afrique centrale qui déclenchèrent cette mêlée.¹²⁶ Or, comme le souligne Albert Adu Boahen, « *il est clair que toutes les activités n'ont pas commencé avant la fin des années 1870 et le début des années 1880. Il semble donc que 1880 soit un repère plus approprié* »¹²⁷

Pour ces chercheurs qui se sont consacrés à l'étude de l'Histoire générale de l'Afrique pour le compte de l'Unesco, l'étude de la domination coloniale, des réactions et des initiatives africaines qui ont abouti à l'effondrement du colonialisme dans les années 1960 et 1970 se divise en trois périodes : la première va de 1880 à 1919 – avec deux subdivisions : 1880-1890 et 1900-1919, correspondant respectivement à la conquête et à l'occupation –. Ils ont considéré cette période comme étant celle de la défense, de la souveraineté et de l'indépendance africaines par le recours à la stratégie de l'affrontement, de l'alliance ou de la soumission temporaire. Leur thèse est que cette période est dans la vision européenne, celle qui enregistre le partage de l'Afrique sur les cartes, le déploiement des troupes destinées à le concrétiser sur le terrain, puis l'occupation effective des zones conquises comme en témoignent l'introduction de diverses mesures administratives ainsi qu'une infrastructure routière ferroviaire et télégraphique en vue de l'exploitation des ressources coloniales. Du point de vue africain, au cours de cette période, les rois, les reines, les chefs de lignage et de clan sont tous dominés par une seule et impérieuse idée : maintenir ou recouvrer leur souveraineté, leur patrimoine et leur culture, qu'elle que soit la stratégie adoptée à savoir, affrontement, alliance ou soumission. En 1919, dans presque toute l'Afrique à l'exception notoire de la Lybie, de certaines parties du Sahara, du Libéria et de l'Ethiopie, les affrontements se sont terminés en faveur des européens et tous les Africains ont perdu leur souveraineté.

¹²⁶ Godfrey N. Uzoigwe, « Partage européen et conquête de l'Afrique : aperçu général », in *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, Vol. VII, Paris, Unesco, 1987, pp. 39-65.

¹²⁷ Albert Adu Boahen, "L'Afrique face au défi colonial" Ibidem, p. 37.

La deuxième qui part de 1919 à 1935 est à leurs yeux celle de l'adaptation. A cette période, l'opposition à l'occupation européenne en Afrique a cessé pratiquement partout. Ils rangent les réactions des africains contre le colonialisme dans la catégorie des manifestations de résistance, ou mieux, de protestation. 1935 qui ouvre la troisième période est celle des mouvements de libération nationale ou d'indépendance. Les africains prennent conscience de la nature inhumaine, raciste et oppressive du colonialisme et s'organisent pour son éradication. C'est au cours de cette période que des intellectuels africains notamment Kwame Nkrumah, au contact de circonstances extra-africaines, conçoit sa théorie sur la libération de l'Afrique dans l'unité. Avant d'entrer dans les détails, il nous semble intéressant de relever chez ce dernier autant que chez Bolivar le sens du mot « unité » tel qu'il apparaît dans quelques-uns de leurs textes majeurs.

I- Interprétation du mot « unité » dans les textes de Bolivar et Nkrumah

En lisant Bolivar et Nkrumah, on est immédiatement frappé par l'occurrence du mot « unité » et le lien implicite établi entre ce mot et la libération des peuples de leur continent. Pourquoi l'unité est elle un leitmotiv et comment est née cette idée chez eux. Pourquoi cette recherche effrénée de l'unité ? Quels rapports établissent-ils entre l'unité et la libération qui devait donner à l'Amérique Latine et à l'Afrique leur liberté ?

Du premier au dernier jour de leur vie politique l'unité et la libération de l'Amérique espagnole et l'Afrique ont été leur unique préoccupation, source aussi de leur désespoir et angoisse. Sous la plume testamentaire de Bolivar on lit:

« A los pueblos de Colombia

Colombianos:

*Habéis presenciado mis esfuerzos para plantear la **libertad** donde reinaba antes la tiranía (...). Mis enemigos abusaron de vuestra credulidad y helaron lo que me es sagrado, mi reputación y mi amor por la libertad. He sido víctima de mis perseguidores que me han conducido a las puertas del sepulcro. Yo les perdono.*

*Al desaparecer de en medio de vosotros, mi cariño me dice que debe hacer la manifestación de mis últimos deseos: No aspiro a otra gloria que a la consolidación de Colombia. Todos debéis trabajar por el bien inestimable de la **Unión** (...). ¡Colombianos! Mis últimos votos son por la felicidad de la patria. Si mi muerte contribuye para que cesen los partidos y se consolide la **Unión**, yo bajaré tranquilo al sepulcro »¹²⁸*

Chez Nkrumah c'est dans son ouvrage dédié à l'unité qu'il proclame sa foi en une Afrique libre, unie et prospère :

*« I have often been accused of pursuing a policy of the impossible. But I cannot believe in the impossibility of achieving African **Union** anymore than I could ever have thought of the impossibility of attaining African **freedom**. »¹²⁹*

Comme on le voit avec Bolivar tout comme chez Nkrumah, la liberté et l'unité sont deux vocables clés de leur idéal politique. Avec eux, on ne peut lire des passages entiers où il est question de liberté sans qu'une mention ne soit faite à l'unité. Voici encore deux textes : un de Bolivar et un de Nkrumah, dans lesquels on trouve côte à côte les deux vocables.

Texte de Bolivar:

*« Yo diré a Vd. Lo que puede ponernos en actitud de expulsar a los españoles y de fundar un gobierno **libre**: es la **unión**, ciertamente »¹³⁰*

Texte de Nkrumah:

*« Our essential bulwark against such sinister threats and the other multifarious designs of the neo-colonialists is in our political **union**. If we are to remain free, if we are to enjoy the full benefits of Africa's rich*

¹²⁸ Manuel Pérez Vila, *Simón Bolívar : Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a edición, 1979, p. 326-327.

¹²⁹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op.cit., p. 170.

¹³⁰ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », Compilation, Notes y Cronología, Manuel Pérez Vila, op. cit., p. 74.

*resources, we must **unite** to plan for our total defence and the full interests of all our peoples. 'To go it alone' will limit our horizons, curtail our expectations, and threaten our **liberty***"¹³¹

C'est dire tout le lien qu'ils établissent entre la liberté et l'unité. Ceci étant, la question qui vient immédiatement à l'esprit est : qu'est-ce qui précède l'autre ? En d'autres termes, chez Bolivar et Nkrumah, c'est en étant d'abord des hommes libres que Hispano-américains et Africains peuvent bâtir leur unité ou, c'est dans l'unité que ces peuples peuvent garantir leur liberté ? Avant de répondre à cette question, il nous apparaît important de faire une autre observation.

Dans le langage courant on parle souvent de liberté ou il aurait fallu parler de libération, et d'unité là où le mot union aurait été plus approprié. F. Chindji-Koulev qui, en 1990, a présenté une thèse sur le concept de libération dans le *Consciencisme* soutient que cette confusion est entretenue par le fait que « *les manuels de philosophie négligent l'analyse de ce concept, les dictionnaires spécialisés et les vocabulaires techniques de la langue philosophique ne signalent pas l'existence du mot libération* »¹³²

La difficulté à les appréhender en soi montre que ce sont des mots à problèmes. C'est l'avis partagé par Hernan Grégoire lorsqu'il dit :

*« On dit facilement que la liberté est un mythe ; on le dit parallèlement de l'égalité, de la fraternité [unité]... »*¹³³

La position d'Hernan Grégoire n'est pas unique. En 1970, M. H. Odera, professeur à l'Université de Nairobi au Kenya, soutint une thèse intitulée *Le concept de liberté*, à l'Université d'Uppsala en Suède, en vue de l'obtention du titre de docteur en philosophie. Dans cette thèse, le professeur Odera se propose de voir si le concept de liberté est définissable. Après toutes les recherches, il conclut par la négative. Le mot liberté est donc

¹³¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. Xvii.

¹³² F. Chindji-Koulev, Le concept de libération dans *Le Consciencisme*, sous la direction de Kotto Essome, Thèse de doctorat d'Etat ès-lettres et Sciences Humaines, Tome I, UFR : Anthropologie, Ethnologie, Préhistoire, Université de Paris VII, 1991, p. 63.

¹³³ Hernan Grégoire, *Le livre de l'occident*, Paris, Hachette, 1968, Tome II, p. 367.

indéfinissable. Donc à défaut de pouvoir donner une définition universelle voyons de quel point de vue Bolivar et Nkrumah les ont abordés ?

A- Dans les textes de Bolivar

Chez Bolivar il n'y a pas l'emploi de deux vocables quand il s'agit de parler de liberté. Quel que soit le contexte ou le référent, le mot espagnol libertad est ce qui est utilisé. Du moins dans l'examen de ses deux principaux textes : *Discours d'Angostura* et *Lettre à un habitant de la Jamaïque*. Voici à titre d'exemple un passage du discours d'Angostura où le mot liberté est récurrent.

*« Un pueblo pervertido si alcanza su **libertad**, muy pronto vuelva a perderla; porque en vano se esforzará en mostrarle que la felicidad consiste en la práctica de la virtud; que el imperio de la leyes es más poderoso que el de los tiranos, porque son más inflexibles, y todo debe someterse a su benéfico rigor; que las buenas costumbres y no la fuerza, son las columnas de las leyes; que el ejercicio de la justicia es el ejercicio de la **libertad**. Así, legisladores, vuestra empresa es tanto más ímproba cuanto que tenéis que constituir a hombres pervertidos por las ilusiones del error y por incentivos nocivos. La **libertad**, dice Rousseau, es un alimento succulento pero de difícil digestión. Nuestros débiles conciudadanos tendrán que enrobustecer su espíritu mucho antes que logren dirigir el saludable nutritivo de la **libertad**. Entumidos sus miembros por las cadenas, debilitada su vista en la mazmorras, y aniquilados por las pestilencias serviles? ¿Serán capaces de marchar con pasos firmes hacia el augusto Templo de la **Libertad** ? »¹³⁴*

Bolivar en s'adressant aux législateurs du Venezuela en ces termes voulait leur donner un avertissement sur les choix et décisions qu'ils prendront quant à la nature et à la forme du gouvernement capable d'assurer le bien public (la liberté), parce que c'est dans ce bien que se trouve le bonheur de la nation naissante. Il faut noter que le discours devant le Congrès Vénézuélien est daté de 1819, c'est-à-dire à une époque où le pays accédait pour la seconde

¹³⁴ Simon Bolivar, "Discours d'Angostura", Compilación, Notas y Cronología, Manuel Pérez Vila, op. cit., p. 105.

fois à la souveraineté nationale. A une autre époque moins récente, lorsque défait par l'armée fidèle à la Couronne espagnole il avait été contraint de se replier sur Carthagène des Indes, Bolivar analysant les causes de la chute de la première République du Venezuela dit :

*« Permitidme que animado de un celo patriótico me atrevo a dirigirme a vosotros, para indicaros ligeramente las causas que condujeron a Venezuela a su destrucción, lisonjeándome que las terribles y ejemplares lecciones que ha dado aquella extinguida República, persuadan a la América a mejorar a su conducta, corrigiendo los vicios de **unidad**, solidez y energía que se notan en sus gobiernos. »*¹³⁵

Quelques années plus tard, en 1815, à nouveau battu et contraint à l'exile sur l'île voisine de la Jamaïque, Bolivar donne son point de vue sur la seule façon d'accéder à cette liberté tant recherchée.

*« Seguramente la **unión** es la que nos falta para completar la obra de nuestra regeneración »*¹³⁶

Bolivar pose le constat amer de la crise politique au Venezuela traduite dans l'opposition violente entre conservateurs et progressistes. A ses yeux, aussi longtemps que le continent sera gangrené par les divergences d'opinion de ses leaders, que la société américaine en quête de liberté se fera la guerre à elle-même, les chaînes de l'esclavage resteront toujours attachés à ses poignets. En clair, le continent ne sortira jamais du giron des puissances étrangères impérialistes (l'Espagne principalement) et l'Amérique ne connaîtra jamais la liberté. C'est pourquoi juste après son diagnostic, il propose comme remède l'union, dans un texte que nous avons déjà cité.

*« Yo diré a Vd. Lo que puede ponernos en actitud de expulsar a los españoles y de fundar un gobierno libre: es la **unión**, ciertamente; mas esta **unión** no nos vendrá por prodigios divinos (...) »*¹³⁷

¹³⁵ Manuel Pérez Vila, op. cit., p. 9.

¹³⁶ Ibidem., p. 74.

¹³⁷ Ibidem.

En somme, chez Bolivar, l'union est le chemin qui conduit à la liberté, bonheur suprême. Elle est aussi le bouclier qui assure sa protection. Mais à quoi fait-il allusion quand il emploie ici le mot espagnol **unión** au lieu de **unidad** ? Il faut remarquer d'abord que ce texte de Bolivar est considéré par les spécialistes comme un texte éminemment politique. C'est son chef-d'œuvre parmi tous ses écrits. Dans cette lettre, Bolivar justifie l'indépendance. La figure de Bolivar qui apparaît le plus ici c'est celle de l'homme politique. C'est ainsi que l'on doit comprendre l'emploi de **unión**. Politiquement parlant, Bolivar l'emploie lorsqu'il exhorte les leaders politiques à une entente parfaite afin que l'œuvre de libération puisse s'appuyer sur la mobilisation de toutes les forces vives de l'Amérique.

Dans un autre texte du même genre, voici en quel terme il s'exclame au regard des confédérations qui ont été formées sur les cendres de l'Empire espagnol disloqué.

*« Todo esto es de mucha importancia. ¡Ojalá pudiéramos conservar esta hermosa **unión**! »¹³⁸*

Mais quand l'Amérique postcoloniale toute entière s'est trouvée plongée dans l'anarchie et les luttes fratricides, pour éviter le schisme, voici ce qu'il propose :

*« Para sacar de este caos nuestra República, todas nuestras facultades morales no serán bastantes si no fundimos la masa del pueblo en un todo; la composición del gobierno en un todo; la legislación en un todo; y el espíritu nacional en un todo. **Unidad, unidad, unidad** debe ser nuestra divisa.¹³⁹*

On peut noter ici le changement dans la pensée de Bolivar. Une rupture en quelque sorte, qui s'est opérée en fonction de l'évolution de la situation en Amérique espagnole depuis les premières proclamations d'indépendance en 1810 jusqu'en 1830 date de l'éclatement de la Grande Colombie, la nation unie que Bolivar avait fondée pendant la guerre de libération. Deux courants historiques ont animé cette période : d'abord, la naissance d'une conscience nationale qui était apparue au sein d'une composante de la société coloniale, les créoles ; il fallait la transmettre à toute la population en l'incarnant dans un corps politique et surtout

¹³⁸ Ibidem., p. 304.

¹³⁹ Ibidem., p. 121.

dans l'acte de fondation de la nation. Cette conscience était liée à la revendication de la liberté par rapport à la métropole et au monde colonial qui paralysait la société coloniale américaine. Dans les termes de l'époque il s'agissait d'un nouveau pacte social, certes, présenté par les créoles, mais qui était censé représenter tous les américains sans distinctions de classes. En réalité, il fut à l'origine de l'union politique, car il exigeait une communauté d'intérêts qui dépassait les luttes intestines.

Mais une autre force née de la division de la communauté sur les objectifs de l'indépendance récupérée par l'aristocratie créole devait entrer en jeu au fur et à mesure que l'Amérique se constituait en Nation. C'était une rébellion qui agitait presque inconsciemment les classes déshéritées des villes et des campagnes ; cette fois le phénomène n'était pas engendré par les créoles, la nouvelle classe dirigeante avec ses nombreux privilèges, mais par les masses métisses et indigènes. En suivant un concept propre au courant libéral européen qui avait influencé les colonies espagnoles d'Amérique et motivé la révolte des créoles, les libéraux hispano-américains rejetaient les privilèges de la Couronne et les différences de castes. Cependant, les nouvelles Constitutions n'incluaient aucune mesure laborale ou agraire dans un programme qui en réalité défendait la propriété privée et les privilèges économiques des classes dirigeantes. Bolivar, voulant que l'acte de fondation de la Nation soit l'expression d'une volonté générale au delà des intérêts des classes ou des groupes, lance un appel à l'unité nationale. Cette unité passe par l'abolition des classes et la création d'une société fondée sur l'uniformisation des lois et des races, comme on peut le comprendre dans le texte ci-dessus cité, tout comme dans celui-ci :

« La sangre de nuestros ciudadanos es diferente, mezclémosla para unirlos »¹⁴⁰

En somme, chez Bolivar, la *unidad* se réfère au chapitre de sa vie ou en tant que libérateur de plusieurs nations et président de l'Etat de Colombie, il s'évertuait à construire l'unité nationale en cimentant comme il le dit, « en un todo », toutes les identités hétérogènes ensemencées sur le sol colombien. Son obsession, donner à l'Amérique sa liberté pour le bonheur de l'humanité, est liée, finalement, à l'unité nationale et à l'union politique de tous ses fils. Qu'en est-il de Nkrumah ?

¹⁴⁰ Ibidem., p. 121.

B- Dans les textes de Nkrumah

En ce qui concerne Nkrumah, il importe de signaler que le mot liberté, en anglais, *Liberty*, est peu employé. Le mot qu'on retrouve le plus souvent sous sa plume est *freedom*. Or, selon F. Chindji-Koulevu dont les travaux inspirent la suite de nos propos, il existe quelques nuances sémantiques entre les deux vocables. *Freedom*, en anglais, a un sens un peu restreint et se rapporte davantage au vocabulaire de la philosophie politique. *Liberty* à un sens englobant. C'est un terme qu'on emploie volontiers en métaphysique parce qu'il a une grande extension. Oxford English Dictionary, édition 1989, Volume VIII, donne quatre sens principaux au mot *Liberty*.¹⁴¹

- 1- Exception of release from captivity, bondage or slavery
- 2- Freedom from arbitrary, despotic or autocratic rule or control
- 3- Faculty or power to do as one likes

Plural: liberties, privileges or rights conferred by grant

Au chapitre sur le mot *freedom*, le même dictionnaire relate ceci :

- 4- State of being free ; exemption or release from slavery or imprisonment
- 5- Exemption from arbitrary control. Independence
- 6- (fig.) Liberation from the bondage of sin
- 7- The state of being able to act without hindrance or restraint

Des exemples courants: freedom fighters; freedom of rule; freedom march or freedom walk, freedom ride.

Par conséquent, les deux mots ne sont pas interchangeables.¹⁴² Nkrumah a donc raison dans ses textes de conserver la nuance. C'est par cela que nous arrivons à voir en quel sens précis il emploie le mot *freedom* ou *liberty*. En somme, dans l'usage anglo-saxon, *freedom* a

¹⁴¹ A cause des nuances qu'elles comportent, nous préférons les donner chaque fois en anglais.

¹⁴² A New-York, est dressée une statue érigée au nom de la liberté humaine. Cette statue offerte par la France aux Etats-Unis glorifie non pas l'indépendance de ce pays mais plutôt la liberté en générale. C'est pourquoi on parle de *Statue of liberty* et non *Statue of freedom*.

une connotation plus politique que philosophique. Voici à titre d'exemple, l'emploi de *freedom* et de *liberty* dans un même texte de Nkrumah.

*« I appeal to you all, trade unionists, ex-service men, farmers and youth, to be active and vigilant to keep all wolves in sheep's clothing out of your organizations. Remember, eternal vigilance is the price of **liberty**; the struggle for **freedom** has depended entirely on your exertions and sacrifices, and you must not allow your own handiwork to collapse because of the machinations of the very reactionary forces against which you have been fighting all these years. »*¹⁴³

C'est donc à dessein qu'il utilise dans un même texte les deux mots pour montrer qu'il réfère à deux notions différentes. Voici enfin un autre texte qui montre bien que, dans l'esprit de Kwame Nkrumah, il existe aucune confusion possible entre *liberty* et *freedom*.

*« Let this memorial hold sacred in your memory the **liberty** and **freedom** of Ghana. The **liberty** and **freedom** which by our struggle and sacrifice the sons and daughters of Ghana have this day regained. May this independence be preserved and sacred all time.*¹⁴⁴

Nkrumah voulait que tous ces mots soient gravés en lettre d'or sur le fronton de l'Arche de l'indépendance, au centre d'Accra, afin de rappeler aux ghanéens qu'ils devaient garder jalousement leur indépendance chèrement acquise. En français, on traduit parfois *freedom* par indépendance. En fait, chez Nkrumah, les deux termes ne se confondent pas. Voici à titre d'exemple un passage de *Towards colonial freedom*.

*« It is my hope that if it achieves nothing else, this book will provide a guide to students of the "Colonial Question" and serve to emphasize the over-riding of **freedom** and **independence** not only for peoples ever where who*

¹⁴³ Kwame Nkrumah, *I speak of freedom: A statement of african ideology*, London, William Heinemann Ltd, 1961, p. 44.

¹⁴⁴ Ibidem, p. 91.

are still under the colonial yoke, but also for those who are becoming the puppets of neo-colonialism.”¹⁴⁵

Et ailleurs, il écrit:

*“When I talk of **freedom** and **independence** for Africa, I mean that the vast African majority should be accepted as forming the basis of government in Africa*”¹⁴⁶

Manifestement, il n’y a pas de confusion possible chez Nkrumah entre *freedom* et *independence*. Mais quand il s’agit de rendre plus clair cette notion, Nkrumah distingue trois types fondamentaux de libertés dans *Towards Colonial Freedom*, page 43. D’abord, la liberté politique (*politic freedom*), c’est-à-dire l’indépendance complète et absolue du contrôle de tout gouvernement étranger ; ensuite la liberté démocratique (*democratic freedom*), c’est-à-dire la libération de la tyrannie politique et l’établissement d’une démocratie dans laquelle la souveraineté est assurée par les masses populaires et, enfin, la reconstruction sociale (*social reconstruction*), c’est-à-dire la libération de l’exploitation économique et l’établissement des conditions économiques et sociales du peuple de telle sorte qu’il soit capable de trouver les meilleures conditions de vie et qu’il jouisse de son droit à une vie humaine et au bonheur.

Finalement, nous pouvons nous demander à quoi toutes ces analyses sémantiques aboutissent ? Nous savons que Nkrumah rêve d’une indépendance absolue pour l’Afrique. Or cette indépendance totale ou *politic freedom*, ne peut être possible chez Nkrumah que si dans un premier temps, tous les bastions du colonialisme tombent. La chute de l’édifice colonial passe par la lutte de libération.

*« For freedom is not a commodity which is “given” to the enslaved upon demand. It is a precious reward, the shining trophy of struggle and sacrifice »*¹⁴⁷

La libération nationale ou conquête de l’indépendance politique et l’accession à la souveraineté internationale ne signifie cependant pas que la liberté est acquise. Selon la

¹⁴⁵ Kwame Nkrumah, *Towards Colonial Freedom*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. XI.

¹⁴⁶ Kwame Nkrumah, *I speak of freedom*, op. cit., p. 175.

¹⁴⁷ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. XV.

géopolitique du XXe siècle, les petits Etats vivent sous le giron des grandes puissances. Par ce fait, l'indépendance politique d'un petit Etat (comme le Ghana) ne peut être garantie contre les desseins cupides de ceux qui voudraient à nouveau lui imposer leur volonté que dans le cadre d'une Afrique libre et unie.

*« For we have dedicated ourselves to the attainment of total African freedom. Here is one bond of unity that allies free Africa with unfree Africa, as well as those independent states dedicated to this cause. My party, the Convention People's Party, fervently upholds, as an unquestionable right, the burning aspirations of the still subjected peoples of our continent for freedom. Since our inception, we have raised as a cardinal policy, the total emancipation of Africa from colonialism in all its forms. To this we have added the objective of the political union of African states as the securest safeguard of our hard-won freedom (...) »*¹⁴⁸

Donc, lorsque Nkrumah parle de l'indépendance absolue, c'est dans le cadre d'une Afrique unie, parce qu'en dehors de cela, l'indépendance totale ne peut être totale pour les petits Etats. Les indépendances nationales autrement dit, ont pour finalité la reconstruction de l'unité africaine. Le mot anglais que Nkrumah emploie est *unity* et non *union*. Le chapitre XV de son livre *Africa must unite* s'intitule justement « Toward African unity ». Dans ce chapitre, Nkrumah propose aux africains, particulièrement aux leaders politiques, son plan pour retrouver l'unité perdue. Cette unité avait existé auparavant selon Nkrumah. Mais elle a été détruite depuis le premier jour où des capitaines aventuriers de l'Europe de la Renaissance, divisée en principautés minuscules et batailleuses, avaient touché les côtes africaines en quête d'or, d'épices et de soie, d'esclaves et d'ivoire, qu'ils pillaient pour des monarques et négociants cupides. C'est dans une critique au colonialisme que Nkrumah montre sur quoi était fondée cette unité perdue. Nous citons deux textes.

Texte 1:

« It is well worth dwelling upon these facts when we recall the pretexts on which later European colonization of Africa was justified. Assumed the Christian responsibility of redeeming Africa from the benightedness of

¹⁴⁸Ibidem, p. XI.

barbarism (...). Maps prepared in Europe which had borne the names of Mali and Songhay were lost. Records of the African kingdoms were left to gather dust and crumble away. The achievements of states that had manufactured in iron and gold and carried on lucrative international trade were expunged from memory.”¹⁴⁹

Texte 2:

*“Our pattern of education has been aligned hitherto to the demands of British examination councils. Above all, it was formulated and administered by an alien administration desirous of extending its dominant ideas and thought process to us. (...) We were denied the knowledge of our African past and informed that we had no present. What future could there be? We were taught to regard our culture and traditions as barbarous and primitive. Our text-books were English history, English geography, English ways of living, English custom, English ideas, English weather. Many of these manuals had not been altered since 1895.”*¹⁵⁰

Ce que le colonialisme a arraché aux africains, c’est tout ce qui faisait leur personnalité, c’est-à-dire leurs valeurs constituées pour l’essentiel sur le partage en commun de la même histoire, la même culture, le sentiment d’appartenir à la même race, la race africaine. A ce sujet, Nkrumah dit ceci:

« It is true that we have for centuries been divided (...). Some of us are Moslems, some Christians (...). Some of us speak French, some English, some Portuguese (...). All this (...) due to our historical background. Yet in spite of this I am convinced that the forces making for unity far outweigh those which divide us. In meeting fellow Africans from all parts of the continent I am constantly impressed by how much we have in common. It is not just our colonial past, or the fact that we have aims in common, it is

¹⁴⁹ Ibidem., p. 5.

¹⁵⁰ Ibidem., p. 49.

something which goes far deeper. I can best describe it as a sense of oneness in that we are Africans”¹⁵¹

Unity renvoie chez Nkrumah à des affinités identitaires. Il s’agit d’entités homogènes qui se sont trouvés disloquées, séparées, divisées au cours de l’histoire pour des raisons liées à la nature du colonialisme qui consiste à diviser pour régner.

Il n’est pas inutile de dire que dans les textes en anglais de Nkrumah, du moins dans *Africa must unite*, le mot *union* est quasi inexistant. Voici l’un des rares passages où ce mot est employé :

*« THE FIRST step towards African political union was taken on 23 November 1958, when Ghana and the Republic of Guinea united to form a nucleus for a Union of African States. »*¹⁵²

Dans les autres cas, exempté quand il s’agit de designer des organisations comme dans le passage suivant:

*« Our Union of African States (U.A.S) and was to form the nucleus of the United States of Africa. It was declared open to every state or federation of African states which accepted its aims and objectives. Articles 3 and 4 of the Chapter contained the aims and activities of the Union, and I quote them in full »*¹⁵³

C’est le mot *unity* qui est dominant. *Unity* qui foisonne dans les textes de Nkrumah revêt à la fois une connotation culturelle et politique. C’est dans cette optique que pour exposer son plan sur la façon dont l’Afrique pourrait s’unir au plan politique, économique et culturel, il parle de *unity* et non de *union*.

En somme, chez Nkrumah, au niveau idéologique, il n’y a pas de différence sémantique entre *Unity* et *Union* - bien que sémantiquement la différence soit flagrante -. Mais au plan de la réalité, c’est-à-dire, de l’action politique concrète, la politique de Nkrumah

¹⁵¹ Ibidem, p. 132.

¹⁵² Ibidem, p. 141.

¹⁵³ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 142.

en rapport avec son projet des Etats-Unis d'Afrique s'est réalisée dans un cadre approprié au sens que Abba Hassane donne au concept « union ».¹⁵⁴

Ce préalable utile à la compréhension de l'action de Bolivar et Nkrumah ayant été posé, nous pouvons maintenant examiner les circonstances extérieures à la société hispano-américaine et africaine qui ont formé chez Bolivar et Nkrumah le désir d'unité.

II- Contexte historique sur lequel s'est formée l'idée d'unité chez Bolivar et Nkrumah

A- Exemple de Bolivar

Le XVIII^e siècle connaît en Amérique espagnole une période de mouvements et de transformations qui contraste avec le climat général des époques antérieures. Les historiens affirment qu'à la fin du XVI^e siècle, la configuration géographique, administrative et économique de l'Empire américain était pour l'essentiel acquise. Le XVII^e siècle qui l'a suivi, avait été marqué par une consolidation des structures, une stabilité certaine au niveau politique, un certain déclin de l'économie par rapport au siècle antérieur et, sur le plan international, par l'isolement de l'Empire. Le XVIII^e siècle, lui, fut celui de l'évolution des changements profonds nés des mutations dans les équilibres internes de la société, de la volonté de réforme du pouvoir politique espagnol et surtout, de l'ouverture de l'Amérique au monde extérieur mettant ainsi fin au monopole – commercial – espagnol. Avec les marchandises étrangères pénètrent en Amérique espagnole des hommes, des livres et les idées nouvelles de ce siècle dit des « Lumières ».

1- Bolivar, les Lumières et l'indépendance de l'Amérique latine

Comme le relève fort justement Charles Lancha, il est malaisé d'apprécier le rôle exact joué par les Lumières dans le processus de l'indépendance de l'Amérique latine car les historiens expriment sur ces deux points essentiels des opinions contradictoires au gré de leurs choix idéologiques. On observe tout d'abord des différences d'appréciations sur l'importance qu'on revêtu les Lumières.

¹⁵⁴ Abba Hassane explique que dans le cas de l'Union, le regroupement est le fait de considérations politico-économiques, ce qui n'est pas le cas avec l'unité. Abba Hassane, « De Nkrumah à Kadhafi, le chemin de l'Union Africaine est désormais une réalité irréversible », in *Le Progrès*, n° 34 du 9 juillet 2001, p. 5.

Certains historiens tendent à minimiser l'importance des Lumières en Amérique latine. C'est ainsi le cas de François López.¹⁵⁵ Ce dernier, après avoir rappelé que jusqu'en 1963, l'historiographie liait étroitement le mouvement d'indépendance à l'essor des Lumières, salue la nouvelle interprétation proposée par Pierre Chaunu.¹⁵⁶ Chaunu estimait que le schéma classique d'interprétation n'était valable qu'en partie, à 70%, et voyait dans les guerres d'indépendance non un conflit avec la métropole mais des guerres civiles. Il insistait sur le caractère inégal de la participation de l'Amérique hispanique aux Lumières : forte au Venezuela et dans le Rio de la Plata, « *moins nette en Nouvelle Espagne* », « *moins profonde encore dans tous l'axe andin de l'ex-vice royaume du Pérou.* »¹⁵⁷ François López se situe ainsi en deçà de Pierre Chaunu qui reconnaissait une certaine consistance aux Lumières dans l'Amérique espagnole et admettait leur influence sur le séparatisme vénézuélien et argentin. François López récuse leur influence même sur les mouvements dits précurseurs de l'indépendance. Pour lui, ce sont les circonstances historiques et non les idées, qui ont eu raison de l'empire colonial.

Alexandre de Humboldt, Manfred Kossok, Gregorio Weignberg, Bernard Lavallé, Charles Minguet, Chales Lancha, François Chevalier, ainsi cités pêle-mêle et bien d'autres encore soutiennent un point de vue opposé. Ils affirment pour leur part, l'influence déterminante des idées européennes du XVIIIe siècle sur l'émancipation du Nouveau Monde

« Remarquons, en tout cas, affirme Gregorio Weignberg, du moins dans l'idéologie que se forgeait la nouvelle classe dirigeante, la prédominance de l'Esprit du siècle des Lumières, surtout en matière d'éducation et de culture (...) notamment chez le Libérateur Simon Bolivar et son maître Simon Rodriguez »¹⁵⁸

¹⁵⁵ François López, *Ilustración española e Independencia hispanoamericana*, Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1979, p. 289-294. A la page 291 de son ouvrage, l'auteur porte cette affirmation : « *De 1770 à 1800 nous dirons que commence à apparaître une timide philosophie des Lumières hispano-américaine qui est loin d'avoir la relative vigueur de l'espagnole.* »

¹⁵⁶ Pierre Chaunu, « Interprétation de l'Indépendance de l'Amérique latine », in *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, n°41, 1962-63, p. 403-424.

¹⁵⁷ Ibidem., p. 416.

¹⁵⁸ Gregorio Weignberg, « Simon Bolivar et les idées lancastériennes », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 288.

Au cours de son long séjour en Nouvelle Espagne et au Venezuela, en 1803, le baron Alexandre de Humbolt avait retiré une impression favorable de la vie culturelle dans ces deux possessions espagnoles. Bernard Lavallé a dégagé les trois conclusions auxquelles il était parvenu :

« Le niveau culturel, les connaissances, le savoir scientifique en certains point privilégiés sont très semblables à ceux de l'Espagne du XVIIIe siècle et peuvent être comparés en certains aspects, avec ceux de la France et de l'Angleterre. Les hispano-américains possèdent une même capacité que les Européens pour faire des progrès dans les Lumières »¹⁵⁹

Par ailleurs, Humboldt avait observé comment s'effectuait la réception des Lumières parmi les créoles. Les grands propriétaires se montraient étrangers à toute nouveauté par peur des risques inhérents à tout changement. Les créoles partisans des Lumières, eux se répartissaient en deux groupes. Charles Lancha distingue : *« un groupe de réformistes et l'autre de révolutionnaires »¹⁶⁰*

D'autre part, ainsi que le note François-Xavier Guerra :

« Il est certain, cependant, que la Révolution suppose l'existence des Lumières puisqu'en elle se trouve la matrice d'une grande partie des idées et de l'imaginaire qui triompheront à l'époque révolutionnaire »¹⁶¹

Pour corroborer ce point de vue, il suffira de s'attacher à l'idéologie des pères de l'indépendance dont le plus illustre, Bolivar, pour s'apercevoir sans difficulté combien ils étaient pénétrés de la philosophie des Lumières.

Quand on lit Bolivar, on est frappé par sa connaissance approfondie des principaux penseurs européens du XVIIIe siècle et par l'impact qu'ils ont eu sur ses conceptions politiques et sur son action. C'est Montesquieu qui a exercé sur lui une influence déterminante. On retrouve chez Bolivar un concept-clef de l'auteur de *l'Esprit des lois*, le

¹⁵⁹ Bernard Lavallé, *L'Amérique espagnole, de Colomb à Bolivar*, op. cit., p. 210.

¹⁶⁰ Charles Lancha, op. cit., p. 18.

¹⁶¹ François-Xavier Guerra, « L'Amérique latine face à la Révolution française », in *C.M.H.L.B. Caravelle*, Toulouse, 1990, n°54, p. 9.

concept de vertu. Selon lui, les hispano-américains ne sont pas suffisamment vertueux, leur esprit a été vicié par trois siècles de colonialisme, de despotisme. La « tyrannie » a empêché la formation d'une authentique conscience civique. Bolivar cite nommément Montesquieu dont il retient ce jugement :

*« Es más difícil – dice Montesquieu – sacar un pueblo de la servidumbre, que subjugar uno libre »*¹⁶²

A partir de ce point de vue, il conclut :

*« L'Amérique n'était pas préparée pour se détacher de la métropole »*¹⁶³

Par ailleurs, au sujet de la démocratie, Bolivar partage le pessimisme de J. J. Rousseau. Celui-ci considérait que la démocratie était impraticable. Ses analyses s'achevaient par ce jugement désabusé :

*« S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes »*¹⁶⁴

Il est fort probable que Bolivar s'en inspira lorsqu'il écrivit :

*« Des anges, non des hommes peuvent uniquement exister libres, tranquilles et heureux, en exerçant tous la puissance souveraine »*¹⁶⁵

Aux yeux du *Libertador*, la République aura pour tâche essentielle d'éduquer le souverain, d'inculquer au peuple les vertus civiques. Dans cet esprit, il conçut dans ses deux projets constitutionnels d'Angostura (1819) et de Bolivie (1826) un quatrième pouvoir, le pouvoir moral. Celui-ci nous renvoie encore à Rousseau chez qui, la sphère de l'Etat ne se limite pas au domaine politique mais s'étend à la morale. Il en va de même chez Bolivar.

¹⁶² Simon Bolivar, "Carta de Jamaica", Compilación, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 67.

¹⁶³ Simon Bolivar, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 19.

¹⁶⁴ J.J.Rousseau, *Le Contrat social*, Paris, Messidor Editions Sociales, 1987, p. 149.

¹⁶⁵ Simon Bolivar, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 19.

Il importe de recueillir une autre coïncidence capitale entre le Vénézuélien et les philosophes français du XVIII^e siècle – notamment Montesquieu et Voltaire – : la condamnation de l’esclavage, pour son inhumanité et sa violation du principe de l’égalité de tous les hommes. Dans *L’Esprit des lois*, Montesquieu pouvait dire que comme les hommes naissent tous égaux, l’esclavage est donc contre nature. Bolivar avait certainement pris connaissance de ces idées très fécondes en Angleterre et en France lors de ses pérégrinations en Europe. « *Il pensait, écrit John Lynch, qu’il serait fou qu’une révolution pour la liberté s’évertuât à maintenir l’esclavage* »¹⁶⁶ ; et, dans un de ses discours les plus célèbres, il demande au Congrès d’Angostura de retirer du Venezuela « *la sombre cape de l’esclavage barbare et profane.* »¹⁶⁷ Mais là où le rapport avec Montesquieu est plus flagrant, c’est lorsque évoquant l’égalité, il déclare :

« *A ses pieds, j’ai mis, succombant à l’humiliation, l’infâme esclavage (...). Nul ne peut enfreindre le dogme saint de l’égalité* »¹⁶⁸

Miguel de Unamuno précise à ce propos que même l’éducation de Bolivar portait les empreintes des Lumières.

« (...) son éducation avait été parfaitement plutarquienne, c’est évident dans son style hésitant entre le XVIII^e et le XIX^e siècle car son maître, don Rodriguez l’avait non seulement soumis à l’influence de Plutarque mais également à celle de Rousseau. »¹⁶⁹

2- Révolution française, unité et indépendance en Amérique latine

Tout comme les Lumières, nos lectures sur l’impact de la Révolution française dans le séparatisme hispano-américain et le problème de l’unité se heurtent à des interprétations contradictoires. Jusqu’à une époque très récente, l’historiographie hispano-américaine ou espagnole attribuait une influence décisive à la Révolution française en Amérique latine. Ces

¹⁶⁶ Simon Bolivar cité par John Lynch, « Bolivar réformateur », in *Cahier de l’Herne*, p. 262.

¹⁶⁷ Ibidem.

¹⁶⁸ Simon Bolivar, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 20.

¹⁶⁹ Miguel de Unamuno, « Don Quichotte Bolivar » in *Cahier de l’Herne*, p. 53.

dernières années, certains historiens – comme Joseph Perez, Bernard Lavallé¹⁷⁰ – minimisent cette influence. Joseph Perez par exemple admet les effets collatéraux de la Révolution française en Amérique latine mais déplore l'exaltation qui leurs sont faites au détriment de la dynamique propre du substrat social intellectuel de la société hispano-américaine sur lequel, selon lui, ils se sont greffés et qu'ils ont réactivé.

Charles Lancha qui émet un avis contraire distingue trois étapes dans la réception de la Révolution française en Amérique espagnole et son impact sur les mouvements d'indépendance. La première étape concerne les événements dits « précurseurs », nés immédiatement après le déclenchement de la Révolution en 1789, et qui étaient bien accueillis – selon le commentaire de Joseph Perez – dans certains milieux de la société coloniale.¹⁷¹

La deuxième étape s'ouvre à partir de la radicalisation de la Révolution française, marquée par l'exécution de Louis XVI, en janvier 1793, et l'instauration de la Terreur, par la Convention. Charles Lancha affirme :

*« L'immense majorité des créoles condamnent ces excès. C'est le cas de Miranda, c'est celui de Bolivar ou du Mexicain, Fray Servando Teresa de Mier. Ils sont d'autant plus portés à le faire qu'ils sont extrêmement préoccupés par Haïti où les débordements révolutionnaires prolongent, à leurs yeux, ce qui a lieu en France »*¹⁷²

¹⁷⁰ Bernard Lavallé, « Pour un bilan du créolisme », in *Cahier des Amériques latines*, op. cit., p. 75-83 A l'égard de ce spécialiste de l'Amérique latine, nous retiendrons cette critique faite contre cette tendance qualifiée d'eurocentriste « qui, dit-il, s'est attachée à souligner, et, souvent à surestimer le rôle des Lumières européennes (...) », p. 75.

¹⁷¹ Dans l'ouvrage collectif : *Revolución, Contrarrevolución e independencia. La Revolución francesa, España y América*, Madrid, Turner, 1989, p. 114. Joseph Perez indique : « De l'intérêt et de l'enthousiasme pour les idées de liberté, d'égalité et pour les droits de l'homme subsistent des témoignages nombreux dans tous les territoires de l'Empire espagnol ». Il cite quelques exemples bien connus de cet enthousiasme : le cas du fameux Santa Cruz Espejo, à Quito, de Nariño en Nouvelle Grenade et de sa traduction de la Déclaration des Droits de l'Homme, en 1794, du soulèvement des esclaves noirs de Haïti et de la première république noire, en 1792, des rébellions des esclaves noirs à Coro (1795) et Cariaco (1798) – durement réprimées – de la Conspiration républicaine de Gual et España (1797) et de la Lettre de Viscardo y Guzman écrite en 1792. et publiée en 1799.

¹⁷² Charles Lancha, op. cit., p. 21-22.

Il situe la dernière étape à l'époque des années cruciales 1810-1813, années au cours desquelles, au Venezuela et en Argentine, surtout, s'affirme le courant séparatiste. Il déclare :

*« Dans ces deux pays, les patriotes les plus radicaux n'hésitent pas à s'inspirer, sans toujours l'avouer, de l'exemple jacobin de la Révolution française. Les deux cas les plus représentatifs de l'extrémisme révolutionnaire sont alors Bolivar et Mariano Mereno. »*¹⁷³

La face la plus visible du jacobisme chez Bolivar telle que le montre Charles Lancha, apparaît dans le décret de « guerre à mort » qu'il proclame et applique impitoyablement contre les espagnoles pour défendre l'indépendance en danger au Venezuela.

Mais Charles Lancha n'est pas le seul à défendre l'apport de la Révolution française dans le séparatisme hispano-américain et son influence dans la pensée politique de Bolivar. Arturo Uslar Pietri, Charles Minguet et des intellectuels du continent l'ont abordé dans son rapport avec le projet d'union politique des Amériques.

A l'occasion du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, quelques intellectuels hispano-américains ont essayé d'apporter une autre interprétation de cet événement sur l'histoire politique de l'Amérique latine à la veille de l'indépendance.

Pour l'écrivain Carlos Fuentes, la Révolution française, fille du siècle dit des « Lumières » est avant tout une annonciation. Qu'est-ce qu'elle a annoncé ? Carlos Fuentes relève trois thèmes importants : la liberté, l'égalité et la fraternité.

En ce qui concerne l'égalité c'est avec Rousseau et dans le rapport que ce dernier établit entre l'homme et la nature dans laquelle il vit qu'il trouve son explication. En effet, en se découvrant au milieu de la nature, l'homme envisage la société dans laquelle il vit et la trouve en désaccord avec la nature. La société est injuste et inauthentique. Il lui vient à l'idée de corriger cette injustice en créant une société nouvelle où se reflèteront les valeurs que peuvent partager la nature et l'homme. L'égalité que prône Rousseau « s'incarne, dit-il, dans

¹⁷³ Ibidem., p. 22.

*un mouvement spirituel, esthétique, le Romantisme, qui recherche par tous les chemins de l'âme (...) l'unité perdue de l'homme, de la nature et de la société. »*¹⁷⁴

Mais si dans le domaine de la littérature l'influence du discours rousseauiste a eu un impact réduit, dans celui de l'histoire, quand la pensée des Lumières si étroitement associée au fait américain entre en France et se transforme en processus révolutionnaire, elle revient en Amérique latine sous forme de modèle politique.

Arturo Uslar Pietri rappelle comment les milieux éclairés ont réagi au contact des événements de France de 1789 et comment ils se sont présentés dans les colonies espagnoles :

*« Des espagnols illustrés de révolution tentèrent de renverser la monarchie espagnole incarnée par le Roi Charles IV en 1796. Découvert, Juan Bautista Picornell, José Lax, Sebastien Andrés et Manuel Cortés Campomanes ainsi que d'autres professeurs, avocats, et médecins furent emprisonnés dans quelques prisons de la Guaira au Venezuela en 1797. Depuis leur geôle, les damnés préparèrent une insurrection dans le Nouveau Monde. Traduction complète de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen accompagnée de quelques « Maximes républicaines », des chansons dans lesquelles on invite les Américains à « détruire le Tyran », où l'on proclame que « la Patrie est notre mère », un drapeau qui arbore quatre couleurs pour symboliser l'union des Blancs, des Métis, des Indiens et des Noirs au sein d'un seul peuple. »*¹⁷⁵

Sur le plan social, la société en Amérique latine était par nature ouvertement conflictuelle et sa stabilité séculaire se maintenait grâce à l'action des forces extérieures, comme par exemple, la structure politique et administrative mise en place par la métropole. Dans ces sociétés de castes dépourvues de toute forme de liberté et de représentativité politique, fondées sur les inégalités hiérarchiques séparant Espagnols d'Espagne, Espagnols d'Amérique, Métis, Indiens et Noirs, la seule annonce d'une société fondée sur la liberté,

¹⁷⁴ Carlos Fuentes, « Révolution : Annonciation » in *Mission du Bicentenaire : L'Amérique latine et la Révolution française*, Paris, La Découverte/Le Monde, 1989, p. 16.

¹⁷⁵ Arturo Uslar Pietri, « Cinq années qui ébranlèrent le monde » in *Mission du Bicentenaire : L'Amérique latine et la Révolution française*, op. cit., p. 45-46.

l'égalité et la fraternité devait obligatoirement provoquer des réactions contraires et brutales, d'enthousiasme et de désir d'imitation chez les minorités ouvertes aux idées nouvelles.

Tout devait être changé, tout allait être à nouveau créé, depuis un nouveau vocabulaire politique jusqu'à de nouvelles manières d'apprécier et de désigner les choses. Parmi les notions qui bouleversent le langage public en Amérique latine, Arturo Usler Pietri évoque celles « *de puissantes entités, jadis inconnues, [qui] semblaient avoir surgit tout à coup : le Peuple, la Patrie, la Souveraineté populaire, la Nation, l'Humanité, la Fraternité entre tous les hommes, l'Egalité et la Liberté (...)* »¹⁷⁶

Corroborant ce point de vue, Gregorio Weignberg précise que l'apparition et diffusion de ces mots était avant tout une réponse à de nouvelles exigences. N'oublions pas qu'on assistait à une révolution radicale, y compris au niveau des concepts. L'artisan de l'Histoire, ce n'était plus le monarque lointain auquel obéissait de dociles sujets, mais le Peuple composés d'individus turbulents appelés désormais, citoyens. Par conséquent, il fallait faire face à de nouvelles responsabilités. Il s'agissait donc de marquer l'adhésion de tous – Blancs, Métis, Indiens, Noirs – et de stimuler la participation de tous à la Révolution qui devait aboutir à l'indépendance politique.

L'impact de ces notions est très perceptible dans les discours des pères de l'indépendance et notamment chez Bolivar, qui en fait constamment référence dans ses Discours, Décrets et Proclamations. *Lettre à un habitant de la Jamaïque* s'ouvre par ces mots :

« *Sensible, como debo, al interés que Vd. Ha querido tomar por la suerte de mi **patria**, afligiéndose con ella por los tormentos que padece, desde su descubrimiento hasta estos últimos períodos por parte de sus destructores los españoles (...)* »¹⁷⁷

Patria, dans le contexte historique du moment semblent s'écarter du sectarisme pour adopter un sens plus globalisant. En clair, chez Bolivar, la Patrie, ce n'est pas le Venezuela qui l'a vu naître. C'est toute l'Amérique qui depuis des lustres, ploie sous le joug de la tyrannie et de

¹⁷⁶ Ibidem., p. 42.

¹⁷⁷ Simon Bolivar, "Lettre à un habitant de la Jamaïque", Compilación, Notas, Cronología, Manuel Pérez Vila, op. cit., p. 55.

l'esclavage à elle imposé par la métropole. Ce regard unitaire qu'il jette sur le continent est renforcé un peu plus loin dans le même texte, dans un propos qu'il tient sur le sort du Nouveau Monde, des principes de sa politique et de la nature du régime qu'il finira par adopter.

*« Todavía es más difícil presentir la suerte futura del Nuevo Mundo, establecer principios sobre su política y casi profetizar la naturaleza del gobierno que llegará a adoptar. Toda idea relativa al porvenir de este país me parece aventurada. »*¹⁷⁸

Ainsi, c'est avec toute la culture européenne de son temps qu'il a assimilée, que Bolivar développe sa théorie sur l'unité des américains. Ses cris : « *Pour nous, notre patrie, c'est l'Amérique... Tous les américains doivent avoir une seule patrie...* », ¹⁷⁹ tout cela était certes, le fruit d'un rêve puisé dans les avatars de la crise politique en Europe, c'était aussi et surtout, l'occasion rêvée de porter dans le Peuple la conscience de l'unité nationale, condition sine qua non au succès de l'indépendance.

3- Révolution Nord-américaine, unité et indépendance

L'impact de la Révolution Nord-américaine dans le réveil des colonies espagnoles d'Amérique et la lutte pour l'autonomie politique est un sujet qui fait aussi débat parmi les historiens spécialistes de ce continent. La constatation la plus patente réside dans sa distance dans le temps par rapport aux premières proclamations d'indépendance sur l'ensemble du continent et, un peu plus en arrière, sur les mouvements dits précurseurs. Joseph Perez qui a fait de cette période le sujet favori d'un article que nous avons déjà cité, affirme justement dans ce même article, que c'est « *diluer l'événement [l'indépendance] dans un ensemble qui perd en compréhension tout ce qu'il gagne apparemment en extension* » que de rechercher « *trop loin dans la chaîne du temps* », « *des signes annonciateurs* » et « *les résultats les plus visibles de l'œuvre de Bolivar.* »¹⁸⁰ C'est pourquoi, en ce qui le concerne, quant au moment critique à partir duquel les événements paraissent s'orienter vers la rupture avec l'Espagne, il

¹⁷⁸ Ibidem., p. 61.

¹⁷⁹ Simon Bolivar, texte cité par Ruggiero Romano, « Simon Bolivar et la culture européenne : heurs et malheurs », in *Cahier de l'Herne*, p. 367.

¹⁸⁰ Joseph Perez, « Les mouvements précurseurs de l'épopée bolivarienne », in *Cahier des Amériques latines*, op. cit., p. 85.

les situe après la Révolution Nord-américaine de 1776, c'est-à-dire en 1780-1781. Corroborant ce point de vue, J. P. Berthe affirme sans ambages :

« Si tentant que puisse paraître un parallèle auquel invitent une commune appartenance continentale et une chronologie trop vite interprétée, l'émancipation de l'Amérique espagnole n'est nullement une version ibéro-américaine de la révolution des treize colonies anglaises du Nord. »¹⁸¹

Selon lui, pour comprendre la signification il faut partir des structures sociales particulières de l'Amérique espagnole telles qu'elles étaient issues de trois siècles de colonisation. L'historien français Pierre Chaunu abonde dans le même sens. Sans dénier une part de vérité à l'influence de la révolution Nord-américaine, il reproche à ses collègues de ne pas tenir compte de la complexité des sociétés hispano-américaines et de porter une interprétation qui reflète seulement l'idéologie et les intérêts d'une élite urbaine, fraction numériquement infime de la minorité créole, qui cherchent à identifier leur mouvement à celui survenu quelques années plus tôt dans la république anglo-saxon.

François Chevalier défend cependant une thèse contraire. Pour cet historien dont la démarche, à ce qu'il affirme, *« se fonde sur des recherches d'archives dans la longue durée, parties de l'époque espagnole pour descendre dans le temps jusqu'au XIXe siècle (...), elle se fonde aussi, pour le continent, sur une longue pratique de documents et sources imprimées dont la masse est géante dès le siècle passé et (...) sur une connaissance directe de tous les pays d'Amérique latine dans la diversité de leurs espaces, de leurs ethnies, et de leur histoire (...) »¹⁸²*, les processus de l'indépendance n'ont commencé à être mieux connus qu'à côté de l'influence des *« Lumières et de la Révolution française (...) à côté de l'exemple aussi des Etats-Unis (...) »¹⁸³*

Il n'est pas le seul à trouver dans l'exemple des Etats-Unis un motif pour les hispano-américains de revendiquer la séparation. Jacques Joset et Philippe Raxhon dans leur analyse des caractères généraux qui ont entraîné le conflit entre la métropole et ses colonies notent

¹⁸¹ J.P. Berthe, « Amérique-Amérique espagnole » in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Encyclopaedia Universalis, Vol. I, Aalto-Anneaux, 1980, p. 869.

¹⁸² François Chevalier, *L'Amérique latine: de l'indépendance à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977, p. XI-XII.

¹⁸³ Ibidem, p. 85.

que « *l'affranchissement des Etats-Unis avaient [déjà] incité les colons à réclamer [à Charles III] des réformes.* »¹⁸⁴ Dans leur argumentaire, ils se réfèrent à la suggestion faite en 1762 par le comte d'Aranda, ministre du roi Charles III, qui avait proposé à son souverain de renoncer spontanément à ses possessions américaines, à l'exception des îles comme Cuba et Puerto Rico, et de créer avec le reste, en faveur de trois infants de la Maison de Bourbon, les royaumes du Mexique, du Pérou et de Terre-Ferme. Mais le conseil n'est pas suivi. Pour eux, c'était déjà la première alerte. C'est pourquoi, et pour confirmer, un peu plus loin quand ils font le bilan des influences exogènes qui ont suscité le séparatisme hispano-américain, ils affirment :

*« Intellectuellement, il y avait eu l'exemple des Etats-Unis, celui de la Révolution française (...) »*¹⁸⁵

Les conclusions des travaux de Frédéric Mauro sur l'Amérique latine à la veille de son indépendance semblent légitimer l'affirmation de ces deux chercheurs.

*« Ce n'est pas par hasard qu'en terminant cette note sur l'Amérique latine à la veille de son émancipation, écrit-il, nous pensons aux Etats-Unis. C'est en effet, en imitant la grande sœur du Nord que les jeunes nations vont se révolter »*¹⁸⁶

Cela dit, en quoi la Révolution Nord-américaine a influencé les mouvements indépendantistes de l'Amérique espagnole ? Monica Henry¹⁸⁷ et Albert Blaustein¹⁸⁸ ont bien interprété cet aspect de l'histoire dans un article qu'ils ont respectivement écrit sur les premières publications révolutionnaires des exilés hispano-américains aux Etats-Unis et sur la

¹⁸⁴ Jacques Joset, Philippe Raxhon, *Correspondance et autres écrits du Libertador José de San Martin*, Liège, Editions de l'Université de Liège, 2004, p. 10.

¹⁸⁵ Ibidem., p. 11.

¹⁸⁶ Frédéric Mauro, « L'Amérique latine à la veille du mouvement d'indépendance », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 171.

¹⁸⁷ Monica Henry, « Les premières publications révolutionnaires des exilés hispano-américains aux Etats-Unis », in *Transatlantica*, 2006 :2, *Révolution*, [En ligne]. Mise en ligne le 7 juillet 2006, référence du 28 mars janvier 2008. URL : <http://transatlantica.revues.org/document1146.html>.

¹⁸⁸ Albert Blaustein, « La constitution des Etats-Unis: le plus important des produits d'exportations américains », in <http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0304/ijdf/blaustein.htm> Visité le 28 janvier 2008.

constitution des Etats-Unis. Monica Henry, en ce qui la concerne, raconte que bien avant le début des révolutions dans les colonies espagnoles d'Amérique qui ont abouti à l'indépendance, les troubles sociaux (comme la rébellion indienne de l'inca Tupac Amaru en 1780, des *comuneros* en 1781 etc. Au total, Monica Henry affirme qu'au moins cent quarante révoltes similaires ont secoué les différentes vice-royautés de 1708 à 1783) réprimées dans le sang par la Couronne espagnole, et les répressions contre toute activité politique des colons (expulsion des jésuites en 1767), ont fait fuir de nombreux hispano-américains qui ont trouvé refuge en Europe et aux Etats-Unis. Francisco Miranda, considéré par l'historiographie comme le précurseur de l'indépendance de l'Amérique espagnole est cité parmi ceux qui ont trouvé asile aux Etats-Unis. Mais d'autres moins connus – Santiago Puglia, Juan Pablo Viscardo, Manuel Torres - se sont retrouvés à Philadelphie, qui fut la capitale des Etats-Unis jusqu'en 1800, où ils publièrent dans leur langue natale, des écrits révolutionnaires destinés à inciter leurs compatriotes à imiter l'exemple des colonies anglaises en Amérique, qui se sont battues pour être libres.

Parmi les publications prônant l'émancipation des colonies espagnoles qui ont eu une grande influence chez les hispano-américains, Monica Henry cite les écrits d'un jeune vénézuélien, Manuel García de la Sena, *Independencia de la costa firme* et *Historia concisa de los Estados Unidos de América desde el descubrimiento*, dans lesquels ce dernier fait l'apologie des idées nord-américaines sur la révolution et l'indépendance. Monica Henry ajoute que dans les colonies espagnoles étaient également lues le Discours d'Adieu du président américain George Washington et la Déclaration de l'indépendance nord-américaine.

D'autre part, toujours selon Monica Henry, des exilés hispano-américains ont publié à Philadelphie et à New-York des ouvrages contenant des réflexions sur le modèle politique nord-américain soulignant notamment les avantages du système fédéral. *Manual de un republicano para el uso de un pueblo libre* (1812) de Manuel Torres, *Outline of the Revolution in spanish America* (1817) de Manuel Palacio Fajardo, *Letters on the United Provinces of South America* (1819) de Vicente Pazos Kanki, *Ideas necesarias a todo pueblo americano independiente que quiere ser libre* (1821) de Vicente Rocafuerte sont quelques-uns qu'elle cite.

Certes, comme on peut le voir, le nombre de publications n'est pas très important. Aussi, il y en a qui sont apparues un peu plus tard après le déclenchement des conflits. Cependant, « *il est certain, comme le note Monica Henry, que l'expérience de l'exil ainsi que*

*le contact personnel avec le fonctionnement du système de gouvernement nord-américain rendent les réfugiés hispano-américains admiratifs de ce système. Dans leurs écrits, ils transmettent donc leur enthousiasme pour la république et pour le fédéralisme. »*¹⁸⁹

Albert Blaustein quant à lui a mis l'accent sur l'émerveillement qu'a produit la Constitution des Etats-Unis en Amérique espagnole. Il a distingué deux niveaux d'influence. D'abord, au niveau idéologique, elle a été porteuse de la liberté humaine dans la mesure où cette notion constitue l'un de ses principes fondamentaux, et de l'espoir de voir s'instaurer « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » selon le sens qu'Abraham Lincoln donnait au mot démocratie. L'exemple de cette influence en Amérique espagnole, se voit dans la démarche des pères de l'indépendance de cette partie du continent. Blaustein affirme qu'en 1784, Francisco de Miranda dans le plan de libération qu'il formulait pour sa Patrie, s'était inspiré du constitutionnalisme Nord-américain, et que lorsqu'il revint au Venezuela en 1810 pour former avec Simon Bolivar et les membres de la Société patriotique un gouvernement hispano-américain, se fut sur le modèle de la Constitution des Etats-Unis que les bases de la première république du Venezuela avait été jetées. Cette version des faits est confirmée par l'Histoire qui nous enseigne que des pays comme le Venezuela, l'Argentine et le Chili ont adopté chacun leur première constitution en 1811, toutes étant fondées en partie sur le modèle de Philadelphie.

Sur le plan structurel, la constitution de Philadelphie a également influencé le développement du fédéralisme en Amérique latine. Albert Blaustein note :

*« Le Venezuela et l'Argentine sont des Etats fédéraux, comme le sont le Mexique et le Brésil qui ont adopté leur constitution en 1824 »*¹⁹⁰

Mais quelle est l'influence de ce système sur la pensée politique de Simon Bolivar ?

Dans un premier temps, il est utile de souligner que selon l'abondante biographie qui lui a été consacrée, Bolivar a vécu sa propre expérience avec les idéaux de liberté et d'unité qui avaient cours aux Etats-Unis. Les biographes notent qu'avant son retour définitif dans sa Patrie où il devait prendre une part active dans les événements qui se produisaient, sur le chemin du retour, Bolivar fit escale en 1807, dans ce territoire où il lui fut donné de voir,

¹⁸⁹ Monica Henry, op. cit., sans page.

¹⁹⁰ Albert Blaustein, op. cit., sans page.

selon ses propres termes, « *la libertad racional*. »¹⁹¹ M. H. Sanchez-Barba inscrit cette visite brève dans le double objectif de réduire le coût économique de son voyage et surtout de satisfaire sa curiosité en voyant de visu l'organisation civile de cette nation neuve.¹⁹²

German Arcienegas a traduit l'admiration qu'avait Bolivar pour les pères fondateurs des Etats-Unis et particulièrement pour George Washington qui en fut non seulement le libérateur mais aussi l'une des personnalités politiques qui a joué un rôle primordial dans son organisation politique. Dans une étude comparative qu'il a faite entre Bolivar, Napoléon et le suscité. Il note :

« L'image qu'avait Bolivar de Washington était radicalement opposée [à celle de Napoléon]. En juin 1928, quand le Congrès de Grande-Colombie le réélut président, il écrivit du palais de la Magdalena à Lima la fameuse lettre où il déclarait au Sénat de Bogotá sa fidélité à la constitution de Cucúta et son refus d'un mandat présidentiel à vie : « Nous devons prendre en considération la leçon d'honneur que nous donne le citoyen héros, père de la grande République américaine. Quand le peuple voulut renouveler son mandat de magistrat suprême, le vertueux général montre généreusement à ses compatriotes le danger que représentait le pouvoir public aux mains d'un seul homme. Le héros fut entendu ; le peuple glorieux de la liberté, du bonheur et la vertu obéit ; aujourd'hui, c'est la République américaine qui sert d'exemple, et ce sublime exemple me montre où est mon devoir (...) »¹⁹³

En revanche, Leopoldo Zea relève que même si Bolivar admirait le système politique nord-américain, il était conscient de son non applicabilité dans les nouvelles nations issues de la rupture avec l'Espagne. Dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, ce dernier analyse l'organisation politique, économique et administrative des colonies espagnoles. Il conclut que les hispano-américains tenus à l'écart de toute responsabilité gouvernementale pendant la période coloniale ne sont pas préparés à gérer leurs affaires comme les Nord-américains.

¹⁹¹ Simón Bolívar, cité par Demetrio Ramos Pérez, *Simón Bolívar, el libertador*, Madrid, Ediciones Anaya, 1988, p. 20.

¹⁹² Sur cet aspect de la visite de Bolivar aux Etats-Unis, nous conseillons une lecture du texte de M.H. Sanchez-Barba, *Simón Bolívar una pasión política*, op. cit., p. 64-71.

¹⁹³ German Arciniegas, « Napoléon ou Washington » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 214.

*« En tanto que nuestras compatriotas no adquieren los talentos y virtudes que distinguen a nuestros hermanos del Norte, los sistemas enteramente populares, lejos de sernos favorables, temo mucho que vengan a ser nuestra ruina (...) »*¹⁹⁴

B- Exemple de Nkrumah

1- Aspects généraux du réveil de l'Afrique noire

Les manuels d'histoire ont tendance à désigner le processus qui a conduit les colonies africaines à l'indépendance sous le terme de « décolonisation ». Le même terme est utilisé pour désigner les déclarations d'indépendance qui se sont produites chez les peuples d'Asie. En revanche, les événements qui ont entraîné la rupture entre l'Espagne et ses colonies d'Amérique, entre les treize colonies Nord-américaines et l'Angleterre dont elles dépendaient sont plus connus sous le nom de « Révolution ». Nombreux sont les historiens qui établissent l'ordre chronologique des révolutions qui ont marqué le XVIIIe siècle comme suit : Révolution Nord-américaine(1776), Révolution française (1789) et Révolution hispano-américaine (1810). Qu'est-ce que la décolonisation ?

Les travaux de José U. Martinez Carreras sur le sens de ce terme nous apparaissent plus pertinents pour éclairer le lecteur. En réponse à cette question, José U. Martinez Carreras affirme que c'est avant tout le mouvement qui amène la naissance d'un Etat indépendant dans les limites territoriales de l'ancienne colonie après que le système colonial lui-même ait été liquidé.

*« La descolonización es el proceso de liquidación del sistema colonial en el mundo y la creación de Estados independientes en los antiguos territorios dependientes »*¹⁹⁵

La colonisation selon Marc Ferro¹⁹⁶ est associée à l'occupation d'une terre étrangère, appelée colonie, à sa mise en valeur et à l'installation de colons. Le mot « colonie » lui-même

¹⁹⁴ Simon Bolivar cité par Leopoldo Zea, « Bolívar y las revoluciones nacionales » in *Cahier des Amériques*, op. cit., p. 147.

¹⁹⁵ José U. Martinez Carreras, *Historia de la descolonización 1919-1986 : las independencias de Asia y África*, Madrid, Ediciones Istmo, Colección Fundamentos 95, 1987, p. 1.

est défini par Kwame Nkrumah, d'un point de vue politique, comme étant un groupe de sujets d'une nation ou d'un Etat hors des frontières de celui-ci, soit un territoire qui en est géographiquement séparé, mais qui lui doit allégeance.

« (...) A colony is either a settlement of the subjects of a nation or state beyond its own frontiers; or a territorial unit geographically separated from it, but owing allegiance to it. »¹⁹⁷

En s'appuyant sur un tel point de vue, la décolonisation représente donc le combat de ces peuples colonisés contre la métropole en vue d'accéder à l'autonomie ou l'indépendance. Alors, il y a-t-il une différence entre le référent de ce terme et les luttes qui ont été menées par les peuples de l'hémisphère américain ? Autrement dit la « décolonisation » serait-elle opposée à la « Révolution » ?

Dans son *Histoire des colonisations*, Marc Ferro considère comme une forme de décolonisation les mouvements de rupture qui ont opposé soit les colons à leur métropole (Marc Ferro les nomme « mouvement d'indépendance-colon ») ou les peuples colonisés, soutenus ou non par les colons, à la métropole (il les appelle « Mouvement d'indépendance » tout court). Tel est l'exemple qu'il donne du mouvement pizarriste contre Charles Quint en 1554-1558 et tous ceux similaires qui ont eu cours jusqu'à la fin de la colonisation, avec certes, des enjeux différents. Marc Ferro fixe donc les origines de la décolonisation au XVI^e siècle. Il se veut cependant on ne peut plus précis et catégorique sur la question des révolutions Nord-américaines et hispano-américaines mis en rapport avec les décolonisations en Asie et en Afrique dont nous parlions tantôt.

« A la différence des mouvements de libération de la seconde moitié du XX^e siècle, la première décolonisation s'est effectuée à l'initiative des Européens eux-mêmes, autrement dit des colons qui vivaient outre-mer : l'indépendance des Etats-Unis, en 1783, celles des anciennes colonies espagnoles puis du Brésil doivent peu aux populations indigènes soumises par ces colons ; il n'y a qu'Haïti qu'une population mise en esclavage, de

¹⁹⁶ Marc Ferro, *Histoire des colonisations: des conquêtes aux indépendances XIII^e – XX^e siècle*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

¹⁹⁷ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 9.

Noirs d'Afrique, s'est libérée seule, à la fois contre la métropole et contre les colons. Telle est bien la différence essentielle entre la première décolonisation et les mouvements ultérieurs, en Asie et en Afrique notamment, ou ce sont les peuples vaincus qui se sont révoltés afin d'être indépendants et de mettre fin au règne des colons. »¹⁹⁸

Corroborant le point de vue de Marc Ferro, Henri Grimal affirme :

« Après la fondation des empires des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, la révolte des colons anglais d'Amérique du Nord marqua le début d'une période de décolonisation ».¹⁹⁹

Un peu plus loin, voulant préciser la méthode suivie dans son ouvrage et les limites qui lui ont été assignées il dit :

« C'est volontairement qu'ont été laissé de côté les problèmes de décolonisation en U.R.S.S. et aux Etats-Unis, dont les incidences sur l'histoire de notre période ont été mineures (...). »²⁰⁰

En conclusion, toutes les luttes de libération jusqu'à ce jour quelle que soit leur forme, l'époque et l'espace géographique dans lequel elles se sont déroulées, sont des expressions d'un seul et même terme: décolonisation.

Cette précision ayant été apportée, quelles sont les causes exogènes de la décolonisation en Afrique et principalement en Afrique noire et comment celles-ci vont servir de base à la formation idéologique de Kwame Nkrumah ?

a- De la question du nationalisme africain

Plusieurs historiens dont Joseph Ki Zerbo ont appelé « nationalisme » toutes les formes de résistance à l'autorité coloniale. « *Le nationalisme*, dit-il, *est valable tant qu'un peuple est opprimé. Alors, il rassemble dans une aspiration brute les forces sociales diverses,*

¹⁹⁸ Marc Ferro, op. cit., p. 274.

¹⁹⁹ Henri Grimal, op. cit., p. 5.

²⁰⁰ Ibidem., p. 10.

*également humiliées et espérantes ; mais lorsque ce peuple est libéré, le nationalisme ne peut plus fournir de réponses sérieuses aux problèmes réelles »*²⁰¹

Il s'agit en fait ici d'un réveil national, du *Risorgimento* comme il le dit, d'une personnalité qui tente de se poser en s'opposant au pouvoir établi. Dans ce sens, le nationalisme africain aurait débuté dès les premiers antagonismes avec les colonisateurs. Il aurait été domestiqué ou écrasé pendant la période coloniale pour réapparaître à la fin de la seconde guerre mondiale, à la faveur de nouvelles circonstances historiques.

B. Olatunji Oloruntimehin et Marianne Cornevin s'opposent à une telle conception du nationalisme africain. En ce qui le concerne, B. Olatunji Oloruntimehin fait la part des choses entre le nationalisme qui s'est exprimé en Europe à partir du XIXe siècle et celui qu'a connu l'Afrique et dont l'origine, se situe dans la période entre les deux guerres. Selon lui, en Europe, le nationalisme a représenté, chez les communautés qui acceptaient la réalité d'identités culturelles et d'un passé historique communs, l'aspiration à une existence souveraine à l'intérieur d'organisations politiques (Etats) propres. La lutte avait pour objet d'assurer la coïncidence de la nation culturelle et de l'organisation de la vie politique en tant qu'Etat. B. Olatunji Oloruntimehin donne comme exemple les cas grec, Italien et allemand dont l'aboutissement des mouvements nationalistes, en définitif, fut la création de nations-Etats. En Afrique par contre, il révèle que les aspirations des Etats et des groupes qui, jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale, combattirent contre les puissances impérialistes européennes et s'efforcèrent d'empêcher l'établissement du système colonial étaient essentiellement les mêmes que celles qui animaient les mouvements nationalistes d'Europe. La plupart des colonies qui avaient été constituées étaient faites de groupes nationaux culturellement et historiquement différents, dont l'unité tenait surtout au fait qu'elles étaient assujetties à un maître étranger. La situation coloniale, poursuit-il, représentait pour tous un cadre nouveau dans lequel ils devaient se forger des identités nouvelles qui les soutiendraient dans leur lutte contre les atrocités de la domination étrangère. Et les frontières coloniales qui, le plus souvent, englobaient de nombreuses nations culturelles sous une administration impériale furent acceptées telles qu'elles étaient. La constitution de l'identité nouvelle consista d'abord à accepter l'africanité essentielle des diverses nations culturelles. Les unités territoriales des administrations coloniales ont constitué, dans pratiquement tous les cas, la définition territoriale de ce que les africains ont commencé à considérer comme des

²⁰¹ Joseph Ki-Zerbo, *Histoire générale de l'Afrique noire : D'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, p. 469.

pro-Etats, s'efforçant à partir d'eux de susciter dans la population un sentiment d'appartenance commune.

Donc, contrairement à ce qui s'était passé en Europe, l'Etat avait été créé avant que les nations culturelles qui auraient pu lui donner sa signification de communauté politique aient cimenté leur unité. C'est ce qu'exprime James Coleman :

*« (...) dans de nombreux cas, le nationalisme africain n'est pas dû au sentiment d'appartenir à une unité politico-culturelle qui cherche à se défendre ou à s'affirmer ; il représente plutôt l'effort déployé par des modernistes conscients d'une réalité raciale en vue de créer de nouvelles nationalités politiques et culturelles à partir des populations hétérogènes englobées dans les frontières artificielles imposées par le maître européen (...) »*²⁰²

C'est dire qu'il est inexact de traduire sous le terme « nationalisme », les réactions des africains contre le colonialisme. En accord avec cette affirmation, Marianne Cornevin parle de ce concept en termes d'« *étiquette mal déterminée* ». ²⁰³ Toutefois, s'il devait être utilisé pour référencer les mouvements de lutte contre la colonisation, M. Cornevin estime bon d'exclure « *tout ce qu'on a appelé mouvements de résistances primaires, qu'il s'agisse de mouvement armés ou religieux* ». ²⁰⁴ Par ailleurs, elle note qu'il faut faire la différence entre les mouvements qui ont lieu en Afrique noire et en Afrique blanche d'une part et en Afrique noire francophone et en Afrique noire anglophone d'autre part. Cette observation révèle toute la complexité du « nationalisme » africain. ²⁰⁵

²⁰² James Coleman cité par B. Olatunji Oloruntimehin « La politique africaine et le nationalisme africain, 1919-1935 », in *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, op. cit., p. 610.

²⁰³ Marianne Cornevin, *Histoire de l'Afrique contemporaine : de la deuxième guerre mondiale à nos jours*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1978, p. 11.

²⁰⁴ Ibidem., p. 12.

²⁰⁵ Vu qu'il n'y a pas de communion entre les historiens sur l'usage de ce terme, nous l'écrirons entre guillemets chaque fois que nous aurons à l'utiliser pour désigner les aspirations des africains à l'indépendance.

b- De la réminiscence des idées du XVIIIe siècle et leurs influences sur le comportement des colonisateurs et des colonisés.

Sur les facteurs historiques de la décolonisation et indépendance de l'Afrique et particulièrement de l'Afrique noire, les spécialistes défendent des thèses contradictoires. La contradiction la plus évidente repose sur les conjonctures historiques qui fixent ses débuts. Plusieurs historiens notamment Pierre Guillaume, Anne Stamm ont proposé la décennie qui suit la fin de la seconde guerre mondiale comme période qui marque l'émancipation politique des peuples du tiers-monde.

Pierre Guillaume ouvre les pages de son ouvrage par cette phrase :

« Les deux décennies qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et qui ont été marquées par l'émancipation politique de la plupart des peuples du tiers-monde, ont été peu propice à l'histoire coloniale. »²⁰⁶

A la suite de Pierre Guillaume, Anne Stamm écrit :

« La guerre de 1935-1945, contrairement à ce que l'on pourrait croire, s'est décidée d'abord en Afrique (...). La défaite des Belges et des Français cause une perte de prestige certaine. A la fin de la guerre les pressions des milieux d'affaires américains qui croient trouver en Afrique des débouchés pour leurs produits se font intenses. L'URSS voit dans la décolonisation qui s'annonce l'occasion de marquer des points contre le libéralisme économique. Elle ne ratera pas l'occasion. »²⁰⁷

Pierre Guillaume et Anne Stamm ne sont pas les seuls à périodiser les caractères généraux de la décolonisation africaine autour de l'année 1935. Voici le témoignage qu'un autre historien, José U. Martinez Carreras qui a traité de la question rend :

« (...) otra serie de investigadores, entre los que se encuentran los autores de The Cambridge History of africa (vol. 8. "from c. 1940 to c. 1975"), y

²⁰⁶ Pierre Guillaume, *Le monde Colonial XIXe-XXe siècle*, Paris, Armand Colin, Deuxième édition, 1994, p. 5.

²⁰⁷ Anne Stamm, *L'Afrique de la décolonisation à l'indépendance*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 1998, p. 73.

también, entre otros, J. Ki-Zerbo, B. Davidson, F. Tenaille, R. Cornevin, G. Barraclough, han tomado como fecha decisiva en la historia contemporánea de Africa y antecedente directo de su proceso de descolonización los años de la Segunda Guerra Mundial (...).»²⁰⁸

1935 est l'année de l'invasion et de l'occupation de l'Ethiopie par les forces fascistes de Mussolini. Cette crise selon Alber Adu Boahen bouleversa et indigna profondément les Africains, en particulier les intellectuels, et d'une façon générale les Noirs du monde entier.

*« Elle leur fit également prendre conscience, souligne t-il, - de façon encore plus dramatique, et bien plus encore que la deuxième guerre mondiale – de la nature inhumaine, raciste et oppressive du colonialisme. »*²⁰⁹

A titre d'exemple, Marianne Cornevin décrit les réactions de Kwame Nkrumah (qui devait de venir plus tard président du Ghana) à l'annonce de cette nouvelle.

*« Ce jour-là, il me sembla que Londres me déclarait personnellement la guerre... Mon nationalisme explosa, j'étais prêt à aller jusqu'en enfer, si besoin était, pour réaliser mon objectif: la fin du colonialisme. »*²¹⁰

Ces historiens conçoivent donc cette date non comme la fin de la conquête coloniale de l'Afrique mais plutôt comme un épisode de la lutte contemporaine entreprise pour libérer le continent non seulement du colonialisme mais aussi de la domination ou des tentatives de domination néocoloniale actuelle tant au niveau politique, économique que militaire.

D'autres comme Henri Grimal et des historiens africains tels Albert Adu Boahen, B. Olatunji Oloruntimehin, Godfrey N. Uzoigwe ont préféré mettre l'accent sur la période entre les deux guerres, précisément les dates 1919-1935. Albert Adu Boahen donne les motivations de ce choix.

« Nous avons choisi 1919 non seulement parce que cette date à succédé à des événements marquants, comme la première guerre mondiale, la

²⁰⁸ José U. Martinez Carreras, op. cit., p. 282.

²⁰⁹ Albert Adu Boahen, op. cit., p. 38.

²¹⁰ Marianne Cornevin, op. cit., p. 14.

*révolution d'octobre dans la Russie tsariste et la réunion du premier congrès panafricain par Du Bois – qui eurent un impact révolutionnaire sur le cours de l'histoire mondiale – mais également parce qu'à ce moment là, l'opposition à l'occupation européenne en Afrique a cessé pratiquement partout. »*²¹¹

Mais d'autres encore comme José U. Martinez Carreras sont allés plus loin dans le temps pour trouver les racines de la décolonisation de l'Afrique. Ce dernier par exemple estime que la décolonisation prend sa source d'une part, dans l'indépendance des Etats-Unis et celle des colonies espagnoles d'Amérique et d'autre part, dans la politique de la Couronne Britannique d'intégrer ses « Dépendances » ou « Dominations » - l'expression vient de J. Harmand²¹² - dans le Commonwealth en leur accordant une certaine autonomie.

*« En el proceso histórico de la descolonización e independencia de los pueblos colonizados, en especial los afroasiáticos, hay que distinguir varias fases durante la época contemporánea. (...) En primer lugar, como antecedente a la descolonización que caracteriza al siglo XX, se produce, por un lado, la independencia de las colonias británicas e hispanolusas de América, entre finales del siglo XVIII y comienzos del XIX, respecto a sus sendas metrópolis europeas: Inglaterra, España, Portugal; y por otro, la pacífica concesión de las autonomías a los territorios y dominios de poblamiento británico por parte de Inglaterra durante finales del siglo XIX y comienzos del XX que les transformó en Estados independientes dentro del marco de la Comunidad Británica. »*²¹³

Nous rappelons que le XVIII^e siècle s'est illustré par l'émergence d'idées, dites nouvelles, développées par les philosophes français notamment Voltaire, Rousseau, Montesquieu autour des thèmes de « Liberté », « Egalité » et « Fraternité » renforcées par la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1794. Il est inutile de revenir sur les changements qu'elles ont apportés en Europe où elles ont nourri la quasi-totalité des

²¹¹ Albert Adu Boahen, op. cit., p. 38.

²¹² J. Harmand, cité par Henri Grimal, op. cit., p. 6.

²¹³ José. U. Martinez Carreras, op. cit., p. 4.

révolutions, et dans l'ex-Nouveau Monde où elles ont contribué fortement à briser l'ordre colonial.

J.U. Martinez Carreras affirme que ses idées n'avaient pas subi l'usure du temps. Au contraire, elles ont été renforcées dans l'Europe des XIXe et XXe siècle. D'abord, par l'émergence des Etats-Unis et la politique anticoloniale que ses leaders défendent. Sur ce point, bien plus importante est la prise de position du président W. Wilson un disciple des philanthropes et humanitaires de la fin du XVIIIe siècle dont Henri Grimal rend le témoignage. Profondément attaché à la démocratie et à la paix, Wilson était convaincu que cet idéal ne pouvait être atteint que si chaque peuple était libre de disposer de son destin et de se gouverner lui-même. Il faisait sienne l'affirmation contenue dans la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis selon laquelle les gouvernements tenaient leur pouvoir du consentement des gouvernés. Donc « *si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement qu'il fondera sur tels principes [la vie, la liberté et la recherche du bonheur], et dont il organisera les pouvoirs selon telles formes, qui lui paraîtront les plus propres à assurer sa sécurité et son bonheur.* »²¹⁴ Ce qui en fait était la négation de la colonisation et un appel au renversement des vestiges du colonialisme. Ces principes eurent une résonance considérable dans le monde, dit Henri Grimal, bien que le nationalisme colonial fût encore très peu développé pour leur donner immédiatement leur effet. Leur force émancipatrice n'échappa point aux éléments évolués de certains pays coloniaux.

Ensuite, par l'expansion de courants doctrinaires autour du problème de l'esclavage et de la situation des Noirs dans le monde. Henri Grimal et Marc Ferro ont rendu plus compréhensif ce point. Ce dernier cite le mouvement panafricain comme celui qui a joué un rôle moteur dans l'émancipation des populations africaines. De quelle façon ?

Premièrement, dans une critique contre la traite des esclaves, en Afrique où « *le premier Africain qui critiqua la traite fut Ottobah Cugoano, un Fanti du Ghana, à qui l'on doit : Thoughts and sentiments of the Evil and Wicked Traffic of slavery and Commerce of the Human Species, Humbly Submitted to the inhabitants of Great Britain, by Ottobat Cugoano, a Native of Africa, Londres, 1787.* » Deuxièmement, en Angleterre, où récupéré par les églises Méthodiste, le mouvement « *anima la lutte contre la traite et emporta l'abolition de*

²¹⁴ Marc Ferro, op. cit., p. 278.

l'esclavage en 1772, au temps de Wilberforce ». Le troisième côté du triangle se place entre les Caraïbes et les Etats-Unis où les premières révoltes de Noirs entamées dès le XVI^e siècle avait abouti à l'indépendance d'Haïti en 1804. Depuis, les Afro-américains des Caraïbes fournirent les principaux leaders du mouvement panafricain, tels Marcus Garvey, George Padmore, W.B. Du Bois. Et côté français, Aimé Césaire, Frantz Fanon, puis d'autres chantres de la négritude.²¹⁵ A ses yeux, ils constituent, par excellence, l'idéologie de la décolonisation en Afrique noire, britannique surtout.

Enfin, le dernier point qu'il évoque sans clairement l'expliquer, repose sur les attitudes issues de la première guerre mondiale. C'est avec Henri Grimal qu'on comprend de quoi il s'agit.

Selon Henri Grimal, la colonisation n'avait jamais rallié l'unanimité de l'opinion européenne. Ainsi malgré la force de sa doctrine, il était entré dès le début du siècle dans le domaine des discussions. Il réfère en cela aux vues anticoloniales de partis politiques ou groupements à caractères politiques tels les socialistes, communistes, les marxistes-léninistes et la ligue contre l'impérialisme qui, s'appuyant sur les arguments des tenants de la colonisation à savoir, le caractère humanitaire et social du colonialisme, ont montré que le colonialisme en lui-même est mauvais. Et ce, du moment où la recherche de la domination politique des espaces à exploiter, des matières premières et des marchés, l'obligeait à faire violence aux colonisés et rejetait au second plan, quand il ne les faisait pas disparaître, l'intérêt des indigènes, l'œuvre civilisatrice et le rayonnement culturel. L'expansion devenait l'instrument du capitalisme et rien de plus. C'est cette déformation de la colonisation qui fut d'abord critiquée par les socialistes avant que son principe ne fût mis en accusation au nom des droits des peuples colonisés par le marxisme-léninisme.

La réflexion émise par J. U. Martinez Carreras est aussi défendue par Denise Bouche qui, pour expliquer comment l'Empire français en Afrique s'est effrité sous la poussée de l'esprit anticolonialiste fécond en métropole, écrit:

« Or, le processus de décolonisation était déjà en marche (...). Le trouble était né dans les consciences, dès la fin du XVIII^e siècle en Grande Bretagne à propos de la traite des Noirs, bientôt après en France où l'on ne

²¹⁵ Marc Ferro, op. cit., p. 328-329.

*pouvait pas tout à fait oublier qu'on avait proclamé les Droits de l'Homme »*²¹⁶

Par rapport au « nationalisme » africain, H. Grimal note cependant que ces idées ne touchaient pas encore tous les peuples, mais seulement les plus « évolués »²¹⁷. N'empêche que :

*« Partout se préparaient cependant les forces qui rapprocheraient le temps de l'échéance. L'Europe elle-même contribuait à les former, en accueillant dans ses écoles et ses universités des élites coloniales qui apprenaient la valeur de la liberté. »*²¹⁸

N'est-ce pas dans cette atmosphère hostile à tout colonialisme, mais, favorable à l'éclosion de la liberté, attentive aussi aux problèmes des Noirs dans le monde, que Kwame Nkrumah puise les ressources nécessaires à son combat pour la libération et l'unité de l'Afrique ? Un examen plus approfondi de son contact avec les mouvements de lutte pour l'émancipation des Africains nous permettra de répondre à cette question.

2- Nkrumah, les Etats-Unis et le problème de la décolonisation de l'Afrique

Selon les exégètes de son autobiographie, l'expérience de Kwame Nkrumah avec le problème de l'unité s'est réalisée autour des années trente quand ce dernier vint poursuivre ses études aux Etats-Unis. Nkrumah débarque dans le port de New-York le 31 octobre 1935. Le choix du pays et de l'université dans laquelle Nkrumah va poursuivre ses études est très important. Pourquoi les Etats-Unis et pourquoi l'université Lincoln de Pennsylvanie ?

²¹⁶ Denise Bouche, *Histoire de la colonisation française*, Paris, Fayard, Tome second, 1991, p. 8.

²¹⁷ « Les évolués » est le terme employé en Afrique noire francophone pour désigner les habitants qui, ayant acquis la langue et la pratique du colonisateur, pouvaient agir dans les cadres nouveaux créés par la colonisation. A ce sujet Denise Bouche affirme: « *Ailleurs* [dans les colonies non francophones ?], on employa le mot avec réticence, sans lui trouver pour autant de substitut commode... » Ibidem., p. 314.

²¹⁸ Henri Grimal, op. cit., p. 8.

Comme il le dit lui-même, s'il entreprend ses études en Grande Bretagne, il va se heurter « *aux barrières dressées par le colonialisme.* »²¹⁹ Voilà la raison pour laquelle il préfère poursuivre ses études dans les universités américaines. Laronce Cécile et F. Chindji-Kouleu ont donné une autre raison de la présence de Nkrumah aux Etats-Unis. Leur thèse s'inspire du choix de l'université dans laquelle Nkrumah suit sa formation.

En 1854, le presbytérien John Miller Dickey qui est associé à l'*American Colonization Society* et au peuplement du Libéria fonde l'Ashmum Institute – plus tard université de Lincoln – en Pennsylvanie. Ses objectifs sont de mettre en valeur les Africains en Amérique et en Afrique et de les former dans les arts libéraux afin qu'ils puissent diriger leur propre peuple. Consacrée à la croyance dans l'égalité entre les hommes, l'université œuvre en la faveur de la réhabilitation des Noirs. Les étudiants inscrits au programme de ses cours « *chaque jour, lisent la presse noire, qui depuis les années vingt se fait entendre grâce, notamment, à W.E.B. Du Bois et Marcus Garvey.* »²²⁰

Au milieu des années trente, l'école a le mérite d'avoir formé le Nigérian, Nnmandi Azikiwé, devenu journaliste et nationaliste unitaire de renom en Afrique de l'Ouest.²²¹ Donc « *c'est dans la perspective de réussite de son aîné nigérian que Nkrumah veut, à son tour, suivre les cours de l'université Lincoln.* »²²² Loin de la Gold Coast colonisée, mais aussi loin de l'Angleterre colonisatrice, Nkrumah est à la recherche d'une formation qui lui permette d'échapper au modèle colonisateur/colonisé. Sa venue aux Etats-Unis, principalement à l'université Lincoln, traduit la volonté de l'étudiant africain de prendre part à un courant d'idées capable de lui apporter de nouvelles perspectives. Ce séjour d'étude a-t-il pu répondre à ses attentes ?

²¹⁹ Kwame Nkrumah, *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement, avec une référence particulière à la révolution africaine*, Traduit de l'anglais par L. Jospin, Paris, Payot, 1964, p. 9.

²²⁰ Laronce Cécile, *Nkrumah, le panafricanisme et les Etats-Unis*, Paris, Editions Karthala, 2000, p. 28.

²²¹ Certains auteurs prétendent que Nkrumah est venu à Lincoln sur la recommandation d'Azikiwe. Nous retenons un passage du livre de Lasiné Kaba : « *Le jeune Nkrumah était heureux de recevoir au moment de son départ pour les Etats-Unis ce télégramme d'Azikiwé : Au revoir. N'oublie pas de faire confiance à Dieu et à toi-même.* » Lasiné Kaba, op. cit., p. 15. Nkrumah ne fait pas allusion à cette intervention dans son autobiographie, mais lorsqu'il parle de son désir d'intégrer également l'école de journalisme de l'université de Columbia, on comprend que le parcours et la réussite universitaire d'Azikiwé en Amérique ont fortement influencé le jeune homme venu de Gold Coast.

²²² Laronce Cécile, op. cit., p. 28.

Selon l'Histoire, le « nationalisme » africain dans les années trente et quarante est énormément stimulé par la vie étudiante africaine en Grande-Bretagne, en France et en Amérique. Les étudiants entrent en relation avec des libéraux blancs anti-impérialistes, des socialistes et des communistes, avec des Noirs des Antilles et des Etats-Unis et sont en conflit avec les blancs racistes.

La mise en place du système colonial en Afrique à la fin du XIXe siècle, légitimé par une vision concentrée sur l'Europe, entraîne une réponse immédiate panafricaine de la part des Noirs occidentalisés en Afrique, mais aussi en Amérique, où les Noirs souffrent d'un statut de subordonnés. Selon Laronce Cécile, cette réponse s'est organisée avant la seconde guerre mondiale autour de « *l'UNIA de Marcus Garvey, du National Congress of British West Africa dans les années 1920 ; de la West African Students' Union fondée à Londres en 1925 ; de l'Ethiopian World Federation fondée à New-York en 1937 pour mobiliser les Noirs américains en faveur de la restauration de la liberté de l'Ethiopie conquise par l'Italie* »²²³

Les étudiants Africains aux Etats-Unis ne sont pas en marge de cette mobilisation. Les historiens estiment que pendant la seconde guerre mondiale il y avait plus de soixante étudiants africains aux Etats-Unis, la plupart venant de l'Afrique de l'Ouest anglophone. L'université de Lincoln comptait pour un quart de la population totale d'étudiants africains, à en croire les chiffres de Laronce Cécile :

« *En février 1939, il y a seize étudiants africains à l'université Lincoln* »²²⁴

Dans son autobiographie, Nkrumah considère qu'il a débuté ses activités politiques aux Etats-Unis quand il a commencé à organiser l'African Students Association of the United States and Canada :

Lorsque je suis arrivé dans cette association, elle n'était qu'un modeste rassemblement d'étudiants africains qui avaient l'habitude de se rencontrer occasionnellement mais qui, par manque d'organisation, n'étaient pas assez forts pour mener à bien quoi que ce soit de façon efficace »²²⁵

²²³ Ibidem., p. 35.

²²⁴ Ibidem.

²²⁵ Ibidem., p. 36.

Nkrumah évoque les conflits qui existaient au sein de l'organisation :

« Ce n'était pas du tout chose facile, car nous nous heurtions sans cesse à des conflits internes entre des éléments du Nigeria et ceux de la Gold Coast. Les Nigériens prétendaient que la question de l'unité africaine ou ouest-africaine ne se posait pas au stade où en était l'état de dépendance coloniale, et insistaient pour qu'on laissât aux colonies le soin de combattre pour leur propre compte, chacun faisant de son mieux pour se sauver, sans forger aucun lien de corroboration avec les autres territoires. Les étudiants de la Gold Coast et moi, au contraire, nous préconisions le principe de solidarité territoriale : la libération de chaque territoire ne pouvait se résoudre à moins d'être liée aux autres mouvements d'Afrique occidentale. Nous étions d'avis que, si en fin de compte, la liberté territoriale n'était pas liée au mouvement panafricain pour la libération de tout le continent africain, il n'y aurait plus aucun espoir que l'Africain et les peuples de souche africaine, où qu'ils soient, accèdent à la liberté et à l'égalité.

L'idée d'unité de l'Afrique Occidentale que j'appuyais fortement, bien entendu, devenait la philosophie incontestable de l'Association des étudiants africains. Nous laissâmes entendre aux étudiants que, de retour dans leur pays respectifs, ils devraient ne pas se ménager pour l'organisation politique dans certaines régions mais, que tout en la laissant, il leur faudrait garder des relations étroites avec les organismes politiques dans leurs territoires. Ainsi ils sauvegarderaient non seulement l'esprit d'unité dans leur pays, mais frayeraient la voie à l'unité de tous les territoires de l'Afrique occidentale. »²²⁶

Durant sa seconde année en 1942-1943, l'African Students Association of the United States and Canada est plus en vue. Elle devient une organisation militante nationaliste africaine forte, certes grâce à la conduite imaginative de Kwame Nkrumah qui est élu président à la première convention annuelle tenue à New-York les 6 et 10 septembre 1942, mais aussi et surtout dans son appel sans cesse répété à l'unité panafricaine afin de construire une Afrique forte et unie.

²²⁶ Ibidem.

Cependant, le discours de Nkrumah autour de l'unité africaine ne lui est pas parvenu comme un don des muses. Dans ses conférences à travers l'Afrique Noire, le professeur Lansiné Kaba montre souvent que la philosophie de Krumah sur l'unité prend ses racines dans les courants de pensée très féconds aux Etats-Unis avant la première Guerre mondiale. Pour comprendre donc la genèse de l'idée d'unité chez Nkrumah il nous faut retourner au chapitre de sa vie qui enregistre son arrivée aux Etats-Unis.

3- L'influence du panafricanisme sur le nationalisme de Nkrumah

Lorsque Nkrumah arrive aux Etats-Unis, il se trouve confronté dans le milieu noir à deux courants de pensée. Le plus important soutient que les Noirs américains ont perdu depuis longtemps tout lien avec l'Afrique. De ce point de vue, leur avenir ne peut être envisagé qu'en devenant tellement américains dans leurs idées ou dans leurs ambitions, que les américains les acceptent comme des citoyens à part entière.

La seconde école de pensée a une vision opposée. Edward wilmot Blyden, Henry Sylvester Williams, Marcus Garvey, et enfin plus proche de lui, W.E.B. Du Bois et George Padmore défendent depuis longtemps l'idée que le peuple noir d'Amérique peut pleinement se réaliser s'il accepte son héritage africain. Il doit être fier de l'Afrique et de son histoire. Il est important d'enseigner et d'apprendre cette histoire et de la mettre au service de l'émancipation du Noir. C'est ce courant de pensée, connu sous le nom de panafricanisme qui va influencer Nkrumah. A la fin des années soixante, Nkrumah écrit :

« Le travail des premiers pionniers du panafricanisme comme H. Sylvester William, le Dr W.E.B. Du Bois et George Padmore, parmi lesquels aucun ne naquit en Afrique, est devenu une partie importante de l'histoire de l'Afrique. Il est significatif que deux d'entre eux, le Dr Du Bois et George Padmore vinrent vivre, sur mon invitation, au Ghana. Le Dr Du Bois mourut, comme il le souhaitait, sur le sol africain, tandis qu'il travaillait sur l'Encyclopedia africana à Accra. George Padmore devint mon conseiller pour les affaires africaines, et passa les dernières années de sa vie au

*Ghana à soutenir la lutte révolutionnaire pour l'unité et le socialisme africains.*²²⁷

On le voit, par ces propos, Nkrumah se proclame héritier privilégié d'un mouvement qui a débuté bien avant son arrivée dans le territoire américain et dont Marcus Garvey faisait partie.

a- L'influence de Marcus Garvey

Dans sa thèse de doctorat d'Etat ès-Lettres et Sciences humaines, F. Chindji-Kouleu, a montré que Nkrumah s'est intéressé particulièrement à la philosophie de ce Noir né en Jamaïque de parents africains.

*« A plusieurs reprises, écrit-il, Nkrumah nous rappelle que Philosophie et Opinions de Marcus Garvey était son livre de chevet »*²²⁸

NKrumah lui-même dans son autobiographie fait référence à l'influence que les écrits de Garvey ont exercée sur lui pendant ses années de formation aux Etats-Unis.

*« Je crois que de toute la littérature que j'ai étudiée, le livre qui m'a le plus enthousiasmé est Philosophy and opinions de Marcus Garvey publié en 1823. Garvey avec sa philosophie « de l'Afrique aux Africains » et son mouvement « Retour en Afrique », a beaucoup influencé les Nègres d'Amérique dans les années 1920... Malheureusement je n'ai jamais rencontré Garvey, parce qu'il a été expulsé avant mon arrivée en Amérique.»*²²⁹

Pourquoi a-t-il tant aimé ce livre ? L'unité en est le thème central, bien entendu. Garvey que certains critiques prennent encore aujourd'hui pour un simple mégalomane et un mystificateur, fit beaucoup pour conscientiser les Afro-américains sur leur situation d'exploités. Citoyens d'un pays libre, ils continuent d'être traités comme des esclaves. Dans son manifeste, il insiste sur la désunion qui existe entre les peuples de race noire, et les invite

²²⁷ Kwame Nkrumah, *The Struggle continue*, London, Panaf Book Ltd, 1981, p. 34.

²²⁸ F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 171.

²²⁹ Kwame Nkrumah cité par Laronce Cécile, op. cit., p. 25.

à souscrire à un programme commun. L'idée centrale est foncièrement nationaliste. Il s'agit de ramener au bercail les Noirs Américains. Le Slogan « L'Afrique aux Africains » qu'il lança est mal repris par les dirigeants des pays occidentaux. Un tel slogan était de nature à réveiller beaucoup d'Afro-Américains et à attiser leur flamme du nationalisme. Nul doute que ce principe a donné à réfléchir à Nkrumah à un moment où peu d'intellectuels Africains pouvaient s'imaginer que leur continent pourrait un jour leur appartenir. En ce sens, Henri Brunschwig est bien fondé de dire que « *La principale source du nationalisme africain contemporain vient d'Amérique.* »²³⁰ Comme on le voit, il s'agit notamment de l'idée du panafricanisme. Cette idée constitue l'essentiel de la thèse défendue par George Padmore dans *Panafricanisme ou communisme* publié en 1960.²³¹

Plus tard, évoquant la politique africaine de Kwame Nkrumah devenu président du Ghana, Sindjoun Pokam écrit :

« *Le projet politique de Nkrumah est le même que celui animé et défendu par Marcus Garvey.* »²³²

Que peut avoir retenu Nkrumah du garveysme ? La plus grande influence exercée sur lui par les écrits de Marcus Garvey a été le panafricanisme inflexible. Comme le note Jean Ziegler :

« *Garvey devait rester pour lui un maître à penser ; sa conception du panafricanisme détermine aujourd'hui encore la plupart des vues de Nkrumah sur ce sujet.* »²³³

²³⁰ Henry Brunschwig, *L'Avènement de l'Afrique noire du XIXe siècle à nos jours*, Paris, P.U.F, 1963, p. 245.

²³¹ Certains auteurs entre autres, Laronce Cécile, George Padmore, ont opposé une différence nette entre le panafricanisme et le mouvement inspiré par Marcus Garvey. Leur argument est qu'à l'origine, le panafricanisme n'avait pas été conçu comme un mouvement pour le retour en Afrique, mais plutôt comme une dynamique de philosophie politique. Il constitue un guide pour l'action des Africains en Afrique qui travaillent aux fondements des organisations de libération nationale.

²³² Sindjoun Pokam, *Recherche sur les aspects idéologiques du concept de Nation dans l'Afrique contemporaine*, Thèse de troisième cycle, FLSH, Paris, Université Paris X, Nanterre, 1977, p. 173.

²³³ Jean Ziegler, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris, Gallimard, 1964, p. 84.

Dans son livre *Les fondements économiques et culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire*, en 1960, C.A. Diop soutint la thèse d'un Etat fédéral, alors qu'il démontre parallèlement qu'il existe une unité culturelle de toute l'Afrique noire. Déjà en 1946, dans *Alerte sous les tropiques*²³⁴, il posait le problème de l'unité africaine.

On peut alors se demander pourquoi les autres leaders négro-africains n'ont pas eu la même position que l'auteur de *L'Afrique doit s'unir* ? A la première réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis-Abéba, en mai 1963, certains parlaient timidement, sans trop y croire, des regroupements régionaux. D'emblée Nkrumah était pour un gouvernement supranational continental.

Dans le sens de l'union politique, on peut dire que les deux hommes ont mené un même combat. Marcus Garvey proposa pour faire opposition à la Maison Blanche, la création d'une « *Maison Noire où un nègre élu aurait durant quatre années présidées aux destinées de ses semblables des Etats-Unis.* »²³⁵

Il est donc clair que l'idée d'unité chez Nkrumah a été renforcée par la lecture des textes de Marcus Garvey alors qu'il était sur les bancs des universités américaines. Les propos de Lassiné Kaba semblent légitimer cette position.

« *Nkrumah prend conscience du rêve de l'unité, sur les bancs de l'université, dans les cafés et dans les églises des ghettos noirs de Philadelphie et de New-York (...).* »²³⁶

Cette prise de position fait partie des influences qu'il rencontre pendant ses années de formation aux Etats-Unis. Fortement influencé par les idées du panafricanisme, il commence à développer sa foi dans l'unité du peuple noir. Les conférences panafricaines qui s'ouvrent sur le sol américain et londonien lui donnent l'occasion de mettre en application les lectures qu'il a faites de *Philosophy and opinions de Marcus Garvey* et des autres théoriciens de ce mouvement. Ce qui renforce son enthousiasme en faveur de l'émancipation et de l'unité de l'Afrique.

²³⁴ Ouvrage posthume publié aux éditions Présence Africaine, en 1990.

²³⁵ Philippe Decraene, *Le panafricanisme*, Paris, P.U.F, 1959, p. 16.

²³⁶ Laciné Kaba, op. cit., p. 14.

b- L'influence du Congrès panafricain de Manchester

Par delà les Congrès qui l'ont précédé, les historiens sont unanimes sur l'importance du Congrès panafricain de Manchester tenu en 1945, tant pour le nationalisme africain que pour la formation idéologique de Nkrumah.²³⁷ Pourquoi ce Congrès est-il important à leurs yeux ? Quel est son apport au rêve d'unité chez Nkrumah ? Plusieurs raisons ont été évoquées. On insiste d'abord sur le nombre important des délégués venus des quatre coins du monde.²³⁸ Dans *Africa must unite* Nkrumah précise que ce congrès rassembla plus de deux cent délégués venus du monde entier.

« *The Congress was attended by more than two hundred delegates from all over the world* »²³⁹

Mais sur ce point, ce n'est pas tant soit la quantité des hommes qui est le plus remarquable. Ni plus leur origine même si on note une présence massive de délégués africains issus pour la majorité de milieux ouvriers, syndicaux, agricoles et estudiantins. Le plus important, de l'avis de Kwame Nkrumah qui a pris une part active à l'organisation de ce Congrès aux côtés de George Padmore, « *c'est que pour la première fois, les délégués qui y participaient étaient des hommes d'action d'un tour d'esprit pratique et non pas comme aux quatre occasions précédentes, de simples idéalistes se contentant de rédiger des thèses, mais*

²³⁷ A l'exception de Lansiné Kaba qui stipule que le premier Congrès panafricain, à l'initiative de l'avocat H. Sylvester Williams date de 1900 à Londres, les théoriciens et autres spécialistes du panafricanisme inscrivent l'acte de naissance des Congrès panafricains en 1919 à Paris. De cette façon, le Congrès de Manchester devient le cinquième Congrès panafricain après ceux de Londres (1921), Lisbonne (1923) et New-York (1927).

²³⁸ Sur la participation des délégués Africains, il importe de souligner avec Marianne Cornevin que c'est à ce Congrès que les intellectuels africains de langue française prennent réellement contact avec le mouvement panafricain. Avant la guerre, ces derniers étaient regroupés autour du mouvement de la négritude qu'un intellectuel sénégalais, Leopold Sedar Senghor et deux antillais en l'occurrence Aimé Césaire et Léon Gontrand Damas avaient fondé. L'arrivée des intellectuels francophones permet au mouvement panafricain de prendre un caractère africain ou négro-africain selon les termes de M. Cornevin. Ce qui rajoute à son importance. Marianne Cornevin, op. cit., p. 13.

²³⁹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 134.

*tout à fait incapables ou peu disposés à jouer un rôle actif pour la solution du problème africain. »*²⁴⁰

Ce congrès se tint au moment opportun, c'est-à-dire à la fin de la seconde guerre mondiale, quand la flamme du nationalisme africain avait besoin d'être attisée. Il est utile de souligner qu'à cette époque, les délégués africains, pour ne mettre l'accent que sur ceux-là, étaient déjà des hommes intellectuels mûrs avec des idées bien arrêtées. C'est pourquoi leurs aspirations ont porté plus vers la recherche de solutions immédiates des problèmes africains et non la naissance de nouvelles doctrines. En ce sens, Nkrumah est à l'aise quand il déclare que *« ce fut ce cinquième Congrès panafricain, qui fournit une issue au nationalisme africain et provoqua la prise de conscience politique parmi les Africains. »*²⁴¹

Mais ce n'est pas là la raison essentielle de l'importance de ce Congrès, si l'on s'en tient en tout cas aux divergences d'opinions des intellectuels africains sur la façon dont devaient être traités les problèmes du continent. Est-il besoin de rappeler les querelles intestines qui ont nourri la plupart de leurs organisations alors qu'ils étaient encore jeunes étudiants aux Etats-Unis et dans d'autres universités d'Europe ? Nkrumah l'a dit à son entrée dans l'African Students Association of the United States and Canada ; que cette association par manque d'organisation n'était pas assez forte pour mener à bien quoi que ce soit de façon efficace. En plus du manque d'organisation, il a souligné le manque d'unité parmi ses membres. A cette époque donc, Nkrumah avait pris conscience de l'importance de l'« organisation » et de l'« unité » au sein d'un mouvement de libération nationale. Pour qu'un mouvement de libération puisse être efficace, il lui fallait satisfaire à ce préalable : être un mouvement bien organisé et uni. C'est par le tandem du binôme organisation/unité qu'il avait donné son rayonnement à l'African Students Association of the United States and Canada dont il eut l'honneur de tenir la présidence en 1942. Et c'est cette thèse qui a été adoptée par les congressistes à Manchester.

*« For the first time the necessity for well-organized, firmly-knit movements as a primary condition for the success of the national liberation struggle in Africa was stressed. »*²⁴²

²⁴⁰ Kwame Nkrumah, cité par F. Chindji-Koulev, op. cit., p. 85.

²⁴¹ Ibidem., p. 182.

²⁴² Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 134.

Sur ce chapitre, un autre élément non moins important souligne l'importance de ce congrès et son impact dans la pensée de Nkrumah. S'ils sont unanimes sur la force des résolutions qui ont été prises à l'issue des travaux, les chercheurs opposent des interprétations contradictoires, au gré de l'orientation de leurs propres travaux, sur les thèmes fondamentaux desdites résolutions. Ainsi F. Chindji-Koulevu pense que c'est la libération immédiate de l'Afrique qui constitue le but essentiel du programme qui a été adopté par les congressistes. Il affirme :

*« Son importance pour la liberté du peuple africain n'est plus à démontrer »*²⁴³

Lansiné Kaba relativise cette affirmation en mettant en avant d'autres éléments comme la condamnation du capitalisme et l'adoption du socialisme comme philosophie du panafricanisme, l'impératif de réaliser le Slogan « l'Afrique aux Africains » et le besoin de créer les Etats-Unis d'Afrique. Voici ce qu'il dit :

*« Dans ce document, les congressistes affirment « la détermination des peuples colonisés d'obtenir leur liberté » et condamnent « le monopole du capital privé et l'emploi des richesses à des fins personnelles ». Les résolutions portent sur : l'impératif de réaliser le slogan « L'Afrique aux Africains » ; le besoin de créer les Etats-Unis d'Afrique et de développer le nationalisme au lieu du tribalisme »*²⁴⁴

Il est important de souligner qu'à la fin de leurs travaux, les congressistes ont adopté deux communiqués. Un, adressé aux peuples colonisés et parallèlement à cela, un autre adressé aux puissances coloniales. Le lecteur pourra retrouver en annexe de ces pages, le texte intégral de ces déclarations. Il est tiré du livre *Panafricanisme ou communisme* de George Padmore.²⁴⁵ Que retenir de ces deux textes ? Selon le propre témoignage de Nkrumah qui a participé à leur rédaction, le but essentiel était le même : l'indépendance nationale menant à l'unité africaine. C'est ce qu'on peut comprendre de cette phrase extraite d'*Africa must unite* :

²⁴³ F. Chindji-Koulevu, op. cit., p. 182.

²⁴⁴ Lansiné Kaba, op. cit., p. 52.

²⁴⁵ George Padmore, op. cit., p. 170-182.

*« The fundamental purpose was identical: national independence leading to African unity »*²⁴⁶

On le voit, la liberté et l'unité, les deux thèmes chers à Nkrumah ont constitué les temps forts des débats. Les congressistes ont adopté l'unité comme une nécessité au succès de la lutte de libération. En le faisant, ils reconnaissent que le problème du nationalisme africain existe dans son manque d'unité. Le Congrès de Manchester a le mérite de corriger cette erreur, et mieux, de se dresser sur un programme qui recherche l'indépendance de l'Afrique dans l'unité. Cet ultime point, nous le verrons, va influencer toute la politique africaine de Kwame Nkrumah quand il prendra le commandement du Ghana indépendant. Le Congrès de Manchester enfin, aura aiguisé chez Nkrumah, le sens de l'unité.

²⁴⁶ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 135.

Conclusion partielle

Que dire en conclusion de ce deuxième chapitre de notre travail ? Depuis qu'ils ont été soumis à l'hégémonie des puissances européennes, l'histoire politique, économique et sociale de l'Amérique latine et de l'Afrique ne s'est plus faite sans tenir compte de la conjoncture internationale, et particulièrement des changements qui se produisent dans le vieux continent. Ainsi quand les vagues des Lumières touchèrent les côtes de l'Amérique latine colportant avec elles les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité, elles constituèrent chez les créoles partisans dont Simon Bolivar, la matrice sur laquelle va se former l'essentielle de sa philosophie et de son action politique. Telle est aussi, en définitive, l'exemple de Kwame Nkrumah chez qui l'idéal révolutionnaire et unitaire surgit dans un contexte marqué par l'émancipation de la plupart des pays du Tiers-Monde, la montée du nationalisme africain et, par la diffusion par-dessus tout, des idéaux du panafricanisme. La lutte pour l'indépendance sera l'occasion d'appliquer les théories que chacun a apprises tout au long de leurs années de formation.

CHAPITRE III : LUTTE DE LIBERATION ET MISE EN ŒUVRE DE L'IDEE D'UNITE CHEZ BOLIVAR ET NKRUMAH

Dans les pages précédentes, nous avons mis l'accent sur les circonstances extérieures au monde hispano-américain et africain qui ont contribué à forger la pensée de Simon Bolivar et Kwame Nkrumah autour du mot « unité ». Nous avons mentionné quelques influences. Il est vrai que Bolivar et Nkrumah ont été diversement influencés par les courants d'idées de leur époque, et même, par certains côtés, directement par les figures historiques qui les ont inspirées. Mais dans notre travail, nous nous sommes limités aux influences qui ont suscité chez eux le désir d'unité ; même là encore, nous nous sommes contentés d'insister sur les plus importants.

Pourquoi sommes-nous focalisé sur des facteurs extérieurs et non sur des mobiles endogènes à la société coloniale que pourtant des historiens de renom – Pierre Chaunu, J. B. Berte etc. - défendent ? Nos arguments sont les suivants :

D'abord, et en ce qui concerne l'Amérique espagnole, les spécialistes – J.B. Berte, Charles Lancha etc. - ont souligné le caractère multiracial, métisse de la société coloniale. Le métissage des trois races fondamentales – Espagnol, Indien, Africain – avait abouti à une grande variété de combinaisons. Magnus Mörner a souligné l'ampleur exceptionnelle de ce métissage en ces termes :

*Aucune région du monde n'a enregistré un croisement de races aussi gigantesque que celui qui s'est produit en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis 1492*²⁴⁷

Mais comme l'a expliqué Charles Lancha, dès les débuts de l'époque coloniale, les Espagnols avaient institué une hiérarchie sociale fondée sur des critères raciaux, sur la supériorité légale des Espagnols péninsulaires face aux Espagnols nés en terre américaine (les créoles), les Indiens, les Noirs ou « Castes ».²⁴⁸ La stratification raciale n'était pas sans aiguïser les préjugés raciaux. Charles Lancha reprend les précisions que José Carlos Mariatégui a apportées sur le sujet.

²⁴⁷ Magnus Mörner, *La mezcla de razas en la historia de América latina*, Buenos Aires, Paidós, 1969, p. 15.

²⁴⁸ « Castes » est le terme générique par lequel étaient désignés tous les « sang-mêlés ».

« Les créoles haïssaient les Espagnols qu'ils considéraient comme des oppresseurs, il les désignaient sous les termes méprisants de « godos », « gachupines », « chapetones » (...).

« Le mépris des créoles à l'égard des hommes de couleur se manifestait de mille façon et en particulier par les surnoms sous lesquels ils les désignaient. A titre d'exemple, le terme de mulâtre, appliqué aux métis des blancs et des Noirs, qui renvoyait à la mule ; la dénomination de « zambo » - métis de Noirs et d'Indiens – dérive probablement d'un mot angolais qui signifie « singe ». L'appellation de « cholo » - métis de blanc et d'Indien – provient vraisemblablement d'un mot indien qui désignait le chien. Les créoles s'enorgueillissaient de leur prétendue « pureté de sang » et tentaient de transmettre aux métis le mépris que leur inspiraient les Indiens et les Noirs tout en poussant le Noir à regarder l'Indien avec hostilité »²⁴⁹

Par suite des contradictions sociales et raciales suscitées, il est évident que la société coloniale se caractérise par des tensions entre les différents groupes. Bolivar évoque cette situation dans son texte connu sous le nom de *Discours d'Angostura*.

« La diversidad de origen requiere un pulso infinitamente firme, un tacto infinitamente delicado para manejar esta sociedad heterogénea cuyo complicado artificio se disloca, se divide, se disuelve con la más ligera alteración.»²⁵⁰

En clair, elle n'offrait aucune leçon d'unité. Certes, Joseph Perez a essayé de montrer que les événements qui se produisent à partir de 1873 dans les milieux créoles de la Nouvelle Grenade et de la Capitainerie générale du Venezuela, en particulier la

²⁴⁹ José Carlos Mariátegui, *Ideología y política*, Lima, Biblioteca Amauta, 9ème éditions, 1978, p. 59. Cité par Charles Lancha, op. cit., p. 12 et 18.

²⁵⁰ Simón Bolívar, *Discurso de Angostura*, Compilación, Notas, Cronología, Manuel Pérez Vila, op. cit., p. 111. «La diversité d'origine ethnique requiert une poigne infiniment ferme, un tact infiniment délicat puisqu'il s'agit de manier une société hétérogène, dont la structure complexe se disloque, se disjoint, s'effondre dès qu'on y apporte le moindre changement». Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Trad. Cahier de l'Herne, op. cit., p. 248.

conspiration de Gual et d'España à Caracas, visait à fonder une république vénézuélienne indépendante, inspirée par les idées de liberté et d'égalité, et par l'exemple des Etats-Unis de l'Amérique du nord ; mais comme il le dit lui-même, « *l'épisode, en soi, est d'importance mineure.* »²⁵¹ Il est révélateur de la pénétration des idées nouvelles en Amérique espagnole malgré toutes les précautions et les interdictions de l'époque, surtout de l'impact de la révolution Nord-américaine sur les convictions politiques des précurseurs de l'indépendance. C'est à ce titre qu'il mérite de retenir notre attention.

Notre second argument repose sur le fait que depuis sa tendre enfance, Bolivar a été éduqué dans les idéaux des penseurs des Lumières. Jaime Jaramillo Uribe a présenté cet aspect de la question dans un article qu'il a écrit sur *Bolivar et l'unité de destin des peuples de l'Occident*. De lui, nous retenons cette affirmation :

« Les hommes qui luttèrent pour l'indépendance et, en premier lieu, Bolivar, furent influencés par les idéaux de liberté de leurs maîtres à penser des Lumières ; d'ailleurs, ils avaient été initiés aux idées européennes par Francisco Suarez dans les universités coloniales, avant d'en arriver à Rousseau. »²⁵²

Dans une lettre adressée à son précepteur Simon Rodriguez, un disciple de Rousseau, Simon Bolivar montre de quelle façon ce dernier l'a influencé.

« Vous, mon maître (...) vous avez formé mon cœur à la liberté, à la justice, à tout ce qui est grand et beau : j'ai suivi le chemin que vous m'aviez tracé (...). Vous ne pouvez vous figurer combien de traits profonds vos leçons ont gravés dans mon cœur ; je n'ai jamais pu effacer une virgule des grands préceptes que vous m'avez révélés. Toujours présents à mon esprit, je les ai suivis comme des guides infaillibles. »²⁵³

²⁵¹ Joseph Perez, « Les mouvements précurseurs de l'épopée bolivarienne », in *Bolivar et son temps*, op. cit., p. 88.

²⁵² Jaime Jaramillo Uribe, « Bolivar et l'unité de destin des peuples de l'Occident », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 362-363.

²⁵³ Simon Bolivar, « Lettre à son précepteur Rodriguez », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 93-94.

Cette influence apparemment s'est exercée bien plus en terre européenne qu'en Amérique. De nombreux témoignages dont ceux de Arturo Usler Pietri révèlent que c'est dans ses voyages en Europe, accompagné de son maître Simon Rodriguez, où il assiste au couronnement de Napoléon en 1804 à Notre Dame que « l'éveil [de son nationalisme] atteint son point culminant. »²⁵⁴ La promesse du Mont Sacré de Rome à cet effet est restée vivace à l'esprit de Bolivar.

*« Vous rappelez-vous, écrit-il à Simon Rodriguez, quand nous allâmes tous deux au Monte Sacro de Rome jurer sur cette sainte terre la liberté de la patrie ? Vous n'avez certes pas oublié ce jour d'éternelle gloire pour nous (...). »*²⁵⁵

Ailleurs, pour confirmer que son esprit s'est formé surtout au cours de ses nombreux voyages, il dit :

*« Il faut croire que les idées qui ont émergées au cours de mes voyages ne seraient nées ni à Caracas ni à San Mateo, et qu'en Amérique je n'aurais pas acquis cette expérience ni réalisé cette étude du monde, des hommes et des choses qui m'a tant servi tout au long de ma carrière politique. »*²⁵⁶

S'agissant du cas de Kwame Nkrumah et du nationalisme africain, à plusieurs reprises les manuels d'histoire ont montré que c'est dans le contact avec l'extérieur que les leaders de l'indépendance ont fourbi leurs armes. Est-ce à dire que les colonies africaines étaient fermées aux influences extérieures ? La société coloniale ne portait-elle pas en elle-même les germes de la séparation, de l'unité ? Nous avons pour réponse à ces questions deux points de vue importants : celui de Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot et celui d'Henri Grimal. Dans l'ouvrage collectif qu'elles ont publié, les premières citées ont accordé un intérêt particulier à l'histoire des sociétés africaines colonisées. Après de longues années de recherches, elles ont conclu que les sociétés colonisées n'étaient guère

²⁵⁴ Arturo Usler Pietri, « Bolivar et les femmes » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 66.

²⁵⁵ Simon Bolivar, « Lettre à son précepteur Simon Rodriguez » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 93.

²⁵⁶ Simon Bolivar, cité par J. L. Salcedo-Bastardo, « Bolivar et l'Europe Latine » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 407.

unifiées. Au contraire. La situation coloniale avait mis en présence « deux sociétés fortement hétérogènes l'une à l'autre, inégales techniquement et matériellement, profondément différentes dans leurs édifices sociaux, leur système économique, leur éthos. »²⁵⁷ Cette différence était vécue au quotidien dans un rapport de subordination-domination. « Domination imposée, la colonisation secrète tensions ou conflits, ouverts ou larvés. »²⁵⁸ Georges Balandier a posé ce même constat, mais au niveau des élites africaines. Voici l'impression qu'il a retirée :

« Les évolués éduqués se veulent distincts de la catégorie constituée par des évolués économiques. Ils s'affirment supérieurs, se refusant à toute confusion. Ils regardent de haut leurs frères de race moins évolués. »²⁵⁹

Manifestement, cette catégorisation des sociétés coloniales n'était guère de nature à enregistrer une entente entre elles.

De son côté, dans son texte sur la décolonisation, Henri Grimal a répondu à ces questions en posant deux constats : d'abord chez le colonisateur. Il a montré que le nationalisme africain a été encouragé par les diverses remises en causes du colonialisme par l'Europe libérale de l'entre deux guerres. Il s'est référé en cela aux exemples de la critique socialiste, la condamnation marxiste et la ligue contre impérialisme dont les manifestes adressés aux peuples coloniaux étaient destinés à susciter en eux le goût de la lutte pour la libération nationale. Qu'est-ce que cela nous montre ? Nous comprenons par là, et c'est le deuxième constat qu'il pose, que si à un moment donné de leur histoire, l'attitude des africains a été modifiée vis-à-vis du colonialisme, c'est parce qu'ils ont été influencés « par des idées-forces, par des événements, dont l'origine ne se trouvait pas sur

²⁵⁷ Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot, *L'Afrique noire, de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974, p. 236.

²⁵⁸ Ibidem, p. 237.

²⁵⁹ Georges Balandier, *Sociologie des Brazavilles noires*, Colin, Paris, 1955, p. 155. Sur la catégorisation des élites africaines par la colonisation, on peut lire aussi, N. V. Chien, *Les politiques d'unité africaine*, thèse présentée devant l'université de Paris V, le 23 juin 1973, Lille III, Service de reproduction des thèses, 1974. Nous retiendrons cette explication : « L'élite africaine comprend deux catégories différentes : celle des gens qu'on appelle évolués dont les études ne dépassent le degré secondaire ou technique et celle des intellectuels qui ont fait des études universitaires. » p. 57.

place. »²⁶⁰ Mais comme il devait avec un certain regret le noter, « *les idées d'émancipation ne touchaient pas encore tous les peuples, mais seulement les plus évolués.* »²⁶¹

Donc, il fallait aller chercher les idées pour l'élaboration des doctrines nationalistes ailleurs que sur le sol africain où le fardeau du colonialisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale était devenu pesant. C'est à juste titre que de nombreux intellectuels africains dont Kwame Nkrumah vont se retrouver dans les universités occidentales. Lansiné Kaba affirme à cet effet :

« *L'instruction formelle et l'école de la vie aident le jeune Kwame à se réaliser. Dans une certaine mesure, il suit l'exemple de son aîné, Dr. Nmandi Azikiwé, champion du nationalisme unitaire au Nigéria, qui, d'ailleurs, l'encourage à poursuivre ses études aux Etats-Unis d'Amérique* »²⁶²

Qu'est-ce Bolivar et Nkrumah ont retenu de leur contact à l'école de la vie en Occident ? Les auteurs du *Cahier de l'Herne* ont proposé des vues différentes mais complémentaires au sujet des leçons que Bolivar a tirées de son périple hors des colonies espagnoles d'Amérique. Nous nous attarderons sur ceux qui, à nos yeux, paraissent importants pour comprendre plus tard l'action de Bolivar.

Nous avons déjà montré dans le chapitre précédent comment le mot « liberté » à l'instar de l' « unité » était récurrent dans les discours et proclamations de Bolivar. Edouardo Manet en a fait tout un article publié dans le *Cahier de l'Herne* sous le titre « Bolivar ou l'obsession de la liberté ». La liberté chez Bolivar dont Edouardo Manet parle, J. L. Salcedo-Bastardo et Arturo Uslar Pietri à leur tour ont montré que c'est dans les avatars de la crise en Europe que Bolivar s'est « piqué » de ce vers. Leur thèse est que, pendant ses voyages en Europe – 1799-1802, 1803-1807 -, le futur libérateur déjà bien au fait des idées philosophiques de son époque, trouve dans son séjour européen l'occasion de s'insérer dans l'environnement intellectuel de l'époque, de confronter les enseignements reçus de son maître à penser Simon Rodriguez aux réalités des sociétés européennes. Madrid, Rome et Paris qu'il visite selon J. L. Salcedo-Bastardo le « *marquèrent*

²⁶⁰ Henri Grimal, op. cit., p. 8.

²⁶¹ Ibid., p. 8.

²⁶² Lansiné Kaba, op. cit., p. 14.

intellectuellement.»²⁶³ Demitrio Ramos Pérez apporte la précision selon laquelle, dans les capitales qu'il a visitées, ce qui l'a impressionné, c'est l'essor des villes et la liberté dont jouissent les habitants sous l'effet des lois qui organisent la vie civile. Mais contrairement à J. L. Salcedo-Bastardo, Demitrio Ramos Pérez cite principalement les villes des Etats-Unis et la capitale anglaise, dont le développement industriel et le poids politique dans les relations internationales convainc de ce qu'une nation est capable d'être et de faire quand elle vit sous des lois qui préservent les libertés individuelles et l'unité nationale.²⁶⁴ Là où il rejoint J. L. Salcedo-Bastardo et Arturo Usler Pietri, c'est au sujet du couronnement de Napoléon Bonaparte à Notre Dame de Paris. Evénement politique de haute importance, à l'époque, auquel Bolivar à l'honneur d'assister. J. L. Salcedo-Bastardo rapporte plus tard le témoignage de Bolivar sur l'admiration qu'il a pour Napoléon.

*« Je suis un grand admirateur de Napoléon [...] Je le reconnais comme premier capitaine du monde, comme homme d'Etat, comme philosophe et comme savant. Voilà mes idées sur Napoléon [...] Le Journal de Sainte-Hélène, les campagnes de Napoléon et tout ce qui le concerne, sont pour moi la plus agréable et la plus profitable des lectures : c'est à partir de là qu'on doit étudier l'art de la guerre, celui de la politique et du gouvernement »*²⁶⁵

A partir de cette observation, J. L. Salcedo-Bastardo devait conclure :

²⁶³ J. L. Salcedo-Bastardo, "Bolivar et l'Europe latine", in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 408.

²⁶⁴ De D.R. Perez, nous retiendrons ce passage: « ¿Como no iba a aprovechar la oportunidad para estudiar la realidad de aquel país, que era capaz de ser adelantado en el progreso, al mismo tiempo que mantener una estabilidad "ilustrada" y un juego de libre opinión? Nada puede extrañar, pues, que se preocupara por estudiar el sistema político británico y su constitución. Así se explica no solo la admiración que Bolívar llegó a adquirir por Inglaterra, sino (...) "por mas instituciones inglesas" hasta el extremo de que pensara entonces que "si alguna vez llegaba a obtener influencia suficiente en su patria" trasplantaría aquellas que "lo permitiesen las diferencias de clima, costumbres e inveteradas preocupaciones". Demitrio Ramos Pérez, *Simón Bolívar, el libertador*, Madrid, Ediciones Anaya, 1988, p. 25. Il importe de souligner que la visite de Bolivar en Angleterre s'est effectuée en 1810, selon sa biographie.

²⁶⁵ J. L. Salcedo-Bastardo, op. cit., p. 408.

*En France, il choisit sa voie politique (...)*²⁶⁶

Quelle est cette voie ? J. L. Salcedo-Bastardo ne nous le dit pas. C'est Demitrio Ramos Pérez qui apporte toute la lumière sur le choix politique de Bolivar – le républicanisme -, non sans toutefois relever sa déception à l'égard de Napoléon.

*« Bolívar pudo contemplar la coronación de Napoleón Bonaparte como emperador de Francia. El arrogante comportamiento del afortunado general corso le decepcionó profundamente, confirmándole su ferviente republicanismo »*²⁶⁷

Que dire au sujet de Kwame Nkrumah ?

Le séjour aux Etats-Unis et à Londres de l'auteur de *Africa must unite* lui a été bénéfique à plusieurs niveaux dans sa future carrière politique. F. Chindji-Koulevu a montré qu'au niveau idéologique, ses lectures des révolutionnaires et de leurs méthodes lui ont appris les techniques de luttres contre tout ce qui peut asservir l'homme. Il s'est appuyé en cela sur les propos de Nkrumah extraits de son autobiographie où il affirme :

*Pendant cette période, je me consacrai énergiquement à l'étude des révolutionnaires et de leurs méthodes. Ceux qui m'intéressaient le plus furent Hannibal, Cromwell, Napoléon, Lénine, Mazzini, Gandhi (...)*²⁶⁸

Un peu plus loin il dit pourquoi cet acharnement à la lecture des doctrines révolutionnaires.

*Mon but était d'étudier la technique d'organisation. Je savais qu'à mon retour éventuel en Côte de l'Or j'allais me trouver devant ce problème*²⁶⁹

²⁶⁶ Ibidem, p. 408.

²⁶⁷ Demitrio Ramos Pérez, op. cit., p. 18.

²⁶⁸ Kwame Nkrumah, *Autobiographie de Kwame Nkrumah*, Traduction de Charles L. Patterson, Paris, Présence Africaine, 1960, p. 57. Cité par F. Chindji-Koulevu, op. cit., p. 156-157.

²⁶⁹ Ibidem, p. 159.

Déjà à cette époque, il avait compris que le succès de toute politique établie en vue de résoudre la question coloniale, de quelque nature que ce soit, dépendait d'une bonne organisation. Cécile Laronce rapporte encore ce qu'il dit à ce sujet :

J'ai été poussé doucement et progressivement à accomplir mon rêve d'organiser tous les Africains en Amérique, de telle manière que nous allons être capables de servir notre pays ²⁷⁰

Sans doute en se préparant pour la lutte révolutionnaire, Nkrumah lisait beaucoup, mais il observait tout autant. Il s'était rendu compte en confrontant ses cours d'économies à la réalité économique de la nation qui lui offrait ce savoir, qu'il y avait un lien étroit entre l'unité nationale, la taille d'un Etat et son développement économique.

« An essential part of what is today termed the infrastructure of development is communications. Lord Lugard, a pioneer carrier of the 'white man's burden', said that 'the material development of Africa may be summed up in one word – transport'. (...) This contention is supported by the example of United States. America's real expansion began with her union, which assisted the building up of a vast network of railways and roads, so that D.W. brogan, accepted authority on American political history, after remarking that in America, 'region as unlike as Norway and Andalusia are united under one government, speak a common language, regard themselves as part of one nation', is able to assert: "this unity is reinforced by the most elaborate transportation system in the world, a system the elaboration of which has been made possible by the political unity" ²⁷¹

²⁷⁰ Kwame Nkrumah, cité par Cécile Laronce, op cit., p. 33.

²⁷¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 154-155. « Les communications sont un chapitre essentiel de ce qu'on appelle aujourd'hui l'infrastructure du développement. Lord Lugard, qui fut l'un des premiers Blancs à se dire chargé d'une mission civilisatrice, déclare que 'le développement matériel de l'Afrique se résume en un mot : les transports.' (...). Cette affirmation est confirmée par l'exemple des U.S.A. L'expansion américaine a véritablement commencé quand tous les Etats ont été unis, ce qui a permis la construction d'un vaste réseau de routes et voies ferrées ; c'est pourquoi D. W. Brogan, qui fait autorité en histoire politique d'Amérique, a pu écrire que 'des régions aussi dissemblables que la

C'est donc à juste titre que des années plus tard, il écrit *Africa must unite*, son pamphlet sur l'unité, dans lequel il propose son plan pour l'union politique de l'Afrique et les avantages que l'union, si elle était réalisée, pouvait offrir aux Africains.

*« Therefore, we must come to grips first with the major and basic issue of African unity, which alone can clear the way for the united effort in erecting the powerful industrial and economic structure which will give substance and reality to our dream of a strong African continent, absolutely freed from political and economic colonialism. »*²⁷²

En Somme, les séjours à l'étranger de Bolivar et Nkrumah leur auront permis de voir ce qu'une nation libre et unie est capable de réaliser si celle-ci est administrée par les lois qu'il faut. C'est donc pétri de rêve que chacun rejoint sa patrie où, déjà, les mouvements de protestations de quelques intellectuels éclairés annoncent les feux de la séparation. C'est en tout cas ce qu'affirment Horace Mann Bond au sujet de Kwame Nkrumah :

*Nkrumah était un homme habité par un rêve. Pour réaliser ce rêve, il savait qu'il avait besoin des pouvoirs qu'un savoir électique confère. Pour Nkrumah, étudier était une expérience préméditée.*²⁷³

Et Rafael Caldera au sujet de Simon Bolivar :

*« Tiene ahora una visión cabal del mundo moderno. Vuelve a Venezuela en 1807, dominado por una idea obsesiva: la independencia. »*²⁷⁴

Norvège et l'Andalousie sont unies sous un gouvernement, parlent la même langue, se considèrent comme les provinces d'une même nation' et ajouter que 'cette unité est renforcée par le système de transports le plus soigné du monde, qui a été rendu possible par l'unité politique. » Kwame Nkrumah, l'Afrique doit s'unir, Trad. L. Jospin, op.cit., p. 181-183.

²⁷² Ibidem, p. 172. *“Nous devons donc conquérir d'abord cet objectif de base qu'est l'unité africaine, et qui seul nous ouvrira les portes de la création en commun d'une industrie et d'une économie puissantes, grâce auxquelles se réalisera notre rêve d'un continent africain fort, entièrement libéré du colonialisme économique et politique. » Kwame Nkrumah, l'Afrique doit s'unir, Trad. L. Jospin, op.cit., p. 201.*

²⁷³ Horace Mann Bond, *Education for freedom: a history of Lincoln University*, Pennsylvania, Lincoln University, 1976, p. 536. Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 39.

Ce chapitre tentera de voir comment Bolivar et Nkrumah vont appliquer les enseignements tirés de leurs expériences à l'étranger. Nous nous intéresserons en ce qui concerne Bolivar à l'espace géographique de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade et du Pérou et par rapport à Kwame Nkrumah, à l'Afrique occidentale, principalement la Gold Coast. Parce que ce sont dans ces limites géographiques que s'est exprimé leur nationalisme.

I- Aperçu général des premiers mouvements d'indépendance en Amérique latine

Nos lectures sur les mouvements d'indépendance en Amérique latine nous ont permis de voir que, les événements qui ont entraîné la rupture avec l'Espagne, sont diversement interprétés par les spécialistes – Joseph Perez, Jacques Joset, Bernard Lavallé, Charles Lancha etc. - du continent. Officiellement, 1808 semble recueillir chez eux l'unanimité pour être déclarée comme point de départ des causes immédiates de la crise. C'est ainsi que Joseph Perez affirme :

« Les premières manifestations de la guerre d'indépendance se produisent en 1808, lorsque les Américains apprennent les nouvelles d'Espagne : Charles IV a abdiqué ; son fils et héritier, le futur Ferdinand VII, a renoncé à ses droits en faveur de Napoléon qui installe son frère Joseph sur le trône de Madrid ; des juntes se forment dans toute la péninsule pour s'opposer au fait accompli et combattre les français. Les réactions en Amérique ne sont pas différentes (...) : des juntes se mettent en place, ici aussi, pour défendre les droits du souverain légitime : Ferdinand VII »²⁷⁵

Parlant de la naissance des Juntas Joseph Perez note :

« (...) ces artisans de l'indépendance commencent par affirmer solennellement leur loyalisme à l'égard des Bourbons ; c'est au nom de Ferdinand VII que des municipalités prétendent assumer tous les pouvoirs ; c'est pour éviter aux territoires américains le sort de la

²⁷⁴ Rafael Caldera, *Bolívar siempre*, Caracas, Monte Avila Editores, 1993, p. 21.

²⁷⁵ Joseph Perez, « L'Amérique espagnole avant Bolivar », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 173.

*péninsule Ibérique que l'on constitue en toute hâte des gouvernements provisoires. »*²⁷⁶

En plus du loyalisme, Joseph Perez donne une autre raison de l'émergence des Juntas ou « gouvernements provisoires » en Amérique latine :

*« (...) ces mêmes notables créoles refusent, il est vrai, de reconnaître l'autorité du Conseil de régence qui s'est constitué en Espagne (Cadix), mais c'est parce qu'ils le jugent peu représentatif : il n'a pas qualité pour parler au nom du roi ni au nom des territoires américains ; seuls les créoles sont à même d'apprécier sur place ce qu'il convient de faire afin de préserver leur pays (...). »*²⁷⁷

L'objectif affiché dans les affirmations qui précèdent est de faire face à deux excès opposés : le despotisme et l'anarchie. Le despotisme, c'est Napoléon qui est manifestement visé ; il s'agit de barrer la route à ses agents ; mais le despotisme, c'est aussi toute forme d'autorité arbitraire et illégitime, telle que celle que la junta de Cadix pourrait être tentée d'imposer en Amérique. Quant à la référence à l'anarchie, elle révèle l'une des préoccupations essentielles des créoles dans des circonstances difficiles : le maintien de l'ordre contre toutes les subversions possibles. Ce qui amène Joseph Perez à conclure :

*« Loyalisme à l'égard des Bourbons, maintient de l'ordre, tels paraissent être les objectifs de la municipalité de Carthagène en septembre 1810 et il serait facile de citer des proclamations du même genre à Caracas, à Santa Fe de Bogotá, à Quito... »*²⁷⁸

Pour Pierre Vayssièrre, la constitution des Juntas est avant tout un phénomène normal. En effet, et selon lui, un accord tacite avait été scellé au moment de la conquête entre le roi Charles Quint et les conquérants ; accord par lequel le nouveau royaume des Amériques devait rester strictement attaché à la personne du roi qui devenait alors son

²⁷⁶ Ibidem., p. 173.

²⁷⁷ Ibidem.

²⁷⁸ Ibidem.

« *rex hispaniarum et Indiarum* », et devait gouverner chaque royaume indépendamment de l'autre.

*Avec l'empêchement du roi légitime, dit-il, le pouvoir devait donc retourner au peuple américain, qui se choisirait un gouvernement soucieux d'assurer son bien-être et son bonheur*²⁷⁹

Corroborant ce point de vue, Jaime Eyzaguire affirme :

*De la même façon que nos peuples s'étaient donnés au gouvernement espagnol de leur plein gré, ainsi pouvaient-ils s'en séparer et vivre libres de tout tribut.*²⁸⁰

Cette analyse prend sa source dans la tradition du droit espagnol proche de la philosophie scolastique : soumis, à la fois, au droit divin et au droit naturel, le roi reste lié de manière organique à la « communauté » qui lui a délégué le pouvoir d'exercer la souveraineté. En cas d'impossibilité de sa part, le contrat social est rompu, et la « communauté » a le droit de reprendre le pouvoir. Seulement, en 1808, la « communauté », comme l'a expliqué Pierre Vayssière, « *se réduisait, en fait, à l'oligarchie créole des grands propriétaires, des riches commerçants, et des patrons des mines, auxquels s'ajoutait l'embryon d'une classe moyenne, avocats, petits propriétaires 'éclairés', ecclésiastiques.* »²⁸¹

En somme, il n'y avait pas d'intention de séparatisme lorsque les Juntas ont été créées. Jacques Joset et Philippe Raxhon ont tiré cette conclusion dans leur analyse des caractères généraux du conflit. Après avoir étudié au cas par cas le déroulement des événements dans les différentes vice-royautés de l'Empire, ils terminent avec la situation dans la capitainerie générale de Caracas par ces mots :

²⁷⁹ Pierre Vayssière, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991, p. 37.

²⁸⁰ Jaime Eyzaguire, *Historia de Chile*, Santiago, 1973, p. 356. Texte cité par Pierre Vayssière, *Ibidem.*, p. 37.

²⁸¹ Pierre Vayssière, *op. cit.*, p. 37.

(...) ce qui montre bien que le mouvement n'a alors rien de fondamentalement anti-espagnol (...) rien d'anti-royaliste.²⁸²

C'est peut-être pour cette raison que Pierre Vayssière considère que les affrontements armés qui ont eut lieu sur le sol américain de 1810 à 1814 n'étaient, au commencement, qu'une « *guerre civile américaine* » entre « *un ensemble hétérogène d'indépendantistes' républicains plus ou moins résolus et de royalistes plus ou moins fidèles à la dynastie des Bourbons.* »²⁸³ Dans ce même ordre d'idée, Sanchez Barba place le début de l'indépendance dans la reconquête entreprise par Ferdinand VII à son retour sur le trône de Madrid en 1814. Voici ce qu'il dit :

« Existe, pues, entre 1780 y 1805, un decisivo proceso de cambio histórico en la América española, cuyo momento más decisivo se centra en el regreso de Fernando VII (1814) y la reconstrucción del edificio absolutista, rompiendo la esperanza que los criollos hispanoamericanos habían depositado en la colaboración política con los liberales en las Cortes de Cádiz y la Constitución de 1812 »²⁸⁴

Pour vraies que peuvent paraître ces affirmations, comment expliquer la proclamation dès 1811 de l'indépendance de la capitainerie générale du Venezuela par la junte de Caracas ? Il est bon de souligner que les mouvements d'indépendance en Amérique latine n'ont pas été les mêmes sur l'ensemble du continent ni par leurs motifs, ni par les hommes qui les ont conduits. Jacques Joset et Philippe Raxhon à ce sujet écrivent :

*L'analogie entre ce qui se passe à peu près au même moment à Caracas, Bogota, Buenos Aires a fait supposer que le mouvement obéissait à une impulsion unique (...).*²⁸⁵

Pour justifier leur point de vue, Jacques Joset et Philippe Raxhon²⁸⁶ prennent comme exemple, le cas du Mexique où, en 1810, au lieu de créoles, ce sont des prêtres

²⁸² Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 21.

²⁸³ Pierre Vayssière, op. cit., p. 36.

²⁸⁴ Mario Hernández Sánchez Barba, op. cit., p. 27-28.

²⁸⁵ Jacques Joseph et Philippe Raxhon, op. cit., p. 12.

populaires en bagarre avec le haut clergé qui appellent leurs paroissiens à prendre les armes contre les Espagnols, non pas pour défendre les intérêts du monarque déchu, mais pour d'autres motifs que Jacques Joset et Philippe Raxhon ne donnent pas.

*Ce qui va sauver l'idée d'une révolution mexicaine, disent-ils, ce sont les événements espagnols de 1820 (...). Jusqu'alors plus fidèles que l'Amérique du Sud, le Mexique et l'Amérique centrale commencent à parler d'indépendance.*²⁸⁷

Dans cette vision de situations et d'interprétations divergentes, Eleazar Lopez Contreras et Bernard Lavallé jugent plus approprié de parler des « indépendances » et non d'« indépendance ». Ce dernier donne comme titre : *Les indépendances*, au point trois du chapitre XVII de son texte dans lequel il parle des mouvements de libération en Amérique latine.²⁸⁸ Eleazar Lopez Contreras, quant à lui, distingue en ce qui concerne l'Amérique du sud, deux mouvements de libération ayant chacun ses caractéristiques propres et ses hommes.

*« (...) se produjo en la América meridional un doble movimiento armado, de mayor importancia, con duras alternativas de lucha : uno, de norte a sur, dirigido por Simón Bolívar, y otro, de sur a norte, bajo la dirección de José de San Martín, que tuvieron su más amplio desarrollo de 1812 a 1824 »*²⁸⁹

Dans ce débat, la Capitainerie générale du Venezuela semble faire l'exception. Pourquoi ? Charles Minguet et Annie Morvan²⁹⁰ notent qu'à Caracas, pôle d'attraction, il avait toujours existé le désir d'indépendance parmi les milieux intellectuels créoles. Leur thèse est qu'à la fin du XVIIIe siècle, était apparu partout dans les colonies espagnoles, un sentiment dit d'« américanité » face à l'Espagne considérée comme une puissance étrangère qu'il fallait expulser. L'expression de ce sentiment est selon eux dans la lettre

²⁸⁶ Ibidem, p. 28.

²⁸⁷ Ibidem, p. 29.

²⁸⁸ Bernard Lavallé, *L'Amérique espagnole : de Colomb à Bolívar*, Paris, Editions Belin, 1993, p. 285.

²⁸⁹ Eleazar Lopez Contreras, « Simón Bolívar, verdadero e indiscutable libertador del Perú », in *Simón Bolívar libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971, p. 3.

²⁹⁰ Charles Minguet et Annie Morvan, *Simón Bolívar, l'unité impossible*, op. cit., p. 20-23.

aux créoles que Viscardo y Guzman, jésuite expulsé par l'Espagne, publie en 1799 à Londres, avec l'aide de Francisco de Miranda. Viscardo y Guzman définit non seulement le sentiment d'américanité, mais il invite ses compatriotes à se séparer de l'Espagne qu'il accuse d'être une « marâtre » pour ses colonies. Nous donnons un fragment de cette lettre que Charles Minguet et Annie Morvan ont publié.

« (...) l'Américain (...) c'est un Espagnol descendant des premiers conquérants de l'Amérique (...). Le Nouveau Monde est notre patrie et son Histoire est notre Histoire (...). Aussi est-il temps de se séparer de cette mère patrie qui n'est qu'une marâtre. 'La distance (géographique) qui par elle-même proclame notre indépendance naturelle est moindre encore que celle de nos intérêts. »²⁹¹

Pour ajouter au caractère exceptionnel, Charles Lancha souligne que la lutte pour l'indépendance de la capitainerie générale de Caracas avait débuté avant même 1808, quand dès 1806, Francisco Miranda avait tenté un premier débarquement sur les côtes de la capitainerie avec l'aide de l'Angleterre. Voici ce qu'il dit :

(...) le débarquement au Venezuela, en 1806, de Miranda, marquent un pas en avant dans le séparatisme, la volonté manifeste de la part de certains créoles d'affronter le régime coloniale.²⁹²

Certes il devait échouer. Mais pour Charles Lancha :

(...) l'échec de Miranda est révélateur du faible appui qu'il trouva auprès des créoles. La majorité d'entre eux n'était pas encore décidée à prendre les armes.²⁹³

En clair, les créoles partisans de l'indépendance n'étaient pas encore préparés à prendre les armes contre l'Espagne. Jacques Joset et Philippe Raxhon ne s'écartent pas de ce point de vue. Dans les événements qui ont lieu dans le Nouveau Monde en 1808 et qui,

²⁹¹ Ibidem, p. 23

²⁹² Charles Lancha, op. cit., p. 31.

²⁹³ Ibidem, p. 31.

dans leur évolution vont conduire les colonies espagnoles d'Amérique à l'indépendance, ils avancent que les intentions de séparatisme à Caracas étaient bel et bien présentes parmi les membres de la junte.

« Les partisans de l'indépendance ne sont à l'origine qu'une très infime minorité. Obligés de voiler leurs intentions, ils s'associent ouvertement en 1808 au mouvement populaire en faveur de Ferdinand VII, mais se montrent très critiques vis-à-vis du pouvoir de facto existant en Espagne. Obligé de gouverner, celui-ci commet forcément des erreurs et des fautes et l'on peut se dresser contre lui (...) »²⁹⁴

Charles Lancha s'est voulu plus précis sur la façon dont les séparatistes se sont dressés contre le pouvoir colonial.

« En 1808 (...), les partisans de l'indépendance poussent à la roue, persuadés que la Junte favorisera leurs desseins. Le Capitaine Général Emparán, pris de panique, se montre tout d'abord favorable à l'installation d'une junte puis, à la suite des victoires militaires de l'Espagne en 1808, il se ravise et se lance dans la répression contre les partisans de la junte. (...). En 1809, (...) Emparán s'attire l'hostilité du clergé, de la municipalité et de l'Audience. Il fait ainsi le jeu des séparatistes qui trament une conspiration, à partir de novembre 1809. »²⁹⁵

La junte de Caracas se caractérise donc par son côté radical et sa violence. Sur le terrain de la lutte ces traits favorisent l'avancée rapide des événements vers la rupture. C'est de cette façon que Jacques Joset et Philippe Raxhon expliquent la proclamation prématurée de l'indépendance du Venezuela et le fait qu'en 1814, la crise perdure alors que l'ordre colonial avait été rétabli dans les autres vice-royautés de l'Empire.

²⁹⁴ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 12.

²⁹⁵ Charles Lancha, op. cit., p. 31.

« Rétabli à Madrid par un pronunciamiento militaire, Ferdinand VII avait publié le manifeste de Valence annulant l'œuvre des Cortès. Un autre manifeste de mai 1814 est adressé aux colonies pour y faire cesser l'insurrection qui se fait toujours en son nom en certains endroits. Quand ce manifeste arrive en Amérique (...) au Chili, les créoles sont arrivés à un accord avec les Espagnols qui faisaient cesser les hostilités, établissaient une junte et effaçaient tout ce qui s'était passé. Au Mexique, après l'écrasement des deux révoltes indiennes, le vice-roi Calleja a remis en vigueur le régime colonial. Au Pérou, les Espagnols sont les maîtres (...), mais au Venezuela, malgré une série de défaites importantes, Bolívar continuait la lutte. »²⁹⁶

A- L'action de Bolivar et des patriotes vénézuéliens

Bien que l'histoire des luttes de l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique, principalement, des vice-royautés de la Nouvelle Grenade et du Pérou l'ait placé au premier plan des combats au point de faire de lui le *Libertador* de tout un continent, le nom de Simon Bolivar ne figure pas sur la liste des précurseurs de l'indépendance de ces régions du monde. Toutes les fois qu'il s'est agit d'aborder les événements et les hommes qui les ont suscités et animés à leur début, les manuels d'histoire ont toujours accordé une attention particulière « aux tentatives avortées que Francisco de Miranda a faite en 1806 avec l'aide de l'Angleterre. »²⁹⁷ Le même point de vue est ce qui est perçu dans les troubles de 1808 à Caracas. Charles Minguet et Annie Morvan ont présenté un avis qui tend à confirmer le second rôle joué par Bolivar au commencement de la crise. Leur position est inspirée du texte de ce dernier adressé à « l'un de ses correspondants » dans lequel Simon Bolivar se montre désintéressé voire contre le projet de son compatriote à émanciper l'Amérique espagnole.

²⁹⁶ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 15.

²⁹⁷ Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 24.

*Toutes les nouvelles reçues sur l'expédition de Miranda sont un peu tristes, car on assure qu'il projette de soulever le pays, ce qui peut causer beaucoup de mal aux habitants de la colonie.*²⁹⁸

Mais pour Sanchez Barba qui a pris ses distances vis-à-vis de la thèse avancée par Charles Minguet et Annie Morvan, Bolivar s'est montré toujours attiré par tout ce qui peut amener les Américains à bouter hors du continent les Espagnols. Surtout, depuis que mu par le désir de liberté, il a fait le serment de ne donner repos à son âme qu'après avoir libéré sa Patrie du carcan de l'Espagne. C'est ainsi que lorsqu'il retrouve le continent en 1807, c'est-à-dire après le deuxième débarquement manqué de Francisco de Miranda, Bolivar s'informe pour voir comment intégrer le mouvement. Sanchez Barba affirme :

*« Desembarca en la Guaira en junio de 1807, cuando recién ha fracasado el proyecto del 'precursor' Francisco de Miranda, expulsado de la provincia. Lo primero que hizo al llegar a Caracas fue informarse para saber cuál era la situación y decidir cuál iba a ser su iniciativa, su acción. »*²⁹⁹

Pouvait-il en être autrement ? De l'avis de Charles Lancha, *« depuis [son] enfance, de profonds sentiments patriotiques avaient été inculqués à Bolívar. On ne saurait oublier que son père, Don Juan Vicente, avait signé avec d'autres 'mantuanos', en 1782, une lettre adressée à Miranda où il l'incitait à promouvoir la révolution d'indépendance. »*³⁰⁰ Vicente Lecuna écrit à ce propos :

*« Bolivar entendait exprimer de telles idées chez lui et auprès de familles amies dès ses premières années. Au cours de son adolescence, il cultiva l'amitié de Don Manuel Matos, fanatique propagandiste de l'indépendance et futur agitateur en 1808 »*³⁰¹

²⁹⁸ Ibidem, p. 24.

²⁹⁹ Mario Hernández Sánchez Barba, op. cit., p. 28.

³⁰⁰ Charles Lancha, op. cit., p. 31.

³⁰¹ Vicente Lecuna, cité par Charles Lancha, Ibidem, p. 31.

Pour montrer l'activisme de Bolivar dans les événements de 1808, Charles Lancha met en relief sa participation « *essentielle au mouvement de Caracas* » vite réprimé par le Capitaine Général Emparán et à la conspiration orchestrée contre ce dernier en novembre 1809. « *Le Capitaine Général, écrit Charles Lancha, se borne à confiner les comploteurs dans leurs propriétés. Ce fut le cas des deux frères Bolívar, Juan Vicente et Simón* »³⁰²

Bolivar a donc intégré le mouvement, poussé par sa soif de liberté. Il n'a pas voulu se montrer un acteur passif de la lutte, au contraire, il s'est voulu un protagoniste de premier plan. Son affirmation sur le plan politique apparaît lorsqu'avec le soutien d'autres indépendantistes, notamment Francisco de Miranda, il fonde la Société patriotique en 1810. Bernard Lavallé évoque la prépondérance de Bolivar en ces termes :

*« En avril 1810, le capitaine général espagnol étant déposé et une Junta conservadora ayant pris les rênes, des contacts furent pris avec l'étranger pour asseoir le nouveau pouvoir. Bolivar fut désigné pour diriger l'ambassade à Londres, mais l'Angleterre, peu soucieuse de s'aliéner ses alliés espagnols, se garda de bien répondre positivement. Bolivar pris alors contact avec Miranda. De retour à Caracas, ils œuvrèrent tous deux au sein de la Société patriotique dont le but était d'obtenir l'indépendance. »*³⁰³

Charles Minguet et Annie Morvan ne pensent pas autrement. Pour eux, Bolivar a effectivement contribué à fonder la Société patriotique. Et c'est l'influence de Bolivar et des membres de la Société patriotique sur le Congrès Vénézuélien qui a abouti à la proclamation de l'indépendance. Voici ce qu'ils disent :

« De retour à Caracas, Francisco Miranda, infatigable partisan et précurseur de l'indépendance hispano-américaine, fonde avec Simon Bolivar la Société patriotique, club politique qui exerce une grande

³⁰² Ibidem, p. 31.

³⁰³ Bernard Lavallé, op. cit., p. 292-293.

influence sur la décision du congrès vénézuélien de proclamer l'indépendance le 5 juillet 1811 »³⁰⁴

Au sujet de la Société Patriotique, Reinaldo Rojas précise que c'est le premier parti politique du pays.³⁰⁵ Dans la lutte de libération, cette Société regroupe tous les créoles radicaux désireux d'obtenir l'indépendance de la Capitainerie générale de Caracas immédiatement. Comme Charles Minguet et Annie Morvan, Reinaldo Rojas atteste que c'est même sous l'impulsion de la Société patriotique que le Congrès réuni à Caracas, en mars 1811, déclare l'indépendance de la Capitainerie générale le 5 juillet 1811. Mais comme elle devait le faire remarquer, cette indépendance fut de courte durée. A peine née la première République du Venezuela que Bolivar et ses compagnons de lutte mettent en place meurt en 1812, sous la répression de l'armée royaliste certes, mais surtout du fait de l'opposition des agriculteurs et commerçants canariens, les *comuneros*, les *pardos* et les *criollos* au mouvement d'indépendance. Les causes de cet échec ont été interprétées de diverses façons par les historiens dont Charles Lancha. Ce dernier s'est attelé à résumer les points de vue donnés par un certain nombre de spécialistes du continent. C'est ainsi que parlant de Vicente Lecuna, il explique que selon ce dernier, la chute de la République Vénézuélienne serait due à l'inefficacité de son armée pourtant supérieure en nombre. Une version que Parra Pérez a contestée en donnant des chiffres qui traduisent un affrontement plus équilibré, défavorable à des soldats sous équipés. En note de bas de page on peut lire ceci :

« Selon Vicente Lecuna, l'armée républicaine comptait 6000 hommes face aux 3000 de Monteverde. Pour Parra Pérez, ces effectifs se montaient à 3879 fantassins – dont 2277 seulement étaient armés de fusils – et à 493 esclaves. »³⁰⁶

Le point de vue de Charles Lancha même qu'on retrouve dans celui de Parra Pérez qu'il cite est que les patriotes se sont trouvés dans une situation dans laquelle il leur était impossible de préserver l'indépendance. Ainsi écrit-il :

³⁰⁴ Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 53.

³⁰⁵ Reinaldo Rojas, op. cit., p. 5.

³⁰⁶ Parra Pérez, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 33.

« En réalité la position des patriotes vénézuéliens s'inscrivait dans un contexte difficile : anarchie généralisée, effondrement économique, famine. Surtout le généralissime - [Miranda fut nommé général et dictateur absolu pour faire face à la répression espagnole conduite par Monteverde] – redoutait la guerre civile et ses conséquences inéluctables : les conflits de races. Il ne voulait pas payer l'indépendance à un tel prix. »³⁰⁷

Vicente Lecuna, Parra Pérez, Charles Lancha se sont intéressés à l'aspect social et militaire de la crise. Pour eux, c'est ce qui a constitué le talon d'Achille de la jeune république. Manfred Kossok et Michael Zeuske JR. sont allés plus loin dans l'étude qu'ils ont faite sur les mouvements d'indépendance.³⁰⁸ Pour eux, tout mouvement d'indépendance possède deux branches : une branche politique et une branche militaire. C'est à la branche politique de proclamer l'indépendance en promulguant une nouvelle Constitution pour la nation qui naît. C'est à elle aussi qu'il revient de la défendre. L'armée ne rentre en scène qu'en dernier ressort, si l'on se rend compte que l'indépendance ne peut être acquise que par une confrontation militaire. En Amérique espagnole, particulièrement dans la Capitainerie générale du Venezuela, les Juntas locales constituèrent la première branche du mouvement indépendantiste. C'est à elles que revinrent l'initiative d'annoncer les couleurs de l'indépendance. Si cette annonce a été faite avec empressement, Manfred Kossok et Michael Zeuske JR notent cependant que les Juntas ne furent pas à même de la préserver. Et pour cause :

*(...) las juntas no solamente se mostraron, durante la fase inicial, vacilantes respecto de la fijación formal de la independencia y la república, sino también incapaces de defender sus resultados.*³⁰⁹

La Junte de Caracas a révélé très tôt sa faiblesse en se contentant d'inscrire l'indépendance sur du papier et non de la faire respecter par toutes les provinces de la

³⁰⁷ Ibidem, p. 33.

³⁰⁸ Manfred Kossok, Michael Zeuske JR., « El factor militar en la independencia: la dialéctica entre guerra y revolución en el período de 1810-1830 » in *Les révolutions ibériques et ibéro-américaines à l'aube du XIXe siècle*, Paris, Centre national de la Recherche scientifique, 1991, pp. 395-433.

³⁰⁹ Ibidem, p. 397.

région.³¹⁰ Charles Lancha parle plutôt de « déchirure » au sein du Congrès. « Certains, écrit-il, étaient acquis à l'idée de l'indépendance et d'autres, non. »³¹¹ Tel qu'il le dit, nous nous rendons compte que le problème de l'unité du Congrès autour de l'indépendance était au centre des difficultés de la nouvelle république. Ce manque d'unité des hommes politiques autour de l'indépendance, selon Charles Minguet et Annie Morvan, Bolivar l'avait dès le départ perçu. Il savait que si les vues n'étaient pas unies, si les hommes ne formaient pas un solide assemblage, la lutte de libération se révélerait impossible à mener. C'est pourquoi, deux jours avant la proclamation de l'indépendance, dans un discours qu'il a prononcé à la Société patriotique, il a invité tous les membres du Congrès à l'union d'abord.

*« Non, il n'y a pas deux Congrès. Nous savons mieux que personne que l'union est nécessaire. (...). Ce que nous voulons, c'est une union effective qui nous permette de mener à bien la glorieuse tâche de notre libération. Nous unir pour nous reposer et dormir dans les bras de l'apathie était hier une lâcheté et serait aujourd'hui une trahison. »*³¹²

L'appel à l'union de Bolivar aux leaders politiques a-t-il été entendu ? Nous ne saurions le dire. Mais quand nous examinons les raisons qui ont été avancées pour justifier la chute de la première république vénézuélienne, nous comprenons que c'est le manque même d'unité de l'aristocratie créole dominante qui va amener Bolivar à rechercher l'unité comme moyen d'accès à l'autonomie politique.

³¹⁰ A ce sujet, Charles Lancha affirme: « Toutes les provinces approuvèrent la déclaration d'indépendance sauf à Valence où les royalistes se dressèrent en armes contre Caracas, le 11 juillet. Le pouvoir exécutif – un triumvirat – confia le commandement des troupes républicaines au général Miranda. Les factieux de Valencia furent écrasés en août 1811. Mais Coro, Guyana, Maracaibo défiaient toujours le nouveau pouvoir. » Charles Lancha, op. cit., p. 33.

³¹¹ Ibidem, p. 33.

³¹² Simon Bolivar, « Discours de Simon Bolivar à la Société patriotique de Caracas le 3 juillet 1811 », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 53. Nous donnons le texte en Espagnol que Manuel Perez Vila a publié. « NO ES QUE HAY DOS Congresos. ¿Cómo fomentarán el cisma los que conocen más la necesidad de la unión ? Lo que queremos es que esa unión sea efectiva y para animarnos a la gloriosa empresa de nuestra libertad. Unirnos para reposar, para dormir en los brazos de la apatía, ayer fue una mengua, hoy es una traición ». Manuel Perez Vila, op., cit., p. 7.

B- Construction et force de l'unité dans la lutte de libération

La lutte de libération en Amérique espagnole fut longue et sanglante. Pierre Vayssière l'a subdivisée en trois phases, en prenant en compte l'évolution générale sur le continent.³¹³ La première débute en 1810 pour s'achever en 1814. C'est pour lui la période qu'il considère comme une « guerre civile américaine ». Quand celles de 1814-1816 et 1818-1820 sont respectivement à ses yeux, les phases de maturation de l'idée d'émancipation et de victoire définitive contre l'Espagne.

J. P. Berthe a aussi opté pour un découpage en trois phases.³¹⁴ Mais les périodes dans lesquelles il concentre les événements ne coïncident pas avec ceux de Pierre Vayssière. Pour J. P. Berthe la première phase du conflit irait de 1808 à 1815, car c'est à cette période que pour la première fois les colonies espagnoles d'Amérique entrent dans une insurrection qui, du loyalisme hautement proclamé, aboutit à la rupture du cordon ombilical qui les liait à la métropole. 1815 est chez J. P. Berthe la date qui enregistre la fin des mouvements insurrectionnels sur l'ensemble du continent avec les capitulations respectives des révolutionnaires mexicains et vénézuéliens.

Militairement, l'Espagne et les loyalistes semblent avoir gagné la partie. Ils ne tarderont pas à la perdre en 1824 avec la victoire éclatante de Simon Bolivar à Ayacucho, les hostilités ayant repris, selon J. P. Berthe, dès 1816. A partir de 1825, l'Amérique espagnole entre dans sa troisième phase: la construction de la nation.

Manfred Kossok et Michael Zeuske JR. parlent des trois étapes du conflit qu'ils situent entre 1810 et 1830 en termes de « local », « continental », puis à nouveau de « local ». Voici ce qu'ils disent :

« Para el ritmo general de desarrollo de la Independencia son características la siguientes fases :

1- La fase inicial determinada regionalmente a través de los centros Caracas, Buenos Aires, México (en realidad, Dolores), Santiago de Chile etc.

³¹³ Pierre Vayssière, op. cit., p. 36.

³¹⁴ J. P. Berthe, op. cit., pp. 871-874.

2- *La fase de carácter continental del pleno despliegue de la Guerra de Independencia, que alcanza su punto culminante en la Batalla de Ayacucho.*

3- *El proceso de carácter nuevamente regional de conformación de los Estados.* »³¹⁵

Dans le cas spécifique de la Capitainerie générale du Venezuela, la vie publique de Simon Bolivar qui va conduire cette région à l'indépendance, vue par l'œil de Sanchez Barba s'étend dans les limites chronologiques des années 1805-1830³¹⁶, c'est-à-dire celle qui voit son retour et sa participation au mouvement de Caracas (1805-1810), son échec face à la reconquête espagnole et son exil dans l'île voisine de la Jamaïque (1810-1820), la guerre continentale, la création de la Grande Colombie et le plan unioniste du Congrès de Panama (1820-1825) et, 1825-1830, l'échec du plan de Panama et la mort de Simon Bolivar. Chez Sanchez Barba, quatre étapes se dégagent de la vie publique de Bolivar. Selon lui, elles respectent l'évolution de la pensée politique de Bolivar et son action autour d'un idéal important : indépendance, unité des nations hispano-américaines et nouvel ordre constitutionnel (selon la classification de Germán Carreras Damas que Sanchez Barba cite) et qui devait donner à l'Amérique espagnole, tout son poids dans les relations internationales.³¹⁷ Sanchez Barba pense que le programme politique de Bolivar tel que Carreras Damas l'a ordonné par ordre de priorité prend naissance chez lui, entre le 6 septembre 1815 date de la rédaction de la fameuse *Lettre à un habitant de la Jamaïque* et le 15 février 1819, date du discours de Bolivar devant le Congrès réunis à Angostura. Si phénoménologiquement Sanchez Barba est d'accord avec la classification de Germán Carreras, il précise que, chez Simon Bolivar, a toujours prédominé une idée qu'il dit fondamentale, pour comprendre toute sa vie publique. Cette idée, c'est celle de l'unité, ainsi qu'il le dit :

³¹⁵ Manfred Kossok et Michael Zeuske JR., op. cit., 398.

³¹⁶ Mario Hernández Sanchez Barba, op. cit., p. 93.

³¹⁷ Germán Carreras Damas cité par Mario Hernández Sanchez Barba, Ibidem., p. 95.

*El sentido profundo de unidad es, en efecto, una constante en el pensamiento de Bolívar.*³¹⁸

D'où est venue l'idée d'unité chez Bolivar et comment a-t-il cherché à l'appliquer dans sa lutte pour libérer sa Patrie du joug espagnol ? Un retour sur les mouvements d'indépendance dans la Capitainerie générale du Venezuela nous aidera à répondre à cette question.

1- La libération de Caracas : enseignements tirés des premières victoires et premiers échecs

L'usage de la force pour la libération de la Capitainerie générale du Venezuela comme moyen d'accès à l'indépendance a été lancée, selon Charles Lancha, dès 1811. Elle aura duré huit années au cours desquelles l'armée républicaine a connu à la fois revers et victoires. Selon Charles Minguet et Annie Morvan, Bolivar a été présent à chaque étape de la lutte. D'abord comme commandant de « *la garnison de Puerto Cabello* »³¹⁹ placée sous les ordres du général Francisco Miranda jusqu'à la capitulation de ce dernier en août 1812. Ensuite en tant que *Libertador* du 15 juin 1813 au 15 juin 1814 où, à nouveau battu par les troupes royalistes, il s'exile à Carthagène des Indes, en Nouvelle Grenade, l'actuelle Colombie. Bolivar ne reprendra la lutte que trois années plus tard, en 1816. Que serait-il devenu entre temps ?

Selon Rafael Caldera, les différents échecs accompagnés d'années d'exils furent pour Bolivar l'occasion de réfléchir profondément sur la situation du continent.

*(...) Hace, écrit-il, un estudio de las causas que precipitaron la caída de la Primera república y una innovación al análisis de la realidad social de nuestros pueblos como base de toda organización futura.*³²⁰

C'est ainsi que depuis la chute de la Première république vénézuélienne (1812) jusqu'en 1816 date de la reprise des hostilités entre républicains et loyalistes, Simon

³¹⁸ M. H. Sanchez Barba, op. cit., p. 95.

³¹⁹ Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 27.

³²⁰ Rafael Caldera, *Bolívar siempre*, op. cit., p. 39.

Bolivar produit trois brillants textes qui contiennent toute sa philosophie en matière de lutte de libération et d'organisation sociale. Rafael Caldera cite :

*El manifiesto de Cartagena, la Carta de Jamaica, el Discurso de Angostura (...).*³²¹

Quelles leçons Bolivar aurait-il tiré de ses échecs pour élaborer un nouveau plan de bataille susceptible de donner à l'armée républicaine la victoire tant recherchée ?

La libération future de Caracas est partie sur un ensemble de constations que Simon Bolivar aurait tiré de ses multiples revers face à l'armée royaliste. Charles Lancha a relevé deux niveaux d'analyse : le politique et le social.

a- Au niveau politique

Au niveau politique, succinctement dit, il s'agit du désaccord des membres du Congrès vénézuélien sur l'attitude à adopter face au vide constitutionnel que, d'une part, l'absence du pouvoir légitime symbolisé par le corps du roi, prisonnier des envahisseurs français, crée. D'autre part, l'Espagne est convoitée par des pouvoirs sans légitimité : à Madrid, un roi imposé par les envahisseurs, Joseph Bonaparte ; au Sud, une Espagne de la résistance dont l'autorité est baffouée, passant d'un Conseil de régence à une Junte centrale réfugiée à Séville (1809), puis à Cadix (1810) ; et pour finir, à une assemblée des Cortés, qui vote en 1812 une constitution nettement libérale inspirée des principes français. Or, selon Pierre Vayssièrre, « *c'est pour combler cette carence du pouvoir que se réunissent en Amérique les premiers 'cabildos abiertos', prélude à la formation de 'juntas', de gouvernement qui, sur le modèle de la Junte centrale de Cadix, se proposent de gérer les affaires courantes.* »³²² Mais très tôt, le gouvernement provisoire de la Capitainerie générale de Caracas va se diviser entre opposants et partisans d'une rupture totale d'avec la mère patrie humiliée. Dans son discours qu'il prononce à la Société patriotique de Caracas, Bolivar évoque cette mésentente.

« Se discute en el Congreso Nacional lo que debiera estar decidido. ¿Y qué dicen? Que debemos comenzar por una confederación, como si todos

³²¹ Ibidem, p. 39.

³²² Pierre Vayssièrre, op. cit., p. 38-39.

*no estuviésemos confederados contra la tiranía extranjera. Que debemos atender a los resultados de la política de España. ¿Qué nos importa que España venda a Bonaparte sus esclavos o que los conserve, si estamos resueltos a ser libres? Esas dudas son tristes efectos de las antiguas cadenas.»*³²³

Cette attitude d'atermoiement et d'indécision, ce manque d'unité du corps politique dominée par la confusion des idées et l'incertitude des objectifs est ce qui entraîne la chute de la première république vénézuélienne, que pourtant, sous la pression de Bolivar et de ses compagnons de la Société patriotique, le Congrès finit par proclamer.

Un autre aspect du problème politique a été évoqué par Bolivar lui-même dans les multiples causes qu'il a énumérées pour justifier les échecs de l'armée de libération et la perte par deux fois, de l'indépendance du Venezuela. Il s'agit du système fédéral adopté par le Congrès vénézuélien comme forme de gouvernement de la nouvelle république. Dans le Manifeste de Carthagène, son premier grand texte politique dans lequel il explique pourquoi et comment la première République du Venezuela a perdu la guerre contre l'Espagne, il affirme :

*«El más consecuente error que cometió Venezuela al presentarse en el teatro político fue, sin contradicción, la fatal adopción que hizo el sistema tolerante ; sistema improbadado como débil e ineficaz, desde entonces, por todo el mundo sensato, y tenazmente sostenido hasta los últimos períodos, con una ceguera sin ejemplo.»*³²⁴

³²³ Simon Bolivar, « Discours prononcé à la Société patriotique de Caracas le 3 juillet 1811 », Compilación, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 7-8. « On discute au Congrès national ce qui devrait être décidé depuis longtemps. Et que dit-on ? Que nous devrions tout d'abord organiser une Confédération ? Comme si nous [créoles et fonctionnaires espagnols] n'étions pas tous confédérés dans la lutte contre la tyrannie étrangère ! Que nous devons attendre l'issue des affaires politique en Espagne ? Qu'importe que l'Espagne vende ses esclaves à Bonaparte ou qu'elle les conserve, puisque nous sommes résolus à être libres. Ces hésitations ne sont que le triste effet de nos anciennes chaînes. » Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 53.

³²⁴ Simon Bolivar, « Mémoire adressé aux citoyens de la Nouvelle Grenade par un citoyen de Caracas », Compilación, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 9. « La plus grave erreur que commit le Venezuela quand il apparut sur la scène politique, ce fut sans conteste d'adopter le régime fatal de la

Un peu plus loin dans le même texte, Bolivar précise ce qu'il entend par « régime fatal de la tolérance » quand il essaie de donner les raisons pour lesquelles le gouvernement du Venezuela s'est montré incapable de gérer la crise militaire et le chaos déclenchés par suite des affrontements entre partisans et opposants de l'indépendance.

*« Pero lo que debilitó más el Gobierno de Venezuela fue la forma federal que adoptó, siguiendo las máximas exageradas de los derechos del hombre, que autorizándolo para que se rija por sí mismo, rompe los pactos sociales y constituye a las naciones en anarquía. »*³²⁵

Qu'est-ce que le fédéralisme ? Pour quoi cette crainte effrénée du fédéralisme chez Bolivar ? Plusieurs théoriciens ont tenté d'expliquer ce qu'est le fédéralisme, ses principes, son mécanisme de fonctionnement etc. Bernard Barthalay³²⁶ qui est l'un d'entre eux n'a pas manqué de nommer quelques prédécesseurs entre autres Emmanuel Kant, Alexander Hamilton, James Madison, Pierre-Joseph Proudhon etc. Sur le site internet du Mouvement dénommé *Fédéralisme*³²⁷, apparaissent par ordre alphabétique les plus grands théoriciens de ce système politique. On retrouve les noms d'Alexander Hamilton, John Jay, Emmanuel Kant, James Madison, Montesquieu, Eddy Onix, Pierre-Joseph Proudhon, Denis de Rougemont, Altiero Spinelli et Alexis de Tocqueville.

Aux yeux des concepteurs de ce site, le fédéralisme est un système politique dans lequel le gouvernement central d'un Etat souverain partage avec des entités fédérées qui forment cet Etat, les diverses compétences constitutionnelles que sont le Législatif, le Judiciaire et l'Exécutif. C'est un modèle d'organisation politique dans lequel les activités du gouvernement sont divisées entre les gouvernements régionaux et un gouvernement central, de sorte que chaque type de gouvernement décide sur ses activités. Même s'ils

tolérance, système réprouvé depuis lors pour sa faiblesse et son inefficacité par tous les gens de bon sens et obstinément maintenu jusqu'au bout avec une cécité sans exemple.» Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 56.

³²⁵ Ibidem, p. 9. « Mais, affirme t-il, ce qui affaiblit plus encore le gouvernement du Venezuela, ce fut l'adoption du fédéralisme, système dérivé des formules abusives des droits de l'homme, qui, autorisant chacun à se gouverner soi-même, déchire les contrats sociaux et institue l'anarchie comme règle de la vie des nations ». Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 56.

³²⁶ Bernard Barthalay, *Le fédéralisme*, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 1981.

³²⁷ <http://federalisme.free.fr/page2.htm> visité le 19 mars 2008.

établissent une différence fondamentale entre ce qu'ils considèrent comme un « fédéralisme par association », c'est-à-dire un système fédéral formé d'après la réunion de plusieurs Etats qui admettent de se soumettre à une autorité supérieure commune, et, un « fédéralisme par ségrégation », qui serait un système formé à la suite de la dissociation d'un Etat antérieurement unitaire en plusieurs Etats qui admettent toutefois de se soumettre à une autorité supérieure commune, le Mouvement admet que la souveraineté au sein d'un Etat fédéral fait l'objet d'un partage non hiérarchisé entre un gouvernement central et ses gouvernements provinciaux.

Le partage de la souveraineté entre le gouvernement fédéral et ses gouvernements provinciaux comme caractéristique du système fédéral est aussi le point de vue que défend Bernard Barthalay lorsqu'il affirme que « (...) *dans l'Etat fédéral, la souveraineté est divisée* » et que « *La lutte politique ne se développe pas dans un seul cadre, pour un seul pouvoir. (...). Elle se développe dans le cadre fédéral et dans le cadre des Etats membres.* »³²⁸ Cette caractéristique est, chez lui, le principe constitutionnel qui fonde le régime fédéral. Bernard Barthalay se veut on ne peut plus clair :

*« Le principe constitutionnel qui fonde l'Etat fédéral est l'organisation d'une pluralité de gouvernements indépendants et coordonnés entre eux, de sorte que le gouvernement fédéral, compétent sur tout le territoire de la fédération, exerce les pouvoirs strictement indispensables pour garantir l'unité politique et économique, et les Etats fédérés, compétents chacun sur leur propre territoire, exercent les pouvoirs résiduels. »*³²⁹

Cela n'est pas le cas dans un régime unitaire qu'il nomme comme son contraire. Bernard Barthalay poursuit :

« Dans l'Etat national, la représentation souveraine est unitaire. La république est donc 'une et indivisible'. Cette république réduit à une pure forme la division des pouvoirs, qui constitue pourtant la garantie politique de liberté. Cette réduction (...) aboutit à confier à un même

³²⁸ Bernard Barthalay, op. cit., p. 14.

³²⁹ Ibidem, p. 38.

*centre de pouvoir non seulement l'armée, la défense, mais aussi l'école et la culture. »*³³⁰

Quelle application au Venezuela au temps de Bolivar? Bolivar s'est toujours montré haineux vis-à-vis de ce système qu'il juge impropre et inadapté pour les pays d'Amérique latine en général et particulièrement, pour le Venezuela. Pourquoi ce rejet systématique ? Le point de vue de Bolivar apparaît dans trois textes clés de ses nombreux discours, décrets et proclamations. Il s'agit du *Manifeste de Carthagène*, de la *Lettre adressé à un habitant de la Jamaïque* et du *Discours d'Angostura*.

Dans un premier temps, Bolivar reconnaît le fédéralisme comme un système parfait, le plus propre à assurer le bonheur de la société des hommes, tel qu'il le dit dans le manifeste de Carthagène.

*El sistema federal, bien que sea el más perfecto y más capaz de proporcionar la felicidad humana en sociedad (...).*³³¹

Son jugement est inspiré du succès que ce modèle connaît aux Etats-Unis.

*«Y según mi modo de ver, es un prodigio que su modelo en el Norte de América subsista tan prósperamente y no se trastorne al aspecto del primer embarazo o peligro. »*³³²

Un peu plus loin, voulant donner les raisons qui ont amené le Congrès vénézuélien à opter pour le fédéralisme, il met encore l'accent sur la prospérité dont jouissent les Nord-américains sous ce système « bienfaisant ».

³³⁰ Ibidem., p. 13-14.

³³¹ Simon Bolivar, « Mémoire adressé aux citoyens de la Nouvelle Grenade par un citoyen de Caracas », Compilación, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 12. « *Le fédéralisme est sans doute un système parfait, le plus propre à assumer le bonheur de la société des hommes* ». Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 59.

³³² Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Compilación, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 108. « *A mon avis, dit-il, c'est un prodige que le modèle en subsiste et prospère dans l'Amérique du Nord, et que le moindre embarras ou danger ne le renverse point* ». Trad. Cahier de l'Herne, op. cit., p. 246.

«Aquí cedieron nuestros legisladores al empeño inconsiderados de aquellos provinciales seducidos por el deslumbrante brillo de la felicidad del Pueblo Americano, pensando que las bendiciones de que goza son debidas exclusivamente a la forma de gobierno y no al carácter y costumbres de los ciudadanos. Y en efecto, el ejemplo de los Estados Unidos por su peregrina prosperidad era demasiado lisonjero para que no fuese seguido. ¿Quién puede resistir al atractivo victorioso del goce pleno y absoluto de la soberanía, de la independencia, de la libertad? ¿Quién puede resistir al amor que inspira un gobierno inteligente que liga a un mismo tiempo los derechos particulares a los derechos generales; que forma de la voluntad común la Ley Suprema de la voluntad individual? ¿Quién puede resistir al imperio de un gobierno bienhechor que con una mano hábil, activa, y poderosa dirige siempre, y en todas partes, todos sus resortes hacia la perfección social, que es el fin único de las instituciones humanas.»³³³

Selon Bolivar, aux Etats-Unis, ce système a bien marché parce que le peuple n'avait pas connu l'esclavage. Au contraire, il a été élevé dans l'esprit de lois qui lui ont inculqué dès ses débuts la notion de liberté, de sorte qu'il a pu cultiver les vertus politiques et avoir l'éducation morale nécessaire pour vivre sous de telles lois. C'est du moins l'argument qu'il donne dans le discours qu'il prononce devant le Congrès réuni à Angostura en 1819.

« (...) aquel pueblo es un modelo singular de virtudes políticas y de ilustración moral; no obstante que la libertad ha sido su cuña, se ha

³³³ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura » Compilation, Notas, Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 109. « Nos législateurs cédèrent à la pression inconsiderée des provinciaux, séduits par l'éclat éblouissant de l'admirable prospérité du peuple américain, et persuadés que les bénédictions dont il jouit sont dues exclusivement à la forme du gouvernement, et non au caractère et aux mœurs des citoyens. Et en effet, l'exemple des Etats-Unis était trop flatteur pour qu'il ne fût pas suivi. Qui saurait résister à l'amour qu'inspire le gouvernement intelligent qui concilie les droits particuliers et les droits généraux, et fait de la volonté commune la loi suprême de la volonté individuelle ? Qui saurait résister à l'empire du gouvernement bienfaisant qui, d'une main diligente, habile et puissante, tend constamment et en tous lieux toutes ses forces vers la perfection sociale, l'unique fin des institutions humaines ? ». Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 247.

criado en la libertad y se alimenta de pura libertad : lo diré todo, aunque bajo de muchos respetos, este pueblo es único en la historia del género humano, es un prodigio (...).»³³⁴

Ce qui n'est pas le cas des peuples de l'Amérique latine qui ont vécu des siècles durant sous le joug de la tyrannie étrangère. Bolivar l'affirme à juste titre :

«¡Cuán diferente era entre nosotros! Se nos vejaba con una conducta que además de privarnos de los derechos que nos correspondían, nos dejaba en una especie de infancia permanente con respecto a las transacciones públicas. (...) Estábamos como acabo de exponer, abstraídos, y digámoslo así, ausentes del universo en cuanto es relativo a la ciencia del gobierno y administración del estado.»³³⁵

Trois jougs ont été portés par les peuples d'Amérique latine pendant la période coloniale: ignorance, tyrannie et vice. Ces trois jougs ont fait naître trois plaies qui se perçoivent parmi l'intelligentsia créole. Elle n'avait « ni savoir », « ni pouvoir », « ni vertu ». Bolivar l'a amèrement constaté lorsque voulant exposer les maux qui minent la société coloniale, du point de vue politique, il dit :

³³⁴ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 108. « (...) cette nation [l'Amérique du Nord] offre un exemple singulier de vertus politiques et d'éducation morale, bien que la liberté se soit penchée sur son berceau, qu'elle l'ait élevée et nourrie, et, pour tout dire, bien que par maints aspects, ce peuple soit unique dans l'histoire du genre humain, c'est un prodige, je le répète (...). » Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 246.

³³⁵ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 63-64. « Notre situation était bien différente! On ne se bornait pas à nous priver de nos droits, on poussait notre asservissement jusqu'à nous laisser dans une sorte d'enfance, de minorité permanente, dans toutes les affaires publiques. (...). Comme je viens de l'exposer, nous étions abstraits de l'univers, nous en étions, pour ainsi dire, absents pour tout ce qui était de la science du gouvernement et l'administration de l'Etat. » Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 197-198.

*« Uncido el pueblo americano al triple yugo de la ignorancia, de la tiranía y del vicio, no hemos podido adquirir ni saber, ni poder, ni virtud. »*³³⁶

Toutes choses qui l'ont amené à penser de ses concitoyens que *«carecen de las virtudes políticas que caracterizan al verdadero republicano»*.³³⁷ De telle sorte que lorsque le temps vint pour eux de prendre le pouvoir, ce sont des codes étrangers, que sans discernement, ils se sont contentés de reproduire chez eux. Bolivar le dit:

*«Los códigos que consultaban nuestros magistrados no eran los que podían enseñarles la ciencia práctica del Gobierno, sino los que han formado ciertos buenos visionarios que, imaginándose repúblicas aéreas, han procurado alcanzar la perfección política, presuponiendo la perfectibilidad del linaje humano.»*³³⁸

Or les lois qu'on établit, à son avis, doivent tenir compte non seulement du milieu naturel du territoire dans lequel elles sont appliquées, mais aussi et surtout de la nature des peuples, de leurs us et coutumes. Il dit :

« ¿No dice el Espíritu de las Leyes que éstas deben ser propias para el pueblo que se hacen (...); que las leyes deben ser relativas a lo físico del país, al clima, a la calidad del terreno, a su situación, a su extensión, al género de vida de los pueblos; referirse al grado de libertad que la Constitución puede sufrir, a la religión de los habitantes, a sus

³³⁶ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Compilation, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 105. *« Le peuple américain, soumis au triple joug de l'ignorance, de la tyrannie et du vice, n'a pu acquérir ni savoir, ni pouvoir, ni vertu. »* Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 244.

³³⁷ Simon Bolivar, « Manifeste de Carthagène », Compilation, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 12. *« Il leur manque les vertus politiques qui caractérisent le vrai républicain ».* Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 185.

³³⁸ Simon Bolivar, « Manifeste de Carthagène », Compilation, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 9. *« [...] Nos magistrats ne consultaient pas les codes qui auraient pu leur enseigner la science pratique du gouvernement, mais certains ouvrages de braves illuminés, qui, bâtissant en l'air leur république, ont supposé la perfectibilité du genre humain et cherché la perfection en politique. »* Trad. Cahier de l'Herne, op. cit., p. 183-184.

*inclinaciones, a sus riquezas, a su número, a su comercio, a sus costumbres, a sus modales? ¿He aquí el Código que debíamos consultar (...). »*³³⁹

Par ailleurs, même si au fil du temps s'est constituée dans les colonies une intelligentsia locale à même de participer à la vie publique, la société américaine elle-même n'avait pas encore atteint la maturité morale nécessaire pour supporter les bienfaits d'un régime entièrement parlementaire. Bolivar affirme:

*« Nuestra Constitución Moral no tenía todavía la consistencia necesaria para recibir el beneficio de un gobierno completamente representativo, y tan sublime cuanto que podía ser adaptado a una República de Santos. »*³⁴⁰

En somme, à ses débuts d'indépendance, le Venezuela n'avait ni les lois, ni les institutions, ni les hommes encore moins le degré de maturité nécessaire pour vivre libre et heureux sous un régime réputé selon Bolivar pour sa faiblesse et sa capacité à plus désunir qu'à unir pour la libération nationale. Dans son Manifeste de Carthagène il montre comment le fédéralisme a rendu le gouvernement fédéral incapable de se faire respecter par ses provinces et les conséquences sur le plan militaire:

« Las primeras pruebas que dio nuestro gobierno de su insensata debilidad, las manifestó con la ciudad subalterna de Coro, que

³³⁹ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 108. « L'esprit des lois ne dit-il pas justement que les lois doivent être appropriées au peuple auquel elles sont destinées ? (...) Que les lois doivent tenir compte des conditions physiques du pays, de son climat, de sa situation, de son étendue, de la qualité des terres, du genre de vie des populations ? Qu'il faut considérer le degré de liberté que la Constituion peut supporter, la religion des habitants, leurs coutumes, leurs manières d'être ? Eh bien, voilà le code que nous devons consulter (...) ». Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 246.

³⁴⁰ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 109-110. « Nous n'étions pas préparés pour tant de bonheur (...). Notre moralité n'avait pas encore la consistance nécessaire pour supporter les bienfaits d'un régime entièrement parlementaire, et d'autant plus sublime qu'il était fait pour une république de saints. » Trad. Cahier de l'Herne, op. cit, p. 247.

denegándose a reconocer su legitimidad, la declaró insurgente, y la hostilizó como enemigo. La Junta Suprema, en Lugar de subyugar aquella indefensa ciudad, que estaba rendida con presentar nuestras fuerzas marítimas delante de su puerto, la dejó fortificar y tomar una aptitud tan respetable, que logró subyugar después la confederación entera, con casi igual facilidad que teníamos nosotros anteriormente para vencerla (...).»³⁴¹

Comment pouvait-il en être autrement ? Selon Bolivar, c'est le propre des régimes fédéraux d'autoriser chacun à se gouverner soi-même. « *Tal era el verdadero estado de la Confederación. Cada provincia se gobernaba independientemente; y a ejemplos de éstas, cada ciudad pretendía iguales facultades alegando la práctica de aquéllas, y la teoría de que todos los hombres y todos los pueblos gozan de la prerrogativa de instituir a su antojo el gobierno que los acomode.* »³⁴²

Un tel régime à ses yeux ne peut que conduire à l'anarchie, aux rivalités entre les provinces, à la désunion totale de la nation, en un mot, au bénéfice de ses ennemis, les Espagnols, désireux de la maintenir dans l'esclavage. C'est d'ailleurs le constat qu'il pose au sujet de Caracas. Voici ce qu'il dit pour justifier l'échec de 1812:

« La subdivisión de la provincia de Caracas, proyectada, discutida y sancionada por el Congreso federal, despertó y fomentó una enconada rivalidad en las ciudades y lugares subalternos, contra la capital; “la cual, decían los congresales ambiciosos de dominar en sus distritos, era la tirana de las ciudades y la sanguijuela del Estado”’. De este modo se

³⁴¹ Simon Bolivar, «Manifeste de Carthagène », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 9. « Notre gouvernement apporta la première preuve de sa faiblesse insensée, quand la ville de Coro, placée sous sa juridiction, refusa de le reconnaître, le déclara rebelle et commença les hostilités contre lui. Au lieu de maîtriser cette ville sans défense, qui se serait rendue pour peu que notre flotte se fût présentée devant le port, le Conseil suprême la laissa prendre des forces et devenir si redoutable qu'elle parvint à soumettre la Confédération tout entière, avec presque autant de facilité que nous aurions eue à la vaincre auparavant. » Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 56.

³⁴² Ibidem, p. 12. « Tel était l'état de la Confédération. Les provinces se gouvernaient en toute indépendance, et, à leur exemple, les villes prétendaient à des pouvoirs égaux, alléguant la pratique à la théorie selon laquelle les hommes et les peuples jouissent tous de la prérogative d'instituer à leur gré le gouvernement qui leur convient. » Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 59.

encendió el fuego de la guerra civil en Valencia, que nunca se logró apagar con la reducción de aquella ciudad; pues conservándolo encubierto, lo comunicó a las tropas limítrofes, a Coro y Maracaibo; y éstas entablaron comunicaciones con aquéllas, facilitaron, por este medio, la entrada de los españoles que trajo consigo la caída de Venezuela.»³⁴³

Sur le terrain des affrontements, Bolivar explique comment ce système adopté par les vénézuéliens a fortement contribué à diviser l'armée républicaine et, par conséquent, à la rendre inefficace. Nous citons deux textes :

Texte 1 :

« De aquí vino la oposición decidida a levantar tropas veteranas, disciplinadas y capaces de presentarse en el campo de batalla, ya instruidas, a defender la libertad con suceso y gloria. Por el contrario, se establecieron innumerables cuerpos de milicias indisciplinadas, que además de agotar las cajas del erario nacional.»³⁴⁴

Texte 2 :

« Observa V.S. que no teniendo en sus manos el poder soberano sobre esas provincias, se entorpece el curso de los negocios y no atiende V.S. a los embarazos que añade a la expedición de ellos la necesidad de que intervengan las disposiciones de muchos hombres a efecto de que se haga una sola cosa. Para intimar mis órdenes debo entenderlas,

³⁴³ Ibidem, p. 11. « Le projet de subdivision de la province de Caracas, discuté et voté par le Congrès Fédéral, éveilla et développa une rivalité acharnée entre les villes et les bourgs d'une part, et la capitale de l'autre. (...). C'est ainsi que s'alluma à Valencia la guerre civile, car le feu couva, se transmit aux villes voisines, Coro et Maracaïbo, puis elles s'entendirent toutes trois, permettant ainsi l'invasion des espagnols et, par suite, la chute du Venezuela. Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 58.

³⁴⁴ Ibidem, p. 10. « De là [de l'adoption du fédéralisme] vint aussi qu'on refusa obstinément à lever des troupes de vétérans, instruites, disciplinées, capables de paraître sur le champ de bataille et d'y défendre victorieusement la liberté. Par contre on créa d'innombrables milices indisciplinées dont les hautes soldes épuisèrent le trésor national. » Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 57.

comunicarlas, archivarlas. Esto que por sí tiene sus lentitudes, debía ser lo único y suficiente ; mas si es necesario que una y otra autoridad delibere sobre lo mismo, interprete y practique las más formalidades, se atrasan los momentos y no se ejecutan debidamente, o más bien jamás, las disposiciones necesarias a toda la nación, pues una de dos cosas: o deben obedecer las órdenes supremas y entonces otro soberano no es más que un rodeo, inconducente y lento; o puede desobedecerlas y modificarlas, y éstas destruidas la cooperación o disuelto el Estado.»³⁴⁵

C'est le même argument que Bolivar présente dans la lettre qu'il adresse au Président du Congrès de Nouvelle Grenade, Camillo Torres, quand il lui explique ses vues sur l'organisation politique du Venezuela.

« Bajo este concepto, permítame V.E. observarle que el rigor de las formas federales enerva y detiene la rapidez y fuerza que el gobierno debe tener, tanto para hacer marchar los ejércitos contra los enemigos, tanto para hacer cooperar sin réplica todos los habitantes, todos los pueblos, todas las provincias, como también para hallar pronto los recursos esenciales del dinero, y las negociaciones de armamentos, sin cuyos medios bien ve V.E. que nada se adelantaría ni ejecutaría. »³⁴⁶

Le gouvernement fédéral divisé et affaibli par le régime politique qui était censé assurer son autorité sur la région, l'armée divisée, l'anarchie ayant gagné les provinces, il n'est pas étonnant que la libération soit un fiasco total. Mais le manque d'unité politique

³⁴⁵ Ibidem, p. 24. « Votre excellence observe que, comme elle ne détient pas en main propre le pouvoir souverain sur cette province, l'expédition des affaires courantes est ralentie ; vous ne pouvez rien devant les obstacles qu'ajoute au règlement des affaires la nécessité où vous êtes d'obtenir l'accord de nombreux agents pour mener à bien une seule opération. Pour donner mes ordres, je dois les concevoir, les communiquer, les archiver. Et ce qui devait être la seule chose nécessaire et suffisante est soi bien lente. Mais s'il faut que toutes les autorités délibèrent l'une après l'autre sur la même affaire, interprètent et procèdent à toutes les formalités, alors les délais se prolongent, et les décisions nécessaires à la nation tout entière ne sont pas exécutées en temps voulu, voire même jamais. » Trad. Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., 70-71.

³⁴⁶ Simon Bolivar, « Lettre adressée au Président du Congrès de Nouvelle Grenade », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Pilar, op.cit., p. 27.

n'est pas la seule raison avancée pour justifier l'échec de la guerre de libération. Charles Lancha, John Lynch et Jacques Joset et Philippe Raxon ont aussi touché l'aspect social du problème.

b- Au niveau social

Selon Jacques Joset et Philippe Raxon, le problème social vénézuélien est la cause principale des échecs connus pendant la guerre de libération menée par l'armée républicaine. Jacques Joset et Philippe Raxon affirment :

*Ces révolutions de 1810, accomplies facilement en quelques semaines par des créoles enthousiastes, n'ont pas touché les masses.*³⁴⁷

Cet avis est partagé par Rafael Caldera pour qui l'échec de Bolivar est dû à sa vision de départ, très caractéristique de la vision de l'ensemble des créoles au sujet de la lutte de libération.³⁴⁸ Elle devait être un mouvement de libération des créoles, exclusivement, au bénéfice des créoles ayant longtemps convoité les postes des fonctionnaires Espagnols. « *La independencia es, pues, para Bolívar como para Bello, un movimiento criollo*, affirme t-il.»³⁴⁹ Corroborant ce point de vue, Parra Pérez souligne que «*Le Congrès de 1811 est une assemblée de républicains, mais de républicains blancs qui, nobles ou juristes, légifèrent pour eux-mêmes...*»³⁵⁰

Les créoles s'étaient jusque là souciés, pour l'essentiel de préserver leurs intérêts de classe. Il est vrai, comme le démontre John Lynch, que « *La Constitution vénézuélienne de 1811 était égalitaire, dans ce sens qu'elle abolissait tous les fueros et toutes les expressions légales de la discrimination socio-raciale.* »³⁵¹ Mais Charles Lancha souligne que tout en affirmant les principes de la souveraineté populaire, de la liberté, de l'égalité civile de tous les citoyens, tout en interdisant la traite, les créoles à qui il faut attribuer l'élaboration de ladite Constitution, maintinrent l'esclavage et se réservèrent le droit d'être

³⁴⁷ Jacques Joset, Philippe Raxon, op. cit., p. 12.

³⁴⁸ Rafael Caldera, op. cit., p. 49.

³⁴⁹ Ibidem.

³⁵⁰ Parra Pérez, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 35.

³⁵¹ John Lynch, "Bolívar réformateur", in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 261.

élus et d'exercer le pouvoir, en tant que propriétaires.³⁵² John Lynch ne le nie pas. Au contraire, il affirme :

*C'était une faiblesse politique aussi bien que morale.*³⁵³

C'est ainsi que quand le 14 mai 1812, dans un exceptionnel accès d'audace, le généralissime Miranda offrit la liberté aux esclaves qui rejoindraient l'armée républicaine et serviraient pendant dix ans, ce décret, selon Parra Pérez que Charles Lancha cite, suffit pour dresser contre lui et la République, la puissante caste des « hacendados ». A cette époque, poursuit Parra Pérez, « *il est significatif de voir Bolivar, en 1813, qualifier de 'bandits' les esclaves qui grossissaient les rangs de l'armée loyaliste.* »³⁵⁴ Les masses dont les révoltes antérieures constituèrent une menace pour l'aristocratie créole furent en quelque sorte les grands exclus du mouvement d'indépendance déclenché par ces derniers. Il n'est pas étonnant de les voir rallier les royalistes à qui, il donneront la victoire dans les différentes confrontations armées. C'est de cette façon que John Lynch pour sa part justifie la chute de la première et deuxième République vénézuélienne. Il affirme :

*« Les défaites de 1812 et 1814 furent dues, en partie, à l'habileté des royalistes à rallier les esclaves et les pardos (mulâtres) contre les républicains qu'ils identifiaient aux propriétaires terriens créoles possédant des esclaves. »*³⁵⁵

Ce problème, selon Charles Lancha, plus tard, Bolivar l'aurait très bien compris ainsi qu'il le dit :

« Bolivar a très bien perçu la cause principale de cet échec [le désastre militaire qui a entraîné l'effondrement de la première et la deuxième

³⁵² Charles Lancha, op. cit., p. 35.

³⁵³ John Lynch, op. cit., p. 261.

³⁵⁴ Parra Pérez, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 36.

³⁵⁵ John Lynch, op. cit., p. 261.

*République du Venezuela]: l'incapacité des patriotes de gagner le peuple à leur cause. A cette date, les masses continuent à être loyalistes. »*³⁵⁶

Bolívar a compris que le loyalisme des masses qu'ils (les créoles) méprisaient, n'était pas le fruit de plusieurs siècles de soumission, mais plutôt la politique conservatrice de l'élite créole durant les deux premières républiques qui est à rejeter. Dans une de ses proclamations datée du 6 mai 1814 que Charles Lancha cite, Bolívar critique cette politique d'exclusion:

*« Nos propres frères, unis par des siècles d'esclavage à nos tyrans, retardent Dieu sait pour combien de temps, l'époque de la liberté. L'armée a fait tout ce qu'elle pouvait : courageuse, disciplinée, inébranlable, partout elle a fait preuve d'intrépidité et de compétence. Il n'était pas en son pouvoir de réaliser le miracle de changer en un jour des habitudes immémoriales. »*³⁵⁷

Pour gagner la guerre, Bolívar a compris qu'il fallait se démarquer de la politique raciale jusque-là défendue par les créoles, pour « *fusionner les rébellions de créoles, de pardos et d'esclaves en un grand mouvement.* »³⁵⁸ En d'autres termes, d'unir en un seul faisceau, les aspirations communes des différentes classes sociales à la liberté et l'égalité. C'était à ses yeux l'essence même de la lutte de l'indépendance recherchée. Dans une lettre écrite à O'Leary que John Lynch cite, on peut lire ce propos de Bolívar sur l'égalité :

*L'égalité est indispensable là où prédomine l'inégalité physique.*³⁵⁹

La révolution devait corriger le déséquilibre imposé par la nature et le colonialisme. Selon Bolívar, que John Lynch cite, auparavant « *les blancs, par la vertu du talent, du mérite et de la fortune, monopolisaient tout. Les pardos, réduits à la plus humiliante*

³⁵⁶ Charles Lancha, op. cit., p. 35.

³⁵⁷ Simon Bolívar, « Proclamation du 16 mai 1824 », cité par Charles Lancha, op. cit., p. 35.

³⁵⁸ John Lynch, op. cit., p. 262 .

³⁵⁹ Bolívar à O'Leary, cité par John Lynch, op. cit., p. 262.

condition, n'avaient rien. »³⁶⁰ La lutte de libération devait leur octroyer tous les droits, tous les avantages. Pour gagner le peuple à la République, Bolivar va prendre, à partir de 1816, le contre-pied de toutes les mesures discriminatoires prises jusque là par les gouvernements créoles. Selon Charles Lancha, il s'en prend particulièrement à l'esclavage dans trois décrets du 2 juin, 6 juillet et 31 décembre 1816.

*« Dans le premier, il proclame la liberté de l'esclavage mais une abolition subordonnée à l'enrôlement des esclaves, âgés de 14 à 60 ans. Ceux qui ne s'enrôlaient pas restaient soumis à la servitude, ainsi que leurs femmes, enfants et parents. Le décret du 6 juillet va plus loin : il proclame la liberté totale sans condition. »*³⁶¹

Cette politique d'attraction des esclaves ne donna pas des effets immédiats au grand désespoir de Bolivar. Mais au bout de quelques mois elle correspondit à ses attentes. Ce qui a amené Charles Lancha à considérer les succès de l'armée républicaine comme une conséquence des décrets pris par Bolivar. Pour preuve, il cite le témoignage du chef expéditionnaire espagnol, le général Morillo, qui en 1817, signale à ses supérieurs que *« Bolívar a pris l'avantage grâce au renfort des esclaves. »*³⁶²

Mais les décrets contre l'esclavage ne sont pas les seules mesures prises par Bolivar pour s'assurer le soutien du peuple contre l'ennemi commun. Charles Minguet et Annie Morvan ont souligné le décret de « guerre à mort aux Espagnols » pris déjà en 1813, à Trujillo, pour unir le peuple autour de l'armée républicaine. Dans ce décret qu'ils ont reproduit, on peut lire l'appel que Bolivar lance à la fois aux Espagnols, aux cadres de l'armée, aux magistrats civils et à tous ceux qui avec ou sans armes peuvent embrasser la cause des patriotes :

« Tout Espagnol qui, dans le but de défendre notre juste cause, ne conspirera pas contre la tyrannie par les moyens les plus efficaces et les plus actifs, sera considéré comme un ennemi, puni comme un traître à la patrie, et en conséquence passé inexorablement par les armes. Tous

³⁶⁰ Ibidem, p. 262.

³⁶¹ Charles Lancha, op. cit., p. 36.

³⁶² Ibidem.

ceux, en revanche, avec ou sans leurs armes, rejoindront nos rangs, bénéficieront d'une grâce générale et absolue de même que ceux qui prêteront leur concours aux bons citoyens qui s'emploient à secouer le joug de la tyrannie. Seront maintenus dans leurs postes et dans leurs fonctions les cadres de l'armée et les magistrats civils qui reconnaîtront le gouvernement du Venezuela et se rallieront à nous. »³⁶³

2- La victoire de Boyaca, victoire de l'unité

L'analyse de Simon Bolivar sur les échecs répétés de l'armée républicaine à obtenir et préserver l'indépendance du Venezuela, le confirma très vite dans l'idée d'envisager nécessairement d'une façon globale l'émancipation. Dans le document connu sous le nom de « Manifeste de Carupano » écrit en juillet 1814 que Charles Minguet et Annie Morvan ont reproduit, Simon Bolivar confesse que ce sont les revers qu'il a essuyé qui lui ont ouvert les yeux sur le problème de l'indépendance. Voici ce qu'il dit :

« Les chutes nous ont enseigné où se trouvent les abîmes, et les naufrages où se trouvent les écueils. Nous avons tâtonné dans notre entreprise car nous étions aveugles. Les coups nous ont ouvert les yeux. Pourquoi la vue recouvrée et l'expérience acquise ne permettraient-elles pas d'écarter les dangers de la guerre et de la politique et d'atteindre la liberté et la gloire qui viendront en récompense de nos sacrifices. »³⁶⁴

Selon Charles Lancha, Bolivar considère que c'est pour ne pas avoir détruit les bases royalistes de Coro, Valencia et Maracaibo que les patriotes subirent des échecs. A partir de ces bases, l'offensive de la contre-révolution put se déployer. Charles Lancha s'appuie sur le manifeste dit de « Carthagène » adressé « aux citoyens de la Nouvelle Grenade » dans lequel Bolivar a trouvé refuge, pour justifier ses propos. Dans un passage que nous avons déjà cité dans ce Manifeste, Bolivar a montré que c'est à partir de Valence, Coro et Maracaibo dont la rébellion n'a pas été matée par le gouvernement fédéral de Caracas que la reconquête de la région par les Espagnols a été possible. Ces villes leur avaient servi de base arrière et leur avait fourni les hommes et les armes nécessaires à la

³⁶³ Simon Bolivar, « Décret de guerre à mort », cité par Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 67

³⁶⁴ Ibidem, p. 90.

reconquête. Il en tire la conclusion que les autorités de Bogota ne sauraient se désintéresser du sort du Venezuela et se doivent de contribuer à sa libération en s'unissant à ses indépendantistes. Elles éviteraient, par là même, que les Espagnols, depuis Caracas, ne compromettent l'indépendance de la Nouvelle Grenade, tel qu'il affirme :

« Appliquons à la nouvelle Grenade, l'exemple du Venezuela. Nous trouvons ce rapport : Coro est à Caracas ce que Caracas est à l'Amérique toute entière ; par suite, le danger que court cette contrée est en raison directe du rapport entre les deux villes. Car l'Espagne, maîtresse du territoire du Venezuela, peut aisément en tirer des hommes de troupe et des munitions de guerre et de bouche ; puis, après les avoir placées sous la conduite de chefs aguerris dans la lutte contre les grands maîtres de la guerre, les Français, elle jettera ses nouvelles armées sur l'Amérique du Sud, des provinces de Barinas à ses derniers confins. »

Par ailleurs, pour Bolivar, les Américains avaient une même cause et la défense de cette celle-ci devait être unitaire. Dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, reproduit par les auteurs du *Cahier de l'Herne*, il affirme :

« Je dis (...) que ce qui peut nous mettre à même de chasser les Espagnols et de fonder un Etat libre, c'est l'union, sûrement l'union. Mais cette union ne tombera pas du ciel par un prodige ; elle ne peut être que le fruit d'une action efficace et d'efforts bien dirigés »³⁶⁵

C'est pour cette raison qu'avant de reprendre la lutte en 1817, Bolivar s'est attelé, *« à réunir sous un commandement unique les chefs insurgés qui menaient chacun de son côté et dans des secteurs isolés la lutte contre l'Espagne (Arismendi, Bermudez, Valdés, Paéz, etc. »*³⁶⁶ De l'avis de Charles Minguet et Annie Morvan dont le texte a permis d'isoler la citation suscitée, c'est justement cette politique d'unité qui a permis à Bolivar de remporter une grande victoire à Boyaca. La victoire qui permet de libérer la Nouvelle Grenade et de fonder la République de Grande Colombie.³⁶⁷ C'est aussi la position

³⁶⁵ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 205-206.

³⁶⁶ Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 32.

³⁶⁷ Ibidem, p. 33.

défendue par Charles Lancha tant en ce qui concerne le rétablissement de la République du Venezuela que la création de la Grande Colombie. Voici ce qu'il dit :

*« Notons que son appel [à l'unité] aux Grenadins fut entendu, ce qui permit la 'Campagne admirable' de 1813 et le rétablissement de la République au Venezuela. Quelques années plus tard, par la victoire de Boyacá, Bolívar restaure l'indépendance de la Nouvelle Grenade. Ces relations privilégiées entre les deux nations aboutissent à la création de la Colombie, le 17 décembre 1819. »*³⁶⁸

II- Aperçu général de La lutte pour l'indépendance en Afrique

En 1958, le révérend père Joseph Bouchaud qui a vécu pendant longtemps au milieu des africains, faisait le constat suivant :

*« C'est un fait incontestable que parmi tous les problèmes qui se posent à la conscience des africains, celui qui les passionne le plus et qu'ils expriment avec le plus de véhémence, c'est le problème politique. Non qu'ils perdent de vue leurs problèmes économiques et sociaux, mais ceux-ci mêmes leur semblent conditionnés par le problème politique, et la solution de ce problème est un mot : indépendance »*³⁶⁹

Bien qu'après la seconde guerre mondiale l'indépendance constitue la préoccupation première des leaders nationalistes africains, la lutte de libération en Afrique n'a pas commencé en même temps dans toutes les colonies. Des historiens comme Henri Grimal, Denise Bouche ont avancé plusieurs raisons pour justifier cette léthargie chez les colonisés africains. Entre autres, ils observent une différence dans les pratiques coloniales. Selon qu'ils soient d'origine française, britannique, belge ou portugaise, les systèmes coloniaux ont été inventés puis appliqués en fonction de l'évolution sur le terrain et au mieux des intérêts de la métropole. C'est le cas par exemple de la politique coloniale anglaise. Henri Grimal a bien relevé cette différence d'application :

³⁶⁸ Charles Lancha, op. cit., p. 38.

³⁶⁹ Joseph Bouchaud, *L'Eglise en Afrique noire*, Paris, Mame, 1958, p. 99.

« La doctrine classique anglaise en matière d'administration coloniale consistait, on l'a vu, à ériger les colonies de la Couronne en unités séparées avec leurs propres finances et leur législature. Elles étaient bien engagées dans un processus d'évolution qui, par étapes, les conduisaient vers le self government et l'établissement d'institutions calquées sur celles de la Grande Bretagne. Cette évolution était, en 1939, terminée par les colonies blanches, en cours à Ceylan, à peine ébauchée en Afrique. »³⁷⁰

L'idée de la Couronne britannique de conduire ses colonies progressivement vers le *self government*, c'est-à-dire, l'autonomie politique, si en ce qui concerne le continent africain n'avait pas connu un début de commencement dans la pratique, Henri Grimal fait remarquer que chez d'autres puissances européennes, elle n'existait pas.

L'idée de faire de ces territoires des Etats ou des nations, dit-il, ne les effleurait même pas³⁷¹

Cette idée est aussi avancée par N.V. Chien en critique à la politique coloniale française.

« Avant la deuxième Guerre mondiale, la France n'eût jamais l'intention d'accorder, même à long terme, une autonomie à une colonie. Même dans la Conférence de Brazaville du 30 janvier au 8 février 1944, dont le but était d'abandonner la doctrine d'« assimilation » d'avant-guerre et d'adopter une « association plus étroite » entre la France et ses colonies, en récompense des services que les pays africains « ont rendu à la nation pendant la guerre actuelle », le droit à l'autonomie a été écarté. »³⁷²

Quand on regarde à quelle date les colonies françaises en Afrique noire ont obtenu leur indépendance (1960) tout porte à croire que chez ces « évolués » ou chez ces

³⁷⁰ Henri Grimal, op. cit., p. 223.

³⁷¹ Ibidem, p. 223.

³⁷² Nguyen Van Chien, op. cit., p. 69.

« intellectuels » l'esprit nationaliste était émoussé. En ce sens, Nkrumah a raison quand il dit:

« It is my deep conviction that all peoples wish to be free, and that the desire for freedom is rooted in the soul of every one of us. A people long subjected to foreign domination, however, do not always find it easy to translate that wish into action. Under arbitrary rule, people are apt to become lethargic; their senses are dulled. Fear becomes the dominant force in their lives; fear of breaking the law, fear of the punitive measures which might result from an unsuccessful attempt to break loose from their shackles. Those who lead the struggle for freedom must break through this apathy and fear. They must give active expression to the universal longing to be free. They must strengthen the peoples' faith in themselves, and encourage them to take part in freedom struggle. Above all, they must declare their aims openly and unmistakably, and organize the people towards the achievement of their goal of self-government»³⁷³

N. V. Chien a repéré et classé en quatre degrés, les réactions que des « évolués » opprimés, même nourris de sentiments de rancune et d'envie contre l'opprimeur peuvent avoir :

« 1. L'acceptation active suppose de servir les buts de la société coloniale, en raison des avantages (matériels et de prestige) accordés par cette dernière, même en desservant de manière grave les intérêts de la majeure partie de la société colonisée. Elle implique, à la limite, une

³⁷³ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 50. « Je suis profondément convaincu que tous les peuples désirent être libres et que ce désir est enraciné dans l'âme de chacun de nous. Toutefois, un peuple qui a été longtemps occupé ne trouve pas toujours facile de mettre ce désir en action. Sous l'arbitraire, l'homme tend à tomber en léthargie ; ses sens s'émoussent ; la peur devient la force dominante de sa vie : peur de transgresser la loi, peur de mesures punitives qui pourraient résulter d'une tentative avortée pour sortir de la servitude. Ceux qui mènent la lutte pour la liberté doivent vaincre cette apathie et cette peur. Ils doivent donner une forme active au besoin général de liberté. Ils doivent renforcer la foi du peuple en soi-même, l'encourager à entrer dans la lutte pour la liberté. Par-dessus tout, ils doivent dire clairement et ouvertement quel est leur but, et préparer le peuple à arracher son indépendance. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 71.

attitude de collaboration, en donnant à ce mot le sens spécial qu'il prît lors de la dernière guerre.

« 2. L'acceptation passive correspond au comportement qui caractérise le colonisé typique. Ce comportement reste celui d'une personnalité qui a pu opérer le transfert de dépendance observé par O. Mannoni qui se satisfait du paternalisme colonial et, en échange, fait preuve de loyalisme. Il n'est pas durable et ne résiste guère à l'évolution, selon les termes des auteurs...

« 3. L'opposition que l'on peut dire passive, dans la mesure où elle reste essentiellement défensive et indirecte, est la plus fréquente. Elle régit certains comportements que les anthropologues ont décrits à propos d'études d'acculturation, sous le signe de l'anxiété, et du désajustement socio-psychologique, et certains des conflits internes présentés comme spécifiques de l'homme marginal...

« 4. L'opposition active s'attaque directement à la dépendance coloniale, dans certains de ses aspects ou dans sa totalité. »³⁷⁴

C'est donc la façon dont les personnes ressentent et expriment leur aversion contre le colonialisme qui détermine les méthodes d'action politique ou mode d'accession à l'indépendance. Selon Elikia M'Bokolo, les historiens ont tendance à opposer deux modèles d'accession à l'indépendance : l'« indépendance conquise » et l'« indépendance octroyée » auxquels lui-même substitue les termes d'« indépendance négociée » (le Sénégal serait pour lui un bon exemple) et d'« indépendance acquise », sur le modèle américain de la fin du XVIII^e siècle. L'exemple dans ce cas aux yeux de E. M'Bokolo serait le Ghana de Kwame Nkrumah.³⁷⁵

En raison de ces particularismes, aussi pour éviter les amalgames, l'historiographie africaine aborde l'indépendance au cas par cas. Cela nous conforte dans notre position à

³⁷⁴ N.V. Chien, op. cit., p. 59.

³⁷⁵ Elikia M'Bokolo, *Afrique Noire, histoire et civilisations XIX-XXe siècle*, Tome II, Paris, Hatier, 1992, p. 487.

vouloir nous limiter au cas unique de la Gold Coast, notre objectif étant de voir comment Kwame Nkrumah qui a conduit cette colonie britannique à l'indépendance a réussi à relever au plan national le pari de l'unité qu'il recherche pour les Africains. Par ailleurs, Nkrumah n'a pas réussi comme il le désirait, à enclencher le processus à un niveau régional à cause des réticences des Africains de formation française. Marianne Cornevin l'a relevé dans son *Histoire de l'Afrique contemporaine*.

« Contrairement à George Padmore qui méprise profondément les Africains de formation française et n'a pas cherché à les contacter, Nkrumah envisage l'Afrique occidentale dans son ensemble et non pas seulement dans les quatre territoires de la British West Africa. Dans ce but, il se rend à Paris et rencontre les députés africains : Senghor, Lamine Gueye, Houphouët-Boigny, Apithy, etc... Ce dernier prêche, semble-t-il, une oreille plus attentive que ses collègues au projet d'une Union des républiques socialistes ouest-africaines et aux thèses soutenues dans *The New African* : Liquidation complète du système colonial, indépendance complète pour toute l'Afrique occidentale. Il n'importe : les députés africains à Paris ne se sentent guère d'atomes crochus ni avec les hommes ni avec les théories politiques du Congrès de Manchester ; en 1947, un deuxième voyage de Nkrumah à Paris n'entraînera pas plus d'adhésions. »³⁷⁶

Cela dit, examinons à présent l'action de Nkrumah en Gold Coast.

A- Recherche de l'unité dans la lutte pour l'indépendance de la Gold Coast

En postulant qu'« En 1930, le Docteur J.B. Danquah évoque pour la première fois le droit des Africains à s'administrer d'eux-mêmes »³⁷⁷ Jacques Arnault montre que le nationalisme avait déjà pris racine en Gold Coast avant l'arrivée de Kwame Nkrumah en décembre 1947. Cependant, Marianne Cornevin signale qu'« En 1945, contrairement à la Nigeria, aucune opposition ne se manifeste en Gold coast. »³⁷⁸ Il s'agit bien entendu d'une

³⁷⁶ Marianne Cornevin, op. cit., p. 110.

³⁷⁷ Jacques Arnault, *Du colonialisme au socialisme*, Paris, Editions Sociales, 1966, p. 85.

³⁷⁸ Marianne Cornevin, op. cit., p. 68.

opposition politique, active, bien structurée. David Rooney souligne à ce sujet qu'en Gold Coast, jusqu'à ce que Nkrumah viennent prendre le mouvement nationaliste en main, il n'y avait qu'une opposition nationaliste de façade.

« Il n'y a cependant alors dans le pays que deux formations politiques nationalistes, virtuellement moribondes, toutes deux handicapées par les oppositions ethniques entre les Akans et les Gas. Les animateurs de ces deux partis – la Ligue des peuples de la côte de l'Or (Gold Coast Peoples League) et le Parti national de la Côte de l'Or (Gold Coast National Party) – sont des avocats et de riches négociants, mais ils manquent totalement de dynamisme et de charisme et les réunions qu'ils organisent sont peu suivies. »³⁷⁹

Mais avec la Seconde Guerre mondiale, une grande prise de conscience politique se produit dans le pays. Les Africains se penchent sérieusement sur les problèmes politiques et économiques qu'ils vivent au quotidien dans leur patrie. N.V. Chien à ce propos écrit :

« Le Noir compare son salaire à celui du Blanc... Il était évident que du moment où se constituait la classe des évolués... ces derniers allaient faire des comparaisons en matière de rémunération, surtout quand ils effectuèrent un travail assuré auparavant par un Blanc... La différence du salaire n'est pas la seule, car elle en entraîne d'autres : il s'y ajoute la différence dans les logements et les taux des allocations familiales, la différence de standard de vie. Tout ceci a amené lentement un état d'esprit fait de rancune et d'envie. Jour après jour, des évolués employés ou ouvriers spécialisés se sont demandés comment sortir de cette situation »³⁸⁰

Marianne Cornevin ne dit pas le contraire sur la situation en Gold Coast, en 1947.

³⁷⁹ David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 31.

³⁸⁰ N. V. Chien, op. cit., p. 58.

*« Il existe donc en 1947 en Gold Coast, plus que dans n'importe quel autre pays d'Afrique noire, une masse de mécontents, toute prête à accepter une formulation politique de ses revendications économiques. C'est cette masse encore amorphe que va éveiller Kwame Nkrumah (...) »*³⁸¹

Kwame Nkrumah retrouve la Gold Coast le 16 décembre 1947 pour répondre à l'invitation du Dr J. B. Danquah à assumer le secrétariat général de l'United Gold Coast Convention (U.G.C.C), afin de mener la lutte de libération nationale.³⁸² Selon Marianne Cornevin, George Grant, un des plus riches hommes d'affaires de Gold Coast et J. B. Danquah, ont fondé l'U.G.C.C en août 1945, *« essentiellement pour canaliser le mouvement d'opinion qui n'a cessé de s'affirmer depuis la mise en application de la constitution Burns. »*³⁸³ Le slogan du parti était *« Autonomie dans les plus brefs délais »*³⁸⁴ Pour Nkrumah le panafricaniste, l'U.G.C.C est né *« en vue d'assurer par tout moyen légitime et constitutionnel la passation des pouvoirs au peuple et aux chefs coutumiers dans le plus bref délai. »*³⁸⁵ Sa conception du parti politique détermine l'orientation de sa mission au secrétariat de l'U.G.C.C et aussi le mobil de son divorce d'avec les fondateurs.

Quand Nkrumah prend ses fonctions à la tête de l'U.G.C.C, il se rend compte qu'il y a problème. Elikia M'Bokolo, Lansiné Kaba et Henri Grimal ont respectivement traduit les préoccupations de Nkrumah selon deux niveaux. Au niveau politique, l'U.G.C.C, la seule force politique véritable en Gold Coast ne *« représentait que l'élite des professions libérales, des commerçants et des enseignants anglicisés et apparaissait comme un mouvement conservateur dans ses objectifs et modéré dans ses méthodes. »*³⁸⁶ N'ayant aucun lien avec la masse, ce n'était donc pas un parti d'unité nationale. En outre, *« dans les discussions, il [Nkrumah] réalise que les leaders de l'U.G.C.C ne s'intéressent pas à tout*

³⁸¹ Marianne Cornevin, op. cit., p. 172.

³⁸² Entendre par United Gold Coast Convention, Convention unie de Gold Coast.

³⁸³ Marianne Cornevin, op. cit., p. 171.

³⁸⁴ Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXe siècle, le continent convoité*, Paris, Seuil, 1985, p. 141.

³⁸⁵ Kwame Nkrumah, *Ghana, autobiographie de Kwame Nkrumah*, cité par F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 89.

³⁸⁶ Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXe siècle, le continent convoité*, op. cit., p. 141.

*le Gold Coast, mais seulement à la zone côtière et à l'Assanti, au centre. D'ailleurs, seules deux branches de l'association fonctionnent. »*³⁸⁷

Au niveau social, il y avait un fort contraste entre les secteurs urbain et rural et entre les chrétiens et les musulmans. A cela s'ajoute une opposition encore plus forte entre les détenteurs du pouvoir (les chefs traditionnels et l'élite intellectuelle) et les sujets (le peuple). Voici le tableau qu'Henri Grimal a dressé :

*« A l'intérieur des frontières purement artificielles se trouvaient quatre régions ethniquement et administrativement individualisées (la colonie proprement dite au sud, l'Ashanti, les territoires du Nord, le Togo). A cela s'ajoutaient les différenciations religieuses (Animistes, Chrétiens, Musulmans) et économiques (grands propriétaires féodaux, bourgeoisie rurale de producteurs de cacao, bourgeoisie urbaine de commerçants et des professions libérales, prolétariat des villes et des régions minières. Enfin, l'évolution récente accusait l'opposition entre deux mondes, celui des traditionalistes, de tendance aristocratique, celui des partis modernes, de tendance démocratique.»*³⁸⁸

De part son expérience panafricaniste, Nkrumah sait que la libération est une œuvre collective. Il sait que le succès d'un parti politique repose sur la façon dont il est organisé et le lien d'unité qu'il entretient avec le reste du peuple. Dans son autobiographie, il donne le but d'un parti de libération nationale et comment atteindre ce but:

*« Le mouvement a pour but la liberté et l'indépendance. Ce but ne peut être atteint qu'en fonction de l'éducation et de l'organisation politique des masses coloniales. C'est pourquoi les ouvriers ainsi que les professionnels, doivent faire cause commune (...). »*³⁸⁹

Plus tard, voulant justifier les succès du C.C.P., son propre parti, il affirme que c'est grâce à sa bonne organisation et à son union avec la masse.

³⁸⁷ Lansiné Kaba, op. cit., p. 66.

³⁸⁸ Henri Grimal, op. cit., p. 227.

³⁸⁹ Kwame Nkrumah, *Ghana, autobiographie de Kwame Nkrumah*, cité par F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 82.

*« Looking back, and trying to determine the reasons for the successful outcome of our struggle for freedom, one factor stands out above all others, namely, the strength of a well-organized political party, representative of the broad mass of the people. »*³⁹⁰

Un parti politique bien organisé, uni avec tous les membres de la société coloniale sans exclusion aucune, est, justement, la recommandation faite par les participants du Congrès de Manchester aux leaders des mouvements de libération pour que la lutte connaisse un succès. Nkrumah qui a participé à la rédaction des textes finals applique cette théorie à l'U.G.C.C. dans sa lutte pour l'indépendance de la Gold Coast. Marianne Cornevin estime qu'en six mois de mandat Nkrumah réussit à transformer l'U.G.C.C. en un parti d'unité nationale, en établissant dans toute la colonie *« 500 sections locales du parti (...) »*³⁹¹ Cependant cette attitude est mal vue par les fondateurs du parti qui finissent par le remercier. C'est de cette façon qu'Henri Grimal explique la rupture de Kwame Nkrumah d'avec l'U.G.C.C.

*« (...) la condition indispensable pour que le mouvement fut efficace était d'en faire un parti de masse. L'action qu'il entreprit dans ce sens le brouilla avec Danquah. La rupture fut totale lorsque Nkrumah rendu responsable de l'arrestation des membres du comité exécutif de son parti pour avoir favorisé les émeutes du 28 février contre les négociants européens. »*³⁹²

Elikia Mbokolo a donné une autre explication. Selon lui Nkrumah a délibérément claqué la porte pour *« fonder un parti qui collât davantage aux réalités sociales et aux aspirations de la colonie »* après *« les grèves et les graves troubles de 1948 »*³⁹³

³⁹⁰ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 54. *« Quand je jette un regard en arrière et m'interroge sur les raisons de notre succès, je vois un facteur dominer tous les autres, à savoir la force d'un parti politique bien organisé représentant la masse du peuple »*. Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 75.

³⁹¹ Marianne Cornevin, op. cit., p. 172.

³⁹² Henri Grimal, op. cit., p. 228-229.

³⁹³ Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXe siècle, le continent convoité*, op. cit., p. 141.

Ce point de vue est en partie validé par le témoignage même de Nkrumah qui dit être parti de lui-même. Mais Nkrumah explique autrement les raisons de ce départ.

« They [les fondateurs de l'U.G.C.C.] did not understand the new mood of the people, the growing nationalism and the revolt against economic hardship. Thinking that their lofty assertions were enough to win adherents to their ranks, they made little effort to come into close contact with the masses in the way that I had done in my early days as secretary of the U.G.C.C., and as continued through my years of leadership of the C.P.P. As a matter of fact, when the leaders of the U.G.C.C. discovered that I had spearheaded a mass movement, they recoiled in fright. That was something they had not bargained for. They had wanted me to build up movement whose ranks would not question their self-assumed right to political leadership, but would nevertheless provide a solid enough base for them to pose as the national champions in pressing for constitutional change. It was when the leaders of the U.G.C.C. demanded I get rid of the mass following I had build up, that I withdrew from their secretariat, and formed the Convention People's Party. Unwilling to come down to the masses, whom they scorned as flotsam and jetsam, it was not surprising that those leaders failed to make headway with the ordinary people, and were constantly reject by them. »³⁹⁴

³⁹⁴ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 54. « Ils ne comprenaient pas le changement d'esprit qui s'était produit dans le peuple, la montée du nationalisme ni la révolte contre les difficultés économiques. Pensant que leurs prétentieuses affirmations suffiraient à leur gagner des adhérents, ils faisaient peu d'efforts pour entrer en contact avec les masses comme je l'avais fait, à mes débuts, en tant que secrétaire de l'U.G.C.C. et continuai à le faire durant les années où je dirigeai le C.P.P. En fait, quand les chefs de l'U.G.C.C. découvrirent que j'avais lancé un mouvement de masse, ils reculèrent épouvantés. C'était quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu. Ils voulaient que j'édifie un mouvement dont les membres ne mettraient pas en question le droit, qu'ils s'étaient attribués eux-mêmes, de diriger la politique, mais constitueraient néanmoins une base assez solide pour leur permettre de se présenter comme les champions de la nation dans l'effort vers un changement constitutionnel. C'est quand les chefs de l'U.G.C.C. exigèrent que je me débarrasse de la masse qui suivait et que j'avais attirée, que je me retirai du secrétariat et formai le C.P.P. Peu soucieux de descendre chez les masses, qu'ils accablaient de leur mépris, il n'est pas surprenant qu'ils ne soient pas parvenus à se faire suivre d'elles

Comme il le dit, la raison essentielle de son divorce avec l'U.G.C.C. est liée à la conception que chaque camp se fait du parti politique. Pour Nkrumah, un vrai parti politique, c'est un parti d'unité nationale composé non seulement d'hommes de lois et membres d'autres professions conservatrices, l'aristocratie de la Gold Coast, mais aussi des couches défavorisées de la société coloniale, c'est-à-dire le bas peuple, la masse. Chez Nkrumah, la Gold Coast, c'est la somme de toutes les sensibilités sociales, ethniques et religieuses et non une ou deux seulement. C'est pour la liberté et l'unité de ces sensibilités dans un territoire libéré du colonialisme et unifié que la lutte de libération est engagée. Toute autre conception n'est que vanité et poursuite du vent. On comprend par là pourquoi il ne pouvait s'entendre avec la direction du parti qui cultivait le tribalisme et le régionalisme.

Lansiné Kaba a développé un autre point de vue sur la rupture entre Kwame Nkrumah et l'U.G.C.C. Pour lui, la séparation serait partie d'une dissension entre la direction du parti et sa ligue de jeunesse au sujet de la constitution qui devait modifier le paysage administratif pour l'adapter aux nouvelles réalités, et conduire progressivement la Gold Coast à l'auto-détermination. Lansiné Kaba note que dans le comité constitutionnel de quarante membres nommé par le gouverneur Creasy et dirigé par le juge africain Henly Coussey, à part « *les chefs, les intellectuels, les riches hommes d'affaires et les grands fonctionnaires (...) les syndicalistes, les cadres moyens et les travailleurs ne sont pas représentés.* » Nkrumah lui-même n'est pas compté parmi les membres de l'UG.C.C. présents lors des travaux. Les dirigeants de l'U.G.C.C. lui reprochent « *ses discours, ses prises de position, et ses fantasmes. Ils n'arrivent pas à expliquer que leur secrétaire général fonde des organes de presse à leur insu. Pire, ils ont du mal à comprendre que leur employé soutient, avec ses propres fonds, les élèves et les instituteurs qui ont été renvoyés à la suite des manifestations de mars 1948. Non seulement il paie les enseignements, mais encore, il maintient tout le monde dans une école nommée « Ghana College. Pour eux, c'est le signe de la trahison. Ils targuent Nkrumah de « communiste », parce qu'il emploie souvent le mot « camarade » dans ses correspondances et ses salutations !* »³⁹⁵

et aient été constamment rejetés par elles. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 75-76.

³⁹⁵ Lansiné Kaba, op. cit., p. 68-69.

La Ligue de la jeunesse de l'U.G.C.C exprime son mécontentement contre la direction du parti sur l'exclusion des organisations de la société civile au sein de la commission Coussey ainsi que du contenu de la constitution qui ne semble pas exiger « l'autodétermination dès maintenant », ce qu'elle réclame. Lansiné Kaba souligne que la crise a éclaté en l'absence de Nkrumah, en visite en Côte d'Ivoire et en Guinée. Cependant, une fois au fait de la situation, son premier acte a été de maintenir l'unité du parti. Lansiné Kaba affirme:

« Il ne souhaite ni morceler le mouvement nationaliste naissant ni claquer la porte. Le champ du nationalisme est suffisamment vaste pour permettre la coexistence des différents courants, pense t-il. Il craint aussi la capacité de l'administration coloniale de diviser afin de régner. Pragmatique, il souhaite que les dirigeants de l'UGCC comprennent les besoins de l'heure et collaborent avec les nouvelles couches sur la base d'un programme nationaliste sans ambiguïté. »³⁹⁶

Mais devant les réticences de la direction du parti et le refus de la commission Coussey de considérer l'idée d'une autonomie immédiate, les jeunes, maintenant nombreux et actifs, rompent avec l'U.G.C.C entraînant avec eux Kwame Nkrumah devenu leur idole.

En somme, chez Lansiné Kaba, c'est le problème de l'unité impossible entre les dirigeants de l'U.G.C.C et les organisations qui leurs sont affiliées sur un programme nationaliste sans ambiguïté, auquel s'ajoute l'échec de Nkrumah à faire accepter à ses employeurs l'unité comme socle de la lutte de libération qui l'a obligé à mettre fin à ses fonctions. Parti de l'U.G.C.C, Nkrumah va créer son propre parti pour continuer la lutte de libération.

B- Création d'un mouvement d'unité nationale : le C.C.P.

Le C.P.P. est le parti créé par Kwame Nkrumah immédiatement après sa séparation d'avec l'U.G.C.C. en juin 1949. Le slogan de ce nouveau parti est « *Self-Government*

³⁹⁶ Ibidem, p. 69.

Now»³⁹⁷, c'est-à-dire « l'autonomie tout de suite ». Pourquoi Nkrumah a-t-il créé le C.P.P. ?

De son point de vue, si les Africains veulent extirper le colonialisme du continent, il faut que chaque Africain prenne conscience de son rôle dans la lutte. La liberté implique un effort inlassable de la part de tous les intéressés. C'est ce qu'il dit dans *Africa must unite*.

*Freedom involves the untiring efforts of every one engaged in the struggle for it.*³⁹⁸

Les intéressés en référence à la Gold Coast, c'est la population toute couche confondue, sans distinction de classe, d'ethnie et de religion qui, sous l'effet de la misère que le colonialisme a engendrée cherche les moyens de se libérer. Sans doute « (...) *the desire for freedom is rooted in the soul of every one of us* »³⁹⁹, c'est-à-dire le désir de liberté est imprimé dans l'âme de chaque homme et dans la conscience de chaque peuple. Mais le peuple dominé a-t-il les moyens d'exprimer concrètement un tel désir ? « *Jusqu'alors affirme Lansiné Kaba, les populations exprimaient leur mécontentement à travers des coalitions individuelles ou des manifestations spontanées, sans programme à long terme, sans structure et sans idéologie précise.* »⁴⁰⁰ Les élites et les leaders doivent aider un tel peuple à avoir confiance en lui-même et à lutter pour sa libération. Pour cela il faut un mouvement bien organisé.

« The essential forger of the political revolution is a strong, well-organized, broadly based political party, knit together by a programme

³⁹⁷ Marianne Cornevin, op. cit., p. 173.

³⁹⁸ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 56. « *La liberté implique un effort inlassable de la part de tous les intéressés.* » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 77.

³⁹⁹ Ibidem, p. 50.

⁴⁰⁰ Lansiné Kaba, op. cit., p. 70-71.

that is accepted by all the members, who also submit themselves to the party's discipline.”⁴⁰¹

Le succès de toute politique établie en vue de résoudre la question coloniale de quelque nature que ce soit, dépend d'une bonne organisation. L'organisation, la discipline et l'unité, chez Nkrumah, sont ce qui « *décide de tout* »⁴⁰² Voilà pourquoi il a créé le C.C.P.

Mais cela n'est pas tout. Nkrumah donne une autre raison pour laquelle il a été amené à créer le C.P.P. Dans les causes qui ont entraîné sa séparation d'avec l'U.G.C.C., Nkrumah mentionne un élément important : la masse. Voici ce qu'il dit dans ce texte que nous avons déjà cité :

*« As a matter of fact, when the leaders of the U.G.C.C. discovered that I had spearheaded a mass movement, they recoiled in fright. That was something they had not bargained for. »*⁴⁰³

Pour comprendre l'assentiment des dirigeants de l'U.G.C.C. vis à vis de la masse il nous faut savoir ce que c'est, ce qu'elle représente. Elikia M'Bokolo présente la masse ou encore « *verandah boys* », comme étant « *le sous prolétariat des villes* ». Elle est composée pour l'essentiel, d'« *instituteurs, employés et petits fonctionnaires, épiciers, et hommes d'affaires malheureux.* »⁴⁰⁴ Lansiné Kaba pour sa part parle de « *voyous* », d'« *étrangers* » qui « *sèment la pagaille dans le pays ga.* »⁴⁰⁵ Ce sont en fait, les marginalisés du système colonial, les rebuts de la société coloniale en quelque sorte, en

⁴⁰¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 50. « *Le facteur capital de la révolution politique est un parti fort, bien organisé, ayant une base large, soudé par un programme qu'acceptent tous les membres, lesquels doivent se soumettre à la discipline du parti.* » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 71.

⁴⁰² Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 76.

⁴⁰³ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 54. « *En fait, quand les chefs de l'U.G.C.C. découvrirent que j'avais lancé un mouvement de masse, ils reculèrent épouvantés. C'était quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu.* » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 75.

⁴⁰⁴ Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXe siècle, le continent convoité*, op. cit., p. 141.

⁴⁰⁵ Lansiné Kaba, op. cit., p. 72. Nous soulignons que le « *ga* » est la langue parlée à Accra et ses banlieues. Selon Lansiné Kaba, les dirigeants de l'U.G.C.C. considèrent comme étant étrangers (Nkrumah par exemple) tous ceux qui ne sont pas natifs de la région.

majorité analphabète et sans emploi. David Rooney ne se trompe pas quand il considère ces marginalisés qu'il appelle « jeunes gens », comme un nouveau « groupe social » appelé certainement à jouer un rôle grandissant.

« Ils ont créé depuis déjà des années des groupes de discussions et de débats et ils ne cachent pas leur mécontentement. Ils sont très critiques envers les chefs et le régime colonial, le système de l'administration indirecte leur ôtant toute chance de s'affirmer puisqu'il favorise les structures traditionnelles et fige la situation »⁴⁰⁶

Dans leur effort vers un changement constitutionnel, les leaders de l'U.G.C.C n'ont envisagé aucune action avec la masse, cette couche de la population dont les intérêts ne semblaient pas coïncider avec les leurs.

Dans la philosophie politique de Nkrumah notamment sur la lutte de libération, les masses ont une place importante. Cela tient au fait que dans son apprentissage politique il avait appris des chinois que la force des masses organisées était invincible. Voici ce qu'il dit à ce sujet:

« In the early years of the C.P.P., and frequently since, I urged members to follow the advice of the Chinese:

Go to the people

Live among them

Learn from them

Love them

Serve them

Plan with them

⁴⁰⁶ David Rooney, op. cit., p. 37.

Start with what they know

Build on what they have.

This would be my advice to members of any nationalist and progressive Party. (...) The strength of organized masses is invincible. ...”⁴⁰⁷

Par ailleurs, dans les conclusions des travaux de Manchester, il a été recommandé aux leaders nationalistes des peuples coloniaux de mener la lutte de concert avec la masse. K. Afary-Gyan a souligné l'influence de ces résolutions dans l'action politique de Kwame Nkrumah, non sans avoir dégagé les points concernés.

« We find four of the conclusions that emerged from the Manchester meeting to be significant in view of Nkrumah's later activities. They are as follows:

- a. Colonialism could be eradicated only through the concerted action of the colonial peoples themselves;*
- b. The job of ending colonialism could not be done by a few intellectuals alone, but through a mass movement and the creation of institutions responsive to the needs of the people;*
- c. Pan-Africanism should be seen as an independent ideological system, a counterpoint to capitalism and communism;*
- d. Peaceful civil disobedience in the form of strikes and boycotts should be used in the struggle against colonialism. Violence was not be used unless circumstances made it be the only viable option.”⁴⁰⁸*

⁴⁰⁷ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 54-55. “Pendant les premières années du C.P.P., et souvent depuis, j'ai invité ses membres à suivre le conseil des chinois: Va au peuple, vis dans son sein, apprends de lui, aime-le, sers-le, prépare avec lui, commence par ce qu'il sait, construit sur ce qu'il a. c'est ce que je conseillerais aux membres de n'importe quel parti nationaliste progressiste. (...). La force des masses organisées est invincible. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 76.

En somme, l'organisation d'un parti politique dont la masse constituerait l'épine dorsale, chez Nkrumah, n'est pas le fait du hasard. Elle est le fruit de son apprentissage politique à l'étranger. Nkrumah crée le C.P.P. pour obtenir un parti bien organisé, uni à la masse, uni avec toutes les composantes de la société coloniale en d'autres termes, avec lesquelles il pourra mener la lutte de libération nationale. Cela dit, le C.P.P. est-il un mouvement d'unité nationale ? Nous savons que la recherche de l'unité d'une part, entre la direction de l'U.G.C.C. et les associations qui lui sont affiliées et d'autre part entre le Parti et la masse jusque là ignorée, a été le motif de la brouille entre Nkrumah et les fondateurs de l'U.G.C.C. ainsi que de son départ du parti. Il serait anormal que le parti qu'il crée juste après ne satisfasse pas à cette exigence très en vue chez lui. Il convient néanmoins d'examiner de plus près la question pour éliminer tous les doutes à ce sujet.

C- Le C.P.P., un parti d'unité nationale ?

Au moment où le C.P.P. voyait le jour, il existait au sein de la société coloniale un malaise profond entre Européens et Africains au sujet de la situation économique du pays. Marianne Cornevin évoque à titre d'exemple, le boycott des produits d'importation suscité par un chef de quartier, Nii Kwabena Bonne, le 26 février 1948 et trois jours plus tard, la marche de protestation des anciens combattants contre la cherté de la vie, à la base de l'émeute d'Accra, après que deux manifestants aient été tués par la police. Plus tard, le fossé s'est creusé entre l'aristocratie chargée de réclamer l'indépendance et le peuple, au sujet de la constitution Coussey qui devait justement préparer la Gold Coast à l'autodétermination. Selon Henri Grimal, c'est « *l'exclusion de ceux des classes populaires et des nationalistes radicaux* »⁴⁰⁹ du comité de rédaction de la constitution Coussey qui est à la base de ce nouveau schisme. Kwame Nkrumah a donné une autre raison à ce divorce. Sans que ses propos soient une remise en cause du point de vue d'Henri Grimal, Nkrumah parle plutôt de « *mépris* »⁴¹⁰ de la classe politique à l'endroit du Peuple qu'elle prétend représenter et défendre les intérêts. Or sans le Peuple, selon lui, on ne peut rien faire de bon. Par ailleurs, dans sa conception du parti politique, c'est une organisation qui rassemble toutes les sensibilités de la société sans exclusion aucune. L'U.G.C.C. en

⁴⁰⁸ K. Afari-Gyan, « Nkrumah's Ideology », in *The life and work of Kwame Nkrumah*, Papers of a Symposium Organised by the Institute of African Studies University of Legon-Ghana, Accra, Sedco Publishing Limited, 1991, p. 166.

⁴⁰⁹ Henri Grimal, op. cit., p. 230.

⁴¹⁰ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 76.

prenant ses distances vis-à-vis de la masse faisait preuve de myopie politique. Par conséquent elle devenait inapte à libérer la Gold Coast. C'est en tout cas ce que pense Lansiné Kaba lorsqu'il dit :

« A proprement parler, l'U.G.C.C. et les organisations similaires ne méritent pas le nom de « partis », mais plutôt celui de « mouvements » qui viennent et disparaissent au fil des événements. C'est une carence. »⁴¹¹

Quand Nkrumah décide de créer le C.P.P., il décide de le faire au nom de tout le Peuple et pour tout le Peuple colonisé de la Gold Coast.

« Au nom de la Ligue, au nom des chefs, du peuple, des membres de la Convention [l'U.G.C.C.], des syndicats, de nos vaillants anciens combattants, de toute la jeunesse du pays, de l'homme de la rue, de nos enfants nés et à naître, du nouveau Ghana à créer, du Sergent Adjetey et de ses camarades tombés au carrefour de Christianborg pendant les émeutes de février, et au nom de Dieu le Tout-Puissant, et de l'humanité. »⁴¹²

On le voit, personne, ni aucune sensibilité à l'exception des Blancs, n'est oublié dans l'acte fondateur du C.P.P. Nkrumah est soucieux du présent et du futur de la Gold Coast. Ce futur, c'est le Ghana à créer, c'est-à-dire un territoire où le Blanc ne sera plus le maître pour décider au nom de l'Africain, ce qui est bien pour lui ; un havre de paix où le développement amorcé par des dirigeants Africains profite aux intérêts des Africains et non à ceux d'une nation lointaine. Mais Nkrumah est conscient que ce futur ne peut se faire sans la mobilisation totale de toutes les forces vives de la colonie. A ses yeux, c'est même la condition sine qua non. A cet effet K. Afary-Gyan affirme:

⁴¹¹ Lanciné Kaba, op. cit., p. 71.

⁴¹² Ibidem, p. 70.

« Nkrumah was firm in his belief that national unity is essential for stability and purpose development »⁴¹³

Le premier acte pour toucher le Peuple, c'est de le réconcilier avec lui-même, puis de l'unir sous une seule tête. Le C.P.P. en ce sens est l'expression de la quête d'unité nationale que Nkrumah cherche pour mener le combat de libération. C'est ce que K. Afari-Gyan dit au sujet de Nkrumah et du C.P.P. quand il écrit :

« According to him, the party embraced 'all the progressive elements in our community' and was 'the uniting force that guides and pilots the nation. ... Its supremacy cannot be challenged. He believed that Ghana's fortunes were irretrievably bound up with those of the party: hence 'the Convention People's Party is Ghana and Ghana is the Convention People's Party' »⁴¹⁴

La création du C. P. P au nom du Peuple n'est pas le seul argument qui a été présenté pour montrer que le nouveau parti se veut un parti d'unité nationale. Pour que les membres du parti ne se démarquent pas de ce but, Nkrumah inscrit l'unité au cœur du texte fondateur du parti. Voici ce qu'on lit dans son statut:

« *CONSTITUTION OF THE CONVENTION PEOPLE PARTY*
(C.P.P.)

(...)

PART ONE

(...)

AIMS AND OBJECTS

NATIONAL

*(I) To fight relentlessly to achieve and maintain independence for people of Ghana
(Gold Coast) and their chiefs.*

(II)(...)

⁴¹³ K. Afari-Gyan, op. cit., p. 173.

⁴¹⁴ Ibidem, p. 173.

(III) *To secure and maintain the complete unity of the people Colony, Ashanti, Northern Territories and Trans-Volta/Togo-land regions. (...)»⁴¹⁵*

Lansiné Kaba a repris pour son compte les termes du statut du C.P.P. en le présentant comme le programme qui guide Nkrumah et son parti dans la réalisation des autres étapes de leur combat. Voici le résumé qu'il a donné :

« Le parti rejette le tribalisme, le régionalisme et le sectarisme. Le programme porte sur les six points suivants : 1) se battre pour l'autonomie immédiate ; 2) supprimer toutes les formes d'oppression et établir un gouvernement démocratique ; 3) renforcer l'unité entre les chefs et le peuple (...) ; 6) promouvoir, par tous les moyens nécessaires, l'unité en Afrique de l'Ouest.»⁴¹⁶

Cependant, Lansiné Kaba note qu'avant d'engager le C.P.P. dans la lutte contre le colonialisme, Nkrumah fait subir à ses membres le texte de l'unité. Il les envoie semer partout dans la colonie la graine de la solidarité et de l'unité. Lansiné Kaba décrit l'action particulière des femmes du parti:

« Elles s'engagent à fond dans l'action politique. Marchandes de légumes, ou vendeuses de tissus ou simples ménagères (...), elles se mettent à la disposition du parti comme secrétaires à la propagande et porte-étendant pour la solidarité et l'unité. Le parti devient ainsi un mouvement national. »⁴¹⁷

Pour s'assurer que son appel à l'unité nationale a du succès auprès des populations au nom desquelles le C.P.P. a été fondé, Nkrumah convoque une conférence à Accra le 20 novembre 1949. Marianne Cornevin rapporte que la conférence « *convoquée par Nkrumah groupe à Accra plus de 80000 personnes, représentant plus de cinquante organisations syndicales, coopératives, culturelles, féminines ou de jeunesse.* »⁴¹⁸

⁴¹⁵ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. 58.

⁴¹⁶ Lansiné Kaba, op. cit., p. 71.

⁴¹⁷ Ibidem, p. 72.

⁴¹⁸ Marianne Cornevin, op. cit., p. 173.

Pour l'époque, il est clair que c'est un succès. Cela conforte Nkrumah et le C.P.P. comme parti d'unité nationale ? Pour Nkrumah il n'y a aucun doute. D'ailleurs, selon Lansiné Kaba, il n'hésite pas à appeler la conférence : « *Assemblée constituante des représentants du peuple du Ghana* ». ⁴¹⁹ Néanmoins, il est bon de noter que sur la liste des participants de la conférence, les chefs et les dirigeants de l'U.G.C.C. ne sont pas inscrits. Pour corroborer ce point de vue, il suffit de lire l'observation que Lansiné Kaba a faite au sujet de la conférence :

De partout et de toutes les couches sociales, viennent des délégués, à l'exception des chefs, de l'Association pour le droit des indigènes et de l'UGCC qui s'abstiennent, avec mépris. ⁴²⁰

On comprend par là que si l'U.G.C.C. et les organisations qui lui sont affiliées sont restés en marge de cet événement, ils constituent contre le C.P.P. une force d'opposition politique avec un programme différent. De ce point de vue, le combat pour la libération devient pour Nkrumah, le combat pour l'indépendance dans l'unité.

D- Le C.P.P. et la lutte pour l'indépendance dans l'unité

La lutte du C.P.P. pour l'indépendance de la Gold Coast a été largement et diversement abordée par les historiens (Marianne Cornevin, Henri Grimal, Elikia M'Bokolo, Lansiné Kaba, F. Chindji-Koulevu notamment) qui ont traité la question de la décolonisation dans cette colonie Britannique. C'est ainsi que F. Chindji-Koulevu par exemple s'est intéressé particulièrement à la méthode de lutte employée par Nkrumah et son parti à chaque étape de son action. Il a parlé de *l'action positive*, méthode de lutte non-violente inspirée de Gandhi, lancée dès les premiers moments de la lutte, en 1947, jusqu'en 1951 où, avec le C. P. P., il accède au poste de chef du gouvernement après l'éclatante victoire de son parti aux élections législatives de février 1951. Chindji-Koulevu a insisté sur *l'action tactique* employée de 1951 à 1957, parce que devenu premier ministre, il a fallu que Nkrumah coopère avec les britanniques pour hâter l'indépendance. Marianne Cornevin et Henri Grimal ont de leur côté mis l'accent sur les clivages sociaux qui sont apparus depuis qu'une frange de la population, sentant ses intérêts menacés par la réforme

⁴¹⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 73.

⁴²⁰ Ibidem, p. 73.

constitutionnelle de 1949, est entrée en dissidence avec les chefs et l'élite locale. Ce point si peu abordé par F. Chindji-Koulevu est à notre avis le point le plus important dans la lutte de Nkrumah contre le colonialisme en Gold Coast. En effet, ce sont ces clivages sociaux qui de 1951 à 1957, menaçant l'unité nationale tant recherchée par Nkrumah, lui demande plus de sacrifice pour prouver sa foi dans l'unité. Henri Grimal fait bien de dire que « *Cette dernière étape ne fut pas la plus aisée à franchir.* »⁴²¹ Car malgré la victoire de son parti et sa nomination au poste de premier ministre, les divisions ethniques, tribales, religieuses subsistaient. Le clivage social qui s'était affiché depuis la rédaction de la constitution Coussey en octobre 1949 et sa promulgation en décembre 1950, s'était même accentué en 1954, au lendemain des législatives (le C.P.P. avait remporté les élections avec 71 sièges sur 104), entre l'U.G.C.C. partisans de l'ordre traditionnel et le C.P.P. défendant des thèses plus démocratiques.

Une opposition conservatrice s'organisa à partir de 1954, regroupant dans des partis souvent régionalistes (Parti des peuples du Nord, Association musulmane, etc.) les chefs, les planteurs et les intellectuels.

422

Henri Grimal a donné les raisons de cette agitation et l'objectif recherché :

« Rester les sujets de l'Angleterre leur semblait (à l'opposition) infiniment préférable à l'obligation d'obéir à un self-government destiné à tomber en des mains populaires. Exploitant les rivalités ethniques dont le souvenir subsistait, ils animaient des gouvernements régionaux : le Northern People's Congress (12 députés), le Mouvement de Libération nationale (libération qui ne visait pas les anglais), des partis religieux traditionalistes (Moslem Association Party) ou des groupes tribaux que leurs particularismes mettaient en désaccord avec l'unitarisme du C.P.P. Cette opposition des particularismes entretenait l'agitation en vue

⁴²¹ Henri Grimal, op. cit., p. 232.

⁴²² Elikia M'Bokolo, op. cit., p. 142.

d'inciter les anglais à retarder l'indépendance et à introduire un caractère fédérale dans la constitution du futur Etat »⁴²³

Il s'agit d'un problème politique sur la nature du régime qui devait conduire les destinées du futur Ghana. L'opinion de l'opposition repose sur une intention de séparatisme contre la volonté du premier ministre, Kwame Nkrumah, d'assurer l'unité de la nation et sa tranquillité. Henri Grimal a essayé d'apporter une explication à l'attitude de l'opposition.⁴²⁴ Pour lui, elle est la résultante du système administratif mis en place par les Anglais lors de leur installation en Gold Coast. De quoi s'agit-il ?

L'implantation des institutions de la métropole dans les pays colonisés s'est faite dans les régions d'Afrique Occidentale selon le système dénommé *indirect rule*. Cette politique reposait sur l'opinion que les institutions indigènes étaient susceptibles d'assurer la stabilité et donc il ne fallait pas les détruire. Il répondait aussi à l'objectif immédiat de maintenir la vie sociale et l'activité économique ancienne. Henri Grimal note :

« Effectivement, dans toutes leurs colonies, les Anglais se hâtèrent d'appeler à partager les responsabilités avec les éléments de la population qu'ils jugeaient aptes à cette tâche. Ils placèrent auprès des gouverneurs un organisme à caractère de plus en plus représentatifs, destiné à devenir un petit parlement local. C'était la voie de l'autonomie. »⁴²⁵

Ainsi le haut-commissaire ou gouverneur, détenteur suprême du pouvoir au nom de la Couronne, l'exerçait par l'intermédiaire des *Natives Authorities*, c'est-à-dire les chefs traditionnels. Contrôlés très discrètement par des fonctionnaires britanniques dont en apparence le rôle était de simples conseillers, les chefs obtenaient l'obéissance du peuple à l'autorité étrangère en s'occupant de légiférer, de faire appliquer les lois, de lever les impôts et de rendre la justice. Mais comme le dit Henri Grimal :

⁴²³ Henri Grimal, op. cit., p. 232.

⁴²⁴ Par opposition, nous entendons tous les mouvements politiques, formels ou informels, organisés ou non qui ont lutté contre le C. P. P.

⁴²⁵ Henri Grimal, op. cit., p. 53.

« (...) il était difficile de concilier la mise en valeur des pays africains pour le plus grand profit à la fois des autochtones et de la puissance colonisatrice (...) si l'on maintenait les habitants dans les structures villageoises immuables ; laisser l'exercice de l'autorité entre les mains de chefs, gardiens supposés de traditions séculaires, intéressés à maintenir inchangés un état des choses dont ils étaient les principaux bénéficiaires, constituait un obstacle sérieux à l'évolution de ces pays vers la civilisation moderne. »⁴²⁶

Marianne Cornevin s'est voulue on ne peut plus précise sur la façon dont la Gold Coast était administrée :

« (...) l'union politique de l'Ashanti et de la 'colonie' date seulement de 1946, que le South Togoland a eu un conseil territorial distinct de la 'colonie' seulement en 1949, et que les Northern Territories ont eu une véritable 'existence politique' seulement à partir des élections de 1954 »⁴²⁷

En d'autres termes, jusqu'en 1954, les anglais avaient érigé la Gold Coast en unités tribales séparées, avec leurs propres économies et leur législature. Henri Grimal donne la description suivante :

« A l'intérieur des frontières purement artificielles se trouvaient quatre régions ethniquement et administrativement individualisées (la colonie proprement dite au sud, l'Ashanti, les territoires du Nord, le Togo). A cela s'ajoutaient les différenciations religieuses (Animistes, Chrétiens, Musulmans) et économiques (grands propriétaires féodaux, bourgeoisie rurale de producteurs de cacao, bourgeoisie urbaine de commerçants et des professions libérales, prolétariat des villes et des régions minières. Enfin, l'évolution récente accusaient l'opposition entre deux mondes,

⁴²⁶ Ibidem, p. 59.

⁴²⁷ Marianne Cornevin, op ; cit., p. 177.

celui des traditionalistes, de tendance aristocratique, celui des partis modernes, de tendance démocratique.»⁴²⁸

Dans cette situation, il n'est pas étonnant qu'aux conceptions centralisatrices de Kwame Nkrumah se heurtent le point de vue des tenants du régionalisme. Selon Henri Grimal, Kwame Nkrumah en avait conscience, voici ce qu'il dit :

« Si dans cette lutte pour arriver à l'indépendance et au statut de nation nous tolérons la formation de partis politiques sur la base régionale, religieuse ou raciale, nous sèmerons par là les germes de la destruction nationale »⁴²⁹

Pour montrer à l'opposition que le C.P.P. dans la lutte pour l'indépendance recherche l'intérêt de toutes les régions de la colonie, que ce n'est que grâce à l'organisation collective et à l'établissement d'un rapport de force avec des revendications communes que la balance penchera du côté des colonisés, Nkrumah forme un gouvernement d'union nationale. Lassiné Kaba rapporte :

(...) en plus de ses cinq coéquipiers du C.P.P, Nkrumah choisit deux autres ministres, l'un de la région ashanti et l'autre du Nord, et un président de l'assemblée qui appartiennent à d'autres organisations.⁴³⁰

Néanmoins, en dépit des efforts inlassables qu'il fit pour s'assurer sa coopération et l'union politique contre le pouvoir colonial, l'opposition campa sur ses vues fédéralistes. Quelle était sa demande? Nkrumah répond:

« They demanded the virtual secession of Ashanti, the Northen Region, and what was formerly British Togoland, from the sphere of central

⁴²⁸ Henri Grimal, op. cit., p. 227.

⁴²⁹ Ibidem, p. 232.

⁴³⁰ Lansiné Kaba, op. cit., p. 79.

Ghanaian authority. It was not their first attempt to cut off the nose and the ears of the motherland in order to spite the face of the C.P.P. »⁴³¹

Ce qui selon Nkrumah était du goût des Anglais.

*« The British negotiators of our constitution were more amenable to the federal aspirations of the Opposition than to the C.P.P. which represented the wishes of the majority of the people. »*⁴³²

Nkrumah était contre une constitution de type fédéral pour le futur Ghana. Il considère le fédéralisme comme une forme de désunion sociale, un système qui limite l'autorité de l'Etat et l'action du gouvernement central sur l'ensemble du territoire. Ce qui n'est pas fait pour assurer la tranquillité et le progrès économique au niveau national. Pour justifier son aversion contre ce système, Nkrumah donne quelques exemples du tort qu'il peut causer s'il devait servir à administrer le futur Ghana à construire.

*« In communications, for instance, the Government might decide on a trunk road that would pass through several Regions. Opposition by the Regional Assembly of one affected Region could hold up the project indefinitely. As part of its national health scheme, the Government might determine the sites on which hospitals and clinics should be built. The Regional Assemblies could object to and obstruct these plans, in keeping with their constitutional authority over the regional health and medical services (...). Extend this to education, public work, housing, agricultural and industrial development... »*⁴³³

⁴³¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 71. « Il demandèrent que le nord, ou Ashanti, et ce qui avait été le Togo britannique, se séparent pratiquement de l'autorité centrale du Ghana. Ce n'était pas la première fois qu'ils tentaient de mutiler la Patrie pour faire pièce au C. P. P. ». Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 93.

⁴³² Ibidem, p. 62. « Les négociateurs anglais de notre constitution comprenaient mieux les aspirations fédérales de l'opposition que le point de vue du C. P. P. qui correspondait aux désirs de la majorité ». Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, p. 83.

⁴³³ Ibidem, p. 62-63. « Prenons l'exemple des communications ; le gouvernement décide qu'une grande route passera par telles et telles régions : l'opposition de l'Assemblée régionale de l'une d'elles peut

A partir de ces exemples il devait conclure:

« (...) and it can be accepted that the central Government would have been in the position of possessing merely token sovereignty. Our hands and feet would be virtually bound the moment we attempted to govern »⁴³⁴

Les propos de Nkrumah sont compréhensibles quand on s'en tient au fait que selon lui, son premier devoir en tant que premier ministre est d'assurer l'unité de la nation et sa tranquillité, de sorte à pouvoir remplir le devoir qu'il a de la conduire à son indépendance et à son progrès. Pour cela, le futur Ghana ne peut abandonner son avenir entre les mains d'Assemblées locales hésitantes, retardataires et ayant le goût de l'obstruction. C'est en tout cas l'argument qu'il avance pour justifier son choix, l'adoption du centralisme comme forme de gouvernement pour le Ghana à venir. Mais l'opposition et les Anglais ne sont pas de cet avis.

« A new country needs to initiate central activities nation-wide planning fitting the required activities of each Region into the over-all programme. It cannot allow the programme to be held up by dilatory or backward or obstructive Regional Assembly (...). We suggested this to the British during our constitutional negotiations, but they insisted on the creation of Regional Assemblies with powers wide enough to impinge on those of the central Government, and with tight safeguards making modification virtually impossible. »⁴³⁵

empêcher indéfiniment le projet de passer. Dans le cadre de son plan national de santé, le gouvernement détermine les lieux où seront construits des hôpitaux et des cliniques : les Assemblées régionales font objection à ces plans et les empêchent de passer en vertu de leur autorité constitutionnelle sur les services régionaux de santé. (...). Qu'on étende cela à l'enseignement, à la fonction publique, au logement, au progrès agricole et industriel (...). Kwame Nkrumah, L'Afrique doit s'unir, Trad. Charles L. Patterson, p. 83-84.

⁴³⁴ Ibidem, p. 62. *“(..) et l'on admettra que le gouvernement central n'eût joui que d'un semblant de souveraineté. Dès que nous aurions tenté de gouverner, nos mains et nos pieds auraient été liés ».* Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, p. 84.

⁴³⁵ Ibidem, p. 64. *“Un pays neuf doit établir pour tout le territoire un plan central dans lequel vienne s'insérer l'activité de chaque région. Il ne peut abandonner ce plan à une Assemblée locale hésitante,*

En somme, face au mouvement unitaire de Nkrumah et de son parti, le C. P. P., apparaissent plusieurs courants centrifuges. Le problème de l'unité nationale devient brûlant au moment des négociations sur les modalités de l'indépendance. Elle sera à l'origine des troubles politiques qui enflammeront la Gold Coast trois ans après la nomination de Kwame Nkrumah au poste de « *leader of Government business* »⁴³⁶, titre qui sera transformé après un an, en celui de Premier ministre. Lansiné Kaba à ce sujet affirme :

« De 1954 à 1956, des affrontements éclatent entre les formations politiques au centre, au nord et dans l'ancien Togo britannique. L'opposition veut empêcher Nkrumah de mener des discussions avec Londres sur les modalités de l'indépendance. »⁴³⁷

Pour Nkrumah, cette attitude est incompréhensible. Elle est contraire à la conception qu'il a d'un parti d'opposition. Quelle est l'interprétation que Nkrumah donne au mot 'opposition' ?

Pour Nkrumah, au niveau politique, il y a deux façons de s'opposer à un gouvernement central. S'opposer soit pour construire soit pour détruire. S'opposer pour construire est la mission que s'assigne tout parti politique sérieux, raisonnable. Car, « *A serious, well-intentioned opposition keeps a government alive to its responsibilities, guarantees extreme care in the preparation and formulation of programmes, and underlines the need for sponsors of legislation to be able to justify their proposals.* »⁴³⁸ Entendre par ces propos, qu'une opposition sérieuse, ayant de bonnes intentions, oblige un gouvernement à garder le sens de ses responsabilités, garantit un soin extrême dans la préparation et la formulation des programmes et souligne le besoin qu'ont les auteurs de la législation de pouvoir justifier ce qu'ils savent.

retardataire ou ayant le goût de l'obstruction. (...). Nous avons suggéré cela aux Anglais pendant les négociations sur la Constitution, mais ils insistèrent sur la création d'Assemblées régionales, ayant des pouvoirs suffisants pour empiéter sur les droits du gouvernement central, et des garanties méticuleuses rendant toute modification pratiquement impossible". Source: Ibidem, p. 86

⁴³⁶ Marianne Cornevin, op. cit., p. 174.

⁴³⁷ Lansiné Kaba, op. cit., p. 83.

⁴³⁸ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 68.

Autrement dit, chez Nkrumah, Opposition et Gouvernement ont tous deux un rôle capital à jouer dans la construction de leur pays et l'accélération de son développement. « *The government initiates ; the opposition is constructively critical* »⁴³⁹ c'est-à-dire, le gouvernement lance les initiatives, et l'opposition fait une critique constructive.

De ce point de vue, peut-on dire que dans la lutte de l'indépendance la Gold Coast avait une opposition constructive ? Pour Nkrumah, jusqu'alors, l'opposition en Gold Coast s'est montrée des plus destructives. C'est ce qu'il faut comprendre lorsqu'il affirme:

*The opposition in Ghana (...) so far it has been mostly destructive.*⁴⁴⁰

En empêchant son gouvernement de travailler à l'indépendance de la Gold Coast, l'opposition de l'U.G.C.C et de ses alliés devient une véritable négation de l'indépendance et une répugnance à voir partir les Anglais. C'est ce qui a amené Henri Grimal à dire dans un texte que nous avons déjà cité que « *Rester les sujets de l'Angleterre leur semblait infiniment préférable à l'obligation d'obéir à un self-government destiné à tomber entre des mains populaires* »⁴⁴¹

Néanmoins, pour arriver à l'indépendance sans sacrifier l'unité nationale, Nkrumah se voue corps et âme à négocier avec l'opposition afin de forger le consensus national. Mais celle-ci rejette le front commun. « *Busia, Danquah et les chefs, affirme Lansiné Kaba, sont plus que jamais attachés à la formation d'un Etat fédéral au sein duquel chaque région serait autonome.* »⁴⁴²

Face à l'intransigeance de l'opposition et des violences sans cesse répétées entre unitaires et fédéralistes, le gouverneur britannique impose de nouvelles élections en juillet 1956, « *pour s'assurer, selon Henri Grimal, que le gouvernement avait l'appui de l'opinion.* »⁴⁴³ Au cours de ces élections, la tendance unitaire l'emporte sur le fédéralisme.

⁴³⁹ Ibidem, p. 68.

⁴⁴⁰ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 69. « *L'opposition ghanéenne (...) jusqu'ici, elle a été avant tout destructive* ». Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 91.

⁴⁴¹ Henri Grimal, op. cit., p. 232.

⁴⁴² Lansiné Kaba, op. cit., p. 83.

⁴⁴³ Henri Grimal, op. cit., p. 232.

Pour Nkrumah, c'est la preuve que la majorité des habitants de la Gold Coast désirait être indépendante sous un gouvernement unique. Il affirme :

*« Hence we were made to submit to the general election of 1956, which confirmed the C.P.P. ascendancy and the desire of the overwhelming majority of the people for independence and a unitary form of government, which was the platform on which we went to the country. »*⁴⁴⁴

Malgré tout, l'opposition décide de faire sécession le jour de l'indépendance. Sur ces faits, Nkrumah, par stratégie politique certes, mais aussi pour préserver l'unité nationale, accepte de promulguer une constitution de style fédéraliste qu'il modifiera une fois l'indépendance fêtée solennellement le 6 mars 1957. Marianne Cornevin écrit :

*« La force des oppositions régionales contraint Nkrumah à promulguer une nouvelle Constitution de style nettement fédéraliste, reconnaissant cinq régions : Territoires du Nord, Ashanti, Togo (qui deviendra Transvolta-Togo), Province Orientale et Province Occidentale de la 'Colonie'. Chaque région a une assemblée élue dotée de pouvoirs effectifs en matière d'administration locale et une assemblée de chefs qui doivent être consultés pour tout ce qui concerne la coutume locale et la tradition. »*⁴⁴⁵

Nkrumah lui-même explique pourquoi il a accepté de promulguer une constitution de style fédéraliste. D'une part il s'agit de respecter les délais promis au Peuple au sujet de l'indépendance. C'est ce qu'il :

« People who are independent, free and sovereign make their own constitution. Although Ghana achieved what is called 'full independence' on 6 March 1957, there were certain provisions in the constitution

⁴⁴⁴ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 58-59. « Nous dûmes donc faire des élections générales en 1956; elles confirmèrent la montée du C. P. P. et le désir d'une écrasante majorité d'être indépendante et d'avoir un gouvernement unique, ce qui était le programme proposé par nous au pays ». Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 80.

⁴⁴⁵ Marianne Cornevin, op. cit., p. 178.

*imposed on us which limited the full employment or our freedom, which were an affront of our sovereignty, a fetter upon our free development. These were the entrenched clauses which the British Government insisted upon writing into the constitution as a condition of our accession to independence. In British official quarters for the protection of minority rights and the welfare of British civil servant in Ghanaian employ outweighed consideration for the prerogatives of our independence and the expressed will of our people. Our resentment at being forced to accepted what was partially a dictated constitution in given to our people, was made quite plain by my and my Government, as was our determination to divest ourselves of the objectionable clauses as soon as we were in a position to do so constitutionally.”*⁴⁴⁶

D'autre part Nkrumah sait qu'après la proclamation de l'indépendance, s'il dispose d'une majorité au parlement, il pourrait modifier la constitution pour la rendre plus apte à unir les ghanéens sous un même drapeau. En attendant de le faire sans violer les clauses qui rendait la constitution presque impossible à réviser, Nkrumah et son gouvernement mettent en place un plan de développement pour montrer à l'opposition ce qu'une nation peut faire lorsqu'elle est régie par un système politique qui garantit les libertés individuelles et l'unité nationale. Les progrès que faisaient le pays et l'opinion du peuple amenèrent la plupart des partisans du fédéralisme à reconnaître le juste choix du gouvernement et sa volonté de progrès. De sorte qu'au moment où la commission

⁴⁴⁶ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 59. *“Les peuples indépendants, libres et souverains font leur propre constitution. Bien que le Ghana ait obtenu ce que l'on appela ‘l'indépendance totale’ le 6 mars 1957, la Constitution contenait certains articles qu'on nous avait imposés et qui, limitant le plein usage de notre liberté, était un affront à notre souveraineté, une entrave à notre développement. Telles étaient les clauses que le gouvernement britannique avait exigé de faire figurer dans la Constitution avant de nous permettre d'accéder à l'indépendance. Nous fîmes valoir nos arguments contre ces clauses, mais le souci qu'avaient les milieux officiels anglais de la protection des droits de la minorité et de la sécurité des fonctionnaires anglais travaillant au Ghana eut raison de notre peuple. Mon gouvernement et moi-même exposâmes très clairement notre dépit d'être contraints, pour respecter les délais que nous avions promis à notre peuple au sujet de l'indépendance, d'accepter une Constitution en partie dictée; nous affirmâmes aussi notre détermination de nous débarrasser des clauses indésirables dès que nous pourrions le faire de façon constitutionnelle”*. Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 80.

d'enquête chargée d'étudier comment les Assemblée régionales pouvaient être instituées et fonctionner correctement eut fait son rapport, les Assemblées régionales qui venaient d'être constituées, dans une atmosphère d'unité nationale, se réunirent et votèrent leur propre dissolution. C'est en tout cas l'explication que Nkrumah nous donne dans *Africa must unite*.

*« Even the Asantehene began to show a starling change in attitude, and I know that he is now completely identified with our independance and shares the hopes and aspirations of the new Ghana. (...). Throught the constitutional procedure, which we faithfully followed, the instruments were eliminated which the British had devised to keep us divided and backward. The establishment and dissolution of the Regional Assemblies opened the way to constituional changes in other directions. »*⁴⁴⁷

⁴⁴⁷ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 64. *“Même l’Asantéhéné changea d’attitude, à notre stupéfaction, et je sais qu’il est maintenant un chaud partisan de l’indépendance et partage les aspirations du Ghana nouveau. (...). Par la procédure constitutionnelle, que nous avons suivie loyalement, furent éliminés les instruments que les Anglais avaient imaginés pour nous diviser et nous empêcher d’avancer. L’institution-dissolution des Assemblées régionales ouvrit la porte à des changements constitutionnels dans d’autres directions”*. Kwame Nkrumah, *L’Afrique doit s’unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. Cit., p. 86-87.

Conclusion partielle

Les indépendances de la Capitainerie générale du Venezuela, de la Vice-royauté de Nouvelle Grenade et leur unité acquise, et l'indépendance du Ghana célébrée dans la ferveur de l'unité nationale, ont marquée la réalisation de l'idée d' « unité » à l'échelle restreinte des nations colombienne et ghanéenne. Cette matérialisation devait en principe ouvrir la voie à la consolidation de l'indépendance dans chacun de ces nouveaux pays. Mais pour Bolivar autant que pour Nkrumah, aussi longtemps que des territoires voisins entiers restaient encore sous domination étrangère, la lutte contre le colonialisme direct devait se poursuivre. Ainsi s'explique par exemple la Proclamation de Bolivar aux troupes victorieuses de P. Briceño Méndez. Charles Lancha qui a reproduit ce texte n'a pas manqué de dire que la volonté de Bolivar d'intervenir dans les Andes péruviens visait à porter un coup fatal, définitif, au pouvoir péninsulaire encore fortement présent dans cette région.⁴⁴⁸ Soit. Mais ne l'a-t-il pas fait aussi pour accomplir son rêve de *la más grande nación del mundo*, comme Nkrumah, celui des Etats-Unis d'Afrique ? Gageons que le chapitre suivant nous apporte les réponses à ces questions.

⁴⁴⁸ Charles Lancha, op. cit., p. 38.

CHAPITRE IV : CONTINENTALISATION DE L'IDEE D'UNITE CHEZ BOLIVAR ET NKRUHA APRES L'INDEPENDANCE.

En sciences politiques, la notion d'indépendance pour un pays est l'acquisition de son autonomie. Cette autonomie qui du moins est essentiellement politique, constitue un moment particulièrement important dans la vie d'une nation dont elle marque en même temps la naissance.

En Amérique latine, les événements de 1808 survenus en métropole ont entraîné des mouvements qui, dans leur déroulement progressif, ont abouti à la proclamation de l'indépendance des territoires d'Outre-mer de l'Empire. Ce fut un acte particulièrement violent, comme le chapitre précédent nous l'a démontré, au cours duquel un homme, Simon Bolivar, désormais connu sous le titre de *Libertador*, à la tête des insurgés s'est engagé dans une « guerre à mort » contre le pouvoir colonial. Pourquoi la guerre de libération ? Cette première question suscite elle-même une deuxième : la libération pour quoi faire ? Tels sont les interrogations qui découlent des diverses interprétations que les spécialistes de l'Amérique Latine ont apporté à ce que Sanchez Barba a appelé chez Bolivar, « *Pasión política* ». ⁴⁴⁹

Eduardo Manet notamment dans son article, « Bolivar ou l'obsession de la liberté » ⁴⁵⁰ a tenté de montrer que la liberté, c'est-à-dire, la fin de la domination espagnole en Amérique était le but principale de l'engagement politique de Simon Bolivar en 1808. Cette interprétation de l'action de Bolivar tiré de son serment sur le Mont Sacré de Rome, si elle a été confirmée par des historiens que nous avons déjà cité (Charles Lancha, Bernard Lavallé etc.) ceux-ci ont noté cependant, que ce n'était qu'une étape, la première d'ailleurs (selon Damas Carreras et Sanchez Barba), dans la pensée politique du *Libertador*. En fait, la passion politique dont parle Sanchez Barba en référence à Bolivar, est plus qu'apporter à l'Amérique espagnole une autonomie politique dont elle ne saurait réellement profiter si sur sa tête continue de peser l'épée Damoclès des puissances impérialistes ; il s'agit de mettre en place un nouvel ordre politique, la communauté hispano-américaine, forte, différente de l'Ancien Monde et avec laquelle il peut compter sur l'échiquier international, ainsi qu'il le dit :

⁴⁴⁹ M. H. Sanchez-Barba, op. cit., p. 101. L'auteur affirme : « *El nervio histórico sobre el cual gira toda la personalidad de Bolívar fue la pasión política.* »

⁴⁵⁰ Eduardo Manet, in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 303-313.

« La pasión política de éste radica en su ferviente de crear en la América española, al margen de independencia de la Corona, una nueva soberanía sobre una base constitucional capaz de procurar una razón de convivencia propiamente hispanoamericana. »⁴⁵¹

C'est dans cette optique aussi que l'analyse d'Edgard Vieira Posada sur l'action de Bolivar après l'indépendance du Venezuela et de la Nouvelle Grenade trouve tout son sens. Ce dernier déclare :

« Independizado el norte de sudamérica para 1819, el Libertador asume tres objetivos centrales : comenzar a integrar los territorios recién independizados, para lo cual desde 1819 se crea la República de Colombia o Gran Colombia (...). Desarrollar un sistema de alianzas que aseguren el reconocimiento de Colombia y sienten las bases para la convocatoria más adelante a un congreso en Panamá. Por último, que el congreso convocado en Panamá considere una primera forma de integración a través de una Confederación de Naciones. »⁴⁵²

En somme, unité pour l'indépendance et après l'indépendance, unité politique de l'Amérique espagnole sans laquelle tous les objectifs de la lutte de libération n'auraient pu être atteints, sont l'essentiel de l'action de Bolivar. C'est même une constante dans sa pensée et son action. Selon son propre témoignage dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, l'unité politique est ce qui manque à l'Amérique pour achever l'œuvre de sa régénération.⁴⁵³ En d'autres termes, l'Amérique libre ne sera réellement libre qu'étant unie à elle-même. C'est le sens de la deuxième phase de son programme que ce chapitre aborde. J. D. Monsalve écrit à ce sujet:

« Ya la América del Sur estaba libre del dominio español y libre también de todo peligro. Estaba cumplida la parte más fácil del programa (...). Faltaba ahora la segunda parte, la más difícil, la más delicada, aquella sin la cual

⁴⁵¹ M. H. Sanchez-Barba, op. cit., p. 102.

⁴⁵² Edgard Vieira Posada, op. cit., p. 42.

⁴⁵³ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 116.

la constante aspiración hubiese sido como un simple deseo malogrado : engrandecerla, darle su definitiva perfección (...). »⁴⁵⁴

En ce qui concerne le combat de Kwame Nkrumah, dans son discours du 11 mars 1964 à l'Assemblée nationale à l'occasion du lancement du plan septennal, comme l'a souligné Samuel G. Ikoku⁴⁵⁵, le tout premier président du Ghana a clairement expliqué aux législateurs qu'il était erroné de juger le combat terminé avec la conquête de l'indépendance nationale. En effet, la lutte de libération de la domination coloniale directe dans laquelle le C.P.P. et lui s'étaient engagés dès 1949, était la conclusion de la première révolution. Mais il fallait une seconde révolution dont la conclusion pour ce qui est de la politique intérieure du pays serait la prospérité économique et la libération culturelle de tout le peuple. S'agissant de la politique extérieure, « *la seconde révolution a pour objectif suprême la réalisation et la consolidation de l'unité africaine.* »⁴⁵⁶ Celle-là exigeait encore plus de rigueur dans l'organisation, de dévouement et de rigueur que la première. Mais si Samuel G. Ikoku situe ce discours que le président du C.P.P. tient aux législateurs ghanéens en 1964, c'est pour nous une sorte de rappel de l'objectif final de son combat. Parce que, en fait, la seconde révolution dont parle Samuel G. Ikoku, pour ce qui est de la politique extérieure du Ghana, Nkrumah en avait fait cas déjà aux premières heures de l'indépendance. Yves Benot écrit :

« Rentrant chez lui au soir du 20 septembre 1956, après avoir annoncé à la radio la date de l'indépendance, Nkrumah note ses réflexions : Le nationalisme africain n'a pas à être limité à la seule Gold Coast. Dorénavant, il faut passer au nationalisme panafricain, et l'idéologie de la conscience politique africaine et de l'émancipation politique africaine doit se répandre dans tout le continent. »⁴⁵⁷

Lansiné Kaba note que chez Nkrumah, le fondement culturel et politique de la conscience africaine, c'est-à-dire le panafricanisme, reste le principe de base de sa politique africaine de 1957 jusqu'à sa chute en 1966.⁴⁵⁸ Au cours de cette période, ce dernier va mettre

⁴⁵⁴ J. D. Monsalve, *El ideal político de Simón Bolívar*, Madrid, Editorial America, 1947, p. 23.

⁴⁵⁵ Samuel G. Ikoku, *Le Ghana de Nkrumah*, Paris, François Maspero, 1971, p. 34.

⁴⁵⁶ Ibidem, p. 41.

⁴⁵⁷ Yves Benot, op.cit., p. 142.

⁴⁵⁸ Lansiné Kaba, op.cit., p. 91.

tout en œuvre pour réaliser l'objectif qu'il s'est assigné, à savoir l'unité africaine qui, croit-il, est susceptible de changer radicalement les conditions politiques et économiques de toute l'Afrique, au grand bénéfice de chacun. C'est dans ce sens que se conçoit sa politique africaine. Avant de l'examiner de plus près, il convient de faire un retour en arrière pour jeter nos regards sur l'Amérique latine où Bolivar quelques années auparavant s'engageait sur la même voie.

I- Analyse du cas de l'Amérique latine

A- La Grande Colombie : une nation sous l'emblème de l'unité

La Colombie est la nation fondée par Simon Bolivar immédiatement après la libération de la Vice-royauté de Nouvelle Grenade et la Capitainerie générale du Venezuela. Comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent, l'idée d'unité des colonies espagnoles d'Amérique en lutte pour l'indépendance, chez Bolivar, apparaît dès 1812, dans son texte connu sous le nom de « Manifeste de Carthagène ». Dans ce Manifeste, après la chute de la première République du Venezuela, il émet ses réflexions sur les causes qui l'ont suscité. Par ailleurs, Bolivar explique pourquoi la libération du Venezuela est capitale pour le salut de la Nouvelle Grenade insurgée, en même temps il aborde la question de la lutte contre l'Espagne d'un point de vue continental. Nous citons deux passages :

Texte 1 :

*« La Nueva Granada ha visto sucumbir a Venezuela ; por consiguiente debe evitar los escollos que han destrozado a aquélla. A este efecto presento como medida indispensable para la seguridad de la Nueva Granada, la reconquista de Caracas. (...) porque poseyendo la España el territorio de Venezuela, podrá con facilidad sacarle hombres y municiones de boca y guerra, paraque bajo la dirección de jefes experimentados contra los grandes maestros de la guerra, los franceses, penetren desde las provincias de Barinas y Maracaibo hasta los últimos confines de la América meridonal. »*⁴⁵⁹

⁴⁵⁹ Simon Bolivar, « Manifeste de Carthagène », Compilación, Notas y Cronología, cité par Manuel Perez Vila, op. cit., p. 13-14. « La Nouvelle Grenade a vu succomber le Venezuela ; qu'elle évite donc les écueils sur

Texte 2 :

« El honor de la Nueva Granada exige imperiosamente escarmentar a esos osados invasores, persiguiéndolos hasta sus últimos atrincheramientos. Como su gloria depende de tomar a su cargo la empresa de marchar a Venezuela, a liberrar la cuña de la independencia colombiana... »⁴⁶⁰

Mais, c'est en fuite en Jamaïque, en 1815, qu'il définit véritablement les contours de cette unité qu'il envisage. *Lettre à un habitant de la Jamaïque* dit ceci :

« La Nueva Granada se unirá con Venezuela, si llegan a convenirse en formar una república central, cuya capital sea Maracaibo, o una nueva ciudad que, con el nombre de Las Casas, en honor de este héroe de la filantropía, se funde entre los confines de ambos países, en el soberbio puerto de Bahía-honda. Esta posición aunque desconocida, es ventajosa por respectos. (...) Esta nación se llamaría Colombia como un tributo de justicia y gratitud al creador de nuestro hemisfero. »⁴⁶¹

Vouloir transformer en réalité cette idée suppose qu'il faut porter la guerre de libération au-delà des limites territoriales tracées par l'Espagne. Après avoir libérer le sud du

lesquels la nation voisine s'est brisée. A cette fin, je propose de reconquérir Caracas : c'est là une mesure indispensable à la sécurité de la Nouvelle Grenade. (...) Car l'Espagne, maîtresse du territoire du Venezuela, peut aisément en tirer des hommes de troupe et des munitions de guerre et de bouche ; puis, après les avoir placées sous la conduite de chefs aguerris dans la lutte contre les grands maîtres de la guerre, les Français, elle jettera ses nouvelles armées sur l'Amérique du Sud, des provinces de Barinas et de Maracaïbo à ses derniers confins ». Trad. Charles Minguet, Annie Morvan, op. cit., p. 61-63.

⁴⁶⁰ Ibidem, p. 17. *« L'honneur de la Nouvelle- Grenade exige impérieusement qu'elle châtie ces envahisseurs plein d'audace et les poursuive jusque dans leurs derniers retranchement ; et sa gloire ordonne qu'elle prenne sur soi de marcher sur le Venezuela, de libérer le berceau de l'indépendance colombienne... ».*
Ibidem, p. 65

⁴⁶¹ Ibidem, p. 70. *« La Nouvelle Grenade s'unira au Venezuela si ces nations s'entendent enfin pour former une république centrale, dont la capitale serait Maracaïbo ou une nouvelle ville du nom de Las Casas, en l'honneur de ce héros de la philanthropie, qui serait fondée aux confins des deux pays dans la superbe rade Bahia Honda. Ce site méconnu jusqu'ici, offre tous les avantages. (...). Nous appellerions cette nation Colombie, rendant ainsi un tribut de justice et de gratitude au créateur de notre hémisphère ». Trad. Charles Minguet, Annie Morvan, op. cit., p. 112.*

Venezuela, le triomphe des armes républicaines à Boyaca permettront à Bolivar, en août 1819, de matérialiser cette idée que le Congrès qu'il convoque à Angostura scellera. Le 17 décembre 1819, la Colombie apparaît à la face du monde comme le résultat du vœu unanime des grenadins et vénézuéliens de réunir leurs différentes provinces. C'est en tout cas le discours que le *Libertador* tient pour justifier l'union qui s'est réalisée sous son autorité.

*« Sí, la unánime determinación de morir libres y de no vivir esclavos ha dado a la Nueva Granada un derecho a nuestra admiración y respeto. Su anhelo por la reunión de sus provincias a las provincias de Venezuela es también unánime. Los granadinos están íntimamente penetrados de la inmensa ventaja que resulta a uno y otro pueblo de la creación de una República, compuesta de estas naciones. La reunión de la Nueva Granada y Venezuela es el objeto único que me he propuesto desde mis últimas armas : es el voto de los ciudadanos de ambos países y es la garantía de la libertad de la América del Sur. »*⁴⁶²

B- La Grande Colombie, laboratoire de l'idée d'unité au niveau régional

L'idée de la Grande Colombie comme point de départ de la projection du rêve d'unité au niveau régional est un thème qui apparaît dans l'article que Reinaldo Rojas⁴⁶³ a écrit sur l'unité de l'Amérique espagnole au temps de Bolivar. De quelle façon cette jeune République s'est-elle constituée en laboratoire de l'unité ?

Alfredo Vásquez Carrizosa⁴⁶⁴ avance qu'une fois voté le régime politique de la nouvelle république par l'approbation de la Constitution de Cúcuta en octobre 1821, Simon

⁴⁶² Simon Bolivar, « Discours tenu le 14 décembre 1819, devant le Congrès réuni à Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 136. « Oui, la volonté unanime de mourir libres plutôt que de vivre esclaves a donné à la Nouvelle Grenade le droit à notre admiration et à notre respect. Son désir ardent de voir ses provinces réunies à celles du Venezuela est également unanime. Les grenadins sont intimement convaincus du bénéfice immense que tireraient l'un de l'autre peuple de la création d'une nouvelle République formée de ces deux nations. L'union de la Nouvelle Grenade et du Venezuela est l'unique but que je poursuis depuis mes premières armes ; elle est le souhait des citoyens de ces deux pays et la garantie de la liberté de l'Amérique du Sud ». Trad. Charles Minguet, Annie Morvan, op. cit., p. 162.

⁴⁶³ Reinaldo Rojas, op. cit.,

⁴⁶⁴ Alfredo Vásquez Carrizosa, *Relatos de historia diplomática de Colombia*, Tomo I, Bogotá, Cancillería de San Carlos y Centros Editorial Javeriano, Segunda edición, 1996.

Bolívar qui a été élu président, s'engage dans une offensive diplomatique pour étendre au reste du continent ce dont il avait formulé dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*. Instruction est donnée aux ambassadeurs Pedro Gual et Joaquín Mosquera de négocier avec les gouvernements du Pérou, Chili et de la province de Buenos Aires, la création d'une Ligue ou Confédération. Alfredo Vásquez Carrizosa a publié un fragment de ses instructions :

*« [...] cuanto llevó expuesto, nada interesa tanto en estos momentos como la formación de una liga verdaderamente americana. [...] Es indispensable que Usía encarezca incesantemente la necesidad que hay de poner desde ahora los cimientos de un cuerpo anfictiónico o asamblea de plenipotenciarios, que dé impulsos a los intereses comunes de los Estados americanos y dirima las discordias que puedan suscitarse en lo venidero entre pueblos que tienen las mismas costumbres y unas mismas hábitos [...] »*⁴⁶⁵

Mosquera souscrit un premier traité d'Union, Ligue et Confédération avec le Pérou le 6 juillet 1822. Dans ce traité, les deux parties s'engagent à coopérer en cas de menace militaire étrangère et à travailler pour le développement mutuel. Edgard Vieira Posada souligne à cet effet :

*« Estos tratados unilaterales de alianza fueron considerados entonces como preparatorios a la integración de la Asamblea americana [...] sobre él vinieron a estructurarse en los mismos términos los concluidos con igual objeto con Chile (1822), México (1823) y Centro América (1825). Tan solo Buenos Aires se negó a acceder de antemano a formar parte de la Asamblea americana. »*⁴⁶⁶

Un deuxième traité est signé avec le Pérou. Dans ce traité, en plus d'installer dans les deux pays des ambassadeurs plénipotentiaires :

« Ambas partes se obligan a interponer sus buenos oficios con los gobiernos de los demás Estados de la América antes española, para entrar

⁴⁶⁵ Ibidem., p. 100.

⁴⁶⁶ Edgard Vieira Posada, op. cit., p. 44.

en este Pacto de unión, liga y confederación perpetua. Luego que se haya conseguido este grande e importante objeto, se reunirá una asamblea general de los Estados americanos, compuesta de plenipotenciarios, con el encargo de cimentar de un modo el más sólido y establecer las relaciones íntimas que deben existir entre todos y cada uno de ellos [...] Este Pacto de unión, liga y confederación perpetua no interrumpirá de manera alguna el ejercicio de la soberanía nacional de cada una de las partes contratantes. »⁴⁶⁷

Reinaldo Rojas a donné un résumé de tous ces accords bilatéraux dans lesquels le principe d'une union politique occupe la première place.

- a- « Tratado de Unión, Liga y Confederación entre Colombia y el Perú, firmado por Joaquín Mosquera, por Colombia, y Bernado Monteagudo, por el Perú, en Lima el 6 de julio de 1822.*
- b- Tratado entre Colombia y el Perú, adicional al precedente, firmado por los mismos representantes en la misma fecha y lugar.*
- c- Tratado de unión, Liga y Confederación entre Colombia y Chile, firmado por Joaquín Mosquera, por Colombia, y Joaquín Echeverría y José Antonio Rodríguez por el lado chileno, en Santiago de Chile el 21 de octubre de 1822.*
- d- Tratado de Amistad, Unión, Liga y Confederación entre Colombia y Méjico, firmado por Miguel Santamaría, por Colombia, y Lucas Alamán, por México, el 3 de octubre de 1822 en ciudad de México y el*
- e- Tratado de Amistad y Alianza entre Colombia y Buenos Aires, firmado por Joaquín Mosquera, por Colombia, y Bernadino Rivadavia, por Buenos Aires, el 8 de mayo de 1823 en la ciudad de Buenos Aires. »⁴⁶⁸*

⁴⁶⁷ Antonio José Uribe, *Anales diplomáticos y consulares de Colombia*, cité par A. V. Carrizosa, op. cit., p. 104-105.

⁴⁶⁸ Reinaldo Rojas, op. cit., p. 6-7.

Cependant, nous soulignerons avec Jacques Joset et Philippe Raxhon,⁴⁶⁹ que d'une part les nations avec lesquelles la Colombie a conclu ces accords, à l'exception des Etats du Rio de La Plata indépendants en 1816, du Chili indépendant le 5 avril 1818, le Mexique et le Pérou ne se sont constitués en République indépendante que, respectivement, en 1823 et 1824. En sachant que chez Bolivar, selon les travaux de Sanchez-Barba,⁴⁷⁰ il n'y a indépendance véritable et garantie de la souveraineté nationale que si la nation américaine qui a proclamé son indépendance est débarrassée de tous les bastions restés fidèles à l'Espagne. Et ce, tant à l'intérieur qu'autour d'elle.

D'autre part, la Colombie elle-même n'était pas encore entièrement constituée, puisqu'elle sera complétée plus tard, comme Jacques Joset et Philippe Raxhon l'ont montré, « *par l'occupation par les indépendantistes* » de « *Quito... [en] mai 1822* » de « *Maracaïbo le 25 mai 1822 et de Puerto Cabello le 7 novembre 1823* ». ⁴⁷¹ Ce qui explique que la Colombie de 1819 n'ait pas signé de traité avec l'Audience de Quito et les provinces que nous venons de citer. Certes, parce que Quito et ces provinces étaient encore fidèles à la monarchie espagnole, mais aussi et surtout parce que Bolivar, dans son plan de libération, envisageait l'union de Maracaïbo, Puerto Cabello, Quito et ses provinces à la Colombie. Charles Minguet et Annie Morvan ont reproduit en confirmation de cette thèse le discours de Bolivar tenu le 30 août 1821. Dans ce discours, Bolivar porte clairement ses intentions à la connaissance des membres du Congrès réuni à Cúcuta pour ratifier la Constitution qui unit le Venezuela et la Nouvelle Grenade.

« La gratitude que je dois aux représentants du peuple m'impose en outre l'agréable obligation de continuer à le servir, et à défendre avec mes biens, mon sang et même mon honneur, cette Constitution où sont définis les droits de deux peuples frères, unis dans la liberté, le bonheur et la gloire. La Constitution sera avec l'indépendance, l'autel sacré où je sacrifierai. Pour elle j'irai aux confins de la Colombie briser les chaînes des enfants de

⁴⁶⁹ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 24-33.

⁴⁷⁰ M. H. Sanchez-Barba, op. cit., p. 102.

⁴⁷¹ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 24.

*l'Equateur, et quand j'aurai délivré nos frères, je leur offrirai une place dans le giron de la Colombie. »*⁴⁷²

Dans ce sens, Reinaldo Rojas fait bien de préciser que l'objectif de cette offensive diplomatique généralisée était de préparer le terrain pour un Congrès amphictyonique que Bolivar envisageait sur l'isthme de Panamá. Lequel, s'il avait lieu, devait permettre de cimenter l'unité entre les nations américaines indépendantes. Mais pour se faire, il fallait que les territoires encore sous contrôle de l'armée royaliste (Guayaquil, Pérou et le Haut Pérou) soient libérés. Cela ne saurait tarder. Car, aussitôt proclamée l'union de Quito, Maracaïbo, et Puerto Cabello à la Colombie de 1819, Bolivar, selon Jacques Joset et Philippe Raxhon, va « se tourner à présent vers le Pérou et tenter d'unifier toute l'Amérique du Sud ».⁴⁷³

C- La libération du Pérou et le rêve de l'unification de l'Amérique du Sud

L'indépendance péruvienne est un sujet qui a passionné⁴⁷⁴ les historiens sur lesquels jusque là nous nous sommes appuyés pour parler de la guerre de libération conduite par Simon Bolivar en Amérique espagnole et l'idée d'unité qui la soutenait. L'objet de cette passion peut être présenté sous quatre angles importants que nous avons décelés au cours de nos lectures : l'entrevue de Guayaquil, la libération du Pérou par Simon Bolivar, la Fédération des Andes et le Congrès « amphictyonique » de Panamá. Les trois premiers seront traités comme des sous-points du titre sus-énoncé et le dernier comme un titre égal.

1- L'entrevue de Guayaquil⁴⁷⁵

Citant Mitre dans son *Histoire de San Martín*, George Lafond et Gabriel Tersane déclarent que Bolivar rêva « l'unification de l'Amérique méridionale et de porter ses armes

⁴⁷² Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 170.

⁴⁷³ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 24.

⁴⁷⁴ Par le mot « passionné » nous voulons dire que ces auteurs ont consacré plus de pages à traiter de la question péruvienne.

⁴⁷⁵ Comme nous l'expliquons dans ce point, Guayaquil, dans l'organisation administrative de l'Empire était rattachée à la présidence de Quito, elle-même rattaché depuis 1740 à la vice-royauté de Nouvelle Grenade. Le fait pour nous d'inclure son étude dans la campagne du Pérou vise à montrer qu'elle sert de trait d'union entre l'achèvement de la construction de la Colombie indépendante depuis 1819 et le désir de Bolivar de porter son rêve de libération et d'unité jusque dans les profondeurs du riche Pérou.

*triomphantes à travers tout le continent, comme Alexandre à travers l'Asie.»*⁴⁷⁶ Les victoires qui avaient assurées la libération du Venezuela et fondées la République de Colombie permettaient maintenant au *Libertador* d'étendre son projet grandiose. George Lafond et G. Tersane citent :

*« Colombiens du Sud, l'armée libératrice vient vous apporter le repos et la liberté... Le jour de votre récompense est venu ».*⁴⁷⁷

Selon eux, si à cette date Bolivar s'adressait aux populations de Pastos et de Quito qu'il délivrera et unira politiquement à la Colombie le 29 mai 1822, le projet le plus urgent était de se rendre à Guayaquil où la situation était délicate. De quoi s'agit-il ?

Selon Gilette Saura,⁴⁷⁸ une fois apaisés l'enthousiasme populaire et les fêtes solennelles de la libération de l'Equateur, il restait à régler les problèmes administratifs et surtout politiques. Les dispositions de la Loi fondamentale de la Colombie qui avait été votées le 17 décembre 1819 à Angostura en l'absence des représentants de l'Equateur encore sous le joug à cette époque, prévoyaient l'incorporation au nouvel Etat, ce territoire considéré comme un troisième département. De l'avis de Saura, cette décision du Congrès d'Angostura loin d'être arbitraire, correspondait à un principe adopté au début du mouvement d'émancipation par toutes les juntes du continent : le principe dit de l'*uti possidetis juris*, en vertu duquel les républiques naissantes devaient conserver les frontières des grandes divisions administratives de l'Empire espagnol. Or le territoire de l'Equateur qui portait à l'époque coloniale le nom de présidence de Quito, était rattaché depuis 1740 à la vice-royauté de Nouvelle Grenade. De cette façon Quito pouvait devenir par le seul vote des députés grenadins partie intégrante de la Colombie. C'est ce qu'ont compris ses habitants et ceux des provinces environnantes qui, par la voix de leurs autorités ont tenu par un acte officiel à manifester leur totale adhésion à la politique d'Angostura. Il n'en fut pas de même pour Guayaquil.

Aux dires de George Lafond et Gabriel Tersane, Guayaquil avait proclamé son indépendance le 9 octobre 1820. Après le soulèvement qui avait libéré la ville, trois tendances politiques s'étaient dessinées et trois factions s'opposaient :

⁴⁷⁶ George Lafond et Gabriel Tersane, *La vie de Simon Bolivar*, Paris, Librairie Gallimard, 1930, p. 211.

⁴⁷⁷ Proclamation de Bolivar datée du 17 janvier 1822, citée par George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 211.

⁴⁷⁸ Gilette Saura, *Simon Bolivar, le Libertador*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 1990, p. 381.

*Le Président, Olmedo, inclinait à l'indépendance complète ; Roca haïssait la Colombie ; Ximena était partisan de l'annexion par le Pérou.*⁴⁷⁹

Le point de vue de Gillette Saura présente de façon plus claire les oppositions au sein de la Junte désignée au lendemain du départ des Espagnols pour assumer provisoirement la charge du gouvernement.

*« Les uns, écrit-elle, désiraient faire de Guayaquil et sa région un petit pays indépendant, les autres étaient partisans de son annexion au Pérou, enfin un troisième groupe, le plus important, défendait le principe de l'uti possidetis et militait en faveur de l'incorporation de Guayaquil à la Grande Colombie. »*⁴⁸⁰

Cette situation que déjà George Lafond et Gabriel Tersane ont qualifié de « *délicate et qui, en s'éternisant, menaçait de devenir dangereuse* »⁴⁸¹ pour Bolivar et son rêve d'unité va se compliquer davantage du fait d'un élément nouveau. Gillette Saura à ce sujet écrit :

*« Sans doute l'issue victorieuse de la campagne, l'arrivée de Bolivar à Quito, l'action qu'il avait entreprise par correspondance pour affirmer de façon péremptoire les droits de la Grande-Colombie auraient-elles abouti sans autres complications à la solution du problème [celle de l'union de Guayaquil à la Colombie]. Mais le Pérou veillait, dont l'impérialisme était défendu par celui qui tenait sans y être encore parvenu de libérer son territoire : le général argentin José de San Martín. »*⁴⁸²

Le général José de San Martín, libérateur de l'actuelle Argentine et de la Chili et l'armée des Andes constituée d'argentin et de chiliens qu'il commandait, occupait une partie du Pérou dont il avait été investi du titre de *Protector*. Il s'intéressait aussi à Guayaquil. Selon George Lafond et Gabriel Tersane, San Martín était pour le rattachement de Guayaquil au

⁴⁷⁹ George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 219.

⁴⁸⁰ Gillette Saura, op. cit., p. 381.

⁴⁸¹ George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 220.

⁴⁸² Gillette Saura, op. cit., p. 382.

Pérou. En ce sens il « donna au général Salazar la mission d'intriguer auprès de la Junte et de tourner l'opinion publique en faveur de son projet ». ⁴⁸³

Pourquoi Guayaquil était-elle l'objet de tant de convoitise ? Gillette Saura donne une description qui nous éclaire suffisamment sur l'importance de cette province.

« Guayaquil, bâti non pas sur les bords même du Pacifique mais au fond d'un estuaire, le rio Guayas, sorte de Gironde tropicale, ne pouvait par sa situation qu'exciter la convoitise de ses voisins. Par ses vastes installations portuaires également, ses chantiers navals alimentés par le bois des forêts de cet extraordinaire balsa et la richesse de son arrière pays. » ⁴⁸⁴

Les atouts géographique et économique de Guayaquil semblent être à ses yeux, les raisons pour lesquelles San Martín s'intéresse à cette province. Elle devrait permettre d'« augmenter le potentiel économique du Pérou, dont les côtes, sur près de cinq cents kilomètres, manquent d'abris naturels ». ⁴⁸⁵

Cependant, Gillette Saura souligne que dans leur campagne de séduction des autorités de Guayaquil et de sa population, les péruviens conduit par San Martín ont évoqué des arguments historiques selon lesquels « (...) au cours de deux périodes, en 1803 lors de la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, puis en 1819, Guayaquil avait dépendu de Lima pendant la durée des hostilités ». ⁴⁸⁶

Cette propagande, finalement avait fini par gagner le président Olmedo à la cause péruvienne, en à croire Gillette Saura qui publie un courrier du *Libertador* dans lequel il adresse une mise en garde à celui qu'elle dit être son admirateur.

« J'éprouve de la peine à blesser un ami que j'aime, mais vous devez savoir que Guayaquil fait partie intégrante de la Colombie, qu'une province n'a pas le droit de se séparer d'une association à laquelle elle appartient. La

⁴⁸³ George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 220.

⁴⁸⁴ Gillette Saura, op. cit., p. 385.

⁴⁸⁵ Ibidem.

⁴⁸⁶ Ibidem.

*Colombie n'acceptera jamais que l'on empiète sur son territoire, j'exige donc le règlement de cette question (...). »*⁴⁸⁷

Comme on peut le constater, Bolivar évoque un argument d'appartenance pour justifier l'union naturelle de Guayaquil à la Colombie. A ce premier critère, Demetrio Ramos Perez avance un deuxième, celui de la nécessité, comme cela apparaît dans les propos de Bolivar qu'il cite:

*Quito no puede existir sin el puerto de Guayaquil.*⁴⁸⁸

Cette prise de position, ajoute Gilette Saura, fut considérée par le *Protector* comme un « *casus belli* ». Ainsi soutenu par le Conseil de guerre de Lima il envisagea un affrontement militaire avec Bolivar. Ce dernier aussi avait obtenu du Congrès de Cúcuta l'autorisation d'avoir recours à la force si les mises en garde demeuraient sans effet. D'où l'entrevue entre les deux libérateurs. Que retenir de cette rencontre qualifiée d'importante dans l'histoire de l'indépendance de l'Amérique espagnole ?

Ce qui a été retenu dans l'histoire comme « l'entrevue » de Guayaquil a été comme le dit Demetrio Ramos Perez, une rencontre « *a solas* »⁴⁸⁹ c'est-à-dire à huit clos, sans témoin, entre Bolivar et San Martín. Ce qui explique pourquoi on n'a pas de communiqué final ni rapport officiel de la rencontre. Néanmoins, « *Bolivar dicta à ce propos, écrit Gilette Saura, deux comptes rendus, l'un à l'intention du ministre des Affaires étrangères à Bogotá, Pedro Gual, l'autre destiné à Sucre en sa qualité d'intendant de la province de Quito. Un troisième document de caractère privé, une lettre à Santander (...), vient compléter les pièces officielles.* »⁴⁹⁰

De ces textes, il ressort qu'une fois affirmée par les deux partenaires la position tacitement adoptée à propos de Guayaquil, à savoir que la décision appartenait au collège électoral, les discussions portèrent surtout sur deux sujets de première importance : la libération définitive du Pérou par l'union des garnisons et l'organisation des Etats issus de

⁴⁸⁷ Simon Bolivar, cité par Gilette saura, op. cit., p. 386.

⁴⁸⁸ Demetrio Ramos Perez, op. cit., p. 78.

⁴⁸⁹ Ibidem, p. 82.

⁴⁹⁰ Gilette saura, op. cit., p. 388-389.

l'Empire espagnol sous le signe de l'union. Manuel Perez Vila a reproduit la lettre adressée à Santander. Nous citons deux passages :

Passage 1 :

« El Protector me ha ofrecido su eterna amistad hacia Colombia ; intervenir en favor del arreglo de límites ; no mezclarse en los negocios de Guayaquil ; una federación completa y absoluta aunque no sea más que con Colombia, debiendo ser la residencia del Congreso Guayaquil ; ha convenido en mandar un diputado por el Perú a tratar, de mancomún con nosotros, los negocios de Espana con sus enviados ; también ha recomendado a Mosquera a Chile y Buenos Aires, para que admitan la federación ; desean ue tengamos guarniciones cambiadas en uno y otro Estado. En fin, él desea que todo marche bajo el aspecto de la unión, porque conoce que no puede haber paz y tranquilidad sin ella. »⁴⁹¹

Passage 2 :

« Gracias a Dios, mi querido general, que he logrado con mucha fortuna y gloria cosas importantes : primera, la libertad del Sur ; segunda, la incorporación a Colombia de Guayaquil, Quito y las otras provincias ; tercera, la amistad de San Martín y del Perú para Colombia ; y cuarta, salir del ejército aliado que va a darnos en el Perú gloria y gratitud. »⁴⁹²

⁴⁹¹ Simon Bolivar « Lettre adressée à son Excellence le général F. de P. Santander, le 29 juillet 1822 », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 165-166. « Outre son amitié éternelle pour la Colombie, le Protecteur m'a proposé d'intervenir en faveur d'un accord sur les frontières ; de ne pas se mêler des affaires de Guayaquil ; d'appuyer la fédération complète et absolue quand bien même elle ne se ferait qu'avec la Colombie, Guayaquil devenant alors le lieu de résidence du Congrès. Il a convenu d'envoyer un délégué du Pérou pour traiter à nos côtés des affaires d'Espagne avec les émissaires de celle-ci. Il a également mandaté Mosquera auprès du Chili et de Buenos Aires afin qu'ils acceptent la fédération. Il désire que nous fassions des échanges de garnisons entre nos Etats. Enfin, il souhaite que tout marche sur le signe de l'union car il sait que sans elle il n'y a ni paix ni tranquillité. » Trad. Charles Minguet, Annie Morvan, op. cit., p. 173.

⁴⁹² Simon Bolivar « Lettre adressée à son Excellence le général F. de P. Santander, le 29 juillet 1822 », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, op. cit., p. 166. « Grâce à Dieu, mon cher général,

2- La libération du Pérou

Au sortir de l'entrevue de Guayaquil il revenait à Bolivar de parachever la libération du Pérou. Par conséquent, Selon Jacques Joset et Philippe Raxhon, le général San Martín une fois rentré à Lima, « (...) *dépose le 20 décembre son titre de Protecteur du Pérou pour se retirer au Chili puis en Argentine, d'où il partira ensuite terminer sa vie en exil volontaire en Belgique et en France* »⁴⁹³.

Mais, si les pourparlers ont tourné en la faveur de Bolivar comme l'indique le courrier qu'il a adressé à Santander, l'offensive finale pour en finir avec le Pérou, ultime bastion espagnol de la région, ne se fera pas aussitôt. Le *Libertador* se heurte à l'opposition des pouvoirs politiques de Bogota. Charles Lancha écrit à ce sujet :

*« En avril 1823 et dans les mois qui suivent, il insiste sans cesse auprès de Santander pour l'envoi de nombreux renforts. Son point de vue ne faisait pas l'unanimité. Le Congrès colombien, durant plusieurs mois, lui refuse l'autorisation de se rendre au Pérou à la tête de l'armée libératrice. »*⁴⁹⁴

Le vice-président Santander lui-même était résolument opposé à la Campagne péruvienne. Dans une lettre du 1^{er} mars 1824 que Vicente Lecuna a reproduit, Santander affiche clairement son hostilité.

« J'appartiens aux gouvernants de la Colombie et non du Pérou ; les lois qui m'ont été prescrites pour me diriger et gouverner la République n'ont rien à voir avec le Pérou et leur nature n'a en rien changé parce que le Président de la Colombie commande, en ce moment, une armée sur un territoire étranger. Je n'ai que trop fait en envoyant quelques troupes au Sud ; aucune loi ne me faisait obligation, pas plus qu'il n'y a de lois pour

j'ai obtenu avec beaucoup de fortune et de gloire des choses très importantes : la première, que le Sud soit libéré ; la seconde que soient incorporées à la Colombie, Guayaquil, Quito et les autres provinces ; la troisième, que soit acquise pour la Colombie l'amitié de San Martín et du Pérou ; la quatrième enfin, que nous sortions de l'armée alliée qui nous apportera au Pérou gloire et gratitude. » Trad. Charles Minguet, Annie Morvan, op. cit., p. 174.

⁴⁹³ Jacques Joseph et Philippe Raxhon, op. cit., p. 31.

⁴⁹⁴ Charles Lancha, op. cit., p. 39.

*que je me mette à vos ordres, ni de lois m' enjoignant d'envoyer au Pérou tout ce qui vous est nécessaire et demandez. »*⁴⁹⁵

Au vu de l'absence d'unité d'opinion autour de l'émancipation du Pérou, le nouveau maître de la Grande Colombie, « *toujours obsédé par des rêves d'union (...) »*⁴⁹⁶ tente d'unir les colombiens au problème péruvien. Ainsi depuis Trujillo, dans une lettre du 16 mars 1824, il explique à Santander et au Congrès colombien pourquoi ces renforts sont nécessaires :

*« Je vous assure que nous sommes au Pérou dans une situation quasiment infernale. Ma confiance réside seulement dans l'armée de la Colombie et dans la certitude de recevoir des secours pour disposer de 8 000 à 10 000 Colombiens et être ainsi à mesure de parvenir au triomphe de nos armes. Sans cette armée, soyez assuré que la Colombie court au désastre. »*⁴⁹⁷

En même temps, il marque l'importance décisive de l'émancipation du Pérou :

*« Si le Pérou venait à être perdu, c'est tout le Sud de la Colombie qui serait perdu... Une seule victoire au Pérou et c'est la fin de la guerre en Amérique alors qu'en Colombie, quatre n'y suffiraient pas »*⁴⁹⁸

Ces arguments auraient-ils été suffisants pour convaincre les Colombiens ? Toujours est-il dit que Santander, selon Charles Lancha, « *fini par céder aux instances du Libertador et lui envoya tous les renforts nécessaires. »*⁴⁹⁹

Mais la situation au Pérou elle-même était des plus compromettantes pour les « rêves » que Bolivar nourrissait à l'égard de cette nation si elle était libérée. Au niveau militaire, Gilette Saura⁵⁰⁰ rapporte que l'armée bien exercée par San Martín mais menée au combat par

⁴⁹⁵ Vicente Lecuna, *Catálogo de calumnias y errores en la historia de Bolívar*, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 39.

⁴⁹⁶ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 31.

⁴⁹⁷ Simon Bolivar, « Lettre adressée à Santander, vice-président de la Colombie, 16 mars 1824 », citée par Charles Lancha, op. cit., p. 38.

⁴⁹⁸ Ibidem, p. 38.

⁴⁹⁹ Charles Lancha, op. cit., p. 39.

⁵⁰⁰ Gilette Saura, op. cit., p. 400. Sur ce sujet, Georges Lafond et Gabriel Tersanne apportent la précision selon laquelle, l'armée laissée par San Martín était composée de Chiliens, Argentins, Péruviens et de troupes

des chefs médiocres avait subi d'effroyables défaites. Sur le plan politique, le Congrès avait cru bon de dissoudre la junte qui exerçait l'exécutif depuis le départ du *Protector*, d'emprisonner son directeur et de faire élire un président, le premier de la République du Pérou : José de Riva Agüero. Celui-ci, parfait représentant de la noblesse péruvienne, liménienne en particulier, soupçonné d'intelligence avec les Espagnols, doit s'effacer au profit de Torre Tagle, qui lui, trahira de façon certaine.⁵⁰¹

En somme, comme le note Mariano Torrente, « *La République péruvienne (...) marchait à pas de géant vers sa ruine totale* »⁵⁰² et « *le vice-roi [l'Espagnol] La Serna [était] sur le point de l'emporter aisément, ayant déjà réoccupé aux trois-quarts le Pérou.* »⁵⁰³

C'est dans ces circonstances catastrophiques que Bolivar rejoint Lima le 1^{er} septembre 1823. Ces circonstances ont donné lieu à des interprétations diverses de la part des spécialistes du continent. Selon Mariátegui, la fragilité du mouvement indépendantiste au Pérou correspond à la faiblesse de la bourgeoisie incapable d'impulser l'émancipation contrairement à ce qui a lieu au Venezuela ou en Argentine. Il affirme :

« *La révolution trouva le Pérou attardé dans la formation de sa bourgeoisie. Les éléments d'une économie capitaliste étaient dans notre pays plus embryonnaires que dans d'autres pays d'Amérique où la révolution compta sur une bourgeoisie moins larvaire, moins récente.* »⁵⁰⁴

Brion R. Hamnet propose pour sa part l'interprétation suivante :

colombiennes que le *Protector* avait conduites au Pérou après la conférence de Guayaquil. p. 231. Charles Lancha, lui met l'accent sur les déroutes des indépendantistes, dont la plus importante fut celle de Santa Cruz, près d'Arequipa. « *Sur 7 000 hommes écrit-il, 1 000 seulement regagnent Lima, abandonnée par les Royalistes* ». p. 41.

⁵⁰¹ Gillette saura ajoute que refusant de se soumettre au Congrès, José de Riva Agüera s'installe à Trujillo (à ne pas confondre à celle des Andes vénézuéliennes d'où Bolivar lança en 1813 le décret de guerre à mort), y réunit un autre Congrès avant de se mettre en devoir de trahir en pactisant avec les Espagnols. Dans cette situation plus que critique, le Pérou était politiquement divisé, pour le moins, en deux factions, ayant chacune son gouvernement.

⁵⁰² Mariano Torrente, cité par George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 233.

⁵⁰³ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 32.

⁵⁰⁴ José Carlos Mariátegui, *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, Biblioteca Amauta, Trigésima quinta ed., 1977, p. 66. cité par Charles Lancha, op. cit., p. 41.

« Les mois écoulés entre le départ de San Martín et l'arrivée de Sucre avaient aussi démontré que l'aristocratie péruvienne était incapable de gouverner, et Bolivar arriva rapidement à la conclusion que l'élite liménienne était aussi indifférente aux forces de libération argentine-chiliennes qu'aux forces royalistes de La Sierra. »⁵⁰⁵

C'est dans cette optique que se classe l'action de Bolivar une fois arrivé à Lima. Il assume les pouvoirs dictatoriaux que le Congrès de Torre Tagle lui octroie. Suppléant aux carences des dirigeants péruviens, non sans difficultés, il remet de l'ordre dans l'administration péruvienne,⁵⁰⁶ rassemble autour de lui les armées patriotiques en présence au Pérou et,⁵⁰⁷ exploitant la désunion dans le camp royaliste,⁵⁰⁸ met fin à la domination espagnole au Pérou par les victoires de Junín (06 août 1824) et d'Ayacucho (8 décembre 1824). Au peuple libre du Pérou il adresse la proclamation suivante :

« Péruviens ! La paix a succédé à la guerre ; l'union à la discorde ; l'ordre à l'anarchie ; et le bonheur à l'infortune. Mais n'oubliez jamais, je vous en

⁵⁰⁵ Brian R. Hammet, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 41.

⁵⁰⁶ Sur ce sujet on peut consulter aussi l'article de Cesar García Rosell, « Bolivar en el Perú » in, *Simón Bolívar Libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971, p. 27-32. L'auteur met l'accent sur les efforts de Bolivar à réconcilier d'abord la société péruvienne déchirée avec elle-même et avec les objectifs de la lutte de libération avant de lever des troupes et réorganiser l'armée républicaine pour les campagnes finales dont celles de Junín et d'Ayacucho.

⁵⁰⁷ Parmi les officiers qui aidèrent Bolivar et le Maréchal Sucre à fonder au Pérou une armée aguerrie capable de soutenir l'opposition contre les forces royalistes, Gilette Saura cite nommément « José Maria Cordoba (...) il venait d'arriver de Colombie avec deux mille cinq cents hommes envoyé enfin par Santander, l'Anglais Miller, l'Equatorien La Mar, le Péruvien Gamarra, le Vénézuélien Lara, l'Argentin Necochea ». Gilette Saura, op. cit., p. 413. Ce qui amène Charles Lancha à considérer la campagne du Pérou comme « le point culminant de l'effort de Bolivar pour constituer, autour de l'armée colombienne, une force internationaliste hispano-américaine constituée de Péruviens, de Chiliens, d'Argentins et de Haut-Péruviens ». Charles Lancha, op. cit., p. 39.

⁵⁰⁸ Pour expliquer comment l'armée libératrice est arrivée à avoir raison des forces royalistes, Demetrio Ramos Perez met en relief les questions de dissension au sein des victorieux de Lima le 23 juin 1823. « No obstante escribió, consciente de cómo los problemas minaban a los realistas, Bolívar supo hacer del movimiento de sus tropas una virtud ». Demetrio Ramos Perez, op. cit., p. 95.

*conjure, que c'est aux illustres vainqueurs d'Ayacucho que vous devez tout. »*⁵⁰⁹

Et aux soldats victorieux il s'écrie :

*« Soldats ! La Colombie vous doit la gloire que vous venez de lui donner ; le Pérou, la vie, la liberté et la paix. La Plata et le Chili vous doivent aussi d'immenses avantages. La bonne cause, la cause des droits de l'homme, a gagné, avec l'aide de vos armes, sa terrible lutte contre les oppresseurs. Contemplez le bien que vous avez fait à l'humanité par vos héroïques sacrifices. »*⁵¹⁰

Une fois le pays émancipé, Bolivar soulignera devant le Congrès constituant de Lima l'importance capitale de la solidarité interaméricaine et la nécessité du Congrès de Panama.

*« Persuadé, dit-il, de l'immensité du bien qui découlera pour nous de la réunion du Congrès des représentants, j'ai pris les devants et invité au nom du Pérou nos confédérés pour que, sans perte de temps, ait lieu dans l'isthme de Panamá l'auguste assemblée qui doit sceller notre alliance perpétuelle. »*⁵¹¹

3- La Fédération des Andes

Au lendemain de la libération du Pérou, une fois sa mission accomplie, Bolivar prolonge son séjour au Pérou et en Bolivie. A quelle fin ? De l'avis de Charles Lancha, s'il demeure loin de la Colombie pendant près de vingt mois, c'est qu'il considère que sa mission n'est pas vraiment achevée. *« Dans le désir passionné de préserver l'indépendance latino-américaine, affirme Charles Lancha, il se voue totalement à la réalisation de son idéal unioniste. A cette fin, il s'adonne sans relâche à la mise en œuvre du Congrès de Panamá et il s'efforce de resserrer les liens entre le Pérou, la Bolivie et la Colombie. »*⁵¹²

⁵⁰⁹ Simon Bolivar, cité par George Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 256.

⁵¹⁰ Ibidem.

⁵¹¹ Simon Bolivar, cité par Charles Lancha, op. cit., p. 39.

⁵¹² Charles Lancha, op. cit., p. 42.

Charles Lancha par ces propos définit deux idéaux unionistes chez Bolivar, depuis le Pérou. Le premier, explicite, est le Congrès de Panamá. Le deuxième, plus implicite, il s'agit de la Fédération des Andes.⁵¹³

Ces deux ambitieux projets auxquels Bolivar tente de donner vie à partir de 1825, selon Charles Lancha, « (...) illustrent une évolution capitale dans sa pensée »⁵¹⁴. En effet, dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, le *Libertador*, après avoir analysé le contexte mondial et partagé son point de vue sur la nécessité dans un avenir proche de voir l'Amérique débarrassée du carcan espagnol former une seule nation, reconnaissait cependant que cette idée était irréalisable et que plusieurs Etats indépendants se constitueraient. C'était en 1815. Nous citons :

« Yo deseo, más que otro alguno, ver formar en América la más grande nación del mundo, menos por su extensión y riqueza que por su libertad y gloria [...] Es una idea grandiosa pretender formar de todo el Mundo Nuevo una sola nación, con un solo vínculo que ligue sus partes entre sí y con el todo. Ya que tiene un origen, una lengua, unas costumbres y una religión, debería por consiguiente, tener un solo gobierno que confederase los diferentes Estados que hayan formarse ; mas no es posible, porque

⁵¹³ Elle est l'union de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie dont Bolivar était investi du titre de dictateur suprême. Des spécialistes de l'Amérique latine de renom : Indalecio Liévano Aguirre, Gillette Saura, Edgar Viera Posada pour nous limiter à ceux-là, estiment que la Fédération des Andes dans l'action de Bolivar est postérieure au Congrès de Panama ; Bolivar n'ayant cherché à la réaliser que lorsqu'il a été informé de l'échec du Congrès ou du moins, de la tournure des événements non dans le sens qu'il avait prévu. « *Esta decepción*, écrit Indalecio Liévano Aguirre, *no significó para Bolívar la cancelación de su anhelo de dar a los pueblos americanos la unidad que necesitaban para defenderse en un mundo amenazado por nuevas y formidables presiones coloniales ; su espíritu, tenso por una gran imaginación creadora, se apresuró a superar el grave vacío dejado por la tímidas decisiones del Congreso de Panamá, sustituyendo el elemento de unión que había deseado constituir con la Liga, por medio del acercamiento de los pueblos americanos en virtud de una común organización insitucional. (...). se dedico a realizar este último esfuerzo para evitar, al menos, la completa disolución de las comunidades más directamente vinculadas a la revolución colombiana, o sea la Nueva Granada, Venezuela, el Perú, Bolivia y el antiguo reino de Quito.* » Indalecio Liévano Aguirre, p. 454-455. Cependant, les traités que la Colombie a signés bien avant la fin de la guerre, conçus dans le même esprit, nous amènent à situer la Fédération à une période antérieure.

⁵¹⁴ Charles Lancha, op. cit., p. 43.

*climas remotos, situaciones diversas, intereses opuestos, caracteres semejantes, dividen a la América ».*⁵¹⁵

E. V. Posada souligne cependant que ce n'était encore qu'une formulation théorique qui, avec le temps et les événements sera modifiée au moment où Bolivar convie les nations américaines indépendantes à un Congrès sur l'isthme de Panama.

*« Nótese, dit-il, que el Libertador habla de un ideal, referido a América en su conjunto, pero que a la vez es suficientemente realista, pues a pesar de constatar la identidad de lenguaje, costumbres y religión, reconoce que no será posible un solo gobierno en un continente disperso y heterogéneo. »*⁵¹⁶

Effectivement, dix ans plus tard, Bolivar a changé d'avis. Il lutte ardemment en faveur du Congrès de Panamá et de la Fédération des Andes. A quoi est dû ce changement ? E. V. Posada apporte l'interprétation suivante :

*« Una de las ideas centrales de Simón Bolívar, además de conseguir la independencia frente a España, fue la de asegurarle a esta parte del continente las condiciones necesarias para no volver a tener lazos de dependencia con ese país y pensar y actuar autónomamente como América Latina. Gracias a sus condiciones de desarrollo, se trazó metas e ideales más allá de la sola confrontación armada, visualizando unos pueblos que se unían para preservar la independencia alcanzada y no pueblos que se aislaban una vez lograda ésta. »*⁵¹⁷

L'idée étant donc d'assurer à la fois la sécurité et le développement autonome de la nation américaine vis-à-vis de l'Europe et du reste du monde. Sur cette question, voici le commentaire qu'un intellectuel du continent, Asturo Uslar Pietri fait :

⁵¹⁵ Simon Bolivar cité par E. V. Posada, op. cit., p. 38. Pour le texte en français, voir Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 94-116.

⁵¹⁶ E. V. Posada, op. cit., p. 38.

⁵¹⁷ Ibidem.

« Él [Bolívar] concibió que el esfuerzo de independencia no era sino un paso previo para otra cosa, y que ese paso implicaba todo un conjunto de pueblos que tenían una unidad cultural fundamental [...] desde el primer momento, desde el primer instante, Bolívar concibió que lo que estaba planteado era un cambio de destino, de sentido y de orientación continental. »⁵¹⁸

Victor Andrés Belaúnde⁵¹⁹ pour sa part voit deux raisons au changement dans la pensée et l'action de Bolivar. La première raison est psychologique et la deuxième, politique. Du point de vue psychologique, il est normal que le simple caudillo vaincu de 1815 sacrifie au réalisme. De même, Belaúnde explique très bien qu'il est probable que Bolivar en 1825, au sommet de sa gloire, adulé partout, se laisse séduire par l'utopie. Le visionnaire l'emporte alors sur le pragmatique. Du point de vue politique, Bolivar se montre très préoccupé par la conjoncture internationale. Le rétablissement de l'absolutisme de Ferdinand VII rend redoutables de possibles tentatives de reconquête espagnole avec l'appui de la Sainte Alliance. Bolivar est sensible aussi au danger brésilien. Pour conjurer ce double péril, il ne voit qu'une parade : l'unité hispano-américaine.

En ce qui concerne la Fédération des Andes, la base de cette unité selon Georges Lafond et Gabriel Tersane, vise à harmoniser les institutions de ces trois nations, en donnant une constitution à la Bolivie et en la faisant ensuite adopter par le Pérou et la Colombie.⁵²⁰ Ils exposent longuement le plan muri par Bolivar à cet effet :

« Il avait pensé, pour parer à une catastrophe qui aurait ruiné l'œuvre d'émancipation, à créer une Fédération générale entre la Bolivie, le Pérou et la Colombie, plus étroite que celle des Etats-Unis, gouvernée par un président et un vice-président et régie par la constitution bolivienne. Le but de ce pacte (...), est l'unité la plus parfaite qui soit sous une forme fédérale. Le gouvernement des Etats fédéraux ou particuliers appartiendra au vice-président avec ses deux chambres pour tout ce qui concerne la religion, la

⁵¹⁸ Uslar Pietri, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 38.

⁵¹⁹ Victor Andrés Belaúnde, *Bolívar y el pensamiento político de la Revolución hispanoamericana*, Madrid, Ediciones Cultura Hispánica, 1959, p. 308.

⁵²⁰ En Colombie, sa tentative d'imposer la charte bolivienne échoue.

*justice, l'administration civile et économique et, en un mot, pour tout ce qui ne regarde ni les affaires extérieures ni la guerre. Chaque département enverra un député au Congrès fédéral, qui sera divisé en sections, dont chacune comprendra un tiers des députés de chaque République. Ces trois chambres avec le vice-président et les secrétaires d'Etat, choisis dans la République tout entière, gouverneront la Fédération. Le Libérateur, comme chef suprême, visitera tous les ans les départements de chaque Etat. La capitale se trouvera dans un endroit central. La Colombie devra être divisée en trois Etats : Cundinamarca, Venezuela et Quito. La Fédération portera le nom qu'elle choisira : elle aura un drapeau, une armée ; elle formera une nation unique. »*⁵²¹

Déjà, en 1822, Bolivar avait anticipé sur la formation de l'union par la signature de traité d'alliance. Reinaldo Rojas rapporte à cet effet, que dans ce traité qui était envisagé comme un banc d'essai, l'objectif poursuivi était de soutenir dans l'union la lutte de libération *« de la nación española y de cualquier otra dominación extranjera, por lo cual se establece un pacto perpetuo de alianza íntima y amistad firme y constante para su defensa común, para la seguridad de su independencia y libertad, para su bien recíproco y general y para su tranquilidad interior »*⁵²²

Au niveau politique et économique *« se establece la correspondencia de ciudadanía entre ambos países, la suspensión del pago de los derechos de importación, exportación, anclaje y tonelada que los establecidos o que se establecieren para los nacionales en los puertos de cada Estado. Se señala el establecimiento de un convenio específico para la demarcación de límites, afirmándose que las diferencias que puedan ocurrir se arreglarán por los medios conciliatorios y de paz, propios de dos naciones hermanas y confederadas. »*⁵²³

Selon Charles Lancha, en prenant toutes ces mesures, Bolivar pensait favoriser ainsi le succès du Congrès de Panamá qui, dans son esprit, devait prévoir une défense commune des pays hispano-américains. Belaúnde pour sa part, tout en saluant la grandeur de l'entreprise

⁵²¹ Georges Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 268-269.

⁵²² Reinaldo Rojas, op. cit., p. 7.

⁵²³ Ibidem, p. 7.

bolivarienne, ne masque pas son erreur d'appréciation. La création d'un Etat multinational exigeait préalablement la consolidation des Etats nationaux.⁵²⁴ La Fédération des Andes avortera très vite.

D- Le Congrès « amphictyonique » de Panama

Pour Georges Lafond et Gabriel Tersane, le Congrès « amphictyonique » de Panama est dans l'idéal politique de Simon Bolivar « *l'une des idées qui lui tenaient le plus à cœur* ». ⁵²⁵ Comme la Fédération des Andes, Reinaldo Rojas signale que le Congrès a aussi été pensé depuis 1815 quand dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque* Simon Bolivar écrivait sur un ton idéaliste :

*« ! Qué bello sería que el Istmo de Panamá fuese para nosotros lo que el de Corinto para los griegos ! Ojalá que algún día tengamos la fortuna de instalar allí un augusto Congreso de representantes de las Repúblicas, Reinos e Imperios, a tratar y discutir sobre los altos intereses de la paz y de la guerra, con las naciones de las otras tres partes del mundo. »*⁵²⁶

Revenant un peu plus tard sur cet idéal dans un courrier adressé à Juan Martín Pueyrredón, président des Provinces du Rio de la Plata, le 12 juin 1818, Bolivar s'exprime en ces termes :

*« Una sola debe ser la patria de todos los americanos, ya que en todo hemos tenido una perfecta unidad. »*⁵²⁷

Charles Minguet et Annie Morvan ont reproduit un texte semblable, écrit depuis le quartier général d'Angostura. L'appel est plutôt lancé aux peuples du Rio de la Plata en faveur de l'unité continentale :

« Habitants du Rio de la Plata ! La république du Venezuela, toute endeuillée qu'elle soit, vous fait don de sa fraternité ; et lorsque, couverte

⁵²⁴ Victor Andrés Belaúnde, op. cit., p. 308.

⁵²⁵ George Lafond et Gabriel Tersane, op. Cit., p. 270.

⁵²⁶ Reinaldo Rojas, op. cit., p. 6.

⁵²⁷ Ibidem.

*de lauriers, elle aura exterminé les derniers tyrans qui profanent son sol, elle vous invitera à former une seule société afin que l'Amérique méridionale ait pour devise : Unité. »*⁵²⁸

Edgard Vieira Posada n'est pas resté en marge de cette proclamation de l'idéal bolivarien autour du Congrès amphictyonique de Panama. A son tour il écrit :

*Y al enviar el 7 de diciembre de 1824 la carta de invitación a los distintos gobiernos para que asistan al congreso en Panamá, al referirse al papel que tendrán los protocolos que propone se firmen en este lugar, exclama : 'Qué será entonces el istmo de Corinto comparado con el de Panamá ?' »*⁵²⁹

D'où es venu l'idée de bâtir l'unité hispano-américaine sur l'isthme de Panama ? Il est important de souligner la comparaison que Bolivar effectue entre l'isthme de Corinthe et celui de Panama.

1- Pourquoi Panama ?

Historiquement parlant, Corinthe, selon Jacques Dumont,⁵³⁰ située sur un isthme du même nom, fut une des plus anciennes et des plus puissantes cités grecques aux VIIe et VIe siècles, grâce à sa position géographique, importante tant du point de vue stratégique qu'économique – la cité est servie par les deux ports de Léchaïon sur le Golf Saronique et de Kenchréai sur le Golfe de Corinthe-. De ce fait elle devenait le centre commercial du monde grec. Mais ce qui fit de Corinthe le centre du monde dans le contexte de notre sujet, ce n'est pas tant comme le souligne Edouard Will⁵³¹, sa richesse ni sa puissance maritime, puisque jusqu'au Ve siècle encore, elle ne réussit pas vraiment à jouer un rôle politique important dans le monde grec. L'émergence de Corinthe sur la scène politique grecque est liée aux conflits

⁵²⁸ Simon Bolivar, « Lettre adressé aux habitants du Rio de la Plata, Quartier général d'Angostura, le 12 juin 1818 », Compilation, Notes, Chronologies, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 126.

⁵²⁹ Edgard Vieira Posada, op. cit., p. 42.

⁵³⁰ Jacques Dumont, "Corinthe" in *Dictionnaire de la Grèce antique*, Paris, Encyclopaedia universalis et Albin Michel, 2000, p. 359-360.

⁵³¹ Edouard Will, "Corinthe" in *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992, p. 128-129.

hégémoniques qui secouent les cités grecques entre elles et contre Philippe II de la Macédoine au IV^e siècle. Ce dernier choisit le sanctuaire de l'isthme – qui avait joué la carte de la neutralité dans le conflit grecque-macédonien – pour y convoquer les Grecs après sa victoire et conclure avec eux l'alliance qu'Edouard Will a dénommée « *Ligue de Corinthe* ». ⁵³² L'objectif n'étant pas tant ici pour Philippe II d'asseoir sa domination sur les cités qui d'ailleurs conservaient leur autonomie et institutions, mais surtout, note Georges Tate, de mettre en place un monde grec uni et fort, capable de s'opposer aux menaces extérieures. ⁵³³ De fait, apparaissait ainsi une sorte de premier Etat grec fédéral.

Peut-on en dire autant pour le terme « amphictyonique » rattaché au Congrès de Panama ? E. V. Posada qui a examiné de façon lexicographique ce mot affirme que « *la palabra anficiónia (...) significa la confederación de las antiguas ciudades griegas, para asuntos de interés general y anficiónico, perteneciente o relativo al anfición o a la anficiónia.* » ⁵³⁴

Nos lectures ne nous permettent pas de dire si le terme rattaché au congrès est de Bolivar. Mais le fait de faire allusion à Corinthe, donc à l'histoire politique de la Grèce antique amène à penser que le *Libertador* devait avoir eu connaissance des événements de l'isthme et que depuis lors, il les a intégrés dans le rêve qu'il nourrissait pour son continent. Francisco Cuevas Cancino semble soutenir cette thèse. Voyons le commentaire qu'il fait sur ce mot :

« *El hecho es que algunas anficiónias, en especial la Delfica, ofrecen la imagen de un cuerpo colegiado, representativo de todas las grandes tribus griegas (...). Anficiónias y ligas desempeñaron un papel secundario en Grecia (...). Pero la insistencia en corinto indica que el Libertador las tuvo presentes desde el principio de su carrera (...). La circular limeña prevé la superioridad del pacto americano sobre lo que se hizo en corinto (...).* »

⁵³² Ibidem, p. 129.

⁵³³ Georges Tate, *La Grèce antique*, Paris, Hachette supérieur, 2000, p. 103. L'auteur souligne dans son livre une autre particularité de la Grèce aux Ve et IV^e siècles, fut les regroupements dans le cadre d'alliances. Il écrit : « *Organisés comme des Etats fédéraux, ces confédérations constituent une réelle nouveauté car elles résultent de tentatives sérieuses pour dépasser le cadre de la cité. On en compte quatre principales au IV^e siècle : les confédérations béotiennes, arcadienne, chalcidienne et thessalienne.* », p. 108.

⁵³⁴ E. V. Posada, op. cit., p. 42.

*Anfictionía, la hubo en el luminoso pensamiento bolivariano. Y la hubo por la pureza del ideal, por su universalidad, por la consistencia de los lazos propuestos entre países, por el intento de crear un espíritu nuevo que diera al hecho de la independencia su peso histórico propio. La hubo en tanto se trató de una unión entre países o repúblicas vecinas, entre grupos ligados por un culto idéntico, por lazos sociales similares, por un pasado común. »*⁵³⁵

Pourquoi fallait-il confédérer les nations espagnoles d'Amérique sur l'isthme de Panamá ? Deux points de vue majeurs apparaissent dans les interprétations qui ont été données sur la question. Au niveau interne, Charles Lancha, Edgard Vieira Posada et Georges Lafond et Gabriel Tersane ont souligné un élément important qui a cours dans l'Amérique espagnole postcoloniale : l'anarchie. Nous rappelons que pendant la guerre, Bolivar s'était heurté à ce problème. Ce qui l'avait amené, dans le cas du Pérou par exemple, à exercer la dictature dans l'espoir de ramener l'ordre nécessaire au succès de la lutte de libération. En une phrase saisissante, Gil Fortoul, dans son *Histoire Constitutionnelle du Venezuela*, décrivait à travers la situation de cette nouvelle république, l'atmosphère sociopolitique dans les républiques espagnoles d'Amérique.

*« Dictature et anarchie sont les termes qui caractérisent l'existence de la République (...) : dictature où se trouve Bolivar, anarchie loin de lui. »*⁵³⁶

L'indépendance acquise, comme de la boîte de Pandore, l'anarchie allait ressurgir. Aucune nation ne semble échapper au phénomène. Décivant le cas de la Colombie, Georges Lafond et Gabriel Tersane écrivent :

« Le désordre, en effet, durant l'absence du Libérateur, était partout ; l'incapacité et la confusion régnaient dans toutes les branches de

⁵³⁵ Francisco Cuevas Cancino, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 42.

⁵³⁶ Gil Fortoul, *Histoire constitutionnelle du Venezuela*, cité par Georges Lafond et Gabriel Tersane, op ; cit., p. 273.

*l'administration. La situation fut particulièrement grave au Venezuela en 1824. »*⁵³⁷

Les choses ne se passent pas autrement à Guayaquil, Quito et au Pérou où Bolivar se voit obligé de prolonger son séjour. Charles Lancha écrit :

*« S'il prolonge durant plusieurs années son séjour dans le Sud, c'est pour tenter d'écarter la menace du chaos. Tous ses efforts seront vains et il en aura conscience. Dès son départ du Pérou, il pressent que le désordre va prévaloir (...). »*⁵³⁸

L'anarchie elle-même avait engendré un autre problème qu'évoque Posada, celui des particularismes. Il écrit :

*« Lograda la Independencia de España, nuestros países tuvieron la primera oportunidad de integrarse mediante la propuesta formulada por el Libertador Simón Bolívar (...)? Por qué una confederación ? Porque ya los particularismos se habían hecho evidentes, éramos un mosaico en donde la unidad hemisférica solo se podría producir asumiendo estos nacionalismos. »*⁵³⁹

En accord avec ce point, Gilette Saura en a apporté l'expression achevée, dans le conflit constitutionnel qui opposait Caracas à Bogota à travers les agissements du général Paéz, commandant de ce département et le général Santander, vice-président du gouvernement colombien logé à Bogota. Voici ce qu'elle dit :

« Mais, tandis qu'il [Bolivar] s'éloignait vers le sud pour parachever l'œuvre d'émancipation, il laissait derrière lui une jeune nation dont le cadre constitutionnel allait prêter à toutes les distorsions de l'idéal révolutionnaire et favoriser la formation de groupes bien décidés, chacun avec ses propres armes – légalisme étriqué et opportuniste pour l'un,

⁵³⁷ Georges Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 273.

⁵³⁸ Charles Lancha, op. cit., p. 45.

⁵³⁹ E. V. Posada, op. cit., p. 43.

*pouvoir des lances pour l'autre – à jeter les bases de futures hégémonies en satisfaisant dans l'immédiat de dévorantes ambitions. Tous les courants générateurs de désordre, hostilité entre civils et militaires, entre vénézuéliens et cundinarmaquais (actuelle Colombie), entre « docteurs » et hommes du peuple, s'incarnaient en deux hommes : Paez et Santander. »*⁵⁴⁰

Les propos de Bolivar à la famille colombienne divisée ouvrent largement les yeux sur l'ampleur du problème. A Caracas, il s'exprime en ces mots :

*« Qu'il n'y ait plus de Venezuela, qu'il n'y ait plus de Cundinamarca ; soyons colombiens, ou la mort se répandra sur les déserts laissés par l'anarchie. »*⁵⁴¹

Et à Bogota, devant les principaux fonctionnaires :

*« Permettez-moi, leur dit-il, en voyant divisée la famille colombienne, de m'intituler son père et de vous convier à oublier vos ressentiments et à vous réunir cordialement pour élever notre chère patrie au degré le plus haut de félicité. J'ai consacré mes services à l'indépendance et à la liberté de la Colombie ; je les consacrerai toujours à l'union et au respect des lois. »*⁵⁴²

Sur le plan externe, Francisco Cuevas Cancino⁵⁴³ penche pour les conclusions que Bolivar a tirées de ses réflexions sur la conjoncture internationale, pendant qu'encore à Guayaquil il était en attente de renforts militaires colombiens pour la libération du Pérou. Selon lui, à l'examen de la situation du Nouveau-Monde par rapport à l'Ancien, Bolivar s'est rendu compte que l'Amérique qui se bat pour sa libération ne sera jamais réellement libre aussi longtemps qu'elle a dans ses eaux territoriales des navires de nations européennes dont la supériorité militaire, incontestable, peut à tout moment servir de moyens de reconquête au bénéfice de l'Espagne dont le monarque, Ferdinand VII, revenu au pouvoir, a affiché

⁵⁴⁰ Gillette Saura, op. cit., p. 457.

⁵⁴¹ Simon Bolivar, cité par Georges Lafond et Gabriel Tersane, op. cit., p. 276.

⁵⁴² Ibidem.

⁵⁴³ Francisco Cuevas Cancino, « El ideal continental del Libertador, proclamado desde el Perú », in *Simón Bolívar Libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971, p. 101-102.

clairement l'intention.⁵⁴⁴ Plus au nord du continent, l'éveil des Etats-Unis et la Déclaration de Monroe prenait à ses yeux son sens véritable de confession implicite du désir d'hégémonie de cette nation sœur devenue puissance militaire dangereuse pour la liberté du reste du continent. Sur le continent même, il incline à croire que dans le futur, le Mexique pourrait avoir des différends avec la Colombie. Même Haïti, la nation qui lui a permis de relancer ses expéditions indépendantistes, est à ses yeux comme un volcan menaçant pour la Colombie. La monarchie brésilienne indépendante et le Pérou dont il est dans l'attente de la libération n'échappent pas à son pessimisme. Ces deux nations sont pour lui des ennemies potentiels de la Colombie.

De ces analyses s'explique le contenu de la communication que depuis le Pérou il a adressée le 7 décembre 1824 aux gouvernements des nations qu'il avait déjà contactés en 1822, et dont il vaut la peine de donner textuellement quelques éléments :

« Después de quince años de sacrificio consagrados a la libertad de América, por obtener un sistema de garantía que en paz y en guerra sea el escudo de nuestro nuevo destino, es tiempo ya de que los intereses y las relaciones que unen entre sí a las repúblicas americanas, antes colonias españolas, tengan una base fundamental que eternice, si es posible, la duración de estos gobiernos. (...) invité en ochocientos veintidós, como Presidente de la República de Colombia, a los gobiernos de México, Perú,

⁵⁴⁴ E. V. Posada voit dans les facteurs exogènes qui ont amené Bolivar et bon nombre d'autres hispano-américains qui l'ont succédé à penser à une alliance défensive entre les nations américaines récemment libérées de la domination espagnole, la crainte que suscitait la Sainte Alliance. Constituée en 1815 des trois grandes monarchies absolutistes de l'Europe : l'Autriche, la Russie et la Prusse, décidées à se protéger contre les dangers que pourraient causer une avancée du système démocratique tant en Europe que dans le Nouveau Monde. E. V. Posada, op. cit., p. 36-37. Corroborant ce point de vue, Alfredo Vásquez Carrizosa affirme : « Bolívar tenía razones para temer que la Santa Alianza extendiera su influencia a la América latina [...] En el directorio europeo predominaba la tenacidad de Metternich para sofocar los movimientos afectados de algún ademán democrático que pudiera comprometer la eternidad de los principios democráticos. Tan solo Inglaterra se había negado a firmar el tratado de la Santa Alianza y ello bastaba para mostrar que sería contrario al interés del nuevo mundo. » Alfredo Vásquez Carrizosa, op. cit., p. 45. A partir de cette observation A. V. Carrizosa devait conclure : « Dos sistemas políticos estaban contraopuestos y casi diríamos enfratados : el de la Santa Alianza y el de la contra alianza de Colombia con otros países latinoamericanos [...] Metternich y Bolívar : el empeño monárquico de regresión y el impulso republicano de evolución hacia la democracia. » Ibidem, p. 45.

*Chile y Buenos Aires, para que formásemos una confederación y reuniésemos, en el istmo de Panamá, u otro punto elegido a pluralidad, una asamblea de plenipotenciarios de cada estado “que nos sirva de consejo en los grandes conflictos, de punto de contacto en los peligros comunes, de fiel intérprete de los tratados públicos cuando ocurran dificultades y de conciliador, en fin, de nuestras diferencias” (...) me atrevo a lisonjearme de que el ardiente deseo que anima a todos los americanos de exaltar el poder del mundo de Colón, disminuirá las dificultades y demoras que exigen los preparativos ministeriales, y la distancia que media entre las capitales de cada estado y el punto central de la reunión. (...) Nada, ciertamente, podrá llenar los ardientes votos de mi corazón como la conformidad que espero que espero de los gobiernos confederados a realizar este augusto acto de América. S. V. E. no se digna adherir a él, preveo retardos y perjuicios inmensos, a tiempo que el movimiento del mundo lo acelera todo, pudiendo también considerarlo en nuestro daño. »*⁵⁴⁵

2- Participants et caractères principaux du Congrès de Panama

Lorsque Simon Bolivar décida de rassembler les nations américaines indépendantes sur l’isthme de Panama pour en faire des nations unies, Selon Indalecio Liévano Aguirre, il envisageait de faire face aux révoltes sans cesse répétées des classes dominantes et par la même occasion préserver en Amérique espagnole les principes de la démocratie qu’elle a adoptés.⁵⁴⁶ Cette conclusion à laquelle il était arrivé se comprend à la lecture de la conjoncture internationale de l’époque. La Sainte Alliance qui s’était constituée en 1815 avait décrété que la paix mondiale dépendait du maintien de l’ordre traditionnel en Europe et dans les colonies qu’elle possédait, contre toute avancée du système démocratique. A l’analyse des motifs qui ont entraîné la création de cette Ligue, Bolivar conclura que la paix en Amérique est aussi intimement liée à la consolidation dans toutes les républiques du Nouveau Monde des principes démocratiques et républicains que les troubles sans cesses répétés, fomentés par

⁵⁴⁵ Vicente Lecuna, *Proclamas y discursos del Libertador*, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 46.

⁵⁴⁶ Indalecio Liévano Aguirre, *Bolívar*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República y Academia Nacional de la Historia, Edición actualizada, 1988, p. 390.

les classes dominantes mettaient en péril. Dans une lettre adressée à Santander qu'I. L. Aguirre cite, Bolivar explique sa pensée :

*« Debemos imitar a la Santa Alianza en todo lo que es relativo a la seguridad política. La diferencia no debe ser otra que lo relativo a los principios de justicia. En Europa todo se hace por la tiranía, acá es por la libertad ; lo que ciertamente nos constituye enormemente superiores a los aliados. Los ejércitos de ocupación en Europa son una invención moderna y hábil. Conserva la independencia de las naciones y el orden que se establece en ellas, y, al mismo tiempo, evita la necesidad de conquistar para impedir la guerra. Por lo mismo, nosotros debemos tener este ejército en el Alto Perú hasta la reunión de los estados en Panamá, que deben decidir el modo y medio de mantener la tranquilidad entre los conferados. »*⁵⁴⁷

L'analyse des propos de Simon Bolivar dans le contexte que nous venons de décrire cadre parfaitement avec l'idée qu'il a toujours de repositionner l'Amérique sur la scène internationale par rapport à l'Europe. Le Congrès de Panama peut être compris comme un moyen pour modifier les relations entre l'Europe impérialiste et l'Amérique sous domination, en lutte pour sa libération. Ce point apparaît dans une lettre de Bolivar à Santander – cité par I. L. Aguirre - dans laquelle il fait allusion à une guerre mondiale tendant à créer un nouvel équilibre.

« (...) Hay otro equilibrio, dit-il, el que nos importa a nosotros : el equilibrio del universo. La ambición de las naciones de Europa lleva el yugo de la esclavitud a las demás partes del mundo ; y todas estas partes

⁵⁴⁷ I. L. Aguirre, op. cit., p. 391. Pour l'auteur, l'idée du Congrès de Panama est donc une réponse aux Congrès de la Sainte Alliance à Vienne ainsi qu'il le dit : *« Este era, apenas, uno de los aspectos de la política continental de Bolívar : el que hacía referencia a la unidad interna del mundo americano en la batalla final por su libertad ; para completar la estructuración del sistema que le permitirá enfrentarse al Viejo Mundo, coaligado en la Santa Alianza, Bolívar presentó en esos días a la consideración de América el proyecto del Congreso Anfictiónico de Panamá, destinado a ser la respuesta de la América democrática al Congreso de Viena. »*

*del mundo debían tratar de establecer el equilibrio entre ellas y Europa para destruir la preponderancia de la última. »*⁵⁴⁸

Il s'agit donc d'une guerre entre les pouvoirs absolutistes d'Europe et l'Amérique latine libre. Pour gagner la bataille, il fallait que cette dernière s'unisse, se constitue comme son adversaire la Sainte Alliance, en une confédération pour la réalisation de laquelle il lançait l'invitation sur l'isthme Panama. Dans sa lettre à Santander qu'E. V. Posada cite nous lisons :

*« (...) podemos concluir por mi proposición de prepararnos para una lucha muy prolongada, muy ardua, muy importante (...). El remedio paliativo a todo esto es el Gran Congreso de Plenipotenciarios en el Istmo bajo un plan vigoroso y extenso, con un ejército a sus órdenes de cien mil hombres a lo menos, mantenido por la Confederación e independiente de las partes de constitutivas. »*⁵⁴⁹

Mais quand Bolivar adressait sa communication aux nations avec lesquelles la Colombie qu'il dirigeait était liée par des traités, il n'ambitionnait pas donner un aspect panaméricain à son projet. Sa lettre à Santander telle que l'a transcrit I. L. Aguirre apporte clairement la lumière sur ce sujet:

*« No se olvide usted jamás de las tres advertencias políticas que me he atrevido a harcerle : primera, que no nos conviene admitir en la Liga al Río de la Plata ; segunda, a los Estados Unidos de América, y tercera, no liberar a la Habana. Estos tres puntos me parecen de la mayor importancia, pues creo que nuestra liga puede mantenerse perfectamente sin tocar el extremos del Sur y del Norte ; y sin establecimiento de una nueva República de Haití. Los españoles, para nosotros, ya no son peligrosos, en tanto que los anglosajones lo son mucho, porque son omnipotentes, y por lo mismo, terribles. »*⁵⁵⁰

⁵⁴⁸ I. L. Aguirre, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 39.

⁵⁴⁹ E. V. Posada, op. cit., p. 39.

⁵⁵⁰ I. L. Aguirre, op. cit., p. 391.

Bolívar s'oppose ainsi à l'attitude du Vice-président Santander qui s'était arrogé le droit d'inviter les nations contre lesquelles il n'avait requis aucune invitation, allant à l'encontre de sa volonté de constituer un bloc politique composé uniquement de la Colombie, du Pérou, de l'Amérique centrale et du Mexique – Buenos Aires, Chile, comme nous le verrons, ayant décliné l'invitation -. I. L. Aguirre a présenté la vision de Bolívar comme suit :

« Esta configuración del Congreso de Panamá destruía una excepcional oportunidad para lograr el propósito fundamental de Bolívar : la formación de una liga integrada por Colombia, Perú, Centro América y México, capaz de dar nacimiento en los sectores centrales del continente a un bloque político eficaz para constituirse en personero de la revolución democrática impuesta en el continente por las armas de Colombia. »⁵⁵¹

Pourquoi Bolívar s'intéresse-t-il à former une confédération exclusivement hispano-américaine ? Pour E. V. Posada la pensée de Bolívar n'est pas tout à fait claire sur la question dans la mesure où dans certains propos on a l'impression que le *Libertador* inclut toute l'Amérique dans la Confédération qu'il envisage. Il cite deux textes de Bolívar pour justifier ses propos.

Texte 1 :

« Una sola debe ser la Patria de todos los americanos »⁵⁵²

Texte 2 :

« (...) nosotros nos apresuraremos con el más interés, a entablar, por nuestra parte, el pacto americano, que formando de todas nuestras

⁵⁵¹ Ibidem, p. 393. Sur les motivations de l'attitude de Santander, l'auteur écrit : « Para ser lógico en esa política [panamericanisme], Santander procedió, a pesar de las recomendaciones de Bolívar, a invitar al Congreso de Panamá al Brasil, el Río de la Plata y los Estados Unidos, y en la siguiente forma explicó al Libertador las razones de su conducta : 'En Europa ha comenzado a alarmar la Confederación americana : el ministro Canningo llamó a Hurtado para preguntarle cuál sería el objeto verdadera de ella, pues se decía que se iba a hacer una liga contra la Europa, y que se trataba de desquiciar el imperio del Brasil para convertir toda la América en estados populares. » , p. 392.

⁵⁵² Bolívar, « Lettre au Président des Provinces Unies du Río de la Plata », cité par E. V. Posada, op. cit., p. 39.

*repúblicas un cuerpo político, presente la América al mundo con un aspecto de majestad y grandeza sin ejemplo en las naciones antiguas. La América así unida, si el cielo nos concede este deseado voto, podrá llamarse la reina de las naciones, y la madre de las repúblicas. »*⁵⁵³

Mais pour I. L. Aguirre qui a fait le tour d’horizon du problème, Bolivar avait limité la confédération à un nombre réduit de nations parce qu’il entendait en faire deux centres de pouvoir. L’un au Nord représenté par le Mexique et l’autre au Sud conduit par la Colombie. Ces deux têtes de pont rassembleraient en cas de conflit avec des puissances étrangères des forces suffisantes capables de fermer les portes du continent. Par ailleurs, ainsi constitués, ces deux centres empêcheraient que des influences extérieures ne viennent compromettre l’équilibre de la Confédération.⁵⁵⁴

Aussi vraie que soit cette interprétation, on se poserait des questions sur les cas du Rio de la Plata et du Brésil. Si pour ce dernier, I. L. Aguirre et E. V. Posada pensent que c’était un pays qui d’une part avait fait une révolution toute particulière et qui était dirigé par un monarque proche de la Sainte Alliance, d’autre part le Brésil qui pourtant a été invité ne se sentait pas intéressé par le projet de Bolivar ni de cœur avec les luttes d’indépendance des américains de langue espagnole vis-à-vis desquels elle entendait manifester sa neutralité. Par contre, en ce qui concerne le Río de la Plata, ces historiens sont restés muets. Nos lectures ne nous ont pas donné plus d’informations.

Finalement, selon E. V. Posada,⁵⁵⁵ le Congrès s’est réduit à la participation de la Colombie, du Mexique, Pérou, Panama, Venezuela, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, de l’Equateur, d’Honduras et du Salvador actuels. Il a connu deux phases accomplies respectivement sur l’Isthme (1926) et à Tacubaya (1928). Selon Francisco Vásquez Carrizosa les résolutions ont été en deçà des espérances de Bolivar:

« En Tacubaya quedaba sepultada una ilusión y desaparecía toda esperanza de llevar a la práctica las ideas de Bolívar sobre organización continental. Las repúblicas hispanoamericanas se hundían en el caos y

⁵⁵³ Ibidem, p. 40.

⁵⁵⁴ I. L. Aguirre, op. cit., p. 447.

⁵⁵⁵ E. V. Posada, op. cit., p. 50. Il convient d’ajouter la présence des Etats-Unis et de l’Angleterre qui ont dépêché des observateurs.

*estaban sumidas en las contradicciones y los antagonismos de una política pequeña. En verdad, no había nada que hacer. »*⁵⁵⁶

En d'autres termes, ce fut un fiasco pour Bolivar et son rêve pour l'unité de l'Amérique à une échelle continentale. Que dire de l'action de Kwame Nkrumah après l'indépendance de son pays ?

II- Analyse du cas de l'Afrique

A- Kwame Nkrumah, la lutte commune pour la libération et l'unité de l'Afrique

Après l'indépendance de la Gold Coast (devenue Ghana), le combat de Nkrumah autour de l'unité africaine est rattaché quasiment à la politique extérieure adoptée par son gouvernement de 1957 à 1966. Selon Samuel G. Ikoku, l'objectif suprême de cette politique était la réalisation et la consolidation de l'unité africaine. Ce qu'il a désigné dans sa lecture de l'action du leader ghanéen sous le générique de « *seconde révolution* ». ⁵⁵⁷ Cette seconde révolution ne consistait pas en une coopération entre les Etats africains, inévitable d'ailleurs, puisque tout Etat a nécessairement des contacts et des relations avec d'autres. « *Pour Nkrumah, l'unité africaine signifiait une fusion organique des Etats indépendants (...).* » ⁵⁵⁸ Mais en 1957, lorsque les lampions de l'indépendance s'allumaient sur l'ancienne Gold Coast, seuls cinq Etats africains étaient indépendants : l'Ethiopie et le Libéria qui n'ont pas connu la colonisation, la Libye (1951), l'Egypte (1953), le Soudan (1956), la Tunisie (1956) et le Maroc (1957). Le Ghana se faisait enregistrer à la sixième place. En Afrique occidentale, le Ghana était le deuxième Etat indépendant après le Libéria qui en réalité n'a pas connu la colonisation. La réalisation de l'unité africaine sous la forme sus-décrite passe donc par un préalable : la victoire de la lutte de libération dans les pays africains encore soumis à la domination coloniale directe ou à celle d'une minorité blanche. « *D'où, écrit Samuel Ikoku, l'exigence de la totale libération du continent et, par suite, la politique de soutien actif aux*

⁵⁵⁶ Vásquez Carrizosa, op. cit., p. 196.

⁵⁵⁷ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 41.

⁵⁵⁸ Ibidem.

luttres de libération appliquée constamment par N’Krumah. »⁵⁵⁹ Examinons tour à tour ces deux cas de figures.

1- Nkrumah face à l’Afrique soumise à la domination coloniale

Parlant de la guerre de libération qu’il dirige en Guinée Bissao et du rôle primordiale que l’aide de ses frères Africains pourrait apporter, Amilcar Cabral, dès 1962 affirmait :

*« (...) il est évident que l’aide concrète et l’appui des pays voisins pourront jouer un rôle important et décisif si leurs dirigeants le veulent bien. »*⁵⁶⁰

A considérer d’un point de vue rétrospectif, on est vite amené à juger que cette remarque formulée concrètement en fonction d’une guerre particulière doit être étendue et généralisée. *« Tant que les pays africains ne sont pas encore complètement libérés, écrivait N. V. Chien, l’Afrique est obligée moralement de s’unir. »*⁵⁶¹ Le colonialisme étant le dénominateur commun à la lutte de libération, son éradication devient de ce point de vue un facteur d’unité entre Africains libérés et Africains « esclaves ». C’est à cette conclusion qu’avait abouti Kwame Nkrumah. Au jour même de l’indépendance, alors que retentissaient les acclamations de ses compatriotes et camarades, il proclamait :

*« Nous allons encore nous sacrifier dans la lutte pour libérer les autres pays, car notre indépendance n’a aucun sens si elle n’est liée à la libération totale du continent africain. »*⁵⁶²

La libération est comprise comme un phénomène collectif. Il n’y a pas de libération dans l’isolement. Dans son autobiographie, Nkrumah explique pourquoi l’Afrique tout entière devait être libérée du colonialisme encore enraciné dans la majeure partie du continent.

« En rentrant chez moi en voiture, le corps et l’esprit épuisés, je me rappelais la longue et difficile route qui nous a menés à notre but. Le nationalisme africain ne se limitait pas seulement à la Côte de l’Or,

⁵⁵⁹ Ibidem.

⁵⁶⁰ Cité par Yves Benot, op. cit., p. 124.

⁵⁶¹ N. V. Chien, op. cit., p. 141.

⁵⁶² Cité par F. Chindji-Koulevu, op. cit., p. 121.

*aujourd'hui le Ghana. Dès maintenant, il devait être un nationalisme panafricain et il fallait que l'idéologie d'une conscience politique parmi les Africains, ainsi que leur émancipation, se répandent partout dans le continent africain. »*⁵⁶³

Ce changement fondamental dans la situation africaine a été possible par le réveil, la lutte et les sacrifices des peuples africains eux-mêmes, et maintenant, rien ne devait freiner la montée du nationalisme. Dans ce combat pour la libération totale de l'Afrique, le Ghana, aux yeux de Kwame Nkrumah, en tant que force d'avant garde devait fournir toute son aide aux mouvements de libération. Il poursuit :

*« Je n'ai jamais conçu la lutte pour l'indépendance de la Côte de l'Or comme un objectif isolé, mais toujours comme faisant partie de la trame de l'histoire mondiale. L'Africain de tous les territoires de ce vaste continent est en éveil, et rien n'arrêtera la lutte pour la liberté. Il est de notre devoir, puisque nous sommes l'avant-garde, de fournir toute l'aide possible à ceux qui livrent actuellement les combats que nous avons déjà menés à bonne fin. »*⁵⁶⁴

Une autre raison semble être attachée à la volonté du leader ghanéen de s'unir à son peuple pour sa libération. Le Ghana indépendant est entouré de territoires où sévit encore le colonialisme. Il en déduit que la sécurité de son pays n'est pas garantie. D'où la nécessité de porter son combat au-delà des limites territoriales de son pays.

*« Notre tâche ne sera pas achevée, écrit-il, ni notre sécurité assurée, avant que les derniers vestiges du colonialisme n'aient été effacés du continent africain. »*⁵⁶⁵

La sécurité du Ghana appelle naturellement son union avec le reste de l'Afrique en lutte pour son indépendance. Récupérant cette affirmation de Nkrumah, F. Chindji propose une autre interprétation de la politique étrangère de Kwame Nkrumah. Il explique que la

⁵⁶³ Kwame Nkrumah, *Autobiographie de Kwame Nkrumah*, op. cit., p. 291.

⁵⁶⁴ Ibidem.

⁵⁶⁵ Ibidem.

position de ce dernier est dictée soit par la théorie du communautarisme qu'il développe dans le consciencisme, selon laquelle « *aucun intérêt particulier ne saurait être déterminant* », ⁵⁶⁶ soit par sa conception du socialisme. Selon F. Chindji, Nkrumah serait contre la thèse de Staline qui défend l'idée du socialisme dans un seul pays jusqu'à la victoire, puis on verra la suite après. Au contraire, Nkrumah lui soutiendrait la thèse de Trotsky. Ce dernier affirmait que

« *La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale.* » ⁵⁶⁷

En somme, si un pays cherche à monopoliser sa révolution il ne réussira pas à se maintenir tout seul. Nkrumah l'aurait bien compris. Par ailleurs, son objectif final dans son combat contre le colonialisme étant l'unification de l'Afrique, cet objectif ne pouvait être atteint avec des pays restés sous le joug colonial. C'est pourquoi dans *Africa must unite* il s'écrit haut et fort :

« *But since we cannot sit idly by waiting for the consummation of our hopes for earliest unification of Africa, we in Ghana are making our plans and shall strive unremittingly to raise our people to such higher levels of civilized living as we are able to do by our own exertions. At the same time, we shall never relax our efforts to bring total independence and unity to this African continent, for the greater good of all Africa and of each of us as component members of African Union.* » ⁵⁶⁸

⁵⁶⁶ Kwame Nkrumah, *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement, avec une référence particulière à la révolution africaine*, Traduit de l'anglais par L. Jospin, Paris, Payot, 1964, p. 65.

⁵⁶⁷ Trotsky, *La révolution permanente*, Paris, Gallimard/Idées, 1964, p. 228-233, cité par F. Chindji Kouleu, op. cit., p. 121.

⁵⁶⁸ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. Xvii. « *Mais, puisque nous ne pouvons pas attendre dans l'inaction que notre désir de voir l'Afrique s'unir au plus tôt se réalise tout seul, nous Ghanéens, faisons nos plans, et nous nous efforcerons sans relâche d'élever notre peuple à un niveau de vie civilisée aussi élevé que nous le pourrions à nous seuls. En même temps, nous ne relâcherons jamais nos efforts en vue de donner à ce continent une indépendance et une unité totales, pour le plus grand bien de toute l'Afrique et*

2- L'aide du Ghana aux mouvements nationalistes africains

L'aide du Ghana aux mouvements nationalistes africains s'exercera d'abord dans les tribunes de l'Organisation des nations unies, ensuite dans l'organisation de conférences panafricaines et l'accueil des réfugiés politiques africains sur le sol ghanéen.

a- Le Ghana, l'ONU et la décolonisation de l'Afrique

Le rôle de l'Organisation des nations unies (O.N.U) dans la décolonisation des territoires sous tutelles ou sous domination coloniale directe est un fait avéré dans les annales de l'Histoire des luttes de libération. Conçue comme une seconde Société des Nations, l'ONU aux dires de Charles-Robert Ageron fut marquée, dès sa création le 25 juin 1945 par l'anticolonialisme américain.⁵⁶⁹ Aidée en cela par l'U. R. S. S. et la Chine de Tchang Kaï-chek (hissée, comme le dit Denise Bouche⁵⁷⁰, essentiellement par la volonté du président américain Roosevelt au rang de quatrième grand), la Charte de l'ONU consacra de nombreux articles aux questions coloniales. Les chapitres XI, XII et XIII auxquels elle fait référence et qui sont en fait le résultat d'un compromis, sont ceux qui s'appliquaient à l'ensemble de ce que les fondateurs de l'organisation internationale ont appelé « territoires non autonomes » en lieu et place de « colonies ». Le chapitre XI par exemple est bref :

*« Les membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité dans le cadre du système de paix et de sécurité internationale établie par la présente charte... »*⁵⁷¹

A priori, il n'est question que d'une mission civilisatrice sur laquelle toutes les puissances coloniales de l'époque étaient d'accord et en des termes doux à entendre, puisque

de chacun d'entre nous, pays membres de l'Union africaine. » Kwame Nkrumah, L'Afrique doit s'unir, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 16.

⁵⁶⁹ Charles-Robert Ageron, *La décolonisation française*, Paris, 1994, p. 51.

⁵⁷⁰ Denise Bouche, op. cit, p. 385.

⁵⁷¹ Ibidem., p. 385-386.

cette mission était qualifiée de « sacrée ». Cependant, en ce qui concerne la forme du gouvernement, les membres des Nations Unies, acceptaient, en faveur des colonies :

*« b) de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement. »*⁵⁷²

Il est vrai que le mot explosif d'indépendance ne paraît pas dans le texte de la Charte et l'autonomie elle-même n'est promise que pour un avenir lointain et sous condition ; les puissances coloniales s'engageant à communiquer régulièrement à l'O.N.U. des renseignements statistiques et techniques sur le développement de leurs territoires non autonomes. Mais en faisant référence au principe des droits desdits territoires de disposer d'eux-mêmes, en posant le principe d'un contrôle sur eux, Charles-Robert Ageron fait bien de dire que la Charte *« plaçait en fait l'ensemble du monde colonial dans le domaine de la responsabilité internationale. »*⁵⁷³ De ce fait, l'O.N.U. devient l'arène dans laquelle les opposants à la colonisation peuvent mener sur le plan idéologique leur combat. Corroborant ce point de vue, N. V. Chien écrit :

*« D'ailleurs, au sein de l'ONU, les délégations désireuses d'attaquer le colonialisme peuvent le faire non seulement au Conseil de Tutelle, mais également à la Commission des Droits de l'Homme et au Conseil Economique et Social. »*⁵⁷⁴

Cette réalité n'échappe pas à Kwame Nkrumah dont le pays, quatre-vingt et unième membre de l'organisation, selon Lansiné Kaba, rejoint un groupe d'Etats plus ou moins récemment indépendants, pays afro-asiatiques ou du Tiers-monde, certes moins « civilisés », mais souverains.⁵⁷⁵

⁵⁷² Ibidem, p. 386.

⁵⁷³ Charles-Robert Ageron, op. cit., p. 51.

⁵⁷⁴ N. V. Chien, op. cit., p. 300.

⁵⁷⁵ Lansiné Kaba, op. cit., p. 89.

Nkrumah attache beaucoup d'importance à l'O.N.U. A tort ou à raison - parce qu'à l'O.N.U. écrit Guy de Lusignan, « *les jeunes Républiques, peuvent affirmer leur point de vue devant les aréopages internationaux ; ils n'ont plus de paravent devant eux ; ils peuvent avoir des relations de puissance à puissance, sur un pied d'égalité (...)* »⁵⁷⁶ -, il croit que cet organisme qui a fait du droit des colonies de disposer d'elles-mêmes, son principe, qui a enregistré l'entrée de nouvelles nations nées de la lutte de l'indépendance, peut contribuer efficacement à la libération totale de son peuple. Cette vision exige l'élaboration d'une politique appropriée aussi bien au plan africain qu'extérieur. Surtout que, comme l'a si bien noté Lansiné Kaba, l'indépendance du Ghana se situe au cœur de la période dite de la « Guerre froide » entre le monde occidental capitaliste et le bloc soviétique marxiste.⁵⁷⁷ A l'O. N. U., les ambassadeurs ghanéens unis avec leurs homologues africains et asiatiques vont élaborer puis adopter la doctrine de non alignement et de neutralisme positif. Pourquoi le non alignement ? Et le non alignement pour quoi faire ?

Selon N. V. Chien, plusieurs facteurs ont amené les pays du Tiers-Monde à l'O.N.U., l'Asie d'abord, l'Afrique ensuite et enfin les autres pays, à élaborer et à adopter une telle doctrine.

*« D'abord, la tension créée par la guerre froide entre les deux blocs de l'Est et de l'Ouest, entre la Chine et les Etats-Unis risque à tout moment d'engendrer encore un troisième conflit mondial et d'entraîner, malgré eux, les pays du Tiers-Monde dans la même catastrophe. La guerre du Vietnam, comme celle de Corée ou d'Algérie et les conflits au Moyen-Orient, montrent que, d'un moment à l'autre, les pays nouvellement indépendants pourraient être entraînés dans la même situation et perdre ainsi leur liberté et leur paix. Ensuite, les pays afro-asiatiques sont pauvres. Ils ont encore besoin des pays riches. De cette sorte, ils ont toujours peur d'être victimes d'une nouvelle forme de colonialisme. »*⁵⁷⁸

⁵⁷⁶ Guy de Lusignan, *L'Afrique noire depuis l'indépendance : l'évolution des états francophones*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1970, p. 260.

⁵⁷⁷ Lansiné Kaba, op. cit., p. 89.

⁵⁷⁸ N. V. Chien, op. cit., p. 191.

Donc face au danger que représente la guerre froide entre les deux blocs et la crainte de se voir à nouveau privés de leur liberté chèrement conquise, une seule voie était ouverte aux tiers-mondistes. Selon Jean Lecoutre, il s'agit « *d'assurer la présence et le mode d'action d'un groupe de puissances suffisamment libres d'engagement vis-à-vis de l'un ou de l'autre camp pour tenter de jouer les médiateurs, les arbitres, les fauteurs de paix, pour séparer les éventuels combattants.* »⁵⁷⁹

Mais avant que ce problème ne se pose d'une manière concrète aux Etats africains, notamment au Ghana de Kwame Nkrumah, la ligne essentielle du non-alignement avait été déjà adoptée à la Conférence afro-asiatique de Bandoeng des 18 au 24 avril 1955. S'appuyant sur les dix principes qui ont été énoncés, Yves Benot souligne l'importance capitale de cette conférence à la fois dans l'élaboration d'une politique internationale correspondant à la situation commune des ex-colonies et aux besoins urgents de ces pays considérés comme étant sous-développés, et dans la lutte contre le colonialisme dans le monde.⁵⁸⁰

« Les dix principes, dit-il, ont été proclamés alors que, partout dans le monde, les U.S.A. et leurs satellites occidentaux imposaient des alliances militaires exclusives sous leur égide : le pacte de Bagdad au Moyen-Orient, l'O.T.A.S.E. en Asie du Sud-Est, qui doit servir de bouclier anticommuniste après la victoire des vietnamiens concrétisée par les accords de Genève de 1954. C'est à ces alliances là que la déclaration de Bandoeng dit non. Elle dit également non aux guerres de reconquête coloniale, dont l'une, la guerre française au Vietnam se terminait tout juste quand une autre,

⁵⁷⁹ Cité par N. V. Chien, op. cit., p. 191.

⁵⁸⁰ Yves Benot souligne l'importance de la Conférence de Bandoeng en ces termes: « *La Conférence de Bandoeng, après avoir proclamé qu'il fallait mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes, avait aussi défini une politique internationale : elle était tombée d'accord pour juger qu'il était impérieux de sauvegarder la paix dans le monde (...)* ». p. 379. Ensuite, un peu plus loin, il résume les dix principes dont le sixième, comme on peut le remarquer, est celui qui définit le neutralisme positif : « *(...) respect des droits de l'homme et de la Charte de l'O.N.U., respect de la souveraineté et de l'intégrité de toutes les nations, égalité des races et des nations, non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, respect du droit de chaque nation de se défendre seule ou collectivement en conformité avec la charte de l'O.N.U., (...) 'abstention de recourir à des arrangements de défense collective en vue de servir les intérêts particuliers d'une grande puissance, quelle qu'elle soit ; - abstention, pour tout pays d'exercer des pressions sur d'autres pays'. Enfin, non-recours à la force contre un autre pays, règlement négocié des problèmes en litige, coopération, respect pour la justice et les engagements internationaux* ». p. 379.

l'expédition à soutien américain contre le Guatemala d'Arbenz était menée à bonne fin en quelques jours. »⁵⁸¹

En somme, dans un monde divisé en deux blocs antagonistes, où la menace d'un conflit mondial est fort présent dans les esprits, un monde où tout le continent africain à cette époque était encore sous la domination coloniale, où la plus grande partie du Moyen-Orient l'était aussi, les principes de Bandoeng sont élaborés en tant qu'armes idéologiques de la bataille mondiale contre les conflits armés dans le monde et contre le colonialisme ; fruits d'un compromis entre les différentes tendances représentées, ils visent en ce qui concerne l'indépendance, à assurer le maximum d'unité à la lutte de libération et à celle qui a pour objet la consolidation des indépendances récentes. Les objectifs de la lutte pour la paix tels que énoncés dans les dix principes prennent place dans cette stratégie ; parce qu'ils signifient une lutte pour refréner la volonté de domination mondiale des pays puissants, et qu'en leur opposant la pression de l'opinion pacifiste, ils visent à donner aux mouvements de libération le temps et les possibilités de s'affermir et de s'étendre.

L'idéologie du neutralisme positif est celle-là même qui correspond aux vues des africains et particulièrement de Kwame Nkrumah qui s'en réfère dans les tribunes de l'O.N.U. pour réclamer la libération totale de l'Afrique.

« Je considère les Nations unies comme la seule organisation qui laisse voir tout l'espoir de l'avenir de l'humanité. (...). Les Nations unies doivent demander à toutes les nations qui ont des colonies en Afrique d'accorder une indépendance complète aux territoires toujours sous leur contrôle. »⁵⁸²

Aidé en cela par la supériorité numérique des membres non-coloniaux contre les puissances coloniales et le soutien discret de certains fonctionnaires internationaux de l'organisation,⁵⁸³ Nkrumah et bien d'autres, selon Lansiné Kaba, s'imposent à l'O.N.U.

⁵⁸¹ Yves Benot, op. cit., p. 379.

⁵⁸² Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 137.

⁵⁸³ S'agissant de la représentation des différents groupes à l'O.N.U., N. V. Chien souligne qu'en 1957, les membres non coloniaux étaient 72 contre 10 puissances coloniales. Il en résulte donc que l'attitude rigide des puissances coloniales commence à donner consciemment ou inconsciemment, des signes de fléchissement sous le poids de cette prépondérance anticolonialiste et, en particulier, sous la pression des Etats africains avec lesquels elles avaient à traiter. Quant à l'appui des fonctionnaires de l'O.N.U. aux

comme les hommes forts du mouvement des non-alignés et les champions de la lutte contre le colonialisme. Lansiné Kaba présente l'influence de Nkrumah au sein de l'arène internationale en ces termes :

*« A l'O.N.U, les diplomates ghanéens sont écoutés et leurs prises de positions respectées. Avec Nasser, Soukarno de l'Indonésie, Nehru de l'Inde et Tito de la Yougoslavie, Nkrumah figure parmi les grands chefs historiques du Tiers-monde et du mouvement des non-alignés. »*⁵⁸⁴

Le combat de Kwame Nkrumah en faveur de la libération et l'unité de l'Afrique ne se limitera pas seulement aux débats à l'O.N.U. Depuis le Ghana même, Nkrumah tente de diriger le combat à un niveau africain.

b- La politique africaine de Nkrumah

Faisant l'analyse de la politique africaine de Kwame Nkrumah, Samuel G. Ikou souligne que *« Ce qui est propre à Nkrumah, ce n'est pas qu'il ait proclamé l'exigence de la libération totale du continent africain du joug impérialiste – d'autres dirigeants africains l'ont fait -, mais qu'il ait mis ses actes avec ses paroles, qu'il ait vu dans cette libération du continent la condition de l'émancipation du Ghana, qu'il ait accepté de faire les plus grands sacrifices pour cette cause. Sa stratégie se résumait en deux mots : unité africaine. »*⁵⁸⁵

Au Ghana, sous Nkrumah, la politique africaine autour de la libération et de l'unité s'est réalisée en trois étapes. La première se résume en la mise en place d'organismes chargés d'appliquer la politique d'Accra. Samuel Ikoku en a dénombré et décrit trois.⁵⁸⁶ D'abord, le secrétariat aux Affaires africaines. Dépendant directement de Kwame Nkrumah, il avait ses bureaux installés dans les locaux de la présidence. Un haut fonctionnaire pourvu de rang

anticolonialistes, il note qu'il s'est affirmé plus dans la rédaction des discours et la préparation des résolutions. N. V. Chien écrit : *« Dans certains nombre d'occasions, quelques-uns d'entre eux [les fonctionnaires de l'O.N.U] allèrent si loin que certaines autorités d'administration estimèrent qu'ils violaient leurs obligation résultant de l'article 100 de la Charte, d'après lequel ils devaient s'abstenir de toute action qui pourrait se refléter sur leur position en tant que fonctionnaires internationaux responsables uniquement devant l'organisation. »* N. V. Chien, op. cit., p. 301.

⁵⁸⁴ Lansiné Kaba, op. cit., p. 91-92.

⁵⁸⁵ Samuel Ikoku, op. cit., p. 173.

⁵⁸⁶ Ibidem, p. 175-176.

d'ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire dirigeait ledit secrétariat en collaboration directe avec le président. Le secrétariat aux Affaires africaines qui coiffaient toutes les ambassades ghanéennes en Afrique avait pour mission de faire progresser en Afrique les idées du leader ghanéen en tenant compte des évolutions des situations dans chaque pays et sur l'ensemble du continent.

Ensuite, dépendant partiellement du secrétariat, mais à certains égards directement de Nkrumah, il y avait le bureau des Affaires africaines, créé par George Padmore qui était par la même occasion son directeur jusqu'à sa mort en 1959. Il était en contact direct avec les mouvements de libération africains dont beaucoup avaient des représentants à Accra et même des offices dans le service d'A. K. Barden, le remplaçant de George Padmore. Le rôle du bureau au départ était d'évaluer les besoins de ces mouvements et d'aider à les satisfaire. Sous Barden, la politique changea. Laissant de côté tout ce qui concernait les Etats africains indépendants, le bureau s'occupa de fournir aux combattants de la libération aide matérielle et entraînement.

A ces deux organismes s'ajoutait le centre des Affaires africaines placé sous la direction de deux Jamaïcains, George Padmore, R. T. Makonnen et Duplan, tous deux connus dans le mouvement panafricain en Angleterre pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Ayant ses bureaux dans les locaux d'un hôtel situé près de l'aéroport d'Accra, le Centre assurait l'hébergement des Africains envoyés au Ghana par leurs organisations, la plupart d'entre eux étant des combattants venus des pays africains colonisés. D'autres étaient des étudiants, tant des pays colonisés que des pays indépendants. Pour ceux des pays indépendants, tous étaient envoyés par le parti dominant ou par le gouvernement de leur pays. Beaucoup étaient formés pour être secrétaires, d'autres pour un travail syndical ou politique, quelques-uns seulement entraient à l'université. Plus tard, le centre a aussi accueilli quelques réfugiés politiques de pays indépendants dont le plus connu selon Samuel Ikoku, fut Antoine Meatchi, réfugié là au temps où Sylvanus Olympio était au pouvoir au Togo français.

La seconde étape de la politique d'Accra a consisté en l'organisation de Conférences panafricaines. L'idée d'organiser des conférences panafricaines selon N. V. Chien fut lancée bien avant l'initiative d'Accra, en 1953.

« En novembre de cette année, écrit-il, la presse internationale annonça la nouvelle de la préparation d'un Congrès Nationaliste Africain qui se

*tiendrait au Caire en 1954. Selon les journaux, cette Conférence réunirait des représentants des Etats indépendants d'Afrique ainsi que les délégués des principaux mouvements nationalistes, et aurait pour but de promouvoir l'émancipation des peuples africains en général et l'indépendance des territoires non-autonomes en particuliers. »*⁵⁸⁷

Mais comme il devait le remarquer immédiatement, le Congrès Africain du Caire n'a jamais eu lieu. Entre 1953 et 1955, seules quelques prises de contact entre leaders nationalistes furent organisées. Ainsi, eut lieu en décembre 1953, à l'initiative de Kwame Nkrumah, le Congrès de Kumassi ou le « West African Nationalist Conference » convoqué sous le thème « L'Afrique aux Africains » et réunissant les chefs nationalistes de l'Ouest africain suivant les idées unionistes du leader ghanéen. Un Congrès dont le succès fut minime.

Les conférences que la Gold Coast devenue Ghana organise sont celles qui les plus déterminent l'engagement de Nkrumah et le pose à cette époque comme le porte-parole de l'Afrique indépendante et le champion de l'unité. Ainsi, un jour après l'indépendance du 7 mars 1957, lors d'une conférence de presse que N. V. Chien évoque, Kwame Nkrumah proposa qu'une Conférence intergouvernementale des Etats indépendants d'Afrique soit tenue dès le mois de mai. Pourquoi l'idée d'une Conférence panafricaine à Accra ?

De l'avis de N. V. Chien, l'initiative de convoquer une Conférence panafricaine bien qu'elle soit conforme aux « aspirations fédéralistes de Kwame Nkrumah, elle devait aussi servir à rallier le peuple ghanéen autour de son Premier Ministre. »⁵⁸⁸ Pour Lansiné Kaba qui s'appuie sur la conjoncture internationale de l'époque, Nkrumah prend l'initiative du projet « surtout pour assurer le succès de son plan d'unité, il veut travailler avec ses pairs et recueillir leur consentement (...) ».⁵⁸⁹ C'est aussi le point de vue que défend F. K. Buah quand il écrit que « *Nkrumah took the initiative in the cause of African liberation and unity* ». ⁵⁹⁰

La Conférence des Etats indépendants eut lieu le 15 avril 1958 à Accra. Elle compta avec les représentants des sept Etats indépendants invités : l'Egypte, l'Ethiopie, le Libéria, la

⁵⁸⁷ N. V. Chien, op. cit., p. 103.

⁵⁸⁸ Ibidem.

⁵⁸⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 110.

⁵⁹⁰ F. K. Buah, *A history of Ghana*, London, Macmillan Education Ltd, 1980, p. 187.

Libye, le Maroc, la Tunisie et le Ghana ainsi que ceux des territoires non indépendants notamment les délégués du Front National de Libération pour l'Algérie, de l'Union des Populations Camerounaises pour le Cameroun et du Mouvement Juvento pour le Togo français. Selon Nkrumah lui-même, le but de cette conférence était :

*« To exchange views on matters of common interest ; to explore ways and means of consolidating and safeguarding our independence ; to strengthen the economic and cultural ties between our countries ; to decide on workable arrangements for helping fellow Africans still subject to colonial rule ; and to examine the central world problem of how to secure peace. »*⁵⁹¹

Le lecteur avisé peut se rendre compte que contrairement aux motifs qui ont suscité l'organisation de la Conférence à savoir planifier avec les chefs d'Etats des pays africains indépendants la libération et l'unité africaine, Nkrumah dans son allocution de bienvenue n'a fait aucune mention à l'unité africaine ni référence à la question d'un gouvernement continental. Pourquoi ?

Selon Lansiné Kaba, Nkrumah s'est rendu compte lors des préparatifs de la Conférence que ses homologues ne partageaient pas cette idée. Ce qui tend à expliquer pourquoi ils se sont fait représenter. Même William Tubman, le président du Libéria qui s'est déplacé l'a fait parce que « *la doctrine de Nkrumah l'inquiète* ». ⁵⁹² Dans cette perspective peut-on affirmer que cette conférence a contribué à faire avancer le plan de Nkrumah pour l'Afrique ? Voyons ce que disent les spécialistes.

⁵⁹¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 136. « Notre but était de comparer nos points de vue sur les sujets d'intérêt commun, d'étudier les moyens de consolider et de préserver notre indépendance, de resserrer les liens économiques et culturels entre nos pays, de tomber d'accord sur des procédés réalistes pour aider les autres Africains encore colonisés, enfin d'examiner le grand problème mondial : le maintien de la paix. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 163.

⁵⁹² Lansiné Kaba, op. cit., p. 110.

F. K. Buah écrit :

*« All these African conferences not only generated a sense of unity among countries already independent, but also had a tremendous impact on other Africans still under colonial rule. »*⁵⁹³

Le point de vue de F. K. Buah est plus généralisant. Il prend en compte toutes les rencontres panafricaines ayant eu lieu sur le sol africain. Quant à N. V. Chien, il met l'accent sur les résolutions qui ont été prises. En ce qui concerne la lutte contre le colonialisme en Afrique :

*« Dans les discours comme dans les résolutions finales (...) la Conférence condamne la domination impérialiste, l'exploitation étrangère et tous les autres fléaux résultant de la subjugation des peuples. Elle déclare que le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses variétés constitue une menace pour la sécurité et l'indépendance des Etats africains ainsi que pour la paix internationale. Aussi, elle fait appel aux pays administrant d'octroyer l'autodétermination et l'indépendance aux pays colonisés. »*⁵⁹⁴

S'agissant de la protection des indépendances, souveraineté et intégrité territoriale des Etats déjà indépendants :

*« Les participants s'y engagent à respecter mutuellement leurs droits souverains respectifs et à coopérer dans la défense de ceux-ci contre toute intervention étrangère. »*⁵⁹⁵

Sur le plan économique :

« La Conférence réclame que les importantes ressources de l'Afrique soient exploitées au profit des population africaines. Elle préconise, à cette fin, une coopération étroite entre les Etats africains par :

⁵⁹³ F. K. Buah, op. cit., p. 187.

⁵⁹⁴ N. V. Chien, op. cit., p. 104-105.

⁵⁹⁵ Ibidem, p. 105.

- 1- *l'établissement d'une commission panafricaine de recherche économique chargée notamment de promouvoir les échanges commerciaux interafricains, d'étudier la possibilité d'un planning économique et industriel commun et d'élaborer l'idée que l'Afrique forme une unité économique.*
- 2- (...)
- 3- *l'étude de la possibilité de créer un marché commun africain. »*⁵⁹⁶

Quant au plan politique :

*« (...) des réunions au niveau ministériel et des rencontres d'experts ont été prévues. Les Etats représentés ont chargé, en outre, leurs délégués aux Nations Unies de maintenir les contacts nécessaires. Une grande Conférence des Etats indépendants d'Afrique devait se réunir tous les deux ans. La prochaine rencontre serait organisée à Addis-Abeba. »*⁵⁹⁷

Yves Benot l'a perçue comme « la première manifestation de l'unité africaine.»⁵⁹⁸

Résumant le point de vue d'autres observateurs, Lansiné Kaba écrit :

*« Pour la plupart des observateurs, cette conférence est un succès pour Nkrumah, à cause de l'élan donné à la libération africaine. Son image se précise de plus en plus dans la conscience populaire comme celle d'un dirigeant voué corps et âmes à l'intérêt majeur de l'Afrique. La conférence passe dans l'histoire comme une étape dans le renforcement de l'unité africaine.»*⁵⁹⁹

⁵⁹⁶ Ibidem, p. 105.

⁵⁹⁷ Ibidem., p. 106.

⁵⁹⁸ Yves Benot, op. cit., p. 142.

⁵⁹⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 112.

En somme, Nkrumah a raison dans *Africa must unite*⁶⁰⁰ de dire que la Conférence d'Accra aboutit à un sursaut d'intérêt pour la cause de la liberté et de l'unité africaines. Mais les choses n'en restèrent pas là. La Conférence des Etats indépendants d'Afrique ayant tenue ses promesses au niveau étatique, Nkrumah décide de propager ses idées à l'échelon des partis politiques et des représentants des peuples, pour « *tâter le pouls de l'Afrique des profondeurs* ». ⁶⁰¹

Ainsi, confie-t-il au Bureau des Affaires Africaines le soin de rassembler à Accra, du 6 au 13 décembre 1958, environ trois cents représentants appartenant à quelque soixante organisations politiques et syndicales opérant dans vingt-cinq pays.⁶⁰² La conférence qui a été retenue dans les annales de l'histoire des luttes pour l'indépendance en Afrique sous le nom de *Conférence des peuples africains* aura donné la possibilité à Nkrumah de s'ériger en pourfendeur de l'impérialisme et du colonialisme et en champion de l'unité africaine. Le discours d'ouverture traduit très bien cette orientation :

« Comme je l'ai déjà dit, cette conférence annonce une ère nouvelle dans notre histoire africaine et notre lutte vise la disparition de l'impérialisme et du colonialisme de ce continent, et l'instauration à leur place d'une Union d'Etats africains libres et indépendants. (...) »

Certains d'entre nous ont besoin, je crois, qu'on leur rappelle que l'Afrique est un continent séparé. Elle n'est pas un prolongement de l'Europe ni d'aucun autre continent. Nous désirons donc développer notre propre communauté et une personnalité africaine.

Nous ne devons pas oublier que le colonialisme et l'impérialisme peuvent nous arriver encore sous une autre enveloppe, pas nécessairement

⁶⁰⁰ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 137.

⁶⁰¹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 112.

⁶⁰² Ces chiffres sont avancés par Lasiné Kaba qui souligne la présence de quelques leaders francophones comme Félix Moumié du Cameroun, Patrice Lumumba du Congo belge, Tom M'Boya du Kenya, Bakary Djibo du Niger etc. Lansiné Kaba op. cit., p. 113. Philippe Decraene avance un chiffre moins important. Philippe Decraene, *Le panafricanisme*, op. cit., p. 47. Nkrumah lui-même parle de la participation de délégués issues de soixante-deux organisations nationales dans *Africa must unite*, op. cit., p. 137.

*d'Europe. Nous devons nous alerter pour pouvoir le reconnaître lorsqu'il lèvera la tête, pour être prêts à l'affronter. »*⁶⁰³

Ce n'est donc pas étonnant si parmi les thèmes qui ont été débattu, N. V. Chien souligne la bonne place accordée à la libération de toute l'Afrique et l'Unité africaine. A cet égard, « *La Conférence décida de créer un secrétariat permanent ayant son siège à Accra et dont le but serait de favoriser la création future des Etats-Unis d'Afrique. »*⁶⁰⁴ Ce qui a amené Accra à déclarer qu'il engagera toutes ses ressources et toutes ses énergies en vue de réaliser l'indépendance et l'unité de l'Afrique.

En somme, tout un arsenal institutionnel et des méthodes de propagandes avaient été mise en place pour soutenir depuis Accra la politique africaine de Nkrumah qui se résume à la libération et l'unité africaine. Ce qui a amené Lansiné Kaba à voir en la capitale ghanéenne, une sorte de « *Mecque du mouvement de libération et du panafricanisme militant. »*⁶⁰⁵

La volonté d'union que ces rencontres panafricaines ont exprimé était égale à la détermination de Nkrumah de faire progresser l'indépendance dans toute l'Afrique. C'est ce qu'il fait comprendre quand dans *Africa must unite* il affirme que les changements politiques qui sont apparus aussitôt dans des colonies comme le Congo belge, l'Ouganda, le Tanganyika, le Nyassalands, le Kenya, les Rodhésies, l'Afrique du Sud furent occasionnés par les rencontres d'Accra de représentants de divers mouvements de libération du continent.⁶⁰⁶ Samuel Ikoku ne dit pas le contraire. « *Quatre ans après les conférences d'Accra de 1958, écrit-il, le nombre des Etats indépendants d'Afrique était passé de 8 à 22 (...). Dans certains pays, cette stratégie a fait pencher la balance des forces en faveur des patriotes africains et leur a assuré le succès. Dans d'autres pays, où la lutte n'avait pas atteint de degré de violence, l'impérialiste jugea plus habile de faire une retraite rapide, opportune et bien calculée. »*⁶⁰⁷ En d'autres termes, la stratégie élaborée par Accra avait apporté l'indépendance juridique et politique à la plus grande partie de l'Afrique. Elle avait ouvert une brèche que les patriotes ont pu exploiter. Avec l'entrée sur la scène internationale de la Guinée de Sékou Touré en 1958 et, deux ans plus tard, des colonies françaises de l'Afrique occidentale,

⁶⁰³ Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 133.

⁶⁰⁴ N. V. Chien, op. cit., p. 111.

⁶⁰⁵ Lansiné Kaba, op. cit., p. 91.

⁶⁰⁶ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 137.

⁶⁰⁷ Samuel Ikoku, op. cit., p. 178.

Nkrumah aborde la troisième étape de son plan pour l'Afrique. Concevoir l'embryon de l'unité africaine par l'union politique du Ghana avec ses voisins indépendants de l'Afrique de l'Ouest. L'union Ghana-Guinée que rejoindra le Mali après son indépendance en 1960 est l'exemple qu'il convient d'étudier. Mais avant, il importe de jeter un regard bref sur la décolonisation dans les colonies françaises à l'ombre duquel les facteurs explicatifs de cette unité trouvent tous leur sens.

3- Liquidation de l'Empire français et unité africaine

a- La France et la question de la décolonisation en Afrique noire

Quand au début de l'année 1945 l'ère de la décolonisation battait son plein dans le monde colonial, pour les Français, selon Denise Bouche,⁶⁰⁸ la décolonisation n'était tout simplement pas imaginable. En effet, De Gaulle avait déclaré à Londres le 4 mai 1945 :

*« C'est bien de la France qu'il s'agit. Son empire n'appartient à personne sinon à elle-même. Parce que cette nation fut trahie et parce qu'elle est crucifiée, serait-ce une raison pour disposer de ses territoires et de ses soldats par arrangements opportunistes ou combinaisons étrangères de commodité... »*⁶⁰⁹

La conférence inaugurée par De Gaulle à Brazzaville le 30 janvier 1944, n'entamait nullement un quelconque processus de décolonisation.⁶¹⁰ Pour corroborer ce point de vue, il suffit de lire le principe que la conférence crut devoir poser en préambule à ses recommandations sur l'organisation politique de l'Empire français. Denise Bouche nous en donne un fragment.

« Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans ses colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors

⁶⁰⁸ Denise Bouche, op. cit., p. 377.

⁶⁰⁹ Charles De Gaulle, *Discours et Messages*, cité par Denise Bouche, op. cit., p. 378. L'auteur explique que la trahison évoquée dans ce discours renvoie à Vichy et le reste de la phrase fait allusion à Giraud qui régnait alors à Alger par la grâce des Américains. Mais, le texte nous intéresse, ici, par l'emploi des possessifs, si révélateur de l'idée communément admise, alors, sur la nature des rapports d'une métropole et les territoires de son empire.

⁶¹⁰ Nous en parlons brièvement au chapitre III avec les interprétations d'Henri Grimal et de N. V. Chien.

*du bloc français de l'Empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de self-government dans les colonies est à écarter. »*⁶¹¹

A une autre question qui lui a été posée sur les colonies françaises lors de sa visite à Washington le 24 août 1945, De Gaulle répondait :

*« L'avenir des colonies françaises est l'union française, la communauté française, chaque colonie se développent autant qu'il se peut, avec l'aide de la France. »*⁶¹²

Donc le problème du moment était non seulement de n'abandonner aucune parcelle de la souveraineté française mais aussi et surtout de faire en sorte que le pouvoir politique de la France s'exerce avec précision et rigueur sur toutes les terres de son Empire.

Denise Bouche a tenté d'apporter une interprétation à l'attitude française. Selon elle, le maintien de l'Empire apparaissait, d'une part, comme une condition nécessaire au retour de la France d'après guerre à son rang de puissance européenne. D'autre part, la France craignait, à ce moment, que les alliés revendiquent des morceaux de son empire.

*« Les Britanniques écrit-elle, n'avaient pas caché, en 1941, leur intention de se substituer aux Français en Syrie et au Liban (...). L'allié américain était soupçonné d'avoir l'intention de revendiquer certaines bases où il avait stationné des troupes pendant la guerre, Dakar et Nouméa, en particulier. »*⁶¹³

Cela dit, même si la décolonisation au début de 1945 n'était pas à l'ordre du jour à Paris, la situation internationale y conduisait inéluctablement. Nous l'avons vu, les deux « super-grands » de la Guerre froide au lendemain de la victoire de 1945, les Etats-Unis et l'U.R.S.S, étaient aussi les deux puissances anticolonialistes. Par ailleurs, l'O.N.U qui venait d'être créée incitait par sa Charte et l'adhésion de pays décolonisés, à conduire progressivement les territoires non encore autonomes vers l'indépendance. Apparemment,

⁶¹¹ Denise Bouche, op. cit., p. 378-379.

⁶¹² Charles De Gaulle, *Discours et Messages*, cité par Denise Bouche, op. cit., p. 382.

⁶¹³ Denise Bouche, op. cit., p. 379.

cette réalité n'avait pas échappé aux autorités politiques de Paris qui se sont sentis obligé de reconsidérer leur politique coloniale. Guy de Lussignan écrit à ce sujet.

*« Il [Le Général De Gaulle] sait que l'idée de l'Empire va être ébranlée par les événements et que d'autres formules devront être trouvées. C'est pourquoi, mû par cet instinct (...) le général réussit à faire germer l'idée de l'Union française (...). »*⁶¹⁴

Substituer à l'Empire fondé sur la domination, une Union établie sur la libre volonté des populations et sur la fraternité France-colonies, est la grande idée des années 1945-1946 que la IV^e République française apporte comme réponse aux mouvements nationalistes de l'Afrique francophone. Denise Bouche rapporte les propos d'Henri Laurentie secrétaire général de Félix Eboué à Brazzaville, comme un aveu d'impuissance.

*« Nous n'avions pas d'autre moyen de conserver l'Empire que d'entreprendre une grande opération du cœur ou de la raison. Moyennant plusieurs renoncements de notre part, nous pouv[ri]ons consacrer, en les renouvelant, les liens unissant les territoires d'outre-mer à la France. Faute de puissance réelle, nous [faisions] jouer d'autres armes. »*⁶¹⁵

En critique à la politique ambiguë de Paris, Guy de Lussignan affirme :

*« On voulait bien accepter la Charte des Nations unies qui réaffirmait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais on voulait conserver l'Empire sous le couvert de l'Union française ! »*⁶¹⁶

L'Union française est instituée par la Constitution du 27 octobre 1946 qui forme la IV^e République française. Selon Denise Bouche, la véritable innovation dans cette Constitution en ce qui concerne les territoires français non encore autonomes consistait dans le fait que des députés issus de leur rang pouvaient siéger à l'assemblée Constituante. Voici une déclaration de De Gaulle à ce sujet qu'elle cite :

⁶¹⁴ Guy de Lussignan, op. cit., p. 18.

⁶¹⁵ Note de William H. Wainwright citée par Denise Bouche, op. cit., p. 393.

⁶¹⁶ Guy de Lussignan, op. cit., p. 22.

*« Les colonies françaises vont être appelées à participer, pour la première fois dans l'Histoire et c'est, je crois, exceptionnel dans le monde, aux élections générales de l'Assemblée Constituante française. »*⁶¹⁷

Aussi « exceptionnelle » que pouvait être cette nouveauté, l'Union française devait chuter douze années plus tard – en 1958 – confrontée comme elle était, à des crises sociopolitiques tant en Métropole que dans les colonies.⁶¹⁸ La Cinquième République qui naît entraîne avec elle, selon l'Article I de la nouvelle Constitution que Denise Bouche cite, la création de la Communauté :

*« La République et les peuples des territoires d'outre-mer qui, par un acte de libre détermination, adoptent la présente constitution, instituent une Communauté. »*⁶¹⁹

Quelle était le sens de cette communauté ?

b- La Communauté franco-africaine : désunion ou union ?

Il ne semble pas, lorsque le général De Gaulle revenu au pouvoir parle de l'avenir des rapports de la France avec ses colonies, que l'idée de l'indépendance soit en vue. *« Il est bien évident, écrit Guy de Lussignan, que le général De Gaulle revenu au pouvoir entend rester fidèle lui aussi à l'esprit de Brazaville. »*⁶²⁰

Mais la situation dans les colonies françaises avait considérablement évolué vers l'idéal d'une autonomie politique influencée comme le dit Denise Bouche, par le « *puissant*

⁶¹⁷ Charles De Gaulle cité par Denise Bouche, op. cit., p. 394.

⁶¹⁸ Dans sa longue marche de douze ans, Yves Benot cite quelques exemples de crises qui ont entraîné la chute de l'Union. Il y a entre autres « les massacres d'Algérie en mai 1945, la première guerre du vietnam de septembre 1945 à mars 1946, le début de la seconde à partir de décembre 1946, les massacres de Madagascar en mars 1947, (...) la répression sanglante des grèves à Douala, au Cameroun en 1945. » Yves Benot, op. cit., p. 63.

⁶¹⁹ Denise Bouche, op. cit., p. 482.

⁶²⁰ Guy de Lussignan, op. cit., p. 26. Dans son adresse aux peuples d'outre-mer lors des fêtes du 14 juillet, De Gaulle met l'accent sur l'idée de maintenir les colonies sous le giron français : « *Car jamais les hommes qui habitent ces territoires et ceux qui vivent dans la métropole n'ont été moralement plus près les uns des autres.* »

courant vers l'indépendance qui aspirait les peuples du monde entier. »⁶²¹ A titre d'exemple, Yves Benot mentionne les revendications de certaines sections du Rassemblement Démocratique Africain – l'Union des Populations du Cameroun, le Parti du regroupement africain, le Parti Démocratique de Guinée, l'Union démocratique dahoméenne – qui, déçues par les réformes de l'Union française réclament plus fortement l'indépendance.⁶²² Dans ces conditions, et dans la même période, le général De Gaulle entreprend un périple africain du 20 au 29 août afin de convaincre l'opinion africaine d'adhérer à la Constitution de la Communauté lors du référendum du 28 septembre 1958. Il importe de donner textuellement les vues du général sur cette question telle que Guy de Lusignan l'a interprété, si nous voulons comprendre le point que nous allons développer par la suite.

*« Selon le général De Gaulle, écrit Lusignan, voter 'oui' signifie d'abord établir avec la République française la Communauté, c'est-à-dire accepter spontanément l'union des territoires d'Outre-mer et de la France dans un cadre où chacun des territoires aurait pleine et entière disposition de son administration et de son gouvernement et où la République française et ses territoires décideraient ensemble de mettre en commun leur défense, leur politique étrangère, la direction de leur économie, leur politique de matières premières, leur monnaie et éventuellement la direction de leur justice, de l'enseignement supérieur et des transports. Il signifie ensuite l'adhésion des territoires d'Outre-mer à deux principes : d'une part celui qui admet comme une évolution naturelle l'accession des pays africains à une autonomie interne totale, d'autre part celui qui, par suite de l'état actuel des choses et du monde, rend nécessaire l'établissement de grands ensembles économiques, politiques et culturels. Le 'non' en revanche, c'est pour De Gaulle la sécession, la rupture avec la France, l'isolement. »*⁶²³

⁶²¹ Denise Bouche, op. cit., p. 484.

⁶²² Yves Benot, op. cit., p. 91-90. Dès 1957, dans une brochure écrite par un instituteur guinéen, Ray Autra, qui est à cette date secrétaire générale adjoint de la section dahoméenne du R.D.A. que Yves Benot cite, on note une forte volonté d'aller à l'indépendance : *« Nous pensons quant à nous qu'il ne faut plus tergiverser, qu'il faut sans attendre aller vers le statut d'indépendance. »*

⁶²³ Guy de Lusignan, op. cit., p. 27.

En d'autres termes, le « oui » à la Communauté est l'abdication des territoires non encore autonomes à la politique gaullienne en complète autonomie vis-à-vis de la France et en même temps en complète communion avec elle, celle-ci se déclarant prête à assurer la responsabilité des principaux domaines de la vie politique, économique et sociale des jeunes Etats.

Du point de vue des colonisés, la Communauté était un dilemme. Yves Benot en parle en se référant à la brochure de Ray Autra, déjà citée, dans laquelle ce dernier résume les craintes d'une frange de l'opinion politique africaine avant de les réfuter. En fait il s'agit du point de vue des partisans de la Communauté. Ray Autra écrit :

*« Evidemment il y a encore des esprits retardataires pour encore soutenir qu'il est trop tôt pour nous de gérer nos propres affaires. Parce que, selon les uns, nous n'avons pas suffisamment de cadres (d'après eux, un pays ne saurait accéder à l'indépendance avant d'être 'saturé' d'ingénieurs, de licenciés, de docteurs et d'agréés dans les diverses branches de l'activité humaines), et selon les autres parce que la plupart des territoires ne pourraient subsister sur leurs ressources propres. »*⁶²⁴

L'évocation de ces peurs qui furent réelles, explique clairement les résultats qui ont sanctionné le Référendum de septembre 1958. Denise Bouche affirme que « *Seule, la Guinée, avec une aussi belle quasi-unanimité, vota 'non', le 28 septembre.* »⁶²⁵ L'indépendance de la Guinée fut proclamée le 2 octobre et les fonctionnaires français furent immédiatement rappelés.

B- Un embryon de l'unité africaine : l'union Ghana-Guinée

Le « non » de la Guinée à la France suivi immédiatement de son indépendance fut une grande date dans l'histoire du nationalisme africain. Nul doute parce que non seulement il sonna la fin de la politique coloniale française en Afrique noire mais surtout parce qu'il fit le lit d'une union entre une ex-colonie française et une ex-colonie anglaise. Comment cela s'explique-t-il ? Un rappel du background politique des deux leaders peut expliquer leurs rapports.

⁶²⁴ Ray Autra, cité par Yves Benot, op. cit., p. 92.

⁶²⁵ Denise Bouche, op. cit., p. 483.

Selon Lansiné Kaba, dans leur combat pour l'émancipation politique de leur pays, Nkrumah et Sékou Touré prônent l'indépendance totale des territoires colonisés et rêvent, chacun à sa manière, de l'unité africaine, ainsi qu'il se dégage de leurs théories et écrits déjà analysés au chapitre I de cette partie de notre travail.

L'indépendance du Ghana allait amener Sékou Touré que Guy de Lusignan a surnommé « *l'enfant terrible du Rassemblement Démocratique Africain* »⁶²⁶ - certainement à cause de ses prises de position radicales contre le colonialisme - à intervenir d'une part, dans le débat de l'émancipation des colonies françaises et, d'autre part, dans celui de l'unité africaine.

En ce qui concerne le débat sur l'indépendance, les deux phrases clés du discours anticolonialiste le plus violent du leader Guinéen que Denise Bouche, Guy de Lusignan, André Lewin - pour ne citer que ceux là - ont retenu, est celui qui a été tenu en guise de bienvenue au général De Gaulle lors de sa campagne pour le « oui » dans les territoires français d'Outre-mer.

« *Nous ne renonçons pas et nous ne renoncerons jamais à notre droit légitime et naturel à l'indépendance.* » et « *Il n'y a pas de dignité sans liberté ; nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage.* »⁶²⁷

⁶²⁶ Avant de devenir le premier président de la Guinée, Lusignan retient que par une action syndicale « dure », Sékou Touré était arrivé à s'imposer dans son pays d'abord, puis dans toute l'Afrique lorsqu'il devint en 1956 président de la Confédération générale des travailleurs africains (C.G.T.A). L'action politique allait le porter au pouvoir soutenu qu'il était par ses activités et succès syndicaux : maire de Conakry en 1955, député de la Guinée à l'Assemblée nationale française en 1956, conseiller territorial de Conakry en 1957, grand conseiller de l'Afrique Occidentale Française en 1957 également ; enfin vice-président du conseil du gouvernement de la Guinée, tel est le résumé de son curriculum vitae en 1958 qu'on peut lire dans le texte de Guy de Lusignan à la page 31.

⁶²⁷ André Lewin, *La Guinée*, Paris, PUF, 1984, p. 59. Guy de Lusignan, op. cit., p. 31. Denise Bouche op. cit., p. 483. Il importe de souligner que les textes ne sont pas tous transcrits de la même façon. Chez Guy de Lusignan par exemple on lit : « *Ce dont nous avons besoin avant tout, proclame-t-il, c'est de la dignité et il ne peut y avoir de dignité sans liberté. Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage... Nous ne renoncerons jamais à notre droit légitime et naturel d'indépendance.* »

A cette période, en tenant pareil discours devant le président de la Communauté franco-africaine à bâtir, Sékou Touré veut sûrement faire savoir, comme l'a défendu Kwame Nkrumah devant l'administration britannique de 1949 à 1957, que l'Afrique se veut libre immédiatement. Selon l'interprétation de Guy de Lusignan, Il est vrai que Sékou Touré était convaincu que lorsque des milliers d'africains noirs et blancs se faisaient tués sur les champs de bataille d'Afrique du Nord, d'Italie, de France, d'Allemagne, ils acceptaient la mort aux côtés des français pour défendre la liberté de la France parce que celle-ci se confondait avec celle de l'Afrique. Mais en même temps, ce dernier reconnaît que depuis la fin de la guerre, les temps ont changé et que les Africains devraient dorénavant œuvrer à faire leur révolution sans laquelle toute indépendance et tout progrès étaient impossibles.

Donc ce que demande Sékou Touré à De Gaulle et à tous les français de la métropole de comprendre, c'est que l'Afrique ne peut plus avoir d'Africains citoyens français et la France a tout à gagner à se convaincre que l'Afrique est une entité qui à sa propre personnalité, celle là même qui la distingue du reste du monde et, par contre, l'uni aux Africains éparpillés de partout dans le monde. C'est de cette façon que Sékou Touré explique son choix lors de la proclamation de l'indépendance.

*« Notre choix dépasse donc le cadre du territoire. C'est une option au nom de tous les peuples coloniaux d'Afrique. C'est un tremplin au développement des peuples d'Afrique, de leur originalité et de leur civilisation. »*⁶²⁸

De ce point de vue, Lansiné Kaba s'inscrit dans le vrai quand il interprète l'attitude de la Guinée au référendum de 1958 comme l'attachement de Sékou Touré à l'idéal de l'indépendance et de l'unité africaine. S'agissant de ce point, l'unité, dans un texte du président Guinéen intitulé *Expérience guinéenne et unité africaine* que Lansiné Kaba cite, nous pouvons lire ceci :

« Le parti démocratique de Guinée recherche l'unité au niveau de tout le continent africain, et en particulier au niveau de l'Afrique de culture française, à savoir les groupes AOF et AEF, pour accéder aux Etats-Unis

⁶²⁸ Sékou Touré, cité par Yves Benot, op. cit., p. 142.

*d'Afrique de demain qui seront la manifestation éclatante de notre personnalité dans le concert des nations libres. »*⁶²⁹

Lansiné Kaba ajoute :

*« Tout comme l'article Deux de la constitution ghanéenne, l'Article 34 de la première constitution de la Guinée stipule que l'Etat guinéen peut renoncer à la souveraineté nationale au profit de l'unité. »*⁶³⁰

En théorie, l'indépendance de la Guinée est placée au service de l'unité africaine. En effet, ainsi que le déclare encore Sékou Touré dans *Expérience guinéenne et unité africaine*, « notre liberté perdrait de sa plus grande signification si nous devions la restreindre aux limites étroites de notre propre pays. »⁶³¹

Cependant, à la différence de Nkrumah, Sékou Touré dans son texte cité plus haut, pense que l'unité africaine doit se réaliser graduellement, par exemple, dans un premier temps, entre les pays de même tradition coloniale. Dans ces conditions la Guinée francophone peut difficilement s'associer avec le Ghana anglophone. Pour Nkrumah, ces différences semblent secondaires. Les Etats-Unis d'Afrique peuvent se construire sans considération de l'héritage coloniale.

Dans un passage de *Africa must unite* que nous avons déjà cité, il donne clairement sa position sur ce sujet.

« There those who maintain that Africa cannot unite because we lack the three necessary ingredients for unity, a common race, culture and language. It is true that we have for centuries been divided. The territorial boundaries dividing us were fixed long ago, often quite arbitrarily, by the colonial powers. Some of us are Moslems, some Christians; many believe in traditional, tribal gods. Some of us speak French, some speak Portuguese, not to mention the millions who speak only one of the hundreds different

⁶²⁹ Sékou Touré, *Expérience guinéenne et unité africaine*, cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 116.

⁶³⁰ Lansiné Kaba, op. cit., p. 116.

⁶³¹ Cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 116.

African languages. We have acquired cultural differences which affect our outlook and condition our political development.

All this is inevitable, due to our historical background. Yet in spite of this I am convinced that the forces making for unity far outweigh those which divide us. In meeting fellow Africans from all parts of the continent I am constantly impressed by how much we have in common. It is not just our colonial past, or the fact that we have aims in common, it is something which goes far deeper. I can best describe it as a sense of one-ness in that we are Africans.

In practical terms, this deep-rooted unity has shown itself in the development of Pan-Africanism, and, more recently, in the projection of what has been called the African Personality in world affairs.”⁶³²

Ces différences de conception dans l'idéal panafricain méritent d'être soulignées, quand bien même les deux leaders ne font pas cas lors de la signature de la déclaration conjointe qui unit politiquement la Guinée et le Ghana le 23 novembre 1958. De toutes les façons, les conséquences économiques du « non » de la Guinée laissent peu de champ de

⁶³² Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 132. « Certains affirment que l'Afrique ne peut s'unir parce qu'elle n'a pas les trois communautés indispensables pour cela : communauté de race, de culture et de langue. Il est vrai que, pendant des siècles, nous avons été divisés. Les limites territoriales qui nous morcellent ont été fixées il y a longtemps, souvent de façon très arbitraire, par les puissances colonisatrices. Certains d'entre nous sont des musulmans, d'autres des chrétiens ; beaucoup adorent des dieux traditionnels, qui varient de tribu à tribu. Certains parlent français, d'autres anglais, d'autres portugais, sans parler des millions qui ne savent que l'une des langues de l'Afrique, dont il y a des centaines. Nous nous sommes différenciés culturellement, et cela affecte notre façon de voir les choses et conditionne notre développement politique. Tout cela est inévitable et s'explique par l'histoire. Néanmoins, je suis persuadé que les forces qui nous unissent font plus que contrebalancer celles qui nous divisent. Quand je rencontre d'autres Africains, je suis toujours impressionné par tout ce que nous avons en commun. Ce n'est pas seulement notre passé colonial, ou les buts que nous partageons : cela va beaucoup plus profond. Le mieux est de dire que j'ai le sentiment de notre unité en tant qu'Africains. En termes concrets, cette unité profonde est manifestée par la naissance du panafricanisme, et, plus récemment, par l'intervention dans la politique mondiale de ce qu'on a appelé la personnalité africaine. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 159.

manœuvre à Sékou Touré si on se fie aux commentaires de Guy de Lusignan qu'il est bon de citer dans son intégralité.

*« Le 28 septembre 1958, sur instruction du gouvernement, le chef de la mission française à Conakry transmet un communiqué par lequel la France prend acte du vote de la Guinée (1 130 292 non contre 56 959 oui) et reconnaît de facto son indépendance. Mais en même temps c'est la rupture absurde, sans réel fondement sinon l'orgueil blessé d'un homme qui avait été, hélas ! mal informé. La Guinée est séparée et isolée des autres territoires de l'A.O.F. qui ont approuvé la constitution à une vaste majorité. La Guinée est également séparée de la France : un plan est tout de suite dressé visant au départ des fonctionnaires français dans un délai de deux mois ; la Guinée ne peut plus recevoir le concours de l'Administration française ni de crédits d'équipements. La Guinée se trouve du jour au lendemain sans ressources. »*⁶³³

Acculée, la Guinée doit rompre sans tarder son isolement ainsi que l'embargo imposé par la France. Cet impératif est sans doute ce qui rapprocha irrésistiblement Sékou Touré de Kwame Nkrumah. Sékou Touré pensa à se rapprochement lors d'une de ses premières conférences de presse dont Lansiné Kaba a donné un extrait.

*« Le Ghana est un territoire africain qui a certainement sur nous l'avantage de l'expérience, puisqu'il a accédé à l'indépendance bien avant nous. Il est tout normal que nous puissions puiser dans l'expérience du Ghana qui, peut-être, se rapprocherait plus des possibilités de la Guinée que l'expérience d'autres pays placés dans d'autres contextes. Il est donc normal que nous puissions avoir des liaisons avec le Ghana. »*⁶³⁴

Cependant, l'initiative de former l'union vint de Nkrumah. D'après le témoignage de Lansiné Kaba :

⁶³³ Guy de Lusignan , op. cit., p. 33.

⁶³⁴ Cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 117.

« Ce dernier exulte de joie à la déclaration de l'indépendance de la Guinée. Toujours conforme à ses principes, il s'engage à aider un pays frère et à s'allier avec lui afin de concrétiser son rêve. C'est une occasion. Il dépêche une mission de bonne volonté à Conakry et présente la candidature de la Guinée à l'ONU, protocole que la France refuse de faire. Plus tard, en octobre, une délégation comprenant Saifoulaye Diallo, Président de l'Assemblée nationale, Ismaël Touré, ministre de l'intérieur, et Moussa Diakité, gouverneur de la Banque centrale, se rend à Accra et discute de la coopération avec le Ghana. Nkrumah promet autant d'aide qu'il peut. »⁶³⁵

Kwame Nkrumah et Sékou Touré scellent publiquement l'Union entre les deux Etats lors du voyage de ce dernier à Accra le 23 novembre 1958.

« Nous décidons, proclame la déclaration, de constituer entre nos deux Etats le noyau des Etats-Unis de l'Ouest africain. »⁶³⁶

Mais quelle est la nature réelle de l'Union ? En quoi consiste-t-elle véritablement ? Quels sont ses mécanismes de fonctionnement ? Telles sont les questions qui se posent pour comprendre si effectivement elle était un noyau solide des Etats-Unis d'Afrique selon les vues Accra.

Lansiné Kaba a fortement critiqué l'union Ghana-Guinée qu'il qualifie « *d'association très floue*. »⁶³⁷ Pourtant dans *Africa must unite* Nkrumah la décrit sous un angle positif. Huit mois après sa proclamation, les deux leaders auxquels s'est joint le Libéria se retrouvent à Sanniquellie, au Libéria, pour examiner d'une façon générale la question de l'émancipation et de l'unité africaine. Ils ont saisi l'occasion pour établir les bases de l'union. Apparemment, un nom, une devise et une politique générale furent fixés, ainsi que le dit Nkrumah :

« At the end of our talks we issued a Declaration of principles, in which we stated that the name of our organization would be the Community of Independent Africa States. Members of the Community would maintain their

⁶³⁵ Ibidem., p. 117-118.

⁶³⁶ Cité par Yves Benot, op. cit., p. 143.

⁶³⁷ Lansiné Kaba, op. cit., p. 123.

own national identity and constitutional structure; and each member of the Community would agree not to interfere in the internal affairs of any other member. The general policy of the Community would be to build up free and prosperous African Community for the benefit of its peoples, and the peoples of the world. The policy would be founded on the maintenance of diplomatic, economic and cultural relations, on a basis of equality and reciprocity, with all the states of the world which adopted positions compatible with African interests. One of its main objectives would be to help African territories not yet free to gain their independence.”⁶³⁸

Auparavant le Ghana et la Guinée avaient mis en place un système d’échange de ministres résidents, qui étaient reconnus membres des deux gouvernements.⁶³⁹ Si pour Nkrumah qui en parle dans *Africa must unite*⁶⁴⁰ tout ceci est une avancée notable dans le sens de l’unité africaine, le lecteur se rendra compte que dans les conclusions de la réunion de Sanniquellie aucune mention concrète n’est faite de l’unité telle que prônée par Nkrumah. En somme, la Communauté dont les trois leaders entendent faire l’embryon des Etats-Unis d’Afrique consiste à renforcer la coopération inter-étatique, mais sans dévolution des droits de souveraineté, ni armée, ni monnaie, ni diplomatie commune. A ce titre, chacun peut faire cavalier seul. Malgré tout, Nkrumah s’estime victorieux, dans la mesure où pour lui,

⁶³⁸ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 141. “Nos conversations aboutirent à une déclaration de principes, disant que le nom de notre organisation serait Communauté Indépendants d’Afrique. Les membres de cette communauté conserveraient leur personnalité nationale et leur structure constitutionnelle, et chaque membre promettrait de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d’aucun autre. La politique générale de la communauté serait de construire une communauté africaine libre et prospère, profitable à tous les peuples qui en feraient partie et à tous les peuples du monde. cette politique reposerait sur l’entretien de relations diplomatiques, « économiques et culturelles sur la base de l’égalité et la réciprocité, avec tous les Etats du monde qui adopteraient une attitude compatible avec les intérêts africains. L’un de ses principaux objectifs serait d’aider les territoires africains encore asservis à conquérir leur indépendance. » Kwame Nkrumah, *L’Afrique doit s’unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 168.

⁶³⁹ Lansiné Kaba a émis des objections sur le bon fonctionnement de cette représentation diplomatique. A la page 122 de son livre, on peut lire ceci : « En tant que ministres résidents, les ambassadeurs participent aux conseils de cabinet, sans restriction. A Accra, Diallo assiste aux conseils des ministres où, conformément à la nature parlementaire du régime, se prennent des décisions majeures. Il a accès aux documents, mais ne peut les emporter. (...). Pour l’ambassadeur ghanéen à Conakry, les choses semblent différentes. (...). Le ministre résident du Ghana est tant soit peu marginalisé. »

⁶⁴⁰ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 141.

Sanniqueville aura permis aux libériens, à l'instar des guinéens, d'avoir une conscience de l'unité. C'est ce qu'il faut comprendre quand dans une de ses déclarations que Lansiné Kaba cite, il considère Sanniqueville comme une « *bombe atomique qui ouvre des perspectives encore plus vastes.* »⁶⁴¹ L'Union Ghana-Guinée-Mali ne serait-elle pas une ?

C- L'Union Ghana-Guinée-Mali : vers les Etats-Unis d'Afrique ?

L'année 1960 marque de grands bouleversement sur la scène politique en Afrique occidentale, avec l'indépendance de quelques dix pays dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Dahomey – Bénin actuel -, la Haute-Volta – Burkina Faso actuel -, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra-Leone. Dans ce vaste ensemble balkanisé à la suite de l'effondrement de l'empire colonial français et britannique, la question de l'unité africaine se pose avec acuité. Même qu'elle a été l'objet d'âpres débats des années auparavant dans les territoires français non encore autonomes au moment où ceux-ci devaient faire le choix de leur indépendance dans la Communauté gaulliste ou non. La question était telle qu'Yves Benot l'a souligné :

« *Fallait-il exiger l'indépendance avant la Fédération, où la Fédération avant l'indépendance ? Toujours dans les cadres A.O.F.-A.E.F. bien sûr.* »⁶⁴² En d'autres termes, indépendance d'abord, unité africaine ensuite ou unité africaine d'abord et indépendance ensuite ? Dans les réponses à cette question, Yves Benot rapporte le point de vue de trois figures historiques de la lutte de libération dans les colonies françaises : Léopold Sédar Senghor, Félix Houphouët-Boigny et Sékou Touré. Pour le dernier cité, Benot rappelle un exposé historique de 1965 dans lequel Sékou Touré explique comment il lui a fallu passer du couple unité-indépendance à indépendance d'abord.

« *Il était certes indiqué de maintenir les anciennes fédérations pour unifier l'action des peuples de l'A.O.F. On aurait pu, dans cet ordre d'idées, obtenir l'installation d'un gouvernement central à Dakar, représentant l'ensemble des huit Etats, ce qui aurait constitué une étape dans la lutte pour l'indépendance. C'est en faveur de cette thèse que le P.D.G. luttait énergiquement.*

⁶⁴¹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 123.

⁶⁴² Yves Benot, op. cit., p. 140.

Mais au plus fort de cette bataille est intervenue la chute de la IV^e République française, la venue au pouvoir du général de Gaulle, la constitution de la Ve République et l'instauration de la soi-disant « Communauté » sur laquelle nous avons été appelés à nous prononcer. (...). Sans ce refus [de la Guinée], notre libération aurait été renvoyée aux calendes grecques. On ne dira jamais assez qu'en rejetant la Communauté, la Guinée évita aux ex-colonies française de tomber dans un nouveau piège. »⁶⁴³

En effet, c'était la démarche de Sékou Touré et de la Guinée à cette époque. S'il n'était plus possible de conquérir d'un même mouvement unité et indépendance, l'indépendance devait, en cas de conditions favorables, passer en premier. Le risque d'avoir à diriger un micro-Etat trouvait sa compensation dans la possibilité d'alliances unitaires plus larges, non circonscrites au domaine français.

Selon Yves Benot Senghor au contraire opte pour la succession inverse : unité d'abord, indépendance plus tard, tel qu'il l'a exprimé après le référendum de 1958. Yves Benot écrit :

« Nous sommes prêts à rester dans la Communauté, si la Communauté nous permet d'atteindre notre objectif qui est triple : fédérations primaires d'Afrique occidentale et d'Afrique équatoriale, indépendance par étapes par une association de forme confédérale avec la France. Une interprétation de forme dynamique de la Constitution permet tout cela... Ce qui conduirait à la sécession, c'est la balkanisation. Si, par exemple, la fédération primaire ne se faisait pas, il n'y aurait aucune raison pour le Sénégal de ne pas demander son indépendance pour s'associer avec la Guinée. La fédération primaire est donc exactement le contraire d'un encouragement à la sécession. »⁶⁴⁴

Quant à Houphouët, il s'insurge contre le fédéralisme de Senghor et les thèses unitaires défendues par Sékou Touré pour rechercher l'unité à travers la coopération et la

⁶⁴³ Ibidem, p. 140-141.

⁶⁴⁴ Cité par Yves Benot, op. cit., p. 141.

coordination économique et administrative, sans que cela n'implique un abandon de la souveraineté des Etats pris individuellement et une rupture brutale avec la métropole. Son point de vu apparaît dans un long texte que N. V. Chien cite :

« La Fédération africaine, l'unité africaine, mots dont ils (les activistes) se gargarisent à longueur de journée, dans des congrès tapageurs, des communiqués ou des interviews à sensation ne sont qu'une façade. Quel est leur but inavoué ? Eh bien ! L'indépendance nominale qu'ils n'ont pas eu le courage d'affirmer comme Sékou-Touré qui, lui au moins l'a toujours présenté comme étant le but de sa lutte. (...) »

En acceptant la fatalité de la rupture totale, ces défenseurs de l'indépendance nominale doivent accepter la fatalité de la balkanisation.

Et c'est parce que nous ne voulons ni l'une ni l'autre de ces fatalités que nous continuerons à nous efforcer de réaliser l'unité dans le cadre du grand ensemble économique et politique qu'est la Communauté !

Dans cette communauté, disent nos adversaires, vous avez fait le sacrifice de toute grandeur et de toute dignité, puisque vous ne disposez ni d'armée ni de diplomatie propre.

Nous ne voyons, quant à nous, aucune nécessité ni aucun profit pour les masses qui nous font confiance, à leur imposer le poids inutile d'une armée coûteuse et d'une diplomatie ruineuse, incompétente et squelettique, comme nous le voyons dans certains pays qui ont acquis, il y a quelques années, leur indépendance nominale.

Ce à quoi nous voulons parvenir à terme, c'est la construction d'un Grand Etat Fédéral ou confédéral composé d'Etats autonomes, y compris la République Française, ayant la gestion de leurs propres affaires comme le Canada, les Etats-Unis d'Amérique ou même l'U.R.S.S., mais avec un

*véritable gouvernement fédéral ou confédéral central et un véritable parlement central. »*⁶⁴⁵

En somme, indépendance d'abord et unité ensuite, fédération d'abord indépendance après, micro-nationalisme, telles sont les trois idées essentielles qui soutiennent les indépendances en Afrique noire francophone. Sur la base des affinités idéologiques et géographiques les Etats qui accèdent à l'indépendance tendent à s'associer ainsi que le démontrent les exemples du Conseil de l'entente et de la Fédération du Mali.⁶⁴⁶ Cette dernière, d'après les témoignages de Philippe Decraene, Lansiné Kaba, N. V. Chien pour ne citer que ceux-là, devait éclater le 20 août 1960, soit dix-sept mois après sa création le 17 janvier 1959. Le motif de cette séparation repose sur les divergences de plus en plus profondes entre L. S. Senghor, partisan du maintien d'un système fédéral souple, c'est-à-dire avec relations étroites avec l'ancien colonisateur, à Modibo Kéita, défenseur d'une conception unitaire de l'Etat et plus radicale en ce qui concerne les nouveaux rapports avec la France qu'il accuse de « *complicité (...) dans cette affaire.* »⁶⁴⁷

« Malheureusement, dit-il, l'option que nous avons faite ne peut pas avoir l'agrément de tous les pays africains, ni de toutes les Grandes puissances. Pour celles-ci, l'Afrique était une chasse gardée, elle a été le pendant de

⁶⁴⁵ Cité par N. V. Chien, op. cit., p. 2287-288.

⁶⁴⁶ « *Le Conseil de l'Entente n'est pas un Etat fédéral impliquant de la part des Etats-membres un abandon de souveraineté... Il veut être uniquement un organisme de coopération et de coordination économique et administrative. Le Conseil de l'Entente se présente donc comme une association à caractère exclusivement coopératif, limitée à une solidarité économique et à l'amélioration commun de certains services publics. Il n'entre donc pas dans les attributions du Conseil de l'Entente de connaître les problèmes intérieurs des Etats composant l'Union, encore moins de se substituer à eux dans la détermination de la politique de leurs gouvernements.* » Telle se définit l'Union Sahel-Bénin, plus connue sous le nom de son organe principal, le Conseil de l'Entente. Créée en mai 1959 par le président Félix Houphouët Boigny en opposition aux thèses fédéralistes de L. S. Senghor, l'organisation à ses débuts comptait avec la Côte d'Ivoire, le Dahomey (Bénin actuel), la Haute-Volta (Burkina Faso actuel) et le Niger. Le Togo fut officiellement admis dans l'Union en juin 1966. A l'initiative de Barthélémy Boga de l'Oubangui-Chari (actuel République Centrafricaine), le Sénégal, le Dahomey, le Soudan (actuel Mali) et la Haute-Volta, réunis à Dakar le 17 janvier 1959, décidèrent de se regrouper pour former la Fédération du Mali avant de former avec la France, la République Fédérale franco-africaine. Cependant, le Dahomey et la Haute-Volta se désistèrent en dernière minute sous l'influence de F. Houphouët Boigny et celle des partisans de sa doctrine.

⁶⁴⁷ Lansiné Kaba, op. cit., p. 126.

leur système économique d'exploitation. La République du Mali refuse de continuer à être le pendant de ce système économique d'exploitation. Notre action est donc engagée ; elle vise à détruire les institutions de ce système économique. Si nous réussissons, nous serons considérés par les tenants de ce système comme la « pomme de terre pourrie dans un sac ». Ils essayeront donc de nous éliminer, de créer, sur le plan intérieur, les conditions d'une révolution, cette fois, non pas dans le sens du progrès, comme nous le concevons, mais dans le sens de la régression, vers un système économique différent qui permettrait le maintien intégral de leur emprise sur notre pays. Nous devons être excessivement vigilants. Nous avons engagé une lutte d'envergure. Mais avec notre passé et notre confiance dans les valeurs de notre pays, nous sommes convaincus que nous vaincrons. Il faut se convaincre d'ailleurs que la victoire du Mali ne sera pas seulement notre seule victoire. Notre victoire sera aussi la victoire de l'Afrique, qui se cherche et se construit, de l'Afrique qui, dans certaines zones, essaie de s'affranchir de la tutelle des puissances coloniales, mais qui hésite à emprunter la voie directe et courageuse pour laquelle nous avons opté. (...). Nous sommes décidés sur le plan africain à aller au-delà de la simple coopération. La République du Mali est décidée à abandonner une partie de sa souveraineté pour s'intégrer dans un ensemble plus vaste. »⁶⁴⁸

De tous les leaders ouest-africains, seuls Modibo Kéita, Sékou Touré et Kwame Nkrumah tiennent le même discours anticolonialiste et partage la même détermination pour l'unité. « *C'est pourquoi, écrit Lansiné Kaba, les Maliens ne s'associent pas au Conseil de l'entente, malgré les bonnes offres de la Côte d'Ivoire après la fermeture du chemin de fer Dakar-Niger, et malgré les relations personnelles qui existent entre Houphouët et Kéita.* »⁶⁴⁹

Cependant, le Mali ne peut rester isolé du reste de l'Afrique surtout que, souligne N. V. Chien, depuis sa séparation d'avec le Sénégal il est durement frappé par une crise économique. Pour Modibo Kéita, la Guinée et le Ghana semblent être de meilleurs alliés.

⁶⁴⁸ Extrait de discours de Modibo Kéita, Discours prononcé à l'occasion de l'ouverture solennelle des cours accélérés de journalisme à Bamako, 17 mars 1962, in <http://modibokeita.free.fr/modibokeita.html>, Visité le 22 mars 2005.

⁶⁴⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 127.

« Nous sommes un territoire central. Nous ne pouvons pas nous isoler du reste de l'Afrique. Si nous nous isolons de l'Afrique, nous serons étouffés, écrasés. Mais au contraire, si nous restons liés au reste de l'Afrique, le succès de notre expérience influera sur la politique des autres Etats africains et ce sera un pas de plus vers la décolonisation et la liquidation des séquelles de la domination étrangère. C'est la raison pour laquelle notre Parti a décidé de coopérer avec les autres Etats africains, quels que soient leurs systèmes économique et politique (...). Le Mali est d'accord pour coopérer avec tous les Etats africains. Il est décidé à disparaître comme Etat souverain pour s'intégrer dans un ensemble, mais il faut d'abord qu'il y ait identité de vues, identité de vues dans la définition des moyens, et identité de vues dans l'utilisation de ces moyens. Pour le moment, nous nous sommes contentés [de] l'Union des Etats Africains. »⁶⁵⁰

Selon Nkrumah, l'initiative d'élargir l'union Ghana-Guinée au Mali est de lui. Voici ce qu'il dit dans *Africa must unite*.

« On 24 December 1960 I met President Sekou Touré of Guinea and President Modibo Keita of Mali at Conakry, with the result that a special committee met in Accra from 13 to 18 January 1960 to formulate proposals for a Ghana-Guinea-Mali Union.

Our Union was named the Union of African States (U.A.S) and was to form the nucleus of the the United States of Africa. »⁶⁵¹

⁶⁵⁰ Extrait de discours de Modibo Kéita, Discours prononcé à l'occasion de l'ouverture solennelle des cours accélérés de journalisme à Bamako, 17 mars 1962, in <http://modibokeita.free.fr/modibokeita.html>, Visité le 22 mars 2005.

⁶⁵¹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 169. «Le 24 décembre 1960, je rencontrai à Conakry MM. Sékou Touré, président de la Guinée, et Modibo Kéita, président du Mali ; le résultat fut qu'un comité spécial se réunit à Accra du 13 au 18 janvier 1960 pour formuler une proposition d'union entre le Ghana, la Guinée et le Mali. (...). Notre union prit le nom de Union des Etats Africains (U.E.A.) et se considéra comme le noyau des Etats-Unis d'Afrique. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 169.

L'Union se dota d'une Charte dont nous citerons in extenso les articles 3 et 4 qui en indique les buts et objectifs.

Article 3. Buts de l'U.E.A. :

Resserrer et développer les liens d'amitié et de coopération fraternelle entre les Etats membres, sur les plans politique, diplomatique, économique et culturel ;

Mettre leurs ressources en commun pour consolider leur indépendance et sauvegarder leur intégrité territoriale ; coopérer à la liquidation de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme en Afrique et à l'édification de l'unité africaine ;

Harmoniser la politique, tant intérieure qu'étrangère, de ses membres, de façon que leurs activités soient plus efficaces et contribuent mieux à sauvegarder la paix du monde.

Article 4 : L'activité de l'Union s'exercera surtout dans les domaines suivants :

a- Politique intérieur. Elaboration d'une orientation commune des Etats.

b- Politique étrangère. Stricte observance d'une diplomatie concertée, destinée à resserrer la coopération.

c- Défense. Organisation d'un système de défense commun, permettant de mobiliser toutes les forces à la disposition de l'Etat en faveur de tout membre de l'Union qui serait victime d'une agression.

d- Economie. Définition de directives communes relatives à la planification économique, visant à la totale décolonisation des structures héritées du système colonial, et organisant l'enrichissement de leurs pays dans l'intérêt de leurs peuples.

*e- Culture. Réhabilitation et développement de la culture africaine, échanges culturels fréquents et variés.*⁶⁵²

Le lecteur se rendra compte que l'Union est encore loin des vues d'Accra. Lansiné Kaba note même certaines faiblesses telles que l'absence de structures opérationnelles tangibles et permanentes capables de réaliser de façon pratique le rêve de l'unité. A cet égard, force est de reconnaître que Nkrumah est encore loin d'approcher son but. Si au niveau régional, les résultats paraissent dérisoires, que peut-on espérer au niveau continental où les différences, sans doute, sont encore plus marquées ? Quel que soit le résultat, pour Nkrumah, l'Union Ghana-Guinée-Mali ou l'Union des Etats Africains est encore une victoire qui doit mener à l'unité parfaite du continent. La crise du Congo est une autre occasion pour démontrer sa foi en l'unité africaine au-delà de la sphère régionale.

D- Nkrumah, la crise congolaise et l'unité africaine

Dans les annales d'histoire de la lutte de libération et l'unité africaine, la crise congolaise est abordée non pas comme un facteur favorable à la construction de l'unité, mais plutôt comme une véritable crise de l'unité africaine. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder les titres sous lesquels elle est traitée.⁶⁵³ Nul doute parce que c'est pendant cette crise où dans un contexte de décolonisation, « *le pays se déchire entre modérés et radicaux, régionalistes et nationalistes, fédéralistes et unitaristes, que les Etats africains font la démonstration de leur force pour la défense de leur propre droit.* »⁶⁵⁴ Ou comme le dit Lansiné Kaba :

⁶⁵² Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 169-170.

⁶⁵³ Quelques exemples : « 1960 ou l'unité en crise : 3. Le Congo », Yves Benot, op. cit., p. 151., « La crise congolaise : la fracture africaine », Seydou Ouedraogo in <http://www.ukzn.ac.za/ccs/files/ouedraogo.pdf> , Guy de Lusignan, op. cit., p. 265-280.

⁶⁵⁴ Cécile Laronce, op. cit., p. 137. Voir aussi Jacques Vanderlinden, 1959-1960, *la mémoire du siècle : la crise congolaise*, Bruxelles, Editions Complexe, 1985. Sur l'opposition entre fédéralistes et unitaires au sujet de l'indépendance, l'auteur écrit : « *Le second point de divergence entre les partis est le problème du futur état : unitaire ou fédéraliste. La position indépendantiste de l'ABAKO la force au fédéralisme (...). Au contraire, le MNC-Lumumba se prononce pour l'unité du pays.* » p. 96.

*« (...) chaque leader rêve d'accroître son influence au Congo, et, au-delà, d'asseoir son image sur la scène internationale. Pour chacun, la crise congolaise est une occasion pour se prouver. »*⁶⁵⁵

Quelle que soit l'interprétation que l'on pourrait apporter, la crise congolaise s'est avérée un enjeu important autant pour les Etats indépendants d'Afrique, les anciennes puissances coloniales en Afrique, l'O.N.U, que pour les deux grands – Etats-Unis et l'U.R.S.S. – et leurs alliés engagés dans une guerre dite « froide ».

Cet enjeu n'échappe pas à Nkrumah qui comme le dit Lansiné Kaba, très tôt dans sa carrière politique s'est intéressé à ce pays à cause de sa situation stratégique, sa richesse, sa puissance démographique et la curiosité intellectuelle de ses leaders.⁶⁵⁶ Il n'est pas inutile de rappeler que dans les débuts de sa lutte, Patrice Lumumba l'un des protagonistes de la crise avait participé à la Conférence des peuples africains de 1958 à Accra et qu'à cette occasion, son rapprochement avec Nkrumah l'avait amené à faire des résolutions de la conférence le cheval de bataille de la lutte pour l'indépendance de son pays. Sur les relations Lumumba-Nkrumah à l'orée de l'indépendance du Congo, Lansiné Kaba écrit :

*« Il [Lumumba] devient ainsi l'allié favori de Kwame Nkrumah. Ce dernier estime que le MNC de Lumumba va l'emporter sur d'autres partis et diriger l'Etat congolais. Aussi, le Ghana est-il prêt à lui accorder le soutien qu'il faut. »*⁶⁵⁷

Lumumba lui-même, peu de jours avant sa mort rendait le témoignage de sa relation avec Nkrumah comme le fruit d'une vision commune du combat pour la libération et l'unité de l'Afrique.

« Avec mes amis, Nkrumah du Ghana, Mounié du Cameroun, Roberto Holden d'Angola et bien d'autres, progressistes et nationalistes, nous voulons, primo, réviser les frontières arbitrairement fixées à Berlin par des

⁶⁵⁵ Lansiné Kaba, op., cit., p. 137.

⁶⁵⁶ Ibidem., p. 139.

⁶⁵⁷ Ibidem.

*diplomates ignorant tout de l'Afrique, en vertu d'intérêts contradictoires qui ne sont pas ceux des populations (...). »*⁶⁵⁸

La crise éclate au lendemain de l'indépendance du pays. Dès cet instant, elle entre au cœur de la diplomatie africaine moralement obligée, selon Yves Benot, d'intervenir sous peine d'être tenue pour responsable d'une éventuelle faillite de l'indépendance congolaise.⁶⁵⁹ Quelle position l'Afrique doit-elle adopter dans la situation anarchique qui prévaut dans le pays ? Soutenir Lumumba et ses camarades nationalistes partisans farouches de l'unité nationale, ou, au contraire, se ranger du côté de Kasavubu et des mouvements politiques ethniques et tribalistes favorables à l'organisation du pays en un Etat fédéral ?

La réponse à ces questions trouve chez Seydou Ouedraogo⁶⁶⁰ deux réponses opposées qui dessinent une démarcation entre deux Afriques : une Afrique révolutionnaire, dure ou militante, qui opte pour le soutien à Lumumba, et une Afrique modérée, molle ou une Afrique du « réalisme » qui soutient Kasavubu. Cela correspond à deux visions de la marche de l'Afrique vers son unité ; deux panafricanismes opposés sur le contenu même de l'Unité.

Face à ce dilemme, en octobre 1960 sur l'initiative du président ivoirien Félix Houphouët Boigny, les Etats Africains des ex AOF et AEF décidèrent de se regrouper pour constituer un groupe politique puissant. Selon Guy de Lusignan, une première conférence au cours de laquelle les participants affichent une certaine neutralité a lieu à Abidjan du 24 au 26 octobre 1960. Une autre se déroulera à Brazzaville du 15 au 17 décembre 1960. Au contraire de celle d'Abidjan « *à la conférence de Brazzaville à laquelle assistent en tant qu'observateurs Kasavubu, Tschombé et Kalondji, les positions sont plus tranchées. Une solution africaine est prônée : c'est-à-dire que les différentes factions politiques du Congo-Léopoldville doivent se réunir et régler entre elles leurs différents, sans interventions d'aucune puissance ni de l'O.N.U.* »⁶⁶¹ N. V. Chien qui à son tour a retracé le parcours de ces conférences, non plus ne

⁶⁵⁸ Cité par Colette Braeckman, *Lumumba, un crime d'Etat : une lecture critique de la commission parlementaire belge*, Bruxelles, les Editions Arden, Collections « Sur des charbons ardents », 2002, p. 15.

⁶⁵⁹ Yves Benot, op. cit., p. 151.

⁶⁶⁰ Seydou Ouedraogo, in <http://www.ukzn.ac.za/ccs/files/ouedraogo.pdf>

⁶⁶¹ Guy de Lusignan, op. cit., p. 277-278. L'auteur fera remarquer que la position des membres du Groupe de Brazzaville qui se constituera à la suite, était celle de la France améliorée. « *La France, dit-il, prend d'abord le parti de la Belgique lorsque celle-ci est accusée par l'U.R.S.S. d'avoir saboté l'indépendance du Congo et d'avoir dirigé un 'complot colonialiste' en fomentant la sécession du Katanga. Ces accusations*

fait mention d'une position claire des congressistes d'Abidjan. En revanche, en ce qui concerne la Conférence de Brazzaville, ses vues ne sont pas loin de celle de Guy de Lusignan. Voici les impressions qu'il a retirées de Brazzaville.

*« Elle a examiné la situation du Congo-ex-Belge et entendu des délégués venus diverses tendances politiques. Sur la politique de coopération certaines lignes institutionnelles se dégagèrent. Les Etats participants définissaient leurs objectifs communs : non ingérence dans les affaires intérieures, coopération économique et culturelle, création d'une organisation de coopération économique et projet d'un pacte multilatéral de défense. »*⁶⁶²

Ainsi, le Groupe de Brazzaville était né.⁶⁶³ Sa ligne politique en ce qui concerne les relations interafricaines et l'unité est très claire, ainsi que l'écrit Seydou Ouedraogo.

*« Pour ce bloc politique l'Unité ne signifie pas l'intégration politique mais l'unité d'aspiration et d'action et il insiste sur la non ingérence réciproque dans les affaires intérieures. »*⁶⁶⁴

Face au Groupe de Brazzaville, l'Afrique « dure » à laquelle fait parti le Ghana de Nkrumah se constitue. En effet, pour le Ghana, l'affaire du Congo d'une façon générale est une occasion pour les Etats Africains de démontrer leur solidarité en vue de protéger un Etat frère. A un niveau plus restreint, c'est-à-dire lié aux ambitions du leader Ghanéen pour

sont 'ridicules' comme le déclara à l'époque M. Armand Bérard, représentant permanent de la France à l'O.N.U., soutenu d'ailleurs par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Ensuite, la France se refuse en vertu de l'Article 2 paragraphe 7 de la Charte, de s'intégrer dans les affaires intérieures du Congo, estimant que l'O.N.U. ne peut régler la question du Congo, que seuls les Congolais doivent et peuvent résoudre leurs problèmes. », p. 276-277.

⁶⁶² N. V. Chien, op. cit., p. 266.

⁶⁶³ Le désormais Groupe de Brazzaville au fil de ses conférences va prendre des appellations différentes : Groupe de Monrovia, de Lagos. On retrouvera les membres dudit groupe au sein de l'Union Africaine et Malgache créée le 12 septembre 1961. Voir N. V. Chien, op. cit., p. 266-267.

⁶⁶⁴ Guy de Lusignan, op. cit., p. 282. cité par Seydou Ouedraogo, in <http://www.ukzn.ac.za/ccs/files/ouedraogo.pdf> . Guy de Lusignan cite cet objectif en référence à la conférence de Monrovia de mai 1961 qui voit l'élargissement du Groupe de Brazzaville à des Etats africains indépendants non francophones.

l'Afrique, c'est une occasion pour mettre en pratique sa politique panafricaine. Dans les tribunes de l'O.N.U. Nkrumah affirme :

« Je suis sûr que les Etats africains indépendants seront d'accord avec moi pour dire que le problème au Congo est un problème africain aigu, qui ne peut être résolu que par les Africains. (...) »

Il est simplement clair qu'une tentative acharnée est entreprise pour créer la confusion au Congo, pour répandre la guerre froide en Afrique, et engager l'Afrique dans les querelles suicidaires des puissances étrangères. »⁶⁶⁵

Convaincu que la solution du problème congolais doit venir des Etats africains indépendants unis à leur frère du Congo, Nkrumah déploie les initiatives. Selon Yves Benot, aux tout premiers jours de la crise, Nkrumah avait pensé à une intervention militaire exclusivement africaine au Congo. Ainsi les troupes ghanéennes avaient débarqué au Congo avant que l'O.N.U. ne soit là, pour aider directement Lumumba. Mais, aussitôt après, il eut le paravent de l'O.N.U. alors les contingents africains de la Guinée, du Ghana, du Maroc, de la Tunisie, du Liberia et du Nigeria se placèrent sous l'autorité du commandement des Nations-Unies.⁶⁶⁶

Mais face aux agissements de l'O.N.U. au Congo, à l'ingérence des puissances étrangères, pour Nkrumah, la faiblesse des Etats et leur incapacité à imposer une solution africaine exigent l'unité. D'autres leaders partageront son point de vue. C'est le cas de Mohamed V, roi du Maroc, opposé à la France au sujet de la Mauritanie. Ce dernier invite les leaders anti-colonialistes à Rabat, en janvier 1961, afin de discuter de la Charte de Casablanca.

« Il s'agit, affirme Seydou Ouedraogo, de faire triompher les libertés dans toute l'Afrique, réaliser son unité et cela dans le cadre du non-alignement, »

⁶⁶⁵ Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 137.

⁶⁶⁶ Yves Benot, op. cit., p. 151. Les contingents africains tels que nous les avons cité sont de Guy de Lusignan, op. cit., p. 273. A la même page de son livre, l'auteur affirme que « c'est le chef de l'Etat ghanéen qui prendra toutes les initiatives pour que l'Afrique participe activement à l'opération Congo de l'O.N.U. ».

*de la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme sous toutes ses formes »*⁶⁶⁷

Nkrumah qui répond présent à l'invitation y voit une raison suffisante « *pour élargir le cadre de l'Union Ghana-Guinée-Mali.* »⁶⁶⁸ De l'avis de Cécile Laronce et de Lansiné Kaba, la conférence de Rabat à la quelle ont participé l'Égypte, la Guinée, le Mali, le Maroc et le Ghana représente un progrès dans le parcours politique de Kwame Nkrumah et son rêve de l'unité africaine. Car en formant un regroupement qui dépasse le cadre régional de l'Union Ghana-Guinée-Mali il réussit à obtenir l'assentiment de ses membres, bientôt connus sous le nom de « groupe de Casablanca », à tous ses buts panafricains : un gouvernement unifié des États africains doté d'une constitution, un parlement continental, un marché commun.⁶⁶⁹

David Rooney pouvait dire alors :

*« Jamais, au cours d'aucune autre conférence réunissant des États africains, il n'obtiendra une telle approbation – fut-elle uniquement de principe – de son combat pour l'unité du continent. »*⁶⁷⁰

Désormais, de 1961 à 1963, le problème fondamental en Afrique est de trouver un terrain d'entente entre les deux groupes dont les membres, tout en se critiquant, perçoivent l'impératif de la paix et de l'unité. C'est pourquoi Nkrumah et ses partenaires d'un côté, Houphouët et les siens de l'autre, se déploient en vue d'établir le dialogue en Afrique. Dans une certaine mesure, la création de l'Organisation de l'Unité Africaine répond à cette mesure.

E- L'O.U.A et le rêve de l'unité

Avant d'aborder l'étude de la création de l'O.U.A comme un objectif du panafricanisme de Kwame Nkrumah, il importe de consacrer une réflexion sur la quête de l'unité juste avant la conférence d'Addis-Abeba de 1963. Cette réflexion brève permettra de resituer les organisations régionales que nous avons évoquées et l'O.U.A dans leur

⁶⁶⁷ Seydou Ouedraogo, op. cit.,

⁶⁶⁸ Lansiné Kaba, op. cit., p. 152.

⁶⁶⁹ Cécile Laronce, op. cit., p. 139. Lansiné Kaba, op. cit., p. 153. Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 170-171.

⁶⁷⁰ David Rooney, op. cit., p. 181.

perspective réelle à partir de la problématique de l'Unité Africaine telle qu'elle apparaît chez leurs pères fondateurs.

1- L'Afrique avant la Conférence d'Addis-Abeba

Comme nous l'avons déjà vu, l'accession à l'indépendance en Afrique est suivie par la division des Etats en deux groupes antagonistes sur des bases idéologiques, politiques et dans une certaine mesure, personnelles. Il y a d'un côté le Groupe de Brazzaville devenu Groupe de Monrovia en mai 1961, de l'autre, celui de Casablanca. Le Groupe de Monrovia, selon Yves Benot, est alors baptisé par le monde extérieur comme celui des « modérés » en opposition aux « radicaux » de Casablanca.⁶⁷¹ Ces deux tendances qualifiées de « maximalistes » - Fédération ou unité immédiate - et « minimaliste » - affirmation de la souveraineté de chaque Etat, intégrité territoriale, coopération entre les Etats en vue du développement – selon les expressions de Maurice Gléglé Ahanhanzo,⁶⁷² ressortent de multiples conférences et regroupements qui ont précédés la conférence d'Addis-Abeba qui voit la création de l'O.U.A.

L'approche de l'unité politique et économique devant se traduire par les Etats-Unis d'Afrique fut défendu par Kwame Nkrumah et ses pairs du Groupe de Casablanca : former immédiatement les Etats-Unis d'Afrique, avec une assemblée et un gouvernement fédéral continentaux ; une défense commune avec un commandement suprême africain, des affaires étrangères et une diplomatie communes, une nationalité commune, une monnaie africaine, une zone monétaire africaine, une banque centrale africaine et un système continental de télécommunication, en somme une nomenclature d'éléments qui impliquait pour les Etats une cession ou abandon de souveraineté. Pour Nkrumah, l'intégration politique apparaissait comme la condition sine qua non de l'indépendance réelle de l'Afrique et de son développement économique. Cette vision n'était malheureusement pas partagée par la majorité des dirigeants africains.

« La plupart d'entre eux, affirme Maurice Gléglé-Ahanhanzo, très jaloux de l'indépendance fraîchement acquise, entendaient chacun assumer directement le pouvoir de souveraineté. Ils étaient confortés dans cette

⁶⁷¹ Yves Benot, op. cit., p. 154.

⁶⁷² Maurice Gléglé-Ahanhanzo, *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1986, p. 21.

*position par les puissances non africaines qui leur ont présenté l'intégration politique comme un danger ; elles ont suscité la méfiance des dirigeants les uns envers les autres suivant les clivages idéologiques, voire linguistiques, et les liens d'allégeance... »*⁶⁷³

Lansiné Kaba ajoute qu'ils sont surtout obnubilés par leurs propres pouvoirs et prérogatives de magistrats suprêmes. C'est ce que lui a inspiré les propos de Y.M. Sulé, chef de la délégation nigérienne à la seconde conférence des Etats indépendants à Addis-Abeba en juin 1960.

*« L'idée d'un gouvernement fédéral africain est prématurée et impraticable. C'est humain, chacun rêve de rester roi chez lui. »*⁶⁷⁴

Aussi la majorité recommandait-elle l'élaboration de projets précis axés sur des objectifs pratiques dans les domaines de la coopération économique et technique, l'unité politique devant intervenir plus tard, par surcroît comme l'aboutissement naturel de coopération. Cette tendance qualifiée de « minimaliste » ou « modéré » que représentait fort bien le Groupe de Monrovia nettement majoritaire affirmait l'indépendance, la souveraineté et l'égalité de tous les Etats. Elle prit position contre les tentatives d'unification :

*« L'unité qu'il faut réaliser en ce moment n'est pas l'intégration politique d'Etats africains souverains, mais l'unité des aspirations et de l'action du point de vue de la solidarité sociale africaine, et de l'identité politique. »*⁶⁷⁵

Ainsi s'explique en partie les problèmes que Nkrumah rencontra pour appliquer sa politique africaine. Lui, qui, soupçonnant ses pairs du Groupe de Monrovia d'être des instruments au service des impérialistes, annonçait à la Conférence des peuples africains :

« Certains d'entre nous ont besoin, je crois, qu'on leur rappelle que l'Afrique est un continent séparé. Elle n'est pas un prolongement de

⁶⁷³ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 22.

⁶⁷⁴ Lansiné Kaba, op. Cit., p. 162.

⁶⁷⁵ Yves Benot, op. cit., p. 154.

l'Europe ni d'aucun autre continent. Nous désirons donc développer notre propre communauté et une personnalité africaine.

Nous ne devons pas oublier que le colonialisme et l'impérialisme peuvent nous arriver encore sous une autre enveloppe, pas nécessairement d'Europe. Nous devons nous alerter pour pouvoir le reconnaître lorsqu'il lèvera la tête, pour être prêts à l'affronter. »⁶⁷⁶

Cependant, les obstacles ne semblent pas décourager le leader ghanéen dans son rêve qui à ses yeux, est plus que jamais la condition sine qua non de l'indépendance totale et du progrès de l'Afrique. Cette conviction est d'ailleurs partagée par toutes les élites de tous les pays africains. Mais pour arriver à instituer l'instrument de base qui constituera le fondement du développement futur de l'Afrique dans la paix, dans l'harmonie et dans l'unité, il fallait en premier lieu rapprocher les promoteurs de l'Afrique supranationale et de l'Afrique des patries. N.V. Chien souligne un facteur important qui, vers la fin de 1962, favorisa le rapprochement:

« Vers la fin de 1962, la guerre d'Algérie prend fin et le problème du Congo est à peu près résolu, suite à la mort de Patrice Lumumba et à la réconciliation entre Tshobé et Kasa-Vubu. De plus, aucun des groupes antagonistes n'espérant convaincre les Etats de l'autre camp, on se résigne donc à la reprise des dialogues d'Etat à Etat. »⁶⁷⁷

Samuel G. Ikoku ajoute que pour faciliter cette unification le Groupe de Casablanca alla jusqu'à se dissoudre unilatéralement. Mais dans le même temps les pays de Monrovia agissaient dans le même sens, dans la mesure où leurs efforts s'accordaient avec le désir des puissances étrangères telles que les Etats-Unis, de réduire au silence les Etats africains radicaux ou à défaut, de briser leur unité afin de les priver de leur prestige de pays progressistes.⁶⁷⁸

Ainsi vers la fin de 1962, le désir d'arriver au but permit la constitution d'un comité politique africain chargé de préparer la Conférence d'Addis-Abeba. Selon N. V. Chien, pour

⁶⁷⁶ Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 133.

⁶⁷⁷ N. V. Chien, op. cit., p. 219.

⁶⁷⁸ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 183.

faciliter la réconciliation des deux groupes le soin de fixer la date de la nouvelle conférence et d'envoyer les invitations est confié à l'Empereur Haïlé-Sélassié ; parce que « *l'Ethiopie, tout en restant proche du groupe de Monrovia, s'est tenue à l'écart des problèmes et l'empereur, par son prestige et son expérience, semble être le seul homme capable de rapprocher les deux groupes.* »⁶⁷⁹ La voie est donc libre pour le premier grand rassemblement des Etats africains indépendants.

2- La Conférence d'Addis-Abeba : mai 1963

Selon Yves Benot, quand les Etats africains après une préparation de plusieurs mois parviennent enfin à se retrouver pour la conférence au sommet d'Addis-Abeba, le désir d'unité de l'opinion africaine est très vif ; mais les divisions ne sont pas moins profondes. Comme il est de coutume, la conférence commence au niveau ministériel entre le 15 et le 21 mai. Quel est le but de cette rencontre préparatoire ? A ce sujet N. V. Chien écrit :

*« Elle a d'abord pour tâche de fixer l'ordre du jour qui règlera le déroulement des travaux des chefs d'Etats, et ensuite de préparer les projets de résolution et notamment le projet de charte, qui seront soumis à l'approbation des chefs d'Etats. La séance d'ouverture est publique tandis que les suivantes ont lieu à huit clos, les problèmes abordés étant extrêmement délicats. »*⁶⁸⁰

La conférence préparatoire des Ministres des affaires étrangères n'a donc aucun pouvoir de décision sur les problèmes de fond mais elle peut par ses travaux contribuer de façon décisive au succès ou à l'échec de la réunion des chefs d'Etats.

A Addis-Abeba, profitant de sa qualité d'hôte, la délégation éthiopienne qui a déjà recueilli les propositions des autres pays soumet l'idée d'une organisation des Etats africains avec une charte précise, un secrétariat permanent et responsable de l'organisation. Selon Lansiné Kaba, l'auteur de cette idée, l'Empereur Haïlé Sélassié avait conçu ce plan depuis quelques années déjà. Il l'avait présenté à Kwame Nkrumah lors de sa visite à Accra en décembre 1960.⁶⁸¹ La proposition éthiopienne, comme le remarque si bien N. V. Chien,

⁶⁷⁹ N. V. Chien, op. cit., p. 219.

⁶⁸⁰ Ibidem, p. 220.

⁶⁸¹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 164.

inspirée elle-même par la déclaration de principe adopté par le Groupe de Monrovia à Lagos en janvier 1962, « réalise une synthèse entre les conceptions les plus modérés et les plus couramment admises. »⁶⁸² Ce modèle ne prescrit donc pas la formation d'un gouvernement continental. Respectueux de la souveraineté absolue de chaque Etat membre il ne requiert autre que la concertation et la coopération sur des questions qui font le consensus des chefs d'Etats. De ce point de vue, si elle est acceptable aux yeux des ministres des affaires étrangères des pays de l'ex-Groupe de Monrovia, elle est contraire à la thèse pour laquelle Nkrumah et le Ghana ne cesse d'œuvrer depuis 1958. Comme il faut s'y attendre, la charte éthiopienne est rejetée par la délégation ministérielle ghanéenne qui, selon Lansiné Kaba, était arrivée à la conférence avec des exemplaires de l'ouvrage fort à propos de Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, qu'elle a distribué afin de mieux asseoir dans la conscience de leurs frères, les idées du président Ghanéen sur la nécessité de l'unité et la structure politique la mieux indiquée pour réaliser ce projet.

*« Botsio dévoile la requête de son pays et de son président, dit-il. Celle-ci se résume en la création immédiate d'un gouvernement unitaire africain, avec un parlement, une politique étrangère, une zone monétaire et une banque centrale, une défense, une nationalité et un plan de développement économique communs à tous les Etats. A ses yeux, cette proposition est logique et appropriée aux conditions mêmes de l'Afrique. Les ghanéens ne veulent pas d'un secrétariat permanent au service des chefs d'Etats mais, plutôt, un organe exécutif dont les décisions priment sur celles des leaders individuels... »*⁶⁸³

Là aussi, nulle surprise. Sur tous les points de l'ordre du jour les thèses ghanéennes sont rejetées. Elles ne font même pas l'unanimité au sein de l'ex-Groupe de Casablanca, souligne Lansiné Kaba. En somme, depuis bientôt cinq ans qu'elle est prêchée, la politique africaine de Kwame Nkrumah se déploie dans le sens contraire de l'évolution des Etats africains nouvellement indépendants. Le Ghana est mis en minorité à Addis-Abeba.

⁶⁸² N. V. Chien, op. cit., p. 225. A l'occasion du débat ministériel sur la Charte de l'O.U.A, le Nigéria avait fait la proposition d'adopter la Charte de Lagos. Ainsi, à côté de celle d'Ethiopie presque semblable, du Ghana, la Charte de Lagos compte parmi les trois Chartes défendues à Addis-Abeba en mai 1963.

⁶⁸³ Lansiné Kaba, op. cit., p. 166.

Conscients de la grave déception qui serait ressentie par l'opinion africaine si une charte n'était pas élaborée, les Chefs d'Etats décident de former une commission spéciale des ministres des Affaires étrangères chargée de préparer un projet définitif de constitution d'une organisation africaine. Dans son discours inaugural que N. V. Chien a reproduit, l'Empereur Haïlé Sélassié met ses pairs en demeure d'adopter une charte qui puisse être considérée comme une étape positive vers l'unité lorsqu'il déclare :

« Nous sommes réunis ici pour jeter les bases de l'Unité Africaine. Nous devons, par conséquent, ici même et aujourd'hui, nous mettre d'accord sur l'instrument de base qui constituera le fondement du développement futur de ce continent dans la paix, dans l'harmonie et dans l'unité. Partons désormais, dans toutes nos rencontres, de réalisations concrètes. Ne remettons pas, pour l'examen à une date ultérieure, le seul instrument, la seule décision qui doit être le résultat de cette réunion si celle-ci doit avoir une signification valable.

*Cette conférence ne peut se terminer sans l'adoption d'une Charte africaine unique. Nous ne pouvons pas nous séparer sans créer une seule organisation africaine possédant les attributs que nous avons décrits – il s'agit de l'exposé détaillé du projet éthiopien -. Si nous ne réussissons pas en cela à prendre nos responsabilités, nous aurons manqué à nos responsabilités envers l'Afrique et envers nos peuples. Si nous réussissons, au contraire, alors seulement notre rencontre aura été pleinement justifiée. »*⁶⁸⁴

N. V. Chien reconnaîtra que le discours de l'Empereur bien qu'il ait eu pour effet de façon générale, de rallier les délégués au projet éthiopien ou du moins de l'adopter comme base de discussion, chaque chef d'Etat essaya de se servir du discours qu'il prononce en publique pour exprimer ses vues personnelles avant de signer un document dont l'inspiration est parfois assez différente. C'est dans ce cadre que s'inscrit le discours de Kwame Nkrumah sur lequel il convient de s'attarder.

⁶⁸⁴ Haïlé Sélassié, Discours inaugural, cité par N. V. Chien, p. 222-224.

3- Plaidoirie pour une Afrique unie

Avant d'étudier le discours de Nkrumah pour en saisir tout le sens pour l'Afrique, il est bon de souligner qu'il n'est pas bien connu des Africains et particulièrement des Africains non anglophones. Est-ce parce que son projet n'a pas connu le succès qu'il espérait ? Ou encore, est-ce en raison de la personnalité du personnage lui-même et de la menace qu'il représentait à l'époque pour les intérêts des puissances néo-coloniales ? Le fait pour nous, étudiant originaire d'un pays francophone, de n'avoir pas connu l'homme et son œuvre au cours de notre cursus scolaire et universitaire, le fait de n'avoir pas pu avoir en dépit de nos recherches une traduction française de ce discours nous conforte dans notre position.

Cela dit, en quoi l'intervention de Kwame Nkrumah au sommet d'Addis-Abeba de mai 1963 était-il important pour l'Afrique d'hier et, pour actualiser le sujet, est-il important pour l'Afrique et les Africains d'aujourd'hui encore à la recherche de leur identité et unité ?

Il est clair qu'au niveau de la présentation il fut défendu avec brio comme le déclare N. V. Chien : « *Le Dr N'Krumah défend avec talent le plan d'une union totale et complète du continent* ». ⁶⁸⁵ Le fond reprend tout en argumentant toute la politique de Nkrumah en faveur de la libération et l'unité de l'Afrique.

D'entrée de jeu, et après les salutations d'usage, Nkrumah pose clairement, sans ambages, la nécessité urgente pour les Africains de s'unir :

« *Our objective is African Union now. There is no time to waste. We must unite now or perish (...).* » ⁶⁸⁶

Il présente cette unité que les dirigeants politiques ont reçu mandat de réaliser, comme le vœu unanime des masses africaines pour donner valeur à leur liberté et à l'indépendance de l'Afrique :

« *A whole continent has imposed a mandate upon us to lay the foundation of our Union at this Conference. It is our responsibility to execute this*

⁶⁸⁵ N. V. Chien, op. cit., p. 223.

⁶⁸⁶ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. 234. « *Notre objectif, c'est l'union africaine dès maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous devons nous unir où périr (...).* », Traduction de Lansiné Kaba, op. cit., p. 169.

mandate by creating here and now the formula upon which the requisite superstructure may be erected.

(...). No sporadic act or pious resolution can resolve our present problems. Nothing will be of avail, except the united act of a united Africa. »⁶⁸⁷

“The hour of history which has brought us to this assembly is a revolutionary hour. It is the hour decision. (...).

The masses of the people of Africa are crying for unity. The people of Africa call for the breaking down of the boundaries that keep them apart. They demand an end to the border disputes between sister African states. (...).

(...). In their fervent push for unity, they understand that only its realization will give full meaning to their freedom and our African independence. »⁶⁸⁸

Ensuite, comme pour éclipser toute ambiguïté sur la notion elle-même, il dit ce qu’il faut entendre par « Unité Africaine » et les moyens pour l’obtenir :

« African Unity is, above all, a political kingdom which can only be gained by political means. »⁶⁸⁹

Comme le souligne Lansiné Kaba, pour Nkrumah le panafricaniste, ce n’est pas seulement l’histoire qui exige l’unité, mais surtout le défi présent lancé à l’Afrique par

⁶⁸⁷ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, op. cit., p. 234. *“Le continent tout entier nous mandate de poser les fondations de son unité à cette conférence. C’est notre responsabilité d’exécuter ce mandat en créant, ici et dès maintenant, la formule sur laquelle la superstructure requise peut être bâtie. (...). Aucun acte sporadique, aucune résolution pieuse ne peuvent résoudre nos problèmes présents. Rien ne peut valoir, sauf notre action unie pour une Afrique unie.* », Trad. Lansiné Kaba, op. cit., p. 170.

⁶⁸⁸ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, p. 243. *“Nous sommes rassemblés à un moment révolutionnaire de l’histoire. C’est un moment de décision. (...). Les masses africaines aspirent ardemment à l’unité, les peuples demandent la destruction des frontières qui les séparent les uns des autres. (...). Ils savent que la réalisation de l’unité seule pourra donner valeur à leur liberté et à l’indépendance de l’Afrique.* », Trad. Lansiné Kaba, op. cit., p. 173.

⁶⁸⁹ Ibidem, p. 235. *“L’Unité africaine est, avant tout, un royaume politique qui ne peut être conquis que par des moyens politiques.* », Trad. Lansiné Kaba, op. cit., p. 170.

l'impérialisme moderne. A ses yeux, toutes les indépendances nationales sont menacées ; et la seule réponse logique à cette force de domination réside dans la solidarité devant l'ennemi commun. Ainsi cite-t-il :

*« L'unité de notre continent, ainsi que celle de nos indépendances respectives, connaîtra du retard, si d'ailleurs nous ne les perdons pas entre temps, en frayant avec le colonialisme. »*⁶⁹⁰

L'Afrique doit donc s'unir pour se sauver de l'intervention néo-colonialiste si elle ne veut pas subir le même sort que les pays d'Amérique latine.

*« We have already reached the stage where we must unite or sink into that condition which has made Latin-America the unwilling and distressed prey of imperialism after one-and-a-half centuries of political independence. »*⁶⁹¹

Un autre argument extra-africain que le leader ghanéen présente pour justifier l'urgente nécessité d'arriver à l'Unité africaine est la Guerre froide. Selon lui, étant donné l'état actuel de faiblesse et d'insécurité où se trouvent les Etats africains indépendants dans le contexte de la politique mondiale, cette recherche de base et de sphère d'influence fait pénétrer la Guerre froide en Afrique avec ses dangers d'extermination nucléaire. Pire, plusieurs Etats africains indépendants sont liés par des pactes militaires avec les anciennes puissances coloniales. La stabilité et la sécurité que de tels procédés cherchent à établir sont illusoires, car les puissances métropolitaines saisissent cette occasion pour appuyer leur domination néo-colonialiste et même pour attaquer les Etats voisins indépendants.⁶⁹² L'unité africaine, si elle se faisait dans les circonstances du moment devait éviter cela.

Après avoir exploité la conjoncture internationale pour défendre sa thèse, Nkrumah s'en prend aux situations propres au continent. L'Afrique des indépendances est avant tout l'Afrique des tracés frontaliers qui aboutit à des contestations belliqueuses entre Etats

⁶⁹⁰ Kwame Nkrumah, cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 170.

⁶⁹¹ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, p. 234. "Nous sommes déjà parvenus au stade où nous devons nous unir ou sombrer dans cet état où l'Amérique latine est devenue, contre son gré, la triste proie de l'impérialiste après un siècle et demi d'indépendance politique...", Trad. N. V. Chien, op. cit., p. 223.

⁶⁹² Ibidem, p. 241.

limitrophes. Certes, pour l'instant la situation n'est pas aussi grave. Les Etats plaintifs qu'il se refuse de nommer ne sont pas encore arrivés à des confrontations armées. Cependant, l'avenir ne promet pas que des raz-de-marée soient impossibles. Seule l'Unité africaine peut les éviter. Ainsi qu'il le dit :

*« (...) this fatal relic of colonialism will drive us to war against one another (...). Only African Unity can heal this festering sore of boundary disputes between our various states (...). »*⁶⁹³

Nkrumah n'oublie pas les problèmes économiques de l'Afrique. Pour lui, ce ne sont pas les ressources qui manquent à l'Afrique pour son industrialisation.

*« Our continent is probably the richest in the world for minerals and industrial and agricultural primary materials. »*⁶⁹⁴

Pour s'en assurer, il suffit de se référer au seul exemple du Congo dont les exportations en cuivre, caoutchouc, coton et autres produits, de 1945 à 1955, selon les chiffres qu'il donne, se sont évaluées à 2, 773 millions de dollars. D'ailleurs, les experts estiment que le Bassin du Congo à lui seul peut fournir l'essentiel de la production agricole nécessaire aux besoins de près de la moitié de la population mondiale. Alors, avec autant de ressources, comment se fait-il que l'Afrique soit en marge du développement au point de s'amoindrir avec le néocolonialisme déguisé sous la forme de l'aide économique ou technique des puissances coloniales ? Il y a certes, là, la main du colonialisme pour maintenir l'Afrique dans une situation de dépendance, mais surtout les Etats indépendants eux-mêmes n'ont pas su profiter de leur indépendance. Nkrumah s'explique :

« We have the resources. It was the colonialism in the first place that prevented from accumulating the effective capital ; but we ourselves have failed to make full use of our independence to mobilize our resources for the

⁶⁹³ Ibidem, p. 239-240. *«Ce vestige fatal du colonialisme risque de nous entraîner dans les guerres intestines (...). Seule l'unité africaine peut cicatriser cette plaie infectée des litiges frontaliers entre nos divers Etats. »*, Trad. N. V. Chien, op. cit., p. 223.

⁶⁹⁴ Ibidem, p. 236. *«Notre continent est sans doute le plus riche dans le monde en termes de matières premières pour l'agriculture et de minéraux pour l'industrie.»* La traduction est de nous.

most effective take-off into thorough-going economic and social developpement. (...). We shall accumulate machinery and established steel works, iron foundries and factories; we shall link the various states of our continent with communications by land, sea, and air. We shall cable from one to another, phone from one place to the other and astound the world with our hydroelectric power; we shall drain marshes and swamps, clear infested areas, feed the under-nourished, and rid our people of parasites and desease. (...). We shall harness the radio, television, giant priting presse to lift our people from the dark recesses of illiteracy.

A decade ago, these would have been visionary words, the fantasies of an idle dreamer. But this is the age in which science has tranceded the limits of the material world, and technology has invaded the silences of nature. (...). We cannot afford to pace our needs, our developpement, our security, to the gait of camels and donkeys.”⁶⁹⁵

Comme on le voit, la vraie indépendance chez Nkrumah ne consiste pas à demeurer dans un état passif ni dans l’acceptation du refus. La vraie indépendance est dans la création, dans la capacité d’inventer, de transformer le décor de sa vie. L’obstacle vient de la résistance de la matière, de l’ignorance scientifique ou de la difficulté technique. Le monde moderne dans lequel vivent les Africains leur offre des perspectives. Cette explication se comprend à la lumière du fossé qui se creuse chaque jour entre le monde industrialisé et le monde

⁶⁹⁵ Ibidem, p. 238. “Nous avons les ressources. C’est le colonialisme qui, en premier lieu, nous a empêchés d’accumuler les capitaux nécessaires à notre développement. Mais, nous aussi, nous avons manqué de nous servir de notre indépendance pour mobiliser nos ressources en vue du démarrage effectif de notre développement. (...). Nous devons construire les machines et installer les aciéries et les usines métallurgiques et de transformation. Nous devons relier nos différents Etats par des routes terrestres, maritimes et aériennes. Nous devons être capables de câbler d’un endroit à l’autre et étonner le monde par notre exploitation des ressources hydroélectriques. Nous devons drainer les marécages, assainir les lieux inhospitaliers, nourrir nos populations, débarrasser nos peuples des parasites et des maladies. (...). Nous devons domestiquer la radio, la télévision, les grandes imprimeries pour sortir nos populations de l’obscurité et de l’ignorance. Il ya dix ans, ces idées auraient pu paraître comme des visions irréelles et fantaisistes d’un rêveur. Mais nous sommes à l’âge où la science transcende les limites du monde matériel et où la technologie envahit les silences de la nature (...). Nous ne pouvons pas nous permettre de retarder notre développement en avançant au pas de chameau. » Trad. Lansiné Kaba, op. cit., p. 171-172.

traditionnel, entre pays du Nord et pays du Sud. L'un, mû par la science et la volonté de conquérir l'univers ne cesse de se transformer et aller de l'avant. L'autre, l'Afrique dont il question dans ce texte, se complaît dans sa lourdeur, ses traditions et ses structures archaïques et inefficaces. Le défi lancé par le monde moderne à la capacité de chaque Etat indépendant de répondre aux aspirations de leurs peuples à un mieux être ne peut véritablement se réaliser que si les Etats indépendants sont unis politiquement.

*« No independant African State today by itself has a chance to follow and independent course of economic developpement, and many of us who have tried to do this have been almost ruined (...). »*⁶⁹⁶

La croissance économique de l'Afrique ne peut se réaliser que grâce à une planification à l'échelle continentale. Par ailleurs, en traitant avec une Afrique politiquement unie, ceux qui apportent des capitaux n'auront plus à évaluer avec inquiétude les risques de négocier au cours d'une période avec des gouvernements qui pourraient ne plus exister dans une autre période. Au lieu de traiter ou de négocier avec une multitude d'Etats séparés ils traiteraient avec un seul gouvernement qui poursuivrait une harmonieuse politique continentale.

Tels sont les arguments présentés par Kwame Nkrumah à Addis-Abeba avant de plaider de nouveau pour une union politique qui ne sacrifierait pas nécessairement les souverainetés, une union politique fondée sur une défense commune, des affaires étrangères et une diplomatie commune, une nationalité commune, une monnaie africaine, une zone monétaire africaine.⁶⁹⁷

Selon le commentaire qu'il a fait du discours de Nkrumah, N. V. Chien note que ce fut accueilli avec « *respect et sympathie* ». ⁶⁹⁸ Pour Lansiné Kaba, « *il impressionne toute la salle.* » ⁶⁹⁹ Il importe donc que nous examinions les réactions des autres chefs d'Etats présents pour savoir ce qui a été retenu à Addis-Abeba et pourquoi ?

⁶⁹⁶ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, p. 242.

⁶⁹⁷ Kwame Nkrumah, *Revolutionary path*, p. 240-243.

⁶⁹⁸ N. V. Chien., op. cit., p. 224.

⁶⁹⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 175.

4- Le point de vue du reste de l'Afrique indépendante : mai 1963

La conférence d'Addis-Abeba était d'une importance capitale. Pour Nkrumah, en ce qui concerne sa politique africaine ; pour l'Afrique, quant à son avenir en tant que continent libre, fort et unie. Nkrumah l'a dit, c'était une heure de décision qui implique mûre réflexion pour ne pas compromettre l'avenir du continent. Les chefs d'Etats présents à Addis-Abeba surent-ils faire « *ensemble l'apprentissage de l'unité ?* »⁷⁰⁰

En tout cas, après le discours du leader ghanéen, chacun est allé au gré de ces conceptions de l'unité. N. V. Chien a dressé un tableau fort intéressant des diverses réactions qui sont intervenues. A l'exception du président ougandais dont les propos semblent se rallier aux vues d'Accra quand il dit : « *Il y a là un problème qui se pose pour chacun d'entre nous et dont la solution nécessite un effort commun et hardi, par l'intermédiaire d'un mécanisme que nous devons créer, et certainement point par voie de consultation, si bonne que soit cette procédure* », tous les autres membres de la conférence, écrit N. V. Chien, proposent une conception plus réaliste.⁷⁰¹

Le président L. S. Senghor du Sénégal déclare :

« *Si nous ne voulons pas aller à l'échec, il sera bon que nous médions les exemples européens et américain. Nous serons prudents, en avançant pas à pas et par étapes. Vouloir du premier coup, bâtir une fédération ou seulement une confédération avec un parlement et un commandement militaire uniques, c'est, j'en ai peur, nous préparer à un échec cuisant à bref délai.* »

Le président Fulbert Youlou dit dans le même sens :

« *L'Unité de l'Afrique ne doit pas cependant faire oublier sa diversité, d'autant plus qu'il s'agit d'un immense continent. Aucun continent, que ce soit l'Europe, les Amériques ou l'Asie n'a jusqu'à ce jour réussi et ne peut*

⁷⁰⁰ Bourguiba cité par N. V. Chien, op. cit., p. 225.

⁷⁰¹ Ibidem, p. 224. Toutes les autres citations sont tirées du livre de l'auteur aux pages 224-225. Nous ne ferons donc pas de rappel de note pour ce qui va suivre, sauf, si nous citons un autre auteur.

prétendre établir un gouvernement continental, former un seul et unique Etat, forger une seule et même nation. »

Le président Houphouët Boigny, quant à lui, pose quelques principes fondamentaux de l'unité prochaine :

« L'unité recherchée ne peut être confondue avec l'uniformité, ce qui sous-entend d'abord que chaque pays doit avoir la possibilité d'adopter le système politique et économique qui lui paraît correspondre à une phase de son développement et qu'il a, d'autre part, le devoir impérieux de respecter les voies différentes que des pays frères pourront choisir. Cette tolérance absolue constitue à la fois la condition d'une unification ultérieure poussée et contient un élément positif dans la mesure où elle permettra la confrontation d'expériences diverses qui, il nous faut le reconnaître, sont, par leur origine, étrangères à notre continent et doivent, par conséquent, être mesurées à sa réalité spécifique. »

Plusieurs chefs d'Etats proposent une unité par étapes et par la formation de groupements régionaux :

« Ici, il a été affirmé que le système colonial a divisé l'Afrique, dit le président Modibo Kéita, c'est vrai sous un certain rapport, mais l'on peut dire aussi que le système colonial a permis à des nations de naître ... C'est de cette réalité qu'il faut tenir compte, et d'une autre réalité : Les Etats africains, selon le système colonial et selon aussi le développement des organisations populaires, se sont plus ou moins orientés dans telle ou telle voie de construction... Et de bien, du jour au lendemain, il n'est pas possible d'effacer d'un coup de pinceau comme un peintre, ces réalités de nos Etats. Vouloir le faire, c'est préparer l'Afrique à des lendemains difficiles. »

« Un régionalisme intelligent et large nous y aidera, propose le président Tsiranana. Déjà on a pu remarquer en Afrique des politiques économiques concentrées, qui s'appliquent à des zones d'importance relativement faible

à l'échelle géographique du continent, mais non négligeables politiquement et démographiquement ; et l'on a pu constater que ces ententes ont obtenu déjà d'excellents résultats. »

« Dans un premier temps, suggère le président Senghor, nous reconnâtrons ces diversités complémentaires. Nous aiderions même à les organiser en unions régionales. J'en vois trois : l'Afrique du Nord, l'Afrique Occidentale, l'Afrique Orientale – en attendant que soit libérée l'Afrique du Sud -. Chacune de ces unions pourrait, à son tour, se diviser en unions plus petites. »

Pour le président Nasser, la forme de la nouvelle organisation est secondaire :

« Ligue africaine, Conférence des Chefs d'Etats, Assemblée de Représentants des peuples, peu importe, ce qui compte, c'est qu'il y ait quelque chose de concret. »

Finalement, qu'est-il sorti d'Addis-Abeba ? La thèse d'un gouvernement continental est repoussée. Le principe de coopération, la souveraineté des Etats et la non ingérence dans leurs affaires intérieures sont les quelques principes fondamentaux de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Conclusion partielle

Que pouvons-nous retenir en guise de conclusion partielle de ce chapitre ? Comme nous l'avons vu avec Simon Bolivar pour l'Amérique latine, le rêve de l'unité africaine est très présent dans l'action de Kwame Nkrumah. C'est ce qui lui donne le cœur de se mouvoir sans cesse d'une capitale à une autre, d'apporter l'aide technique et surtout, l'aide financière ghanéenne aux mouvements de libération et aux Etats Africains indépendants de l'Union ; de rechercher le dialogue avec les autres dirigeants qui partagent ou ne partagent pas ses conceptions sur l'unité et sur l'ensemble des problèmes du continent africain. Ces multiples initiatives traduisent, comme le dit si bien Cécile Laronce, la tentative de bien mener l'unité africaine en politique et en action.⁷⁰² Le chemin menant à l'unité s'est avéré cependant long et difficile. Les événements que nous avons évoqués et qui se sont produits de 1947 date à laquelle débute la carrière politique de Kwame Nkrumah en Gold Coast, à 1963, date à laquelle naît l'Organisation de l'Unité Africaine en ce qui concerne l'Afrique, et de 1808, au moment où les colonies espagnoles d'Amérique entrent dans une insurrection contre les nouveaux pouvoirs d'Espagne, à 1828, date de l'échec des Congrès de Panamá et Tacubaya, ont donné un sens politique à la notion de l'unité africaine et de l'unité hispano-américaine. A notre avis, c'est au cours de cette période que l'unité va devenir un leitmotiv dans les textes politiques africains et hispano-américains. C'est aussi au cours de cette période que les difficultés commencent.

⁷⁰² Cécile Laronce, op. cit., p. 136.

**PARTIE II : FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ECHEC ET
L'IMPACT DE L'IDEAL POLITIQUE
DE BOLIVAR ET NKRUMAH.**

Les réflexions sur les facteurs explicatifs de l'échec en Amérique espagnole et en Afrique des premières tentatives d'union politique conduite respectivement par Simon Bolivar et Kwame Nkrumah au moment où ces continents accédaient à l'indépendance, ont amené à soulever un certain nombre d'interrogations sur le sens des mouvements de libération et les objectifs de l'indépendance. Parlant de l'Amérique espagnole E. V. Posada s'interroge de la façon suivante :

« *Se quería independizar totalmente de España o solamente efectuar algunos cambios en su relación con la metrópoli, pero manteniendo su sujeción y reconocimiento al rey Fernando VII ?* »⁷⁰³

Cette question sur l'Amérique espagnole qui, à notre avis, est aussi valable pour l'Afrique des indépendances trouve toute sa raison d'être si nous prenons en compte certains faits. Par exemple, la participation diversement colorée des différents groupes du corps social au mouvement de libération telle que soulignée par John Lynch, Charles Lancha et E. V. Posada.⁷⁰⁴ En Afrique, c'est la production et la confrontation des idéologies avant et pendant la période des indépendances sur l'exigence de l'indépendance dans un cadre fédérale, micro-nationaliste ou unitaire qu'il faut prendre en compte.⁷⁰⁵

⁷⁰³ E. V. Posada, op. cit., p. 60.

⁷⁰⁴ En Amérique espagnole le fait que les mouvements de libération aient été des mouvements essentiellement créoles avec une participation tantôt aux côtés de l'armée républicaine tantôt dans les forces royalistes des groupes marginalisés de l'administration coloniale (Indiens, Métis, Noirs), a amené de nombreux historiens notamment John Lynch, J. L. Salcedo Bastardo par exemple - à voir en ce conflit une guerre civile. J. L. Bastardo écrit à ce sujet : « *Nuestra independencia fue efectivamente una guerra civil. Lo único que recibimos como fuerzas españolas, propiamente, fueron las que trajo Pablo Morillo ...* ». Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 60. Le péruvien José Matos Mar apporte la précision selon laquelle le Pérou « *se independiza por obra de los ejércitos del sur y de los ejércitos del norte, a pesar de los peruanos. Los peruanos como totalidad, creo yo que concientemente, no participaron en las luchas de independencia. En muchos casos la población llamada 'indígena' participó en mayor porcentaje en las tropas realistas.* » Ibidem

⁷⁰⁵ Yves Benot a développé ce point dans le chapitre de son livre qui traite de l'unité africaine précisément aux pages 130-185.

Etant donné que les intérêts étaient divergents tout comme l'étaient les opinions sur les objectifs de l'indépendance, la question qui se pose est la suivante : Il y auraient-ils des intérêts communs dans un projet politique d'unité continentale ?

Pour les initiateurs des premiers projets intégrationnistes en Amérique espagnole et en Afrique notamment Simon Bolivar et Kwame Nkrumah, il ne fait aucun doute, l'unité des Hispano-américains et des Africains a son principe en lui-même. Puisque, Selon Bolivar qui en parle dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, ces « *populations ont une même origine, une seule langue, une seule religion, de mêmes coutumes...* ». ⁷⁰⁶ Elles devraient pouvoir, par conséquent, avoir qu'un gouvernement qui fédérât les divers Etats constitués.

Kwame Nkrumah pour sa part n'a pas manqué d'insister dans *Africa must unite* ⁷⁰⁷ sur la personnalité africaine à créer, laquelle à ses yeux est la base intellectuelle de l'avenir pan-africain du continent. Un point de vue que L. S. Senghor, un autre dirigeant africain a présenté sous l'angle de l'« africanité ».

« *La conscience de notre communauté culturelle, disait L. S. Senghor, de notre africanité est un préalable à tout progrès dans la voie de l'unité. Sans elle, il ne peut y avoir volonté, encore moins effort efficace d'unité. Je ne le nie pas, nous avons aussi de commun notre situation de pays sous-développés...*

Mais pour sortir, précisément, de cette situation matérielle, technique, il nous faut forger, ensemble, une âme commune. Nous l'avons cette âme qui s'incarne dans l'africanité » ⁷⁰⁸

Pris sous l'angle économique, l'unité africaine est nécessaire. Elle est même obligatoire face à ce que Kwame Nkrumah considère comme étant la solidarité et complicité des puissances impérialistes.

⁷⁰⁶ Simon Bolivar cité par Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 114.

⁷⁰⁷ Kwame Nkrumah, op. cit., p. 49.

⁷⁰⁸ L. S. Senghor, *Discours au sommet d'Addis-Abeba*, mai 1963, cité par N. V. Chien, op. cit., p. 5.

*« The survival of free Africa, the extending of this continent, and the developpement towards that bright future on which our hopes and endeavours are pinned, depend upon political unity. »*⁷⁰⁹

Si les sentiments son unanimes sur le fait que l'unité des Hispano-américains et des Africains à un fondement, que cette unité est même vitale si ces peuples veulent s'engager sur le chemin du développement et, par la même occasion, se donner une meilleure place dans les relations internationales, comment expliquer l'échec des premiers projets intégrationnistes tels que défendus par Simon Bolivar et Kwame Nkrumah pendant la longue marche de leur continent vers l'indépendance ?

La réponse tient autant dans les conditions propres des sociétés hispano-américaines que dans le contexte internationale de cette lutte de libération. En les examinant tour à tour, nous nous intéresserons seulement à quelques-unes d'entre elles.

⁷⁰⁹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 221. *« La survivance de l'Afrique libre, disait-il, les progrès de son indépendance et l'avance vers l'avenir radieux auxquels tendent nos espoirs et nos efforts, tout cela dépend de l'unité politique. »* Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 254.

CHAPITRE I : AU NIVEAU DE LA GRANDE COLOMBIE ET DU GHANA

L'histoire des relations entre la pensée politique de Simon Bolivar et Kwame Nkrumah, sa mise en application, et l'évolution de la vie politique dans les colonies espagnoles d'Amérique de 1808 à 1830 et les colonies d'Afrique des puissances européennes notamment la France et l'Angleterre de 1935 à 1963, ne s'est pas limitée à la lutte de libération.

En effet, et compte tenu de ce qu'a été l'histoire de ces deux continents (découverte, conquête, colonisation, lutte de libération nationale), reprendre conscience de l'identité nationale hispano-américaine et africaine n'était pas simplement, comme le fait si bien de le dire Yves Benot, « *renouer avec une continuité historique interrompue du dehors.* »⁷¹⁰ La continuité, ici, avait été brisée de telle manière que si la redécouverte du passé, l'affirmation dûment défendue par les intellectuels et autres dirigeants des deux continents respectifs, que l'Amérique et l'Afrique pré-coloniale, elles aussi, avaient leur histoire propre, leur personnalité, restait une démarche nécessaire, elle ne suffisait pas à définir une issue.

Cette réaffirmation exigeait d'emblée la réponse à une question de lointaine portée : dans quelle cadre géopolitique situer l'affirmation nationale ? Dans celui des territoires délimités par les puissances coloniales, en fonction de leurs intérêts immédiats ou – dans le cas de l'Afrique –, de leurs rivalités et des rapports de forces qui s'établissaient entre elles ? Ou encore, pour le dire en des termes où s'est toujours situé et se situe encore aujourd'hui le débat : micro-nationalisme ou unité hispano-africaine ou africaine ? Se contenter d'accords entre Etats, envisager des ensembles régionaux, ou lutter pour un gouvernement continental ?

Dans le plan qu'ils avaient élaboré pour leur continent alors qu'ils s'étaient jetés corps et âme dans la bataille pour la libération du joug coloniale, Simon Bolivar et Kwame Nkrumah avaient clairement défini leur position. Nous l'avons vu, il s'agissait de faire de l'Amérique et de l'Afrique une seule nation. L'essentiel de leur action politique s'est orienté vers ce but.⁷¹¹ Vainqueur militairement pour l'un et diplomatiquement pour l'autre sur le

⁷¹⁰ Yves Benot, op. cit., p. 11.

⁷¹¹ Quand l'Amérique indépendante s'était réunie à l'invitation de Simon Bolivar sur l'Isthme de Panama, la géographie politique des indépendances se présentait comme suit : Mexique (1823), Amérique centrale (1821), Colombie (1821), Pérou (1824), Chili (1818), la Province Unies du Rio de la Plata (1810), Paraguay (1813), Bolivie (1825). En Afrique, l'indépendance s'étant effectuée dans les limites territoriales héritées de

colonialisme dans leur pays, Simon Bolivar et Kwame Nkrumah allait échouer politiquement dans leurs efforts pour créer une vaste confédération sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique.

Pour le cas particulier de Simon Bolivar, on aurait pu croire que ses vues l'emporteraient, « *puisque*, soulignent Jacques Joset et Philippe Raxhon, *en 1826, Bolívar est investi de la dictature suprême en Grande Colombie, au Pérou et en Bolivie.* »⁷¹² Mais comme Pierre Vayssière⁷¹³ l'a si bien montré dans l'étude qu'il a faite sur les révolutions d'Amérique latine, dès 1820, l'Amérique du Sud était entrée dans une phase critique de son histoire qui appelait à des divisions irrémédiables.

Fort justement à ce propos, le *Libertador* confiait en 1830 au général Flores:

*« Vous n'ignorez pas que j'ai exercé le commandement suprême pendant vingt années durant, eh bien je n'en ai tiré que ces quelques certitudes : 1° L'Amérique est ingouvernable. 2° Qui sert une révolution laboure la mer. 3° Emigrer est la seule chose qui se puisse faire en Amérique. 4° Ce pays est infailliblement voué à tomber aux mains des foules déchaînées avant d'être livré à des tyranneaux presque imperceptible (...). »*⁷¹⁴

Impression confirmée par Floran Tristan en 1838 :

*« Les yeux fixés sur les prodiges que la liberté a fait éclore en Amérique du Nord, on s'étonne de voir celle du Sud en proie aux convulsions politiques et aux guerres civiles (...). »*⁷¹⁵

En somme, théoriquement, c'était une idée grandiose comme le disait Simon Bolivar en 1815, « *que de prétendre faire du Nouveau Monde une seule nation dont toutes les parties*

la colonisation, en 1963, ce sont trente-deux chefs d'Etats et de gouvernements qui se sont réunis dans la capitale éthiopienne.

⁷¹² Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 33.

⁷¹³ Pierre Vayssière, op. cit., p. 47.

⁷¹⁴ Simon Bolivar, « Lettre à Son Excellence le général J. J. Flores », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 257.

⁷¹⁵ Floran Tristan, cité par Pierre Vayssière, op. cit., p. 47.

seraient liées. Puisque ses populations ont une même origine, une seule langue, une seule religion, de mêmes coutumes... ». Mais comme il devait le reconnaître aussitôt dans le même texte, « la chose n'est pas possible, car des cieux différents, des situations distinctes, des intérêts contraires, des caractères divisent l'Amérique. »⁷¹⁶ En d'autres termes, des facteurs endogènes liés à l'évolution des sociétés hispano-américaines avant, pendant et après la colonisation participent de façon naturelle à empêcher toute possibilité d'union sur le continent.⁷¹⁷ Voyons en détails l'impact de ceux-ci sur les plans que Bolivar avait mûris pour sa patrie avant d'aborder le cas de l'Afrique, avec le revers subi par Kwame Nkrumah en dépit de sa détermination à consolider l'indépendance du Ghana nouveau et au-delà, à construire les Etats-Unis d'Afrique.

I- Le cas de la Grande-Colombie

Le lecteur s'interrogera certainement sur le choix que nous avons fait de prendre la Grande Colombie comme point d'encrage dans notre étude sur les facteurs explicatifs de l'échec du rêve de Simon Bolivar de construire en Amérique une nation libre et unie. Ce choix s'explique pourtant.

Dans son rêve pour l'unification de l'Amérique espagnole, l'existence de la Grande Colombie ou, comme il l'a lui-même appelé simplement, *Colombia*, comme nation unie a été l'un des objectifs que Bolivar a toujours défendu en premier. D'abord, pendant la lutte de libération ainsi qu'il le dit :

« L'union de la Nouvelle Grenade et du Venezuela est l'unique but que je poursuis depuis mes premières armes. Elle est le souhait des citoyens de ces deux (...). »⁷¹⁸

⁷¹⁶ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 114.

⁷¹⁷ Ce n'est donc pas une surprise si en accomplissement de telles paroles prophétiques le continent s'est morcelé. Pierre Vayssière dresse le tableau suivant : « *Les Provinces Unies de La Plata, regroupé autour de Buenos Aires, se sont scindées presque aussitôt en trois Etats souverains, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Un peu plus tard, en 1830, la Grande-Colombie a été éclatée sous la pression des particularismes (...). En 1838, la Fédération centro-américaine implosait à son tour malgré ses velléités unitaires (...).* » Pierre Vayssière, op. cit., p. 46.

⁷¹⁸ Simon Bolivar, « Discours prononcé devant le Congrès d'Angostura le 14 décembre 1819 », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 162. Ces derniers portent le commentaire

De la priorité que Bolivar accorde à la Grande-Colombie dans son plan d'unification, J. D. Monsalve la commente comme suit :

*« Con sólo una idea en la mente, fija la mirada en un solo punto, tras del apetecido ideal de ver a la América y sobre todo a su patria, a su querida Colombia, grande, respetable y próspera. »*⁷¹⁹

Chez J. D. Monsalve, c'est même ce qui justifie l'intervention de Bolivar dans les nations qui partagent les frontières de la Grande-Colombie.

*« Como la suerte de Colombia estaba entonces más que antes íntimamente ligada a la de todo, dit-il, no podia el libertador regresar a ella sin dejar bien organizados los paises del Sur. »*⁷²⁰

Au plus fort de la crise politique en Amérique après les indépendances, c'est au sort de la Colombie qu'il se préoccupait le plus. Pour se faire, il ne manqua pas de démissionner de la présidence du Pérou pour accourir au chevet de la patrie malade. J. D. Monsalve rapporte et commente:

« El I.º de Enero de 1826 Bolivar anunció desde Chuquisaca, por medio de una proclama a los bolivianos, que regresaba a Lima. Allí devolvería al Congreso el poder de que se le había investido. (...) »

suivant : *« Une fois le gouvernement de la République installé à Angostura, Simon Bolivar organise la campagne la plus audacieuse de toute la guerre d'indépendance. Il traverse les Andes et écrase, à Boyaca, le 7 août 1819, les troupes royalistes de Pablo Morillo. La liberté de la Nouvelle Grenade consolide son prestige. De retour à Angostura, il propose au Congrès le 14 décembre 1819, la création de la république de Grande-Colombie qui comprend le Venezuela, la Nouvelle-Grenade, puis, plus tard, le Panama et l'Equateur. »* Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 161. Cette idée est soutenue par John Lynch qui s'exprimant sur l'idée de créer au commencement de la lutte de libération la Grande-Colombie affirme : *« Desde el principio de la revolución el pensamiento de Bolívar trascendió las limitaciones nacionales y expresó un amplio americanismo. Había deseado largamente la creación de una gran Colombia, abrazando tanto a Venezuela como a Nueva Granada. En 1813 argüía que 'la unión bajo un solo gobierno supremo hará nuestras fuerzas, y nos hará formidables a todos. »* John Lynch, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Ariel, Nueva edición ampliada y puesta al día, 1989, p. 248.

⁷¹⁹ J. D. Monsalve, op. cit., p. 24.

⁷²⁰ Ibidem, p. 24-25.

En realidad, Bolívar, de quien el ideal acariciado y permanente era la existencia, integridad y grandeza de la gran Colombia, no podía permanecer por más tiempo en el Perú. (...).»⁷²¹

Déjà en 1825, dans une lettre de Bolivar à Santander que J. D. Monsalve cite, le *Libertador* manifestait son désir de retourner en Colombie pour tenter de résoudre en tant que Président les maux dont souffre la nouvelle République.

« Si el Congreso se digna aprobar mi conducta, écrit-il, mi gozo será extremo, y si me llama, ninguna causa me detendrá, porque mi primer deber es la obediencia a Colombia. »⁷²²

Cette référence constante à la Colombie s'explique. Si Bolivar est prêt à aller jusqu'aux confins du continent pour lui assurer sa liberté et sa tranquillité, il se reconnaît avant tout appartenir à la Colombie qu'il a créée.

« Yo soy colombiano (...) no debo, pues, sino obedecer y sostener las leyes de mi patria (...). »⁷²³

C'est donc pour cette raison qu'au soir de sa vie, c'est encore aux colombiens qu'il adresse ses derniers appels à l'union :

« Colombiens ! disait-il dans ce texte que nous avons déjà cité en espagnol, j'ai consacré mes efforts à implanter la liberté où régnait la tyrannie. J'ai travaillé avec désintéressement, sacrifiant ma fortune et aussi ma tranquillité (...). Au moment de vous quitter, ma tendresse pour vous me dit que je dois vous exprimer mes derniers désirs. Je n'aspire à aucune autre gloire qu'à la consolidation de la Colombie. Tous, vous devez travailler pour ce bien inestimable qu'est l'union : les peuples obéissants au gouvernement actuel pour se délivrer de l'anarchie, les ministres du culte élevant leurs prières au ciel, et les soldats employant l'épée pour défendre les garanties sociales. (...). Colombiens ! Mes derniers vœux sont pour le

⁷²¹ Ibidem., p. 38 et 40.

⁷²² Ibidem., p. 38 et 41.

⁷²³ Cité par J. D. Monsalve, op. cit., p. 39-40.

*bonheur de la patrie. Si ma mort contribue à faire taire les discordes et à consolider l'union, je descendrai tranquille au tombeau. »*⁷²⁴

Cela dit, pourquoi ce désir ardent de voir l'union se consolider d'abord en Grande Colombie ?

De l'avis de John Lynch qui commentait la vie publique de Bolivar, rechercher l'unité au niveau continental suppose préalablement la création de nations individuelles stables : « *El intentaba simplemente establecer el tamaño apropiado de una nación viable* » dit-il.⁷²⁵ La Grande-Colombie s'inscrit donc dans ce cadre. Son exemple en tant que modèle de nation indépendante capable de s'attirer le respect de ses voisins et du reste du monde repose sur trois piliers que John Lynch n'a pas manqué d'évoquer, à savoir l'affirmation de son identité nationale, une économie saine et la paix à l'intérieur de ses frontières pour le bonheur de ses populations. L'unité nationale était le seul moyen pour y arriver. Elle devait permettre de prévenir la nation naissante contre l'anarchie et le développement des particularismes. Bolivar évoquait d'ailleurs ce sujet en 1819 devant le Congrès réuni à Angostura :

*« Pour tirer notre république naissante de cette confusion, toutes nos facultés, disait-il, ne seraient point suffisantes si nous ne fondions en un tout les masses de notre peuple, si nous n'unifions le gouvernement, la législation et l'esprit de la nation. »*⁷²⁶

En corroboration à ce point de vue, José Carlos Chiaramonte synthétisant les raisons qui ont empêché l'Amérique hispanique d'arriver à un projet d'intégration viable affirmait :

*« Yo creo que el principal factor que obstaculiza el desarrollo de unidades nacionales en la primera mitad del siglo XIX, y bastante de la segunda mitad, son las disensiones, son los particularismos locales y regionales. »*⁷²⁷

Voyons comment elles se sont manifestées en Colombie et comment elles ont entraîné son éclatement.

⁷²⁴ Simon Bolivar, cité par G. Lafond et G. Tersane, op. cit., p. 295-296.

⁷²⁵ John Lynch, op. cit., p. 248.

⁷²⁶ Simon Bolivar, « Discours d'Angostura », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 255.

⁷²⁷ Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 64.

A- Dissensions et conflits en Grande Colombie

Faisant l'analyse de l'évolution de la Grande Colombie en 1822, c'est par un tableau qui promet le nouvel Etat à un bel avenir que Jean Pierre Minaudier introduit son texte :

« L'Etat bâti par Bolivar, écrit-il, semblait en 1822 l'un des mieux dotés du sous-continent. Vaste, relativement peuplé (environ 2 500 000 habitants), il paraissait uni par trois siècles d'histoire commune, par la culture, par la langue et par la religion, mais aussi par les récentes luttes de libération : l'armée représentait un facteur essentiel de cohésion. Le centralisme imposé par Bolívar devait garantir l'unité de la nouvelle nation. Le prestige de son Président lui permettait de prétendre à une place importante en Amérique Latine, peut-être même la première au sein du nouvel ensemble continental qui semblait se dessiner. »⁷²⁸

Pourtant, et comme Minaudier le déclare lui-même par la suite, la première Colombie ne dura que onze ans (1819-1830) dont quelques mois seulement de paix civile.

« En 1826, dit-il, commença une crise gravissime qui aboutit à la dissolution de la Grande Colombie en 1830. »⁷²⁹

1826 que J. P. Minaudier prend comme point de départ de la crise politique dans le pays, est marquée par l'influence d'un des généraux de Bolivar, Santander, qui exerça le pouvoir d'Etat de 1821 à 1828 avec le titre de vice-président.⁷³⁰

Pendant les cinq premières années de son mandat, selon la lecture qu'il a faite, J. P. Minaudier montre que la nouvelle République paraissait stable. Les nouvelles institutions qu'elle avait créées peu à peu s'étaient mises à fonctionner, bien que, bien sûr, il fallut garder une bonne partie de l'héritage colonial. « C'est ainsi que, dit-il en référence à l'organisation

⁷²⁸ Jean Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, Collection Horizons Amériques Latines, 1997, p. 113.

⁷²⁹ Ibidem, p. 114.

⁷³⁰ Santander en fait eut deux mandats. Un premier de 1821 à 1826, pendant que le Président Bolivar guerroyait dans le Sud. Après son éviction du pouvoir (Bolivar de retour avait été nommé dictateur en juin 1828 par un groupe d'officiers pour mettre fin à l'anarchie) il s'exila en 1828, avant de revenir à nouveau au pouvoir de 1833 à 1837.

administrative, à côté des départements, échelons administratifs privilégiés par la nouvelle constitution, on dut maintenir les anciens cabildos, à la tête de provinces rebaptisées “canton” ou “municipes”, les corregidores (sous le nouveau nom de jueces políticos), les gouvernements (désormais appelés provinces) et même les intendances ; à Caracas et à Quito, il fallut nommer deux Jefes Superiores chargés de coordonner l’administration des départements correspondant à la Capitainerie Générale du Venezuela et à l’Audience de Quito. »⁷³¹

Au sujet des qualités politiques et administratives de Santander, J-P. Minaudier rend le témoignage suivant :

*« Santander, personnage sérieux et honnête, gouverna avec le plus grand respect de la Constitution et un profond souci de la qualité du travail législatif, ce qui lui valut le surnom d’ « Hommes des Lois ». »*⁷³²

Ce qui a amené J-P. Minaudier à conclure :

*« Dans l’ensemble, les formes démocratiques furent respectées ; en particulier la presse, qui se développa beaucoup à cette époque, demeura à peu près libre. Chaque parti, chaque faction, chaque clan, avait son journal : c’était une presse essentiellement politique ; très polémique (...). »*⁷³³

Mais sur ce qui semblait être un havre de liberté s’étaient amoncelés les nuages du régionalisme.

B- Du développement du régionalisme

Plus que les difficultés économiques que connaissait la Colombie du fait des conséquences des douze années de guerre qu’elle a dû livrer pour s’assurer sa liberté et celles des nations voisines, le micro-nationalisme est de près le problème soulevé pour expliquer

⁷³¹ J-P. Minaudier, op. cit., p. 114.

⁷³² Ibidem., p. 115.

⁷³³ Ibidem.

l'éclatement de la République fondée par Simon Bolivar. Evoquant les mouvements nationalistes en Colombie après les indépendances, J-P. Minaudier déclare :

*« Le problème essentiel était le mécontentement croissant des Vénézuéliens et des Equatoriens. »*⁷³⁴

Selon ce que rapporte J-P. Minaudier, les vénézuéliens se plaignaient d'être mal représentés dans l'administration et dans le gouvernement Santander, et de ce que la Nouvelle-Grenade fut systématiquement favorisées lors des arbitrages budgétaires. Pour John Lynch qui ne nie pas ces faits, ces plaintes qui sont l'expression du nationalisme vénézuélien sont antérieures à l'indépendance.

*« La oposición entre Venezuela y Nueva Granada, dit-il, se había manifestado ya en 1815 ; dio como resultado la resistencia a Bolívar y sus oficiales en Nueva Granada y contribuyó al éxito de la contrarrevolución española en 1815-1816. »*⁷³⁵

C'est ce même sentiment nationaliste qui a toujours couvé au Venezuela, qui selon John Lynch, avait obligé le Congrès réuni à Angostura en 1819 à remplacer le néo-grenadiens Francisco Antonio Zea, vice-président du Venezuela, par le vénézuéliens Juan Bautista Arismendi. La création de la Colombie n'a pas empêché le sentiment nationaliste de croître. Au contraire, l'éloignement entre les deux pôles d'attractions de la République, Caracas et Bogota, les problèmes de communications, l'hétérogénéité des populations auxquels s'ajoutent les problèmes économiques et de représentations au sein du gouvernement central, sont autant d'éléments qui appuient les thèses de Caracas.⁷³⁶ Il n'est donc pas étonnant si des tensions apparaissent entre ces deux provinces de la Colombie. Au sujet des tensions entre Caracas et Bogota, John Lynch écrit :

⁷³⁴ Ibidem, p. 118.

⁷³⁵ John Lynch, op. cit., p. 246.

⁷³⁶ Au sujet de l'étendu géographique de la Colombie auquel il convient de relever les obstacles naturels considérables, dans une lettre adressée à son aide de camp Daniel Florencio O' Leary, Bolivar admettait cela comme un facteur favorable à des projets séparatistes. : « *L'actuel gouvernement de Colombie ne parvient pas à mettre de l'ordre dans ces vastes provinces ni à l'administrer. Le centre est plus éloigné des extrémités (...)* ». Cité par Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 245.

*« Los venezolanos empezaron a considerar a los de Nueva Granada como los amos extranjeros, opinión que venía acreditada por el hecho de estar éstos en el centro de los cargos públicos y de las oportunidades. La centralización de la república en Cundinamarca introdujo a Bogotá en un período de boom, durante el cual se convirtió en el centro de una burocracia en expansión, de nuevas obras públicas, de favoritismo fiscal, de crecimiento de la población ; Bogotá así se convirtió de avanzada del imperio en una civilizada capital. Los militares venezolanos fueron los más agrios críticos del supuesto neocolonialismo ; consideraban que, mientras ellos combatían por la victoria, unos políticos corrompidos en Bogotá gozaban de sus frutos. Hasta cierto punto, pues, las relaciones entre Venezuela y Bogotá sufrieron del antagonismo entre los jefes militares y administradores civiles. »*⁷³⁷

Aux arguments politiques, économiques et géographiques, J-P. Minaudier ajoute l'effet histoire dans la formation du nationalisme vénézuélien. *« Le Venezuela n'avait pas besoin de la Nouvelle-Grenade pour vivre ; il se suffisait à lui-même, dit-il. »* Mais bien plus, *« le Venezuela avait une tradition d'autonomie. »* Selon Minaudier, l'ancienne Capitainerie Générale n'avait dépendu de Santa Fe que durant trois ans à l'époque coloniale : de 1742 à 1810. Son rattachement à la Nouvelle-Grenade avait été purement nominal. De 1810 à 1814 la région était restée totalement indépendante. Par ailleurs, Caracas qui avait fait sa Révolution avant Santa Fe en 1810-1811, se considérait comme le seul berceau de la liberté et, par conséquent, ne pouvait admettre de dépendre d'une autre ville.⁷³⁸ Qu'en est-il des équatoriens ?

Selon J-P. Minaudier, ils exprimaient des griefs comparables :

« Eux aussi se plaignaient d'être sous-représentés à Bogotá, et des communications désastreuses. Quito, ancien siège d'Audience, ne supportait pas de se voir placée sur le même plan que Cuenca et Guayaquil, jadis incluses dans sa juridiction, désormais devenues comme elle des chefs-lieux de départements ; de plus l'ancien gouvernement de Popayán était

⁷³⁷ John Lynch, op. cit., p. 246.

⁷³⁸ J-P. Minaudier, op. cit., p. 119.

passé dans l'orbite de Bogotá. Fiers d'avoir été les premiers à se révolter en 1809, mais tardivement libérés en 1822 par des troupes venus du nord sans avoir presque participé aux guerres de la seconde Indépendance, les équatoriens avaient le sentiment qu'on les traitaient en colombiens de second rang : à Quito l'état d'urgence fut maintenu jusqu'en 1825, le poids des militaires (surtout des vénézuéliens était très lourd, les emprunts forcés succédaient aux contributions extraordinaires. De plus la baisse des tarifs douaniers, inspirée par les hacenderos exportateurs du nord de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela et imposée par les libéraux doctrinaires au pouvoir à Bogotá, fut une catastrophe pour les hacenderos équatoriens (...). »⁷³⁹

En somme, les trois grands ensembles qui composaient la Colombie étaient bien trop dissemblables pour pouvoir cohabiter à l'intérieur d'un même Etat. Ils n'avaient ni passé, ni tradition économique, ni intérêts communs. De ce point de vue, il n'est pas étonnant que l'unité nationale que Bolivar avait voulu construire en cimentant des identités hétérogènes se termine par un fiasco. Un échec qui, selon Tadeusz Wyrwa serait alimenté en amont par « *les ambitions personnels des caudillos régionaux.* »⁷⁴⁰

C- L'influence du caudillisme

Parmi les maux qui ont contribué à l'effondrement de la Grande Colombie, le caudillisme figure en bonne place dans les annales d'histoires de l'Amérique espagnole.⁷⁴¹ Chez T. Wyrwa, c'est l'expression au niveau politique de l'anarchie qui a secoué la région voire tout le continent pendant la guerre de libération.

⁷³⁹ Ibidem., p. 119.

⁷⁴⁰ Tadeusz Wyrwa, *Les Républiques andines*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Collection « Comment ils sont gouvernés », 1972, p. 79.

⁷⁴¹ Selon J-P. Minaudier, *Caudillisme*, vient du mot espagnol, *caudillo*, appelé aussi *cacique*, grand propriétaire ou puissant chef de guerre qui s'appuyait sur un fief - une ville et sa région le plus souvent – où son autorité ne souffrait pas de contestation. Les plus puissants ou les plus ambitieux visaient le pouvoir à l'échelon national, ou à défaut, une fraction de celui-ci ; les autres monnayaient leur appui et tâchaient de se garder des ingérences, tout particulièrement du pouvoir central. A l'échelon inférieur le *gamonal*, sorte de cacique au petit pied, contrôlait un village, une vallée ou une petite région, souvent pour le compte d'un patron de plus grande envergure. J-P. Minaudier, op. cit., p. 136.

En Colombie, le caudillisme s'est forgé autour des pères de l'indépendance notamment Santander, Páez et Bolívar. Voici le tableau que T. Wyrwa a dressé :

« En effet, tandis que Bolívar se trouvait au Pérou, à Bogota se formaient les partis “santanderistas”, amis du vice-président Santander, et “bolivaristas”, partisans du président Bolívar. De plus, à Caracas il y avait des “paecistas”, qui soutenaient Páez, et des “bolivaristas”, deux groupes opposés à Santander. »⁷⁴²

Tableau réduit par le biographe de Simon Bolivar, Gilette Saura, pour qui *« tous les courants générateurs de désordre, hostilité entre civils et militaires, entre vénézuéliens et cundinamarquais, entre “docteurs” et hommes du peuple, s’incarnaient entre deux hommes : Paez et Santander. »⁷⁴³*

Sans remettre en cause les vues de T. Wyrwa puisqu'elles décrivent la crise politique en Colombie d'un point de vue générale, nous poursuivront notre analyse en optant pour l'orientation donnée par Gilette Saura. Tout comme John Lynch et J-P. Minaudier, Gilette Saura pense que l'opposition de longue date entre Caracas et Bogota est avant tout l'opposition entre Paez et Santander. C'est aussi le point de vue que défend Victor-L Tapié quand parlant des particularismes en Colombie il déclare :

« Autour de Bolivar, ses lieutenants étaient des hommes ambitieux, dont chacun jalousait la gloire du Libérateur et envisageait pour soi-même un destin de conducteur de peuple. »⁷⁴⁴

En rapport avec le morcellement de la Colombie, de l'avis de J-B. Minaudier *« ce fut Páez, l'homme fort du Venezuela, qui porta le premier coup à la Grande Colombie, quelques mois après la triomphante réélection de Bolivar. »⁷⁴⁵* John Lynch a décrit les circonstances dans lesquelles s'est produit la rébellion de Páez et son but :

⁷⁴² T. Wyrwa, op. cit., p. 79.

⁷⁴³ Gilette Saura, op. cit., p. 457.

⁷⁴⁴ Victor-L. Tapié, *Histoire de l'Amérique Latine au XIXe siècle*, Paris, Editions Montaigne, 1944, p. 57.

⁷⁴⁵ J-B. Minaudier, op. cit., p. 120.

« En abril de 1826 Páez fue relevado de su mando y convocado a Bogotá para ser juzgado por el Congreso de los cargos de conducta ilegal y arbitraria al reclutar civiles para la milicia en Caracas. (...). Pero Páez se resistió. Apoyado por los llaneros, e incitado posiblemente por los militares venezolanos y los federalistas extremos que lo redeaban, levantó la bandera de la revuelta el 30 de abril, primero en Valencia, luego en el departamento de Venezuela. El grito fue lanzado : independencia para Venezuela. »⁷⁴⁶

A la lecture des circonstances ce n'est donc pas comme Demetrio Ramos Perez⁷⁴⁷ a essayé de démontrer, que le séparatisme de Páez était exclusivement le fruit amer de la tension entre lui et Santander. Il s'agit d'un problème politique lié à la reconnaissance de l'autorité politique en Colombie et de la quête du pouvoir d'Etat. Páez qui n'a jamais reconnu le pouvoir central de Bogota qu'il accusait de violer les droits des vénézuéliens, comme le dit si bien J-B. Minaudier *« se comportait en chef d'Etat souverains (...) »*⁷⁴⁸ dans le département soumis à son autorité, son fief.

Pour le *caudillo des llaneros*, ainsi qu'il l'expliqua dans une de ses lettres adressées à Bolivar, sa sécession obéit à la volonté générale des vénézuéliens de ne pas dépendre politiquement de Bogotá :

« Estos pueblos, escribió, desde el 30 de abril rompieron los vínculos del pacto social, y yo no acepté la autoridad de jefe civil y militar que depositaron en mis manos, sino con el juramento solemne de no obedecer nunca más órdenes de Bogotá ; juramento que hice con toda la sinceridad de mi corazón, que he estado siempre resuelto a cumplir y que he repetido voluntariamente delante de todo el pueblo de Caracas el día 7 de Noviembre último. »⁷⁴⁹

Le caudillisme s'était développé en Colombie à un point tel qu'à l'instar de l'opposition Santander-Páez, d'autres anciens officiers de Bolivar, les généraux Obando,

⁷⁴⁶ John Lynch, op. cit., p. 247.

⁷⁴⁷ Demetrios Ramos Perez, op. cit., p. 114.

⁷⁴⁸ J-B. Minaudier, op. cit., p. 122.

⁷⁴⁹ J. D. Monsalve, op. cit., p. 80.

Tomás Cipriano de Mosquera et Juan José Flores s'affrontèrent pour le contrôle de Pastos et Popayán. Ce qui amène à penser que l'anarchie en Colombie était plus un problème d'ordre constitutionnel.

D- Du problème constitutionnel

Dans son roman qui retrace les derniers moments de la vie du Libérateur Simon Bolivar, l'écrivain colombien Gabriel García Márquez pose la Constitution colombienne post-coloniale comme le problème clé des luttes fratricides, des aspirations régionalistes et de la montée du caudillisme dans la nouvelle République.⁷⁵⁰ Gabriel García Márquez écrit :

*« La única contrariedad se le causó un francés (...) que asistió al almuerzo. (...). El francés le preguntó al general (...) de modo directo cual sería en definitiva el sistema de gobierno adecuado para las nuevas repúblicas. »*⁷⁵¹

Cette affirmation est soutenue par l' « homme des Lois », le général Santander, qui ne voit la crise en Colombie ailleurs que dans la Constitution. Dans une de ses lettres adressées à Bolivar que J. D. Monsalve cite, Santander affirme :

*« El origen de nuestros males está, a mi entender, en que desde la Constitución hasta el último reglamento han sido demasiado liberales para un pueblo sin virtudes y viciado bajo el régimen español, donde existen tantos elementos de discordia y tantos hombres que se creen superiores a usted. »*⁷⁵²

En informant Bolivar sur la situation chaotique de la République, Páez posait pour sa part le même problème constitutionnel.⁷⁵³ C'est ce qu'on peut déduire de la lettre de Bolivar à Santander que G. Lafond et G. Tersane citent :

⁷⁵⁰ La Constitution sous laquelle la République était administrée jusqu'alors était celle votée par le Congrès de Cúcuta en 1819.

⁷⁵¹ Gabriel García Márquez, *El general en su laberinto*, Madrid, Mondadori, 1989, p. 128-129.

⁷⁵² Cité par J. D. Monsalve, op. cit., p. 86.

⁷⁵³ « La situation de ce pays, écrivait-il, ressemble beaucoup à celle de la France quand Napoléon se trouvait en Egypte et fut appelé par ces premiers hommes de la révolution, convaincus qu'un gouvernement tombé entre les mains de la plus vile canaille ne pouvait sauver cette nation ; vous, vous pouvez dire que cet

« J'enverrai au général Paez, pour toute réponse, mon projet de constitution pour la Bolivie, afin qu'il examine mes idées sur la stabilité, unie à la liberté et à la conservation des principes que nous avons adoptés... »⁷⁵⁴

En fonction de leur propre interprétation de la Constitution et de leur vision du pouvoir, les vénézuéliens s'étaient organisés en différents groupes politiques antagonistes. En écrivant en février 1826 à Santander qui l'invitait à mater la rébellion des vénézuéliens, Bolivar souligne :

« Mi hermana me dice que en Caracas hay tres partidos : monárquicos, demócratas y pardócratas. »⁷⁵⁵

Eu égard à ce qui précède, la question en 1826 était claire. Sur quelle base constitutionnelle organiser la Colombie afin de corriger son défaut d'unité ? Ici, il est bon de rappeler que lorsque les colonies espagnoles d'Amérique proclamèrent leur indépendance, elles adoptèrent aussitôt des Constitutions qui reprenaient les grandes lignes de la Constitution de Philadelphie. Dès 1815, Bolivar avait clairement exprimé son doute sur l'utilité d'un système démocratique en Amérique :

« Nulle forme de gouvernement n'est aussi faible que la démocratie. Seuls les anges, et non point des hommes, pourraient vivre tranquilles et heureux en exerçant la puissance souveraine. De la liberté absolue, on redescend toujours vers le despotisme absolu. Peut-on concevoir qu'un peuple à peine libéré de ses chaînes puisse faire l'expérience de la liberté, sans qu'à la façon d'Icare il ne se brûle les ailes et ne retombe à l'abîme ? »⁷⁵⁶

homme illustre dit alors : 'les intrigants vont perdre la patrie ; allons la sauver. » Du contenu du courrier de Páez, G. Lafond et G. Tersane le commente comme suit : *« D'accord avec le général Marino, il envoya auprès de Bolivar le sénateur Guzman qui était chargé d'offrir au Libérateur la couronne de roi de Colombie. »* G. Lafond et G. Tersane, op. cit., p. 274.

⁷⁵⁴ Simon Bolivar, cité par G. Lafond et G. Tersane, op. cit., p. 274.

⁷⁵⁵ Cité par J. D. Monsalve, op. cit., p. 42.

⁷⁵⁶ Cité par Pierre Vayssière, op. cit., p. 47.

Au scepticisme du *Libertador* répondait en écho le pragmatisme désabusé du Chilien Diego Portales, fondateur d'une république autoritaire :

*« La démocratie tant souhaitée par les naïfs est absurde dans les pays américains remplis de vices. Il faut adopter la république, mais je l'entends comme un gouvernement fort, centralisé, dont les hommes soient de véritables modèles de vertu et de patriotisme (...). »*⁷⁵⁷

Si Bolivar jugeait l'Amérique libre inapte à vivre sous un régime démocratique il ne partageait pas non plus les vues monarchiques de Páez, ainsi qu'il le lui déclare : *« Je ne suis pas Napoléon et je ne veux pas l'être (...) »*⁷⁵⁸

Il est vrai que la crise en Colombie nécessitait des réformes constitutionnelles comme le dit Gilette Saura en commentaire aux propos de Bolivar :

*« Mais, fidèle à sa politique de conciliation, Bolivar voulut fermer les yeux sur les fautes des hommes et ne voir dans les maux qui s'étaient abattus sur la Colombie que les effets de lois mauvaises dans le cadre d'une Constitution dont il avait dénoncé les vices. "Nous devons faire un nouveau contrat social, il est indispensable que le peuple retrouve sa souveraineté". C'était l'expression même de la sagesse, c'était la leçon que quiconque aurait tirée d'un voyage au cours duquel aux « Viva Bolivar ! » se mêlait l'appel pressant et angoissé des réformes. »*⁷⁵⁹

Cependant, comme le souligne J-P. Minaudier, quatre années passées à guerroyer dans les Andes, à confronter ses idéaux à la réalité de sociétés parmi les plus archaïques et les plus inégalitaires du continent avait amené Bolivar à conclure que seul un pouvoir fort pouvait permettre de contrôler des populations ignorantes, violentes et fanatiques. Effectivement, en 1826, après avoir libéré le Haut Pérou qui, depuis lors, porte son nom : la Bolivie, il l'avait doté d'institutions que J-P. Minaudier qualifie de « plus autoritaires » que celle de la Grande Colombie.⁷⁶⁰ Justement, en Grande Colombie où la situation politique était devenue des plus

⁷⁵⁷ Cité par Pierre Vayssière, op. cit., p. 47.

⁷⁵⁸ Cité par G. Lafond et G. Tersane, op. cit., p. 275.

⁷⁵⁹ Gilette Saura, op. cit., p. 466.

⁷⁶⁰ J-P. Minaudier, op. cit., p. 121.

compromettantes pour l'unité de la République, Bolivar, aux dires de John Lynch, ne manqua pas de proposer un gouvernement aux pouvoirs renforcés conformément aux arguments qu'il présente :

*« Hemos hecho del legislativo sólo el cuerpo soberano, en lugar de que no debía ser más que un miembro de este soberano ; lo hemos sometido el ejecutivo y dado mucha más parte en la administración general, que la que el interés legítimo permite. »*⁷⁶¹

La Constitution bolivienne sur laquelle Bolivar avait compté s'appuyer pour fédérer les républiques libérées par sa geste militaire, était proposée aux Colombiens en solution à la crise politique dans laquelle ils végétaient. Selon Tadeuz Wyrwa, la particularité de cette Constitution est qu'elle comportait un président à vie qui aurait le droit de choisir son successeur. Celui-ci, en qualité de vice-président, participerait à l'exercice du pouvoir exécutif. Cependant, il pourrait être révoqué librement par le président et remplacé par quelqu'un d'autre.⁷⁶²

Sous cette formule Bolivar pouvait-il atteindre l'objectif escompté ? Les réactions en Colombie depuis le retour de Bolivar telles que décrites par Tadeuz Wyrwa montrent qu'au lieu de panser les plaies, la Constitution bolivienne vint porter le coup de grâce à la République :

*« A Bogota, dit-il, la division entre les partisans de Bolívar et ceux de Santander s'aggravait. Ces derniers, se qualifiant de "légalistes" et postérieurement de "libéraux", tentaient de réduire les attributions du pouvoir exécutif et surtout de supprimer la présidence à vie. En revanche, les partisans de Bolivar, appelés "serviles" ou "autoritaires" et plus tard "conservateurs" défendaient les prérogatives du pouvoir exécutif, les considérant comme une garantie indispensable à la stabilité gouvernementale et au maintien de l'ordre. »*⁷⁶³

⁷⁶¹ Bolivar cité par John Lynch, op. cit., p. 250.

⁷⁶² T. Wyrwa, op. cit., p. 77.

⁷⁶³ Ibidem., p. 79-80.

Vue l'échec de la Convention d'Ocaña convoquée pour tenter de résoudre les problèmes, vue l'impasse politique et institutionnelle où le pays s'était enfoncé, fracturé qu'il était par les disputes entre partisans de Bolivar, Santander et Páez, finalement, le Venezuela fit sécession entre novembre et avril 1830. L'Equateur suivi en mai tandis que Bolivar désabusé, rongé par la maladie mourrait en décembre de la même année sur le chemin de l'exil.

II- Le cas du Ghana

Dans sa quête permanente de l'unité, Nkrumah se heurte constamment au colonialisme et par suite au néocolonialisme contre lesquels il a toujours nourri une haine inextinguible. Il faut entendre par colonialisme un système dans lequel un Etat contrôle un autre au profit du premier. Lyman Tower Sargent analyse bien ce phénomène au niveau politique. Il écrit :

*« Politiquement, le statut de colonie impliquant que toutes les décisions étaient prises par d'autres, dans leur intérêt personnel, les décisions majeures n'étaient même pas prises dans le territoire de la colonie mais en Europe ; d'autres décisions émanaient d'une administration coloniale composée d'Européens. Politiquement, une colonie ne représentait qu'une préoccupation mineure dans la politique générale de la puissance européenne. »*⁷⁶⁴

Sur le plan politique donc, les colonisés n'avaient pas leur mot à dire. Ils étaient tout simplement ignorés. Pourtant, c'est sur la sueur de leur front que l'administration coloniale comptait.

« Economiquement, écrit Lyman Tower Sargent, la colonie devait fournir à la "mère-patrie" des matières premières, des débouchés commerciaux et une main-d'œuvre bon marché. Pour l'ensemble des colonies, les relations économiques avec leurs maîtres étaient d'une simplicité extrême et se résumaient en un mot : exploitation. La plupart des colonies fournissaient

⁷⁶⁴ Lyman Tower Sargent, *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, Economica, 1987, p. 205.

*des denrées agricoles ; plus tard, celles qui possédaient des richesses minérales furent exploitées en ce sens. »*⁷⁶⁵

Rien n'est donc fait dans l'intérêt de la population comme le note si bien Nkrumah :

*« L'existence pour les peuples coloniaux sous domination impérialiste n'est plus qu'une exploitation économique et politique. Les puissances impérialistes ont besoin de matières premières et d'une main-d'œuvre indigène à bon marché pour alimenter leurs propres industries capitalistes. Par leur régime du contrôle par voie de monopole ils écartent la concurrence et se servent des colonies comme lieux de déversement du trop-plein de leurs produits de masse. Pour légitimer leur présence, ils prétendent promouvoir le bien être de la population indigène. De telles prétentions ne sont que des prétextes pour dissimuler leur véritable but, à savoir l'exploitation à laquelle un besoin économique les pousse inéluctablement. C'est de cela que les peuples africains doivent essayer sans cesse et sans relâche de se libérer. »*⁷⁶⁶

La libération dont parle Nkrumah ne peut s'obtenir que par une indépendance complète et inconditionnelle et l'édification d'une communauté de peuples où le libre épanouissement de chacun garantit celui de tous, tel qu'il le dit dans *Towards Colonial Freedom*, en référence au but du mouvement de libération.⁷⁶⁷

Il est bon de souligner chez Nkrumah la recherche de l'indépendance complète et inconditionnelle. Cela laisse entendre qu'il ne peut y avoir de demi-mesure ; qu'un pays peut devenir indépendant tout en restant en lesse. Ce phénomène s'appelle le néo-colonialisme, « c'est-à-dire, précise F. Chindji-Koulev, *un système de domination politique, économique et culturelle d'une ancienne colonie par une nation industrialisée.* »⁷⁶⁸ La rupture doit être totale au risque de perpétuer les liens de dépendance sous des formes camouflées, de nier l'épanouissement des colonisés.

⁷⁶⁵ Ibidem., p. 205.

⁷⁶⁶ Kwame Nkrumah, *Autobiographie de Kwame Nkrumah*, op. cit., p. 58.

⁷⁶⁷ Kwame Nkrumah, *Towards colonial freedom*, op. cit., p. 13.

⁷⁶⁸ F. Chindji-Koulev, op. cit., p. 660.

« Or, c'est l'évidence, déclare L. S. Senghor, il ne peut y avoir épanouissement de la personnalité d'un peuple sans liberté de développement et il ne peut y avoir liberté sans l'aliénation de soi et à soi que constitue le fait colonial ; il ne peut y avoir de liberté dans l'étouffement de son être original ; il ne peut y avoir d'indépendance dans la dépendance. »⁷⁶⁹

Il en résulte que pour aboutir à l'épanouissement de la personnalité des ghanéens, il faut rompre avec tout le passé colonial et le remplacer par un système nouveau qui s'appuie sur la mobilisation des efforts du peuple. C'est ce que Samuel G. Ikoku a appelé la « seconde révolution ».

« Le C. P. P., dit-il, ne se contente pas d'avoir arraché l'indépendance politique. La devise du nouvel Etat était Liberté et Justice, devise qui correspondait bien à l'esprit du parti, car elle s'appliquait à la fois au présent et au futur. On venait d'obtenir la souveraineté nationale, mais il fallait encore qu'elle ouvre la voie à la pleine indépendance, donc liberté et justice pour tout le peuple. Les premières années, de 1957 à 1960, furent occupées par un travail de consolidation et de renforcement de l'indépendance. Mais toute l'histoire intérieure de la Première république du Ghana a été dominée par la volonté d'assurer la justice sociale à toute la masse du peuple. Cette lutte est souvent nommée la seconde révolution. »⁷⁷⁰

Déjà, nous l'avons vu, la lutte pour l'indépendance avait suscité au C. P. P. et à son président des ennemis redoutables à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En sera-t-il autrement avec la seconde révolution ? Un bref retour sur la situation politique en 1957 et son évolution jusqu'à l'éviction de Kwame Nkrumah du pouvoir en 1966 en passant par la constitution républicaine de 1960 est utile pour comprendre les développements ultérieurs.

⁷⁶⁹ L. S. Senghor, *Liberté III*, Paris, Seuil, 1975, p. 284.

⁷⁷⁰ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 14.

A- 1957-1960 : Consolidation et renforcement de l'indépendance

Certes, l'indépendance avait été accordée par la puissance coloniale. Cependant, force était sa présence dans les affaires intérieures du Ghana. Selon Gilbert Tixier, au moment de son indépendance, le Ghana était « *encore un dominion britannique dont la Reine Elisabeth II, est représentée par un Gouverneur Général qui, dans les premiers mois qui suivirent l'indépendance, sera le précédent Gouverneur : Sir Arden Clarke.* »⁷⁷¹ Pour Nkrumah qui est à la recherche d'une indépendance complète, cette situation de dépendance est intolérable d'autant plus que les marges de manœuvre du Premier Ministre qu'il est étaient limitées par des clauses de la Constitution de 1957. Gilbert Tixier nous donne un exemple.

« Suivant la coutume anglaise, le pouvoir exécutif sera, en fait, exercé par le Cabinet. Les précédentes restrictions de pouvoirs consenties en faveur du Gouverneur disparaissent. Le Cabinet se voit confier la tâche de diriger le Ghana. Le régime parlementaire subsiste : le Premier Ministre est, en principe, désigné par le Gouverneur Général d'une manière discrétionnaire mais la coutume britannique l'oblige à nommer le chef du parti majoritaire à l'Assemblée. Les autres ministres sont nommés et révoqués sur l'avis du Premier Ministre.

*Si l'Assemblée votait une motion de défiance à l'égard du Gouverneur, le Gouverneur Général serait tenu de révoquer le Premier Ministre à moins que celui-ci ne lui donne l'avis (qu'il doive suivre) de dissoudre l'Assemblée. »*⁷⁷²

Par ailleurs, à la demande de l'opposition, des garanties avaient été inscrites dans la Constitution. Gilbert Tixier poursuit :

« Elles concernaient l'existence et le fonctionnement éventuel des Assemblées Régionales qui auraient dû être instituées dans les cinq Régions

⁷⁷¹ Gilbert Tixier, op. cit., p. 51.

⁷⁷² Ibidem, p. 51-52.

(Ashanti, Territoires du Nord, le Togo et les deux provinces, orientale et occidentale, qui constituaient la Colony). »⁷⁷³

Cette Constitution sous laquelle l'indépendance avait été accordée a été fortement critiquée par Nkrumah qui n'a pas manqué de la qualifier de « constitution dictée ». Voici ce qu'il dit à ce sujet dans *L'Afrique doit s'unir* :

« Les peuples indépendants, libres et souverains font leur propre constitution. Bien que le Ghana ait obtenu ce que l'on appela "l'indépendance totale" le 6 mars 1957, la Constitution contenait certains articles qu'on nous avait imposés et qui, limitant le plein usage de notre liberté, était un affront à notre souveraineté, une entrave à notre développement. (...). Mon gouvernement et moi-même exposâmes très clairement notre dépit d'être contraints, pour respecter les délais que nous avions promis à notre peuple au sujet de l'indépendance, d'accepter une constitution en partie dictée ; nous affirmâmes aussi notre détermination de nous débarrasser des clauses indésirables dès que nous pourrions le faire de façon constitutionnelle. »⁷⁷⁴

Samuel G. Ikoku s'est montré plus sévère dans son analyse de la Constitution de 1957 qu'il juge être « *frauduleuse et illégale*. »⁷⁷⁵ Pourquoi cette antipathie groupée contre la Constitution ?

Il est vrai, comme le dit Samuel Ikoku, que ces respectables principes ne servaient ici que de couverture à l'institution d'un régime d'indépendance purement formelle. Mais le problème essentiel était que la Constitution de 1957 était « *une opération fort bien conçue, et qui devaient faciliter la croissance des forces conservatrices et des facteurs de division dans la société ghanéenne*. »⁷⁷⁶ En somme, elle était une menace pour l'unité nationale, une entrave à la liberté d'action du gouvernement de Nkrumah et un moyen pour la puissance coloniale de

⁷⁷³ Ibidem, p. 52.

⁷⁷⁴ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 80.

⁷⁷⁵ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 17.

⁷⁷⁶ Ibidem, p. 17.

maintenir son hégémonie au Ghana. Voilà pourquoi Nkrumah et le C. C. P. se sont jurés de la modifier. C'est ce qui justifie la Constitution républicaine de 1960.

1- La constitution républicaine de 1960

Peu après la proclamation de l'indépendance, le gouvernement C. P. P. sous la direction de Nkrumah entreprit d'amender systématiquement la Constitution, donc de libérer la vie politique du Ghana. C'est ce que Nkrumah a lui-même appelé « *débrouiller l'écheveau colonial* ». ⁷⁷⁷ Il se détachait, et par voie de conséquence, détachait le Ghana de toute influence anglaise. Quelles sont les amendements apportés et le lien avec les difficultés que va connaître la politique d'unité nationale voulue par Nkrumah pour le nouveau Ghana et l'Afrique?

Etant donné l'expérience vécue par le C. C. P. pendant la lutte de libération, il faut s'attendre à ce que ce parti majoritaire à l'Assemblée nationale prenne des dispositions pour stopper les forces centrifuges que la Constitution « dictée » avait tenté de fortifier. Nous n'allons pas aborder tous les points comme l'a fait Gilbert Tixier qui a consacré vingt-cinq pages de son livre à une étude détaillée. En synthétisant son travail, nous allons nous intéresser seulement à deux points qui, à notre avis, auraient contribué à la chute de la première république ghanéenne et au delà, le rêve de l'unité africaine.

a- Les pouvoirs du Président de la République

Selon l'étude qu'a faite Gilbert Tixier, la Constitution votée par les Ghanéens en 1960 suivait de près, du point de vue formel, le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Elle divisait le pouvoir en pouvoir législatif - conféré au Parlement -, en pouvoir exécutif - dévolu au Président de la République -, et en pouvoir judiciaire imparti aux Cours. De type présidentiel, le Président de la République jouait un rôle de premier plan. Gilbert Tixier déclare :

« Le régime présidentiel choisi par le Ghana ne correspond pas à une forme classique. Le Président de la république y est vraiment le personnage central et il possède même un droit de dissolution à l'égard de l'Assemblée »

⁷⁷⁷ Cité par Samuel Ikoku, op. cit. p. 18.

*Nationale. Sa qualité de Secrétaire Générale du Parti dominant renforce encore en fait sa position. »*⁷⁷⁸

En ce qui concerne ses attributions, Gilbert Tixier fait la distinction entre les pouvoirs qui sont normalement dévolus à tout Président du Ghana et ceux spéciaux qui sont réservés au Premier Président du Ghana.

S'agissant de ses attributions normales imparties, le Président est tout d'abord le chef incontesté du pouvoir exécutif. Les Ministres jouent un rôle consultatif et sont plutôt les directeurs des Administrations à la tête desquelles ils sont placées. Comme le déclare, d'une manière très générale l'article 8 de la Constitution qu'il cite, Gilbert Tixier note que « *sauf dans les cas où il peut en être disposé autrement par une loi, dans l'exercice de ses fonctions, le Président agira discrétionnairement et ne sera pas obligé de suivre l'avis qui lui sera donné par toute autre personne.* »⁷⁷⁹

Au terme de cette même loi, une première règle était posée ainsi que le note Gilbert Tixier : « *Les fonctions propres imparties au Président par la Constitution ne peuvent pas être déléguées et doivent être exercées par le Président à titre personnel.* »⁷⁸⁰ Il en résulte que, personne d'autre que le Président ne peut exercer le pouvoir de nommer ou révoquer les Ministres qu'il choisi parmi les membres de l'Assemblée Nationale, de convoquer, de proroger ou de dissoudre l'Assemblée Nationale, d'approuver la législation, de nommer les juges, les membres de l'Administration publique et ainsi de suite.

⁷⁷⁸ Gilbert Tixier, op. cit., p. 55. Les commentaires de l'auteur sur le régime adopté par le corps électoral ghanéen sont, à nos yeux, essentiel pour comprendre la pensée politique de Nkrumah après la lutte pour l'indépendance. « *Le cadre du régime présidentiel semblait mieux convenir à ce régime qui se voulait autoritaire. Et puis, le maintient d'une souveraine de race blanche (qui n'exerçait pourtant que des fonctions honorifiques) était anachronique, surtout pour un Etat africain super-nationaliste qui chérissait le rêve de contribuer à la création des Etats-Unis d'Afrique.* », p. 53. Le nouveau régime s'orientait sur la voie de la centralisation. Cela était important pour Nkrumah qui croit que pour qu'il puisse connaître la tranquillité et amorcé un développement réel: « *un pouvoir neuf doit établir pour tout le territoire un plan central dans lequel viennent s'insérer l'activité de chaque région. Il ne peut abandonner ce plan à une assemblée locale hésitante, retardataire ou ayant le goût de l'obstruction.* » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, op. cit., p. 86.

⁷⁷⁹ Gilbert Tixier, op. cit., p. 59-60.

⁷⁸⁰ Ibidem, p. 60.

Enfin, le Président de la République a ce que Gilbert Tixier considère comme contraire à l'essence même du régime présidentiel, le droit de dissoudre l'Assemblée Nationale, ainsi qu'un droit de veto illimité à l'encontre des projets de lois votés par l'Assemblée.

Si Gilbert Tixier s'étonne de ce que dans un régime qui se veut démocratique le Président de la République concentre tous les pouvoirs au point d'avoir une prépondérance sur le législatif, il voit de façon plus acerbe les pouvoirs spéciaux attribués exclusivement au Premier Président de la République du Ghana. La particularité de ces pouvoirs dont le siège, dit-il, est dans l'article 55 de la Constitution qu'il commente, est qu'elle élève Nkrumah au rang de – selon les termes même de la Constitution - nouveau Messie de la nation ghanéenne.

« L'expression même d'Osagyefo est révélatrice, commente-il. Ce titre était couramment employé dans le passé comme une des manières adulateurs servant à s'adresser aux Chefs Fanti lors d'occasions spéciales. Le terme 'Osagyefo' contient les deux idées sœur de salut et de lutte. L'équivalent le plus proche paraît être le 'Guerrier-sauveur'. Plus récemment, la presse ghanéenne la qualifié de Lénine africain. »⁷⁸¹

Comme l'a observé très justement David Apter,⁷⁸² Kwame Nkrumah a en quelque sorte détourné à son profit les pouvoirs de vénération que portaient les membres d'une tribu à leurs chefs respectifs. C'est ainsi que, affirme Gilbert Tixier, *« lorsqu'il apparaît, les tam-tams résonnent (...). A tout moment et en tout lieu la personnalité du chef de l'Etat est exaltée. De nombreuses avenues portent son nom. Ainsi, à Accra, il existe un monument élevé en son honneur, une avenue Nkrumah et une place Nkrumah. Le centre d'Enseignement Supérieur technique de Kumasi s'appelle la Nkrumah University of technology. »⁷⁸³*

Ce culte de la personnalité est confirmé par Jean Ziegler qui porte la remarque suivante :

« Le visage expressif de N'Krumah est partout. Sur le timbre de 1 shilling 3 pence, il y est devant un groupe de silhouettes dansant autour d'un feu. Sur le timbre de 4 pence, il s'y trouve également, de profil et devant un drapeau.

⁷⁸¹ Ibidem, p. 62.

⁷⁸² David Apter, *Ghana in transition*, New-York, Atheneum, 1966.

⁷⁸³ Gilbert Tixier, op. cit., p. 83.

*L'image de N'Krumah est reproduite sur les billets et les pièces. Les taxis portent son effigie. »*⁷⁸⁴

L'Evening News du 14 octobre 1961, le journal du C. P. P. a contribué à entretenir le mythe du surhomme en ces termes :

*« N'krumah est notre Messie. Bien longtemps avant le Christ, il eut des hommes comme Moïse, Josué, Elie, qui ont démontré leur vraie conception de la fraternité. Cette démonstration ne s'est terminée en aucune manière avec Jésus. Pourquoi ? Karl Marx a mis en application les idées de Christ et ainsi, l'a fait Lénine en U. R. S. S., Gandhi en Inde, Mao en Chine, et parmi nous, N'Krumah. Quand on écrira notre histoire, cet homme, N'krumah, sera considéré comme le libérateur, le Messie, le Christ de notre époque, dont le grand amour pour l'Humanité entraîna de grands changements au Ghana, en Afrique, et dans le monde en général. »*⁷⁸⁵

L'image stylisée que la Constitution a contribué à répandre a été présentée par Tawia Adamafio comme suit :

« Pour des millions de personnes vivant à l'intérieur et à l'extérieur du continent africain, Kwamé N'Krumah est l'Afrique et l'Afrique est Kwamé N'Krumah. Quand on pose la question : « Que va-t-il arriver à l'Afrique ? », il y a un homme que chacun regarde pour avoir la réponse : c'est Kwamé N'Krumah. Pour les impérialistes et les colonialistes, son nom est une malédiction sur leurs lèvres ; pour les colons, son nom est un avertissement que les bons vieux jours passés aux frais des Africains se terminent, pour les Africains souffrant sous la domination étrangère, son nom est un souffle d'espoir et signifie la liberté, la fraternité, l'égalité raciale, Kwamé N'Krumah est notre père, maître, notre frère, notre ami, en vérité la substance même de notre existence, sans lui nous aurions sans doute subsisté mais nous n'aurions pas vécu, il n'y aurait pas eu d'espoir de guérison pour nos âmes malades, pas de goût de victoire glorieuse après

⁷⁸⁴ Jean Ziegler, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris, Gallimard, Collections Idées n° 59, 1964, p. 144.

⁷⁸⁵ Cité par Gilbert Tixier, op. cit., p. 84.

*une vie de souffrance. Ce que nous lui devons est plus important que l'air que nous respirons car il nous a fait d'une manière aussi certaine qu'il a fait le Ghana. »*⁷⁸⁶

Eu égard à tout ce qui précède, l'interprétation qu'on peut tirer est qu'au cours des premières années qui ont suivi à l'indépendance, ce culte pouvait s'expliquer par le souci de symboliser la création d'une nouvelle nation. Les éléments disparates qui composaient le Ghana avaient besoin de se réunir autour d'un chef. Mais le problème en face d'une telle entreprise de concentration du pouvoir et de déification est qu'elle tend à modifier le comportement de la personne et ses rapports avec son entourage, autant qu'au niveau étatique, elle entraîne un dysfonctionnement de l'appareil de l'Etat. C'est dans ce sens qu'en critique à son impact dans la fonction de Nkrumah, David Rooney écrit en référence aux nominations au sein de l'administration:

*« (...) peu de temps après l'indépendance (...), le pouvoir du CPP leur apparaît comme menaçant de venir hégémonique. Ils (les opposants) se déclarent scandalisés quand il devient clair, peu de temps après, que le gouvernement s'apprête à nommer à tous les postes de responsabilité, et notamment ceux de commissaire régional, des membres du CPP. Il en sera de même plus tard lorsque, pour remplacer les nombreux britanniques qui sont partis, on choisira uniquement des membres du CPP, souvent peu qualifiés. »*⁷⁸⁷

Sur sa conduite vis-à-vis de ses proches collaborateurs, le scandale n'est pas moins important. David Rooney poursuit :

« Quand, en avril, il part en visite en Côte d'Ivoire, invité par Houphouët-Boigny, il n'avertit personne de ce déplacement. Les ghanéens n'en entendent parler que par une radio étrangère. De plus, pendant cette absence, il ne désigne personne pour assurer son intérim à la tête du gouvernement. (...). Botsio et Gbedemah eux-mêmes n'ont pas été prévenus de son départ ! Après 1957, il fera encore de nombreux voyages à

⁷⁸⁶ Cité par Gilbert Tixier, op. cit., p. 84-85.

⁷⁸⁷ David Rooney, op. cit., p. 126.

l'étranger et à chaque fois il laissera percer sa crainte presque névrotique d'encourager un rival (...). »⁷⁸⁸

Une telle situation n'est pas faite pour améliorer les rapports de Nkrumah avec son peuple. C'est ainsi qu'à une autre occasion quand confronté à de graves troubles sociaux conduits par l'opposition, un premier attentat perpétré contre sa personne met en cause ses plus proches collaborateurs notamment Adamafio, secrétaire générale du C.P. P., Coffie Crabbe son adjoint, et Ako Adjei ministre des Affaires étrangères, disculpés par le juge Korsah, la Constitution l'autorisant à réviser tout jugement quand l'intérêt national est en jeu, Nkrumah limoge le juge quarante-huit heures après le verdict. David Rooney qui rapporte cet incident affirme que *« cette atteinte majeure à l'indépendance de la justice achève de convaincre tous les observateurs que Nkrumah est engagé dans une course contre la dictature. De nombreuses voix s'élèvent aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour protester contre ses méthodes, et même ses plus fervents partisans s'alarment. »⁷⁸⁹*

En somme, ses larges pouvoirs et le culte de la personnalité qui l'ont accompagné au lieu de servir sa politique d'unité nationale ont contribué à créer une fracture entre lui et le peuple qui l'a adulé aux premières heures de l'indépendance. La loi restreignant l'usage des libertés publiques ne sera pas moins dommageable à Kwame Nkrumah.

b- De la restriction des libertés

Dans la période de la lutte pour l'indépendance, une des positions que les partis de l'opposition et la chefferie avait défendues contre la politique d'unité nationale du C. P. P. était bien le système fédérale. Peinant à l'obtenir, ils avaient exigé que des garanties concernant l'organisation d'Assemblées Régionales dans les cinq Régions de la Colonie soit fixées dans la Constitution. Chose que Nkrumah contraint par les britanniques avait provisoirement accepté. Dans *L'Afrique doit s'unir*, Nkrumah a longuement expliqué pourquoi cette institution qu'il souhaitait voir abolir était contraire aux intérêts de la nation en même temps qu'elle était une menace pour son programme.

⁷⁸⁸ Ibidem, p. 125.

⁷⁸⁹ Ibidem, p. 194.

Pour régler définitivement ce problème, à sa demande, l'Assemblée Nationale dont il avait la majorité prononça lors de la réforme constitutionnelle la suppression des Assemblées Régionales. Gilbert Tixier pouvait ainsi dire « *la voie était ouverte à la centralisation.* »⁷⁹⁰

Nkrumah justifie sa position radicale vis-à-vis des Assemblées régionales, donc de la chefferie d'une part et de l'opposition d'autre part, par son souci de résoudre les problèmes ethniques, condition à ses yeux, de l'existence d'un Etat moderne. Il a toujours soutenu que le C. P. P. était et ne pouvait être qu'un parti national. Une de ses tâches les plus importantes consistait à éradiquer le tribalisme et, « *en tout cas, ajoute David Rooney, à lui interdire [à la chefferie] de jouer un rôle sur le terrain politique.* »⁷⁹¹ Une attitude très cohérente assurément. Mais, comme le reconnaît Samuel Ikoku, dans ce domaine, une certaine prudence s'imposait pour autant que l'institution - la chefferie - conservait un certain prestige réel auprès des simples gens du Ghana. L'autorité qui avait été confiée aux chefs traditionnels sous la domination coloniale avait ébloui les masses illettrées par une concentration de richesse, de tradition et de pouvoir. Bien sûr, le pouvoir était plus apparent que réel, puisque selon l'explication que Samuel Ikoku donne, le chef ne faisait qu'exécuter les décisions du gouverneur colonial.⁷⁹² Cependant, aux yeux du peuple, le chef paraissait tout-puissant parce que tout l'appareil colonial était toujours prêt à faire respecter ses décisions. Et bien que dépassé avec la chute de la domination coloniale directe, l'institution de la chefferie gardait un certain prestige aux yeux des masses. Samuel Ikoku donne les raisons de cet attrait vis-à-vis des masses. « *C'est qu'elle, dit-il, est autochtone ; le colonialisme ne l'a pas créée, il l'a seulement mise à son service en l'obligeant à voir l'administrateur anglais, et non plus le peuple, à la base de son pouvoir.* »⁷⁹³

⁷⁹⁰ Gilbert Tixier, op. cit., p. 52.

⁷⁹¹ David Rooney, op. cit., p. 132.

⁷⁹² Pourtant, selon les explications de Gilbert Tixier, en vertu de l'article 13 de la Constitution, le Président de la République s'engage solennellement « *à ce que l'institution de la chefferie en usage au Ghana soit garantie ou préservée* ». L'article 49 de la Constitution prévoit qu'il est créé dans chaque Région du Ghana « *une chambre des chefs* ». Mais une loi de 1961 stipule que le chef est nommé, élu ou intronisé selon le droit coutumier. Mais il est ensuite indiqué qu'il est reconnu comme tel par le Ministre responsable du gouvernement local. Gilbert Tixier, op. cit., p. 102. Cette précision de Gilbert Tixier montre à quel point le chef occupe désormais une position subordonnée.

⁷⁹³ Samuel Ikoku, op. cit., p. 19.

Le C. P. P., lui, exigeait que le peuple soit à la source de tout pouvoir y compris celui des chefs. Aussi, sur un plan national, avec la nouvelle Constitution la chefferie fut placée sous le contrôle du gouvernement élu. Samuel Ikoku dit à ce sujet :

*« Sur le plan local, le chef devenait un souverain constitutionnel, conservant son faste et son rituel traditionnels avec des traitements souvent accrus, mais le pouvoir de décision revenait à des conseils élus, et aux commissaires de district nommés par le gouvernement central. »*⁷⁹⁴

Bien entendu, cette réforme ne pouvait être du goût de la chefferie qui entendait sauvegarder son autorité. D'où le conflit entre Nkrumah, son gouvernement et la chefferie soutenue par l'opposition. Cette dernière non plus n'avait échappé à la réforme constitutionnelle. Organisée pendant la lutte de libération sur des bases tribales ou régionalistes, elle s'était montrée l'adversaire aux idées de Nkrumah. Les troubles sociaux entre partisans du C. P. P. et sympathisant de l'opposition qui ont éclaté à la veille de l'indépendance et qui se sont poursuivis après 1957 justifient amplement cette rivalité. Battue à tous les rendez-vous électoraux l'opposition ne s'avoua pas vaincu. Selon Joseph Ki-Zerbo, *« à la fin de 1957, l'opposition fusionna dans le Parti unifié qui fit campagne pour une organisation fédérale et le respect des autorités. »*⁷⁹⁵

L'attitude du Parti Uni après l'indépendance du 6 mars 1957 a été fortement critiquée par Nkrumah dans *L'Afrique doit s'unir*. *« Il n'y a certainement pas eu souvent d'opposition aussi ardente à sacrifier l'intérêt de son pays pour atteindre sa fin particulière : détruire l'unité nationale, dit-il. »*⁷⁹⁶

Selon Joseph Ki-Zerbo, pour couper court aux efforts de ce parti qui, pour Nkrumah, menaçait l'unité nationale, *« le C. P. P. exerça contre lui des représailles sévères et proposa*

⁷⁹⁴ Ibidem, p. 19.

⁷⁹⁵ Joseph Ki-Zerbo, op. cit., p. 492. Au sujet de la coordination fondée par les partis d'opposition, dans *L'Afrique doit s'unir*, page 97, Nkrumah montre que cette fusion est l'effet d'une loi que son Parti et lui ont adopté pour *« interdire les organisations usant d'une propagande raciale ou religieuse ou s'y adonnant, au détriment d'une autre communauté raciale ou religieuse, ou cherchant à faire élire des personnes à cause de leur appartenance raciale ou religieuse, ou ayant d'autre desseins de ce genre. »*

⁷⁹⁶ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 96.

une constitution républicaine au sein du Commonwealth. »⁷⁹⁷ Mais comme l'a montré Gilbert Tixier, parmi les textes de la Constitution restreignant l'usage des libertés publiques, la loi sur la détention préventive de 1958, reprise dans la nouvelle Constitution, est celle qui de près a causé le plus de tort à l'opposition et au gouvernement de Nkrumah. Selon les explications de G. Tixier, cette loi permet au Président d'ordonner la détention de tout citoyen du Ghana, s'il pense que cette mesure est nécessaire pour l'empêcher d'agir d'une manière portant préjudice à la défense du Ghana ou aux rapports du Ghana avec d'autres pays où la sécurité de l'Etat. En référence aux dommages subis par l'opposition, Gilbert Tixier écrit :

*« Il fut fait un fréquent usage de ce texte : les leaders de l'United Party furent arrêtés, tels MM. Appiah et Anposah en décembre 1958, ainsi que 36 autres membres du parti d'opposition. A la fin de 1960, on évaluait à 318 le nombre des personnes ayant fait l'objet d'un arrêté d'internement. (...) Et à l'issue du dernier attentat de janvier 1964, le Dr Danquah fut à nouveau détenu en application de ce texte. »*⁷⁹⁸

Dans la censure subie par le Parti Uni, il n'y a pas que les hommes qui ont fait les frais de la réforme constitutionnelle. La presse de l'opposition a connu son lot de tribulation. Selon Gilbert Tixier, au moment de son indépendance le Ghana était avec le Nigéria le pays de l'Afrique de l'Ouest où une presse locale composée de diverses tendances avait de nombreux lecteurs. Mais *« depuis février 1961, dit-il, le journal « Ashanti Pioneer » a perdu toute indépendance. A cette date, il fut placé sous le contrôle d'un censeur nommé par le gouvernement. Puis, en octobre 1962, le Gouvernement annonça qu'il nationalisait le journal et l'imprimerie qui le composait. En 1960, ce quotidien de l'opposition avait encore un tirage de 10.000 exemplaires tandis que les deux organes du C. P. P. tiraient respectivement à 20.000 pour l'Evening News et le Ghanaian Times à 12.000. »*⁷⁹⁹

Dans *L'Afrique doit s'unir*, Nkrumah justifie l'urgence de ces mesures :

⁷⁹⁷ Joseph Ki-Zerbo, op. cit., p. 492.

⁷⁹⁸ Gilbert Tixier, op. cit., p. 135. Ultérieurement, le même texte fut employé contre des leaders du C. P. P. *« Ce fut le cas de MM. Adamafo et Ako Adjei, anciens Ministres. De vieux militants du parti subirent le même sort. »* Ibidem, p. 135.

⁷⁹⁹ Ibidem, p. 139.

« Je vis que l'Etat était sapé, que son indépendance était menacée, tout cela au nom de la démocratie et de la liberté d'expression. Notre opposition utilisait la presse comme tribune, d'une façon qui ne s'était pas vue en Europe, pour nous vilipender en vue de ruiner notre jeune Etat. Si nous avions voulu les attaquer en justice pour diffamation, cela nous aurait fait passer tant de temps devant les tribunaux qu'il ne nous serait pas resté une minute pour nos devoirs essentiels. »⁸⁰⁰

Nkrumah, à la critique de ceux qui, par principe, voient dans ce fait une atteinte à la démocratie, réplique que *« dans le temps de danger public, les démocraties occidentales ont été obligées de limiter la liberté de leurs citoyens. Nous étions à une époque de danger public. »⁸⁰¹*

Par ailleurs, ces mesures radicales contre l'opposition étaient à ses yeux, plus qu'importantes pour deux raisons. Vis-à-vis des mouvements de libération les attaques de l'opposition *« menaçaient de semer le découragement dans leurs rangs et de créer des frictions entre eux et leurs chefs (...) »*. Par rapport aux Puissances colonisatrices : *« elles pouvaient en tirer prétexte pour repousser leur départ des territoires sous mandat ou colonisés, en se référant à la fameuse « bataille » politique du Ghana, exemple effrayant d'indépendance prématurée. »⁸⁰²*

Quels que soient les arguments, ces mesures ne sont pas restées sans conséquences pour son régime. Sur les effets pervers des lois restreignant l'usage des libertés publiques dans la vie politique du Ghana, Joseph Ki-Zerbo déclare :

« Depuis lors la vie politique du Ghana a été troublée par une agitation (...). L'opposition, devenue illégale, se manifesta l'année suivante par des actes de terrorisme urbain : explosion de bombes aux carrefours et dans les rassemblements, et par des attentats contre la personne du Président

⁸⁰⁰ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 96.

⁸⁰¹ Ibidem, p. 97.

⁸⁰² Ibidem, p. 100.

Nkrumah dont l'un des plus spectaculaires fut celui de Koulongoungou non loin de la frontière de Haute-Volta. »⁸⁰³

La réforme administrative viendra rajouter aux tensions socio-politiques.

2- La réforme administrative

Dans le cadre du processus de consolidation de l'indépendance politique, tout l'appareil administratif devait être réformé, réforme que Nkrumah expose en détail dans *l'Afrique doit s'unir* en commençant par un constat :

« Quand nous prîmes la succession, notre administration était nettement et entièrement anglaise, tant par le type que par les hommes ; elle n'était en tout cas pas africaine. »⁸⁰⁴

Dans sa pensée, l'administration, bras droit du gouvernement, est l'instrument par lequel il réalise son programme économique et social. C'est à travers elle que le programme politique du parti au pouvoir devient une réalité. *« Gouvernement et administration sont intimement liés, dit-il. Le gouvernement détermine la politique, le corps des fonctionnaires l'applique. »⁸⁰⁵* Nkrumah considère le fait que les postes importants de l'administration soient occupés par des fonctionnaires anglais comme une entorse à la réalisation des objectifs du gouvernement. Car, *« les plus belles prévisions que nous pouvions faire pour notre pays, dit-il, ne dépasseraient jamais le stade de papier si nous ne trouvions pas des fonctionnaires de premier ordre, partageant nos aspirations panafricaines et sur la loyauté de qui nous puissions compter aveuglément. »⁸⁰⁶*

Il est important de souligner chez Nkrumah la détermination à œuvrer avec une administration publique qui partage ses aspirations panafricaines et sur la loyauté de laquelle il pouvait compter, même aveuglément. Pour montrer qu'elle revêt une importance capitale à ses yeux, Nkrumah insiste :

⁸⁰³ Joseph Ki-Zerbo, op. cit., p. 492.

⁸⁰⁴ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 112.

⁸⁰⁵ Ibidem, p. 117.

⁸⁰⁶ Ibidem, p. 112.

*« (...) les femmes et les hommes qui appliquent notre politique doivent être voués autant que nous à l'idée de liberté et de perfectionnement national. Ils ne doivent être attachés à des Puissances extérieures ni par le sentiment patriotique, ni par des attaches intellectuelles. »*⁸⁰⁷

C'est sur cette base idéologique que repose la réforme administrative voulue par le Premier Président du Ghana. Nkrumah emploie un terme qu'il nous apparaît important de souligner, celui de « africanisation » de l'administration opposé au syllogisme « ghanéanisation ». ⁸⁰⁸ Samuel G. Ikoku définit ce terme – africanisation - comme le remplacement rapide des fonctionnaires étrangers occupant des postes clés par des Africains ou par d'autres, mais sympathisant avec la révolution africaine.

Ainsi chez Nkrumah, la citoyenneté ghanéenne est un critère secondaire. Le critère important pour obtenir ou conserver un poste dans l'administration ghanéenne à bâtir est avant tout le partage en commun de son idéal révolutionnaire. C'est ce qu'il dit :

*« Telles sont les exigences que nous avons à l'égard de notre fonction publique. Elles sont grandes, car le rôle du fonctionnaire dans l'édification du Ghana nouveau est capital. Nos plans les meilleurs échoueront s'ils ne sont pas exécutés avec le cœur autant qu'avec la tête. »*⁸⁰⁹

En application de sa théorie, la Constitution aidant, Nkrumah écarte les intellectuels issus des rangs de l'opposition (nous avons déjà souligné la critique que David Rooney a faite à ce sujet). Pour la formulation et l'exécution de sa politique africaine il s'appuie sur les ressortissants étrangers qui partagent ses convictions. *« Par exemple, déclare Lasiné Kaba, il est impossible de parler des questions africaines, sans mentionner les noms de George Padmore, de W. E. B. Du Bois, Samuel G. Ikoku, de Timothy Bankole, de Geoffrey Bing, du Général Henry Templer Alexander, de Sir Arthur Lewis, de Sir Robert Jackson, d'Erica*

⁸⁰⁷ Ibidem, p. 120.

⁸⁰⁸ Ibidem, p.113. L'auteur déclare : *« Nos deux principaux mobiles étaient de hâter l'africanisation et d'éviter que l'administration s'effondre par suite du départ massif des fonctionnaires »*. Voir aussi Samuel Ikoku, op. cit., p. 22.

⁸⁰⁹ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 118.

Powell, et de Conor Cruise O'Brien. »⁸¹⁰ Pour la diffusion de ses idées, écrit pour sa part Samuel G. Ikoku, « Nkrumah s'appuyait sur une petite équipe qui comprenait Mme Julia Hervé et feu Mme Dorothy Padmore (...), le Sénégalais Habib Niang, le Camerounais Woungly Massaga (...), le Dahoméen Nourou Damz, le Nigérian Bankolé Akpata, et le français Henri Hervé. Parmi les ghanéens, on peut seulement citer Kodwo Addison, Kofi Batsa (...) et à un moindre degré, W. E. Abraham. »⁸¹¹

Dans *L'Afrique doit s'unir*, Nkrumah tente de justifier la présence de collaborateurs étrangers dans son entourage et au sein de l'administration ghanéenne.

« Nous n'avions cessé d'affirmer que dans le Ghana nouveau, dit-il, il y avait de la place pour les hommes et les femmes expérimentés qui (...) désiraient aider le Jeune Etat. »⁸¹²

Quel que soit l'argument et quelle que soit leur fidélité envers Nkrumah, ces conseillers, note Lansiné Kaba, posent des problèmes. Leur présence est source de problème aux yeux des grands cadres nationaux. C'est le cas par exemple de George Padmore qui, selon Lansiné Kaba, est considéré comme le numéro deux des Affaires étrangères ghanéenne. «

⁸¹⁰ Lansiné Kaba, op. cit., p. 97. Sur les postes que ces étrangers occupent dans l'administration ghanéenne, Lansiné Kaba donne les détails suivants: « (...) George Padmore revient à Accra comme conseiller spéciale de Nkrumah pour les affaires africaines. (...). L'octogénaire Du Bois prend la citoyenneté ghanéenne et dirige les recherches sur l'Encyclopédie africaine, vaste projet historique pour servir de fondement à la lutte pour l'unité. Samuel Ikoku (...) travaille comme éditeur au journal du C. P. P., Spark. En 1961, Gwira est ambassadeur en Sierra Leone. Bankole coordonne les activités du Secrétariat et du Bureau des affaires africaines. (...). Quant aux ressortissants britanniques (...) Geoffrey Bing, ancien parlementaire britannique, est ministre de la justice jusqu'en 1961 (...). Pendant des années, le Général Alexander sert de chef d'état-major avant de diriger le contingent ghanéen au Congo. Conor Cruise O'Brien, diplomate irlandais de grande réputation et fonctionnaire internationale au Congo, arrive au Ghana pour assurer la direction de l'Université. », p. 97-98. Selon David Rooney, Geoffrey Bing a contribué fortement à élaborer le *Avoidance of Discrimination act* et les autres lois répressives qui l'accompagnent. Ce texte qui interdit les partis politiques à base ethnique, régionale ou religieuse a été utilisé par le ministre de l'intérieur, Krobo Edusei, pour remettre en cause le pouvoir des chefs. « Pendant des mois, dit-il, il s'emploie à "chasser de leur tabouret" presque tous les chefs qui soutiennent le NLM et à les remplacer par des partisans du CPP. » David Rooney, op. cit., p. 126.

⁸¹¹ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 80.

⁸¹² Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 116.

*Son influence, dit-il, suscite de la jalousie dans le cercle des diplomates nationaux et même se ressent dans les sphères du panafricanisme et des unions régionales. »*⁸¹³

Vis-à-vis de Nkrumah et de ses idées anti-impérialistes et panafricaines, Lansiné Kaba fait l'observation suivante :

*« En dehors de Geoffrey Bing et de Cruise O'Brien, la plupart ne sont pas connus pour leurs idées socialistes ou radicales. Le panafricanisme ne les intéresse pas particulièrement, on se demande même s'ils y croient. (...). D'autres montrent leur hostilité à tout programme panafricain et anti-impérialiste. »*⁸¹⁴

Si l'on complète ce tableau en y ajoutant la politique économique de Nkrumah après l'indépendance, nous pourrions comprendre quelles difficultés il a dû rencontrer pour réaliser son programme relatif au développement économique du Ghana et l'unité africaine.

B- Développement économique et échec du plan d'unification

Une fois obtenue l'indépendance politique, la principale revendication du C. P. P. se trouvait satisfaite. Il importait donc de fixer aux masses un autre objectif à atteindre. Ce fut, dans le cadre de la « seconde révolution », le développement économique.⁸¹⁵ Dans *L'Afrique doit s'unir*, Kwame Nkrumah en parle longuement :

« Là où l'indépendance a été précédée par une lutte, il reste un peu d'enthousiasme pour faire démarrer la nouvelle existence nationale ; convenablement sauvegardé et dirigé, il sert d'éperon pour la construction

⁸¹³ Lansiné Kaba, op. cit., p. 97.

⁸¹⁴ Ibidem, p. 98-99. Sur l'adhésion des collaborateurs de Nkrumah à l'idée de seconde révolution, Samuel Ikoku note que même parmi les membres du C. P. P. très peu la partageait. « C'était une idée qui, commente-t-il, appartenait essentiellement à Nkrumah, et à lui personnellement. (...). Nombre de collaborateurs de la période 1946-1947 jugeaient qu'avec l'indépendance on avait atteint le but. Ils n'étaient donc pas prêts à fournir un nouvel effort. Au lieu de tendre toutes leurs forces pour ce second et difficile combat, ils se préoccupaient simplement d'amasser des richesses, qu'ils estimaient devoir être la juste récompense de leurs sacrifices antérieurs. De nouveaux sacrifices ? Ils s'y refusaient. » Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 34-35.

⁸¹⁵ Sur les idées force du Président Nkrumah, Gilbert Tixier considère ce qu'il a appelé « le droit au développement » comme en étant une. Gilbert Tixier, op. cit., p. 124.

de l'Etat. Il y a aussi, toutefois, une baisse de tension, un sentiment de soulagement, une pause pour respirer après la bataille. Il existe un sentiment d'avoir fait un effort énorme et soutenu pour débarrasser le pays du colonialisme, d'avoir, donc, bien mérité de se reposer.

« Le gouvernement doit faire comprendre qu'un nouvel effort, encore plus grand, est indispensable pour consolider la victoire nationaliste. Il faut ranimer le courage du peuple pour qu'il aille avec goût et vigueur au-devant d'une bataille plus redoutable encore, au cours de laquelle il se heurtera à des obstacles et à des difficultés qui changeront de nature à mesure que le nouvel Etat se développera. (...). La récompense en serait la dignité individuelle et nationale, la satisfaction que procurent le sentiment d'avoir créé quelque chose et l'élévation du niveau de vie. Avant tout, nous aurions notre indépendance économique, sans laquelle l'indépendance politique serait sans intérêt. »⁸¹⁶

De même, le secrétaire général des syndicats, M. J. Tettegah s'en expliquait très clairement en 1962 :

« Dans un pays où le concept de la Révolution fait partie du nouveau mythe nationale, on suggère qu'il y a deux révolutions : la première consiste dans le mouvement nationaliste dirigé contre la Puissance coloniale, la deuxième qui annonce la venue d'une brillante ère nouvelle pour tous, une révolution destinée à transformer radicalement et complètement l'aspect tout entier de notre chère Nation et de notre société humaine. »⁸¹⁷

Mais pour Gilbert Tixier qui examine la politique économique du Ghana sous Nkrumah, cet objectif apparaît moins justifié que dans d'autres pays car, du point de vue économique, l'ex Côte de l'Or avait été le territoire pilote des colonies britanniques

⁸¹⁶ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 132-133. David Rooney souligne que dans la mise en œuvre de sa politique de développement, le C. P. P. a lancé un nouveau slogan « *Au service du Ghana tout de suite* » pour remplacer l'ancien mot d'ordre « *Nous voulons nous gouverner nous-mêmes et tout de suite* », et il demande à chacun de travailler aussi durement que possible et dans l'honnêteté. David Rooney, op. cit., p. 124.

⁸¹⁷ Cité par Gilbert Tixier, op. cit., p. 143.

d'Afrique Occidentale. Les exportations de Cacao et de diamant avaient rendu possible la constitution de réserves de devises de l'ordre de 200 millions de livres en 1957. Le commerce extérieur ne s'effectuait pas seulement avec la métropole.⁸¹⁸ Néanmoins, en présentant aux masses le développement économique comme un objectif à atteindre dans l'immédiat, selon Gilbert Tixier, le gouvernement Nkrumah était obligé d'accomplir des réalisations plus spectaculaires que celles de la Puissance coloniale. La construction du port de Tema qui aurait coûté plus de 27 millions de livres, et surtout l'édification d'un grand barrage sur le fleuve Volta qu'il cite sont entre autres les projets qui auraient suscité des problèmes à Nkrumah et à son gouvernement.

1- Aperçu des difficultés liées aux projets de développement

L'impression soulignée par Gilbert Tixier est confirmée par David Rooney qui voit une inadéquation entre le programme économique du gouvernement Nkrumah et les aspirations du peuple. « (...) *depuis la victoire politique de 1951, commente-il, depuis que la perspective de l'indépendance n'est plus une chimère mais un objectif raisonnable, toute la population croît et aspire surtout au progrès, non seulement au niveau national, grâce à des grands projets pour préparer l'avenir, mais aussi au niveau local, dans la vie quotidienne. Le plus urgent, à cet égard, consiste à installer des canalisations d'eau, à réaliser des aménagements sanitaires, à creuser des puits et des réservoirs et à améliorer l'habitat d'une manière générale.* »⁸¹⁹

Il en résulte donc que pour les ghanéens, les projets de grandes envergures, qui nécessitent plus de temps, de sacrifices financiers, plus d'efforts comme l'implique le nouveau slogan du gouvernement, sont moins importants, moins prioritaires que ceux qui peuvent améliorer immédiatement leur quotidien. Nous pouvons donc bien dire que depuis 1951, le peuple et les nouveaux pouvoirs ne sont pas sur la même longueur d'onde. En s'engageant dans cette voie, Nkrumah pense-t-il aux ghanéens ou à l'Afrique ? Voici ce qu'il

⁸¹⁸ Cité par Gilbert Tixier, op. cit., p. 124. Ce chiffre de 200 millions de livres est revu à la baisse par Samuel Ikoku qui avance un chiffre de 72 millions de livres. Samuel Ikoku, op. cit., p. 160.

⁸¹⁹ David Rooney, op. cit., p. 88. Cependant, Rooney ne nie pas l'importance du barrage sur la Volta et le port de Tema pour le développement économique du Ghana : « *on pensait ainsi, grâce à d'immenses travaux, fournir l'électricité à l'ensemble du pays, irriguer la pleine aride d'Accra et ouvrir de grandes pêcheries sur les rives d'un immense lac artificiel. Le projet Volta, en fait un véritable plan de développement du pays (...).* » David Rooney, op. cit., p. 141.

dit dans la section de *L'Afrique doit s'unir* où il parle de l'indépendance économique du Ghana :

« Nous songeons à présent à des routes qui joindraient les plus grandes villes d'Afrique. L'une des choses qui rendent les contacts entre Africains difficiles est l'absence de moyens de communications appropriés et suffisants. Actuellement, l'Afrique est reliée au reste du monde et pas à elle-même. Nous avons plus de liens avec les pays étrangers qu'avec les autres pays d'Afrique. Il n'y a pas de cabotage le long de la côte entière, il n'y a pas de route traversant le continent dans les deux sens, et les lignes aériennes internationales rendent service aux voyageurs européens plus qu'aux Africains qui ont besoin d'aller d'un point du continent à un autre. (...). Si donc on nous dit que nous devons nous abstenir de participer à ce domaine vital des communications, c'est en vertu de la vieille attitude impérialiste. »⁸²⁰

Le projet Volta ne s'écarte pas de cette voie. Nkrumah s'en explique :

« Toutes les industries importantes pour l'économie demandent d'abord une source d'énergie abondante et sûre. En fait, l'industrialisation de la Grande-Bretagne, de l'Amérique, du Canada, de la Russie et d'autres pays également, a commencé par la découverte de nouvelles sources d'énergie. Les pays jeunes comme le nôtre, et qui sont décidés à rattraper les autres, doivent disposer de beaucoup d'électricité s'ils veulent faire de réels progrès en matière d'industrie. C'est cette constatation qui est au point de départ du projet d'aménagement de la Volta.

« Ce projet, et l'extension du port de Téma, auront un effet retentissant sur notre économie nationale et précipiteront son développement. (...). Si des lignes de transmission pouvaient être installées économiquement, il y aurait

⁸²⁰ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 138-139. C'est en pensant à l'Afrique que Nkrumah crée la Ghana Airways, la compagnie maritime Black Star dont le nom, nous le soulignons, est identique à la compagnie fondée par Marcus Garvey.

*assez d'électricité pour alimenter le pays entier, et même pour en avoir un peu à vendre à nos voisins. »*⁸²¹

Manifestement, l'Afrique est au cœur de la politique de développement du Ghana. Il est même en premier plan. La politique intérieure du Ghana ne se démarque pas de sa politique extérieure. En plus des réalisations pharaoniques au service du développement du Ghana et de l'Afrique, l'essentiel des ressources économiques capitalisées pendant la période coloniale va en soutien à la libération et à l'unité africaine. Lansiné Kaba déclare :

*« Un soutien financier et logistique important du Ghana va aux nationalistes de l'Afrique Australe. Les étudiants et réfugiés de ces pays reçoivent des bourses d'études au Ghana ou à l'étranger (...). »*⁸²²

Mais en dehors de cette aide et l'organisation des conférences panafricaines auxquelles il convient d'ajouter les nombreux déplacements à l'étranger de Nkrumah dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique panafricaine, le sacrifice financier qui a divisé le Président, la classe politique ghanéenne et le peuple est le prêt de dix millions de livres accordé à la Guinée. Lansiné Kaba l'évoque non sans commenter :

« Devant l'Assemblée nationale, à Accra, il exprime sa joie d'être “un instrument de l'unité” et, en même temps, sa fierté de “jeter les fondations” de la grandeur du continent. Aussi, met-il tout en œuvre pour fournir l'aide matérielle dont la Guinée a besoin, malgré les réticences de Kofi Busia, leader de l'opposition, et les doutes du ministre des finances, Gbedemah.

« Le Ghana est divisé sur la question. Au fil des années, la division, encore plus prononcée, opposera les diplomates professionnels aux membres du Bureau des affaires africaines. Pour les partisans de Nkrumah, l'Union

⁸²¹ Ibidem, p. 140-141.

⁸²² Lansiné Kaba, op. cit., p. 109. Pour sa part, David Rooney estime que la seule aide aux mouvements de libération, a-t-on calculé, aurait ainsi coûté en quelques années plus de 20 millions de livres sterling au pays, soit plus du quart des réserves monétaires du Ghana le jour de son indépendance. David Rooney, op.cit., p. 183.

*représente un accomplissement politique important. Mais pour beaucoup de ghanéens, le prêt de dix millions de livres sterling semble irréfléchi, prématuré, voire dangereux. »*⁸²³

Selon l'interprétation que Lansiné Kaba en tire, tout repose sur la façon dont Nkrumah et la classe politique ghanéenne définissent l'« intérêt national ». Selon lui, pour Nkrumah, l'intérêt national ghanéen qui nécessite le bien-être des citoyens et la réalisation des grands projets tel le barrage sur la Volta - qui devrait alimenter en électricité le pays et plusieurs de ses voisins -, n'est pas contraire à l'unité africaine. « *Dans son optique, dit-il, l'unité est une condition de la réalisation de l'intérêt national.* »⁸²⁴

Mais les ghanéens évaluent-ils son leadership de la même façon ? La crise au sein du C. P. P. nous donnera certainement une réponse. Mais avant, abordons un autre aspect des difficultés du programme économique du gouvernement Nkrumah, celui qui touche notamment la construction d'une économie de type socialiste.

2- Echec de la reconstruction économique du Ghana sur des bases socialistes

Le point de départ de la conception de Nkrumah était un refus radical du capitalisme. Il jugeait qu'une nouvelle nation, juste libérée de la domination coloniale, n'a pas besoin de traverser une phase capitaliste. Un passage direct du colonialisme au socialisme lui paraissait non seulement possible mais désirable pour assurer l'indépendance totale du pays et jeter les fondements d'une Afrique unie :

*« Car nous avons une tâche herculéenne, dit-il. Elle réclame toute notre attention, toute notre intelligence. Par l'intermédiaire de tous ses membres, notre Parti doit montrer ses mérites dans ce qui reste notre plus grande mission, la construction du Ghana socialiste et des fondements d'une Afrique unie politiquement et économiquement. »*⁸²⁵

⁸²³ Lansiné Kaba, op. cit., p. 119-120.

⁸²⁴ Ibidem, p. 90.

⁸²⁵ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 158.

L'idée de faire du Ghana une nation socialiste était chez Nkrumah la solution au problème de l'unité nationale et par ricocher, de l'unité africaine. Ce choix irrévocable, il a tenu à le dire à la face du monde. Devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1961, il déclare :

*« L'Afrique veut sa liberté (...). Finies, ces années interminables où le continent africain a servi de marche-pied au colonialisme et à l'impérialisme, subsistant à l'exploitation et l'avilissement (...). Moi, un Africain, je proclame devant le monde entier (...) que l'aube d'une nouvelle ère est arrivée. »*⁸²⁶

En prenant un tel virage, selon Samuel G. Ikoku, Nkrumah croise les feux contre deux fronts. Contre les marxistes orthodoxes, il affirme que le capitalisme dans une nouvelle nation est incompatible avec une authentique indépendance nationale. L'expérience africaine montre que l'économie coloniale est une économie capitaliste auxiliaire dirigée du dehors. En d'autres termes, l'économie impérialiste repose sur deux composantes : l'économie métropolitaine pleinement capitaliste, et l'économie coloniale qui ne l'est que partiellement. Cette dernière est un appendice de la première qui la dirige et fixe ses lignes de développement. Continuer à développer purement et simplement les structures économiques établies dans le colonialisme, c'est donc prolonger la dépendance. Et c'est encore plus vrai quand les stimulants matériels de ce développement proviennent de l'ex-puissance coloniale. Des associations entre capitalistes locaux et investisseurs étrangers n'y changent rien, parce qu'elles sont nécessairement inégales, et que, dans le cadre du capitalisme, le plus fort absorbe le plus faible. Même si l'on n'aboutit pas à une pure absorption, même si elle est évitée pour des raisons tactiques, ces associations, poursuit-il, confèrent aux capitalistes locaux un pouvoir économique plus apparent que réel, car, derrière cette façade, le pouvoir de décision appartient toujours à l'élément étranger.

⁸²⁶ Cité par David Rooney, op. cit., p. 159. L'auteur note que si Nkrumah ce jour-là n'insiste pas explicitement sur l'aspect socialiste de cette nouvelle ère, la presse locale qui couvre son déplacement à partir de dossier officiel s'en charge. C'est dans ce sens que le *Ghana Times* du 21 septembre 1961 évoque l'admiration de Nkrumah pour les réussites spectaculaires de « ces anciens pays sous-développés que sont les pays communistes devenus aujourd'hui d'immenses pays industriels » et pour la façon dont ils ont réussi à apporter à leurs peuples « bonheur et prospérité en construisant leur avenir sur le socle du socialisme ».

Les marxistes orthodoxes, pour leur part, dit-il, soutiennent qu'une économie capitaliste déjà constituée est une transmission nécessaire au socialisme même dans les nouvelles nations. Bien qu'ils n'aient aucun goût pour le capitalisme, ces marxistes orthodoxes n'en tiennent pas moins la société capitaliste développée pour la base et l'aube du socialisme. Ils s'accrochent à cette vue schématique parce qu'ils voient l'histoire de l'humanité comme une progression inexorable et méthodique de l'esclavage au socialisme et finalement au communisme, en passant par le féodalisme et le capitalisme.⁸²⁷

Selon les propos de Samuel G. Ikoku, pour Nkrumah, la révolution économique signifie d'abord le remplacement de l'économie coloniale sur la base de la propriété publique des moyens de production et de distribution. Donc, au lieu d'une économie dirigée du dehors, il faut une économie autocentrée où l'entreprise publique joue le rôle déterminant. Il en résulte que l'Etat doit intervenir directement dans la production, et ne pas se borner à assurer les équipements sociaux collectifs et à créer l'infrastructure d'une croissance économique où la production serait aux mains d'un secteur privé, essentiellement étranger. Il faut donc développer vigoureusement le secteur public au moyen d'investissements d'Etat et en attirant prêts et crédits étrangers. Ce secteur doit être géré de manière à assurer l'accumulation du capital.⁸²⁸

D'un point de vue pratique, Nkrumah estime que la création de grandes entreprises d'Etat est nécessaire pour combattre la puissance des multinationales. « *Les entreprises privées locales, déclare-t-il, ne généreront jamais assez de plus-values pour financer les importants investissements dont le pays a besoin. Et d'ailleurs, si elles arrivaient à amasser des capitaux, il est probable qu'ils seraient placés de manière improductive ou envoyer à l'étranger.* »⁸²⁹

David Rooney estime quant à lui, que le plan septennal présenté à l'assemblée nationale en 1962 obéit donc à ce nouveau virage. Ainsi, « *en une seule année, dit-il, sous l'égide d'un Institut du développement industriel destiné à coordonner leurs activités, une vingtaine de sociétés d'Etat avaient commencé à opérer dans des secteurs aussi divers que la transformation du tabac et des céréales, l'imprimerie, les laveries, les scieries, les huileries, la congélation, la fabrication d'allumettes, de savon, de meubles, de briques, de pneumatiques, de biscuits, de poteries, de chaussures etc. Le gouvernement, de plus en plus,*

⁸²⁷ Samuel Ikoku, op. cit., p. 35-36.

⁸²⁸ Ibidem, p. 37.

⁸²⁹ David Rooney, op. cit., p. 161.

*contrôle donc les moyens de production pour le bien du peuple débarrassé de l'exploitation capitaliste. »*⁸³⁰

L'échec de cette politique sera cinglant. Parmi les plus patents David Rooney évoque les exemples de la compagnie aérienne, Ghana Airways, la compagnie de commercialisation du bois, l'agriculture à grande échelle à Gonja, les fermes d'Etat.⁸³¹

En somme, le socialisme au Ghana n'a pas répondu aux attentes escomptées.⁸³² David Rooney justifie cet échec par une mauvaise planification du gouvernement Nkrumah et par la corruption qui a encouru au sein des tenants du pouvoir. Mais pour Samuel G. Ikoku, c'est plus encore le déclin du C. P. P. qui donnera le coup de grâce à Nkrumah et à son plan de développement économique du Ghana et à l'unité de l'Afrique.

3- Le déclin du parti national : le C. P. P. et la fin du gouvernement Nkrumah

Dans la pensée de Nkrumah, telle qu'il l'explique dans *L'Afrique doit s'unir*, l'instauration d'un seul et unique parti national est nécessaire pour que l'Afrique accède à sa libération totale et à son unité :

*« (...) le temps est-il venu d'avoir un parti et un programme communs, dit-il. Par exemple, au lieu du Convention People's Party, il pourrait y avoir un Ghana People's Party ; au Kenya, le parti progressiste pourrait être un Kenya People's Party ; en Guinée un Guinea People's Party, etc. Chaque parti aurait un objectif commun : la liberté et l'unité de l'Afrique. »*⁸³³

⁸³⁰ Ibidem., p. 160. Au total, "En 1963, plus de quarante entreprises d'Etat ont été créées et elles ont absorbé près de 155 millions de livres sterling d'investissements.", p. 162.

⁸³¹ Ibidem., p. 163. D'autre part, en nous appuyant sur Samuel G. Ikoku la chute du prix mondial du cacao, couplée avec les exigences du plan septennal mirent à sec les réserves monétaires du pays tombées à 10 millions de livres vers la fin de 1965. Et la conjoncture était telle qu'il n'y avait pas de perspectives favorables pour leur reconstitution, d'autant plus que l'on assiste à un freinage de la production d'or et de diamants par les firmes étrangères, tandis que s'aggravait le poids des intérêts à servir sur la dette publique extérieure. Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 160.

⁸³² Samuel G. Ikoku souligne que jusqu'en 1964, c'est à dire deux ans après le plan septennal, le Ghana n'était pas encore un Etat socialiste. Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 119.

⁸³³ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 74.

Ainsi fondés, dirigés par une organisation centrale et un Etat-Major très spécialisé, partageant un but commun, les divers partis nationaux coopéreraient. Alors, dans les pays qui ne sont pas encore libres, les chefs de parti tireraient, d'une association étroite avec leurs homologues des pays indépendants, de la force et de l'inspiration. Bien qu'assaillis par les difficultés ils auraient plus de confiance en eux-mêmes en se sentant membres d'une forte organisation continentale aux ressources immenses, qui pourrait les soutenir en cas de besoin. C'est par rapport à cet idéal que, dès sa fondation, le C. P. P. déclara dans sa constitution qu'il « *chercherait à proposer des relations fraternelles, des conseils et des soutiens à tous les mouvements nationalistes, démocratiques et socialistes, en Afrique et ailleurs, qui luttent pour l'indépendance et l'auto-détermination.* »⁸³⁴

Parmi les pays indépendants, le parti commun serait un élément d'unification. Mais comme le souligne Samuel G. Ikoku, pour certains doctrinaires le parti unique est le signe de la dictature, la démocratie se reconnaissant, elle, à la pluralité des partis. A son avis, lorsque Nkrumah parle de parti unique, dans sa pensée cela ne convient qu'à un ordre socio-économique particulier. Dans une société capitaliste, le parti unique est nécessairement un instrument de dictature parce qu'il établit l'hégémonie d'une classe dominante très réduite sur toute une société de classes. Au contraire, dans une société socialiste, le parti unique assure la démocratie parce qu'il opère alors dans une société sans classe. Mais comme il devait le reconnaître aussitôt, Samuel Ikoku note qu'en 1964, date à laquelle fut introduite constitutionnellement le parti unique, le Ghana n'était pas encore une société socialiste.⁸³⁵ Comment alors son introduction dans le Ghana nouveau contribua-t-il à l'échec de la politique d'unité nationale et africaine poursuivie par le Président Nkrumah ?

4- Parti unique, démocratie africaine et unité

Pour N. V. Chien, dans le régime d'un parti monopolistique, l'Etat inséparablement lié à lui, garde le monopole de l'activité politique. Cette attitude se justifie par l'ampleur des transformations révolutionnaires que l'on veut accomplir. Le parti unique est ainsi toujours un parti d'action ou mieux un parti révolutionnaire fondé sur une foi révolutionnaire et une idéologie militante.

⁸³⁴ Ibidem.

⁸³⁵ Samuel G. Ikoku, op. cit., pp. 118 et 119.

En Occident, à l'époque de Nkrumah, il y avait trois types de régimes qui étaient opposés au régime constitutionnel-pluraliste. Le premier serait opposé au pluralisme des partis plutôt qu'à la constitutionnalité. Ainsi en était le régime portugais de Salazar qui, déclare-t-il, tendait à créer une représentation différente de la représentation parlementaire. Il excluait la rivalité des partis, la compétition permanente pour l'exercice du pouvoir, mais il affirmait que les gouvernants n'ont pas et ne devaient pas avoir toute la puissance, qu'ils sont subordonnés aux lois, à la morale, à la religion. Il se réclamait d'une idéologie traditionnaliste et prétendait éliminer l'agitation des partis et du Parlement sans aboutir à une confusion de la société et de l'Etat.

Le deuxième type aurait été le régime national-socialiste allemand. Ce fut un mouvement révolutionnaire fondé sur le racisme et le nationalisme. Il s'efforça de bouleverser les structures sociales et idéologiques de l'ancienne République.

Le troisième type, le régime communiste, supprima lui aussi la pluralité des partis. Mais bien loin de renier les idées démocratiques libérales il prétendit les accomplir en éliminant la compétition des partis. Il justifia ces affirmations par une analyse des régimes pluralistes en affirmant que ces régimes ne seraient que camouflage d'une oligarchie capitaliste qu'il fallait supprimer pour établir une société sans classes afin de réaliser la vraie liberté et la vraie démocratie. La dictature d'un parti et d'une classe n'est que provisoire. Selon Vladimir Ilitch Oulianov plus connu sous le sobriquet de Lénine, *« démocratie signifie égalité. On peut comprendre l'immense portée de la lutte du prolétariat pour l'égalité et le mot d'ordre d'égalité si on l'entend dans son vrai sens de l'abolition des classes. Mais la démocratie ne signifie qu'une égalité de pure forme. Immédiatement après que l'égalité de tous les membres de la société sera atteinte dans le domaine de la propriété sur les moyens de production, ce qui voudra dire égalité du travail, égalité du salaire, la question suivante se posera devant l'humanité : comment peut-on avancer encore, pour parvenir de l'égalité formelle à l'égalité effective, c'est-à-dire à la réalisation du principe : « chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins ». Avant d'atteindre ce stade, la liberté des citoyens doit être limitée : « La démocratie est une des formes de l'Etat. Ainsi que tout Etat, elle est donc une organisation de contrainte systématique envers les hommes. D'un côté c'est ainsi. Mais*

*d'autre part, elle signifie la reconnaissance en principe de l'égalité entre tous les citoyens, du droit égal pour tous à déterminer l'organisation de l'Etat et son administration. »*⁸³⁶

Selon Nkrumah, de façon générale, les pays africains qui accèdent à l'indépendance ne peuvent adhérer au régime pluraliste à l'occidentale, parce qu'ils ont besoin d'un pouvoir fort pour surmonter toutes les difficultés léguées par le colonialisme, le tribalisme, le régionalisme et le féodalisme, à plus forte raison le Ghana ? :

« Nous avons lutté pour libérer notre peuple contre un régime étranger qui refusait la liberté, dit-il. Maintenant que nous avons conquis notre émancipation et mis à flot notre existence de nation souveraine allions-nous laisser les gens qui avaient aidé le régime colonial par le geste et la parole menacer notre indépendance ? Nous avons adopté une politique consistant à hâter la marche normale du progrès. Allions-nous donner à d'autres la liberté de la freiner ? Nous avons à trancher carrément la question de savoir si un tout jeune Etat sous-développé, désireux de se moderniser dans l'intérêt de tous, menacé par l'action anti-patriotique d'une minorité, pouvait se permettre toutes les délicatesses que les vieilles démocraties ont mis des générations à rendre possible. Un jeune Etat doit travailler doublement dur et se refuser une bonne partie des élégances qui sont devenues monnaie courante dans les nations âgées.

« Notre expérience prouve que la démocratie doit, dans les jeunes Etats, passer inévitablement par bien des épreuves. Sa machine administrative et son type de gouvernement se superposent à des structures sociales différentes de celles dans lesquelles ils ont été créés à l'origine. Dans les pays qui ont un passé derrière eux, la démocratie a mûri jusqu'à sa forme actuelle et reconnue, grâce à un autoritarisme que doivent accepter, pour le moment, les nations jeunes qui tentent aujourd'hui de passer de la stagnation économique à une industrialisation moderne susceptible de profiter largement au peuple, aux points de vue matériel et social (...).

⁸³⁶ Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine, *La révolution bolchéviste*, Payot, Paris, 1963, p. 9.

Les Etats récents comme le Ghana doivent se mettre à s'industrialiser à un moment où l'industrialisation est à son maximum dans les vieilles démocraties, et dans des conditions qui ont exclu que les citoyens amassent de gros capitaux. Le gouvernement a donc à trouver le fondement du développement économique et à le précipiter malgré le terrible handicap d'une population sans connaissances scientifiques et techniques (...). Notre problème est avant tout un problème de temps, et nous avons le devoir d'utiliser le mandat contraignant que nous a donné notre peuple pour élever son niveau de vie et assurer le développement économique et social du pays qui soit le plus rapide possible. Ce devoir se ramène à l'obligation d'utiliser, jusqu'à ce que la tâche imposée soit accomplie, les pouvoirs dont nous a investis la décision majoritaire du peuple. Abandonner si peu que ce fût de ce pouvoir à une opposition que le peuple avait constamment rejetée et qui se livre à des activités préjudiciables à l'indépendance, à la sécurité et à l'avancement de l'Etat, eut été, je pense, trahir la confiance du peuple. Il ne l'aurait jamais compris et étant donné son niveau actuel d'instruction, aurait mis en danger tout notre avenir. »⁸³⁷

Sékou Touré de la Guinée avançait les mêmes arguments pour justifier le régime du Parti unique :

« Edifier une société nouvelle revient à édifier le bonheur social de l'homme considéré dans ses dimensions humaines, les plus larges. Or, la société, formée d'individualités, englobe qualités et défauts humains, éléments de progrès et de régression, vertus et vices. C'est une entité hétérogène qui dispose, pour progresser, des facultés et des capacités des êtres qui la constituent et qui doit se défendre contre tout ce qui, en son sein, la menace ou porte atteinte à ses intérêts permanents.

« Le parti bannit le « démocratisation » sans moralité ni fondement historique qui réserve, le plus souvent, les plus grandes chances aux forces les plus nocives en choisissant la voie du libéralisme hypocrite, du parlementarisme et de son système d'autorité par substitution. Il s'est résolument prononcé

⁸³⁷ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., pp. 100 et 101-102.

pour une dictature populaire dont il est l'instrument. Bannissant les critères de parenté, de fortune ou de sympathie, il a pour règle de ne faire appel qu'aux éléments les plus conscients, les plus positifs du peuple, ceux qui, dans leur comportement quotidien fournissent continuellement la preuve qu'ils se sont mis totalement au service des populations dont ils sont les fidèles défenseurs. Ceux-là sont, en réalité, la véritable élite de notre peuple et les éléments moteurs de l'histoire guinéenne (...).

« Le parti ouvert à tous les hommes de bonne volonté, entend s'identifier au peuple dans sa pensée vraie, dans son action positive, et se faire l'interprète fidèle de la conscience collective élaborée en commun à partir d'un ensemble de choix et de postulats librement acceptés par chacun. »⁸³⁸

Ainsi le Parti unique en Afrique est fondé sur une foi révolutionnaire et une idéologie militante. Seulement le but et l'idéologie sont différents dans chaque société. C'est pourquoi, pour en revenir au Ghana de Nkrumah, en plus de lutter contre le capitalisme, les partisans du parti unique veulent lutter contre le tribalisme, le régionalisme, le féodalisme et le colonialisme. Ses buts poursuivis sont à peu près les mêmes que ceux du Parti Démocratique de Guinée : grouper et unir les populations afin de donner aux masses laborieuses les moyens d'agir de manière vigoureuse et dynamique :

« - pour la libération totale et inconditionnelle de la Patrie africaine ;

- pour l'émancipation de l'Afrique et l'affirmation de sa personnalité ;*
- pour la restauration et le développement sans entrave de l'économie africaine ;*
- pour la réalisation effective de l'unité africaine ;*
- pour l'édification d'un monde de justice sociale, de progrès démocratique et de paix. »⁸³⁹*

Pour atteindre ces buts, Nkrumah refuse le système pluraliste occidental et adopte ce que N. V. Chien a convenu d'appeler « *centralisme démocratique* »⁸⁴⁰, c'est-à-dire le système

⁸³⁸ Sékou Touré, *L'Afrique et la Révolution*, Paris, Présence Africaine, Sans date, pp. 121-122.

⁸³⁹ Ibidem., p. 89.

de démocratie du village. En effet, dans certaines civilisations d'Afrique noire, le village, extension de la famille étendu, y fait figure d'entité qui se suffit à elle-même et se gouverne elle-même. Les décisions communes y sont prises par les hommes adultes ou, tout au moins, par un certain nombre de notables selon la règle de l'unanimité, après d'interminables entretiens sous « l'arbre à palabres », généralement un fromager, arbre cher aux génies.

Appliquant cette « démocratie » au niveau du pays, le Parti rassemble toutes les forces vives de la nation, composées des élites de toutes les régions et classes sociales en une sorte de Conseil national des Notables. C'est l'image que veut donner Nkrumah au C. P. P. en 1964 pour servir de base à l'unité nationale, à la reconstruction du Ghana nouveau mais aussi à l'unité africaine. Yves Benot écrit à ce sujet :

« Partout, le parti unique exprime, ou est censé exprimer, l'unité de la nouvelle nation contre les forces de désagrégation qui résulteraient d'organisations politiques à base tribale ou régionale. Au Ghana, si le parti unique n'est pas officialisé avant 1964, il est cependant significatif que l'opposition légale ait ressenti comme un coup direct la loi de 1958 interdisant tout parti à base religieuse ou régionaliste. C'est que cette opposition reposait presque fatalement sur ces bases-là. »⁸⁴¹

C'est alors que le référendum de janvier 1964 fut organisé pour mettre en quelque sorte le droit en accord avec le fait. Le texte que Gilbert Tixier cite était ainsi conçu : *« Il y a un seul parti national qui sera l'avant-garde du peuple dans sa lutte pour construire une société socialiste et qui sera le noyau directeur de toutes les organisation populaires. Le parti national est le parti de la convention du peuple. »⁸⁴²*

En application de la nouvelle ligne idéologique, Gilbert Tixier avance que le Parti unifié fut progressivement écrasé entre 1957 et 1962. Ses leaders furent arrêtés. Certains comme le Dr Busia s'enfuirent à l'étranger, d'autres comme les chefs du Nord se rallièrent au

⁸⁴⁰ N. V. Chien, op. cit., p. 212.

⁸⁴¹ Yves Benot, op. cit., p. 311.

⁸⁴² Gilbert Tixier, op. cit., p. 90.

C. P. P. L'organisation locale du Parti fut démantelée. Il ne restait en 1963 que six ou sept députés de l'opposition qui devinrent automatiquement député du C. P. P.⁸⁴³

En 1964, Nkrumah disposait donc d'un parti politique qui était le seul pour tous les ghanéens dans le nouvel Etat, « *malheureusement trop hétérogène et divisé en clans : clans pro-capitalistes, clans pro-socialistes.* »⁸⁴⁴ Le parti étant la courroie de transmission de l'idéologie, chère à Nkrumah, il est indispensable de l'unifier pour faire admettre à tous l'idéologie socialiste dont tout le monde parle « *sans avoir une idée claire.* »⁸⁴⁵ Cette unification ne se réalisera pas cependant. Selon Samuel Ikoku, « *au contraire, vers la mi-1965, on eut des preuves que les choses se compliquaient (...).* »⁸⁴⁶ Cette rivalité entre pro-capitalistes et pro-socialistes devint un antagonisme même au sein du Parlement et du gouvernement à tel point que chaque partie recherchait l'élimination de l'autre par toutes sortes d'intrigues. Les conséquences de cette lutte fratricide furent de l'avis de Samuel Ikoku, la rupture avec la masse dégoutée des hommes au pouvoir. Ainsi, au début de 1966, opinion publique démoralisée, difficultés économiques, le parti divisé, tous ces facteurs firent le lit des forces centrifuges qui profitèrent du séjour à l'étranger du Président pour renverser son régime. Le coup d'Etat du 24 février 1966 ouvrit une nouvelle page du Ghana, sans Kwamé Nkrumah et son rêve pour l'unité africaine.

⁸⁴³ Ibidem., p. 90.

⁸⁴⁴ F. Chindji-Koulev, op. cit., p. 124.

⁸⁴⁵ Ibidem, p. 124.

⁸⁴⁶ Samuel G. Ikoku, op. cit., p. 97. L'auteur explique qu'en fait, les clans rivaux étaient des groupes ayant des intérêts opposés, mais tous avaient un point de vue capitaliste. Ils étaient fondamentalement hostiles au socialisme, donc à la ligne officielle du parti, et c'est même la seule chose qu'ils avaient en commun. Mais ils différaient dans leur méthode de lutte contre le socialisme. Autrement dit, l'idée de la seconde révolution dont il a été question dans ce chapitre appartenait essentiellement à Nkrumah et à lui personnellement. En tout état de cause, l'échec de la seconde révolution était inévitable.

Conclusion partielle

En conclusion de ce chapitre, retenons que pendant environ neuf ans que les deux Républiques – colombienne et ghanéenne - ont été proclamées, leur histoire politique toucha à bien des problèmes dont le plus important est l'organisation de la vie civile après la fin de la colonisation directe. Dans le tourbillon de la consolidation de l'indépendance, les particularismes les plus crus se sont affrontés en Grande Colombie au nom de grands projets constitutionnels. La montée en puissance de ces mouvements portât en germe la quasi-dissolution de l'autorité centrale et l'unité nationale telles que voulues par Simon Bolivar.

Au Ghana, la consolidation de l'indépendance initiée par Nkrumah s'est intensifiée avec l'ouverture d'une perspective socialiste et d'un parti national hors desquelles n'apparaît pas d'issue. Perspective dont l'auteur pensa qu'elle impliquera une rupture résolue avec toute domination étrangère indirecte et un pas en avant vers la construction de l'unité africaine.

Dans l'optique de ces combats qu'ils ont défendus, étaient-ils trop ambitieux ou bien étaient-ils mal adaptés aux réalités colombiennes et ghanéennes ? Ce qui est clair, c'est que Bolivar et Nkrumah, qui supposaient que leurs combats étaient viables pour l'ensemble du continent devait échouer au niveau plus restreint de leur propre pays. Le contraire pouvait-il se produire au niveau continental ? L'ouverture du chapitre suivant devrait nous donner une idée précise.

CHAPITRE II : A L'ECHELLE CONTINENTALE

Dans les années qui suivent la fin de la guerre de libération, l'instabilité chronique généralisée conduit Bolivar au désespoir. Retenons avec Charles Lancha parmi tant de documents qui en témoignent, cette lettre d'avril 1829 à José Fernández Madrid : « *Je vous avoue franchement que je suis épouvanté par la situation de l'Amérique. Il n'est pas un seul Etat qui subisse chaque année des changements cruels. Ceci ne saurait durer ou, en tout cas, je ne puis l'admettre.* »⁸⁴⁷ Retenons surtout une phrase bien soulignée par Gilette Saura. Après avoir passé en revue chaque pays hispano-américain et avoir analysé sa situation anarchique, il en tire que la révolution a échoué et en arrive même à prophétiser que « *la Colombie et l'Amérique sont perdues pour une génération.* »⁸⁴⁸ En réalité, surmontant son amertume et ses désillusions, Bolivar lutta jusqu'à son dernier souffle pour juguler les forces centrifuges. Dans ce combat, Charles Lancha voit dans la formation d'une fédération des Andes regroupant la Grande Colombie, le Pérou et la Bolivie, une pièce maîtresse. En effet, dès 1820, Bolivar avait assigné à la création de la Colombie un rôle stabilisateur et unificateur dans l'ex Nouveau Monde : « *la cause unique, pour ainsi dire, qui m'a conduit à proposer la création de la Colombie a été de détruire pour toujours les motifs de haine, de discorde et de dissolution.* »⁸⁴⁹

Cependant, s'appuyant sur le désespoir du *Libertador*, Victor Tapié pouvait récupérer sa prophétie et dire ainsi, qu' « *ici, commence une histoire douloureuse.* »⁸⁵⁰ Gilette Saura⁸⁵¹ voit d'abord l'histoire douloureuse d'un homme dont l'intention avoué était de créer sur les cendres de l'Empire espagnol d'Amérique une union des peuples hispano-américains en se fondant sur l'ethnique, le géographique et l'historique à la politique institutionnelle ; surtout celle d'une « *Amérique latine, qui a péniblement conquis son indépendance, qui a vu surgir*

⁸⁴⁷ Charles Lancha, op. cit., p. 45.

⁸⁴⁸ Cité par Gilette Saura, op. cit., p. 477.

⁸⁴⁹ Cité par Charles Lancha, op. cit., p. 45.

⁸⁵⁰ Victor-L. Tapié, op. cit., p. 47.

⁸⁵¹ Une lettre qu'il avait adressée du Venezuela à Manuela Saenz pour lui demander de venir le rejoindre donne une idée de la détresse physique et morale de celui qui a lutté, fait front pendant plusieurs années pour essayer de réaliser son rêve : « *Ton amour ressuscite une vie que je sens partir. Je ne puis demeurer séparer de toi. Je ne puis me priver volontairement de Manuela. Viens, viens, viens.* » Cité par Gilette Saura, op. cit., p. 472.

*des chefs intrépides, tenaces, et dont quelques-uns révèlent des qualités d'homme d'Etat, est incapable de s'organiser comme a su le faire l'Amérique du Nord. »*⁸⁵²

Jean-Marie Lemogodeug pense que les difficultés de l'Amérique espagnole à s'organiser comme le souhaite son *Libertador* peuvent être analysées sous trois angles : d'une part, les dissensions au sein même des républiques concernées où la cause de l'indépendance ne s'était pas consolidée, du moins pas partout comme nous l'ont montré les troubles en Grande Colombie. D'autres part, le jeu que les Etats-Unis mènent dès l'époque de la guerre d'indépendance, conscients des avantages qu'ils peuvent tirer de leur position de puissance militaire et commerciale face à l'Espagne, mais aussi dans la maîtrise des mers et l'accès aux ports de l'Amérique espagnole. Enfin, les puissances hégémoniques que sont la Grande-Bretagne et la France, si occupées qu'elles aient été de leurs stratégies européennes, face à l'Empire d'Autriche et face à l'Espagne, ont également agi pour freiner la formation d'une unité très défavorable à leurs intérêts.⁸⁵³ A ces obstacles que nous pouvons résumer en deux points (dissensions, particularismes et luttes fratricides en Amérique espagnole, et le jeu des forces extérieures), des historiens comme Charles Lancha, Indalecio Liévano Aguirre et John Lynch ont ajouté ceux d'ordre géographique, économique, historique, sociologique et constitutionnel.⁸⁵⁴ Certes, des faits irréfutables auxquels ils se sont référés sont là pour témoigner que chacun d'eux a contribué à faire échouer Simon Bolivar. Mais comme nous l'avons fait depuis le début, nous ne les aborderons pas tous. Nous en ferons de même quand nous toucherons le cas de l'Afrique où la désillusion de Kwame Nkrumah ne fut pas moindre. Fort justement à ce propos, Nkrumah pouvait reconnaître dans *L'Afrique doit s'unir* au sujet de l'impossibilité des Etats africains indépendants à s'entendre sur un projet commun d'unité continentale que: « *quand a eu lieu le transfert des pouvoirs, ils se sont trouvés dans une situation impossible ;* »⁸⁵⁵ les forces d'opposition à l'unité africaine étant autant nombreuses que ceux qu'un siècle auparavant L'Amérique espagnole et son *Libertador* pouvait souffrir. Ce chapitre nous permettra d'avoir une juste vision des facteurs au niveau continental qui ont

⁸⁵² Victor-L. Tapié, op. cit., p. 47.

⁸⁵³ J-M. Lemogodeug, op. cit., p. 141.

⁸⁵⁴ John Lynch résume l'effondrement de l'unité hispano-américaine en ces termes : « [Bolivar] *no podía seguir ignorando las fuerzas del separatismo : las inmensas distancias, las escasas poblaciones, el pobre historial del gobierno central, el surgimiento de poderosos caudillos locales que podían expresar su ambición a escala regional, ya que no la del centro, todos ellos eran factores de división y de disensión.* » John Lynch, op. cit., p. 250.

⁸⁵⁵ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 214.

favorisé le morcellement irrémédiables des deux continents. Nous commencerons par le cas de L'Amérique espagnole.

I- L'exemple de l'Amérique latine

Pour comprendre le morcellement de l'Amérique espagnole, il est bon, estime Victor-L. Tapié, d'examiner d'abord les conditions géographiques sur lesquelles Simon Bolivar entendait bâtir un Etat unifié.⁸⁵⁶

A- Les conditions géographiques et leurs influences sur l'unité du continent

Selon Victor-L. Tapié, les frontières des anciennes colonies que la tradition impose d'abord aux nouveaux Etats, sont des contrées immenses, fort peu habitées par rapport à leur étendue, sans beaucoup d'unité naturelle, avec des parties inexplorées, où des populations indigènes vivent dans un état arriéré, aux degrés les plus divers d'une civilisation primitive et où, les voies de communications quand elles existent, sous le poids de la nature indomptable, se referment très vite sur le passage de ceux qui les ont tracées.⁸⁵⁷ Frédéric Mauro explique ce caractère de l'espace hispano-américain par le fait qu'il n'a pas été conquis par l'homme à pied comme l'espace européen mais du moins par l'homme à cheval ou en bateau. Il y a donc

⁸⁵⁶ Victor-L. Tapié, op. cit., p. 47.

⁸⁵⁷ Ibidem, p. 47. Frédéric Mauro a développé cet aspect dans son article « L'espace Américain au temps de Bolivar », in *Cahier des Amériques Latines*, n° 29-30, op. cit., p. 107-116. Nous retiendrons avec lui deux niveaux d'hétérogénéité de l'espace américain au temps de Bolivar. La première, celle de l'espace est caractérisée par son immensité (la superficie de l'Amérique du sud est de 17 000 000 de km², celle du Mexique de 2 000 000, celle du reste de l'Amérique latine de l'époque de 1 000 000 soit en tout 20 000 000 km²), sa vacuité – L'Amérique espagnole de 1810-1820 représente un peu plus de 20 000 000 d'âmes. La densité donc faible, variable, est de 1 pour l'ensemble de la région. La vacuité est accentuée par la pauvreté de l'équipement - et la différence entre la voie rapide, le fleuve et la voie lente, la terre. La dernière, celle du paysage marque l'opposition entre Amérique Orientale – pénétration facile d'Est en Ouest et du Nord au Sud – et Amérique Occidentale – plus difficile à pénétrer de l'Est vers l'Ouest et inversement, et un compartimentage Nord-Sud moins vigoureux -. Pendant la guerre de libération, l'armée républicaine de Bolivar a obéi aux contraintes de l'espace hispano-américain. Voici le témoignage que Bolivar a rendu devant le Congrès national à Angostura après l'écrasante victoire de Boyaca : *« Il serait trop long pour décrire devant le Congrès tous les efforts que les troupes de l'armée libératrice durent faire pour réussir dans l'entreprise que nous nous proposons. L'hiver dans les plaines fréquemment inondées, les sommets glacés des Andes, le changement subit de climat (...) beaucoup d'autres obstacles encore furent ce que nous dûment affronter (...). »* Simon Bolivar, cité par Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 162.

eu une distribution hâtive de territoires immenses entre des hommes trop peu nombreux. Dans ces conditions, la maîtrise de l'espace et son occupation rentable étaient difficiles.⁸⁵⁸ Ce qui explique, de l'avis de Victor-L. Tapié, les caractères de son économie, trop peu évoluée, trop exclusivement liée à l'agriculture des grands domaines ou à l'activité commerciale de certains ports. Ces caractères économiques imposent une conduite aux hommes, un mode de vie très varié voire antagoniste, d'une région à une autre.⁸⁵⁹ D'une façon très exclamative, G. Volpe appuie les vues de Victor-L. Tapié en transposant son interprétation sur le terrain social : « *Quelle variété d'origines ne trouvons-nous pas dans ces pays : Espagnols et autres Européens, Créoles, Métis, Indiens, Noirs ! Quel persistant défaut d'organisation dans cette vie sociale que constituent de petits noyaux urbains peuplés de llaneros et de gauchos [...] à demi sauvages, de grands propriétaires, seigneurs pour ainsi dire, et d'indiens et esclaves noirs ! Quel manque de cohésion, quelles diversités d'intérêts et de tendances ne trouvons-nous pas, même chez les plus élevés et les plus proches d'entre eux !* Dit-il. »⁸⁶⁰ Pour J.-P. Deler,⁸⁶¹ tout ceci était un handicap pour cette Amérique naissante.

Il était bon de noter ce lien entre cette histoire géographique et économique et l'histoire politique pour comprendre les difficultés de Bolivar à faire asseoir dans la pratique,

⁸⁵⁸ Frédéric Mauro, op. cit., p. 115. La méconnaissance des réalités de l'environnement local, est, chez Bernard Lavallé, la raison qui obligea les *pobladores* à transporter leur ville à peine sorti de terre vers des lieux plus cléments ou mieux situés. A titre d'exemples, l'auteur cite les villes de Guayaquil (Equateur), Barquisimienta (Venezuela), Chachapoyas (Pérou) qui connurent trois fondations en trois endroits différents. Le record semble revenir cependant aux villes vénézuéliennes de Trujillo et de San Tomé de la Guayana qui ont vécu respectivement six et sept transferts. Bernard Lavallé, op. cit., p. 174.

⁸⁵⁹ Victor-L. Tapié, op. cit., p. 48. Pour Lansana Kéita, la particularité de la géographie d'une région – entendre par là, les caractéristiques climatiques et écologiques de la région en question –, est ce qui amène ses populations à développer certaines caractéristiques en guise d'adaptation. Logiquement pense-t-il, les populations de zones tropicales et sub-tropicales doivent avoir des caractères différents de ceux des zones tempérées ou arctiques. Lansana Kéita, op. cit., p. 18.

⁸⁶⁰ G. Volpe, *Simon Bolivar, 1830-1930*, Discours à l'occasion du centenaire de sa naissance, prononcé à l'Académie royale d'Italie le 17-12-193, Rome, 1931. Cité par Alberto Filippi, « Philosophie politique du césarisme et idéologie de l'histoire dans les interprétations européennes de Bolivar », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 384. Selon Filippi, dans son discours, Volpe insiste aussi sur l'influence déterminante de l'environnement et des composantes ethniques sur l'action politico-militaire de Bolivar.

⁸⁶¹ Cité par Pierre Vayssière, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, Paris, Hachette, 3^{ème} édition revue et augmentée, 2006, p. 41. « *Le cloisonnement du relief, pense Frédéric Mauro, peut, en partie, expliquer celui de la population qui n'a pas réussi, à l'occasion de l'indépendance et malgré un essai loyal, à former une seule nation.* » Frédéric Mauro, op. cit., p. 113.

l'idée d'une union politique sur des espaces géographiques aussi hétérogènes. Dans un courrier adressé le 13 septembre 1829 à son aide de camp, le général Daniel O'Leary, Bolivar reconnaît la difficulté qu'il y a à administrer des territoires immenses : « *L'actuel gouvernement de Colombie, écrit-il, ne parvient pas à mettre de l'ordre dans ces vastes provinces ni à l'administrer. Le Centre est éloigné des extrémités (...).* »⁸⁶² Chose d'autant plus vraie qu'en ce qui concerne une grande république qui rassemblerait sous un gouvernement unique toutes les anciennes colonies, Bolivar déclare avec un réalisme qui mérite plus d'attention qu'on ne lui en consacre généralement, qu'il est impossible de créer une unité continentale :

« *Je désire plus que personne que se forme en Amérique la nation la plus grande du monde, moins par son étendue et ses richesses que par sa liberté et sa gloire. Bien que j'aspire à la perfection du gouvernement de ma patrie, je ne puis me persuader que le Nouveau Monde doive être régi pour le moment par une grande république ; et comme c'est un régime impossible, je n'ose le désirer. Mais je souhaite encore moins un royaume comprenant toute l'Amérique, car ce projet est irréalisable (...). L'esprit de parti, qui couve déjà dans nos Etats et les agite, s'allumerait alors plus vif que jamais si l'unique pouvoir qui puisse le réprimer se trouvait si distant. En outre, les magnats des capitales ne supporteraient pas la prépondérance de ceux de la métropole, qu'ils considéreraient comme autant de tyrans.* »⁸⁶³

Dans cette perspective, les questions que soulève Victor-L. Tapié prennent tout leur sens : « *Quel intérêt supérieur conciliera ou contiendra les forces dissolvantes ? Où donc est le véritable patriotisme ? Celui qui s'attache à la fiction d'un Etat étendu, constitué par la fédération de plusieurs provinces, ou celui qui se crée autour d'une ville et ne dépasse pas les horizons de la province ? Même pourrait-on dire, où est la véritable patrie ? On invoque l'intérêt de l'Etat : pourquoi l'Etat que veulent faire reconnaître certains chefs politiques, aurait-il plus de droits que la province, notion concrète qui parle directement à l'imagination et à la sensibilité de ses habitants ?* »⁸⁶⁴

⁸⁶² Cité par Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 245.

⁸⁶³ Simon Bolivar, "Lettre à un habitant de la Jamaïque", in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 201.

⁸⁶⁴ Victor-L. Tapié, op. cit., p. 48.

Les révolutions successives, les aspirations à des formes politiques qui s'opposent, les Constitutions qui se contredisent ou se répètent trahissent cette indécision profonde des anciennes colonies espagnoles d'Amérique.

B- Les formes politiques et la question de l'unité en Amérique latine

Victor-L. Tapié distinguent trois courants d'idées dans les constitutions qui furent votées par les ex-colonies espagnoles après leur indépendance. L'un provient de la philosophie française et de l'expérience napoléonienne. Il prescrit la séparation des pouvoirs dont, l'exécutif, est confié à un président, le législatif, à un Congrès d'une ou deux chambres, et le judiciaire, à une cour suprême et à des tribunaux plus ou moins dépendants du pouvoir central. L'autre courant suit l'exemple américain. Il veille à préserver les libertés provinciales et municipales et à constituer en fédération les nouveaux Etats. Enfin, la question religieuse occupe une place plus importante que dans les constitutions européennes. En général, l'Eglise catholique reçoit un rang privilégié dans l'Etat. La religion qu'elle enseigne est la seule reconnue, les biens qu'elle possède lui sont garantis, le chef de l'Etat jouit des anciens droits de patronage qui revenaient au roi d'Espagne.⁸⁶⁵

Bolívar avait dès l'origine pesé les avantages et les inconvénients de tous les systèmes. Depuis 1812 (et plus clairement à partir de 1814) explique Volpe, Bolívar était parvenu à se poser et à résoudre certaines questions fondamentales relatives aux institutions « latino-américaines ». Il affirmait son opinion dans les conseils qu'il donnait dès 1819 au Congrès d'Angostura. Victor-L. Tapié pense que le Congrès de Cúcuta qui s'est tenu deux années plus tard a dû tenir compte en établissant la Constitution de la Grande Colombie.⁸⁶⁶

⁸⁶⁵ Ibidem, p. 51.

⁸⁶⁶ *Lettre à un habitant de la Jamaïque* donne une idée claire de la position de Bolívar vis-à-vis des constitutions étrangères : « Je ne suis pas partisan de la forme fédérative pour un régime parlementaire et démocratique : c'est un système trop parfait et qui exige des vertus et des talents politiques bien supérieurs aux nôtres. Pour la même raison je repousse la monarchie mi-aristocratique, mi-démocratique, qui a fait la prospérité de l'Angleterre. Comme il n'est pas possible de trouver entre les républiques et les monarchies le système le plus parfait, le plus achevé, évitons de tomber dans les démocraties démagogiques ou des tyrannies dictatoriales. Cherchons un juste milieu entre ces extrêmes qui nous mèneraient aux écueils : la misère et le déshonneur. Je vais me risquer à donner ici le résultat de mes méditations sur le sort futur de l'Amérique : non point le meilleur sort, mais le sort le plus à sa portée. » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 202. Volpe soutient l'idée que Bolívar était convaincu de ce que la Constitution Bolivienne serait la « solution [définitive] pour un pays qui ne manifeste pas précisément d'aptitudes aux formes républicaines. Car la

Ses préférences s'inspiraient des conditions particulières au Nouveau Monde. Son point capital, était, selon Volpe, de ne pas « *copier les constitutions d'autres pays, mais de les adapter au sien. (...) convaincu dans la nécessité de rejeter la liberté sans limites et la démocratie absolue, fruits de théories parfaitement abstraites, et écueils contre lesquels se sont toujours brisées les républiques, et qui sont, par conséquent, synonymes de tyrannie.* »⁸⁶⁷ Dans cette perspective, l'élaboration politico-institutionnelle la plus exemplaire par sa solidité et son hardiesse de contenu, est, selon Volpe, la Constitution Bolivienne, véritable synthèse de toutes les idées politiques de Bolivar. Quelle est la particularité de cette constitution ? Jacques Joset et Philippe Raxhon l'ont résumé en sept points :

« - *Président nommé à vie, ce qui l'obligera au lieu de travailler à sa réélection, à se consacrer au bien de l'Etat.*

- *Pas de suffrage universel. Ne voteront que "ceux qui en sont dignes". Sont exclus les illettrés, les mendiants, les domestiques, les ouvriers dépendant d'un patron, les joueurs, les ivrognes, c'est-à-dire les trois quart de la population.*
- *L'ensemble des "Electeurs" proposera à l'Exécutif des candidats pour les postes administratifs.*
- *Le Pouvoir législatif aura trois chambres : les Tribuns (initiative des lois financières et militaires), les Sénateurs (questions judiciaires, religieuses et commerciales), et les Censeurs, nommés à vie, auront la haute main sur la morale, les sciences et les arts.*
- *Le Pouvoir judiciaire sera indépendant du législatif. »*⁸⁶⁸

Avant d'en venir aux diverses interprétations de cette constitution, il importe de souligner chez Bolivar les motivations profondes qui ont abouti à son élaboration.

République, ajoute Volpe, offre trop de liberté, et la monarchie n'était pas envisageable, car elle aurait permis au joug européen de s'imposer. » Cité par Alberto Filippi, op. cit., p. 391.

⁸⁶⁷ Cité par Alberto Filippi, op. cit., p. 385.

⁸⁶⁸ Jacques Joset et Philippe Raxhon, op. cit., p. 34. En réalité, Bolivar ajoute un autre pouvoir à sa Constitution, le Pouvoir moral. Hubert Gourdon l'a simplifié sous trois points : le constitutionnalisme du compromis, le constitutionnalisme de pédagogie et le constitutionnalisme de coercition. Hubert Gourdon, « Les trois constitutionnalismes de Simon Bolivar », in *Cahier des Amériques Latines*, op. cit., p. 249-261.

Selon Indalecio Liévano Aguirre, lorsque le Congrès réuni à Cúcuta en 1821 avait adopté la Constitution de la république de Grande Colombie, et en 1824, celui du Pérou, Bolivar avait clairement relevé que ces Constitutions dans leurs grandes lignes et les institutions qu'elles mettaient en place étaient en déphasage avec les réalités hispano-américaines, donc exposées au danger de moindres troubles socio-politiques. La rébellion de Paéz au Venezuela (qui mettait en mal son union avec la Nouvelle Grenade), la déchirure politique au Pérou et l'échec du Congrès de Panama ont poussé Bolivar à opter pour un changement radical des institutions politiques. A ses yeux, cette réforme s'imposait s'il voulait éviter le cycle infernal dans laquelle étaient plongées les nouvelles nations du fait des dissensions, particularismes et ambitions personnelles de ceux-là même qui par leurs armes avaient donné au continent son autonomie politique.⁸⁶⁹ Cette impression est partagée par Hubert Gourdon pour qui la solution du problème politique était de structurer une forme d'Etat qui, reposant sur des principes et des institutions susceptibles de concilier l'ordre et la liberté, maîtrise le cycle redouté anarchie-despotisme. La Constitution Bolivienne dit-il, « *directement inspiré de Montesquieu et des constituants du révolutionnaire français et américains (du Nord), manifeste le souci de Bolivar de tempérer le mouvement émancipateur qui l'a engendré en assortissant d'abord l'application des principes démocratiques nouveaux d'égalité et liberté de techniques restrictives telles que le suffrage restreint ; en mettant en place ensuite une organisation des pouvoirs publics, certes représentative, mais également capable de gouverner.* »⁸⁷⁰

D'abord centralisé, l'Etat fort que Bolivar par la Constitution bolivienne tente de créer se caractérise également, selon Sanchez-Barba, par une organisation des pouvoirs publics qui privilégie la liberté civile, l'égalité sociale et la souveraineté : « *en el campo de las libertades, la abolición de las castas, la esclavitud y los privilegios ; respondiendo al deseo igualitarista, el Poder Electoral, era una vía para conseguir el equilibrio social. El campo más importante*

⁸⁶⁹ I. L. Aguirre, op. cit., p. 457-458. "Si el Libertador carecido de verdaderas razones para apresurar este necesario acondicionamiento de las instituciones americanas, écrit Aguirre, un hecho ocurrido en aquellos días le habría proporcionado nuevas justificación para hacerlo: la actitud del general Gamarra, quien desde el Cuzco y al igual que Páez en Venezuela, le ofrecía la corona." p. 458.

⁸⁷⁰ Hubert Gourdon, op. cit., p. 250. Hubert Goudron pouvait donc conclure que le constitutionnalisme bolivarien s'est préoccupé de construire un Etat fort.

*y decisivo, era la creación de un poder presidencial – que, aun coparticipativo con el Legislativo y el Electoral – acumula una considerable fuerza ejecutiva. »*⁸⁷¹

Selon John Lynch, là se trouve tout le problème de la Constitution bolivienne ; de ce pouvoir exécutif, explique-t-il, par le biais de celui du Président de la République dans lequel, suivant le texte de ladite Constitution, il serait à vie et, à coté de qui, siège un vice-président qu'il nomme et démet de lui-même et comme il entend. « *Era esto lo que hería a muchos americanos, lo mismo conservadores que liberales*, écrit-il. »⁸⁷² Mario Laserna voit quant à elle, la fin des particularismes. Pour elle, Bolivar avait bien discerné que le formalisme démocratique pouvait servir de masque pour perpétuer les privilèges du petit nombre et la pauvreté et la misère du plus grand. L'ennemi résidant dans l'individualisme qui naît de la théorie du Contrat social, et qui cherche à affaiblir le pouvoir et la stabilité de l'Etat en tant que défenseur des intérêts de la communauté, un Etat d'inspiration non individualiste serait capable de placer cette dernière au-dessus des droits naturels et inviolables de l'homme et du citoyen dont se soucient tant ceux qui avec l'indépendance vont hériter la suprématie sociale et les privilèges des Ibériques.⁸⁷³

Ces développements particulièrement importants nous ouvrent les yeux sur les motifs du rejet de la Constitution bolivienne par les leaders politiques hispano-américains du moment, surtout comment elle aurait contribué à faire échec à l'unification du continent.

Selon Indalecio Liévano Aguirre, la Constitution Bolivienne, dans les vues de Bolivar était applicable dans l'ensemble des territoires que ses armes avaient libérées ; parce qu'elle

⁸⁷¹ M. H. Sanchez-Barba, op. cit., p. 217.

⁸⁷² John Lynch, op. cit., p. 281. Hubert Gourdon qui soutient la thèse de John Lynch avance que les détracteurs de Bolivar lui ont toujours opposé sa déclaration solennelle faite en Angostura en 1819 selon laquelle « *la continuité de l'autorité en un même individu a été fréquemment le terme des gouvernements démocratiques. Les élections répétées sont essentielles dans les systèmes populaires, parce que rien n'est plus dangereux comme de laisser le pouvoir perdurer entre les mains d'un même citoyen.* » p. 252. Ces derniers voient donc dans la « Présidence à vie » une dérive dictatoriale. L'auteur apporte un démenti cinglant dans son article que nous avons cité.

⁸⁷³ Mario Laserna, « Simon Bolivar, critique et adversaire de l'esprit philosophique du Siècle des lumières », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 402-403. L'écrivain colombien Gabriel García Márquez soutient cette affirmation dans son roman *El general en su laberinto*, op. cit., p. 130. Il écrit : « *Las oligarquías de cada país, que en la Nueva Granada estaban representadas por los santanderistas y por el mismo santander habían declarado la guerra a muerte contra la idea de la integridad, porque era contraria a los privilegios locales de las grandes familias.* »

avait été élaborée pour créer au sein de ces nations les éléments nécessaires à leur survie à savoir : la justice, la stabilité politique et l'unité. Dans son plan d'unification, il comptait sur son adoption pour créer la Fédération des Andes qu'il avait envisagée après l'échec de Panama. Corroborant ce point de vue, John Lynch déclare :

*« Consideraba que “todos recibirán esta constitución como el arca de la alianza y como la transacción de la Europa con la América, del ejército con el pueblo, de la democracia con la aristocracia y del imperio con la república”. Y declaraba que en ellas “están reunidos todos los encantos de la federación, toda la solidez del gobierno central y toda la estabilidad de los gobiernos monárquicos.”*⁸⁷⁴

Cependant, bien qu'adoptée par la Bolivie et le Pérou pendant le temps où l'autorité de Bolivar était suffisante pour assurer la stabilité politique, I. L. Aguirre constate qu'elle ne connut pas un enthousiasme en Colombie où les santanderistes avaient carrément marqué leur opposition.⁸⁷⁵ Mais le problème essentiel de la déconvenue subi par Bolivar, est bien, de l'avis de Victor-L. Tapié, la persistance de la tradition monarchique dans les sociétés hispano-américaines.

« L'Amérique espagnole n'avait d'autre tradition que monarchique, écrit-il. Elle se distinguait des colonies anglaises, qui par leur peuplement et leurs mœurs étaient, de longue date, virtuellement républicaines. Elles avaient été imprégnées d'idées protestantes, libérales et de libre examen. Sous un climat tempéré, elles avaient en général donné la première place aux commerçants et pris l'habitude de ces conseils de représentants, où les intérêts étaient discutés en commun et harmonisés par le débat. Dans les colonies ibériques, au contraire, le système espagnol avait établi la

⁸⁷⁴ John Lynch, op. cit., p. 281.

⁸⁷⁵ I. L. Aguirre, op. cit., p. 471-479. Nous retiendrons l'affirmation de Santander que Aguirre rapporte: « Yo le dije en el camino de La Mesa, que la presidencia vitalicia y la vice-presidencia hereditaria eran los puntos en que disentían los patriotas ilustres pero que sólo para que usted la ejerciera y sólo por la vida de usted podría pasar la presidencia vitalicia ; mas vicepresidencia hereditaria... jamás. », p. 478.

*prépondérance de la religion catholique, hiérarchisée et virtuellement monarchique. »*⁸⁷⁶

Cette impression est confirmée par German Damas Carreras qui, prenant l'exemple de la société vénézuélienne, déclare :

*« La sociedad venezolana, en su totalidad hasta el momento de iniciarse la ruptura del nexo colonial, y en magnitudes decrecientes a medida que avanzaba el siglo, fue monárquica, es decir que se basaba en el principio de legitimación del poder constituido por relación muy directa entre poder del rey y del Dios. »*⁸⁷⁷

La persistance de la tradition monarchique explique deux faits : les appels adressés à Bolivar pour porter la couronne d'Empereur ou à la maison royale d'Espagne pour donner des princes aux Nouveaux Etats, et l'échec de la Fédération des Andes. Par ailleurs, avec E. V. Posada, elle pose la question de la capacité des hispano-américains à réaliser un projet d'unité continentale.⁸⁷⁸

⁸⁷⁶ Victor-L. Tapié, op. cit., p. 49.

⁸⁷⁷ German Damas Carreras, « Bolivar y el proyecto venezolano », in *Cahier des Amériques*, op. cit., p. 165.

⁸⁷⁸ « Pendant son absence (Bolivar), la situation se compliqua, du fait des initiatives de ses partisans qui ne voyaient pas sans inquiétude arriver la date de la convocation du Congrès, à la fin de la dictature, et concurrent, en accord avec des agents français et le ministre Campbell, le projet d'affermir le gouvernement en le transformant en monarchie. La formule envisagée faisait de Bolivar le régent d'un royaume jusqu'à sa mort, date à laquelle un prince européen serait monté sur le trône. Oui, mais quel prince ? un Français, les amis du Libertador en étaient partisans, en raison de la similitude des religions. (...). Mais l'affaire s'ébruait et Paez, décidé à devenir président de la République du Venezuela, en fit le thème d'une odieuse campagne contre le Libertador. » C'est de cette façon que Gilette Saura explique l'esprit monarchique en Amérique espagnole et sa place dans le processus de dissolution des ex-colonies. Gilette Saura, op. cit., p. 484. John Lynch pouvait donc dire que du fait que la Constitution bolivienne avait peu d'adhérents, du coup la fédération des Andes en vue devenait inacceptable voire irréalisable comme le vice-président de la Colombie, Santander pouvait le dire de façon ironique : « me parece un poco impracticable. », op. cit., p. 249.

C- L'unité en Amérique latine, un rêve prématuré ?

1- Absence d'une culture d'unité

L'idée selon laquelle l'échec de l'unité en Amérique latine serait le fait d'une décolonisation prématurée a été ébauchée par le péruvien José Matos Mar lorsqu'il examinait les mouvements d'indépendance qui ont éclaté sur l'ensemble du continent. D'emblée, Il considère que les peuples d'« Amérique latine » n'étaient pas encore mûres pour prendre en main leur propre avenir par le biais de l'indépendance encore moins, jeter les bases de véritables nations ; avant de préciser :

« (...) tres cuartas partes de la población india del Perú peleó al lado de los españoles, contra los ejércitos de liberación. En este momento hay todavía vastos sectores de la población del Perú que no participaban de las decisiones porque son analfabetas, porque están marginados. Se puede hablar de nación peruana ? Yo creo que este es el drama de América Latina. En estos momentos hay muchas sociedades de América Latina que no son naciones, y por consiguiente, carecen de identidad nacional, y esto afecta el problema de la identidad nacional para toda América Latina. »⁸⁷⁹

Récupérant la dernière phrase de la pensée de José Matos Mar, E. V. Posada pense que c'est cela même qui permet de comprendre pourquoi jusqu'aujourd'hui l'Amérique Latine n'est pas encore arrivée à former un bloc fort. *« Un elemento que explica el fracaso del primer proyecto integracionista que tuvo América Latina, dit-il, es el aislamiento de los criollos americanos durante siglos, que les mantuvo en la ignorancia de unos y otros, a pesar de compartir una misma lengua, religión, educación y costumbres ; esto repercutió en la falta de solidaridad al negociar un tratado de unión y confederación. »⁸⁸⁰*

Cet aspect du problème, l'absence d'identité nationale et son impact sur le processus d'unification en Amérique après l'indépendance, est aussi soutenu par l'argentin Marcelo Cavarozzi de la façon suivante :

⁸⁷⁹ José Matos Mar, cité par Edgard Vieira Posada, op. cit., p. 62.

⁸⁸⁰ Ibidem.

« La conformación del modelo latinoamericano de sociedad, y éste es un punto que se debe subrayar, generó un reforzamiento de la desvinculación entre las sociedades nacionales de América Latina. Este, de todos modos, no era un fenómeno novedoso ; la región ya se había caracterizado por el aislamiento recíproco y la ausencia de contactos durante la etapa colonial y, en cierta medida también, en las primeras seis o siete décadas del siglo XIX. [...] En las postrimerías del siglo XVIII las colonias españolas y portuguesas de América del Sur estaban aisladas entre sí y sólo marginalmente conectadas al emergente sistema mundial articulado en torno al comercio británico. Durante el “largo hiato”, es decir, el medio siglo que siguió a las guerras civiles de la independencia, el aislamiento se profundizó al fracasar la mayoría de los proyectos de construcción nacional, a excepción de los de Chile y Paraguay y sucumbir la totalidad de los intentos confederacionales que emergieron de la Gran Colombia hasta el Río de la Plata. »⁸⁸¹

Pour T. Wyrwa qui ne dit pas le contraire, les populations indigènes étant, pour la plupart restées indifférentes à la cause de l'indépendance car, ne connaissant pas d'autre gouvernement que celui du pouvoir absolu exercé par les mandataires de la couronne, elles ne pouvaient aspirer à un nouveau régime dont elles ignoraient les avantages. Pour les englober dans la vie politique et leur donner de jouer leur rôle dans l'unification du continent, selon T. Wyrwa, la solution aurait été de changer avant tout la structure socio-économique de la colonie.⁸⁸² Or, à l'issue de l'indépendance, l'administration espagnole fut remplacée par celle des créoles qui précisément, avait accumulé pendant la colonie des richesses importantes, notamment les terres, y établissant le féodalisme agraire. Ces derniers, après avoir pris le pouvoir, préférèrent laisser la structure économique intacte, s'opposant à tout changement qui aurait pu atteindre leurs fortunes.⁸⁸³ Ce qui n'était pas sans conséquence sur le plan socio-

⁸⁸¹ Ibidem, p. 63.

⁸⁸² Ce que Simon Bolivar ayant bien compris, défendit devant le Congrès national d'Angostura, lorsqu'il appela à des réformes : « pour tirer notre république naissante de cette confusion pouvait-il dire, toutes nos facultés ne seraient suffisantes si nous ne fondions en un tout les masses de notre peuple, si nous n'unifions le gouvernement, la législation et l'esprit de la nation. » Simon Bolivar, « Discours d'Angostura » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 255.

⁸⁸³ T. Wyrwa, op. cit., p. 85.

politique où, selon E. V. Posada, la concentration des richesses nationales par les créoles et les conflits raciaux contribuèrent à l'élaboration de politique d'exclusion et au développement de l'anarchie.⁸⁸⁴

Il va de soi comme cet exposé le montre, que si « *l'Amérique n'était pas prête à se détacher de la métropole quand elle le fit soudain (...)* »⁸⁸⁵, elle n'était pas non plus prête quand soudain, elle fut invitée par son *Libertador* à fonder une confédération ou Ligue de nations. C'est en tout cas le point de vue de Pierre Chaunu qui pense que l'appel à l'unité n'était pas venu à son heure.⁸⁸⁶ Et il faut croire avec T. Wyrwa, que le morcellement de l'Amérique de Bolivar était aussi dû à une absence de culture politique.

2- Absence de culture politique en Amérique latine au temps colonial :

Sur ce sujet, c'est par une constatation que Tadeusz Wyrwa pose le problème :

*« Au cours de la colonisation espagnole, écrit-il, il n'y avait dans les pays latino-américains ni partis politiques, ni aucune autre institution qui auraient permis aux peuples d'exprimer leurs opinions. Le centralisme métropolitain ne favorisa pas l'éducation politique. »*⁸⁸⁷

Affirmation d'autant plus vraie que chaque fois qu'il lui est arrivé d'examiner le problème politique en Amérique, Simon Bolivar non plus n'a manqué de faire la même constatation. Retenons cette phrase importante dans la longue liste des plaintes qu'il a énuméré dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque* : « (...) nous en étions, pour ainsi dire, absents pour tout ce qui était de la science du gouvernement de l'administration de l'Etat. »⁸⁸⁸

⁸⁸⁴ Dans ce même ordre d'idée le vénézuélien Demetrio Boersner pouvait écrire : « *Las ideas del Libertador, geniales y hermosas, carecían de base de sustentación en la sociedad latinoamericana. Tanto la creación de gobiernos liberales y estables, basados en la soberanía del pueblo como la eventual unidad o confederación latinoamericana, habrían requerido la existencia de capas medias y populares concientes* », cité par E. V. Posada, op. cit., p. 66.

⁸⁸⁵ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque » in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 198.

⁸⁸⁶ Pierre Chaunu, *Histoire de l'Amérique Latine*, op. cit., p. 79.

⁸⁸⁷ T. Wyrwa, op. cit., p. 85.

⁸⁸⁸ Simon Bolivar, « Lettre à un habitant de la Jamaïque », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 198.

Il en résulte que « les américains ont fait irruption, sans connaissances préalables et, ce qui est plus regrettable, sans la pratique des affaires publiques, sur la scène du monde, pour y jouer les rôles éminents de législateurs du Trésor public, de diplomate, de général, et pour y représenter les pouvoirs suprêmes et subalternes qui forment la hiérarchie d'un Etat régulièrement constitué. »⁸⁸⁹

Or reprenant le pouvoir des Espagnols, les américains devaient affronter des problèmes dont les solutions dépassaient leur capacité pris individuellement. Etant dépourvus de toute culture d'unité, n'ayant pas appris à exercer le pouvoir par l'intermédiaire de partis qui n'avaient jamais existé, lorsque ces partis apparurent après l'émancipation, ils n'exprimaient pas la volonté du peuple mais uniquement celle d'un caudillo. De plus leurs activités tournaient autour d'une personne et non d'un programme commun. C'est ainsi que T. Wyrwa explique le conflit entre partisans d'une « Amérique latine » indépendante dans un cadre continental et leurs opposants.⁸⁹⁰ Une idée que des auteurs comme Manuel Moreno Fraginals, Demetrio Boersner, Manfred Kossok, Michael Zeuske Jr. et E. V. Posada ont présenté sous un autre angle, celui du facteur militaire.

3- Le facteur militaire dans la dissolution de l'Amérique espagnole

Pour ces auteurs, une autre des causes de l'effondrement de l'unité en « Amérique latine » est bel et bien l'émergence de l'armée dans la vie publique des ex-colonies.

« Igualmente, écrit E. V. Posada, faltaron las estructuras administrativas y territoriales que hubiesen permitido canalizar el interés del poder, más crudamente, la sed de poder de quienes acababan de participar en las luchas de independencia hacia esa confederación sugerida por Bolívar. Las estructuras en pie, las estructuras existentes cuando termina la guerra, son estructuras políticas militares, para las que es difícil ejercer acciones territoriales coordinadas; esto las lleva a la mera búsqueda de la satisfacción de ambiciones personales que responden exclusivamente a intereses localistas y regionales. »⁸⁹¹

⁸⁸⁹ Ibidem, p. 198.

⁸⁹⁰ T. Wyrwa, op. cit., p. 87.

⁸⁹¹ E. V. Posada, op. cit., p. 62-63.

Mais pour Manfred Kossok et Michael Zeuske Jr., le problème de l'armée trouve ses racines historiques dans la politique menée par les Bourbons bien avant l'indépendance. Selon leur lecture, lorsque le monarque espagnol prenait l'initiative de réprimer les révoltes urbaines ou paysannes, de façon consciente ou inconsciente, il renforçait le pouvoir de l'élément militaire déjà très présent au niveau local, par le développement des milices. Dans son carnet de Voyage en Amérique équinoxiale, Alexander Von Humboldt faisait déjà remarquer que :

«En Perú, de un cuerpo de 50 000 hombres, ha sido estructurada una milicia. Sin embargo, todo esto no ha pasado de ser un proyecto. Hay más de 1200 ciudadanos vestidos con uniformes de oficiales que se tratan recíprocamente de « señor ». Pero los soldados no portan más que fusiles de madera, no disponen de la más mínima instrucción militar y, probablemente, no poseen más de 4000 armas. Todo esto no es más que fusiles una ridícula comedia, desventajosa en el estado actual del servicio público, porque, con las posiciones militares, crecieron las liberaciones de la jurisdicción (civil). En el nivel actual, las milicias no prestan ninguna utilidad y no representan ningún peligro. Con una mayor disciplina y mejor armamento, podrían llegar a representar, pienso yo, muy dañinas para el rey de España. Este no le ha necesitado nunca para la defensa, puesto que nadie en el interior de los países necesita temer algún tipo de ataques provenientes de alguna nación europea. Si se trata de cuestión de la insurrección popular, de levantamiento, entonces cualquiera comprende que una milicia nacional bien disciplinada sería la primera en convertir la insurrección popular en algo realmente serio. »⁸⁹²

La carrière militaire elle-même dans l'Amérique coloniale était pour les descendants de l'aristocratie créole la seule voie d'ascension sociale, bloquée qu'elle était dans les autres paramètres, par les Espagnols péninsulaires. L'ouverture de la crise avec l'Espagne ne fit pas moins qu'impliquer davantage l'armée dans les actes de la vie nationale. C'est ce que Manfred Kossok, Michael Zeuske Jr., défendent quand ils expliquent qu'en plus des mouvements patriotiques constitués au début de la crise, « *los elementos democráticos presentes en la Independencia se concentraban preferentemente y de la manera más clara en*

⁸⁹² Cité par Manfred Kossok, Michael Zeuske Jr., op. cit., p. 399.

*el ejército. El ejército representaba la única institución realmente democrática en el sentido más amplio de la palabra »*⁸⁹³ avant de poursuivre :

*« En el período de la Independencia, el ejército se transformó en un “laboratorio social” en la misma medida que permitió a parte de sus elementos el acceso a la nueva clase dominante. »*⁸⁹⁴

Magnus Mörner soutient cette thèse. A l’instar des commerçants, de l’Eglise, des propriétaires terriens, des personnels de l’administration publique, il considère l’armée comme un élément de la stratification sociale de l’Amérique post-coloniale.⁸⁹⁵ Dans un tel contexte socio-historique, le cubain Manuel Moreno Fraginals et le vénézuélien Demetrio Boersner tirent la conclusion suivante :

Moreno : « (...) el hecho de que América Latina estuviese organizada militarmente, y que estas oligarquías criollas tuviesen este dominio militar, va a resultar en dos cosas : primero, que ellas toman el poder a través de la guerra, pero que una vez tomado el poder la realización política requiere unas estructuras administrativas y de comunicación, y las únicas vías para ejercer ese poder, eran las antiguas estructuras políticas militares (...) es obvio que las oligarquías militares de las distintas zonas tenían un objetivo particular del dominio del poder en sus zonas particulares. »

Boersner : « Los generales de los ejércitos de la independencia constituían un factor decisivo de feudalización. Recios a entregar el poder que sus armas les habían dado, los generales se convirtieron en árbitros de la políticas y en amos de la tierra. Cada caudillo regional, militar y

⁸⁹³ Ibidem, p. 400.

⁸⁹⁴ Ibidem, p. 400-401.

⁸⁹⁵ « Los oficiales militares forman otro grupo de alto interés en su relación con la estratificación y la movilidad social. Ya se sabe muy bien que muchos de los líderes de la Gesta Emancipadora, incluso el mismo Simón Bolívar, habían recibido sus primeros ejercicios en el uso de las armas, en las milicias del Rey. (p. 6.). ... Marchena saca la conclusión de que en gran parte, en el curso de las Guerras de Independencia este ejército de Dotación se transformaría en ejércitos nacionales defendiendo los intereses de las clases dominantes criollas. (p. 7.) » Magnus Mörner, « Padrones de estratificación en los países bolivarianos durante la época del libertador », in *Cahier des Amériques Latines*, op. cit., p. 6.

*latifundista, constituía un factor centrífugo, destructor de la unidad de las naciones latinoamericanas y de la unidad del continente. »*⁸⁹⁶

S'appuyant sur le fait que la démocratie à la Simon Bolivar telle que décrite dans la Constitution Bolivienne reposait sur la souveraineté du peuple, ce qui implique, après la guerre, l'élimination et la fin des privilèges des classes, François Chevalier aboutit aux mêmes conclusions : « *Comment les clans familiaux, les communautés urbaines ou villageoises et leurs cabildos municipaux, tous les corps grands et petits, et le premier d'entre eux, l'Eglise, auraient accepté sans résistance et sans heurts leur élimination sociale et politique au nom d'une grande Patrie fondée sur la souveraineté d'un peuple de citoyens comme "l'unique autorité légitime des nations ?"* » dit-il. »⁸⁹⁷ De là l'opposition à Bolivar, suspendu au jeu des puissances étrangères.

D- Le jeu des puissances étrangères

Le rôle joué par les Puissances étrangères dans le processus de dissolution de l'unité en Amérique espagnole est diversement apprécié par les historiens (E. V. Posada, Charles Lancha, Tulio Halperin Donghi, Pierre Chaunu par exemple). Certes, depuis le début de la crise, des puissances européennes comme l'Angleterre, la France, suivant le rythme des bouleversements en Europe n'ont pas manqué d'intervenir, explicitement ou implicitement, au gré de leurs intérêts, dans les affaires intérieures de l'hémisphère américain. A l'instar de l'Europe, selon l'observation que E. V. Posada a faite, les Etats-Unis qui avaient ouvert le cycle des révolutions dans l'hémisphère, non plus n'ont manqué de se montrer intéresser aux événements qui avaient cour dans la région. Posada justifie son point de vue en s'appuyant sur le message du président Monroe adressé au Congrès Américain en 1817. Ce dernier réitérait que les Etats-Unis

« (...) han mantenido una neutralidad imparcial, sin dar ayuda a ninguna de las partes (...). Han considerado la contienda no como una insurrección

⁸⁹⁶ Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 63.

⁸⁹⁷ François Chevalier, op. cit., p. 159.

*o rebelión ordinaria, sino como una guerra civil entre dos facciones acreedoras a iguales derechos de parte de las naciones neutrales. »*⁸⁹⁸

Tulio Halperin Donghi pouvait commenter le jeu des puissances étrangères en Amérique espagnole de la façon suivante : « *Desde el comienzo de su vida independiente, esta parte del planeta parecía ofrecer un campo privilegiado para la lucha entre nuevos aspirantes a la hegemonía.* »⁸⁹⁹

Selon Magnus Mörner⁹⁰⁰, la présence de ces Puissances dans le continent était motivée par leur désir d'étendre leurs activités commerciales, clandestines au moment du monopole espagnol, à présent ouvertes à l'heure où les colonies ont obtenu leur indépendance. La course pour l'obtention de nouveaux débouchés ou disons, pour imposer leur hégémonie économique dans l'hémisphère ne diffère pas de la détermination à s'imposer politiquement. L'intérêt économique en quelque sorte va déterminer la politique étrangère de chacune de ces nations vis-à-vis de l'autre et vis-à-vis de l'Amérique espagnole. C'est dans ce contexte que dès 1823, les Nord-américains jusque là ayant déclaré leur neutralité dans le conflit qui opposait l'Ancien au Nouveau Monde, par la déclaration devenue célèbre sous le nom de *doctrine de Monroe*, affichent clairement leur intention de ne laisser aucune Puissance européenne

⁸⁹⁸ Rivas Moreno, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 40. Selon Posada, la neutralité clamée par les Etats-Unis était en fait une déclaration de façade. Puisque dans les coulisses, la même année, deux navires Nord-américains chargés de matériels militaires destinés aux Espagnols furent capturés sur les côtes vénézuéliennes. La Lettre de Simon Bolivar daté du 29 juin 1818 au diplomate Nord-américain Irvine que nous reproduisons, rend parfaitement compte de la duplicité de cette nation. « (...) *ciudadanos americanos que olvidando lo que se debe a la fraternidad, a la amistad y a los principios liberales que seguimos, han intentado y ejecutado burlar el bloqueo y el sitio de las plazas de Guayana y Angostura, para dar armas a uno verdugos y para alimentar a unos tigres, que por tres siglos han derramado la mayor parte de la sangre americana. La sangre de sus propios hermanos... no son neutrales los que prestan armas y municiones de boca y guerra a unas plazas sitiadas y legalmente bloqueadas* ». Rivas Moreno cité par E. V. Posada, Ibidem.

⁸⁹⁹ Tulio Halperin Donghi, *Historia contemporánea de América latina*, Madrid, Alianza Editorial, Segunda edición, 1970, p. 152.

⁹⁰⁰ Cette présence était tellement forte que l'auteur note qu'au moment de la fragmentation du continent en 1830 « *prácticamente todas las principales casas de comercio en los países bolivarianos eran británicas, francesas, estadounidenses o alemanes.* » Magnus Mörner, « Padrones de estratificación en los países bolivarianos durante la época del libertador », in *Cahier des Amériques Latines*, op. cit., p. 6. Cependant, d'accord avec Tulio Halperin Donghi, les nations les plus influentes du moment étaient bien les anglais, les Nord-américains et les Français.

s'étendre à toute portion de l'un ou l'autre du continent. Eugène Pépin qui a étudié les fondements de cette doctrine, note que l'enthousiasme qu'elle a suscité dans les jeunes Républiques fut de courte durée dans la mesure où, dès l'invitation au Congrès de Panama, et surtout plus tard, à la suite d'applications, d'interprétations et d'extensions dues à certains hommes d'Etat américains, elle va passer de manifestation de solidarité continentale en malheur pour les ex-colonies espagnoles.⁹⁰¹ Par rapport à l'échec même du Congrès de Panama qu'Eugène Pépin ne compte pas parmi les premières manifestations du « panaméricanisme », la conséquence de la déclaration de Monroe a été le refus par le Congrès des Etats-Unis de toute continentalisation de la doctrine de Monroë.

*« (...) le Président Adams, auteur de la doctrine de Monroe comme Secrétaire d'Etat, écrit-il, aurait peut-être coopéré sincèrement au succès de la conférence ; mais le Congrès se méfie de cette solidarité continentale prônée par Bolivar (...). »*⁹⁰²

Cette méfiance des Etats-Unis à l'égard de la réunion de Panama et, particulièrement, de la confédération recherchée par Bolivar est interprétée par Rivas Moreno de la façon suivante :

« Los Estados Unidos se apoyaban en la simpatía de Santander a su gobierno, y del franco apoyo que este manifestaba a la política norteamericana para mantener una doble y mendaz posición : por una parte, desarrollaban su pugna económica con Inglaterra, y por la otra, rompían la unidad del pensamiento hispanoamericano de Bolívar, intrigando frente a Santander, el presidente de la Gran Colombia. Bolívar fue la unidad de la Gran Colombia. Lo cierto es que, antes de un año de la muerte del Libertador, Venezuela se retiró de la unión. El rompimiento de esta fraternidad fue azuzado y mantenido por los Estados Unidos. Bajo la calumnia subterránea de que Bolivar quería implantar un príncipe europeo

⁹⁰¹ Eugène Pépin, op. cit., p. 19-22. E. V. Posada a déterminé chez les Nord-américains trois réactions qui ont contribué à briser le rêve de l'unité en Amérique espagnole : La fausse neutralité affichée lors de la lutte de libération, le discours du président Monroe qui plaçait le continent sous la tutelle des Etats-Unis et les diverses intrigues menées pour saboter le Congrès de Panama. E. V. Posada, op. cit., p. 41.

⁹⁰² Ibidem, p. 23.

en la América Hispana ; que Bolívar deseaba coronarse emperador ; que la constitución boliviana era el mejor ejemplo de las pretensiones de Bolívar ; que la posición del Libertador ante el Congreso del Perú en 1826 era hipócrita, etc... los representantes diplomáticos de Norteamérica jugaron un papel fundamental en la división política de la Gran Colombia. »⁹⁰³

Eugène Pépin, conclut que c'est ce qui certainement a brisé le mouvement vers l'unité qu'il considère comme une « *démonstration hispano-américaine, et même restreinte.* »⁹⁰⁴

A propos de cette conférence dont une invitation adressée par les soins de la diplomatie de Bolivar à l'Angleterre qui, située du fait de sa puissance et de sa politique entre l'Ancien et le Nouveau Monde, s'intéresse sans doute plus que tout autre Etat au maintien de l'équilibre entre l'une et l'autre, il est curieux de noter avec Tulio Halperin Donghi, que cette nation ne paraisse pas avoir joué un rôle dans l'échec du rêve bolivarien.

« Contra los que quieren reconstrucciones históricas demasiado fantasiosas, déclare-t-il, Inglaterra no tenía motivo para temer la creación parecía de unidades políticas más vastas, que ofrecieran a su penetración comercial áreas más sólidamente pacificadas, tenía en cambio motivos sobrados para temer que esos proyectos fuesen irrealizables, que su último fruto fuese la anulación de los esfuerzos por imponer algún orden a las unidades más pequeñas en que espontáneamente se había organizado la hispanoamérica postrevolucionaria. »⁹⁰⁵

Mais pour Pierre Chaunu qui n'est pas du tout de cet avis, « *l'hostilité déclarée de l'Angleterre qui ne tenait pas à voir se constituer, sous la forme d'une grande unité politique, une puissance susceptible de lui imposer dans ses relations commerciales des conditions d'égal à égal, la méfiance des Etats-Unis qui refusèrent d'accorder tout pouvoir à leurs délégués (...)* »⁹⁰⁶ étaient autant de raison d'échec pour une tentative qui à son avis n'était pas venue à son heure. Les conflits entre nations américaines indépendantes qui éclatent aux

⁹⁰³ Rivas Moreno, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 41.

⁹⁰⁴ Eugène Pépin, op. cit., p. 25.

⁹⁰⁵ Tulio Halperin Donghi, op. cit., p. 156.

⁹⁰⁶ Pierre Chaunu, *Histoire de l'Amérique Latine*, Paris, PUF, 15^{ème} édition mis à jour, collection « Que sais-je ? », 2003, p. 79.

lendemain de l'échec du Congrès de Panama semblent conforter Pierre Chaunu dans sa position.

E- Panama. L'échec de Bolivar, le triomphe du morcellement

Sur l'initiative de Bolivar, le Congrès de Panama dont nous avons longuement parlé dans les pages précédentes est aux yeux de Pierre Chaunu, « *la tentative la plus sérieuse pour mettre sur pied une solidarité interaméricaine.* »⁹⁰⁷ Les guerres de l'indépendance avaient provoqué l'éclatement de l'Amérique espagnole et donné naissance à plusieurs Républiques. Bolivar qui gouvernait un grand nombre d'entre elles (Venezuela, Colombie, Pérou, Bolivie) tenta de réaliser l'unité de l'Amérique républicaine en face de l'Europe monarchique toujours menaçante. Les Etats américains qui furent convoqués à la conférence ne purent s'entendre sur un programme commun, susceptible, par rapport à l'extérieur, de les repositionner dans la sphère des relations internationales ; vis-à-vis d'eux-mêmes, d'aboutir à la Confédération rêvée par Simon Bolivar. A propos de l'échec des pourparlers de Panama, Francisco Cuevas Cancino pense que le tort revient aux hispano-américains eux-mêmes :

*« El fracaso del Congreso de Panamá se debió a las mismas repúblicas hispano-americanas : a las que se opusieron a la reunión, a las que pretendieron ignorar los inmensos servicios que Bolívar había prestado a la causa de América ; a las que mañosamente, impulsaron la máquina hasta extremos que desvirtuaban el original propósito. »*⁹⁰⁸

Pour Pedro Gual qui représentait la Colombie à la Conférence, l'échec de la Conférence de Panamá vient du fait que le régionalisme prédomina sur le continentalisme. Dans le rapport qu'il adresse à l'ambassadeur de Colombie, il déclare :

*« Prevemos, por tanto, dificultades insuperables en el curso de estas negociaciones, dimanadas principalmente de consideraciones locales, de egoísmo, de recelos y de desconfianzas pueriles inherentes a nuestro antiguo estado colonial »*⁹⁰⁹

⁹⁰⁷ Ibidem, p. 79.

⁹⁰⁸ Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 54.

⁹⁰⁹ Daniel O'Leary, cité par E. V. Posada, op. cit., p. 54.

Un peu plus tard, dans un courrier écrit le 22 mai 1827 adressé au secrétaire des Relations extérieures de Colombie, il pose de façon plus précise le problème qui se pose à l'Amérique espagnole indépendante :

« Es una completa calamidad para los Estados de américa antes españolas que al tiempo de crearse la institución más hermosa que se vio jamás, una institución que iba a consolidar para siempre su existencia política, se haya puesto la mayor parte de ellos en una confusión horrorosa. Buenos Aires lucha actualmente con un vecino obstinado que difícilmente reconocerá los derechos de aquella república a la banda oriental, y sin ésta, es imposible que continúe existiendo como nación. Chile no ha podido reorganizarse, y en el día es un campo donde se discuten acaloradamente todas las teorías de gobierno. La existencia de Bolivia es demasiado precaria ; se ignora hasta qué punto conducirán al Perú las pasiones y el sibaritismo ; Colombia ha hecho pérdidas inmensas en lo interior y exterior ; centro América está siendo víctima de sus guerras intestinas entre San Salvador y Guatemala, y este país (México), aunque aparentemente tranquilo, va caminando rápidamente a su descomposición por los abusos de los que están encargados de sus destinos. »⁹¹⁰

Laissant de côté les crises internes à chaque pays dont l'exemple de la Grande-Colombie que nous avons étudié nous a donné un pâle reflet, un conflit hégémonique et un désaccord sur les limites territoriales de chaque pays sont, selon les propos d'E. V. Posada, le véritable os dans la gorge des participants de Panamá. Selon ses explications, un pays comme le Pérou craignait d'adhérer à un pacte d'union dans lequel son voisin qui l'avait aidé à se libérer et, qui maintenait encore ses troupes sur son territoire, ne lui dame le pion. C'est ce qui aux yeux de Posada explique pourquoi le Pérou n'ait pas ratifié le Traité à la fin de la Conférence. Quant à la question des frontières que Francisco Cuevas Cancino considère comme le problème le plus urgent,⁹¹¹ elle ne trouva pas de solution à Panama parce que :

⁹¹⁰ Cité par E. V. Posada, op. cit., p. 55.

⁹¹¹ « Los problemas inmediatos y urgentes se dejaron de lado : nadie quiere tocar el tema de fronteras, ni tampoco discutir los medios que pudieran ponerse en las nuevas naciones, écrit-il. » Ibidem, p. 54.

*« no se mantuvo la referencia a la doctrina del Uti possidetis juris sobre límites existentes en 1810 en el momento de iniciar los procesos de independencia, sino que se le remplazó con el artículo 22 del Tratado, según el cual se garantiza la integridad territorial, ‘luego que en virtud de las convenciones particulares y que se celebren entre sí, se hayan demarcado y fijado sus límites respectivos, cuya conservación se pondrá entonces bajo la protección de la Confederación. »*⁹¹²

De ce point de vue, il en résulte que rien ne fut définit sur la question épineuse des frontières. Ce qui de l’avis de Posada, ne pouvait que contribuer au morcellement du continent via des conflits régionaux sur des revendications de telle ou telle portion de terre.⁹¹³

En somme, la Conférence de Panama sur laquelle reposait l’espoir d’une Amérique espagnole libre et unie, fut animée par des Etats présentant par leurs contradictions idéologiques, des signes notoires qui présageaient leur démembrement. Qu’en est-il de l’Afrique.

II- L’exemple de l’Afrique

Comme le fait remarquer Philippe Decraene, les obstacles à la réalisation des projets panafricains sont nombreux et seront, pour la plupart, difficiles à vaincre. Ils relèvent à la fois des domaines politique, économique, culturel et sociologique.⁹¹⁴ Cette impression est soutenue par le Président sénégalais L. S. Senghor qui, citant pêle-mêle les difficultés que

⁹¹² Ibidem, p. 53. Le débat sur le tracé des frontières fut houleux durant la Conférence ainsi que le témoigne le représentant de la Colombie : *« La delegación de Centroamérica aducía al instante sus derechos sobre la Provincia de Chiapa contra México y sobre la costa de Mosquitia contra Colombia. La del Perú protestaba que ella no podía hablar una sola sílaba sobre la materia, porque su gobierno se la había expresamente reservado. La de México sostenía viva y firmemente la incorporación de Chiapa y aun llegó a anunciar que, tal vez, el congreso había decretado ya la posesión por la fuerza del cantón de aquella provincia que había pertenecido a la Unión del Centro. »* Ibidem.

⁹¹³ Entre 1825-1830 date de la mort de Bolivar, E. V. Posada dénombre deux guerres entre nations sœurs : *« El conflicto entre Argentina y Brasil (1826-1830) por la posesión de la banda oriental (Uruguay), que apenas se erigía en nación independiente en 1830. (...) Conflicto entre Colombia y Perú en 1828. »* E. V. Posada op. cit., p. 64.

⁹¹⁴ Philippe Decraene, op. cit., p. 86.

connaissent les Africains à mettre en commun leur sentiment pour l'Afrique déclare devant l'ambassadeur du Congo-Kinshasa sur un ton pessimiste que:

« (...) l'unité africaine n'est pas pour demain... Elle ne peut être réalisée que si, auparavant, nous arrivons à vaincre les haines tribales, les micro-nationalismes, les courses aux leaderships, toutes les divisions que nous avons héritées du colonisateur d'hier. Nous le savons, l'unité africaine ne se fera pas tant que les Etats africains n'auront pas accepté de se traiter en amis, et non en adversaires, en égaux et non en satellites. »⁹¹⁵

Examinons quelques-unes d'entre elles.

A- Unité régionale et micro-nationalismes versus unité continentale

L'idée de Kwame Nkrumah concernant les Etats-Unis d'Afrique a divisé les leaders africains réunis à Addis-Abeba à l'occasion de la création de l'Organisation de l'unité africaine, en partisans et opposants, chacun défendant sa thèse.

Le rêve des partisans de l'unité africaine à l'échelle continentale, nous le rappelons avec Maurice Gléglé Ahanhanzo, c'est bien la disparition des Etats souverains et indépendants et la formation d'une Fédération Africaine, pour une même Patrie, une nationalité et une citoyenneté communes dans la diversité et l'enrichissement réciproque des cultures nationales, ethniques voire régionales.⁹¹⁶ C'est ce que préconisait Milton Oboté, alors Premier ministre de l'Ouganda, lorsqu'il recommandait l'intégration économique par l'abandon partiel de la souveraineté.

« Quelque plaisir que l'on éprouve à se sentir entièrement maître chez soi, je prétends, déclarait-il, que le moment est venu – il est même dépassé – où les Etats africains indépendants devront renoncer à une partie de leur souveraineté en faveur d'une législature et d'une instance exécutive centrales en Afrique, nantie de pouvoirs spécifiques pour traiter des questions qu'il serait préférable de ne pas laisser au gré des politiques individuelles. Au nombre de ces questions, je citerais la création d'un

⁹¹⁵ Cité par Yves Benot, op. cit., p. 183-184.

⁹¹⁶ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 25.

*marché commun africain, la planification économique à l'échelle continentale, la défense collective, une politique étrangère commune, une Banque de développement commune, une zone monétaire commune et bien d'autres questions encore... »*⁹¹⁷

Bien entendu, selon Lansiné Kaba, c'est Kwame Nkrumah qui adopta la position la plus intégrationniste lorsqu'il lança devant ses pairs réuni à Addis-Abeba en mai 1963 que *« sans sacrifier nécessairement nos diverses souverainetés, petites ou grandes, nous pouvons, ici et dès maintenant, forger une union politique basée sur la communauté de défense, de diplomatie, de citoyenneté, de monnaie et de plan de développement... »*⁹¹⁸

Mais les adversaires de fait de l'unification avaient aussi leurs thèses, *« enfouies souvent – remarque Yves Benot –, sous un masque de rhétorique, mais qui s'exprime parfois. »*⁹¹⁹ Ces derniers justifient leur politique en mettant en avant la construction et la consolidation des nations africaines, tâches qui devraient précéder dans le temps, les unions ou fusions de nations. L'exposé du représentant de la Côte d'Ivoire à la deuxième Conférence des Chefs d'Etats de l'Organisation de l'unité africaine au Caire en 1964, Philippe Yacé, est bien explicite :

*« La solidarité et, en définitive, l'unité africaine ne sauraient résulter que de la somme des unités nationales, car nos jeunes Etats représentent un cadre et des valeurs qu'il serait vain de méconnaître et regrettable de ne pas utiliser. Nous en concluons que toute ingérence d'un pays dans les affaires intérieures d'un autre Etat doit être formellement condamnée et être considérée comme une atteinte caractérisée à notre idéal d'unité africaine. »*⁹²⁰

⁹¹⁷ Cité par Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 28-29.

⁹¹⁸ Cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 173.

⁹¹⁹ Yves Benot, op. cit., p. 182.

⁹²⁰ Ibidem, p. 183. Yacé exprime la pensée même de Félix Houphouët-Boigny qui à l'opposé de Nkrumah, s'érigea en défenseur inconditionnel d'un système fédérale plus souple, progressif c'est-à-dire qui respecte l'intégrité territoriale de ses membres, qui leur donne droit de *« (...) rechercher l'unité (...) à des niveaux plus modestes ; niveau où la puissance des forces d'éclatement peut-être, à la longue, compensée puis dominée par le sentiment des intérêts communs ; niveau où l'action rénovatrice et unificatrice peut être*

Puisque l'accent est mis sur l'édification étatique individuelle et le maintien des différences, la référence finale à l'unité, observe Yves Benot, n'est plus ici qu'un rite verbale. Les unités nationales en cours de formation dans la plupart des cas, ne sont pas des données intangibles. Yacé qui exprime la pensée même de Félix Houphouët-Boigny, s'allie à un autre idéologue, L. S. Senghor, qui, selon ce que rapporte Yves Benot, au retour de la Conférence de mai 1963 à Addis-Abeba vient déclarer à Paris :

*« Je me fais de l'unité africaine la même idée que le général de Gaulle se fait de l'Europe. Il faut faire l'Afrique des patries. Nous sommes en effet trop différents les uns des autres, aussi bien du point de vue de la race que de la culture et de la langue. »*⁹²¹

Pourtant, Senghor lui-même à qui l'imagination idéologique n'a jamais fait défaut, avait avancé un autre point de vue lors d'Addis-Abeba. Il insistait pour la constitution d'ensembles régionaux comme premier stade. Voici ce que Yves Benot rapporte de sa déclaration:

*« Nous le disons à haute-voix : nous sommes pour l'unité africaine et, dans le cadre de celle-ci, pour la constitution de grands ensembles nationaux et régionaux : nous sommes contre toutes les sécessions et balkanisations. »*⁹²²

Bien entendu, Nkrumah y objectait, parce qu'il craignait de voir se constituer des Etats africains, sans doute plus solides qu'aujourd'hui, plus vastes et viables, mais qui n'en seraient pas moins des obstacles à l'unité continentale, parce qu'ils entreraient en conflit ou rivalité les uns avec les autres, à un moment ou à un autre :

« It has been suggested that our approach to unity should be gradual, that it should go piece-meal. This point of view conceives of Africa as a static entity with "frozen" problems which can be eliminated one by one and when all

efficace, parce que les dirigeants demeurent proches de leurs citoyens, parce qu'ils sont connus de presque tous, et parce qu'il peuvent faire accepter des nouveautés qui paraîtraient intolérables, si elles étaient proposées par des étrangers, ou par des africains appartenant à des ethnies lointaines et mal connues. » J. Hie Nea, Le président Houphouët-Boigny et la nation ivoirienne, Abidjan, NEA, 1975, p. 160.

⁹²¹ Ibidem, p. 183.

⁹²² Ibidem, p. 184.

*have been declared then we can come together and say: “ Now all is well. Let us now unite.” This view takes no account of the impact of external pressures. Nor does it takes cognizance of the danger that delay can deepen our isolations and exclusiveness; that it can enlarge our differences and set us drifting further and thurther apart into the net of neo-colonialism, so that our union will become nothing but a fading hope, and the great design of Africa’s full redemption will be lost, perhaps, forever. »*⁹²³

Comme on peut le lire dans son propos, Nkrumah craignait aussi que de tels ensembles régionaux ne restent des regroupements inspirés par telle ou telle puissance occidentale.

B- l’unité africaine et les grandes puissances

1- L’unité africaine face à la bipolarisation du monde

Avec l’avènement des indépendances, l’Afrique s’ouvre aux relations internationales. Dans le contexte de la guerre froide où l’influence du bloc soviétique plane comme une menace, les anciennes puissances coloniales et leurs alliés ne souhaitent pas rater ce nouveau rendez-vous. « *Notre souhait, déclare F. H. Boigny, est que l’Afrique devienne une grande Suisse, dont la neutralité serait garantie par tous.* » Dans la mesure où elle ne veut appartenir à aucun des deux blocs qui ont animé la guerre froide pendant près de vingt ans, nous pourrions, en théorie, dire que l’Afrique libre s’est engagée dans la voie des non-alignés. Mais un tel espoir, dans un tel contexte, est-il possible dans la pratique pour les Etats-Africains fraîchement indépendants ? F. H. Boigny poursuit : « *Mais nous ne sommes pas des enfants, nous savons que le monde est divisé en deux clans et que l’Afrique est au cœur des préoccupations.* » Ce qui est manifeste dans les propos du Président ivoirien, c’est son flair réaliste. Que les Africains aient un penchant pour le jeu de la bascule, c’est incontestable. Il s’agit avant tout d’éviter de prendre tout à fait parti pour l’un ou pour l’autre groupe. Mais cette voie, selon l’ex-président du Conseil des ministres du Sénégal, Mamadou Dia, n’est praticable que pour les pays déjà puissants. « *Elle est aventureuse pour les petits pays* ». ⁹²⁴ L’Afrique ne peut donc pas se départir de la politique des blocs. Elle doit faire son choix,

⁹²³ Kwame Nkrumah, “Address to the Conference of African Heads of State and Government: 24th may 1963” in *Revolutionary Path*, op. cit., p. 243-224.

⁹²⁴ Cité par Guy de Lusignan, op. cit., p. 303.

celui qui garantie son indépendance et l'unité qu'elle recherche. Pour F. H. Boigny dont la citation extraite du livre de Guy de Lusignan est ainsi disséquée, « *Les premiers Etats africains qui ont abouti à l'indépendance* (sous entend le Ghana, la Guinée, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Egypte, en somme, le groupe dit de Casablanca), *ont rejoint le bloc afro-asiatique, celui de Bandoeng qui préfère le neutralisme positif. Nous constatons cependant qu'il suffit de l'écarter pour voir qu'il y a derrière, la Chine et le monde communiste.* »⁹²⁵ Le bon sens voudrait dans une telle situation que le groupe dit des « modérés » de Brazzaville dont Houphouët s'est fait le porte-parole, par conséquent, s'aligne sur le monde occidentale.

Donc, à nouveau, face à la politique des blocs, les Africains se divisent non seulement sur un plan mondial mais aussi et surtout au niveau africain. C'est en tout cas le constat de N. V. Chien qui, analysant la deuxième conférence des pays non-alignés au Caire, en octobre 1964, écrit :

« *Et une fois de plus, la Conférence a été l'occasion d'affrontement entre deux tendances : d'une part, les pro-chinois groupant ceux qui donnent la priorité à l'anti-colonialisme et à la lutte contre le néo-colonialisme et, d'autre part, les pacifistes, partisans d'une coexistence dénuée de toute agressivité à l'égard des grandes puissances.* »⁹²⁶

Mais ce qui est plus important, c'est comme l'a observé Guy de Lusignan, la division du monde non en deux blocs mais en trois blocs, antagonistes, sur le plan économique. Guy de Lusignan explique :

⁹²⁵ « Non-engagement et neutralisme des nouveaux-Etats », communication de Leo Hamon citée par Guy de Lusignan, op. cit., p. 305.

⁹²⁶ N. V. Chien, op. cit., p. 201. L'auteur pouvait donc conclure que les principes du non-alignement, au lieu de contribuer à l'unité ont plutôt divisé les Africains à cause des conceptions différentes. « *Selon les uns, comme Houphouët-Boigny et ses partisans devenus de plus en plus nombreux, les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats doivent être le fondement de la paix et de la coopération entre tous les pays souverains, tandis que selon d'autres africains – Nkrumah par exemple -, l'anti-colonialisme est la base du neutralisme positif.* », Ibidem, p. 204. Par rapport à Nkrumah qui défendait en Afrique l'idée de l'unité continentale, ses relations avec l'U. R. S. S. qui, selon David Rooney, ont même déterminé sa politique économique (le socialisme) pour le Ghana et l'Afrique, est le virage qui a entraîné le naufrage de son combat pour l'unité africaine. David Rooney, op. cit., p. 147-158.

*« Le nationalisme africain s'est exprimé par une révolte politique contre le colonialisme. Le panafricanisme a été l'expression du désir des Africains de prouver leur solidarité continentale, leur indépendance, leur égalité par rapport à celle des autres continents. Le socialisme africain qui s'exprime sur les lèvres des leaders africains veut défendre la cause des Africains démunis. On arrive alors devant une autre situation qui va en l'encontre du neutralisme et du non-alignement : il y a division non pas entre deux blocs mais entre trois si on y ajoute le Tiers-Monde. Puisque chacun des blocs acceptent leurs différences, leurs divergences d'opinion, acceptent d'évoluer chacun dans son propre système économique, social et politique, on arrive à une division en deux grands ensembles. Non plus entre capitalisme et communisme, mais entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, les nations nanties et les nations prolétaires, entre les pays riches et moins riches d'une part et les pays pauvres et plus pauvres de l'autre. »*⁹²⁷

L'Afrique doit alors se définir non pas en faisant un choix entre un groupe et un autre groupe, mais en fonction d'une politique internationale tenant compte de la division entre nantis et prolétaires. Et c'est à ce carrefour qu'une fois encore, les Etats Africains se séparent.

2- L'attachement des dirigeants africains francophones à la France

Avant même l'indépendance, les dirigeants des pays africains francophones ont exprimé leur attachement à la Métropole. *« Notre affection pour la France n'est pas passagère, intéressée et égoïste - déclarait le chef du Gouvernement de la République Centrafricaine -. La France n'est pas une circonscription géographique ni une couleur d'épiderme. C'est une pensée, c'est un sentiment, c'est un idéal commun. C'est vous dire que nos sentiments sont sincères, et quelles que soient nos opinions politiques futures, nous resteront français de cœur, de culture et de civilisation. »*⁹²⁸

⁹²⁷ Guy de Lusignan, op. cit., p. 306.

⁹²⁸ David Dacko, cité par N. V. Chien, op. cit., p. 335.

De son côté, le Président Hamani-Diori écrivait : « *La langue française, sans compter la culture, la monnaie, la technique, est pour l'Afrique d'expression française, un ciment commun.* »⁹²⁹

Pour d'autres africains, la coopération avec la France leur évite la subversion des communistes. H. Mba, premier ministre du Gabon, insiste sur « *la grande entreprise mondiale de subversion dont l'Afrique est actuellement l'enjeu principal* » et « *sur les dangers que nous feront encourir des voisins plus puissants que nous... Ce sont ces considérations qui doivent nous guider dans une attitude de fidélité commune vis-à-vis de la Communauté, de la France et du Général De Gaulle.* »⁹³⁰

Même le Président Sékou-Touré qui devait donner plus tard le « non » de la Guinée au général de Gaulle, exprima son attachement à la France. A la veille du référendum sur la Constitution de la Communauté franco-africaine, il déclarait à Conakry le 25 août 1958, que : « *Nous serons citoyens de cet Etat africain et membres de la Communauté franco-africaine.* »⁹³¹

Résumant leur sentiment envers la France N. V. Chien donne quatre raisons à cette relation étroite : sentimentale, culturelle, économique et politique. Les relations franco-africaines se réalisent dans les traités bilatéraux entre la France, le Marché commun et les pays africains francophones, et de l'autre, dans la création d'une zone franc et dans la francophonie.

Bien entendu, les accords que les pays africains francophones établissent avec l'ancienne Métropole ont été fortement critiqués au niveau international lors de la troisième Conférence de Solidarité des Peuples afro-asiatiques. N. V. Chien rapporte l'exemple de la délégation soviétique qui, selon le texte d'un mémorandum distribué le dernier jour de la Conférence par cette délégation, voit dans le statut d'association des Etats francophones indépendants au Marché Commun comme une forme de colonialisme collectif, « *un des plus dangereux véhicules de néo-capitalisme* »⁹³² qu'il convient de combattre, avec l'aide des pays

⁹²⁹ Ibidem.

⁹³⁰ Ibidem.

⁹³¹ Ibidem.

⁹³² Ibidem., p. 194.

socialistes, de sorte à contrecarrer les nouveaux projets expansionnistes des impérialistes européens.

En Afrique continentale, c'est Kwame Nkrumah, qui, considérant les relations franco-africaines comme une menace à l'unité africaine et une forme de néo-colonialisme s'est érigé en son adversaire au point de dénoncer ses pratiques (la dépendance et la balkanisation) dans deux de ses ouvrages importants : *L'Afrique doit s'unir* et *Le néocolonialisme*.

Parlant des néo-colonisateurs, Nkrumah écrit :

*« Les pays dominateurs qui constituent cette organisation (Grande Bretagne, France, Etats-Unis) sont tous influencés par des considérations financières, industrielles et militaires, qui leur font soutenir en Afrique des régimes qui défendront leurs intérêts »*⁹³³

Et quand il s'est agit de fustiger son fonctionnement, il affirme que le néo-colonialisme

*« (...) agit à couvert, manœuvrant les hommes et les gouvernements, sans être stigmatisé comme une domination politique. Il crée des Etats-clients, indépendants sur le papier mais en réalité, sujets de la puissance même qui est censée leur avoir donné l'indépendance. (...) Ainsi, bien qu'indépendant de nom, ces pays continuent à vivre dans la relation classique de la colonie par rapport à son « patron » métropolitain, autrement dit à produire des matières premières et à lui servir de marchés exclusifs. La seule différence est que, maintenant, cette relation est couverte par un semblant d'aide et de sollicitude [qui est] l'une des formes les plus subtiles du néo-colonialisme. »*⁹³⁴

D'une façon générale, en lieu et place d'un contrôle direct, militaire et politique, les puissances néo-colonialistes utilisent des politiques commerciales, économiques et financières afin de dominer des pays moins puissants. Cette nouvelle façon de contrôler ces nations visées sous le néologisme de « néo-colonies » est ce qui a amené les adversaires du néo-colonialisme

⁹³³ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 222.

⁹³⁴ Ibidem, pp. 203-205.

dont Kwame Nkrumah à voir en ce système un complément du colonialisme traditionnel. Dans *L'Afrique doit s'unir* Nkrumah s'appuie sur trois arguments pour montrer comment la France néo-colonialiste a détourné les sentiments des africains francophones au profit de la communauté franco-africaine contre l'unité africaine.

Premièrement, dans un certain nombre de territoires, l'idéologie de la « mère patrie » et une sorte d'intensification culturelle avaient été menées pour « beurrer » les yeux des leaders nationalistes africains. Citant l'article de Paul-Marc Henry, « expert officiel » désigné par les français pour les affaires africaines paru dans le *Foreign Affairs* d'avril 1959 sous le titre de *Pan-Africanism – A Dream Come True* qu'il critique, Nkrumah fait remarquer que l'attitude des colonies françaises lors du référendum du général de Gaulle, le 28 septembre 1958, a été favorisée par des flatteries et des sophismes qui les ont détournés de l'Afrique pour les intéresser à une « communauté franco-africaine. » De ce point de vue, il n'est pas étonnant que le référendum qui portait sur la constitution de la Communauté française ait triomphé avec une seule voix contre : celle de la Guinée.

« Le général promettait ses largesses à ceux qui se souviendraient des destinées indissolublement liées et de l'héritage commun de la Communauté et menaçait d'excommunication ceux qui trahiraient cette destinée et parjureraient leur noble héritage. »⁹³⁵

Cet arrangement qui est contraire aux intérêts de l'Afrique fait du territoire africain une apparence de nation, mais laisse la substance de la souveraineté à la Puissance métropolitaine.

Deuxièmement, peu après la seconde guerre mondiale, l'Europe économique en construction (le Marché commun) étendit ses ramifications dans les jeunes pays d'Afrique où depuis, elle exerce une pression économique ou conclut des arrangements exclusifs et déloyaux. En quoi cela consiste-t-il ?

Sous le prétexte d'aider au développement économique, la puissance européenne envoie en Afrique des fonds dits d'investissement et de développement économique. En fait, selon Nkrumah, cet investissement était un euphémisme pour faire entrer des fonds dans ses ex-colonies et les faire revenir chez elle avec des intérêts colossaux.

⁹³⁵ Ibidem., p. 207.

« On a calculé, écrit-il, que 80% de ces « investissements » revenaient en France sous forme de paiement de matériaux, services, commissions, agios bancaires et salaires des agents français. Les projets entrepris concernaient surtout les services publics et l'agriculture. Ils étaient terriblement inadaptés et mal prévus, sans grande considération pour la situation et les besoins locaux. On ne tenta pas de poser les fondements d'un essor industriel ou d'une diversification de l'agriculture. »⁹³⁶

Dans le domaine des échanges commerciaux, c'est aussi à raison que Nkrumah voit l'alignement de l'économie des Africains de langue française sur le programme du Marché commun. Pour lui, c'est une erreur grossière de croire que cette alliance fera prospérer leur économie. D'abord, parce que le Marché commun est destiné à augmenter la prospérité de ses membres européens. Ensuite, les membres d'outre-mer (les futures ex-colonies) étant entré comme fournisseurs de matières premières à bon marché et non pour y traiter d'égal à égal, c'est être dépourvu de réalisme que de penser que ceux qui dirigent cet organisme définiront la cohésion et la coopération au mieux du développement de toute l'Afrique. *« Car, dit-il, si, entre deux pays fortement industrialisés, le commerce peut être avantageux pour l'un et pour l'autre, le commerce libre entre deux pays, dont l'un est industrialisé et l'autre sous développé, à pour conséquence naturelle l'amorce d'un processus cumulatif qui tend à l'appauvrissement et à la stagnation du second »⁹³⁷* De sorte que conclut-il :

« L'aide impérialiste à l'Afrique est calculée (...) pour ramener les inconscients dans la relation néocolonialiste (...). »⁹³⁸

En dernier lieu, Nkrumah évoque la transformation de l'Afrique en une série de petits États. Pour lui, la balkanisation est l'instrument privilégié des nations néo-colonialistes pour assurer leur domination. L'exemple le plus palpable est celui de la Communauté française. Nkrumah écrit :

⁹³⁶ Ibidem, p. 204.

⁹³⁷ Gunnar Myrdal, cité par Kwame Nkrumah, op cit, p. 189.

⁹³⁸ Ibidem, p. 212.

*« La clé de la nouvelle politique de la France fut de séparer avant le référendum les territoires qui composaient l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale. C'était, en fait, de la balkanisation. »*⁹³⁹

Et cela a été fait sciemment, à son avis, d'une part pour creuser un fossé dans la politique africaine entre républicains et fédéralistes, autrement dit, entre ceux qui voulaient faire carrière dans les limites strictes de l'autonomie et ceux, qui répondant à la voix du peuple, cherchaient à s'associer à d'autres régions. D'autre part pour faire en sorte que constitués en micro-états, certains d'entre eux n'aient ni les ressources ni la population qu'il faut pour être viables. Ainsi sans les moyens d'assurer leur essor économique, ils sont obligés de rester dans le cadre commercial du temps des colonies.

Grosso modo, comme dans le cas de la politique des blocs, la coopération franco-africaine a semé la division en Afrique. Si les africains francophones y voient un moyen pour leurs jeunes Etats d'amorcer un développement réel et durable, certains pays anglophones comme le Ghana du temps de Nkrumah l'ont considéré comme des formes de néo-colonialisme qu'il fallait combattre. Dans le même sens, les dirigeants de l'Afrique francophone ont à plusieurs reprises dénoncé la relation d'amour entre les pays communistes et certains Etats africains notamment le Ghana et la Guinée.

C- L'Afrique, les pays communistes et l'unité africaine

En déclarant que :

N. V. Chien : *« (...) les dirigeants de l'Afrique considèrent le marxisme comme un humanisme qui réclame la libération totale de l'homme et comme une méthode scientifique pour résoudre les problèmes socio-économiques de l'Afrique. Cependant, ils se méfient de la conception matérialiste de Marx et de la doctrine de la lutte des classes qui, selon eux, n'existe pas en Afrique. »*⁹⁴⁰

Doudou Thiam : *« Le socialisme est souvent considéré en Afrique comme un instrument de développement économique. Les expériences russe et*

⁹³⁹Ibidem, p. 208.

⁹⁴⁰ N. V. Chien, op. cit., p. 364.

*chinoise en particulier, ont attiré l'attention des peuples d'Afrique noire et certains sont parfois tentés de les transporter, mutatis mutandis, dans leurs propres sociétés. »*⁹⁴¹

N. V. Chien et Doudou Thia montrent que l'attitude des dirigeants africains à l'égard des pays communistes se caractérise à la fois par une attirance et une méfiance vigilante. Les dirigeants africains admirent les pays socialistes dans leur planification économique et dans leurs réalisations industrielles et techniques. Cependant, ils se méfient du cynisme et de l'opportunisme de l'Internationale communiste qui agit souvent selon les intérêts soviétiques. M. A. Philip Randolph, le plus distingué socialiste noir américain, fondateur et président de l'Union des Porteurs de cars Pullman, la plus grande organisation de cheminots noirs en Amérique dénonçant ces pratiques aux Etats-Unis en son temps, disait :

*« (...) je considère le Communisme comme une menace et un danger précis pour le peuple et la main d'œuvre noire, à cause des tactiques de division qu'il applique dans l'intérêt de l'Union soviétique. »*⁹⁴²

En Afrique continentale, les communistes avaient commis les mêmes erreurs. A ce sujet George Padmore écrit :

« (...) les communistes coloniaux se comportent d'une manière si irréfléchie qu'ils donnent à leurs adversaires politiques l'impression de s'intéresser davantage à promouvoir la politique étrangère de l'Union soviétique qu'à faire progresser la libération nationale de leurs propres pays assujettis. Voilà la principale raison psychologique du conflit entre les communistes coloniaux et les nationalistes coloniaux, même si les deux groupes sont d'accord sur des programmes fondamentaux de reconstruction nationale et de développement économique. Et c'est précisément parce que ces pseudo-révolutionnaires sont considérés par leurs compatriotes comme dénués de patriotisme qu'[un ministre nigérian a] déclaré : « La première fidélité d'un communiste n'est pas due au Nigéria, mais à une organisation

⁹⁴¹ Doudou Thiam, *La politique étrangère des Etats africains*, Paris, P.U.F., 1965, p. 33.

⁹⁴² Cité par George Padmore, op. cit., p. 323.

*communiste étrangère dont l'objectif est l'asservissement politique, économique et sociale du Nigéria. »*⁹⁴³

C'est pourquoi lorsque pendant les années 60, lorsque les Russes et les chinois communistes ont commencé à s'installer en Guinée et au Ghana⁹⁴⁴, beaucoup de leaders africains ont exprimé leur inquiétude et dénoncé à plusieurs reprises la menace rouge. Le Président F. H. Boigny, au nom du Conseil de l'Entente, fit appel solennellement à l'Europe et à la France pour aider l'Afrique occidentale devant la menace rouge :

*« Pour la première fois l'Afrique est ouverte au monde communiste. Les Russes sont en Guinée et avec eux les Chinois. Il y a menace sur le plan idéologique et menace beaucoup plus grande sur le plan économique, du fait de la présence chinoise sur la côte occidentale de l'Afrique... Nous avons besoin de vous (L'Europe et la France) nous n'avons cessé de le dire, et vous avez besoin de nous... »*⁹⁴⁵

Selon N. V. Chien, cette « peur » a beaucoup influencé les relations entre les groupes de Casablanca et de Moronvia. *« Le Dr N'Krumah et le président Sékou-Touré, écrit-il, ont été accusés d'être des agitateurs communistes. Cette méfiance dure encore toujours, même depuis la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine. »*⁹⁴⁶

⁹⁴³ Ibidem, p. 379-380.

⁹⁴⁴ Selon David Rooney, l'ouverture de l'ambassade de l'Union Soviétique à Accra et celle d'Accra à Moscou a été motivée par la volonté de Nkrumah de lever les obstacles au développement économique du pays. En acceptant l'aide matérielle et technique des pays communistes qu'il visite entre temps, à partir de juillet 1961, séduit « *par les réalisations [économiques] de l'URSS, [surtout par leur exploit] à unir des peuples de races, de langues et de couleurs différentes en une vaste super-puissance* », son cœur a penché pour le système soviétique, qu'il adopte pour le Ghana et tente de l'imposer au reste de l'Afrique. Dans ce sens, Le secrétaire d'Etat américain, Herter, que Cécile Laronce cite pouvait décrire publiquement Nkrumah comme « *définitivement engagé du côté du bloc soviétique.* » Cécile Laronce, op. cit., p. 192. Ces déclarations importantes expliquent amplement pourquoi les Africains restés attachés à la métropole ne pouvaient être en odeur de sainteté avec Kwame Nkrumah. Du coup, l'unité africaine qu'il appelle de tous ses vœux devient de simples prêches dans le désert.

⁹⁴⁵ Cité par N. V. Chien, op. cit., p. 284.

⁹⁴⁶ N. V. Chien, op. cit., p. 365-366. David Rooney, op. cit., p. 178., note que les relations de Nkrumah avec ses voisins, en effet, ne sont pas toutes sereines. « *Il a déjà suscité l'ire d'Houphouët-Boigny en contestant la*

Un tel contexte des relations inter-africaines nous permet d'entrevoir ce que voulait signifier le président Tanzanien, Nyéréré, en déclarant devant Nasser, que : « *ce qui arrête la réalisation de l'unité africaine, ce n'est pas l'action des puissances étrangères, ce sont les africains eux-mêmes.* »⁹⁴⁷

D- Le conflit pour le leadership

Après avoir observé à un niveau plus restreint, « *l'inépuisable querelle de l'exécutif fédéral qui, durant plus d'un an, divisa l'Afrique Noire Française en deux clans ennemis, laquelle querelle a été considérée, plus qu'une lutte entre "fédéralistes" et "anti-fédéralistes", comme la conséquence de la rivalité entre MM. Senghor et Houphouët-Boigny, chacun des deux hommes aspirant au leadership de l'ancienne A. O. F. ; et, tenant compte du fait que dès l'accession de la Guinée à l'indépendance, la succession de M. Sékou Touré [dans cette querelle] qui jouait "le troisième homme" était brigüée par plusieurs personnalités, dont M. Modibo Keita ; sans oublier qu' en Afrique occidentale d'expression anglaise, le leadership fut âprement disputé entre MM. Nkrumah et Azikiwé, malgré l'amitié qui liait les deux hommes* »⁹⁴⁸, Philippe Decraene finit par conclure que les questions de personne ont eu une importance décisive dans la politique africaine après les indépendances.

Or justement par rapport au nationalisme africain, le vice-président américain Nixon, après un séjour en Afrique a rendu un hommage au leadership africain. Voici ce qu'a rapporté Cécile Laronce :

« L'Afrique produit de grands dirigeants, dévoués au principe d'indépendance, à la responsabilité mondiale et au bien-être des gens...

souveraineté de la Côte d'Ivoire sur une bande de territoire frontalier, habitée par des Nzimas, donc des hommes de sa propre ethnie. Du côté de l'Est, ses relations avec le Togo ne sont pas améliorées depuis les jours difficiles de 1957. N'a-t-il pas déclaré publiquement que le Togo deviendrait la septième région du Ghana peu avant qu'il n'obtienne son indépendance en 1960, sous la conduite de Sylvanus Olympio, lequel rejette les idées de Nkrumah sur l'unité africaine ? A plusieurs reprises, de plus, Nkrumah a froissé les dirigeants nigériens, ce qui les a amenés à promettre leur soutien au Togo en cas d'affrontement avec Accra. Il ne fait qu'accroître leur animosité à son endroit en empêchant, par la défection du Ghana, le fonctionnement des diverses organismes que les Anglais ont laissé derrière eux en Afrique de l'Ouest, en affirmant que ce sont des vestiges du colonialisme. »

⁹⁴⁷ Cité par Yves Benot, op.cit., p. 184.

⁹⁴⁸ Philippe Decraene, op. cit., p. 94-95.

*comme le sultan du Maroc, le Premier ministre Nkrumah du Ghana, le président Tubman du Libéria, l'empereur d'Ethiopie, les Premiers ministres Abdullah Khalil du Soudan, Ben-Halim de Libye et Habib Bourguiba de Tunisie. »*⁹⁴⁹

Comme on le voit, Nkrumah figure parmi les grands leaders africains reconnus dans les cercles gouvernementaux et dans l'opinion publique américain. Cécile Laronce remarque cependant que *« les autres figures de proue qui ressortent aux yeux des observateurs sont Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire et Sékou-Touré de Guinée. »*⁹⁵⁰ En effet, si 1957 voit le triomphe de Nkrumah et du Ghana, c'est aussi l'année où le RDA que préside F. H. Boigny fait parlé de lui, grâce à l'important congrès qui a lieu du 25 au 28 septembre à Bamako au Mali. La figure de Sékou-Touré qui émerge à côté de celle de F. H. Boigny s'explique par le fait que ce dernier ne suit pas la politique profrançaise de F. H. Boigny. Sous la plume du consul général américain, W. Mallory-Browne, on peut lire :

*« Sékou-Touré, un marxiste avoué, fier de l'entraînement qu'il a suivi dans les pays situés derrière le rideau de fer... se dirige tout droit vers la mise en place d'un régime qui ressemblera un jour à ce qu'on appelle une "démocratie du peuple", plutôt qu'à une "communauté franco-africaine". »*⁹⁵¹

Quelles sont les conséquences de ces observations sur l'unité africaine ? Il est évident que ces hommes font l'actualité. Des institutions se relaient à leur côté, celles-là mêmes qui ont célébré les victoires de Nkrumah. Dans cette sorte de promotion, selon l'observation de N. V. Chien, *« le Président du Mali, M. Modibo Keita, supportait de plus en plus mal les attitudes de M. Sékou-Touré qui se posait en porte-parole exclusif de l'Afrique. Fin septembre 1959, il déclara publiquement : « S'il y a des camarades dont le corps est ici et le cœur en Guinée, nous leur disons loyalement : emportez votre corps là où est votre cœur. »*⁹⁵² Pour Lansiné Kaba, c'est *« Houphouët [qui] apparait comme l'un des adversaires les plus*

⁹⁴⁹ Cécile Laronce, op. cit., p. 184.

⁹⁵⁰ Ibidem, p. 164.

⁹⁵¹ Ibidem, p. 165.

⁹⁵² N. V. Chien, op. cit., p. 284.

*farouches de Nkrumah. Et dans une certaine mesure, il en est de même avec le Nigéria, de loin le pays le plus peuplé de l'Afrique. »*⁹⁵³

Depuis 1957, les relations de Nkrumah avec deux des leaders nigériens, Awolowo et Balewa, ne sont pas les meilleures. La tension est manifeste au moment de l'indépendance du Nigéria, le 1^{er} octobre 1960. Comme le déclare de but en blanc un diplomate nigérien, « *ou le Ghana collabore avec nous en Afrique, ou il s'oppose à nous. Puisque la collaboration sous-entend une subordination, le Ghana s'oppose à nous.* »⁹⁵⁴

Dans les réunions internationales, souvent sans ménagement, les Nigériens déplorent l'ambition et la mégalomanie de Nkrumah. En effet, révélatrice est la déclaration faite par le chef de la délégation du Nigéria, Y. M. Sulé, à la seconde conférence des Etats indépendants à Addis-Abeba, en juin 1960 :

*« Le panafricanisme est la seule solution à nos problèmes en Afrique, quels que soient-ils. Personne ne doute du besoin de promouvoir le panafricanisme. (...). Je dois vous avertir, cependant, que l'ambition personnelle pour le pouvoir peut tout gâter... Si quelqu'un commet l'erreur de sentir qu'il est le Messie dont la mission est de diriger l'Afrique, le panafricanisme connaîtra une défaite certaine. »*⁹⁵⁵

Par ailleurs, selon l'observation de Lansiné Kaba, la complexité du régime nigérien et la prédominance politique des conservateurs du nord empêchent le développement des relations entre Lagos et Accra. Or il est difficile d'imaginer le regroupement régional et l'unité africaine sans le Nigéria.

En somme, l'incapacité de Nkrumah de rassurer ses voisins et de formuler un programme de coopération pratique rend son rêve incertain. Les nouveaux chefs d'Etats des pays africains qui viennent d'obtenir leur indépendance, pour ainsi dire, partage désormais avec le président ghanéen les feux de la rampe et ils sont irrités par les « *airs supérieurs qu'il semble affecter.* »⁹⁵⁶ C'est aussi l'impression que partage l'ambassadeur des Etats-Unis au

⁹⁵³ Lansiné Kaba, op. cit., p. 129.

⁹⁵⁴ Ibidem, p. 129.

⁹⁵⁵ Cité par Lansiné Kaba, op. cit., p. 130.

⁹⁵⁶ David Rooney, op. cit., p. 178.

Ghana en 1963 qui, expliquant au président Kennedy la grave crise économique dans laquelle commence à s'enfoncer le pays par « *l'extravagance insensé des projets de prestige lancés par Nkrumah et par son acharnement à vouloir imposer partout sa conception du panafricanisme* »⁹⁵⁷, atteste que Nkrumah n'est pas un marxiste mais plutôt « *un être quelque peu immature dont le seul rêve est de diriger un jour toute l'Afrique.* »⁹⁵⁸

De ce point de vue, dans le cadre d'une unité continentale telle que proposée par Nkrumah, on est tenté de se poser la question de savoir, en fait à qui devrait échoir la première place ? En tout cas, l'ambition personnelle des leaders africains de l'époque n'a pas simplifié les données du jeu politique. Ainsi si on ne doit pas être surpris de l'indifférence des dirigeants nigériens devant les projets d'Etats-Unis d'Afrique, on ne doit pas l'être davantage sur le désaccord des Etats-Africains indépendants sur tous les points qui ont touché la question de l'unité africaine.

⁹⁵⁷ Ibidem, p. 186.

⁹⁵⁸ Ibidem, p. 188.

Conclusion partielle

En conclusion, la phase que nous pourrions qualifier d'ascendante, de la liquidation du colonialisme direct à la reconstruction de l'unité continentale en marge des unités nationales, entre 1824 et 1830 pour l'Amérique espagnole et 1957 et 1963 pour l'Afrique continentale intervint dans une période où existait à l'échelle mondiale un rapport de forces défavorable à la réalisation de l'unité hispano-américaine et africaine. En faisant une analyse plus poussée, nous nous sommes rendu compte que c'est plus au cœur de l'Amérique et de l'Afrique qu'ont été semés les germes de la dissolution. Les exemples que nous avons choisis et étayés sont quelques obstacles parmi tant d'autres qui avaient arrêté les grands rêveurs de l'Amérique espagnole et de l'Afrique moderne notamment Simon Bolivar et Kwamé Nkrumah, dans leurs efforts vers une Amérique espagnole et une Afrique libre et unie. Mais, quel qu'en soit le résultat de leur démarche, cette unité qui n'a pas été faite, l'opinion africaine et hispano-américaine n'en a pas moins déjà fait l'apprentissage. Parlant du continent africain Yves Benot déclare :

*« L'idée [de l'unité africaine], tout de même, demeure, et plus encore une exigence qui s'inscrit douloureusement dans les luttes africaines, dans la vie même de l'Afrique. »*⁹⁵⁹

Alain Musset ne dit pas le contraire à l'égard du continent américain : *« A l'aube du troisième millénaire, après deux siècles de querelles de clochers, de déchirements internes et de luttes fratricides, écrit-il, les pays hispano-américains semblent parfois rêver du bon vieux temps (...). Le vieux rêve de Bolivar d'une Amérique latine unie semble peu à peu prendre forme, même si ce sont les Etats-Unis qui mènent le bal. »*⁹⁶⁰

La dernière partie de notre travail analysera les initiatives qui sont apparues après Bolivar et Nkrumah dans le contexte actuel de l'Amérique et de l'Afrique des patries.

⁹⁵⁹ Yves Benot, op. cit., p. 158.

⁹⁶⁰ Alain Musset, « L'intégration américaine : le Puzzle des Etats, la Mosaïque des traités » in *ALENA-MERCOSUR : enjeux et limites de l'intégration américaine*, Pairs, IHEAL, 2001, p. 7-8.

**PARTIE III : L'IDEAL D'UNITE DANS LES RELATIONS
INTER-AMERICAINES ET AFRICAINES APRES LES
INDEPENDANCES ET DANS LE CONTEXTE D'UNE
AMERIQUE LATINE ET D'UNE AFRIQUE BALKANISEES**

Dans la deuxième partie de notre travail, nous nous sommes attachés à analyser quelques éléments et facteurs qui ont contribué directement ou indirectement à l'échec de l'idéal d'unité hispano-américaine et africaine tel que rêvé par Simon Bolivar et Kwame Nkrumah. Il s'avère qu'après l'indépendance, les divergences d'opinion qui peu à peu se sont dessinées dans tous les problèmes politiques, économiques et sociaux au niveau interne et externe ont refoulé l'idéal de la patrie commune laissant la place à un nationalisme local. La balkanisation est devenue ainsi une réalité. Simon Bolivar et Kwame Nkrumah ont quant à eux quitté la scène politique sans que ne se réalise cet idéal qui, à leur époque, était considéré par leurs opposants comme utopique et révolutionnaire ; pourtant, ils ont consacré l'essentiel de leur vie. Mais la fin des hommes signifie-t-elle la fin de leurs idées ? Pour des chercheurs comme Hermann Petzold-Pernia, la geste politique du *Libertador* n'est pas morte :

*« (...) el pensamiento del Libertador no es algo muerto, algo que pertenece a un pasado glorioso, pero pretérito al fin, que, supuestamente, ya no tiene ninguna relevancia significativa e importante para los venezolanos y los latinoamericanos de esta última década del siglo XX (...), sino que, por el contrario, ese pensamiento es vivo y vivificante. »*⁹⁶¹

Au nom des Africains, Lansiné Kaba défend cette même position dans la préface de son livre dédié à Kwame Nkrumah :

*« Maintenant, beaucoup plus qu'en 1963, quand l'OUA est créée, la conscience de l'unité englobe l'Afrique noire toute entière (...). Ainsi, la pensée de N'Krumah est toujours d'actualité. »*⁹⁶²

Dans une telle situation, la question qui se pose est de savoir dans l'état actuel du continent, dans quelles conditions l'unité peut se construire ? A quel prix ? A quelle échelle ? Puisque de l'avis d'Hermann Petzold-Pernia et Alain Rouquié, les problèmes qui se sont posés à Simon Bolivar, et si - nous extrapolons -, à Kwame Nkrumah, sont plus vivaces

⁹⁶¹ Hermann Petzold-Pernia, « Simón Bolívar y la organización política y jurídica de los estados iberoamericanos emancipados », in *III Congreso latinoamericanos de la Universidad de Varsovia*, 16-18 de junio de 1995, Memorias, Tomo 2, Varsovia, Centro de Estudios latinoamericanos, 1995, p. 93-94.

⁹⁶² Lansiné Kaba, op. cit., p. 9.

aujourd'hui en Amérique latine et en Afrique qu'à leur époque.⁹⁶³ Là se trouve tout l'intérêt de cette partie. Espérons que ses chapitres nous permettent d'avoir des réponses à ces questions cruciales.

⁹⁶³ « *Es evidente que muchos de los problemas, conflictos, actitudes antipatróticas y egoísmas, etc., que con indiscutible coraje y claravidencia histórica enfrentó nuestro héroe fundamental, siguen hasta hoy presentes. Que muchos de los vicios que caracterizan al funcionamiento de nuestra organización constitucional-democrática, ya habían sido combatidos por Bolívar, con el pleno convencimiento de que, tarde o temprano, se constituirían en un cáncer que carcomería ineluctablemente la vida político-constitucional del nacimiento Estado.* » Hermann Petzold-Pernia, op. cit., p. 94. Alain Rouquié s'exprimait en ces termes: « *Les problèmes auxquels il (Bolívar) a tenté de donner une solution ne sont toujours pas résolus.* » Alain Rouquié, op.cit., p. 263.

CHAPITRE I : LES MANIFESTATIONS D'UNITE APRES BOLIVAR (1830-1889) ET

NKRUMAH (1963-1990)

Au début de la lutte pour l'indépendance et même avant, - nous l'avons vu -, on trouvait dans les écrits de divers intellectuels sud-américains des aspirations vers une Amérique unie, capable d'assurer le maintien des libertés conquises et d'éviter des retours offensifs de nations européennes. Miranda, Egaña, O'Higgins, San Martin, Rivadavia et bien d'autres partageaient ces idées qui reçoivent leur expression la plus élevée avec Simon Bolivar.

Mais ces généreux désirs que l'on trouve partout dans l'Amérique espagnole ne prendront pas vraiment corps ; les luttes que Bolivar devait soutenir sans trêve jusqu'en 1824 et la situation chaotique des nations qu'il avait libérées, devaient l'amener à ne plus croire en la réalisation de l'union. En témoigne cette lettre datée du 13 septembre 1824 adressée au Général Daniel Florencio O'Leary, son aide de camp :

« On a beau vouloir éviter ce fait (la séparation), tout conspire à son accomplissement. (...) qui ne céderait à l'empire des passions et aux intérêts immédiats ? Je ne vois pas la manière d'atténuer les antipathies locales ni d'abrégier les énormes distances. A mon entendement, tels sont les grands obstacles qui s'opposent à nous dans la formation d'un gouvernement et d'un Etat uniques. (...). Tant qu'il nous fallait continuer la guerre, la création de la République de Colombie semblait nécessaire et l'on pourrait presque dire qu'elle le fut. La paix domestique survenue en même temps que les nouvelles relations, nous nous aperçûmes que ce louable projet, ou plutôt cette entreprise, ne répondait pas aux espérances que nous avions imaginées. Les hommes et les choses demandent la séparation, car le désagrément de chacun finit par entraîner l'inquiétude de tous. Dernièrement l'Espagne elle-même a cessé de nous menacer, ne faisant que confirmer l'inutilité future de l'union qui n'avait d'autre but que la concentration de nos forces contre la métropole. »⁹⁶⁴

⁹⁶⁴ Simon Bolivar, « Lettre au Général O'Leary », Compilation, Notes, Chronologie, Charles Minguet et Annie Morvan, op. cit., p. 246-247.

Ainsi malgré la bonne volonté et la détermination du *Libertador*, les nouveaux Etats sacralisèrent leurs frontières. Il devait en être de même pour l'Afrique au temps de Kwame Nkrumah. La Charte de l'organisation supranationale que les Etats indépendants adoptèrent en 1963 stipule en son article 3, alinéa 3, que les Etats membres, pour atteindre les objectifs énoncés à l'Article II, affirment solennellement respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante.⁹⁶⁵ La Confédération souhaitée par Bolivar et l'Etat fédéral défendu par Kwame Nkrumah ne rencontrèrent pas d'adhésion. L'échec même de ce grand projet politique pose à la conscience des peuples latino-américains et africains les deux grandes questions indépassées de leur stabilité interne et de leur vulnérabilité. Ces deux préoccupations « *permanentes et toujours actuelles* »⁹⁶⁶ comme le pense Alain Rouquié au sujet de l'Amérique latine n'ont-elles pas été de « constituer la nation » en lui donnant des institutions sages et durables, et de faire l'unité des anciennes colonies espagnoles ? Deux objectifs en Amérique latine convergeaient pour établir les bases de l'indépendance véritable : « *éviter la fragmentation des nouvelles républiques et les déchirements des discordes intestines.* »⁹⁶⁷ Deux convergeaient aussi pour l'Afrique au temps de Kwame Nkrumah : d'abord, sauver l'Afrique de l'intervention néo-colonialiste après l'avoir libérée du colonialisme direct, ensuite réaliser l'unité africaine.⁹⁶⁸ Comment ne pas voir que ces problèmes sont ceux-là même de l'Amérique latine et de l'Afrique d'aujourd'hui ?

Etablissant une comparaison entre la sociabilité de l'Homme et l'interdépendance structurelle entre différents Etats qui ont une proximité spatiale J. M. Yepes, pouvait écrire que « *l'homme est social par nature, un être supérieur et transcendant qui se sent obligé envers ses semblables. De même, l'Etat – qui n'est qu'une réunion d'hommes soumis à la*

⁹⁶⁵ Boutros Boutros-Ghali, *L'Organisation de l'unité africaine*, Paris, Librairie Armand Collin, Collection U, 1968, p. 140.

⁹⁶⁶ Alain Rouquié, op. cit., p. 263.

⁹⁶⁷ Ibidem

⁹⁶⁸ C'est en tous cas ce que propose Nkrumah pour qui la survivance de l'Afrique libre, les progrès de son indépendance et l'avance vers l'avenir radieux auquel tendent tous les espoirs et les efforts des Africains dépendent de leur unité politique. *Africa must unite*, op. cit., p. 254. Corroborant ce point de vue, Samuel Ikoku rapporte de la conférence d'Addis-Abeba de mai 1963 que les dissensions entre les groupes qui ont été constitués se concentraient autour de deux problèmes : « *le néo-colonialisme et l'unité africaine.* » Cité par Yves Benot, op. cit., p. 173.

même autorité politique territoriale – est également destiné à vivre en contact permanent avec les autres Etats. »⁹⁶⁹ C'est sûrement cette conviction qui a conduit les peuples de l'ex-Nouveau Monde et de l'Afrique à rechercher à resserrer les liens de tous ordres existant entre eux après la sortie des chantres de l'unité qu'ont été Simon Bolivar et Kwame Nkrumah. Et cela, malgré leurs divergences idéologiques. Cette conviction, de l'avis de Yepes, serait née de l'idée que « *le bonheur d'un peuple n'est pas incompatible avec le bonheur des autres peuples. Bien au contraire, c'est la coopération internationale et l'interdépendance de tous les Etats qui peuvent, seules, permettre à un Etat de remplir convenablement sa mission au sein de la société internationale.* »⁹⁷⁰ En d'autres termes, c'est dans l'ambition de se trouver une place dans le concert des nations et - pour actualiser le discours -, dans un monde globalisé, que les leaders latino-américains et africains continuent d'expérimenter des regroupements politiques et/ou économiques afin de parvenir à une intégration régionale et de façon plus globale, à l'unité latino-américaine et africaine. Dans l'étude qui suit, nous allons concentrer notre attention principalement sur les initiatives dites « hispano-américaines » d'après indépendances opposées à celles « nord-américaines » qu'Eugène Pépin⁹⁷¹ distingue dans l'hémisphère américain. En ce qui concerne l'Afrique, nous nous pencherons sur les différents regroupements politiques qui sont apparus après 1963 sous l'impulsion de l'O.U.A.

I- Analyse du cas de l'Amérique latine

A- Les initiatives hispano-américaines après 1830

Pour Paul Pradier-Fod, elles sont pour l'essentiel à mettre sur le compte du Pérou dont le Ministre des relations extérieures, Juan-Antonio Ribeyro, n'a pas manqué de vanter le principe qui conduisit son pays à travailler dans le sens de l'union américaine, « *principe de civilisation, de justice, de progrès et de bien-être commun.* »⁹⁷²

⁹⁶⁹ J. M. Yepes, op. cit., p. 26.

⁹⁷⁰ Ibidem., p. 27.

⁹⁷¹ Eugène Pépin, op. cit., pp. 17-49. Cette distinction est aussi opérée par Claude Morin qui, cependant, les considère comme deux courants distincts d'un seul mouvement : le panaméricanisme. Claude Morin, « L'intégration des Amériques avant 1948 : une voie tortueuse », Communication au Colloque "Le Canada dans la continentalisation des Amériques: bilan et perspectives", Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand, UQAM, 16-17 octobre 1997. <http://www.hst.umontreal.ca/U/morin/pub/integra97.htm>

⁹⁷² Cité par Paul Pradier-Fod, *Cours de Droit international*, p. 392. <http://books.google.fr>

1- Le premier Congrès de Lima

Lutter contre l'instabilité politique et surtout faire face à la menace de leur existence en tant que nations indépendantes sont pour les Anales de la Faculté de droit de l'Université de Chili les deux raisons majeures de la rencontre de Lima.⁹⁷³ Selon ces Anales, les représentants de la Colombie actuelle, du Chili, de l'Equateur, de la Bolivie, et du Pérou qui prenaient part à cette Conférence étaient convenus de créer une Confédération dont la mission principale serait d'œuvrer pour la paix et la sécurité du et sur le continent sud-américain. Concrètement, elle porte sur le règlement des conflits inter-étatiques. L'article 9 du Traité à cet effet signale que : « *las Repúblicas Confederadas, con el fin de conservar inalterable la paz, "establecen que cualesquiera cuestiones o diferencias que entre ellas se susciten, se arreglen siempre por vías pacíficas", reparándose por medio de la Confederación las ofensas o agravios que se infieran. Se comprometen, al mismo tiempo, a no recurrir jamás a la fuerza.* »⁹⁷⁴

Puisque les différends portaient la plupart du temps sur la remise en cause des limites frontalières héritées de la colonisation, l'article 7 du Traité se voulait on ne peut plus catégorique sur l' « *Uti possidetis juris* » :

« *Los Estados Confederados tienen perfecto derecho a la conservación de sus límites territoriales, "según existían al tiempo de su independencia de la*

⁹⁷³ « El Arbitraje internacional de América : Título II : América española » in Anales de la Facultad de Derecho, Universidad de Chile, Vol. IV, - Enero - Diciembre de 1938, N° 13 a 16.

<http://www.google.fr/search?hl=fr&q=Congr%C3%A8s+latino-americain+depuis+1848&start=30&sa=N>

Les menaces extérieures qui tendaient à remettre en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Amérique hispanique indépendante sont traduites par les Anales de la Faculté de Droit de l'Université de Chili comme suit : « *Con el objeto de conjurar este peligro y resistir la expedición realista, llegado el caso de producirse, los Gobiernos americanos estimaron conveniente la reunión de una Asamblea Americana que tratara la cuestión. Por esta misma época tenía, lugar la anexión de Tejas a los Estados Unidos, dando origen el conflicto a la invasión del territorio mexicano y a la guerra entre ambos países. Fue así como los Estados latinoamericanos más directamente amenazados por estos acontecimientos, Nueva Granada (hoy Colombia), Ecuador, Perú, Bolivia y Chile, se reunieron en un Congreso en Lima, entre el 11 de Diciembre de 1847 y el 1.º de Marzo de 1848.* »

⁹⁷⁴ Ibidem.

España los de los respectivos Virreinos, Capitanías Generales o Presidencias en que estaba dividida la América Española". »⁹⁷⁵

Mais comme pouvait le noter Eugène Pépin dans son analyse, le traité de confédération qui contient la plupart des principes de droit international américain – condamnation de l'agression, de l'usurpation de territoire, de la concession forcée ; obligation de réparer ; interdiction d'intervenir ; confirmation des limites territoriales au moment de l'indépendance - n'est pas ratifié.⁹⁷⁶

2- Le deuxième Congrès de Lima

Malgré cet échec, les événements à l'intérieur du continent – les soulèvements, *pronunciamientos*, changements de chefs d'Etat, Constitutions nouvelles d'une part, et, l'intervention de l'Argentine en Uruguay, la guerre Argentine-Brésil, l'installation de l'Empereur Maximilien au Mexique avec la bénédiction des puissances européennes d'autre part -, incitent le Pérou, exposé de son côté à des revendications espagnoles, à mobiliser à nouveau la communauté hispano-américaine dans sa capitale. Juan Antonio Ribeyro, Ministre des relations extérieures du Pérou qui adressait l'invitation au nom du gouvernement péruvien faisait voir clairement qu'il ne s'agissait plus, comme dans d'autres occasions passées, de réunir des mandataires pour concerter des mesures personnelles et de nature transitoire. La question était de « *former des pactes qui assureraient l'existence des naissances nationales américaines, qui resserreraient entre elles les liens d'une amitié cordiale, qui faciliteraient et dirigeraient leurs communications commerciales et qui, sans s'écarter des principes universellement admis du droit public, serviraient à remplir les hautes fins d'une politique particulière visant à obtenir par les moyens conciliateurs et pacifique la stabilité et la justice.* »⁹⁷⁷

L'intention était excellente. Mais ce langage que Paul Pradier-Fod qualifie d'« un peu trop métaphysique » devenait plus précis lorsque Ribeyro déclarait :

« Les Etats américains devaient se rapprocher, cultiver entre eux les liens de fraternité, s'associer au moyen de stipulation licites et de convenances

⁹⁷⁵ Ibidem.

⁹⁷⁶ Eugène Pépin, op. cit., p. 26.

⁹⁷⁷ Paul Pradier-Fod, *Cours de Droit international*, in <http://books.google.fr> , p. 392.

récioproques, non pour éloigner de leur sol la saine importation des principes et de l'industrie de nations plus avancées en civilisation, non pour restreindre le commerce, ni pour ériger en système de préventions vulgaire et d'égoïstes rivalités contre des gouvernements et des peuples qui, quoique n'étant pas américains, ont des droits aux sympathies, à la bienveillance et à l'amitié loyale de l'Amérique ; mais pour se faire respecter, pour empêcher les bouleversements qui discréditent tant les républiques américaines, pour faciliter l'échange de produits de leurs territoires, pour aider aux développements de la morale sociale et pour faire échouer les projets de domination s'il en existait. »⁹⁷⁸

Ribeyro devenait tout à fait net et précis lorsqu'il énumérait les attributions du Congrès qu'il se proposait de réunir. En ses points un, trois et quatre, le Congrès devait :

« 1- Déclarer que les peuples américains représentés à cette assemblée, forme une seule famille liée par les mêmes principes, et que leurs intérêts identiques leur crée l'obligation de défendre leur indépendance, leurs droits autonomiques et leur existence nationale, sans cependant que cette déclaration de vues communes puisse porter atteinte à la liberté intérieure de chaque Etat ;

3- Obliger les gouvernements en échange des avantages qui résulteraient pour eux de l'union établie, à se fournir réciproquement tous les renseignements statistiques pouvant donner une idée complète de leurs richesses, de leur population, des moyens naturels et artificiels qu'ils possèdent pour se défendre, soit individuellement, soit collectivement, et pour former un ensemble homogène qui serve de garantie à la paix générale, tout en faisant respecter les institutions fondamentales ;

4- Prendre toutes les mesures et accepter tous les principes conduisant à la solution de toutes les questions relatives aux limites, lesquelles questions

⁹⁷⁸ Ibidem., p. 392-393.

*sont, dans presque tous les Etats américains, des causes de querelles internationales... »*⁹⁷⁹

Le 14 novembre 1864 des Délégués venus d'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Pérou et du Venezuela se retrouvaient autour d'une même table pour approuver le traité d'union et d'alliance proposé par le Pérou. S'il faut souscrire aux propos d'Eugène Pépin, les résultats de ce deuxième Congrès de Lima furent nuls :

*« Aucun de ces deux textes n'est ratifié car presque aussitôt le Président Lopez du Paraguay déclare la guerre au Brésil ; et l'Argentine et l'Uruguay prennent par à cette lutte sanglante qui ne prend fin qu'en 1870. »*⁹⁸⁰

Ce sera selon Eugène Pépin, la dernière grande Conférence politique hispano-américaine. Après elle, l'esprit de collaboration encore vivace avait fait inaugurer divers autres Congrès comme celui de Lima en 1877, destiné à préparer l'unification des diverses législations des pays dérivés de l'éclatement de l'Empire espagnol d'Outre-mer. Mais le plus important de ces Congrès qu'Eugène Pépin classe comme purement « juridiques », c'est bien celui de 1883, tenu à Caracas, à l'occasion du centenaire de Simon Bolivar. Aux yeux d'Eugène Pépin, l'importance de ce Congrès tient au fait que c'est au cours de cette rencontre que les pays participants – Argentine, Bolivie, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou, Saint-Domingue et Venezuela – posent un certain nombre de principes qui constitueront, selon ses propres termes, le « droit continental américain ». Plus tard ce droit devrait servir de fondement à la première organisation continentale : « l'Union américaine ».⁹⁸¹

Cependant, entre ces différentes rencontres hispano-américaines, « *une tentative de convocation d'une conférence panaméricaine en 1881* »⁹⁸² du gouvernement des Etats-Unis

⁹⁷⁹ Paul Pradier-Fod, *Cours de Droit international*, in <http://books.google.fr>, p. 393.

⁹⁸⁰ Eugène Pépin, op. cit., p. 27-28. Pour Claude Morin qui tentait d'expliquer l'échec des conférences hispano-américaines, il y avait certes, divers sources de tensions entre les Etats : la rivalité entre l'Argentine et le Chili était bien un triste exemple, l'inclusion du Brésil, alors Empire, était un autre problème. Cependant, les congrès impulsés par le gouvernement péruvien accouchèrent d'un important acquis : celui d'avoir entretenu l'idée qu'une union serait souhaitable. Claude Morin, in .
<http://www.hst.umontreal.ca/U/morin/pub/integra97.htm>

⁹⁸¹ Ibidem., p. 29.

⁹⁸² Ibidem

devait s'intercaler pour annoncer le désir des Nord-américains de mêler leur destin à celui de leurs frères du Sud.

B- La présence nord-américaine en Amérique latine et l'Organisation des Etats américains (1889-1948)

Certains spécialistes – Eugène Pépin, Ronaldo Rojas notamment – situent les débuts des relations hispano-étasuniennes au moment où la fièvre de l'émancipation secouait violemment l'Amérique espagnole. Arguments à l'appui, Eugène Pépin apporte la précision selon laquelle c'est à partir de 1822 que les Etats-Unis abaissent leurs regards vers les pays d'Amérique latine. Pépin rappelle qu'à cette époque, les Etats-Unis n'étaient plus le faible Etat de 1776. Leur indépendance était assurée, assortie d'un accroissement de territoire. « *Au lieu des treize Etats de la Déclaration d'indépendance de juillet 1776 - écrit-il -, on en compte vingt-cinq en 1822, le territoire a doublé d'étendue ; la population a presque triplé.* »⁹⁸³

Le gouvernement nord-américain et l'opinion déjà agissante par conséquent, ne restèrent pas indifférents aux efforts des *Libertadores* dans leur lutte contre le pouvoir espagnol en Amérique. Leur premier acte de solidarité fut signalé, selon Eugène Pépin, par le futur secrétaire d'Etat, Henri Clay, lorsqu'il proposa de bonne heure au Congrès, de reconnaître les colonies révoltées comme Etats indépendants ou au moins comme belligérants.⁹⁸⁴ Mais le Gouvernement des Etats-Unis, bien que favorable au mouvement, hésita à accorder cette reconnaissance. Il fallut donc attendre l'année suivante, que la Sainte Alliance décide en Europe « *de mettre fin au système de gouvernement représentatif, et même, d'aider l'Espagne à reprendre ses colonies révoltées, et aussi que l'Angleterre, tout en acceptant leur indépendance, se dise favorable à l'institution de monarchies vassales de l'Europe contre les régimes républicains* »⁹⁸⁵ pour que le Président Monroe insère dans son message annuel au Congrès, la fameuse *Doctrine de Monroe* dont nous avons déjà cité quelques fragments.

Cette déclaration dont les historiens tirent diverses interprétations est avant tout, selon Indalecio Lievano Aguirre, un acte impulsé par la Grande Bretagne, récupéré par les milieux

⁹⁸³ Eugène Pépin, op. cit., p. 19.

⁹⁸⁴ En 1822, devant le Congrès Américain, Henri Clay défendit le point de vue suivant : « *Le Nouveau Monde doit devenir le centre d'un système qui sera le point de ralliement de la sagesse humaine contre le despotisme de l'Ancien.* » Cité par Eugène Pépin, op. cit., p. 19.

⁹⁸⁵ Ibidem., p. 20.

politiques nord-américains avec le prétexte de défendre leur sécurité et par delà, celle de l'hémisphère américain.⁹⁸⁶ De l'avis d'Aguirre, en réalité, il ne s'agit ni plus ni moins d'une intention inavouée des Etats-Unis d'étendre leur hégémonie dans la région. La lettre du Secrétaire d'Etat, Clay, datée du 29 mars 1826, et le discours de Daniel Webster tenu devant le Congrès le 14 avril 1826 sont successivement les deux arguments forts sur lesquels Aguirre s'appuie pour défendre sa position. Il importe que nous les citions ici :

Argument 1- : « *Para los estadistas norteamericanos, la Doctrina Monroe se limitaba a anunciar la eventual intervención de la República del Norte solo en aquellos casos y en aquellas zonas del Continente en lo que un interés específicamente nacional de los Estados Unidos lo exigiera. Así se apresuró a precisarlo el mismo Secretario de Estado Clay, quien en nota remitida al Ministro norteamericano en Méjico, Joel Poinsett, le decía : “ Los Estados Unidos no han contraído ningún compromiso ni han hecho ninguna promesa a los gobiernos de Méjico o Suramérica o a algunos de ellos, garantizándoles que el gobierno de los Estados Unidos no permitirá que una potencia extranjera atente contra la independencia o la forma de gobierno de esas naciones, ni se han dado instrucciones aprobando tal compromiso o garantía. »*⁹⁸⁷

Argument 2 : « *Es indudablemente cierto como tuve la ocasión de hacerlo notar el otro día, que esta declaración (la de Monroe) debe considerarse como fundada en nuestros derechos, y que se deriva principalmente del deseo de preservarlos. No nos obliga, en todo caso, a tomar las armas a la primera indicación de sentimientos hostiles de la potencias de Europa hacia América del Sur. Si por ejemplo, todos los Estados europeos se hubieran negado a entrar en relaciones con los de Suramérica hasta que estos*

⁹⁸⁶ Indalecio Lievano Aguirre, *Bolivarismo y Monroismo*, Bogota, Editorial Revista Colombiana, 1969, pp. 31-43. « *Se debe reconocer, para comenzar, écrit-il, que la iniciativa de Declaración de Monroe no pareció de Washington sino de Londres. Fue el Ministro británico Canning quien surgió la posibilidad de hacerla, en razón de los temores que lo embargaron cuando la fuerzas francesas, los famosos cien mil hijos de San Luis, invadieron en 1822 a España, a fin de restablecer el absolutismo de Fernando VII, y se creó así una coyuntura propicia para que el esfuerzo militar realizado por Francia en la Península se ampliara hasta conseguir el control efectivo de los Dominios españoles de América. »*, p. 32.

⁹⁸⁷ Ibidem., p. 40.

hubiesen vuelto a su antigua sumisión, tal circunstancia no habría sido causa para una intervención de nuestra parte ; o si se hubiera proporcionado una expedición armada por los Aliados contra las provincias remotas de nosotros, como Chile o Buenos Aires, nuestra inacción estaría igualmente justificada, pues la distancia de la escena de los acontecimientos habría aminorado nuestra aprehensión del peligro, y con ella los medios para poder desarrollar eficazmente nuestra acción, poniéndonos en el caso de contentarnos con una queja. Pero muy distinto habría sido el caso, si un ejército, equipado sostenido por las potencias europeas, hubiera desembarcado en las playas del golfo de Méjico e iniciado la guerra en nuestra inmediata vecindad. »⁹⁸⁸

A la suite de ces deux arguments, le constat commenté d’Aguirre est fort frappant sur l’idéal de solidarité continentale que les hispano-américains ont semblé tirer du discours du Président Monroe :

« A ninguno de ellos, déclare-t-il, se les pasó por la mente que la famosa Declaración del Presidente en 1823 pudiera constituir un acto de altruismo o de particular amistad para con las Repúblicas vecinas del Sur – como lo creerían candorosamente los gobernantes de Latinoamérica -, ni menos aún que ella implicara para los Estados Unidos la obligación de intervenir en defensa de cualquier país del Continente que fuera víctima de una agresión externa. »⁹⁸⁹

Pour ces raisons conjuguées, selon Aguirre, la Doctrine de Monroe ne peut être considérée comme un ferment du panaméricanisme tel qu’énoncé par Claude Morin. Pour ce dernier qui en a fait une autre lecture, cette doctrine figure bel et bien parmi les deux éléments fondamentaux qui ont marqué l’accession à l’indépendance des colonies espagnoles d’Amérique et dont la portée intégrationniste s’est avérée à long terme. Ainsi qu’il le dit :

« Deux événements marquent l’accession à l’indépendance des colonies hispano-américaines. Tous deux auront une portée intégrationniste à long

⁹⁸⁸ Ibidem

⁹⁸⁹ Ibidem., p. 39-40.

terme. Il y a d'abord la déclaration du président Monroe en 1823 qui proclame le principe de non-ingérence des États européens dans l'« hémisphère ». (...).

*L'autre événement est la convocation en 1824 d'une conférence réunissant les nouveaux États. Son promoteur est Simon Bolivar. »*⁹⁹⁰

Cependant, ce n'est pas la menace militaire de puissances européennes qui motive la déclaration de Monroe. Pour Claude Morin, ce dont les nord-américains disent être menacés est d'ordre économique. En effet, depuis les débuts de son histoire politique avec l'Europe en 1492, le Nouveau Monde est devenu l'enjeu de rivalités économiques entre monarchies européennes et bourgeoisies métropolitaines. Certes, l'Espagne et le Portugal auraient voulu que leurs royaumes ne commercent qu'avec elles. Mais, comme l'explique Claude Morin :

*« L'hégémonie ibérique subit les coups portés d'abord par les pirates, des hors-la-loi, puis par des corsaires, ces agents des ambitions non ibériques. Leurs actions pavent la voie à des établissements français, hollandais, anglais dans les Amériques, d'abord au nord, dans ce no man's land ibérique, dans les Caraïbes, ce ventre mou de l'empire espagnol, et à l'occupation hollandaise du Brésil. Des traités confirmeront le dépeçage des Amériques qui deviennent l'un des enjeux (sinon la monnaie d'échange) des guerres en Europe que celles-ci soient d'origine religieuse, dynastique ou commerciale. En général, les relations entre les parties des Amériques fluctuent selon que leurs métropoles sont en guerre ou pas. Mais même en temps de paix ou d'alliance dynastique, les relations se font dans l'illégalité. La contrebande sera le mode d'articulation par excellence des divers espaces coloniaux: contrebande des Portugais par le Rio de la Plata, contrebande des Anglais et des Français par les Caraïbes, contrebande entre la Nouvelle-France et les Treize Colonies. La contrebande lubrifie les rouages trop rigides de l'empire commercial espagnol. Tous en profitent, y compris les fonctionnaires qui devraient la réprimer. »*⁹⁹¹

⁹⁹⁰ Claude Morin, in . <http://www.hst.umontreal.ca/U/morin/pub/integra97.htm>

⁹⁹¹ Ibidem.

Dans une telle situation de profit, les Etats-Unis restés longtemps en marge ne pouvaient tolérer plus longtemps l'occupation commerciale de l'hémisphère par des dits « étrangers », alors qu'ils connaissaient un essor industriel depuis que leur indépendance avait été consolidée. C'est ce point de vue que défend Claude Morin quand il déclare :

*« Les États-Unis n'acceptent pas que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se soient taillées une position aussi enviable dans le commerce sud-américain. Ils ont besoin de débouchés pour une industrie en expansion, pour des capitaux en excès. »*⁹⁹²

Donc, en invitant les nations espagnoles d'Amérique à Washington, en 1889, à une conférence panaméricaine - si on entend par panaméricanisme, avec Jean-Gérald Cadet⁹⁹³, l'implication de tous les Etats indépendants des Amériques - avec un programme prévoyant entre autres sujets, *« l'examen d'un plan d'arbitrage pour le règlement des différends entre Etats américains, et surtout la recherche des moyens d'intensifier entre eux le trafic commercial et les communications, notamment par la formation d'une union douanière américaine »*⁹⁹⁴, les Etats-Unis fixaient clairement l'objectif strictement commercial de la solidarité continentale qu'ils entendent entretenir avec les sud-américains.

Pour de nombreux exégètes de l'Amérique latine dont Roberto Fernandez Retamar, cette version du panaméricanisme, très éloignée d'ailleurs de ce qu'avait imaginé Simon Bolivar, naît dans la méfiance de la majorité des participants⁹⁹⁵. Personne, à son avis, n'a mieux exprimé cette appréhension que le Cubain José Martí. Ce dernier mettait en garde ses compatriotes contre l'«autre Amérique» en ces termes:

« Il n'y a jamais eu en Amérique, depuis l'indépendance, de problème qui réclame plus de bons sens, ne contraigne à plus de vigilance, n'exige un examen plus net et plus minutieux que cette invitation que les Etats-Unis –

⁹⁹² Ibidem .

⁹⁹³ Jean-Gérald Cadet, op. cit., p. 19.

⁹⁹⁴ Eugène Pépin, op. cit., p. 32.

⁹⁹⁵ Pour Jean-Gérald Cadet, le rêve de Bolivar fait parti intégrante du vaste mouvement panaméricain. Mais à la différence de celui qu'exprime le leadership nord-américain, *« ce panaméricanisme bolivarien visait principalement à bâtir une coalition contre la menace que représentait la Sainte Alliance. »* Jean-Gérald Cadet, op. cit., p. 19.

*puissants, bourrés de produits invendables et décidés à étendre leur pouvoir en Amérique – font aux nations américaines plus faibles, liées aux peuples européens par un commerce libre et utile, de former une ligue contre l'Europe et de couper leurs relations avec le reste du monde. L'Amérique latine a su se libérer de la tyrannie de l'Espagne. Maintenant, après avoir considéré d'un œil critique les antécédents, les causes et les éléments de cette invitation, il devient urgent de dire, parce que c'est vrai, que l'heure est venue pour l'Amérique latine de déclarer sa seconde indépendance. »*⁹⁹⁶

Selon Retamar, les écrits de Martí ont eut une grande résonance en Amérique latine. Ils ont contribué à semer chez les intellectuels du continent le doute vis-à-vis du panaméricanisme. Aussi le panaméricanisme, dans sa nouvelle architecture rencontre-t-il une résistance tenace de la part d'écrivains comme Ruben Dario qui, à l'occasion de la mort de Martí, fit le commentaire suivant :

*« Les lettres qu'il écrivit durant ce fameux congrès panaméricain (de 1889) forment l'équivalent d'un livre. Il y parlait du danger que représentait le « yankee », des yeux attentifs avec lesquels l'Amérique latine devait observer sa sœur aînée, et du bien fondé de la formule [« l'Amérique pour le Monde] qu'un Argentin avait opposée à celle de Monroe [« l'Amérique aux Américains] »*⁹⁹⁷

Néanmoins, aux yeux de J. M. Yepes, la Conférence de Washington est hautement importante dans l'histoire de l'unité régionale. Pour lui, le spectacle de vingt et une républiques d'un même continent, communiant dans une même pensée de solidarité, de démocratie et de liberté, - malgré leurs divergences ethniques, religieuses, linguistiques, psychologiques et culturelles - est fait pour éveiller une considération méritée. Mais il y a bien plus. Et cela réside dans le fait qu'elle a accouché de la première organisation internationale des Etats américains : « l'Union panaméricaine » qui serait, selon Jean Gérald Cadet, « l'ancêtre » de l'Organisation des Etats américains.

⁹⁹⁶ José Martí cité par Roberto Fernandez Retamar, « La place de Simón Bolívar dans la modernité de José Martí », in *Cahier de l'Herne*, op. cit., p. 152.

⁹⁹⁷ Rubén Darío cité par Roberto Fernandez Retamar, op. cit., p. 152.

« La réussite du Panaméricanisme est précisément, dit-il, d'avoir créé un complexe de circonstance déterminant une union morale entre ses membres et en les intégrant dans une même organisation pacifique. »⁹⁹⁸

Cette impression est aussi partagée par Claude Morin et Jean-Gérald Cadet qui déclarent :

Claude Morin : « C'est la première fois que se formait une organisation internationale réunissant tous les États indépendants d'un continent. Elle valait surtout par la série de conférences qu'elle inaugurerait: la neuvième, réunie à Bogota en 1948, aboutira à la création de l'Organisation des États américains. »⁹⁹⁹

Jean-Gérald Cadet : « Il est important de garder à l'esprit que la doctrine Monroe est en fait une série de préceptes qui guident la politique latino-américaine des Etats-Unis. Un autre point d'importance doit être soulevé ici : (...). Les Etats-Unis, malgré leur politique interventionniste et impérialiste de la fin XIXe siècle, organisent le premier véritable système panaméricain de l'hémisphère. »¹⁰⁰⁰

La Conférence de Washington ouvre donc une nouvelle ère dans l'hémisphère américain en matière d'intégration : celle du panaméricanisme placée sous l'emblème de l'aigle nord-américain. Ce panaméricanisme permet de montrer au reste du continent que les Etats-Unis prétendent désormais au rang de puissance et qu'il faudra dorénavant que les Etats de la région prennent en compte leurs intérêts. Les années 1890, soutient Jean-Gérald Cadet, ne feront que confirmer cette transformation du géant américain et de son emprise grandissante sur tout le continent.¹⁰⁰¹ Qu'en est-il du continent africain ?

⁹⁹⁸ J. M. Yepes, op. cit., p. 17.

⁹⁹⁹ Claude Morin, in , <http://www.hst.umontreal.ca/U/morin/pub/integra97.htm>

¹⁰⁰⁰ Jean-Gérald Cadet, op. cit., p. 19.

¹⁰⁰¹ Ibidem., p. 20. L'auteur fait ici référence à l'interventionnisme nord-américain matérialisé par la politique du « gros bâton » et la « diplomatie du dollars » qui ont caractérisé la présidence de Franklin Roosevelt.

II- Analyse du cas de l'Afrique

A- Les efforts d'unité dans une Afrique divisée

A la fin de la Conférence d'Addis-Abeba de mai 1963, il a fallu se rendre à l'évidence que le thème de l'unité africaine s'était avéré difficile à construire en terre africaine sous la forme que Kwame Nkrumah avait proposé à ses pairs réunis dans la capitale éthiopienne. Le chef d'Etat du Ghana y voyait pourtant, la seule façon pour l'Afrique de préserver son indépendance chèrement acquise et la seule option pour faire sortir l'Afrique du sous-développement. Les dissensions idéologiques qui sont apparues avant et au cours d'Addis-Abeba, dès lors qu'elles s'opposaient à la création d'un gouvernement unique pour le continent, il fallait organiser la concertation. Pour Hélène d'Alméida-Topor, la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine devait répondre à cette préoccupation.¹⁰⁰²

1- L'OUA, l'espoir d'une unité déçue ?

En 1963, lors de la grande rencontre d'Addis-Abeba où elle fut fondée, l'Organisation de l'Unité Africaine s'était assignée les cinq objectifs suivants :

1. Assurer la primauté de l'Etat, consolider l'indépendance des Etats en défendant leur souveraineté et leur intégrité territoriale
2. Renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains
3. Coordonner et intensifier la coopération entre eux ;
4. Eliminer sous toutes ses formes le colonialisme ;
5. Favoriser la coopération internationale ;¹⁰⁰³

Pour N. V. Chien, l'O.U.A a certainement fait tous les efforts possibles pour réaliser ces objectifs. Cependant, de la lecture qu'il fait de l'avis de nombreux observateurs, l'organisation panafricaine a été une grande déception.¹⁰⁰⁴

¹⁰⁰² Hélène d'Alméida-Topor, *L'Afrique au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin/VUEF, 2003, p. 246.

¹⁰⁰³ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 27.

¹⁰⁰⁴ « Car, dit-il, elle est une organisation de réunions plutôt que d'union. C'est un baobab, arbre sacré, sous lequel les leaders africains, à défaut de s'unir, continuent à se réunir pour faire des palabres. Aucun des problèmes fondamentaux n'a été résolu par l'OUA. » Les défections qu'il cite sont entre autres, l'échec de l'OUA dans le Congo ex-belge en 1963 ; son échec face à la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie par la minorité blanche le 2 novembre 1965 ; l'apparition d'un groupe « pro-israéliens » en plus

Selon Yves Benot, en dehors des faibles résultats enregistrés par l'O.U.A dans la lutte pour l'élimination du colonialisme, les grandes déceptions en rapport avec l'unité africaine dont on l'accuse sont les conséquences mêmes de deux principes de sa Charte : celui de l'intangibilité des frontières établies, fussent-elles arbitraires et la non ingérence dans les affaires intérieures des Etats.¹⁰⁰⁵ N. V. Chien qui reprend cette thèse va plus loin en l'étendant à l'esprit même de la Charte tel qu'exprimé dans les discours des Chefs d'Etat, ainsi qu'à travers les objectifs, les principes et les institutions de l'Organisation. Examinons avec lui les influences de trois principes sur l'idée d'unité, en commençant par celui de l'égalité absolue des Etats africains.

a- le principe d'égalité absolue des Etats africains

Selon N. V. Chien, au cours des débats qui se sont tenus à Addis-Abeba lors de la création de l'O.U.A., à part la délégation ghanéenne, tous les membres présents ont posé comme conditions primordiales de toute forme d'unité africaine, le principe d'égalité et de souveraineté des Etats. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les déclarations des présidents, Habib Bourguiba, Philibert Tsiranana et Abu Bark Tafawa qu'il convient de reproduire :

Le Président tunisien Habib Bourguiba déclare : « *L'unité, en dernière analyse, ne peut venir que du consentement des peuples, consentement réel, profond et librement exprimé. Elle ne peut en aucun cas être imposée par les moyens de la contrainte ou de la subversion mis au service d'une volonté d'hégémonie ou le complexe de supériorité, c'est le ver dans le fruit. Lorsqu'un partenaire veut dominer dans un ensemble, c'est l'éclatement à plus ou moins brève échéance...* »

Le Président Nigérian Abu Bark Tafawa exprime les mêmes idées : « *En premier lieu, nous devons nous respecter mutuellement. Tous les Etats doivent accepter le principe de l'égalité. Qu'ils soient grands ou petits, ils sont tous souverains... On ne devra pouvoir accepter comme critères l'étendue d'un pays, sa population ou sa richesse. On a avancé à de multiples reprises que les petits Etats africains n'ont pas droit à l'existence en raison de leur petitesse... nous ne souscrivons pas à cet argument...* »

des deux déjà existant au sein de l'Organisation supranationale, les « modérés » et les « révolutionnaires », après la défaite militaire de la R.A.U face à Israël. N. V. Chien, op. cit., p. 263.

¹⁰⁰⁵ Yves Benot, op. cit., p. 186.

Le premier Ministre Tsiranana présente les mêmes arguments : « *Nous entendons conserver nos Etats dans leur totale souveraineté et traiter d'égal à égal entre nous, sans considération de leur importance géographique ou démographique.* »¹⁰⁰⁶

L'esprit de la Charte, conclut N. V. Chien, est donc fondé essentiellement sur le principe de souveraineté et d'égalité de tous les membres. L'Afrique dans ce cas devient une Afrique des nations que personne ne peut nier ou changer.

b- Le principe de non-subversion

Ce principe découle directement du principe précédent. En effet, si l'on veut respecter la souveraineté des autres Etats, il est normal de condamner toute forme d'ingérence dans leurs affaires intérieures, soit par la subversion militaire : invasion, guérilla ou stratégie indirecte, soit par la subversion politique : assassinat, régicide, faits d'espionnage, sabotage, propagande etc.

Selon N. V. Chien, la subversion a été l'une des obsessions de l'Afrique francophone indépendante lors du sommet d'Addis-Abeba. Déjà en 1960, dans la déclaration de Brazzaville qui devait donner naissance à ce groupe dit des « modérés », elle fut formellement condamnée : « *Aucun Etat indépendant, cite-t-il, n'entretiendra sur son territoire un gouvernement provisoire tendant à renverser le régime d'un autre Etat africain indépendant. Tout Etat indépendant interdira sur son territoire les menées subversives dirigées contre un autre Etat indépendant. Les signataires de la présente déclaration seront solidaires pour dénoncer les menées subversives qui seront fomentées sur le territoire de l'un d'entre eux.* »¹⁰⁰⁷

La Conférence de Monrovia qui devait se tenir plus tard par le même groupe soutint la même position lorsqu'elle dénonça « *la condamnation formelle de l'établissement dans un Etat de foyers de subversion dirigés contre d'autres Etats...* »¹⁰⁰⁸

Au sommet d'Addis-Abeba, à en croire N. V. Chien, le Président ivoirien Félix Houphouët-Boigny se fit l'ennemi le plus acharné de la subversion. Voici la déclaration de ce dernier qu'il cite :

¹⁰⁰⁶ N. V. Chien, op. cit., p. 226.

¹⁰⁰⁷ Ibidem, p. 227.

¹⁰⁰⁸ Ibidem.

« Ce que nous considérons comme contraire à l'esprit d'unité qui nous anime tous, ce sont les assassinats, les meurtres organisés de l'extérieur ou avec la complicité tacite de l'extérieur en vue de renverser un gouvernement ou un régime qui n'a pas la préférence des Etats africains qui les organisent ou les favorisent.

Notre conférence se doit de définir, en pareil cas, à l'encontre de ses faux frères, faute de quoi l'Afrique plongera, sombrera dans ces soi-disant révolutions qui depuis des décades ont déchiré bien des pays à l'instigation de quelques ambitieux assoiffés d'honneur et au préjudice certain des malheureuses masses laborieuses qui végètent ainsi dans la misère, conséquences inéluctables de ces troubles, facteurs d'instabilité politique, gouvernementale et d'insécurité. Nous voulons croire d'ailleurs que les responsables que nous sommes condamneront fermement le recours à des pratiques qui déshonorent leurs auteurs... »¹⁰⁰⁹

Le Président Abu Bark Tafawa Balewa soutint la même idée : *« Je prétends dire l'amère vérité. A mon sens, nous ne parviendrons pas à réaliser cette unité africaine tant que certains pays africains continueront à se livrer à des activités subversives dans d'autres pays africains... »¹⁰¹⁰*

Bien que des voix se soient élevées de façon formelle contre la subversion sous toutes ses formes comme une menace à l'unité africaine, il faut noter avec N. V. Chien que de nombreux gouvernements africains ne respectèrent pas ce principe. Ils reçurent sur leur sol des éléments de l'opposition étrangère, leur fournissant diverses facilités pour la poursuite de leurs activités politiques. La chute du régime d'Abu Bark Tafawa Balewa trois mois après la Conférence d'Addis-Abeba aura été une conséquence du manque d'unité des Africains autour de ce principe.

c- Le principe d'intangibilité des frontières

C'est un principe qui a été défendu par presque tous les Etats africains indépendants, selon N. V. Chien, qui parle même d'un principe « Uti possidetis » africain.

¹⁰⁰⁹ Ibidem.

¹⁰¹⁰ Ibidem.

En vérité, des Etats africains comme la Somalie et le Maroc que N. V. Chien cite nommément se sont montrés hostiles à l' « Uti possidetis ». Pour le Président de la première république citée, l'histoire a montré que l'obstacle majeur de l'unité africaine provient des frontières politiques artificielles que les puissances colonialistes ont imposées dans des zones importantes du continent africain. *« Nous avons vu, dit-il, comment des sociétés qui avaient depuis toujours été intégrées ont été déchirées et comment ces sociétés ont vu leurs territoires cruellement divisés pour servir les intérêts égoïstes d'autres sociétés. D'aucuns ont dit que toute tentative d'adaptation des accords frontaliers actuels ne ferait qu'aggraver la situation et que, par conséquent, les choses ne devraient pas changer. Nous ne partageons pas ce point de vue, et pour plusieurs raisons. Cela équivaut pour nous à pardonner des actions et des politiques dont nous savons très bien qu'elles sont mauvaises et injustes. Cela équivaut également à admettre une attitude défaitiste et à avouer un manque de courage devant les problèmes africains. Enfin, si nous estimons que l'on peut réaliser l'unité africaine en éludant des contentieux dont l'Afrique est le théâtre nous feront preuve de bien peu de prévoyance... »*¹⁰¹¹

Le Maroc pour sa part a aussi émis une réserve à propos des contentieux frontaliers lors de son adhésion à la Charte de l'O.U.A le 19 septembre 1963. N. V. Chien rapporte la position de cette monarchie républicaine en ces termes :

*« S'agissant de la réalisation et de la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Maroc dans le cadre de ses frontières authentiques, il est important que l'on sache que cette signature de la Charte de l'O.U.A ne saurait aucunement être interprétée comme une reconnaissance expresse ou implicite des faits accomplis jusqu'ici refusés comme tels par le Maroc, ni comme une renonciation à la poursuite de la réalisation de nos droits par les moyens légitimes à notre disposition. »*¹⁰¹²

Cependant, la voix de ceux qui a porté à Addis-Abeba, est celle des partisans de l' « Uti possidetis » africain qui pensent que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale est la seule voie pour accéder à l'unité africaine. Le premier, le Président Malien Modibo Kéita déclare :

¹⁰¹¹ Ibidem, p. 229.

¹⁰¹² Ibidem, p. 230.

« Si vraiment nous sommes les uns et les autres animés de la volonté ardente de faire l'unité africaine, il faut que nous prenions l'Afrique telle qu'elle est ; il faut que nous renoncions aux prétentions territoriales si nous ne voulons pas instaurer en Afrique ce qu'on pourrait appeler l'impérialisme noir... L'unité africaine exige de chacun de nous le respect intégral de l'héritage que nous avons reçu du système colonial, c'est-à-dire le maintien des frontières actuelles de nos Etats respectifs. Il est donc nécessaire, il est même indispensable que, d'une manière concrète, nous mettions un terme à tous les éléments de divisions. Le respect doit être concrétisé par un engagement, un pacte multilatéral de non-agression garanti par chacun des Etats réunis... »¹⁰¹³

Le Président du Nigéria exprime les mêmes idées :

« Il est fâcheux que les Etats africains aient été divisés par les puissances coloniales. Dans certains cas, une même tribu s'est trouvée partagée entre quatre pays différents. On peut en trouver une partie en Guinée, une partie au Mali, une partie au Sierra-Leone et peut-être une partie au Libéria. Nous n'y sommes pour rien, car des groupes différents existent depuis 60 ans. Toute tentative de la part d'un pays africain de méconnaître ce fait pourrait provoquer des troubles sur tout le continent. Nous entendons éviter les troubles et, pour cette raison, le Nigéria reconnaît toutes les frontières qui existent en Afrique et reconnaît l'existence de tous les pays d'Afrique... »¹⁰¹⁴

L'argument présenté par le Président Tsiranana est encore plus convaincant : *« Il n'est plus possible ni souhaitable de modifier les frontières des Nations au nom de critères raciaux, religieux... car, en effet, si nous prenions pour critère de nos frontières la race, la tribu ou la religion, il y aurait en Afrique des Etats qui seraient effacés de la terre... »¹⁰¹⁵*

Somme toute, l'unité idéologique que l'O.U.A était sensée construire en son sein et la faire appliquer dans le quotidien de ses Etats membres, d'un côté ou de l'autre n'a été que

¹⁰¹³ Ibidem, p. 229.

¹⁰¹⁴ Ibidem.

¹⁰¹⁵ Ibidem.

pure abstraction. Certes, comme l'a souligné Yves Benot, les principes d'intangibilité des frontières et la non ingérence dans les affaires intérieures des Etats ont été soumis à de vives critiques. Le premier principe, sous son apparence négative, était, à son sens, une mesure immédiate de la part de l'Afrique de 1963. S'il a, à l'époque suscité des débats, c'est parce qu'il apparaissait aux yeux de Benot, comme l'expression du souci d'empêcher à tout prix des conflits armés entre deux ou plusieurs Etats indépendants, lesquels pouvaient affaiblir dangereusement ces Etats sur le plan africain comme sur le plan international, et pouvait même, pour peu qu'ils se prolongent, fournir prétexte à des interventions impérialistes. Cette mesure immédiate, selon Benot, n'était pas un frein au progrès de l'unité qu'il n'interdit nullement. En effet, explique-t-il, *« rien n'a jamais dit dans la Charte que le respect des frontières établies devait signifier autre chose que l'interdiction des guerres de conquête et de révision territoriale entre Etats indépendants ; rien, me semble t-il, n'aurait dû permettre d'opposer ce principe à d'éventuelles fusions d'Etats, à des regroupements territoriaux pacifiques. »*¹⁰¹⁶

Cette déclaration amène à penser que les accusations qu'on porte contre l'O.U.A. via ses principes sus-évoqués n'étaient que des prétextes pour certains Etats pour ne pas avoir à sceller leur destin au sein d'une Organisation supranationale. Sinon, comment comprendre la résurgence des groupements régionaux après que les lampions se soient éteints sur Addis-Abeba ?

B- Les efforts d'intégration régionale

A la Conférence d'Addis-Abeba, le sous-régionalisme a été l'un des sujets qui ont été le plus fortement discutés parmi les sept principes de la Charte de l'O.U.A tels que N. V. Chien les a énoncés.¹⁰¹⁷ Les positions exprimées à ce propos lors de la Conférence et que N.

¹⁰¹⁶ Yves Benot, op. cit., p. 187.

¹⁰¹⁷ N. V. Chien affirme le contraire. Pour lui, les Chefs d'Etats ont évité de discuter du problème parce qu'à leurs yeux c'était une question délicate. Pourtant, dans la suite de son texte il égrène un chapelet de points de vues sur le sujet comme étant les positions défendues par quelques délégations présentes à Addis-Abeba. Pour Maurice Gléglé-Ahanhanzo, il ne fait point de doute qu'*« après l'adoption de la Charte de l'OUA en 1963, un débat passionné s'instaura entre fédéralistes ou progressistes minoritaires et la majorité favorable à la coopération étatique. Le débat [porta] sur le maintien ou la suppression des organisations régionales ou sous-régionales qui existaient avant la naissance de l'OUA et qui regroupaient essentiellement les pays francophones de l'ex AOF et AEF, à l'exception de la Guinée et du Mali. Le principe retenu était celui de l'intégration à l'OUA des organisations telles l'Union Africaine Malgache et*

V. Chien a égrenées sont antagonistes. Par exemple, lorsque le Président Sékou-Touré réclame la dissolution de toutes organisations régionales préexistantes en déclarant que : « *La Charte de Casablanca et la Charte de Monrovia ont été des tentatives d'Unité africaine et des moyens d'accélération du processus historique de l'Afrique. Ces moyens doivent se fondre en une seule Charte de l'Afrique unie* », les autres chefs d'Etat défendent, par opposition, le principe du pluralisme régional. Le président Tsiranana explique ainsi son point de vue :

« Je pense que les regroupements régionaux seront initialement indispensables ; ils seront un moyen, non une fin en soi ; et nous devons tendre à fusionner ultérieurement les complexes économiques ou autres qu'ils auront formés. Il m'est difficile de croire que le régionalisme ne puisse développer les particularismes. Je pense, bien au contraire, qu'il favorisera la coopération et contribuera à l'épanouissement de l'universalisme africain. En résumé, je crois sincèrement que, dans tous les compartiments de notre coopération, le processus sera identique : que notre unité résultera du rassemblement des groupements régionaux. Je crois même qu'il sera nécessaire de créer de nouveaux regroupements régionaux pour couvrir le continent d'un dispositif harmonieux de coopération... »

Le président Senghor défend la même thèse : « *Dans un premier temps, nous reconnâtrons ces diversités complémentaires. Nous aiderons même à les organiser en unions régionales.* »

Selon le président Habib Bourguiba, « *les ententes régionales peuvent jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique. Nous savons, en effet, que les pays industrialisés, fournisseurs d'assistance technique et aide en capitaux, préfèrent traiter avec des ensembles plutôt qu'avec des pays isolés. D'autres part, il est plus facile à des pays groupés au sein d'un ensemble d'harmoniser dans le cadre commun leurs politiques économiques et sociales...* »

L'Empereur d'Ethiopie propose une attitude plus nuancée :

le Conseil de l'Entente. L'intégration ne se fit pas. » op. cit., p. 47. Cela va entraîner en marge de l'O.U.A, le développement d'autres organisations régionales.

« L'union que nous cherchons à réaliser ne peut qu'arriver graduellement... Par conséquent, une période de transition est inévitable. Des relations et des arrangements anciens peuvent encore continuer pendant un certain temps. Des organisations régionales peuvent remplir des fonctions et des besoins qui ne pourraient être autrement. Mais ce qu'il y a de différent ici, c'est que nous connaissons ces situations pour ce qu'elles valent, c'est-à-dire comme des succédanés et des expédients temporaires dont nous nous servons jusqu'au jour où nous aurons réalisé les conditions qui rendront possible l'unité africaine totale... »¹⁰¹⁸

Ainsi en reconnaissant à la majorité simple que le sous-régionalisme est compatible avec le continentalisme africain et que *« le regroupement régional a favorisé la réalisation de l'Unité africaine et le développement de la coopération entre les Etats membres »¹⁰¹⁹*, la Charte de l'O.U.A prenait comme base de l'Unité africaine à construire, le renforcement ou la création de ces organisations sous-régionales ou régionales spécialisées où à vocation multiple dont parle Hélène d'Alméida-Topor. Sur ce point, il importe de marquer un arrêt pour tenter de comprendre avec Maurice Gléglé-Ahanhanzo comment l'O.U.A qui adoptait le pluralisme régional voyait ces regroupements souhaités s'opérer ; surtout comment ces regroupements devaient amener à l'unité africaine ?

1- Les organisations régionales d'intégration économique et l'Unité Africaine

Selon Maurice Gléglé-Ahanhanzo les regroupements devaient s'opérer sur la base de la région. Or la définition de celle-ci pose problème. Dans *Les fondements économiques et culturels d'Etat fédéral d'Afrique noire*, Cheikh Anta Diop définit huit régions en fonction de la nécessité du développement économique et des potentialités énergétiques de l'Afrique. Il s'agit de région à vocation industrielle :

« 1- Le Bassin du Zaïre ;

¹⁰¹⁸ N. V. Chien, op. cit., p. 231-232. Toutes les citations qui précèdent sont tirées des mêmes pages.

¹⁰¹⁹ Cette résolution ne fut adoptée par les chefs d'Etat que plus tard, sur proposition des Ministres des Affaires étrangères réunis à Dakar le 10 août 1963. N. V. Chien, op. cit., p. 232.

2- La région du Golfe du Bénin centrée sur le Nigéria et encadrée par le Dahomey (Bénin actuel), le Togo et le Cameroun;

3- Le Ghana et la Côte d'Ivoire ;

4- La Guinée, Sierra-Leone et le Libéria ;

5- La Zone tropicale : Sénégal, Mali, Niger ;

6- Le Soudan nilotique : Grands Lacs – Ethiopie ;

7- Le Bassin du Zambèze ;

8- L'Afrique du Sud ». ¹⁰²⁰

A ces huit régions il faudrait ajouter naturellement, pense Maurice Gléglé Ahanhanzo, le Maghreb et le Machrech.¹⁰²¹ Le président Sékou Touré quant à lui, dans son ouvrage *Des Etats-Unis d'Afrique*,¹⁰²² fonde l'unité et le développement de l'Afrique sur les cinq grandes régions géographiques reconnues par l'O.U.A ; chacune de ces dernières devrait former une fédération appelée les Etats-Unis d'Afrique. Cette proposition va dans le sens de celle qu'avait faite le Président Senghor en 1963 à Addis-Abeba et que nous avons déjà cité, à savoir la formation de quatre ou cinq régions.

Mais comme le Deuxième Colloque sur l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest tenu à Conakry n'a pas réussi comme celui de Dakar, à définir la région¹⁰²³, les promoteurs des organisations régionales ou sous-régionales africaines les ont établi, comme

¹⁰²⁰ Cheikh Anta Diop, *Les fondements économiques et culturels d'Etat fédéral d'Afrique Noire*, Paris, Présence Africaine, Editions revue et corrigée, 1974, pp 73-110.

¹⁰²¹ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op.cit., p. 52.

¹⁰²² Sékou Touré, *Des Etats-Unis d'Afrique*, Conakry, Bureau de Presse de la Présidence de la République, 1980.

¹⁰²³ « La région en soi n'existe pas. Il n'ya que des régions conventionnelles (...). La région est un espace conventionnel composé d'Etats animés de la volonté d'œuvrer ensemble dans les domaines économique, politique et socio-culturel en vue du développement intégré de leurs populations, et dans le cadre de la réalisation de l'Unité africaine. » Deuxième Colloque sur l'Intégration Economique de l'Afrique de l'Ouest, Conakry 15-20 avril 1980, R.P. de Guinée. 2 tomes – Imprimerie de l'Education et de la Culture, Conakry, 1981. Cité par Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op.cit., p. 52.

l'observe Maurice Gléglé-Ahanhanzo, sur la base des affinités historico-culturelles, (anglophones, francophones, lusophones), de l'environnement géographique ou d'intérêts communs, ou bien tout simplement sur une volonté politique. C'est bien ainsi que s'expliquent les regroupements suivants, qui de l'avis de Maurice Gléglé-Ahanhanzo, représentent les exemples les plus significatifs d'organisation régionales ou sous-régionales africaines :

« i) *l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) qui comprenait jusqu'en 1980 les pays suivants : Sénégal, Côte d'Ivoire, Haute Volta, Niger, Togo, Bénin, République centrafricaine, Rwanda, Maurice ; ii) le Conseil de l'Entente : Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta, Togo et Bénin ; iii) La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) : Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Sénégal et Bénin ; la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui transcende les clivages historico-culturels hérités de la colonisation et rassemble tous les Etats de l'Afrique de l'Ouest (au nombre de 16), de la Mauritanie au Nigeria inclus anglophones, francophones et lusophones ; v) la Communauté ou l'Autorité des pays riverains du Sahara, comprenant l'Algérie, la Mauritanie, la Libye, le Mali, le Niger et le Tchad ; vi) l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC) : Cameroun, République centrafricaine, Gabon, République populaire du Congo, Tchad. »¹⁰²⁴*

Voyons à présent par un examen de leurs objectifs si ces organisations cadrent avec l'idéal de l'unité africaine.

¹⁰²⁴ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 52-53. L'Afrique du Nord n'est pas restée à l'écart de ce mouvement. L'auteur atteste que dès 1926 de forts courants d'intégration régionale (de la création à Paris, en 1926 de l'Etoile nord-africaine, en passant en 1927, par la naissance de l'Association des étudiants d'Afrique du nord) avait permis de déboucher sur deux regroupements importants : l'Union Arabo-africaine (1984) et le Traité de fraternité (1983). Par ailleurs, au plan multilatéral, grâce à la concertation OUA-Ligue des pays arabes, une coopération afro-arabe s'est mise en place à partir de 1974, par l'intermédiaire d'institutions financières telles que la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Fonds arabe spécial pour l'Afrique (FASA)... p. 59.

2- Objectifs : développement économique ou Unité africaine ?

A la lecture de quelques-uns des objectifs que Maurice Gléglé-Ahanhanzo a mis en relief, toutes les organisations régionales se donnent comme objectif principal l'intégration et le développement économiques, et donc, selon leurs promoteurs, l'unité africaine. Ainsi, pour les membres de la CEAEO qui ont tenu à le clarifier dès le préambule de la Charte, il s'agit pour eux de *« promouvoir le développement économique harmonisé des Etats en vue d'améliorer le niveau de vie de leurs populations. »* Aux termes des articles 3 et 4 de ladite Charte : *« La communauté a pour mission de favoriser le développement harmonisé et équilibré des activités économiques des Etats membres en vue de parvenir à une amélioration aussi rapide que possible du niveau de vie de leurs populations »*. L'article 4 stipule ce qui suit :

*« Aux fins énoncés à l'article précédent, les Etats membres conviennent de poursuivre ensemble la réalisation des objectifs fondamentaux suivants : mettre en œuvre au niveau régional une politique active de coopération et d'intégration économique en particulier en ce qui concerne le développement de l'Agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'industrie, des transports et communications et du tourisme ; développer les échanges de produits agricoles et industriels des Etats membres, notamment en établissant entre eux une zone d'échanges organisée. La CEAEO vise donc à réaliser un espace économique et douanier unifié. »*¹⁰²⁵

La CEDEAO s'assigne des objectifs similaires : *« (...) Conscients de la nécessité impérieuse d'accélérer, de stimuler et d'encourager le progrès économique et social de leurs Etat dans le but d'améliorer le niveau de vie de leurs peuples. Rappelant la déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de l'Afrique adoptée par la dixième Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine... Conscients que les efforts en vue de la coopération sous-régionale ne doivent pas entraver ou contrarier d'autres efforts du même genre pour promouvoir une plus large coopération en Afrique ; affirmant que l'objectif final de leurs efforts est le développement économique accéléré et soutenu de leurs Etats, ainsi que la création d'une société homogène, aboutissant à l'unité des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment par l'élimination des*

¹⁰²⁵ Ibidem., p. 60. Toutes les citations qui précèdent sont tirées de la même page.

obstacles de tous genres à la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes... » les dirigeants africains entendent « promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, particulièrement dans les domaines de l'industrie, des transports, des télécommunications, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources naturelles, du commerce, des questions monétaires et financières et dans le domaine des affaires sociales et culturelles avec pour objectif d'élever le niveau de vie de ses peuples, d'accroître et de maintenir la stabilité économique, de renforcer les relations entre ses membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain ... »¹⁰²⁶

Les objectifs de la Communauté Economique des pays des Grands Lacs (CEPGL) sont de la même veine : *« ... convaincus que la création des ensembles économiques régionaux est une approche objective et un fondement réaliste de l'Unité Africaine... ».* Article 2 : *La Communauté a pour objectifs : « 1- d'assurer d'abord et avant tout, la sécurité des Etats et de leurs populations de façon qu'aucun élément ne vienne troubler l'ordre et la tranquillité sur leurs frontières respectives ; 2- de concevoir, de définir et de favoriser la création et le développement d'activités d'intérêt commun ; 3- de promouvoir et d'intensifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens ; 4- de coopérer de façon étroite dans les domaines social, économique, commercial, scientifique, culturel, politique, militaire, financier, technique et touristique, plus spécialement en matière judiciaire, douanière, sanitaire, énergétique, de transports et de télécommunications... ».*¹⁰²⁷

Eu égard à ce qui précède, s'agit-il vraiment d'intégration ou de coopération économique inter-étatique ? Telle est la question que s'est posée Maurice Gléglé-Ahanhanzo.

L'intégration, écrit Bela Balassa, s'analyse comme un processus et comme un état. En tant que processus, elle se réfère à l'introduction de mesures telles qu'elles tendent à l'élimination de toute discrimination entre les unités économiques appartenant aux différents Etats nationaux. Comme situation, elle signifie l'absence de discrimination entre les économies nationales.¹⁰²⁸ Pour Maurice Gléglé-Ahanhanzo, l'intégration en Afrique ne peut être perçue pour le moment, que comme un processus ; ainsi dit-il, peuvent être analysées certaines conventions et protocoles de la CEDEAO par exemple, qui portent sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement dans les seize Etats membres. Cette

¹⁰²⁶ Ibidem., p. 61.

¹⁰²⁷ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 61.

¹⁰²⁸ Bela Balassa, *The theory of economic integration*, Homewood, Irwin Inc, 1961, p. 26-27

approche selon lui, reste valable même si l'on adopte la définition de J. Weiller, Maurice Byé et André Marchal qui estiment que : « *intégrer, ce n'est pas additionner, c'est accroître, sur un espace donné, la compatibilité des plans d'un ensemble de centres de décision appelés à former un seul système économique. Etudier l'intégration c'est donc s'élever au-dessus du niveau du marché, se porter sur celui des choix, des anticipations et des volontés.* »¹⁰²⁹

L'économiste Jan Tinbergen¹⁰³⁰ pour sa part définit l'intégration économique comme étant à la fois l'élimination de la discrimination, à l'exemple des rapports entre agents économiques des pays non interventionnistes, et la formation et l'application de politiques coordonnées et communes à une échelle suffisante pour s'assurer que les objectifs majeurs économiques et de bien-être sont réalisés. Il s'ensuit que l'union économique est un état duquel la discrimination a été largement écartée, et où des politiques coordonnées et communes ont été et sont appliquées sur une échelle suffisante.

La question qui demeure par rapport à l'idéal de l'unité africaine est de savoir si l'intégration économique peut se faire sans une union politique ; et si elle peut directement, automatiquement, déboucher sur l'Etat fédéral africain continental dont a parlé Cheikh Anta Diop. De l'avis de Maurice Gléglé-Ahanhanzo il est difficile de répondre par l'affirmative. Dans la mesure où, s'interroge-t-il, l'Etat-Nation tend à se renforcer dans ces structures et à s'imposer à la conscience des populations d'une Afrique où toutes les conventions préservent la souveraineté de l'Etat, peut-on parler d'intégration ? L'intégration ne serait-elle qu'un idéal, un rêve, l'objectif immédiat étant la coopération entre les Etats ? L'intégration économique ou politique n'est-elle pas antinomique de l'Etat national jaloux de sa souveraineté et de son indépendance ?¹⁰³¹

Les questions que se posait Imre Vajda vont dans le même sens.

« Est-ce l'union économique, c'est-à-dire l'unification d'institutions économico-légales et de systèmes et d'objectifs de politique économique dans les pays membres de l'union qui posent les fondements nécessaires et engendrent, comme premier courant de pouvoir, l'union politique, ce qui implique la fusion de plusieurs Etats nations ou souverains, jusqu'à

¹⁰²⁹ Cité par Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 61-62.

¹⁰³⁰ Jean Tinbergen, *International economic integration*, Amsterdam, Elsevier, 1965.

¹⁰³¹ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 62.

*présents indépendants, en un Etat unique plurinational tandis que la supranationalité n'est qu'une étape sur la route menant à la plurinationalité et allant où... ? »*¹⁰³²

Mais, conclut l'auteur avec beaucoup de justesse : *« l'Etat national apparaît comme un phénomène trop puissant pour être facilement éliminé par les intégrations. »*¹⁰³³

Maurice Gléglé-Ahanhanzo apporte le commentaire suivant :

*« Bien que les institutions politiques soient déterminées par le mode de production et par les conditions sociales, l'intérêt économique en soi n'est pas d'après l'expérience historique une force créatrice d'Etat... L'intégration n'est pas l'antinomie de l'Etat national, l'intégration et l'Etat national vont bien ensemble, la première peut-être construite à l'intérieur de l'autre. Ceci paraît même désirable ; le second ne perd pas son identité dans l'intégration ».*¹⁰³⁴

Il en résulte que les dirigeants africains qui travaillent à l'intégration économique entendent conserver l'essentiel de la souveraineté de l'Etat. Ce point de vue devait être défendu ainsi par le président Tsiranana : *« Nous entendons conserver nos Etats dans leur totale souveraineté. »*¹⁰³⁵ Est-ce à dire que les Africains n'envisagent guère l'intégration politique ou les Etats-Unis d'Afrique dont l'O.U.A était sensé conduire la réalisation ? Les espoirs placés par ses promoteurs dans l'O.C.A.M pourraient nous aider à répondre à cette question.

¹⁰³² Imre Vajda, « Intégration, union économique, Etat national », in *Revue du Tiers-Monde*, Tome X, N° 37, janvier-mars, 1969.

¹⁰³³ Ibidem

¹⁰³⁴ Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op. cit., p. 62.

¹⁰³⁵ Cité par Boutros Boutros-Ghali, op. cit., p. 34.

C- L'Organisation Commune Africaine, Malgache ou l'unité de l'Afrique francophone¹⁰³⁶

Plusieurs faits ont conduit à la création le 10 février 1965, à Nouakchott la capitale mauritanienne, de l'Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne. Cette dernière est en fait, la version finale des mutations successives de l'Union Africaine et Malgache, née dès après les indépendances de 1960, sous l'impulsion du Président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, en Organisation Africaine et Malgache de la Coopération Economique.¹⁰³⁷

Dans le discours inaugural qu'il prononce lors de la Conférence d'Abidjan le 26 mai 1965, le président Houphouët-Boigny donne les raisons qui ont conduit à la création de l'O.C.A.M :

*« C'est devant la violation répétée des principes de base de l'O.U.A que nos Etats ont cru devoir fonder l'O.C.A.M qui se veut une organisation régionale, telle que la prévoit la Charte d'Addis-Abeba, organisation régionale tout à la fois dynamique et pacifique... »*¹⁰³⁸

Pour N. V. Chien qui a étudié sa Charte, l'O.C.A.M est essentiellement une association de coopération économique, sociale, technique et culturelle. Cependant, constate-t-il, elle a aussi une compétence d'ordre politique comme on peut le lire dans le préambule de ladite Charte :

« L'O.C.A.M est fondée sur la solidarité qui unit ses membres. Elle a pour but dans l'esprit de l'O.U.A, de renforcer la coopération et la solidarité

¹⁰³⁶ Avant d'examiner ce point, il faut signaler qu'en 1968, l'Ile Maurice rejoint le groupe et l'organisation devint Organisation Commune Africaine Malgache et Mauricienne. A l'origine elle regroupait les pays suivants : le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, Madagascar, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Zaïre.

¹⁰³⁷ Auguste N'Guelieutou Tch., « Les processus de mutation du mouvement panafricain : essai d'analyse du passage d'un panafricanisme relâché à un panafricanisme compact dans un contexte de mondialisation », in *Grandes œuvres et innovation continue dans les Arts et les Humanités en Afrique*, p. 3-4. <http://www.codesria.org/Links/conferences/accra/guelieutou.pdf>. Voir aussi à ce sujet, N. V. Chien, op. cit., p. 265-272., Maurice Gléglé-Ahanhanzo, op.cit., p. 91.

¹⁰³⁸ N. V. Chien, op. cit., p. 273.

*entre les Etats africains et malgache, afin d'accélérer leur développement économique, social, technique et culturel, de coordonner leurs programmes de développement et de faciliter entre eux le respect de la souveraineté et des options fondamentales de chaque Etat membre, des consultations de politique extérieure. »*¹⁰³⁹

En fait, si l'on compare la Charte de l'O.C.A.M et celle de l'O.U.A., on peut voir les mêmes principes et le même esprit. C'est aussi ce qu'a remarqué N. V. Chien qui va même jusqu'à considérer cette organisation comme une O.U.A à petite échelle, vu qu'elle prétend résoudre tous les problèmes de ses Etats membres dans le cas où l'O.U.A n'arrive pas à les résoudre. Selon lui, plusieurs chefs d'Etat de l'O.C.A.M ont même fait allusion à ce but. C'est le cas par exemple du président Malgache, Tsiranana qu'il cite. Ce dernier déclarait : « *Nous avons dû, très vite, constater avec une certaine déception, que la Charte de l'O.U.A n'était pas appliquée dans tous ses points, en particulier, en ses point essentiels.* »¹⁰⁴⁰

Ainsi, selon Auguste N'Guelieutou Tch., jusqu'à ce qu'elle soit dissoute en 1987, l'O.C.A.M s'est attelée avec succès à aplanir les différends qui divisaient certains de ses membres. La réconciliation de la République Démocratique du Congo avec ses voisins - le Congo Brazzaville et la République centrafricaine - en 1969 et entre le même pays avec le Rwanda en 1967 sont quelques exemples que N. V. Chien a retenus.

Sur le plan des réalisations concrètes, ses trois organismes spécialisés, à savoir l'Organisation Africaine et Malgache de la Coopération Economique, l'Union Africaine et Malgache des Postes et Télécommunications et l'Union Africaine et Malgache de défense se sont efforcés chacun pour leur part :

¹⁰³⁹ N. V. Chien, op. cit., p. 274-275. Les principes fondamentaux de la Charte de l'O.C.A.M tels que reproduit par N. V. Chien sont les suivants : 1- la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats membres ; 2- le respect de la souveraineté nationale ; 3- la solidarité et la coopération économique, sociale, technique et culturelle.

¹⁰⁴⁰ Ibidem., p. 275. Cette version des faits, apparemment, est appuyée par Guy de Lusignan qui décrit l'O.C.A.M comme une organisation régionale cohérente et dont les actions aident « *à coordonner les activités d'organismes sous-régionaux tels que l'U.D.E.A.C., l'U.D.O.A., le Conseil de l'Entente ou la toute récente Organisation des pays riverains du fleuve Sénégal.* » op. cit., p. 307.

« de promouvoir, de maintenir et d'étendre la coordination et la coopération des télécommunications et assurer ainsi une exploitation de haute qualité dans leurs relations réciproques et dans les leurs relations avec les autres pays. (U.A.M.P.T).

« de rapprocher et coordonner les politiques économiques ainsi que les plans de développement économique des pays membres de l'O.C.A.M. (U.A.M.C.E). »¹⁰⁴¹

L'O.C.A.M pour ainsi dire a constitué pendant un certain temps, à côté de l'O.U.A, l'un des vecteurs majeurs de l'unité du continent africain. C'est ce qu'atteste le président Houphouët-Boigny à la Conférence de Lomé, en 1972 : *« (...) nous croyons sincèrement avoir fait du bon travail dans la mesure où nous pouvons rassurer nos peuples que l'O.C.A.M., contre vents et marées, continue. Nous avons administré la preuve que la maturité politique des Africains est une réalité et que nous sommes capables de régler nos propres affaires pourvu que nous nous en donnions la peine... »¹⁰⁴²*

¹⁰⁴¹ Ibidem. La défunte compagnie aérienne multinationale Air-Afrique serait le résultat des efforts de coopération de l'O.C.A.M, selon N. V. Chien.

¹⁰⁴² Cité par N. V. Chien, op. cit., p. 278.

Conclusion partielle

Cet avant dernier chapitre a montré qu'un fort courant d'unité a animé la vie politique des Etats indépendants d'Amérique latine et d'Afrique, apportant son lot de désillusions et d'espoirs. Depuis les luttes fratricides qui ont abouti à la ré-organisation du continent en de petites unités nationales, toutes sortes de formules ont été expérimentées pour arriver à ce que les luttes pour les indépendances n'ont pas pu donner aux peuples d'Amérique latine et d'Afrique, à savoir leur indépendance totale et leur unité. Ces formules se sont caractérisées plus par leur approche économique que politique. Ainsi en témoignent les Conférences régionales plus ou moins élargies qui se sont tenues soit pour parler de « coopération économique », de « coordination des activités » soit pour étudier les possibilités d'intensifications des échanges intra-américaines et intra-africaines. En d'autres termes, pour déterminer les conditions d'intégration économique, et au-delà, l'unité latino-américaine et l'unité africaine en cette époque dite « moderne ». Le chapitre qui s'ouvre à présent parlera plus clairement de cela.

CHAPITRE II: L'UNITE EN AMERIQUE ET EN AFRIQUE DE 1990-2007

Le terme « époque moderne » que nous avons employé a été emprunté à Olivier Dabène. Ce spécialiste de l'Amérique latine considère la période comprise entre les années 1870 et 2003 comme étant le XXe siècle latino-américain ou encore l'ère moderne en Amérique latine. « *Le XXe siècle en Amérique latine a commencé en 1870 et s'est clos le 1^{er} janvier 2003*, dit-il. »¹⁰⁴³ Selon Dabène, c'est la période la plus appropriée pour comprendre l'évolution de l'intégration économique dans le sous continent.

A notre avis, trois périodes apparaissent des plus pertinentes pour saisir l'évolution du panaméricanisme en Amérique latine. D'abord, les années 1950-1960 : elles correspondent chez des chercheurs comme Martine Guibert, Castro Rea, aux années phares des premiers projets d'intégration de caractères économiques réalisés dans un contexte marqué par le retard économique des pays du continent et les conditions internes de misère et d'injustice qui frappe ses populations. Castro Rea soutient : « *L'Alliance... reconnaissait que la source des conflits et des instabilités dans la région, qui pouvaient permettre "l'intromission" – des soviétiques -, provenait avant tout des conditions internes de misère et d'injustice.* »¹⁰⁴⁴

Ensuite, nous avons l'année 1990 qui est aux yeux de Pierre Vayssière, Olivier Dabène et Martine Guibert, la période au cours de laquelle le panaméricanisme connaît un certain regain sur l'ensemble du continent après les années creuses qui ont accompagné l'échec des premiers projets d'intégration économique. La manifestation la plus éclatante est bel et bien l'implosion des organisations régionales à caractères économiques « *dans un effort*, comme l'écrit Olivier Dabène, *pour mettre en place des instruments de gouvernance régionale.* »¹⁰⁴⁵

¹⁰⁴³ Ibidem., p. 1.

¹⁰⁴⁴ Martine Guibert, *Amérique Latine, intégration régionale et mondialisation*, Mon Caf, 31 janvier 2007, http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1054; Castro Rea, *Du pessimisme chronique à l'optimisme téméraire : l'intégration latino-américaine et l'initiative pour les Amériques*, GRIC, Cahier de recherche 93-3, Montréal : Université du Québec à Montréal, mai 1993.

¹⁰⁴⁵ Olivier Dabène, op. cit., p. 202. Martine Guibert déclare à ce sujet que : « *Ce n'est que dans les années 1990, lorsque les démocraties se consolident et que l'approche libérale fonde les politiques macro-économiques, que de nouvelles tentatives d'intégration régionale émergent. L'Amérique latine entre véritablement dans une phase de relance de ses entités régionales, qu'elles soient renouvelées ou créées.* » Martine Guibert, op. cit. http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1054

Enfin, l'année 2007 marque un tournant décisif dans la recherche de l'unité en Amérique latine. C'est l'année qui voit l'inauguration de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques, un projet d'intégration régionale lancé par les Présidents du Venezuela et de Cuba. Pour Marcelo Colussi, Raúl Zibechi, Jim D. Cockcroft, l'ALBA exprime la volonté des latino-américains de créer un pôle d'intégration totalement indépendant de la tutelle nord-américaine.

En somme, notre réflexion sur l'unité en Amérique latine à l'ère moderne prendra sa source dans le XXe siècle d'Olivier Dabène pour déboucher au delà des frontières de l'année 2003. Cela nous permettra d'intégrer dans notre travail les manifestations qui se sont signalées dans le tournant de ces dernières années.

Le lecteur se rendra compte que les étapes que nous venons de définir pour l'Amérique latine ne cadrent pas avec la situation du continent Africain dont l'histoire en ce qui concerne l'unité est plus récente. A ce sujet, dans l'analyse qu'il a faite sur les processus d'intégration en Afrique, Seydou Ouedraogo distingue deux générations d'expériences africaines d'intégration régionales. Selon lui, la première génération s'étale sur les trois premières décennies post indépendances. Elle se caractérise par l'apparition sur le champ politico-économique africain, des organisations régionales de types économiques et la création de l'OUA dont nous avons donné un large aperçu dans le chapitre précédent. Ces processus, n'ayant pas, d'après Ouedraogo, connu les réussites escomptées, il se pose donc la double question de l'utilité de la stratégie de l'intégration régionale et de la nécessité de réviser les approches passées pour aboutir à de véritables intégrations.

La seconde génération, postérieure à la chute du mur de Berlin vient, toujours selon Ouedraogo, en réponse à ces questions.¹⁰⁴⁶ Dans ce chapitre, pour ce qui est de l'Afrique, nous parlerons tour à tour du processus de mutation des organisations régionales et de l'Organisation de l'Unité Africaine en Union Africaine. Mais avant, revenons sur le cas de l'Amérique latine par un aperçu général du continent à la fin du XIXe siècle.

¹⁰⁴⁶ Seydou Ouedraogo, *Trajectoire historique, actualités et perspectives du panafricanisme*, p. 14-15.
<http://www.ukzn.ac.za/ccs/files/ouedraogo.pdf>.

I- Etude du cas de l'Amérique latine

A- Aperçu général du continent latino-américain à la fin du XIXe siècle

Le regard que les spécialistes, notamment Olivier Dabène ont du dernier quart du XIXe siècle latino-américain n'est pas des plus réjouissants. En effet, vers la fin du XIXe siècle, l'Amérique latine n'avait pas encore trouvé son équilibre. Pour certains pays, un demi-siècle d'indépendance n'avait pas été suffisant pour que s'instaurât un ordre politique stable. Les formidables bouleversements provoqués par la rupture des liens avec l'Espagne produisaient encore des ondes de choc. Presque partout, des hommes forts, des *caudillos*, avaient rempli le vide politique laissé par la désorganisation administrative. Leur appétit de pouvoir, les rivalités qui les opposaient, et la faiblesse de l'Etat central ont été autant de facteurs explicatifs des tensions centrifuges qui ont secoué les sociétés latino-américaines de l'époque. Les grands débats qui les ont animé – protection des privilèges de l'Eglise catholique, adoption du centralisme ou du fédéralisme – donnèrent lieu à de violents affrontements entre libéraux et conservateurs. Les frontières entre les pays étant incertaines, ces désordres intérieurs générèrent de surcroît souvent des conflits. La guerre du Paraguay (1864-1870) ou celle du Pacifique (1879-1883) en furent des illustrations. Dans ce panorama de militarisme et d'instabilité, le Brésil et le Chili sont pour Olivier Dabène, les bons élèves qui se sont illustrés par une stabilité précoce.

L'économie latino-américaine quant à elle n'alla pas mieux. Au moment des indépendances, la désorganisation des finances coloniales avait laissé les nouveaux pays exsangues. Ils avaient dû ainsi s'endetter lourdement, notamment auprès d'établissements bancaires britanniques, grevant leur autonomie. Malgré cela, à la fin du XIXe siècle, « *les vecteurs du développement, observe Olivier Dabène, n'étaient pas encore apparus, les espaces pas mis en valeur.* »¹⁰⁴⁷

En somme, le panorama politique et économique de la fin du XIXe siècle latino-américain était celui d'une totale anarchie, au niveau politique, et d'une dépendance économique et financière dont les conséquences sur l'évolution de la question de l'unité portèrent la marque de la montée en puissance des Etats-Unis et de la faiblesse des pays latino-américains.

¹⁰⁴⁷ Ibidem., p. 1.

B- Situation de l'Amérique latine au début du XXe siècle

Au début du XXe siècle, la vie politique des Etats latino-américains reste encore, pour Pierre Vayssière, largement dominée par les mœurs du siècle précédent, même si l'on pressent certaines mutations en gestation dans des pays comme l'Argentine ou l'Uruguay. Sur cet espace géographique à la fois immense et éclaté, le fédéralisme l'avait emporté sur le centralisme dans les quatre grands Etats : l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. Partout ailleurs, la forme unitaire avait fini par s'imposer, notamment dans les zones montagneuses, en Colombie par exemple, à partir de 1886. Là où il existait, le fédéralisme – il n'était pas intégral - restait affaibli, tant par la prépondérance présidentielle que par le poids déjà sensible des capitales.¹⁰⁴⁸

La vie politique elle-même jusque là dominée par le vieux système bipartite emprunté à l'Angleterre – conservateurs vs libéraux -, connut dans les dernières décennies du XIXe siècle un bouleversement. S'organisent dans les villes de nouveaux partis qui échappent à l'emprise des notables ruraux. Pierre Vayssière note :

« Ainsi, un parti républicain se forme au Brésil dès 1870, parti éclectique où se retrouvent des positivistes, des libéraux, des anarchistes, et même des socialistes (...). En Colombie, un parti républicain s'organise au début du siècle, rassemblant les libéraux et les conservateurs modérés. Au Chili, qui fait figure de pionnier, se forme en 1875 un Parti libéral démocratique qui se veut proche des couches « moyennes basses » - artisans, petits commerçants, ouvriers qualifiés. Un peu plus tard, en 1887, apparaît un Parti démocrate, qui s'autoproclame « le représentant du peuple ouvrier » (...). Dans l'Argentine secouée par la longue dépression de la fin du XIXe

¹⁰⁴⁸ En 1910, lors d'un voyage en Amérique du Sud, Georges Clemenceau portait sur le système présidentiel sud-américain un regard plutôt critique : « Sur le continent américain, écrit-il, c'est moins le Parlement que le pouvoir exécutif qui attire l'attention de l'observateur européen. C'est que le pouvoir exécutif domine en fait le Parlement au lieu d'être dominé par lui ». Clémenceau trouvait exorbitants les pouvoirs d'un président sud-américain : « c'était lui qui nommait les fonctionnaires, qui avait la co-initiative des lois et qui exerçait un droit de veto partiel sur telle ou telle partie d'un projet de loi émanant du Congrès. Le président pouvait également signer des décrets –lois et, en cas de perturbation de l'ordre public, suspendre les garanties constitutionnelles. Par ailleurs, le plus souvent, le président en exercice choisissait son successeur – pour le moins, il le désignait du doigt. » Cité par Pierre Vayssière, op. cit., p. 42.

siècle, les contestations urbaines s'expriment à travers l'Union civique radicale, fondée au début des années 1890 par Leandro N. Alem, un nationaliste anti-oligarchique. (...). Emergent également – surtout dans les pays du Sud où l'émigration européenne a été plus importante – des partis ouvriéristes, tels le Parti socialiste argentin (...). »¹⁰⁴⁹

Le vieux débat sur la place de l'Eglise catholique dans l'organisation civile des nouveaux pays connaissait un début de solution. A l'exception des pays comme l'Argentine, le Costa Rica et le Paraguay qui continuaient de reconnaître le catholicisme comme religion « officielle » ou « privilégiée », et le Pérou, la Colombie, le Venezuela qui persistaient à l'assimiler à une religion d'Etat, les premiers gouvernements libéraux latino-américains proclamèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

« La Colombie fut le premier pays à adopter, écrit Pierre Vayssière, de façon provisoire, entre 1853 et 1887, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Au Mexique, le gouvernement de B. Juarez décida en 1958 de confisquer les biens de l'Eglise, et de proclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat – celle-ci fut inscrite une première fois dans la Constitution mexicaine, en 1885, puis à nouveau en 1917. La Première République brésilienne adopta la séparation en 1893, et l'exemple fut bientôt suivi par la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, puis par le Chili, l'Uruguay et la Bolivie. »¹⁰⁵⁰

Sur le plan économique, il faut d'emblée reconnaître, estime Olivier Dabène, une modernisation économique de l'Amérique latine. L'impulsion de la modernisation économique serait due à la croissance des économies européennes et nord-américaines et à la forte demande de matières premières dont l'Amérique latine se trouvait bien dotée. Les pays qui les premiers étaient parvenus à stabiliser leur vie politique furent les mieux placés pour répondre à la demande. Ce fut le cas du Brésil, Mexique, Chili, et de l'Argentine où l'Etat

¹⁰⁴⁹ Ibidem., p. 46.

¹⁰⁵⁰ Ibidem., p. 42-43. Tout au long du XIXe siècle, l'Eglise catholique, selon Pierre Vayssière, avait joué un rôle politique important, aux côtés des forces traditionnelles. Le haut clergé émanait presque toujours des vieilles familles créoles, et il s'alignaient sans état d'âme du côté des partis conservateurs, contre les libéraux qui affichaient leur laïcité et qui défendaient le principe de l'état civil.

consolidé fut en mesure de créer les conditions propices au développement économique. Dabène n'oublie pas d'autres pays comme le Venezuela ou le Guatemala, qui à son avis, connurent aussi de spectaculaires progrès économiques grâce à une longue période de stabilité due à la domination de *caudillos*. « *Dans tous les cas, conclut-il, la stabilité politique et la croissance se renforcèrent mutuellement.* »¹⁰⁵¹

La modernisation eut aussi des résultats spectaculaires au niveau social. La population, en premier lieu, connut une expansion entre 1850 et 1930 comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : La population de l'Amérique latine, 1850-1930 (en milliers d'habitants et en %)¹⁰⁵²

	1850	1900	1930	1850-1900	1900-1930
Amérique du Sud tempérée					
Argentine	1100	4693	11936	2,9	3,1
Chili	1443	2959	4365	1,4	1,3
Paraguay	350	440	880	0,4	2,3
Uruguay	132	915	1599	4,0	1,9
Sous-total	3025	9007	18780	2,2	2,4
Amérique du Sud tropicale					
Bolivie	1374	1696	2153	0,4	0,8
Brésil	7230	17980	33568	1,8	2,1
Colombie	2065	3825	7350	1,2	2,0
Equateur	816	1400	2160	1,1	1,5
Pérou	2001	3791	5651	1,3	1,4
Venezuela	1490	2344	2950	0,9	0,8
Sous-total	14976	31036	53832	1,5	1,9
Caraïbes					
Cuba	1186	1583	3837	0,6	3,0

¹⁰⁵¹ Olivier Dabène, op. cit, p. 9-10.

¹⁰⁵² Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin/VUEF, 2003, p. 16.

Porto Rico	495	959	1552	1,4	1,6
Rép. Dominicaine	146	515	1227	2,4	2,9
Haïti	938	1560	2422	1,0	1,5
Sous-total	2765	4617	9038	1,0	2,3
Mexique et Amérique centrale					
Mexique	7662	13607	16589	1,0	0,8
Costa Rica	101	297	499	2,2	1,7
El Salvador	366	766	1443	1,0	2,1
Guatemala	850	1300	1771	0,9	1,0
Honduras	350	500	948	0,7	1,5
Nicaragua	300	478	742	0,9	1,5
Panama	135	263	502	1,4	2,7
Sous-total	9764	17211	22494	1,1	0,9
Total	30530	61871	104144	1,4	1,7

Le tableau récapitulatif qu'Olivier Dabène dresse montre que les pays de l'Amérique latine tempérée connaissent des taux de croissance exceptionnels, essentiellement, de l'avis de Charles Lancha, en raison d'une immigration européenne – latine surtout - massive.¹⁰⁵³ De fait, elle fut ouvertement encouragée par les autorités politiques qui souhaitaient aussi européaniser les populations. Dabène qui apporte cette précision note que conjointement au développement des activités économiques, l'immigration contribua en conséquence à redessiner la carte des foyers de peuplements internes. De nouveaux espaces furent mis en valeur, de grandes villes apparurent. Surtout, elle modifia en profondeur les structures sociales, en faisant surgir de nouvelles classes – ouvrières et paysannes par exemple -, et donna aux affrontements politiques un caractère nouveau.¹⁰⁵⁴

¹⁰⁵³ Charles Lancha précise cependant que c'est au Brésil et dans le Río de la Plata que l'immigration européenne latine a été la plus forte : « *Le Brésil accueille, pour sa part, quatre millions de personnes, avec un gain net de 2,5 millions. L'accroissement de la population uruguayenne, de 1884 à 1924, est dû pour un tiers à l'immigration ; le nombre d'habitants passe alors de 520 000 à 1 667 000.* » op. cit., p. 150.

¹⁰⁵⁴ Olivier Dabène, op. cit, p. 17. Le rôle que jouèrent les immigrés dans les mouvements sociaux que connaît l'Amérique latine reste pour Dabène, très ambigu. Néanmoins, il constate que l'arrivée de nombreux

Tableau 2 : Taille des capitales latino-américaines (en milliers d’habitants et en %),

1870-1930¹⁰⁵⁵

Pays	Capitale	Population de la capitale		Pourcentage du total national	
		1870	1930	1870	1930
Argentine	Buenos Aires	187	2178	10,8	18,3
Brésil	Rio de Janeiro	69	176	3,5	8,2
Bolivie	La Paz	275	1701	2,7	5,0
Colombie	Bogota	41	330	1,4	3,8
Costa Rica	San José	9	51	5,5	10,8
Cuba	La Havane	230	654	15,2	16,5
Chili	Santiago	150	696	7,2	16,2
Equateur	Quito	76	127	7,1	8,2
Guatemala	Guatemala	50	121	4,6	6,0
Mexique	Mexico	230	1049	2,4	6,3
Paraguay	Asunción	25	97	7,6	11,0
Pérou	Lima	100	273	3,7	4,8
Uruguay	Montevideo	110	572	25,0	33,0
Venezuela	Caracas	49	203	2,8	6,0

En somme, comme en témoigne l’illustration ci-dessus portant sur l’urbanisation, les capitales concentrèrent une part croissante de la population des pays. On peut croire qu’elles devinrent par la même occasion des centres importants d’activités bureautiques et commerciales. Sur le plan politique, en souscrivant à l’interprétation d’Olivier Dabène, l’évolution de bien de régimes politiques (tableau 3) dans cette période s’explique par

travailleurs européens imprégnés d’une tradition de lutte ouvrière et de syndicalisme teinté d’anarchisme ne manqua pas de constituer en ce XXe siècle, une menace à l’ordre politique oligarchique établi sur l’ensemble du continent.

¹⁰⁵⁵ Olivier Dabène, op. cit., p. 20.

l'apparition de couches sociales moyennes urbaines auxquelles les traditionnelles recettes de contrôle social utilisées par les *caudillos* ne pouvaient plus s'appliquer.¹⁰⁵⁶

Tableau 3 : Tableau politique de l'Amérique latine au tournant du siècle : l'ordre

Oligarchique.¹⁰⁵⁷

Pays	Chef de l'Etat	Mode d'accession au pouvoir	Caractérisation de la période
Argentine	Julio Argentino Roca (1898-1904)	Election	Domination des conservateurs jusqu'en 1916
Bolivie	José Manuel Pando (1898-1904)	Election	Oligarchie au pouvoir depuis 1884, révolution libérale
Brésil	Manuel Ferraz de Campos Salles (1898-1902)	Election	République oligarchique, 1889-1914
Chili	Frederico Errázuriz (1898-1901)	Election	République parlementaire jusqu'en 1925
Colombie	José Manuel Marroquín (1900-1904)	Coup d'Etat	Hégémonie conservatrice, 1880-1930 ; Guerre civile « des Mille jours », 1899-1903
Costa Rica	Rafael Iglesias (1894-1902)	Election	République libérale 1882-1940
Equateur	Eloy Alfaro (1895-1901)	Coup d'Etat	Libéralisme radical 1815-1916
Guatemala	Manuel Estrada Cabrera (1898-1920)	Coup d'Etat	Caudillisme jusqu'en 1940

¹⁰⁵⁶ Ibidem., p. 20. La période qui s'étend de 1880 à 1914 fut selon Olivier Dabène, l'âge d'or de la domination oligarchique en Amérique latine. Celle-ci se caractérisa par un exercice direct du pouvoir de la part des groupes économiquement dominants, c'est-à-dire liés aux activités d'exportation.

¹⁰⁵⁷ Ibidem., p. 23.

Mexique	Porfirio Díaz (1884-1910)	Election	1910 : Révolution
Paraguay	Emilio Aceval (1898-1902)	Election	Hégémonie du parti <i>Colorado</i> jusqu'en 1904
Pérou	Eudardo López de Romaña (1899- 1903)	Succession	1895-1919 : République conservatrice puis retour au militarisme
Uruguay	Juan Lindolfo Cuestas (1897- 1903)	Succession	1903 : José Battle y Ordóñez consolide la démocratie
Venezuela	Cirpiano Castro (1899-1908)	Coup d'Etat	Caudillos des Andes jusqu'en 1945

C- L'ordre oligarchique et l'intégration régionale des pays andins

Pour avoir choisi au début de leur histoire de vivre dans une ignorance mutuelle et souvent totale de tout ce qui concernait leurs problèmes, les pays d'Amérique latine restèrent tributaires des puissances étrangères et des choix stratégiques de leur politique économique.¹⁰⁵⁸ Ainsi prise au piège du carcan de l'hégémonie financière étrangère, leur croissance économique spectaculaire que nous évoquions tantôt s'avéra très vite fragile, vulnérable, déséquilibrée. D'ailleurs, Charles Lancha note que nombre de pays latino-américains se sont vus obligés de se spécialiser dans quelques productions à grande échelle dont les exportations massives dépendaient là aussi, du capital étranger et de ses puissantes sociétés d'import et export.¹⁰⁵⁹ Ainsi que le souligne François Chevalier, ce type d'exportation soulève un problème fondamental : peut-il contribuer à la croissance ou au contraire, constitue-t-il un blocage insurmontable ? Selon ce spécialiste, ce problème général « se trouve au cœur de l'histoire de presque toute l'Amérique latine. »¹⁰⁶⁰ De fait, en

¹⁰⁵⁸ Tel est le point de vue de Pierre Léon : « *Le grand capitalisme étranger avait orienté le premier mouvement d'industrialisation dans le sens de ses intérêts propres ; il en avait fixé strictement les limites, en le maintenant sous son contrôle (...).* » Pierre Léon, *Economies et sociétés de l'Amérique latine. Essai sur les problèmes du développement à l'époque contemporaine 1815-1967*, Paris, SEDES, 1969, p. 130.

¹⁰⁵⁹ Charles Lancha, op. cit., p. 148-149.

¹⁰⁶⁰ François Chevalier, op. cit., p. 232.

accordant une part prépondérante à certaines exportations ou en se pliant aux exigences des investissements étrangers, l'Amérique latine lia son destin économique à celui des puissances étrangères. A ce sujet Charles Lancha déclare :

*« Chaque crise en Angleterre ou en France s'y répercute. En période de récession, l'Europe diminue ses achats et provoque l'effondrement des cours. Les méfaits de la dépendance apparaissent alors brutalement. »*¹⁰⁶¹

L'emprise du capital étranger n'a pas qu'une dimension économique. Elle comporte également une dimension politique. Selon Charles Lancha, les sympathies et donc l'appui du capital vont aux gouvernements forts, capables de garantir la sécurité du profit. L'exemple typique à ses yeux est bien la situation de l'Argentine où l'impérialisme britannique scella une alliance étroite avec l'oligarchie au pouvoir. En conséquence, les masses populaires – paysannes surtout, mais aussi le prolétariat minier – soumises à une exploitation renforcée eurent à affronter des régimes répressifs impitoyables.¹⁰⁶²

Cette symbiose du conservatisme latino-américain est également responsable du déclenchement de certains conflits entre pays latino-américains. Ainsi dans la guerre de la Triple Alliance (Argentine, Brésil, Uruguay) contre le Paraguay, la finance britannique a joué un rôle non négligeable. Pour Edouardo Galeano, il s'agissait d'abattre l'unique pays d'Amérique du Sud qui avait jusque là conservé son indépendance économique.¹⁰⁶³

De ce panorama des relations de l'Amérique latine avec le monde extérieur, nous pouvons donc dire avec Tadeusz Wirwa que L'Amérique latine n'est pas parvenue à s'organiser et surtout à coordonner ses intérêts économiques, faute d'une union et d'une solidarité des pays de ce continent. Finalement, l'indépendance politique que ces pays croyaient pouvoir recouvrer sans préalablement assurer l'indépendance économique de leurs peuples n'a été qu'une illusion.¹⁰⁶⁴ Etant donné cette réalité, les travaux concernant l'intégration économique vont à nouveau faire surface. L'année 1960 a notamment constitué le point de départ d'une intégration économique du continent latino-américain qu'il convient de rappeler.

¹⁰⁶¹ Charles Lancha, op. cit., p. 149.

¹⁰⁶² Ibidem., p. 151.

¹⁰⁶³ Edouardo Galeano, *Las venas abiertas de América latina*. Madrid, Siglo XX, 1979, p. 294.

¹⁰⁶⁴ T. Wyrwa, op. cit., p. 304.

1- A- L’A.L.A.L.C. ou le défi de l’intégration économique en Amérique latine

Le 18 février 1960, un traité fut signé à Montevideo, instituant l’Association latino-américaine de libre commerce.¹⁰⁶⁵ Ce traité a d’abord été signé par les sept pays suivants : l’Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l’Uruguay. En 1961, la Colombie y adhéra suivie par l’Equateur en 1962. Le Venezuela ne le signa que beaucoup plus tard, en 1966. Les Etats signataires du traité de Montevideo s’engageaient à créer dans un délai qui ne pourrait être supérieur à douze ans à compter de la date de son entrée en vigueur, une zone de libre échange entre leurs territoires nationaux. Le traité de Montevideo prévoyait l’élimination de toutes les entraves au commerce entre les pays membres pour arriver, au terme des douze ans, à une libre circulation de leurs produits agricoles et industriels.

Ce premier pas vers la création d’un marché commun en Amérique latine devait inévitablement se heurter aux obstacles posés par les forces traditionnelles, aussi bien de droite que de gauche. T. Wyrwa qui a examiné les éléments fondateurs de cet organisme décèle cinq difficultés principales à l’intégration économique latino-américaine :

*« a) l’instabilité politique et socio-économique de la plupart des pays latino-américains ; b) l’application d’une politique économique différente dans chacun de ces pays ; c) l’existence d’une structure de production établie à l’abri d’un protectionnisme, au détriment des critères économiques ; d) le niveau inégal de développement et leur coordination sur le plan continental ; f) la crainte d’une limitation de la souveraineté des Etats membres. »*¹⁰⁶⁶

¹⁰⁶⁵ Martine Guibert souligne que dans le courant de la même année, un Marché commun centro-américain voit le jour en Amérique centrale. A l’instar de l’A.L.A.L.C., il vise à promouvoir des accords multilatéraux entre ses membres. Martine Guibert, op. cit.,

¹⁰⁶⁶ T. Wyrwa, op. cit., p. 305. Ce dernier point a été fort critiqué par T. Wyrwa en ces termes: « ... que la dépendance économique, et par suite, politique de ces pays à l’égard des Etats-Unis du Nord, est plus facilement acceptée par leurs politiciens que la perspective de devoir compter avec la volonté de leurs voisins. C’est là tout l’esprit hispanique : face aux compatriotes ou aux pays voisins, il y a cet orgueil de se vouloir supérieur, mais on accepte de se soumettre aux dispositions d’un Etat étranger à l’hémisphère latino-américain, les Etats-Unis en l’occurrence. »

T. Wyrwa note cependant que la complexité des problèmes liés à l'intégration après la création de l'ALALC n'entama pas pour autant l'enthousiasme de quelques-uns de ses membres qui croyaient à cette intégration. Au contraire, ils en tirèrent des leçons, convaincu que leur avenir dépendait de leur union économique. Cependant, en raison des nombreuses difficultés cette union devait être établie par degrés ou plutôt par des accords sous-régionaux. Il en résulta la Déclaration des présidents d'Amérique signée en mai 1967 à Punta del Este, par laquelle les chefs d'Etats¹⁰⁶⁷ prirent la décision de créer effectivement en Amérique latine, dans un délai de quinze ans à partir de 1970, un Marché commun. Par cette Déclaration, le principe de la conclusion d'accords sous-régionaux fut approuvé, fixant les lignes générales sur lesquelles de tels accords devraient être fondés. Ce principe a constitué la base légale de la création du « Groupe andin » dont l'initiative remonte cependant, selon T. Wyrwa, à l'année précédant la Déclaration des présidents en 1967.¹⁰⁶⁸

2- L'intégration économique du « Groupe andin »

Pour Anne Duhamel, le « Groupe andin » de son ancienne appellation, « Pacte andin », formé en 1969 par les Accords de Carthagène constitue avant tout un groupement économique sous-régional. Le Pacte est, de son avis, le résultat direct de l'insatisfaction qu'ont éprouvé certains pays de puissance économique intermédiaire à l'endroit de l'Association latino-américaine de libre-échange et du processus de libéralisation des échanges qui tendait surtout à favoriser les pays les plus avancés sur le plan industriel.¹⁰⁶⁹ Sans nécessairement remettre en cause l'interprétation d'Anne Duhamel, T. Wyrwa déclare que c'est d'abord la difficulté pour l'A.L.A.L.C. « *de faire progresser l'intégration économique de l'Amérique latine* »¹⁰⁷⁰ qui a amené les six pays andins (la Bolivie, le Chili, la

¹⁰⁶⁷ Cette déclaration a été signée par tous les présidents des Etats-Unis du Nord et de tous les Etats latino-américains, à l'exception de Cuba et de l'Equateur.

¹⁰⁶⁸ Ibidem., p. 306.

¹⁰⁶⁹ Anne Duhamel, « L'intégration dans les Amériques : la communauté andine », in *Les notes d'information du GRIC*, Dernière mise à jour : 30 novembre 1999. <http://www.unites.uqam.ca/gric/Notinfo2.htm> Composé au départ de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Chili, il s'adjoint le Venezuela en 1973, tandis que le Chili s'en retire en 1976. A propos de la date de création du « Groupe andin », il importe de souligner qu'Anne Duhamel et T. Wyrwa avance des dates contradictoires. 1969 est cependant la date retenue par Martine Guibert sur l'acte de naissance du Pacte andin.

¹⁰⁷⁰ T. Wyrwa, op. cit., p. 306. A propos des divergences au sein du « Groupe andin » qui ont entraîné la création du C.A.F., Wyrwa apporte la précision selon laquelle c'est au cours de la réunion des délégations ministérielles de ces six pays, tenue à Carthagène en 1969, que les divergences d'intérêts se sont

Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela), à procéder à l'installation d'une organisation parallèle à celle de l'A.L.A.L.C. mais dans les cadres de cette dernière et limitée aux six pays mentionnés ci-dessus.

Par la « Déclaration de Bogota », les pays en question annoncèrent leur intention de créer une organisation ayant pour objectif de promouvoir une intégration accélérée de leurs économies par l'ouverture réciproque de leurs marchés et la coordination de leurs développements industriels. Ce n'est qu'après la Déclaration des présidents de mai 1967 approuvant la possibilité de conclure des accords sous-régionaux, que les Etats signataires de la Déclaration de Bogota mirent en exécution leur projet d'intégration. Après plusieurs réunions de leurs représentants, la création de la Corporation andine de développement, C. A. F. (Corporación andina de fomento) fut annoncée en février 1968. T. Wyrwa a clairement défini son but qui consisterait à *« contribuer au progrès du processus d'intégration régionale, orienter une spécialisation nationale et une distribution équitable des investissements dans la région, favoriser l'exploitation des possibilités et des ressources qu'offre son champ d'action, grâce à la création d'entreprises existantes. »*¹⁰⁷¹ C'est à son avis, la première institution mise en place depuis la Déclaration de Bogota, et en même temps, la première institution financière entièrement latino-américaine.

Malgré les déboires qu'elle devait connaître, Anne Duhamel retient que *« le Groupe andin (ou Communauté andine) a été un des projets d'intégration les plus ambitieux d'Amérique latine mais aussi un de ceux qui a rencontré le plus de difficultés dans la réalisation de ses objectifs. »*¹⁰⁷²

manifestées. Il y aurait eu deux tendances : l'une imposée par le Venezuela et suivie en partie par l'Equateur et le Pérou, en faveur d'un rythme plus lent de l'intégration andine, et l'autre, représentée surtout par le Chili et la Colombie, aspirant à aboutir à cette intégration dans un délai court. p. 308.

¹⁰⁷¹ Ibidem., p. 307.

¹⁰⁷² Anne Duhamel, op. cit. T. Wyrwa explique les difficultés pour le Groupe andin à réaliser son Marché commun par les pressions que les entreprises étrangères - surtout celles nord-américaines - opérant dans ses différents pays exercent sur les gouvernements pour contrecarrer toutes les mesures visant à assurer le contrôle de leurs activités par les pouvoirs publics. L'exemple sur ce point, est bien le cas de la Bolivie dont le président de l'époque, Hugo Banzer, arrivé au pouvoir à l'issue du coup d'Etat d'août 1971, par lequel les Etats-Unis se félicitaient de contribuer à faire sauter le « verrou bolivien », tentera toujours d'évincer toutes les mesures allant à l'encontre des intérêts financiers nord-américains au sein du Groupe. T. Wyrwa, op. cit., p. 310-311.

En somme, chaque trajectoire vers l'intégration dans les Amériques avait abouti à un cul-de-sac à la veille des années quatre vingt.¹⁰⁷³ L'ensemble du système interaméricain semblait avoir perdu toute pertinence tandis que le Groupe andin et les autres organismes de libre-échange étaient tous soit en crise, soit moribonds. Comment alors expliquer le retour en force de l'intégration et la résurgence du régionalisme continental au début des années 1990-1991 ?

3- 1990-1991 : La relance de l'intégration en Amérique latine

« Depuis le milieu des années quatre-vingt, observe Olivier Dabène, les processus d'intégration connaissent en Amérique latine une spectaculaire relance qui s'est manifestée par la signature d'un grand nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux de libre-échange. »

¹⁰⁷⁴ Ces accords tout azimut semble de l'avis de ce spécialiste séparer ces expériences d'intégration de celles lancées dans l'immédiat après-guerre. Comme argument, Dabène rappelle qu'à l'époque, l'Amérique latine avait adopté un modèle de développement introverti. Ce modèle reposait sur une sorte de pessimisme généralisé portant à croire que les exportations du continent étaient loin d'être compétitives sur le marché mondial. L'intégration régionale devait permettre de protéger le marché latino-américain de la concurrence internationale et de tirer profit des économies d'échelle pour promouvoir l'industrialisation. Aujourd'hui, poursuit Dabène, l'Amérique latine a adopté un modèle de développement extraverti. Le nouveau credo est la promotion des exportations en faisant usage des avantages comparatifs pour conquérir des marchés extérieurs. En conséquence, l'intégration régionale est considérée comme une étape vers l'ouverture totale des économies et comme un vecteur d'insertion compétitive dans les marchés mondiaux.

a- un contexte politique favorable

Dabène signale par ailleurs que le contexte politique est lui aussi devenu bien différent. Aux régimes autoritaires des années cinquante et à leurs États forts a succédé une

¹⁰⁷³ Tel est le constat posé par Martine Guibert : *« Tous ces accords de coopération économique entre pays voisins géographiquement, chapeautés à l'échelle du continent par l'ALALC, sont très difficiles à concrétiser, les moyens politiques et institutionnels faisant défaut. »* Martine Guibert, op. cit.

¹⁰⁷⁴ Olivier Dabène, « L'intégration régionale en Amérique latine : le Mercosur », in *Les études du CERI*, n°8, novembre 1995, www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude45.pdf

harmonie démocratique imprégnée d'idéologie néo-libérale qui, cependant, n'a pas totalement annihilé les éléments de continuité de la génération précédente.¹⁰⁷⁵

La création en 1960 de l'Association latino-américaine de libre-échange s'inscrivait selon lui, comme première étape volontariste de l'intégration. Certes, comme il le dit, le bilan de l'A.L.A.L.E. ou A.L.A.L.C. est généralement jugé négativement, l'objectif de supprimer toutes les barrières douanières n'ayant jamais été atteint. Néanmoins, il reconnaît que les milliers de concessions tarifaires négociées bilatéralement dans les années soixante, ainsi que le système de paiement adopté ont facilité les échanges et jeté les bases des accords de la génération suivante. C'est dans ce sens qu'en 1980, la transformation de l'A.L.A.L.C. en Association latino-américaine d'intégration a permis que soient signés des accords de portée partielle, c'est-à-dire n'impliquant pas la totalité des pays, accords conçus comme des étapes vers la mise en place d'un marché commun latino-américain. De ce point de vue, Félix Peña a pu qualifier avec raison l'ALADI de maison commune de tous les processus d'intégration économique qui se développent dans la région.¹⁰⁷⁶

En ces années 1990-1991, l'objectif étant de construire de vastes zones de libre-échange, de nombreux blocs régionaux allaient apparaître rapidement. Les années 1990-1991 font à ce titre date dans l'histoire économique de l'Amérique latine. De l'avis d'Olivier Dabène, le déclic initial serait sans doute « l'initiative pour les Amériques » proposée par le Président nord-américain George Bush dans un discours tenu le 27 juin 1990, sorte d'invitation à supprimer toutes les frontières douanières du continent, de l'Alaska à la Terre de feu.

¹⁰⁷⁵ En témoignage de ce changement au plan politique en faveur d'une culture de l'intégration basée sur des pratiques démocratiques, la création déjà en 1986 à Rio de Janeiro, du « Groupe de Rio » - groupait en 1989 la totalité des pays d'Amérique du Sud plus le Mexique – dont la Déclaration d'Acapulco (novembre 1989) mettait l'accent sur la nécessaire consolidation de la démocratie dans la région, la création d'un système multilatéral de commerce sans protectionnisme, le problème de la dette extérieure, le renforcement des processus d'intégration et le dialogue avec les pays industrialisés. A cela précède la réforme en 1985 de la Charte de l'OEA (Protocole de Cartagena de Indias) qui fait de la démocratie « *une condition indispensable pour la stabilité, la paix et le développement de la région* » ; puis en 1992 et 1993 où les protocoles de Washington et Managua viennent rendre la démocratie obligatoire dans le continent. Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, op. cit., p. 226-227.

¹⁰⁷⁶ Félix Peña, *Le Mercosur et ses perspectives : une option pour l'insertion compétitive dans l'économie mondiale*, Séminaire sur Les perspectives des processus d'intégration sous-régionale en Amérique latine et en Amérique du Sud, Bruxelles, IRELA-BID-CEE, 1er-5 novembre 1991.

b- Le projet nord-américain : l'initiative pour les Amériques

Selon Jean-Gérald Cadet, « L'initiative pour les Amériques » que le Président nord-américain propose à cette date est « un projet novateur » qui, avant tout, est l'aboutissement d'une stratégie basée sur la recherche de solution pour les problèmes économiques latino-américains.¹⁰⁷⁷ Bien que le projet ait été qualifié de flou par le Système Economique latino-américain¹⁰⁷⁸ et que les résultats aient été en deçà des objectifs annoncés, l'annonce de l'EAI en elle-même constitue pour Cadet, une étape importante dans les relations interaméricaines. En effet, observe-t-il, c'est la première fois que les Etats-Unis proposent un plan entièrement tourné sur l'économie et s'attaquant globalement aux difficultés économiques que connaissent les pays d'Amérique latine. Cadet reconnaît toutefois que les propositions de Bush restent dans la droite ligne de la stratégie globale d'ouverture des marchés mondiaux et de la primauté de l'économie de marché recherché par les Etats-unis.¹⁰⁷⁹

Lors de son allocution, Bush prit pour justificatif des motifs, les changements importants qui traversaient le monde depuis 1989 (fin de la Guerre froide suivi de la dislocation de l'URSS). Il poursuivit son analyse en soulignant que l'Amérique latine n'était pas en reste puisqu'à la consolidation démocratique, s'était ajoutée la consolidation économique : « *The political tranformation sweeping the rest of Latin America and the Cariggean has its parallel in the economic sphere.* »¹⁰⁸⁰ Afin d'aider cette région à maintenir le cap des réformes un peu partout, Bush proposa donc aux latino-américains un nouveau

¹⁰⁷⁷ Jean-Gérald Cadet, « Les Etats-Unis et l'Amérique latine. De Monroe à l'initiative pour les Amériques, ou de l'hégémonie totale à la volonté de partenariat », in *Continentalisation*, Cahier de recherche 2000-01, janvier 2000, p. 33. <http://www.unites.uqam.ca/gric>. Dans la suite du texte, nous utiliserons plus souvent l'acronyme anglais EAI.

¹⁰⁷⁸ Voir à ce sujet l'analyse qu'en fait le SELA quelques mois plus tard. SELA, *La iniciativa Bush para las Américas : analisis preleminar de la secretaria permanente del SELA*, XVI Reunión Ordinaria del Consejo Latinoamericano, Caracas, 3 al 7 de septiembre de 1990.

¹⁰⁷⁹ Jean-Gérarld Cadet, « L'initiative pour les Amérique et la redéfinition de la sécurité des Etats-Unis dans un contexte économique international en mutation », in *Continentalisation*, Cahier de recherche 2000-02, janvier 2000, p. 3. <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/gric-00-02-cadet.pdf>

¹⁰⁸⁰ Remarks Announcing the Enterprise for the Americas initiative. Discours de Bush, 27 juin 1990. Voir <http://www.tamu.edu/bushlib/papers/1990/90062702.html>

partenariat économique construit sur trois piliers : le commerce, l'investissement et la question de la dette des pays latino-américains.¹⁰⁸¹

En ce qui concerne le commerce, Bush proposa la création d'une zone hémisphérique de libre-échange.¹⁰⁸² A cette fin, il formula un plan en trois points que Cadet a clairement mis en exergue. Premièrement, la solidification de la coopération interaméricaine ; deuxièmement, l'accélération du mouvement d'ouverture des économies latino-américaines ; troisièmement, la négociation d'accord bilatéraux avec les Etats qui le désirent afin d'approfondir les relations commerciales, vu que certains pays n'étaient pas prêts à un accord de libre échange hémisphérique.¹⁰⁸³

S'agissant de la proposition nord-américaine concernant la promotion de l'investissement, deux mesures ont été annoncées par Bush. Les Etats-Unis et la Banque Interaméricaine de Développement travailleront de concert afin de créer un nouveau programme de prêts pour les nations qui réduiront les obstacles à l'investissement. La Banque mondiale est également invitée à participer à l'élaboration de ce programme. Par ailleurs, les nord-américains proposent la création d'un nouveau fonds d'investissement pour les Amériques, le Fonds multilatéral d'investissement. Ce fonds sera géré par la BID et sera doté d'un montant de trois cent millions \$US par année. Les Etats-Unis s'engagent à contribuer à hauteur de cent millions \$US et à solliciter la contribution des japonais et des Européens pour un montant identique. Cadet interprète cette proposition comme une volonté manifeste de faire revenir les capitaux étrangers dans la région après leur retrait durant les années 80.¹⁰⁸⁴

¹⁰⁸¹ Cadet note qu'en fait, Bush ne cherche pas uniquement à résoudre les problèmes économiques de l'Amérique latine. Il veut également que les entreprises américaines puissent profiter des opportunités qui ne manqueront pas de se présenter à elles au cours des années 90 grâce à l'ouverture des économies latino-américaines. La réduction de la dette des pays de la région et une plus grande ouverture commerciale devraient profiter aux peuples latino-américains ainsi qu'aux entreprises internationales, au premier chef desquelles les compagnies américaines. Jean-Gérard Cadet, *Les Etats-Unis et l'Amérique latine. De Monroe à l'initiative pour les Amériques*, op. cit., p. 35.

¹⁰⁸² « To expand trade, I propose that we begin the process of creating a hemispherewide free trade zone. »
Remarks Announcing the Enterprise for the Americas initiative, op. cit.

¹⁰⁸³ Jean-Gérard Cadet, *Les Etats-Unis et l'Amérique latine. De Monroe à l'initiative pour les Amériques*, op. cit., p. 35.

¹⁰⁸⁴ Bon nombre de spécialistes dont Peter Hakim et le SELA soulignent le caractère innovant de la proposition nord-américaine. Hakim soutient que ce fonds d'investissement aura pour effet de pallier la sous-capitalisation des économies latino-américaines, quand le SELA met l'accent sur le sérieux et l'inédit de la

Le troisième pilier quant à lui, rappelle Cadet, a pour objectif de réduire la dette des Etats latino-américains à travers une négociation tripartite impliquant Washington, les banques commerciales multinationales et les gouvernements latino-américains. Cette proposition concerne à la fois les sommes dues aux banques commerciales et au gouvernement nord-américain. Pour ce faire, Bush souhaite que la BID s'associe au FMI et à la Banque mondiale afin d'aider à réduire la dette commerciale auprès des banques privées. En second lieu, il suggère que les Etats-Unis, à travers un programme de réduction de la dette, s'engagent plus directement. Le gouvernement américain ayant accordé des prêts concessionnels (prêt garantis par l'Etat) et commerciaux à plusieurs Etats latino-américains, la portion concessionnelle doit être substantiellement réduite et les dettes commerciales vendues sous forme d'échange dette contre monnaie nationale, ou dette contre crédits environnementaux, aux pays ayant mis sur pied de tels programmes. La dernière proposition par rapport à la dette tente de lier protection de l'environnement et réduction de la dette. La volonté d'adopter des politiques de protection de l'environnement plus contraignantes peut passer par des échanges *debt-for-nature* ou par la création de trusts environnementaux dans lesquels les paiements d'intérêts dus aux Etats seraient versés en monnaies locales afin de financer des projets environnementaux.¹⁰⁸⁵ Jean-Gérald Cadet commente les propositions nord-américaines comme suit :

« Si ces propositions paraissent intéressantes, elle n'engagent pas énormément le gouvernement américain. Le libre échange transcontinental envisagé par Bush demeure un projet vague étant donné qu'aucun calendrier n'est donné pour les négociations à venir ; le président américain préfère se retrancher derrière de possibles accords bilatéraux. Quant à la question du fonds d'investissement, rien ne dit que les japonais et les Européens accepteront de contribuer au même niveau que les Américains, bien qu'un accord ait été conclu lors du sommet du G7 de

proposition en ces mots : « *Las propuestas de creación de un fondo de inversiones en el BID y de un nuevo programa de financiamiento en ese mismo organismo... para las naciones que avancen en la eliminación de obstáculos a la inversión extranjeras son novedosas en su forma.* » Peter Hakim, « President Bush's Southern Strategy : The Enterprise for America Initiative », in *The Washington Quarterly*, Spring, 1992, p. 99. SELA, op. cit., p. 5.

¹⁰⁸⁵ Jean-Gérald Cadet, *Les Etats-Unis et l'Amérique latine. De Monroe à l'initiative pour les Amériques*, op. cit., p. 37-38.

*Toronto. Seules les propositions concernant le problème de la dette peuvent avoir un impact immédiat en Amérique latine, mais un impact limité. »*¹⁰⁸⁶

On peut alors se poser la question du pourquoi de l'EAI à ce moment précis. Y aurait-il d'autres objectifs, implicites ceux-là, qui auraient guidé l'annonce de cette nouvelle orientation politique vis-à-vis de l'Amérique latine ? Sidney Weintraub avance deux causes possibles. Selon lui, les dirigeants américains s'aperçoivent que l'hégémonie politique dans la région coûterait beaucoup trop cher aux Etats-Unis, même dans un contexte changeant de retrait de l'URSS. En soutenant le développement de ses voisins, Washington en tirera un avantage politique (une stabilité accrue de la région) et économique (plus de débouchés pour les produits américains). Par ailleurs, la perspective de négocier un accord commercial avec le Mexique constitue un acte discriminatoire envers les autres pays d'Amérique latine. Il faut donc limiter les dégâts, c'est-à-dire réduire les causes de mécontentements des dirigeants latino-américains. Une proposition de libre-échange hémisphérique accomplit cet objectif de calmer les Latino-américains tout en n'étant pas très contraignante dans le contexte du début des années 90.¹⁰⁸⁷ Le SELA quant à lui semble croire que l'EAI résulte en fait de la faiblesse de Washington à s'imposer sur la scène économique internationale, que le déclin économique des Etats-Unis conduit les autorités américaines à faire une proposition sérieuse aux Latino-américains.¹⁰⁸⁸ A ces explications politiques, Robert Pastor et Peter Hakim proposent une autre hypothèse : selon eux, c'est la conjoncture internationale (ouverture de l'Europe de l'Est et invasion du Panama) qui expliquerait l'EAI.¹⁰⁸⁹

En tout état de cause, la réponse de l'Amérique latine à « l'initiative pour les Amériques » proposée par Bush, exprimée par exemple lors de la quatrième réunion au sommet du Groupe de Rio à Caracas en octobre 1990 - s'il faut croire Olivier Dabène -, fut positive mais peu enthousiaste.¹⁰⁹⁰ En outre, la signature le 26 mars 1991 à Asunción d'un

¹⁰⁸⁶ Ibidem., p. 38.

¹⁰⁸⁷ Sidney Weintraub, « The New US Economic Initiative toward Latin America », in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 33, N° 1, School of International Studies, University of Miami, 1991, p. 10.

¹⁰⁸⁸ SELA, *La iniciativa Bush para las Américas : analisis preliminar de la secretaria permanente del SELA*, op. cit., p. 15-16.

¹⁰⁸⁹ Robert Pastor, « The Bush Administration and Latin America : The Pragmatic Style and the Regionalist Option », in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 33, N° 3, School of International Studies, University of Miami, 1991, p. 15. Peter Hakim, op. cit., p. 93-94.

¹⁰⁹⁰ Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, op. cit., p. 228.

traité pour la constitution d'un Marché commun du Sud (Mercosur) entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, prévoyant l'élimination totale des droits de douane au 1^{er} janvier 1995 et les autres blocs commerciaux qui vont suivre¹⁰⁹¹ semble répondre à une volonté politique des différents gouvernements latino-américains de se lier les mains, à la fois pour consolider les démocraties et accélérer les réformes économiques, sans recourir à une quelconque structure supranationale. Par ailleurs, selon Olivier Dabène, la constitution de grands marchés du sud avait aussi clairement pour objectif « *de contrebalancer les efforts déployés par les États-Unis pour créer autour d'eux un bloc commercial.* »¹⁰⁹² Dans ce foisonnement de blocs régionaux, le Mercosur, pour Pierre Vayssière, figure « *parmi les unions économiques [strictement latino-américaines] les plus dynamiques au cours des années 1990.* »¹⁰⁹³

c- Le projet sud-américain : le Mercosur

Olivier Dabène distingue deux grandes séquences dans l'histoire du Mercosur en tant que processus d'intégration régionale. La première regroupe les efforts de rapprochement entre l'Argentine et le Brésil qui s'accélérent après le retour à la démocratie dans ces deux pays et qui se manifestent par une série de négociations s'étalant entre la déclaration d'Iguazú

¹⁰⁹¹ Le 18 mai 1991, les présidents du Venezuela, de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie s'entendent eux aussi pour transformer le Pacte andin en marché commun avant 1995. Quelques mois plus tard, le 22 septembre 1991, le Chili signait un accord de libre échange avec le Mexique, prévoyant l'élimination progressive de toutes les barrières douanières avant 1998. Le 3 décembre 1991, un Groupe des trois apparaît, associant le Mexique, le Venezuela et la Colombie, qui décide de créer un espace de libre-échange. Le onzième sommet des présidents centraméricains organisé à Tegucigalpa les 12 et 13 décembre 1991, prend la décision de transformer l'Organisation des États centraméricains, tombée en désuétude, en Système d'intégration centraméricain. Enfin, le 7 octobre 1992 le Mexique, les États-Unis et le Canada signent un Accord de libre-échange nord-américain prévoyant l'élimination des barrières douanières entre les trois pays dans un délai maximal de dix à quinze ans. Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, op. cit., p. 229.

¹⁰⁹² Olivier Dabène, « L'intégration régionale en Amérique latine : Le Mercosur », op. cit., p. 3. <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude8.pdf>. En 1988 Dabène présentait un autre point de vue. Il trouvait erroné de prétendre que le Mercosur ait été créé en réaction à l'EAI. En revanche, il était tout à faire claire selon lui que l'annonce de l'EAI le 27 juin 1990, correspondait exactement au moment où l'intégration argentine-brésilienne telle qu'elle figure dans le Traité de 1988, changeait de méthode. Olivier Dabène, « L'intégration régionale dans les Amériques. Économie politique de la convergence », in *Les Études du CERI*, N° 45, septembre 1988, p. 7.

¹⁰⁹³ Pierre Vayssière, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, op. cit., p. 225.

de novembre 1985 et la signature du traité d'Asunción en 1991. S'ouvre ensuite une période de transition, durant laquelle se constitue l'union douanière et s'ébauchent les institutions définitives, et qui prend fin avec la signature du protocole d'Ouro Preto le 17 décembre 1994.¹⁰⁹⁴

Tableau 4 : Principaux antécédents du Mercosur¹⁰⁹⁵

Date	Pays	Déclaration, acte, décision, traité, accord..
1960	11 pays d'AL	Traité de Montevideo : Association latino-américaine de libreéchange (ALALC)
1974	Argentine-Uruguay	Convention argentine-uruguayenne de complémentarité économique (CAUCE)
1975	Brésil-Uruguay	Protocole d'expansion commerciale (PEC)
1980	11 pays d'AL*	Traité de Montevideo : Association latino-américaine d'intégration (ALADI)
20/12/82	Argentine-Uruguay	Accord de complémentarité économique ACE 1
20/12/82	Brésil-Uruguay	Accord de complémentarité économique ACE 2
19/05/85	Argentine-Uruguay	Acte de Colonia
30/11/85	Argentine-Brésil	Déclaration conjointe de politique nucléaire Déclaration d'Iguazú
29/07/86	Argentine-Brésil	Acte pour l'intégration Argentine-Brésil Programme d'intégration et coopération économique (PICAB)
10/12/86	Argentine-Brésil	Acte d'amitié argentin-brésilien Démocratie, Paix et Développement

¹⁰⁹⁴ Olivier Dabène, « L'intégration régionale en Amérique latine : Le Mercosur », op. cit., p. 3.

¹⁰⁹⁵ Ibidem., p. 4. Les 11 pays d'Amérique latine signataires des traités de Montevideo sont tous des pays d'Amérique du sud (à l'exception de la Guyane et du Suriname) et le Mexique.

26/05/87	Argentine-Uruguay	Acte de Montevideo
06/04/88	Argentine-Brésil-Uruguay	Décision tripartite n 1
29/11/88	Argentine-Brésil	Traité d'intégration, de coopération et de développement
30/11/88	Argentine-Brésil-Uruguay	Décisions tripartites n 2 et 3
22/08/89	Argentine-Brésil-Uruguay	Décision tripartite n 4
16/03/90	Argentine-Brésil	Communiqué conjoint sur le processus d'intégration
06/07/90	Argentine-Brésil	Acte de Buenos Aires
20/12/90	Argentine-Brésil	Accord de complémentarité économique ACE 14

Ainsi doté d'une personnalité juridique internationale, le Mercosur entre officiellement en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Pour Anne Duhamel et Sylvain Turcotte, c'est le quatrième marché au monde après l'ALENA, l'Union Européenne et le Japon.¹⁰⁹⁶ Avant de voir sa place dans les processus d'intégration en cours dans la région, deux remarques préliminaires s'imposent.

Tout d'abord, il convient de noter avec Anne Duhamel et Sylvain Turcotte que le Traité d'Asunción a été signé à un moment où se dessinaient d'importantes fractures dans les relations économiques internationales. Le spectre d'un monde divisé en grands blocs économiques rivaux apparaissait alors d'autant plus menaçant que les Européens s'étaient engagés sur la voie de l'Union économique en 1989, et que les États-Unis s'engageant à leur tour sur la voie du régionalisme économique avaient lancé en juin 1990 leur grand projet pour les Amériques. Les craintes de se voir ainsi marginalisés sur la scène économique internationale étaient alors d'autant plus grandes pour les pays en développement qu'après avoir opté pour la voie libérale d'un développement ouvert et tourné vers l'extérieur, ceux-ci

¹⁰⁹⁶ Le Mercosur représente un peu plus de 200 million d'habitants, soit 44% de la population entière de l'Amérique latine et 59% de son territoire. Son PIB équivalait à 54 % du PIB global de la région en 1997.

Anne Duhamel, Sylvain Turcotte, *Le MERCOSUR : structures institutionnelles et stratégies économiques*, Montréal, Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Note de recherche volume 3, numéro 9, mai 2001.

http://www.unites.uqam.ca/dandurand/download/gres/duhamel+turcotte_mercosul.pdf

se trouvaient plus tributaires que jamais des conditions d'accès aux grands marchés internationaux. Par ailleurs, Anne Duhamel et Sylvain Turcotte rappellent que quel que fût l'attrait d'une éventuelle zone de libre-échange des Amériques, la signature d'accords bilatéraux ou sous régionaux n'était pas non plus sans présenter de multiples avantages pour des pays qui entendaient à travers ceux-ci, à la fois consolider les fragiles acquis démocratiques des dernières années et unir leurs efforts en vue d'assurer entre eux une plus grande complémentarité sur le plan économique tout en cherchant à être plus compétitifs sur la scène économique internationale. Si la voie suivie pour l'intégration est la voie compétitive du marché, il ne faudrait pas pour autant, selon Duhamel et Turcotte, sous estimer le fait que le projet lui-même répondait également à des préoccupations plus stratégiques, à la fois d'ordre interne et d'ordre externe qui apparaissent clairement dans les vingt-quatre protocoles du Traité.¹⁰⁹⁷

Dans ce contexte et après avoir passé en revue les différentes hypothèses de l'évolution des échanges entre eux, les membres fondateurs du Mercosur ont clairement défini les objectifs alliés à l'implantation du futur Marché commun dans le chapitre premier dudit Traité. Anne Duhamel et Sylvain Turcotte présentent ces objectifs comme suit :

« promouvoir la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production ;

¹⁰⁹⁷ La création du MERCOSUR répondait, au départ, à des préoccupations tout autant d'ordre politique qu'économique. Politique tout d'abord, dans la mesure où la plupart des auteurs s'accorde à dire que l'évolution de la conjoncture politique en Argentine et au Brésil a été sans doute beaucoup plus déterminante dans le rapprochement entre les deux pays que les facteurs économiques. La volonté des deux pays de renforcer la stabilité politique et la sécurité dans la région à travers un projet intégratif commun apparaît comme centrale dans la décision qui a été prise en ce sens à la fin des années 1980. À un autre niveau, international, il faut noter un très net changement d'approche et en particulier, la détermination nouvelle de la part de l'Argentine et du Brésil à chercher à s'insérer de manière plus compétitive dans l'économie mondiale. En ce sens, la formation d'un espace économique intégré apparaît tout autant comme un moyen pour ces deux pays de consolider cette insertion compétitive que comme l'occasion d'aller plus en avant sur la voie des réformes économiques. Enfin, la création progressive d'un marché commun englobant l'ensemble des pays du Cône sud était perçue comme un moyen de renforcer le pouvoir de négociation des pays de la région avec les pays avec lesquels ils entretiennent des relations commerciales depuis de longue date, soit les États-Unis d'un côté et les pays de l'Union européenne de l'autre. Anne Duhamel, Sylvain Turcotte, op. cit., p. 5. et 10.

« établir un tarif extérieur commun et d'adopter une politique commerciale commune vis à-vis des États tiers ;

« coordonner les politiques macro-économiques et sectorielles dans des domaines comme, par exemple, le commerce extérieur, l'agriculture, l'industrie, la fiscalité et la monnaie ;

« harmoniser les législations nationales de manière à consolider le processus d'intégration. Et pour atteindre ces objectifs, les quatre pays s'entendent (art. 5) pour mettre en place:

« [élaborer] un programme de libéralisation d'échanges entre les quatre pays devant conduire à la création d'une zone de libre-échange ;

« [adopter] une coordination des politiques macro-économiques ;

« [établir] un tarif extérieur commun ; et,

« [adopter] des accords sectoriels afin d'optimiser l'utilisation et la mobilité des facteurs de production. »¹⁰⁹⁸

Au vu des premiers résultats obtenus, Madeleine Portmann n'a pas hésité à considérer le Mercosur comme un succès « indiscutable » en matière d'intégration, autant sur le plan économique que politique.¹⁰⁹⁹ Cette impression est confirmée par la Commission européenne

¹⁰⁹⁸ Anne Duhamel, Sylvain Turcotte, op. cit., p. 6.

¹⁰⁹⁹ Madelaine Portmann, *Les relations entre le Mercosur et l'Union Européenne, Bilan et perspectives*, Institut d'Etudes politiques, Pessac, mai 2004, p. 2. <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/portmann.pdf>. Premièrement, le commerce intra-régional a connu au début de la décennie une très forte progression ; selon Anne Duhamel et Sylvain Turcotte, entre 1990 et 1998, les exportations intra-régionales étaient passées de 8,9 % à 25,1 % des exportations totales, et les importations intra-régionales de 14,1 % à 21,4%. Des importations totales. Certes, la crise du réel et les difficultés économiques de l'Argentine ont affecté le commerce intra-régional en 1999, celui-ci tombant à 19,9 % pour les exportations. L'année 2000 dans leur prévision devait s'annoncer beaucoup plus favorable à la croissance, ce qui devrait relancer le commerce entre les pays membres. Anne Duhamel, Sylvain Turcotte, op. cit., p.6. Malgré les graves crises économiques et financières qui ont frappé l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ainsi que les turbulences financières qui ont traversé le Brésil pendant la période 2000-2002, les

qui s'enorgueillit d'être le premier partenaire commercial du Mercosur ainsi que le premier investisseur étranger dans cette zone.¹¹⁰⁰ Fort de ses succès économiques et profitant d'un certain désenchantement à l'endroit de l'ALENA, le Mercosur se présente, selon A. Duhamel et S. Turcotte, comme une alternative beaucoup plus intéressante pour plusieurs de ses partenaires riverains qui n'ont pas hésité à signer des accords de complémentarité économique, ou à s'y associer ou encore à y postuler comme c'est le cas pour le Mexique et le Panama signalés dans les archives de la Documentation française.¹¹⁰¹

Le reflet de l'importance grandissante du Mercosur est aussi marqué sur la scène internationale. La signature en décembre 1995 d'un Accord-cadre de Coopération interrégionale entre le Mercosur et l'UE - le premier accord du genre, selon A. Duhamel et S. Turcotte, entre deux "blocs" - et les négociations commerciales devant mener au libre-échange entre ces deux blocs en est le témoignage marquant. Par ailleurs, toujours selon Duhamel et Turcotte, le simple fait que le Mercosur soit depuis peu une entité juridique internationale à part entière au même titre que l'UE par exemple, lui accorde une crédibilité et

économies du Mercosur qui avaient chuté se redressent depuis la mi-2003. C'est ce qui apparaît sur le tableau de la croissance annuelle du PIB de ses membres ci-dessous dressé par la Commission européenne.

	1994-1998	1998-2002	2003	2004	2005	1994-2005
Mercosur	2,8%	0,2%	2,4%	5,9%	4,0%	2,2%
<i>Argentine</i>	3,6%	-4,9%	8,8%	9,0%	9,2%	1,8%
<i>Brésil</i>	2,6%	2,1%	0,5%	4,9%	2,3%	2,4%
<i>Paraguay</i>	2,0%	0,1%	2,5%	4,1%	3,0%	1,6%
<i>Uruguay</i>	3,4%	-4,8%	2,2%	11,8%	6,6%	1,2%
Amérique latine	3,1%	1,1%	2,0%	5,5%	4,3%	2,6%

Commission Européenne, *Mercosur : Document de stratégie régionale 2007-2013*, 02.08.2007 (E/2007/1640).

http://ec.europa.eu/external_relations/mercosur/rsp/07_13_fr.pdf

¹¹⁰⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, du 19 octobre 1994, *Pour un renforcement de la politique de l'Union européenne à l'égard du Mercosur*, [COM(1994) 428 - Non publié au Journal officiel]. <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r14012.htm>

¹¹⁰¹ Membres (juillet 2007) : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela (2006). Membres associés : Bolivie (1996), Chili (1996), Pérou (2003), Colombie (2004), Equateur (2004) Candidats: Mexique (2005), Panama (2005) Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/monde/organisations/amerique-nord-sud.shtml>

une stature renouvelées en matière de négociations commerciales, et c'est d'ailleurs ce qui lui permet de mener de front les deux types de négociations, de bloc à bloc et de bloc à pays.¹¹⁰²

Cependant, même si le Mercosur tend à s'imposer comme un exemple fiable en matière d'intégration, selon Olivier Dabène, quelques questions méritent d'être posées : la volonté politique qui a donné l'impulsion initiale et qui permet encore de surmonter bien des obstacles sera-t-elle toujours présente ? La logique strictement inter-étatique permet-elle de progresser vers un marché commun ? La convergence des politiques économiques est-elle durablement possible ? La progression des échanges commerciaux est-elle bénéfique à tous les États membres ? Le Mercosur a-t-il vocation à s'élargir aux autres pays d'Amérique du Sud ? Le régionalisme est-il compatible avec la globalisation ?¹¹⁰³

Peu de réponses tranchées pourront être apportées à ces questions, tant le régionalisme dans le continent américain, ainsi que le reconnaît Olivier Dabène, se caractérise par une intrication de multiples stratégies visant à éviter de privilégier un schéma — un marché commun sud-américain — plutôt qu'un autre — un marché commun américain. L'antagonisme entre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) serait la preuve, selon Marcelo Colusi¹¹⁰⁴.

¹¹⁰² A. Duhamel, S. Turcotte, op. cit., p.5. Cela dit, il ne faudrait pas mésestimer les faiblesses institutionnelles du Mercosur. Elles sont notables, particulièrement en ce qui a trait au règlement des différends commerciaux, voire quant à la manière dont se prennent au niveau le plus élevé les plus hautes décisions comme Hector Alimonda l'a très bien montré. Selon lui, la création du Mercosur n'a guère changé les rapports entre l'État et la société civile, ni réduit les inégalités sociales à l'intérieur de cette dernière en dépit d'une croissance économique retrouvée, tout au contraire même. Tout comme dans l'ALENA d'ailleurs, peu de place est laissée aux questions sociales dans les structures organisationnelles du Mercosur, et, à la différence des milieux industriels et bancaires, les syndicats et les groupes sociaux sont très peu impliqués dans les processus décisionnels. Par ailleurs, les points de divergences et les sources de différends demeurent nombreux entre le Brésil et l'Argentine, les deux principaux partenaires. Hector Alimonda, "MERCOSUR, Democracy, and Labour", *Latin American Perspectives*, Vol. 21, n° 4, Autumn, 1994, pp. 21-33.

¹¹⁰³ Olivier Dabène, « L'intégration régionale en Amérique latine : Le Mercosur », op. cit., p. 3.

¹¹⁰⁴ Marcelo Colussi, *De l'intégration néolibérale à l'intégration populaire et solidaire. L'ALBA : une alternative réelle pour l'Amérique Latine*, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1364. Source : Alia2 (www.alia2.net/), 30 mars 2005.

4- ZLEA vs ALBA : crise de l'intégration ou renaissance de l'hispano-américanisme ?

Pour des spécialistes comme Marcelo Colussi, le « visage » de l'intégration dans les Amériques depuis que le XXe siècle a confirmé l'hégémonie nord-américaine dans le monde et particulièrement dans l'hémisphère occidentale, est bien un processus au service de l'essor économique de cette République, comme en témoigne l'expansion spectaculaire de ses multinationales dans le sud du continent. En conséquence, selon Cédric Durand et Alexis Saludjian,¹¹⁰⁵ ses firmes contrôlent aujourd'hui une part substantielle des économies latino-américaines et contribuent à accroître l'intégration de ces pays dans les chaînes productives et financières mondiales.

Quelles sont les politiques qui ont favorisé la ruée des multinationales en Amérique latine ? Quelles sont les effets de cette présence accrue sur les pays latino-américains ? Quelles sont surtout leurs influences sur les mouvements d'intégration qui ont cours dans l'hémisphère ? Tels sont posées les grandes questions auxquelles ce point tente de répondre.

a- Les multinationales en Amérique latine

Selon Cédric Durand et Alexis Saludjian, l'intérêt accordé aux multinationales dans le système intégrateur en Amérique latine correspond parmi les élites gouvernementales et les institutions internationales à l'affirmation d'un nouveau consensus selon lequel les multinationales favorisent le développement. Deux raisonnements sous-tendent cette nouvelle position aux dires de Durand et Saludjian¹¹⁰⁶. Durand avance que les pays en développement ont besoin de capitaux pour se développer. Or, avec la crise de la dette des années 1980, ces derniers ne sont plus en mesure d'emprunter suffisamment. Il leur faut donc trouver des moyens alternatifs de financement : les investissements des multinationales sont ainsi considérés comme des moyens de résoudre la brèche de financement dont souffrent les pays en développement. Cependant, cette explication, comme ils le disent, a été rapidement remise en cause car les flux entrants de capitaux liés à l'activité des multinationales doivent être

¹¹⁰⁵ Cédric Durand et Alexis Saludjian, *Les multinationales en Amérique latine : expansion, impact et résistances*, 14 avril 2008, <http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/DURAND-SALUDJIAN-multinationalesAL-oct2007last.pdf>

¹¹⁰⁶ Pour une revue de ce problème voir Cédric Durand (2005), « Los limites de la IDE como fuente de ideas para el crecimiento de las economías en desarrollo », *Problemas del Desarrollo*, 36 (140), <http://www.probdes.iiec.unam.mx/interiores/numero140.htm>.

considérés en net, c'est-à-dire en regardant les flux sortant qui leurs correspondent: d'une part, les multinationales financent une partie de leurs investissements en empruntant dans les pays en développement, l'apport en capitaux est donc réduit ; d'autre part, les multinationales sont à l'origine de sorties importantes de capitaux du fait du paiement des importations liées à leur activité et du rapatriement de bénéfices aux fins de versement de dividendes aux actionnaires des bourses des pays du nord.

Prenant acte de ces limites, Alexis Saludjian révèle qu'un nouveau type de justification a été avancé dans les années 1990, principalement sur la base de travaux d'auteurs nord-américains (P. Romer, P. Krugman) et repris par la CEPAL, autrefois fer de lance du développementisme latino-américain.¹¹⁰⁷ Selon Paul Michael Romer, pour les pays de la périphérie, laisser les entreprises multinationales réaliser des profits grâce aux décalages entre les niveaux de développement serait le chemin le plus rapide et le plus sûr pour réduire la brèche d'idées qui maintient ces pays dans la pauvreté.¹¹⁰⁸ En appui à ce point de vue, C. Durand et A. Saludjian soulignent que traduit dans les faits, il n'y a aucune raison de supposer qu'il existe une relation automatiquement positive entre l'entrée de multinationales et le développement liés à la diffusion d'idées productives dans l'économie réceptrice. Parce que, d'abord, les entreprises multinationales peuvent investir dans un pays - par exemple lors d'une opération de privatisation - sans apporter aucune idée nouvelle mais en se contentant de capturer la rente économique liée au fait que l'entreprise rachetée est déjà très productive ou qu'elle occupe une position de pouvoir de marché. Ensuite, même si l'entreprise apporte réellement de nouvelles idées productives, cela n'implique pas nécessairement qu'il va y avoir diffusion d'effets positifs dans l'ensemble de l'économie. L'arrivée d'une firme étrangère plus efficace va accroître la concurrence et peut réduire l'efficacité voir conduire à la disparition d'entreprises locales : dans ce cas le bilan global entre l'accroissement de l'efficacité lié à l'arrivée de l'entreprise multinationale et les effets destructeurs de la concurrence est loin d'être automatiquement positif. Une dynamique perverse d'accroissement de la brèche d'idées peut même se mettre en place : les effets destructeurs de la concurrence conduisent à un

¹¹⁰⁷ Voir Alexis Saludjian, « Les théories de la CEPAL des années 1990 pour l'insertion dans l'économie mondiale de l'Amérique Latine et du Cône Sud. Une mise en perspective des cadres d'analyse », 1ères journées du développement du GRES, « le concept de développement en débat », Université Montesquieu-Bordeaux IV, 16 et 17 septembre 2004. <http://harribey.u-bordeaux4.fr/colloques/saludjian.pdf>

¹¹⁰⁸ Paul Michael Romer, *Journal of Monetary Economic*, vol. 32, New-York, Ed: R. G. King and C. I. Plosser, 1993, pp 543-573.

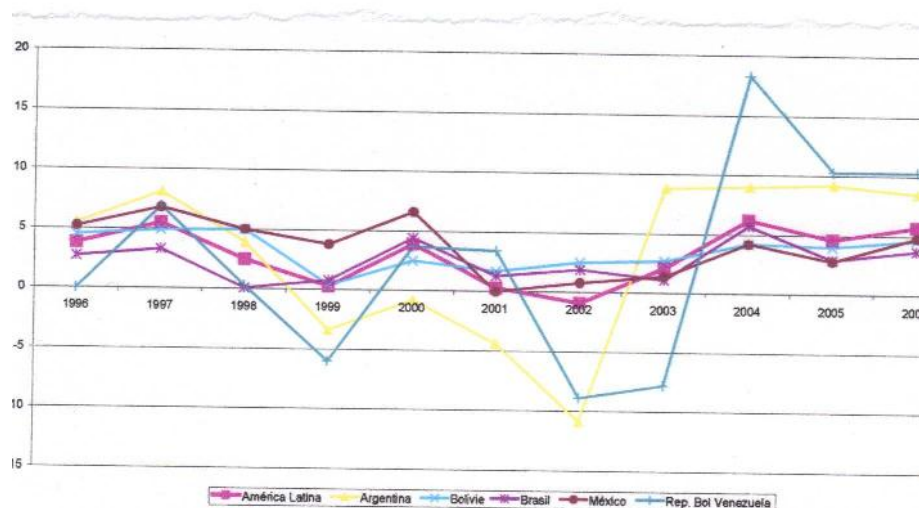
processus cumulatif au cours duquel les entreprises locales des secteurs les plus modernes disparaissent au profit des firmes étrangères ; s'affirme alors un dualisme marqué entre un secteur moderne contrôlé par des multinationales et un tissu productif local confiné à des activités rudimentaires.¹¹⁰⁹

b- Effet des multinationales sur les économies des pays latino-américains

Cédric Durand et Alexis Saludjian distinguent deux types d'impact. Premièrement, un impact macroéconomique qui se perçoit tant au niveau régional que dans les pays où la présence des multinationales est plus forte.

¹¹⁰⁹ Cédric Durand et Alexis Saludjian, op. cit., p. 5.

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB en Amérique latine (en %)



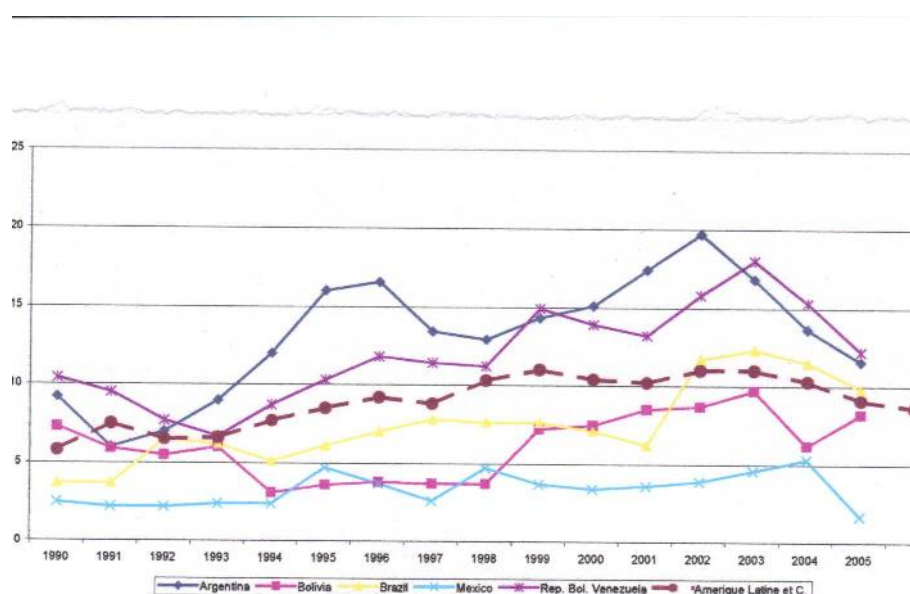
Source : Cédric Durand et Alexis Saludjian, *Les multinationales en Amérique latine : expansion, impact et résistances*, 14 avril 2008,

<http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/DURAND-SALUDJIAN-multinationalesAL-oct2007last.pdf>

La caractéristique principale de cet impact est, selon l'interprétation qu'ils tirent du graphique ci-dessus, le mouvement ascendant de l'économie latino-américaine depuis 2003 alors que trois ou quatre ans auparavant, toute la région sombrait dans une crise plus ou moins profonde. Le meilleur exemple pour illustrer cette performance est aux yeux de Durand et Saludjian, l'économie argentine qui est passée à 8% de croissance du PIB par an depuis 2003. Le Brésil et le Mexique à un moindre niveau atteindraient respectivement 3,8 et 3,7% de croissance depuis 2004.

Pour mieux appréhender le panorama des performances macroéconomiques, Durand et Saludjian ajoutent deux éléments à leur analyse de départ. Le premier porte sur des données concernant l'évolution sur le marché de la force de travail.

Graphique 2 : Taux de chômage (secteur formel en %)

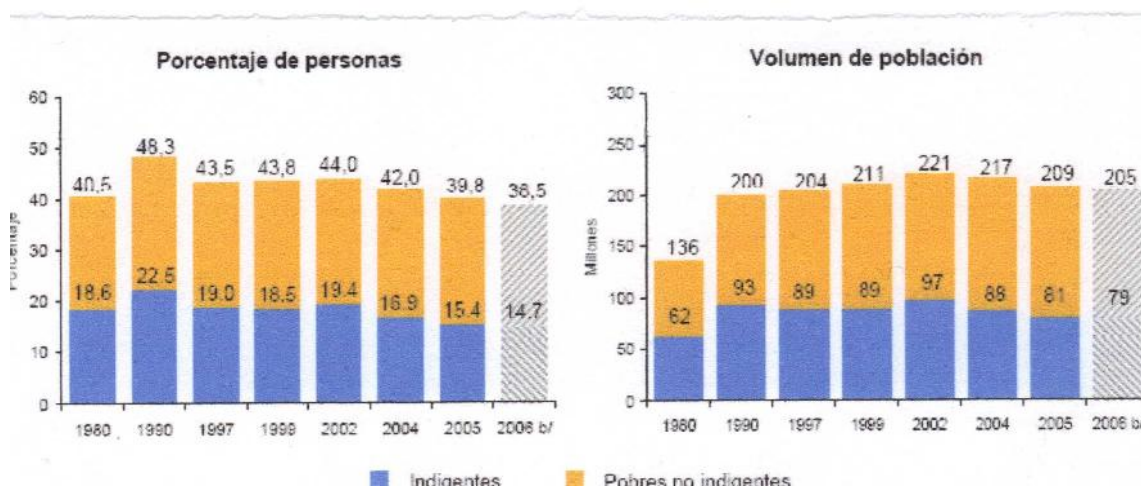


Source : Cédric Durand et Alexis Saludjian, *Les multinationales en Amérique latine : expansion, impact et résistances*, 14 avril 2008,

<http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/DURAND-SALUDJIAN-multinationalesAL-oct2007last.pdf>

A ce niveau, il apparaît évident que l'instabilité macro-économique des années 1990 a eu des conséquences très claires quand on considère le taux de chômage dans la région. D'un taux bas en 1990, soit 5,8%, ce chiffre atteint 11% au tournant du millénaire avant de décroître timidement à 8,6% en 2006. Durand et Saludjian précisent que ce chiffre ne prend en compte que le secteur formel dans une région où l'informalité sous toutes ses formes atteint près de 50% de la population active. Le second élément se rapporte à l'évolution en termes de pauvreté et d'indigence.

Graphique 3 : Pauvreté et indigence en Amérique latine (en % de la population et en millions d'habitants) 1980-2006



Source : Cédric Durand et Alexis Saludjian, *Les multinationales en Amérique latine : expansion, impact et résistances*, 14 avril 2008,
<http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/DURAND-SALUDJIAN-multinationalesAL-oct2007last.pdf>

D'une situation de 40,5% de pauvres et de 18,6% d'indigents en 1980, on passe à 48,3% de pauvres et 22,5% d'indigents en 1990. Les résultats en 2006 sont en revanche en recul mais le sous continent abrite encore 38,5% de pauvres et 14,7% d'indigents. Plus de 205 millions de pauvres et 79 millions d'indigents selon eux.¹¹¹⁰

Au delà de cet impact macroéconomique - et c'est le deuxième aspect de la forte présence des multinationales - Durand et Saludjian soulèvent quelques cas emblématiques au niveau micro qui rendent compte des problèmes spécifiques que posent l'arrivée des multinationales, à savoir : « *exploitation de l'avantage compétitif de ces firmes aux dépens du reste de leurs compétiteurs locaux, de leurs fournisseurs, des salariés ou des consommateurs ; alliance avec les secteurs les plus réactionnaires de la société ; précarisation de la relation de travail suite à la privatisation d'activités relevant de services publics ; pollution durable de l'environnement et destructuration des communautés indigènes* ». ¹¹¹¹ Telle est la réalité de l'Amérique latine d'aujourd'hui. Et c'est dans ce contexte, comme le note Marcelo Colussi, qu'apparaît la stratégie des Etats-Unis de créer une Zone de libre échange pour les Amériques.

Ce projet hémisphérique suscité par les Etats-Unis est fort critiqué dans les sphères politiques et sociales de l'Amérique latine. De fait, d'importants pas ont déjà été faits vers sa réalisation comme le souligne Marcelo Colussi : « *L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) fonctionne depuis le Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994. Le Traité de libre-échange entre les Etats-Unis, les pays d'Amérique centrale, et la République dominicaine serait en cours d'approbation.* » ¹¹¹² Ces deux traités seraient selon lui les préambules à la souscription de la ZLEA en tant que mécanisme pan-américain.

¹¹¹⁰ Ibidem., p. 5-6.

¹¹¹¹ Ibidem., p. 7. L'intrusion au cœur de l'économie mexicaine du géant nord-américain Wal-Mart s'est traduite par un double mouvement négatif pour l'économie nationale: en premier lieu, observent-ils, une baisse de 20 % des salaires dans le secteur entre 1994 et 2002 soit une évolution pire que celle de tous les autres secteurs ; d'autre part, une forte hausse des importations et un contrôle accru sur les producteurs locaux qui ont eu pour conséquences un affaiblissement du tissu productif national. En Colombie, c'est l'assassinat des syndicalistes qui est au cœur de la relation conflictuelle avec les multinationales. « *Pas moins de 2245 ont été tués par les paramilitaires depuis 1991. Parmi eux, nombreux sont des leaders employés par des firmes multinationales de l'alimentaire (Coca Cola, Bavaria, Nestlé), de l'automobile (Hyundai), des compagnies minières (Drummond et l'AngloGold Ashanti), de grandes sociétés bananières (Chiquita, Dole et Del Monte).* », p. 9.

¹¹¹² Marcelo Colussi, op. cit.,

Les conditions de création de la ZLEA laissent entrevoir une lutte autour de deux thèses essentielles. La première percevant l'intégration économique dans l'hémisphère occidentale à travers la structuration d'un marché commun de dimension continentale basée sur l'expansion du néolibéralisme économique amorcée au début des années 1990. Elle emporte avec elle le rêve étasunien de maintenir son emprise économico-politique déjà prépondérante dans la région. C'est dans ce sens que s'inscrivent les déclarations de l'ex-secrétaire d'Etat nord-américain de l'administration Bush, Colin Powell. Traduisant l'opinion politique de son pays sur les objectifs de la ZLEA, ce dernier déclare : « Avec l'ALCA, notre objectif est de garantir aux entreprises américaines le contrôle d'un territoire allant de l'Arctique à l'Antarctique et le libre accès, sans aucun obstacle ou difficulté, à nos produits, nos services, nos technologies et nos capitaux dans tout l'hémisphère ».¹¹¹³

A l'opposé de la thèse nord-américaine, se trouve le point de vue des latino-américains attachés à leur indépendance politique et économique. Pour les intellectuels proches de ce milieu dont fait partie Marcelo Colussi, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes seront perdants après la libéralisation totale du commerce et des investissements qu'entend instaurer la ZLEA.

Cette crainte se justifie selon lui par les résultats des accords de libre-échange qui ont cours dans l'hémisphère. « Ce qui est proposé est de donner force de loi aux réformes libérales qui ont mis en péril des gouvernements démocratiques en sapant leurs bases sociales et politiques par l'appauvrissement encore accru de leurs populations, écrit-il ».¹¹¹⁴

S'inscrivant dans cette perspective, Kenneth V. Georgetti donne neuf raisons pour expliquer l'opposition des masses à la ZLEA :

« 1- La ZLEA donne du pouvoir aux entreprises qui peuvent, sans restriction, se réinstaller dans des pays où les coûts sont bas et où elles pourront imposer leurs conditions aux gouvernements, aux syndicats et aux communautés;

2-Les négociatrices et négociateurs de la ZLEA n'ont pas de compte à rendre au public; les parlementaires sont en outre exclus;

¹¹¹³ Cité par Marcelo Colussi, op. cit.

¹¹¹⁴ Ibidem.

3- La ZLEA fait passer les droits des investisseurs avant tout, donnant aux multinationales le droit de poursuivre les gouvernements nationaux qui adoptent des lois ayant des répercussions négatives sur leurs profits;

4- La ZLEA passe sous silence les droits civils, politiques, sociaux du travail et culturels des citoyens et citoyennes;

5- Selon la ZLEA, les services publics (éducation publique, soins de santé et services d'eau) sont une importante occasion d'affaires plutôt que des besoins humains fondamentaux.

6- La ZLEA est prévue pour profiter aux grosses économies industrialisées, laissant les pays en développement les plus pauvres crouler sous de lourdes dettes difficiles à rembourser;

7- La ZLEA met en pratique des ajustements structurels, des politiques inefficaces qui font du tort aux économies et aggravent la pauvreté en affectant les ressources disponibles au remboursement de la dette plutôt qu'à l'investissement dans des domaines vitaux tels que l'environnement, les soins de santé et l'éducation.

8- La ZLEA encourage l'agriculture industrielle ainsi que d'autres pratiques d'extraction des ressources qui font empirer les dommages écologiques;

9- La ZLEA compromet le développement agricole viable et la sécurité alimentaire dans l'ensemble des Amériques en exposant les petits agriculteurs à une concurrence déloyale en raison des exportations subventionnées. »¹¹¹⁵

¹¹¹⁵ Kenneth V. Georgetti, « Aperçu historique et chronologique », in <http://canadianlabour.ca>

Les oppositions à la ZLEA se sont manifestées à deux niveaux selon la description de Jim D. Cockcroft.¹¹¹⁶ Au niveau social, Cockcroft souligne les troubles sociaux dont la persistance aurait contribué à apporter des changements politiques dans des pays comme le Venezuela, le Chili, le Mexique qu'il cite nommément. L'évidence de ces changements à ce second niveau se perçoit par l'arrivée au pouvoir de Lula au Brésil, Nestor Kirchner en Argentine, Tabaré Vasquez en Uruguay, Michelle Bachelet au Chili et même Nicor Duarte au Paraguay, qui seraient pour Cockcroft, des néolibéraux « soft », c'est-à-dire des candidats qui se sont fixés pour objectif de ne pas implanter dans leur pays une politique fondamentaliste du libre marché ni le traité de libre échange des Amériques même si, en accédant au pouvoir, ils sauvegarderaient le modèle économique néolibéral. Face à ces néolibéraux « soft », Cockcroft oppose des socialistes comme le Président Bolivien Evo Morales et le vénézuélien Hugo Chavez, qui tout en collaborant avec leurs pairs récemment élus, rejettent leur approche néolibérale soft en proposant une politique de changement révolutionnaire basée sur l'appui de l'Etat aux demandes des mouvements sociaux. Cockcroft parle de « socialisme communautaire » en ce qui concerne Evo Morales et de « socialisme du 21^{ème} siècle » pour Hugo Chavez ; parce que pour eux, dit-il, « *un autre monde n'est pas possible dans le cadre du système capitaliste.* »¹¹¹⁷ La manifestation la plus éclatante de ce combat contre la pression de la ZLEA est de l'avis de Marcelo Colussi et Raúl Zibechi¹¹¹⁸, la naissance de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) impulsée par le président vénézuélien Hugo Chavez.¹¹¹⁹

¹¹¹⁶ Jim D. Cockcroft, « Les défis de l'Amérique latine face à l'impérialisme », in *RISAL*, 30 août 2006. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1852

¹¹¹⁷ Ibidem.

¹¹¹⁸ Raúl Zibechi, « Amérique du Sud : point d'inflexion dans l'intégration régionale », in http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=4684

¹¹¹⁹ De fait, la ZLEA, d'après le dessein original de Washington, aurait déjà dû entrer en vigueur en janvier 2005 mais la pression des peuples et des gouvernements « turbulents » a empêché qu'il en soit ainsi. De là les propos de Otto Reich, ex-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental, en référence au président vénézuélien Hugo Chávez et au président cubain Fidel Castro, et préparant ainsi les conditions pour discréditer la contre-initiative née dans ces pays : « *Il existe une alliance de gauche et populiste dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud. C'est une réalité que les politiciens des Etats-Unis doivent affronter et notre plus grand défi est de neutraliser l'axe Cuba-Venezuela* ». C'est Marcelo Colussi qui le cite.

c- Vers une intégration populaire et solidaire ?

L'ALBA a été présentée officiellement par le président vénézuélien Hugo Chávez Frías à l'occasion du III^e sommet des chefs d'Etats et de gouvernements de l'association des états des Caraïbes qui a eu lieu sur l'île Margarita en décembre 2001. Les principes recteurs d'une intégration latino-américaine et caribéenne basée sur la justice et la solidarité entre les peuples y ont été définis tout comme ses caractéristiques fondamentales. Comme l'annonce son nom, l'ALBA - aube, en espagnol - prétend être une renaissance, le début d'une nouvelle ère radieuse.

*« Il est temps de repenser et de réinventer les processus affaiblis et agonisants d'intégration sous-régionale et régionale dont la crise constitue la plus évidente manifestation d'un manque de projet politique commun. Heureusement, en Amérique latine et dans les Caraïbes, il souffle un vent favorable au lancement de l'ALBA en tant que nouveau schéma intégrateur qui ne se limite pas au simple commerce mais qui se fonde sur nos bases historiques et culturelles communes et qui vise à l'intégration politique, sociale, culturelle, scientifique, technologique et physique ».*¹¹²⁰

Telle est la synthèse que fait Hugo Chávez du cœur de la proposition. Selon lui, le principe cardinal qui guide la mise en œuvre de l'ALBA est une solidarité plus large entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes se nourrissant de la pensée de Bolívar, Martí, Sucre, O'Higgins, San Martín, Hidalgo, Morazán, Sandino et de tant d'autres penseurs qui ont misé, sans nationalismes égoïstes ni politiques nationales restrictives, sur la construction d'une grande patrie en Amérique latine.

Pour Marcelo Colussi, l'ALBA se fonde sur la création de mécanismes visant à créer des avantages coopératifs entre les nations qui permettraient de compenser les asymétries existantes entre les pays de l'hémisphère. Elle se base sur la création de fonds compensatoires pour corriger les disparités qui placent en désavantage les nations les plus faibles face aux principales puissances ; elle accorde la priorité à l'intégration latino-américaine et à la négociation en blocs sous-régionaux en cherchant à identifier, non seulement des espaces

¹¹²⁰ Marcelo Colussi, op. cit.,

d'intérêt commercial, mais aussi des points forts et des faiblesses pour construire des alliances sociales et culturelles.¹¹²¹

Cette proposition en germe est très ambitieuse, en plus de rechercher l'intégration politique de l'Amérique latine. Selon Marcelo Colussi, elle se propose de créer un géant pétrolier latino-américain -Petroamérica-, qui pourrait devenir le fer de lance d'un ample processus d'intégration économique de la région en remettant sérieusement en question le monopole énergétique aux mains des grandes compagnies pétrolières nord-américaines dans leur grande majorité. Marcelo Colussi note cependant que L'ALBA n'est pas encore bien définie. Il ne s'agit encore que d'un énoncé de bonnes intentions : « *Nous insistons sur le fait que, dit-il, pour le moment, il ne s'agit que d'une proposition, sans grands résultats politiques importants. Mais quelque chose commence déjà à bouger.* »¹¹²²

II- Etude du cas de l'Afrique

A- Les Processus de mutation du mouvement panafricain

Pour Auguste Nguelieutou Tch. le passage d'une organisation A à une autre dénommée B - c'est le cas par exemple de la transformation de l'O.U.A en U.A. -, est nécessairement un processus, d'où l'idée d'incrémentalisme qu'il avance. L'incrémentalisme selon lui permet de rendre compte des changements dans une perspective processuelle laquelle éclaire les obstacles et pesanteurs rencontrés. Dans ce point, ce qui est pris en considération, c'est le mélange paradoxal mais réel de continuité et de discontinuité.¹¹²³ Nous parlerons tour à tour du processus de mutation des organisations économiques d'intégration régionale et celui de l'O.U.A en U.A face aux impératifs de la mondialisation.

¹¹²¹ De ce point de vue, la notion néolibérale d'accès aux marchés, explique Marcelo Colussi, se limite à proposer des mesures pour réduire les barrières douanières et éliminer les obstacles au commerce et aux investissements. Le libre-échange entendu en ces termes ne bénéficie qu'aux pays qui ont un plus grand niveau d'industrialisation et de développement et non pas à toutes mais bien à leurs grandes entreprises. op. cit.

¹¹²² Ibidem

¹¹²³ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p.14.

1- L'adaptation des organisations économiques régionales à la mondialisation

Dès les indépendances, les dirigeants africains ont considéré l'intégration régionale comme stratégie économique, la balkanisation de l'Afrique constituant un facteur de vulnérabilité économique, de marginalisation au plan international et de réduction des perspectives de croissance. C'est ce sentiment qui nul doute a entraîné la création en Afrique occidentale, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest respectivement en 1975 et 1974. En Afrique centrale, l'Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale créée en 1964 et la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs créée en 1976 constituent les principales organisations. La Communauté de Développement de l'Afrique australe née en 1980, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe créé en 1981 et l'Union du Maghreb Arabe formée en 1989 sont des expériences assez tardives qui sont venues enrichir le panorama des organisations d'intégration régionale africaine.

Cette vague d'organisation d'intégration régionale que Seydou Ouedraogo considère comme la première génération d'expériences africaines d'intégration régionales ne réalisera pas les espoirs placés en elle. A ses yeux, les causes de ces échecs, sont principalement la forte dépendance par rapport au marché internationale, la perte de compétitivité des industries nationales, le manque de volonté politique et la non implication des acteurs de la société civile.¹¹²⁴

L'inversion de la conjoncture économique mondiale au début de la décennie 1980 avec ses corollaires de crise de l'endettement et de déséquilibres macro-économiques dans les pays du Tiers monde va justifier l'intervention des Institutions de Bretton Woods à travers les programmes d'ajustement structurel dans ces pays. Selon Seydou Ouedraogo, l'application des PAS en Afrique inaugure une période de « fin de la politique économique » nationale et la montée du mono économisme libéral. Les PAS, dit-il, ont pu être considérés comme des processus d'apprentissages incitatrices à l'intégration régionale. Aussi les bailleurs de fonds prennent-ils en compte les dimensions régionales de l'ajustement.

L'incitation à ce niveau est caractérisée principalement par l'adoption de stratégie commerciale d'intégration au marché international, l'harmonisation des politiques

¹¹²⁴ Seydou Ouedraogo, op. cit.

macroéconomiques dans un contexte de libéralisation poussée. Ainsi s'ouvre une ère de mutation des organisations régionales inaugurée par la création en 1991, de la communauté économique panafricaine grâce au traité d'Abuja (Nigeria). Dans ce même ordre, la SADC devient en 1992 la communauté de développement de l'Afrique centrale et adopte un programme d'intégration par le marché et de coordination des politiques sectorielles. En 1993 la CEDEAO révisé son traité et le marché commun de la COMESA est créé par les Etats membres de la ZEP. La CEAO et l'UDEAC sont abolies au profit de l'Union économique et monétaire ouest africain et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale en 1994. Telle est la façon dont Seydou Ouedraogo explique le renouveau de l'intégration régionale en Afrique.

Ce renouveau est fortement marqué par une prise en compte quasi-exclusive de sa dimension économique. En opérant une série de reforms institutionnelles, l'Afrique tente de s'adapter au nouvel environnement économique international et de se conformer au nouveau régionalisme. Cette volonté de revoir l'intégration va secouer les fondements de l'OUA.

2- Processus de transformation de l'OUA en UA

Pour Seydou Ouedraogo, la transformation de l'OUA en UA fait partie de la seconde vague d'intégration régionale. En effet, à l'aube du 3^{ème} millénaire, les défis auxquels l'Afrique doit faire face n'autorisaient aucune équivoque sur l'attitude appropriée.¹¹²⁵ Tous ces défis que Laurent Zang a sommairement énoncés commandent ce que Boutros Boutros-

¹¹²⁵ Laurent Zang regroupe ces défis sur deux plans. Au niveau politique et juridique il compte : – le vide laissé par la disparition du colonialisme et l'apartheid, longtemps les deux ciments de l'unité africaine ; – la transition des sociétés monolithiques vers des sociétés pluralistes menacées ici et là par la poussée larvée de l'intégrisme, nouvelle forme de totalitarisme sous couvert de la démocratie ; – le respect des libertés fondamentales ; – la prolifération des conflits inter ethniques en Afrique ; – l'épineux problème des réfugiés africains et celui non moins délicat des frontières héritées de la colonisation, source de nombreux conflits entre pays africains ; – les trafics divers (armes, drogue, blanchiment, enfants, minéraux et pierres précieuses, etc). Sur le plan économique et social ce sont bien la baisse du PIB et le déclin économique général dû à la crise ; l'ajustement structurel des économies pour une relance de la croissance ; la sécheresse et les autres questions de l'environnement ; la démographie galopante ; le chômage endémique des jeunes ; le déclassement international du continent ; les inégalités croissantes ; la dégradation de différents services sociaux, notamment la santé et l'éducation ; les conditions de travail de plus en plus dures, qui l'ont intéressé. Laurent Zang, « la dynamique de l'intégration et de la Construction de l'unité africaine face aux défis De la mondialisation », in *XXIème Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de France*, Colloque internationale sur le thème : "L'Afrique face aux défis de la mondialisation », Actes du Colloque, V. II., p. 402.

Ghali a appelé la « seconde libération de l’Afrique », libération du sous-développement et de la misère.¹¹²⁶ Or, dans le contexte nouveau de la mondialisation, les faiblesses structurelles de l’OUA ne lui permettaient pas, d’après Auguste Nguelieutou Tch., de faire face au phénomène de la mondialisation qui, selon Armand Matellart, s’accompagne de la « *création de nouvelles disparités entre les divers pays ou régions.* »¹¹²⁷ Les Africains se devaient donc de repenser leur unité, de se reconstruire autour d’un véritable projet unitaire, d’où, comme l’écrit Philippe Engelhard, « *une renaissance africaine* » génératrice d’une modernité originale.¹¹²⁸ Aussi, le président Libyen Mouammar Kadhafi deviendra t-il le porte flambeau d’une nouvelle organisation continentale. Lors du sommet extraordinaire de l’O.U.A de septembre 1999 à Syrte (Libye) convoqué à son initiative, il présente un projet de création des « Etats-Unis d’Afrique ».

B- La relance du panafricanisme : le sommet de Syrte

*« J’ai parcouru 4000 km de Tripoli à Lomé en passant par le Niger, le Burkina Faso et le Ghana. Avant de partir, j’ai regardé une carte géographique et j’ai vu des pays avec des couleurs différentes et des frontières. Au cours de mon voyage, je n’ai vu ni couleurs différentes ni frontières réelles. J’ai vu les mêmes peuples, les mêmes déserts, les mêmes forêts... Tout ce que j’ai vu m’a conforté dans ma conviction que tout incite à une Union africaine immédiate. C’est une nécessité que les réalités sur le terrain imposent. L’époque des Etats-nations est révolue. Aujourd’hui s’ouvre celle des grands espaces uniques, des marchés uniques, des monnaies uniques, des visas uniques, des armées uniques... »*¹¹²⁹

C’est en ces termes que Mouammar Kadhafi, le Président Libyen a livré sa vision de L’Union africaine dont l’acte constitutif a été adopté le 12 juillet 2000 à Lomé (Togo). Pour Béchir Ben Yamed qui se veut réaliste : « *il faut garder la tête froide et se poser la question qui importe : l’Union africaine a-t-elle des chances sérieuses d’être autre chose qu’une OUA*

¹¹²⁶ Boutros Boutros-Ghali cité par Laurent Zang, op. cit., p. 403.

¹¹²⁷ Armand Matellart, cité par Auguste Nguelieutou Tch., op. cit., p. 9.

¹¹²⁸ Philippe Engelhard, « vers un développement à l’Africaine » Afrique en renaissance / Collectif, in *Manière de voir*, Supplément bimestriel de *Le Monde Diplomatique*, N° 51, Mai-juin 2000, pp. 53-57.

¹¹²⁹ Cité par Samir Gharbi, « Faire l’Histoire pour ne plus la subir », in *Jeune Afrique l’Intelligent*, N° 2062, du 18 au 24 juillet 2000, p. 10.

*dont on aurait consolidé les fondations et ravalé les façades ? »*¹¹³⁰ En d'autres termes l'Union Africaine est-elle de nature à relever les défis évoqués plus haut ? L'analyse de la déclaration de Syrte dont nous donnons le texte intégral et ses suites nous permettra de répondre à cette question.

¹¹³⁰ Béchir Ben Yamed, « Ironie (positive) de l'Histoire... », in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2166, du 15 au 21 juillet 2002, p. 6.

Document : La Déclaration de Syrte

- « 1. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), réunis en la quatrième session extraordinaire de notre Conférence à Syrte, en Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, les 8 et 9 septembre 1999, à l'invitation du Guide de la Révolution El Fatah, le Colonel Muammar Kadhafi, et conformément à la décision de la Trente cinquième session ordinaire de notre Sommet, tenue à Alger, Algérie, du 12 au 14 juillet 1999,
2. Avons longuement discuté des voies et moyens de renforcer notre Organisation continentale afin de la rendre plus efficace et de lui permettre de s'adapter aux changements sociaux, politiques et économiques qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur de notre continent.
3. A cet égard, nous nous sommes inspirés des idéaux qui ont guidé les pères fondateurs de notre Organisation et des générations de panafricanistes dans leur détermination à forger l'unité, la solidarité et la cohésion, ainsi que la coopération entre les peuples d'Afrique et entre les Etats africains.
4. Nous rappelons les luttes héroïques menées par nos peuples et nos pays au cours du dernier siècle du millénaire pour l'indépendance politique, la dignité humaine et l'émancipation économique. Nous sommes fiers des progrès enregistrés sur la voie de la promotion et de la consolidation de l'unité africaine et nous saluons l'héroïsme et les sacrifices de nos peuples, en particulier pendant les luttes de libération.
5. Au moment où nous nous préparons à entrer dans le 21ème siècle et ayant à l'esprit les défis auxquels notre continent et nos peuples sont confrontés, nous soulignons la nécessité impérieuse et l'extrême urgence de raviver les aspirations de nos peuples à une plus grande unité, solidarité et cohésion dans une communauté plus large des peuples, qui transcende les différences culturelles, idéologiques, ethniques et nationales.
6. Pour relever ces défis et faire face de manière efficace aux nouvelles réalités sociales, politiques et économiques en Afrique et dans le monde, nous sommes déterminés à répondre aux aspirations de nos peuples à une plus grande unité, conformément aux objectifs énoncés dans la Charte de l'OUA et dans le Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja). Nous sommes convaincus que notre Organisation continentale doit être revitalisée afin qu'elle puisse jouer un rôle plus actif et continuer à répondre aux besoins de nos peuples et aux exigences de la conjoncture actuelle. Nous sommes également déterminés

à éliminer le fléau des conflits qui constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre de notre programme de développement et d'intégration.

7. Au cours de nos travaux, nous avons été inspirés par les propositions importantes faites par le Colonel Muammar Kadhafi, Guide de la Grande Révolution libyenne El Fatah, et particulièrement, par sa vision d'une Afrique forte et unie capable de relever les défis qui se posent à elle au niveau mondial et d'assumer sa responsabilité de mobiliser les ressources humaines et naturelles du continent afin d'améliorer les conditions de vie de ses peuples.

8. Ayant franchement et longuement discuté de l'approche à adopter quant au renforcement de l'unité de notre continent et de ses peuples à la lumière de ces propositions, et compte tenu de la situation actuelle sur le continent, NOUS DECIDONS de :

i) créer une Union africaine, conformément aux objectifs fondamentaux de la Charte de notre Organisation continentale et aux dispositions du Traité instituant la Communauté économique africaine,

ii) accélérer le processus de mise en œuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine, en particulier :

(a) abrégé le calendrier d'exécution du Traité d'Abuja,

(b) assurer la création rapide de toutes les institutions prévues dans le Traité d'Abuja, telles que la Banque centrale africaine, l'Union monétaire africaine et la Cour de justice et, en particulier le Parlement panafricain. Nous envisageons de mettre en place le parlement d'ici à l'an 2000, afin d'offrir une plate-forme commune à nos peuples et à leurs organisations communautaires en vue d'assurer leur plus grande participation aux discussions et à la prise des décisions concernant les problèmes et les défis qui se posent à notre continent.

(c) renforcer et consolider les Communautés économiques régionales qui constituent les piliers de la réalisation des objectifs de la Communauté économique africaine, et de l'Union envisagée.

iii) mandater le Conseil des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre des décisions susmentionnées et, en particulier, d'élaborer l'Acte constitutif de l'Union, en tenant compte de la Charte de l'OUA et du Traité instituant la Communauté économique africaine. Les Etats membres doivent encourager la participation des parlementaires à ce processus. Le Conseil doit présenter son rapport à la Trente-sixième Session ordinaire de notre Conférence pour lui permettre de prendre les décisions appropriées. Les Etats membres doivent tout mettre en œuvre pour faire aboutir le processus de ratification avant décembre 2000 afin que l'Acte constitutif puisse être solennellement adopté en l'an 2001 lors d'un Sommet extraordinaire qui sera convoqué à Syrte.

iv) mandater notre Président en exercice, le Président Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, et le Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, de prendre d'urgence contact, en notre nom, avec les créanciers de l'Afrique en vue d'obtenir l'annulation totale de la dette de l'Afrique. Ils coordonneront leurs efforts avec ceux du Groupe de contact de l'OUA sur la dette extérieure de l'Afrique.

v) convoquer une conférence ministérielle africaine sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération sur le continent, le plus tôt possible.

vi) demander au Secrétaire général de notre Organisation de prendre, en priorité, toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre des présentes décisions. »¹¹³¹

Fait à Syrte,

La Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste,

9. 9. 99

¹¹³¹ Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, Quatrième session extraordinaire, 8-9 septembre 1999, Syrte (Libye), EAHG/Decl. (IV) Rev.1.
http://www.africaunion.org/Official_documents/Assemblée%20fr/ASS99b.pdf

1- De la Déclaration de Syrte à la création de l'Union Africaine (UA)

En fait, d'après Salim Ahmed Salim dans une interview accordée à *Jeune Afrique*,¹¹³² l'objectif recherché par le Président Kadhafi en organisant ce sommet était d'aller « *plus vite dans l'application du traité d'Abuja.* »¹¹³³ Et toujours d'après l'ancien Secrétaire Général de l'O.U.A., si des réserves ont été exprimées au cours du sommet, aucune ne porte sur le concept d'union lui-même.¹¹³⁴ Elles ne concernent que le calendrier et la nécessité d'avancer avec prudence. Il faut probablement rappeler avec Laurent Zang, que la seule question inscrite à l'ordre du jour du IV^e sommet extraordinaire de l'O.U.A. était la suivante : « *Comment renforcer la capacité de l'Afrique à faire face aux défis du nouveau millénaire ?* »¹¹³⁵ C'est nul doute pour répondre à cette question importante que le consensus adopté à Lomé met l'accent sur des innovations importantes comme le respect des règles démocratiques, la condamnation des changements anticonstitutionnels, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance dont parle Seydou Ouedraogo.¹¹³⁶

Le chemin ayant conduit jusqu'au sommet de Lomé a connu trois étapes selon Laurent Zang. La première fut celle de Syrte, en septembre 1999. Au cours de ce sommet, la Libye a présenté un projet d'une Union Forte, c'est-à-dire dotée de pouvoirs supranationaux, mais elle a laissé à ses invités le choix entre une fédération à l'américaine - pourvue d'un congrès, d'un gouvernement fédéral et d'un Président - et une Union à l'européenne - Parlement fort,

¹¹³² Jeune Afrique, N° 2020, du 28 septembre au 14 octobre 1999, pp.32-33.

¹¹³³ Selon Laurent Zang le traité d'Abuja était initialement prévu en six étapes, de 1994 à 2028.

¹¹³⁴ Il faut préciser avec Seydou Ouedraogo qu'au 36^{ème} sommet de l'O.U.A. tenu à Lomé en juillet 2000 des divergences de vues sur la nouvelle union ont été mis à jour. Somme toute moins marqués qu'à la période des indépendances comme il l'écrit, un compromis a été trouvé entre la proposition du président Kadhafi qui défendait l'idée d'une organisation supranationale dotée d'une banque centrale, d'un fonds monétaire et d'une armée unique à l'échelle continentale, à constituer immédiatement, et celle d'autres chefs d'Etat principalement Alpha Omar Konaré du Mali, Abdoulaye Wade du Sénégal et surtout le projet unioniste du président Thabo M'Béki. Ce dernier que Seydou Ouedraogo considère comme le principal rival du président Kadhafi dans la lutte engagée pour le leadership panafricain forge à partir de son concept de la Renaissance africaine, sa vision panafricaine qui met l'accent sur la démocratisation et le développement du continent. Le renouveau panafricain pour le président sud africain dit-il, s'opère surtout par une approche beaucoup plus économique pour répondre au défi de la mondialisation en s'inspirant du modèle des Etats d'Asie du Sud-Est.

¹¹³⁵ Laurent Zang, op. cit., p. 403.

¹¹³⁶ Seydou Ouedraogo, op. cit.

Conseil Présidentiel et Commission exécutive -. La majorité s'est dégagée pour un « Oui » à une Union Africaine sans en définir la nature, et « non » à sa création immédiate. Un calendrier a néanmoins été adopté : adoption du principe en Juillet 2000, puis ratification, et enfin création solennelle en 2001.

La deuxième étape a eu pour cadre Tripoli. Après neuf mois de gestation, les experts et les parlementaires mobilisés par l'OUA ont proposé un projet qui, de l'avis de Laurent Zang était « passablement vague ». Ce qui a amené le Président Kaddafi à convoquer pour la fin du mois de mai 2000, une session extraordinaire du conseil des Ministres. De cette session est sorti un projet de traité inachevé avec une Union africaine dont les pouvoirs et les institutions restaient à cette date à préciser.¹¹³⁷

Toujours avec Laurent Zang, la troisième étape s'est déroulée à Lomé, au Togo. On y a officiellement discuté de la mise en œuvre de la Déclaration de Syrte approuvée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'O.U.A. le 09 septembre 1999, du projet d'acte constitutif de l'Union africaine et du Parlement Panafricain approuvé le 3 Juin à Tripoli par les Ministres des Affaires Etrangères. Ce projet d'acte constitutif n'était, en effet, qu'un premier jet. Il laissait en suspens plusieurs questions importantes, comme la définition des pouvoirs de l'Union et ceux du Parlement, le choix des dirigeants et le mode d'élection des Parlementaires, les sièges des diverses institutions et la désignation des responsables chargés de la mise en œuvre du traité... Au terme d'âpres débats, la résolution AHG/219 (XXXVI) créant l'Union Africaine a été adoptée.¹¹³⁸

Si l'Acte constitutif de la nouvelle organisation connaît le ralliement de 27 pays sur 53 il convient avec Auguste NGuelieutou Tch. de s'interroger en quoi consiste ce renouveau institutionnel ?

2- Les mutations structurelles

En termes de modifications structurelles, pour Auguste NGuelieutou Tch., il s'agit de la création des nouvelles institutions. L'article 3 de l'Acte constitutif de l'U.A énumère entre autres objectifs, « *la promotion des principes et des institutions démocratiques, la*

¹¹³⁷ A ce jour, à l'exception du parlement africain, la plupart des institutions de l'UA ont vu le jour.

¹¹³⁸ L'Acte constitutif de l'Union Africaine est entré en vigueur au sommet de Lusaka en 2001 et son lancement officiel en juillet 2002 à Durban. Voir à ce sujet, Chérif Ouazani, « Union Africaine, c'est parti ! » in Jeune Afrique l'Intelligent, N° 2166, du 15 au 21 juillet 2002, pp 11-15.

*participation populaire et la bonne gouvernance, la protection des droits de l'homme et des peuples...*¹¹³⁹ » ; l'enjeu étant l'arrimage de la nouvelle organisation à la nouvelle donne internationale, à savoir la mondialisation, les impératifs de démocratisation, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et des peuples.

Ainsi que le note Franck A. Zabagyou, au contraire de l'OUA - qui dès sa création en 1963 affirmait la volonté de ses membres de sauvegarder une souveraineté durement acquise, érigeant du coup le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats en dogme, faisant desdits Etats des espaces de gestion non démocratique, de sous développement économique et social, d'instabilité chronique et d'atteintes graves aux droits de l'homme - l'Union africaine, dans son article 4, prohibe les coups d'Etat par le rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement. D'ailleurs écrit-il, le droit d'intervention est même reconnu à l'Union, « *dans certaines circonstances graves... les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité* ». Mieux, poursuit-il, le protocole instituant le Conseil de paix et de sécurité (CPS) inscrit la promotion des pratiques démocratique dans ses objectifs. Selon lui, cette instance se voit reconnaître la compétence de prendre des sanctions pour les changements anticonstitutionnels de gouvernement. D'autres instruments juridiques, entre autres la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ajoute-t-il, existent pour renforcer l'efficacité de la protection des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie. En ce qui concerne la question spécifique de la bonne gouvernance, le mécanisme dit de l' « évaluation par les pairs » (MAEP) élaboré dans le cadre du NEPAD marque pour lui, une réelle avancée dans la recherche de la transparence et l'efficacité de la gestion des Etats africains.¹¹⁴⁰ Les promoteurs de l'Union Africaine considèrent pour ainsi dire la démocratie, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance, comme des valeurs nécessaires à la reconstruction de l'unité africaine.

Sur le plan économique, la motivation principale est l'élaboration d'un plan de développement baptisé NEPAD,¹¹⁴¹ sensé selon Koné Soungalo, fonder une nouvelle relation

¹¹³⁹ Voir le site de l'Union Africaine http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Acte%20Constitutif.pdf

¹¹⁴⁰ Franck A. Zabagyou, « L'Union Africaine face aux défis de la paix : l'absence des structures supranationales et des moyens financiers bloque tout », in *Fraternité Matin*, 29 juin 2006, Cahier gratuit n° 101, p. I-II.

¹¹⁴¹ Selon Auguste NGuelieutou Tch., le NEPAD ou New partnership for African Development est issue de la fusion des plans de relance économique: le Millenium african recovery plan (MARF) des chefs d'Etat

de partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale et en particulier les pays fortement industrialisés.¹¹⁴² Cette initiative définie par l'un de ses concepteurs, le président sud-africain Thabo Mbeki comme « *une stratégie pour le développement de l'Afrique pensée par les Africains, au profit des Africains* »¹¹⁴³ vise, de l'avis de Koné Soungalo, deux objectifs.

*« Premièrement, dit-il, il s'agit d'éradiquer la pauvreté en Afrique et placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durable pour mettre ainsi un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation. Deuxièmement, il s'agit de promouvoir le rôle de la femme dans toutes les activités. »*¹¹⁴⁴

Ces deux objectifs devront selon lui se traduire entre autres faits par une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) de plus de 7% pour les 15 prochaines années, une réduction de moitié du pourcentage de gens vivants dans des conditions d'extrême pauvreté à l'horizon 2015 etc.

Pour atteindre ces objectifs, le NEPAD définit une série de conditions que les gouvernements africains doivent réaliser comme préalables à un développement durable en Afrique. Ces conditions sont présentées sous la forme de deux initiatives : l'initiative pour la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance et l'initiative pour la gouvernance économique et la gouvernance des entreprises.¹¹⁴⁵

C'est une telle mouture que les Chefs-d'Etats africains ont présenté pour la première fois en juillet 2001 aux pays industrialisés lors du sommet du G8 de Gênes en Italie et qui a

Olusegun Obasanjo du Nigeria, Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud et Abdel-Aziz Bouteflika de l'Algérie et le « plan Omega » du président sénégalais Abdoulaye Wade.

¹¹⁴² Koné Soungalo, *NEPAD, déjà essoufflé ?* in <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=95&idnews=4664>

¹¹⁴³ Cité par Cheikh Yérém Seck, « Le NEPAD, entre convoitises et controverses » in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2166 du 15 au 21 juillet 2002, p. 16.

¹¹⁴⁴ Koné Soungalo, op. cit.

¹¹⁴⁵ A ce sujet consulter le site du NEPAD <http://www.nepad.org/2005/fr/home.php>

été sanctionnée par un projet de plan d'action pour l'Afrique appelé plan d'action de Gênes ciblant huit secteurs prioritaires où le G8 pourrait apporter une contribution immédiate.¹¹⁴⁶

Si les intentions contenues dans l'Acte constitutif de l'U.A sont favorables à un relèvement économique de l'Afrique et à une unité plus grande, la reconstruction de l'unité africaine sur la base d'institutions similaires à l'OUA tant dans la forme que dans le fond n'a pas donné lieu à des commentaires optimistes.

Pour Samir Gharbi qui reproduit les propos d'un diplomate magrébin présent à Lomé, « *L'Union africaine n'est qu'un toilettage de l'OUA [dont] elle reprend les organes, change leur nom et leur donne à peine plus de prérogatives et de moyens.* »¹¹⁴⁷

Laurent Zang, ne dit pas le contraire quand il déclare :

*« En réalité, le Projet de création de l'Union africaine ressemble à une réforme de l'OUA qui ne dit pas son nom, et dont la quintessence pour le moment, consiste essentiellement en un changement de dénomination des organes directeurs... En fait, il n'y aurait pas de grandes différences entre la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement et l'instance suprême prévue dans le cadre de l'Union africaine. Sa composition (tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement en sont des membres de droit), les modalités de vote en son sein (une unanimité qui se voile derrière des majorités qualifiées ou le consensus) et, surtout les prérogatives de la conférence de l'Union rappellent étrangement la structure existante. Ce qui est vrai de la conférence de l'union l'est également des autres organes, aussi bien du conseil exécutif (frère jumeau du conseil des Ministres) que du secrétariat dorénavant désigné commission exécutive, avec à sa tête un Président. D'ailleurs la Charte de l'OUA et le Projet d'acte Constitutif de l'Union africaine ont tous 33 articles. »*¹¹⁴⁸

¹¹⁴⁶ Au nombre de ceux ci, Koné Soukalo cite entre autre, l'allègement de la dette ; la santé et le VIH/Sida ; la productivité agricole ; commerce, investissement, croissance et développement durable ; bonne gouvernance politique et économique ; paix et sécurité etc. Koné Soukalo, op. cit.

¹¹⁴⁷ Samir Gharbi, op. cit., p. 13.

¹¹⁴⁸ Laurent zang, op. cit.

Néanmoins, l'Union africaine est marquée d'un grand intérêt. Cet intérêt réside moins dans les transformations structurelles ou les transferts de souveraineté que dans les ambitions désormais affichées. Ces ambitions aux yeux de Laurent Zang, ont le mérite d'engager, au moins politiquement, les dirigeants africains auprès de leurs opinions intérieures. Mieux encore, elles tracent la voie à une intégration progressive dont les étapes et les rythmes, tant sur le plan politique qu'économique, avancent au rythme des changements qui s'opèrent à l'intérieur comme à l'extérieur de la scène africaine.

Conclusion partielle

Que dire en conclusion de ce chapitre ? Au moment où l'Amérique latine et l'Afrique font leur entrée dans le 21^e siècle, de nouvelles organisations d'intégration régionales émergent sur la scène politique et économique de ces continents. Ce renouveau advenu avec le triomphe du néo-libéralisme s'opère par une mutation des organisations sous-régionales préétablies au cours des premières expériences d'intégrations régionales, vers des stratégies d'insertion au marché international. C'est dans ce contexte que l'Union africaine armée d'un programme économique, le NEPAD, remplace l'OUA. Si la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine qui assumait jusqu'alors l'action collective continentale avait mis en relief la question de la décolonisation et de la souveraineté, l'acte constitutif de son successeur accorde la priorité au développement et à la stabilité. Si en Amérique latine les systèmes économiques ont été soumis à l'hégémonie nord-américaine, des idées ont émergé pour marquer la nécessité impérieuse de construire une unité qui contrecarre le « pillage » imposé par la mondialisation néolibérale et restitue au continent son identité culturelle. La proclamation de l'ALBA n'avait-elle pas annoncé de nouvelles institutions chargées de remédier aux raisons profondes de la dépendance économique et de la misère des latino-américains ?

CONCLUSION GENERALE

Parvenu au terme de notre étude, il convient à présent d'en tirer les enseignements tant heuristiques que théoriques. Mais avant, il importe pour nous de résumer les grandes articulations, les moments forts qui lui ont imprimé sa structure.

Le sujet que nous nous sommes évertué à traiter était : « Simon Bolivar, Kwame Nkrumah et la problématique contemporaine de l'unité continentale des pays latino-américains et africains ». Cette formulation, nous l'avons retenu au détriment de celle-ci : « Simon Bolivar, Kwame Nkrumah, rêve d'unification », qui nous paraissait très restrictive, alors que notre intention était, en nous approchant un peu plus de l'actualité, d'analyser à la lumière des événements modernes, l'évolution de l'unité sur les deux continents en prenant comme repère, les premières expériences suscitées à la fin de la période coloniale par les pères de l'indépendance dont Simon Bolivar et Kwame Nkrumah.

En optant pour cette formulation, nous avons été amené, pour les besoins de l'analyse, à étudier sur une très large période les éléments et facteurs qui ont contribué directement ou indirectement à la formation et à la consolidation de l'idéal d'Unité en Amérique latine et en Afrique. Il s'est avéré que depuis les premières heures des indépendances, cet idéal a dominé et continue de dominer toutes les politiques de l'Amérique latine et de l'Afrique contemporaine. Ainsi en témoignent les actes et déclarations des leaders politiques latino-américains et africains, des intellectuels et organisations qui ne veulent que se conformer à cet idéal. Citons à titre d'exemple et pour le compte de l'Afrique, le plaidoyer du président Kadhafi en septembre 1999 à Syrte lors de la création de l'Union africaine. Ce dernier qui se dit investi complètement dans la vision d'une Afrique forte, solidaire, et digne martelait devant ses pairs que : « *L'Afrique doit s'unir. Il n'y a pas de temps à perdre. Les défis sont devant nous. Nous sommes tous dans la même tranchée. Nos petites nations n'ont pas d'avenir face aux unions qui se forment en Europe, en Amérique et en Asie.* »¹¹⁴⁹

¹¹⁴⁹ Cité par Norah Manina, « Union africaine, l'épreuve du feu » in *Continental, l'Afrique en marche*, N° 29, Juin-juillet 2003, Paris, Les Nouvelles du Continent, p. 11.

A propos de l'Amérique à laquelle fait référence le président Kadhafi, et particulièrement de sa composante « latine », les multiples échecs enregistrés au titre de sa désunion ont suscité la prise de conscience de son indispensable cohésion dans un environnement international marqué par des regroupements nationaux et économiques, autant que par la compétition acharnée pour la puissance économique qu'induit la mondialisation. Pour stigmatiser la nécessité d'une synergie latino-américaine, le leader vénézuélien Hugo Chavez dont le pays est impliqué dans de nombreuses actions en vue du renforcement des liens inter-latino-américains et de l'union du continent rappela à ces concitoyens à l'occasion du lancement officiel de l'ALBA en 2007 qu'« *il [était] temps de repenser et de réinventer les processus affaiblis et agonisants d'intégration sous-régionale et régionale dont la crise constitue la plus évidente manifestation d'un manque de projet politique commun.* »¹¹⁵⁰ Cela dit, à l'évidence, l'idée d'unité continue d'exercer une très forte attraction sur les Latino-américains et les Africains.

Pour mieux voir dans quel sens cet idéal a influencé et continue d'influencer les politiques latino-américaines et africaines et comment Latino-américains et Africains se sont débattus et se débattent encore pour le réaliser, nous avons été amené à recourir à l'Histoire, donc au passé. Au sujet du passé, il convient de mentionner avec Luis González que l'histoire de l'Amérique latine ne peut pas être étudiée selon les mêmes critères que celle de l'Europe, ses périodes ne correspondant pas à celles du vieux continent.¹¹⁵¹ Quant à la division et à la délimitation des périodes de l'histoire latino-américaine, ainsi que l'a noté T. Wyrwa, chaque école a fixé son « point de départ », opposé en général aux autres. « *Il y a des groupes, dit-il, pour qui l'histoire latino-américaine ne commence qu'aux révolutions du XXe siècle, et pour d'autres, elle doit remonter à la guerre de l'indépendance ou encore à l'époque de la colonie espagnole, sans oublier que dans tous les cas, en Amérique latine, le Moyen Age s'installait au moment où il prenait fin en Europe et qu'on y rencontre encore aujourd'hui des vestiges* »¹¹⁵²

C'est aussi à cette conclusion que l'on aboutit quand on se réfère au débat entre historiens sur le problème de la périodisation de l'Histoire générale de l'Afrique. L'équipe de chercheurs mandatés par l'Unesco s'est proposée de fixer un repère (1880) qu'elle pense être appropriée

¹¹⁵⁰ Cité par Marcelo Colussi, op. cit.

¹¹⁵¹ Luis González, « Ensayo sobre los límites cronológicos de la época contemporánea en Hispanoamérica » in *Cahiers d'Histoire mondiale*, Vol. VIII, N° 2, Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1964, pp. 365 et ss.

¹¹⁵² T. Wyrwa, op. cit., p. 2.

pour toute histoire de l'Afrique. A tort où à raison, sans prendre part à ces querelles que nous avons laissées aux bons soins des théoriciens de l'Histoire de l'Amérique latine et de l'Afrique, nous nous sommes intéressé dans le cadre de notre sujet, surtout dans la première partie, au passé qui fait pression aujourd'hui sur la vie politique des pays latino-américains et africains. Plus récent, il est lié à la période qui débouche sur leur émancipation.

Prenant d'abord le cas de l'Amérique latine, nous nous sommes rendu compte que la vie politique de tous les pays de cette région ne peut en aucun cas être dissociée du rôle qu'ont joué et continue de jouer les Etats-Unis du Nord. Les pays latino-américains ont recouvré leur indépendance politique vis-à-vis de l'Espagne et du Portugal qui les ont colonisés. Mais ils sont tombés aussitôt sous la dépendance politique et économique des Etats-Unis qui ont préféré soutenir dans le sous-continent, au nom de la célèbre « Doctrine Monroe » de 1823, une politique tendant à assurer leur hégémonie dans l'hémisphère occidental.

L'exploitation nord-américaine de l'Amérique latine avait été prévue par Simon Bolivar qui, à ce moment là, était au fait de sa gloire comme Libérateur de tout un continent. Pour la rejeter, mieux, pour faire en sorte que l'Amérique défaite de la tutelle des Puissances européennes et de l'Espagne principalement au cours de la bataille héroïque et historique d'Ayacucho (1824) ne tombe à nouveau sous la domination d'une puissance étrangère quelconque, Bolivar tenta d'unir au Célèbre Congrès de Panama de 1826, ce continent dont les pays parlaient la même langue – exception faite du Brésil –, professaient la même religion, possédaient à peu près le même niveau économique et qui devaient forger leur vie politique sans préparation préalable à tout ce qui concernait la science du gouvernement.

Bien avant la convocation du Congrès de Panama, Bolivar, se trouvant à la tête du gouvernement de la Grande Colombie – la Colombie, l'Equateur, le Panama et le Venezuela actuelle –, avait envoyé des plénipotentiaires auprès des autres républiques américaines avec des instructions précises pour travailler en faveur d'une confédération des nations du Nouveau Monde. A la suite de ces instructions, des traités d'union, ligue et confédération furent conclus par la Grande Colombie successivement avec le Pérou, le Mexique, le Chili, le gouvernement de Buenos Aires et l'Amérique centrale qui était alors constitué en un unique Etat fédératif. Aux termes de ces traités, les signataires s'engageaient à faire usage de leurs bons offices pour amener les autres Etats de l'Amérique espagnole à adhérer à l'union conclue entre les Hautes Parties contractantes. C'est après que ce préalable a été réalisé que

Bolívar tenta de former sur l'Isthme de Panama, son rêve de *la más grande nación del mundo* telle que signalé en 1815 dans *Lettre à un habitant de la Jamaïque*, son chef d'œuvre politique. Mais à Panama, ce qui prédomina, ce ne fut pas l'idée bolivarienne, *para nosotros la patria es América*, ni sa vision de la *patria grande*, à l'origine de cette rencontre historique. Il fut donc impossible à l'Amérique espagnole indépendante de structurer la Confédération continentale - avec un parlement à session annuelle et une armée communautaire - qui, dans la vision de Bolívar, ainsi que l'a souligné Pierre Queuille, « *devait donner naissance à une Amérique hispanique unifiée autant que possible en suivant le modèle des Etats-Unis, par des liens fédérateurs ou confédérateurs et dans l'uniformité d'un régime authentiquement démocratique.* »¹¹⁵³ Le *Libertador* dont l'autorité à la fin de l'euphorique période des luttes d'indépendances, entamait un certain déclin, se vit donc obligé de rêver bas, c'est-à-dire de tendre ses efforts d'unification non plus vers les peuples de langue espagnole mais plutôt vers ceux que son génie militaire et son génie politique avait libérés et tentait de reconstruire. Ainsi naquit le projet de la Fédération des Andes.

L'Histoire retient que les résultats à ce niveau ne furent pas meilleurs que ceux de Panama. « *América Latina, en general, escribió E. V. Posada, prefirió el fraccionamiento y la prevalencia de intereses personalistas y localistas reflejados en las primeras luchas por el poder y en la configuración de unas fronteras (...).* »¹¹⁵⁴ Ce qu'Indalecio Liévano Aguirre a résumé en ces termes :

« *El Folklore, la raza, el parroquialismo, las tradiciones coloniales, las diferencias de clases, la influencia del cacique y del patrón, las ambiciones de los caudillos vernaculares y las ideas políticas importadas de Europa y los Estados Unidos fueron hábilmente utilizadas por las clases dirigentes para configurar el nacionalismo peruano, granadino, venezolano, argentino, etc.* »¹¹⁵⁵

En somme, exception faite de la Bolivie et du Pérou qui l'acceptèrent pendant la période où Bolívar, encore au fait de sa gloire cumulait les fonctions de président et dictateur des deux pays, les autorités politiques intérimaires de la Grande Colombie rejetèrent la

¹¹⁵³ Pierre Queuille, op. cit., p. 101.

¹¹⁵⁴ E. V. Posada, op. cit., p. 122.

¹¹⁵⁵ Ibidem.

constitution bolivienne – avec son président à vie libre de choisir son successeur – qui était sensé être le ciment de l’unification de la Fédération des Andes. Du coup, il n’y avait plus de motif de parler d’unification.

Avant de mourir en 1830, le *Libertador* désabusé prononça cette phrase aujourd’hui célèbre : « J’ai labouré la mer. » Bolivar laissa surtout un Testament dans lequel l’Unité de l’Amérique latine à réaliser restait son dernier vœu face à un continent divisé en espaces nationaux fragiles, traduit par un conflit permanent entre unitaires et fédéraux.¹¹⁵⁶ C’est à ce titre qu’un T. Wyrwa pouvait dire non sans ajouter une part de pessimisme : « *L’unité de l’Amérique latine, qui existait pendant la période coloniale, fut alors rompue et ce continent ne l’a jamais plus retrouvée.* »¹¹⁵⁷ Que dire du texte de Charles Minguet et Annie Morvan dont le titre *Simon Bolivar, l’unité impossible* parle de lui-même ?

En fait, nous nous sommes rendu compte que cette unité est un vieux rêve qui est devenu un mythe au sens où l’emploie Charles Minguet, c’est-à-dire une série de représentations symboliques, d’images ou même de clichés qui forment des sortent d’archétypes ou de paléotypes consacrés, intégrés dans un discours logique et rationnel, celui de la Libération et de l’Unité.¹¹⁵⁸

En Afrique, nous avons vu qu’elle tire son origine dans le rêve d’une *Patrie perdue* telle que N. V. Chien l’a décrite :

« Dans la souffrance commune d’êtres exilés, humiliés et opprimés, les Noirs d’Amérique se consolent en chantant leurs chansons folkloriques, dansant le rythme de leurs ancêtres et rêvant à une Afrique radieuse de soleil où tout le monde est libre et heureux. L’idée d’une terre promise est inspirée, à l’église, par les hymnes, les négro-spirituals et les prédications

¹¹⁵⁶ L’un des exemples les plus sanglants fut de l’avis de Pierre Vayssière, celui de l’Argentine de 1819 et de 1826 qui avait adopté coup sur coup deux constitutions unitaires à ces dates. Mais elles ont été chaque fois rejetées par les provinces andines de Salta, Tucuman et Mendoza. Cette mésentente plongea le pays dans une guerre civile sans merci entre les deux camps commandés par des caudillos intraitables et Rosas, le leader de la cause fédérale. Même un pays reconnu à vocation unitaire comme le Chili fut perturbé jusqu’en 1828 par des luttes entre régionalistes et centralistes. Pierre Vayssière, *Les révolutions d’Amérique latine*, op. cit., p. 46.

¹¹⁵⁷ T. Wyrwa, op. cit., p. 3.

¹¹⁵⁸ Charles Minguet, “Mythes fondateurs chez Bolivar: quelques aspects”, in *Cahier de l’Herne*, op. cit., p. 116.

*dans lesquels le peuple noir partage les mêmes souffrances et se nourrit d'un même espoir que le peuple juif. Comme Israël de jadis, le peuple noir attend son Moïse, pour le libérer de la condition d'esclave et le conduire au pays natal. »*¹¹⁵⁹

Le premier *libérateur* du peuple noir d'Amérique fut Booker Taliane Washington. Comme Moïse qui avait instruit et préparé son peuple avant la traversée de la Mer Rouge, Washington instruisit aussi son peuple afin qu'il puisse partager sans discrimination les droits avec les autres citoyens dans une société démocratique. Pour Washington, la *terre promise* n'était pas un pays lointain qu'il fallait aller chercher. Elle était là où le peuple noir vivait ensemble avec les autres citoyens des Etats-Unis d'Amérique.

Marcus Garvey, connu comme le vrai Moïse noir, voulut lui, réaliser littéralement le rêve de ses compatriotes. Il tenta de les rassembler et de les conduire au pays natal. Malgré son échec, il suscita un grand enthousiasme parmi son peuple et contribua à l'éveil de la conscience des Africains.

W. E. Burghard Dubois, quant à lui, voulu élargir le champ de la lutte en renforçant à la suite de Henry Sylvester Williams, l'idée *panafricaniste* non seulement au sein du peuple noir d'Amérique, mais également dans les territoires d'Afrique. Bien qu'il n'ait pas obtenu de résultats immédiats, les cinq premiers *Congrès panafricains* qu'il avait organisés ou patronnés ainsi que ses idées claires et fermes ont contribué considérablement à la formation des jeunes dirigeants africains tels que Kwamé Nkrumah qui allait consolider l'idéal panafricaniste dans une Afrique décidée à obtenir son indépendance.

Au cours de cette phase importante de son histoire, l'idée d'une Patrie africaine commune s'imprégna partout en Afrique grâce à une série de Conférences panafricaines inaugurées dans la capitale Ghanéenne. Elle devint le rêve de tous les leaders africains sans exception. Malheureusement, ce rêve, comme nous l'avons retracé essentiellement dans la deuxième partie de notre travail, chaque leader l'a conçu à sa manière, selon son caractère et selon les intérêts en jeu ou les influences du contexte politique de l'époque tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent.

¹¹⁵⁹ N. V. Chien, op. cit., p. 368.

Les textes que nous avons consultés ont eu tendance à classer les divisions des dirigeants africains d'après les deux groupes, celui de Casablanca dit *progressiste* et celui de Brazzaville ou Monrovia dit *modéré*. D'accord avec N. V. Chien, une telle classification est trop simpliste et ne correspond pas à la réalité. En effet, certains pays se sont alignés au groupe de Casablanca simplement parce que leurs adversaires étaient dans l'autre groupe. Ce fut le cas par exemple du Maroc et de la Mauritanie, le Mali et le Sénégal ou encore la Guinée et les autres pays francophones. Pour avoir une idée précise de la diversité d'opinions chez les dirigeants africains, il a fallu analyser leurs réactions vis-à-vis des différents problèmes, par exemple, les relations avec les ex-puissances coloniales, le soutien des mouvements de libération, la conception de l'unité africaine, pour ne citer que ceux là. Vis-à-vis de chaque problème, nous avons décelé des *fanatiques*, des *modérés* et des *réalistes*. Un dirigeant peut être fanatique dans un problème et modéré ou réaliste dans un autre. Ce caractère ambivalent des leaders africains a été souligné par N. V. Chien en ces termes :

« Les dirigeants africains changent souvent d'idées et de camp, selon les situations. Hier, on était amis, aujourd'hui, on devient ennemis et demain, on s'embrassera de nouveau comme des frères. »¹¹⁶⁰

Par rapport au problème de l'Unité africaine, les résultats des travaux de N. V. Chien que nous avons beaucoup consulté ont montré qu'il n'y eut que trois dirigeants, Nkrumah, Sékou Touré et Modibo Kéita qui proposèrent une solution fanatique et radicale, c'est-à-dire la création des Etats-Unis d'Afrique, à l'image de l'U.R.S.S et des Etats-Unis d'Amérique.¹¹⁶¹ Parmi eux, nous avons pu voir tout au long de cette deuxième partie, que seul Nkrumah soutint jusqu'au bout cette forme d'unité avec un programme précis et des arguments plus ou moins solides. Ceux qui l'ont suivi, l'ont fait sans beaucoup de conviction. L'échec même de l'Union Ghana-Guinée-Mali que Nkrumah avait vu comme un noyau de la futur Etats-Unis d'Afrique montre clairement qu'en fait, les présidents Sékou Touré et Modibo Kéita n'étaient pas chaudement partisans de la Confédération continentale doté d'un gouvernement, d'une monnaie, d'une politique extérieure et d'une armée unique qu'il avait proposée.

Certains comme les présidents Nyéréré, Kaounda, Oboté et surtout Senghor qui avait voulu forger une âme commune au monde négro-africain à travers la *Négritude* se sont

¹¹⁶⁰ Ibidem., p. 374.

¹¹⁶¹ Ibidem

révélés plus modérés. Ils acceptèrent le principe d'unité politique à l'échelle continentale. Cependant, selon eux, il fallait la réaliser par étapes dans le cadre de regroupements régionaux.

Les autres que nous avons considéré comme des *réalistes* se sont montrés ni pour ni contre l'Unité africaine version Kwame Nkrumah. Cependant, comme l'Empereur Haïlé Sélassié d'Ethiopie, ils ont voulu écarter tous les problèmes qui pouvaient diviser l'Afrique en se consacrant seulement aux problèmes avec lesquels tout le monde pouvait être d'accord. La forme de l'Unité africaine étant l'un des problèmes les plus épineux, leurs points de vue a été de ne pas se prononcer de façon catégorique. Pour ce groupe, chacun doit consolider l'unité au sein de son propre peuple et si l'on veut une unité continentale, il faut d'abord coopérer sincèrement dans le cadre de regroupements régionaux et dans des domaines économiques, technologiques ou culturels déterminés. Si l'on réussit dans l'unité des petits ensembles, l'Unité continentale est alors réalisable. Le représentant typique de cette tendance a été le président Félix Houphouët-Boigny que bien d'exégètes ont considéré comme le principal rival de Nkrumah.

Ces différences idéologiques, la divergence des conceptions d'unité, les intérêts antagonistes de toutes sortes mêlés aux problèmes politiques, économiques et sociaux de l'époque ont divisé les dirigeants africains, favorisant puis consolidant la division artificielle des Etats-Nations et conduisant à la balkanisation de fait du continent, comme cela l'a été un siècle plus tôt en Amérique latine. Au sommet d'Addis-Abeba de 1963, la proposition concernant la création des Etats-Unis d'Afrique fut définitivement écartée au profit d'une Organisation de l'Unité Africaine, dont le moins qu'on puisse dire avec Hubert Kamgang, est qu' « *elle réalise ce paradoxe monumental d'être une Organisation de l'Unité qui maintient le morcellement d'un continent dont elle est censée assurer le destin unitaire.* »¹¹⁶² Alors, comme Simon Bolivar en Amérique latine, Kwame Nkrumah devait laisser aux générations à venir, après son effacement de la scène politique africaine, son bréviaire sur l'Unité africaine dans lequel il a tenu à prévenir que si l'unité de l'Afrique n'était pas faite immédiatement le continent se verrait livré pour « une assiette de soupe » aux impérialistes et aux colonialistes ou se désintégrerait individuellement. A tort où à raison, trente-sept ans après la création de

¹¹⁶² Hubert Kamgang, *Au-delà de la Conférence Nationale pour les Etats-Unis d'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 10.

l'O.U.A, le constat qu'on fait depuis 2000, est qu'elle n'est pas même arrivée à mi-chemin des objectifs que ses pairs fondateurs lui avaient assignés. L'institution continentale a drainé derrière elle plus d'illusions que d'espoirs.

Pour cette raison conjuguée aux réalités résultantes de la nouvelle donne économique mondiale, les Etats africains à l'instar de ceux d'Amérique latine, voulant apporter remède à leurs problèmes de sous développement, à leurs situations économiques peu reluisantes, à l'instabilité politique chronique, ont emprunté une nouvelle voie. Cette nouvelle option a consisté en un processus par lequel des Etats appartenant à une même zone géographique ou lointaine décident d'unir leurs économies, d'harmoniser leurs politiques et systèmes intérieurs, notamment au plan fiscal, comptable, monétaire, ceci via une réglementation juridique unique et uniforme à l'effet d'optimiser leurs développement et d'avoir une place sécurisante sur l'échiquier mondial. Ce type de procédé qui suppose la création d'un espace économique commun est ce qui nous a amené dans la troisième partie de notre travail, à faire longuement usage d'un concept comme « intégration », lequel est, selon Samba Diouf, « propre » au vocabulaire juridique et économique.¹¹⁶³

En effet, l'intégration est apparue aujourd'hui aux yeux des dirigeants latino-américains et africains comme le meilleur moyen, pour ne pas dire l'ultime, pour relever le défi du développement dans un monde en voie de globalisation. Longtemps enfermés dans un carcan d'espace économique étroit, Latino-américains et Africains ont senti l'extrême urgence de dépasser le cadre de leur souveraineté nationale, pour résoudre les problèmes conjoncturels, pour faire face aux enjeux politiques, économiques, sociaux, et surtout stratégiques, imposés par le nouvel ordre mondial qui se manifeste à travers le phénomène de mondialisation ou globalisation.¹¹⁶⁴

C'est ainsi que le phénomène de l'intégration a structuré l'Afrique en différentes communautés comme nous l'avons vu dans la troisième partie de notre étude. Il existe

¹¹⁶³ Samba Diouf, *L'intégration juridique en Afrique : l'exemple de l'UEMOA et de l'OHADA*, Université Cheikh Anta Diop-Dakar, Ecole Doctorale Régionale Africaine (EDRA), http://www.memoireonline.com/05/07/466/m_integration-juridique-afrique-uemoa-ohada1.html

¹¹⁶⁴ Mais cette intégration, pour qu'elle aboutisse, « exige, selon Hubert Kamgang, que les pays qui s'y engagent soient démocratiques, sinon les débats libres qui doivent amener à l'appréhension de son impératif n'auraient pas lieu ; sinon, surtout, les libres échanges transfrontaliers qui sont des conditions de base de l'intégration seraient entravés. » Hubert Kamgang, op. cit., p. 60.

aujourd'hui sur le continent plusieurs structures à vocation régionale. Par exemple, au centre, la Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale été créée en 1994. A l'Est l'exemple du Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe nous est donné depuis 1993. En Afrique du nord, l'Union du Maghreb arabe a été créée en 1989 ; et à l'ouest à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui existe depuis 1975 a été greffé l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

Dans le but d'accélérer le processus d'intégration économique et politique sur le continent afin de permettre à l'Afrique de jouer le rôle qui lui revient dans l'économie mondiale tout en déployant des efforts pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques multiformes auxquels elle est confrontée - problèmes accentués par certains effets négatifs de la mondialisation -, les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine ont adopté le 9 septembre 1999 la Déclaration de Syrte, demandant la création d'une Organisation à vocation continentale : l'Union Africaine.

Pour de nombreux analystes, notamment Albert Bourgi, l'avènement de l'Union africaine est à considérer comme un événement majeur dans l'histoire de l'Unité du continent. Selon lui, en plus d'être une évolution au plan institutionnelle, l'Union africaine est perçue « *dans l'opinion africaine comme le rempart d'ingérence extérieure et comme le meilleur instrument d'affirmation de l'identité culturelle.* »¹¹⁶⁵

Pour ce qui est de l'Amérique latine, le développement de notre troisième partie nous a montré que cette nouvelle version de l'unité que des spécialistes comme Eugène Pépin, J. M. Yepes et Pierre Queuille ont considéré comme les premières manifestations du « panaméricanisme », a été enclenchée par les nord-américains au cours de la Conférence panaméricaine de 1889 qui, quelques années plus tard, en 1948, a abouti à la création de la première et véritable institution de l'hémisphère : l'Organisation des Etats Américains.

Mais dans les années qui suivirent la Conférence de 1889, les conquêtes et les protectorats américains dans les Caraïbes et en Amérique Centrale firent passer les sentiments latino-américains de la sympathie à la désapprobation à l'égard de Washington, de la coopération à la méfiance. T. Wyrwa a évoqué ce sentiment sous l'angle d'une prise de conscience de la part de la communauté latino-américaine revêtue, grosso modo, de deux aspects : « *Tout d'abord, explique-t-il, elle fait grandir le courant des partisans qui tentent*

¹¹⁶⁵ Albert Bourgi, op.cit., p. 21.

*d'opérer une transformation profonde des structures socio-économiques et politiques de leurs pays et ensuite, encourage l'intégration latino-américaine, comme moyen indispensable pour élargir les marchés nationaux et plus encore, pour former un bloc car, séparément, ses pays seront toujours la proie du colonialisme nord-américain et constitueront de simples pions sur l'échiquier politique des puissances mondiales. »*¹¹⁶⁶

De fait, selon Ahmad Naghibzadeth, c'est à partir des années 1990 que la situation change et que les initiatives se poursuivent indépendamment des Américains.¹¹⁶⁷ L'exemple à ce niveau fut l'émergence d'organisations sous régionales à caractère économique - Mercosur, la Communauté andine des nations et l'Alternative bolivarienne pour les Amériques - dont les buts principaux sont de réinitialiser et de renforcer l'intégration économique en augmentant les échanges intercommunautaires et en établissant des relations bilatérales avec l'Union Européenne. Mais l'importance de l'Amérique latine pour les nord-américains ne les a pas laissés indifférents. Si bien que George Bush père a proposé en 1990 une zone de libre échange comprenant l'ensemble du continent américain et qui devait entrer en vigueur en 2005. Mais sans aucun résultat tangible jusqu'à ce jour, comme l'ont montré les analyses d'Ahmad Naghibzadeth ; les conférences organisées à cet effet : Miami (1994), Santiago (1998), Toronto (1999), Buenos Aires (2001), Quito (2002), Miami (2003) et Brésil (2004) ayant abouti à un fiasco.

Pour Diane Wilhemy le Sous-ministre du Ministère des relations internationales du Québec qui s'exprimait sur le sujet lors cours du Colloque international tenu à Montréal les 5, 6 et 7 novembre 2003 sur le thème *Construire les Amériques*, l'intégration dans l'hémisphère américain demeure un sujet à débat. Les difficultés à la réaliser pleinement démontrent à ses yeux « *que pour être acceptable au regard des populations concernées, elle doit faire l'objet d'une attention soutenue sur les questions dépassant largement le cadre économique.* »¹¹⁶⁸ En d'autres termes, il ne s'agit donc plus simplement de la circulation des biens, il s'agit bel et bien de rapprocher les gens et les sociétés avec tout ce qu'elles ont de particulier.

¹¹⁶⁶ T. Wyrwa, op. cit., p. 4.

¹¹⁶⁷ Ahmad Naghibzadeth, *Géostratégiques* n° 11 - Février 2006

¹¹⁶⁸ Diane Wilhemy, « Le Québec, partenaire dans la construction des Amériques », in *Construire les Amériques*, Rapport finale du Colloque international tenu à Montréal les 5, 6 et 7 novembre 2003, Centre Etudes Internationales et Mondialisation, Institut d'Etudes Internationales de Montréal, p. 8.

Cela dit, que faut-il retenir de la méthode d'approche qui nous a permis d'arriver au bout de notre analyse ?

Les nombreuses implications de notre problématique ont conduit notre étude au cœur de plusieurs domaines et donc par conséquent l'ont amené à être redevable de plusieurs approches et positions théoriques. Il nous a paru nécessaire de recourir à la sémantique pour rendre plus claire la ligne de démarcation qui sépare des concepts comme « union », « unité » qui, dans le langage commun sont mis dans un même champ sémantique. Nous avons eu besoin de la sociologie des aspirations, de la nation et des identités pour cerner les mécanismes inhérents aux phénomènes des révolutions, aux phénomènes nationaux et aux processus identitaires. Nous nous sommes appuyé aussi sur des données géographiques, des données économiques et des données historiques. Tout cet assemblage théorique et méthodologique pour arriver à bout des possibles significations et des idéologies qui ont cimenté les discours et les doctrines autour de l'unité latino-américaine et africaine dans sa double dimension institutionnelle et sociale. Pour ce faire, nous avons choisi par souci de rigueur scientifique, de partir du général pour aboutir au particulier. Nous sommes d'avis avec Jean-François Kola que pour être scientifique, « *le général doit se particulariser, comme le particulier gagnerait à se généraliser dans une parfaite dialectique.* »¹¹⁶⁹ C'est ce qui nous a amené dans la première partie de notre thèse à accorder un chapitre entier à des notions identitaires et nationales essentielles : « panaméricanisme », « hispano-américanisme », « ibéro-américanisme », « latino-américanisme », « panafricanisme » pour ne citer que celles-là. Nous étions ainsi mieux armé pour en cerner les nombreux contours et pour orienter le débat dans le sens de notre problématique (particularisation).

Si au terme de ce parcours, nous avons pu saisir les mécanismes de l'identité et de la formation des nations, cette partie nous aura permis de prendre conscience de la réalité phénoménologique des manifestations sociales de l'identité et de la conscience nationale en les inscrivant dans la marche des peuples d'Amérique latine et d'Afrique.

La conscience nationale, rappelons-le avec Fernand Van Langenhove, comme toutes les consciences sociales en général, a une valeur de différenciation. Elle dérive essentiellement d'un ensemble de similitudes que les membres d'une nation partagent seuls et qui n'excluent pas d'autres similitudes, pas plus que de nombreuses dissimilitudes. C'est la

¹¹⁶⁹ Jean-Kola François, op. cit., p. 658.

conscience d'appartenir à une nation et d'être, à ce titre, comme toutes les personnes qui sont rangées dans une même catégorie, différent de celles qui n'y sont pas comprises. Les membres d'une nation diffèrent par l'âge, le sexe, les connaissances, la profession, les opinions politiques, mais ils possèdent en commun un ensemble de caractères fondamentaux. Parmi ceux-ci, outre les similitudes qui peuvent être d'ordre linguistique, religieux, ou en général culturel, les principaux sont ceux qui proviennent de l'attachement à un territoire et l'opposition à toute domination étrangère. Ce second élément distingue la conscience nationale des autres consciences sociales liées au sol, telles que celles qui se rapportent au village natal, à la région ou à la ville.¹¹⁷⁰

En effet, « *un groupe social, selon Eugène Dupréel, s'affirme ou existe par son opposition à un autre groupe social. Une commune opposition à un autre groupe est le principal facteur qui dégage les consciences sociales quelles qu'elles soient.* »¹¹⁷¹

Selon Hans Kohn, les diverses consciences sociales qu'une personne peut avoir et qui correspondent aux principales facettes de sa personnalité ne sont pas toutes, à un moment donné, sur le même plan. La facette que les circonstances affecteront à ce moment déterminera la nature de la commune opposition, celle-ci pouvant avoir les objets les plus divers : professionnels, politiques, religieux, territoriaux etc. La conscience sociale correspondante apparaîtra au premier plan, laissant temporairement les autres refoulées dans la pénombre.¹¹⁷²

En cas de conflit, de guerre, de domination étrangère, l'occupation ennemie portera la conscience nationale au degré maximum. C'est ce que nous avons vu dans la deuxième partie de notre étude à travers l'exemple des luttes d'indépendance en Amérique latine et en Afrique. Elles eurent pour effet de réaliser partout presque sur l'heure, l'union sacrée de presque toutes les consciences sociales. L'idée nationale devint donc une obsession pendant toute cette période de lutte. Des tentatives de regroupements partiels s'accomplirent même dans le cadre des grands ensembles créés par les puissances coloniales.

¹¹⁷⁰ Fernand Van Langenhove, *Consciennes tribales et nationales en Afrique noire*, Martinus Nijhoff/ Institut royal des relations internationales, Bruxelles/La Haye, 1960, p. 15.

¹¹⁷¹ Eugène Dupréel, *Traité de morale*, Bruxelles, Editions de la Revue de l'université de Bruxelles, 1932, p. 304.

¹¹⁷² Hans Kohn, *The idea of nationalism: a study on its origins and background*, New York, Macmillan Company, 1944, p. 11.

Cependant, comme les autres consciences sociales ne sont que temporairement refoulées, elles refont immédiatement surface une fois écarté le danger commun. Ceci explique les particularismes tribaux, provinciaux ou régionaux qui surgirent à nouveau après l'indépendance et qui firent échouer comme nous l'avons montré, l'idée d'une nation hispano-américaine et africaine que Simon Bolivar et Kwame Nkrumah avaient défendue chacun en son temps. Leurs pairs ayant choisi de renforcer la conscience nationale dans le cadre des territoires tracés par les anciens colonisateurs et consacrés en Etats souverains par les autres Etats membres de la communauté internationale, la balkanisation devint une réalité. Pourtant, écrit N. V. Chien, « rien n'empêchait les dirigeants (...) de former les Etats d'après les grands ensembles existants (...). »¹¹⁷³

Aujourd'hui, face à la nouvelle donne internationale caractérisée par la globalisation de l'économie ou mondialisation, la conscience nationale est à nouveau portée à son maximum. En effet, l'intégration de plus en plus soutenue des pays développés exige qu'ils aient des partenaires eux-mêmes intégrés pour répondre au critère de la dimension telle que le suggère le commerce mondial en ce XXI^e siècle. Cette exigence ne saurait être satisfaite que si les économies latino-américaines et africaines répondent aux mêmes normes, à la même harmonie pour déboucher sur un marché unique. En Amérique latine comme en Afrique, les dirigeants se sont à nouveau mobilisés pour créer un panel d'Organisation économique à vocation régionale ou continentale afin de relever les défis économiques, politiques, sociaux, techniques que leur impose la mondialisation. Si l'union des consciences sociales était nécessaire hier pour mettre fin au colonialisme direct, elle devient indispensable voire impérative pour échapper à la domination ou asphyxie économique actuelle. Latino-américains et Africains réussiront-ils ce pari du nouveau millénaire ? Telle est la question que se sont posés les organisateurs de la Conférence intitulée : « Unité nationale et intégration régionale face aux défis du développement de l'Afrique. »¹¹⁷⁴ La roue de l'histoire étant en marche, il importe, comme le suggère E. V. Posada, de méditer sur les leçons du passé, lesquelles donnent une idée précise des facteurs explicatifs des difficultés à réaliser l'intégration politique et économique, pour construire le présent et l'avenir.

¹¹⁷³ N. V. Chien, op. cit., p. 371.

¹¹⁷⁴ Guy Pascal Zambou Zebaye, « Unité nationale et intégration régionale face aux défis du développement de l'Afrique. », <http://www.aecg.ch/Downloads/Actes%20conf.%20AECG%20mai%202006.pdf>

BIBLIOGRAPHIE

I- Ouvrages sur Bolivar

BELAUNDE Victor Andrés, *Bolívar y el pensamiento político de la Revolución hispanoamericana*, Madrid, Ediciones Cultura Hispánica, 1959.

CALDERA Rafael, *Bolívar siempre*, Caracas, Monte Avila Editores, 1993.

CARRERAS DAMAS Germán, « Bolívar y el proyecto venezolano », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

CASTRO LEIVA Luis, *De la patria Boba a la teologia bolivariana : Ensayos de historia intelectual*, Caracas, Monte Avila Editores, 1991.

CUEVAS CANCINO Francisco, « El ideal continental del Libertador, proclamado desde el Perú », in *Simón Bolívar Libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971.

FERNANDEZ RETAMAR Roberto, « La place de Simon Bolivar dans la modernité de José Martí », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de l'Herne, 1986.

FILIPPI Alberto, « Philosophie politique du césarisme et idéologie de l'histoire dans les interprétations européennes de Bolivar », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de l'Herne, 1986.

GARCÍA MÁRQUEZ Gabriel, *El general en su laberinto*, Madrid, Mondadori, 1989.

-, *Testimonios sobre su vida, ensayos sobre su obra*, Santa Fe de Bogotá, Editorial presencia, 1992.

GARCÍA ROSELL Cesar, « Bolívar en el Perú » in, *Simón Bolívar Libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971.

JARAMILLO-URIBE Jaime, « Bolivar et l'unité de destin des peuples de l'Occident », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de L'Herne, 1986.

LAFOND George et TERSANE Gabriel, *La vie de Simon Bolivar*, Paris, Librairie Gallimard, 1930.

LASERNA Mario, « Simon Bolivar, critique et adversaire de l'esprit philosophique du Siècle des Lumières », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.

LIÉVANO AGUIRRE Indalecio, *Bolívar*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República y Academia Nacional de la Historia, Edición actualizada, 1988.

LÓPEZ CONTRERAS Eleazar, « Simón Bolívar, verdadero e indiscutable libertador del Perú », in *Simón Bolívar libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971.

LYNCH John, « Bolivar réformateur », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.

- *Simón Bolívar : a life*, London, Yale University Press, 2006

MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

MINGUET Charles, « Mythes fondateurs chez Bolivar: quelques aspects », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de l'Herne, 1986.

MONSALVE J. D., *El ideal político de Simón Bolívar*, Madrid, Editorial America, 1947.

PÉREZ Demetrio Ramos, *Simón Bolívar, el libertador*, Madrid, Ediciones Anaya, 1988.

PETZOLD-PERNIA Hermann, « Simón Bolívar y la organización política y jurídica de los estados iberoamericanos emancipados », in *III Congreso latinoamericanos de la*

Universidad de Varsovia, 16-18 de junio de 1995, Memorias, Tomo 2, Varsovia, Centro de Estudios latinoamericanos, 1995.

PIETRI Arturo Uslar, « Bolivar et les femmes » in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.

RODRIGUEZ Mario Léon., *Simón Bolívar y la iglesia católica ante el proceso revolucionario de la emancipación de América Latina y el Caribe, 1783-1830*, Puerto-Rico, Instituto de Estudios históricos Juan Alejo Arizmendi, 1987.

ROJAS-MIX Miguel, "J'ai ma politique à moi : Bolívar y la cuestión de la identidad continental », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

ROMANO Ruggiero, « Simon Bolivar et la culture européenne : heurs et malheurs », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de L'Herne, 1986.

ROUQUIE Alain, « Bolivar et le débat politique contemporain en Amérique latine » in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

SALCEDO-BASTARDO José Luis, *El hombre y los hombres Bolívar presente*, Caracas, Academia nacional de la historia, Colección centenario, 1994.

-, *Simon Bolivar, l'espérance de l'univers*, Paris, Unesco, 1983.

-, "Bolivar et l'Europe latine", in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1988.

SÁNCHEZ-BARBA Mario Hernández, *Simón Bolívar una pasión política*, 1ª edición, Barcelona, Editorial Ariel, 2004.

SAURAT Gilette, *Simon Bolivar, le Libertador*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 1990.

UNAMUNO Miguel de, « Don Quichotte Bolivar » in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de L'Herne, 1986.

VILA Manuel Pérez, *Simón Bolívar Libertador del Perú*, Caracas, Sociedad bolivariana de Venezuela, 1971.

WEIGNBERG Gregorio, « Simon Bolivar et les idées lancastériennes », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de L'Herne, 1986.

ZEA Leopoldo, « Bolívar y las revoluciones nacionales » in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.

II- Textes de Bolivar cités

BOLÍVAR Simón « Discurso de Angostura », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.

-, « Lettre adressée à son Excellence le général F. de P. Santander, le 29 juillet 1822 », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.

-, « Carta de Jamaica », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.

-, « Decret de guerre à mort », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

-, « Decreto de Guerra a muerte », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.

-, « La proclamation de guerre à mort », Quartier général de Trujillo, 15 juin 1813, in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.

- , « Lettre à Son Excellence le général J. J. Flores », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.
- , « Lettre à son précepteur Simon Rodriguez » in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1986.
- , « Lettre à un habitant de la Jamaïque », 06 septembre 1815 in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Éditions de L'Herne, 1988.
- , « Lettre adressée aux habitants du Rio de la Plata, Quartier général d'Angostura, le 12 juin 1818 », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.
- , « Lettre adressée au gouverneur de Barinas », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simón Bolívar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.
- , « Lettre adressée au Président du Congrès de Nouvelle Grenade », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.
- , « Lettre au Général O'Leary », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.
- , « Manifeste de Carthagène », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.
- , « Mémoire adressé aux citoyens de la Nouvelle Grenade par un citoyen de Caracas », Compilación, Notas y Cronología, Manuel Perez Vila, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Biblioteca de Ayacucho, 2a. edición, 1970.
- , « Discours de Simón Bolívar à la Société patriotique de Caracas le 3 juillet 1811 », Compilation, Notes, Chronologie, MINGUET Charles et MORVAN Annie, *Simon Bolivar, l'unité impossible*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

-, Escritos políticos, Sélection et introduction de SORIANO Graciela, Madrid, Alianza Editorial, 1971.

III- Ouvrages sur Nkrumah

AFARI-GYAN K., « Nkrumah's Ideology », in *The life and work of Kwame Nkrumah*, Papers of a Symposium Organised by the Institute of African Studies University of Legon-Ghana, Accra, Sedco Publishing Limited, 1991.

BENIBENGOR Blay J., *Legende of Kwame N'Krumah*, Accra, Ringway press, 1973.

IKOKU Samuel G., *Le Ghana de Nkrumah : autopsie de la première république*, Traduit de l'anglais par Yves Benot, Paris, François Maspero, 1971.

KABA Lasiné, *Nkrumah et le rêve de l'unité africaine*, Paris, Editions Chaka, 1991.

LARONCE Cécile, *Nkrumah, le panafricanisme et les Etats-Unis*, Paris, Editions Karthala, 2000.

ROONEY David, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de ROCHEBRUNE et Anne KRAFT, Paris, Jalivres, 1990.

IV- Textes de Nkrumah cités

NKRUMAH Kwame, *Africa must unite*, London, Panaf Book, 1963.

-, *Autobiographie de Kwame Nkrumah*, Trad. Charles L. Patterson, Paris, Présence Africaine, 1960.

-, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. Charles L. Patterson, Payot, Paris, 1964.

-, *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement, avec une référence particulière à la révolution africaine*, Traduit de l'anglais par L. Jospin, Paris, Payot, 1964.

-, *Revolutionary Path*, London, Panaf Books Ltd, 1973.

-, *The Struggle continue*, London, Panaf Books Ltd, 1981.

-, *Towards colonial freedom*, London, Panaf Books Ltd, 1973.

-, *I speak of freedom: A statement of african ideology*, London, William Heinemann Ltd, 1961.

V- Ouvrages sur l'Amérique latine

ALVAREZ Francisco Carantona, *Revolución, Contrarrevolución e independencia. La Revolución francesa, España y América*, Madrid, Turner, 1989.

AMORES CARREDANO Juan Bosco, et alï, *Iberoamérica en el siglo XIX, nacionalismo y dependencia*, Pamplona, Eunate, 1995.

-, *Historia de América*, 1^a edición, Barcelona, Editorial Ariel, 2006.

BARTHELEMY Françoise, *Un continent en quête d'unité: L'au-delà du rêve*, Paris, Editions Ouvrières, 1991.

BERNAND Carmen, *Les Incas, peuples du soleil*, Paris, Gallimard, 1988.

BULMER-THOMAS Victor et PAGE Sheila « Trade Relations in the Americas : Mercosur, The free trade area of the Americas and the European union », in *The United States and Latin America : the new agenda*, Harvard University Press, Londres, 1999.

CALVO Thomas, *L'Amérique ibérique de 1570 à 1910*, Paris, Fernand Nathan, 1994.

CASTRO LEIVA Luis, *La Gran Colombia, una ilusión ilustrada*, Caracas, Monte Avila Editores, 1985.

VÁSQUEZ CARRIZOSA Alfredo, *Relatos de historia diplomática de Colombia*, Tomo I, Bogotá, Cancillería de San Carlos y Centros Editorial Javeriano, Segunda edición, 1996.

CHAUNU Pierre, *Histoire de l'Amérique Latine*, Paris, PUF, 15^{ème} édition mis à jour, coll. « Que sais-je ? », 2003.

CHEVALIER François, *L'Amérique Latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 1977.

COUFFIGNAL Georges, *Amérique Latine, tournant de siècle*, Paris, La Découverte & Syros, 1997.

DABENE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, Cinquième édition, 2003.

-, *L'Amérique latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1994.

-, *La région Amérique Latine : interdépendance et changement politique*, Université de Nice, Presses de Sciences politiques, 1997.

DEBLOCK Christian, BRUNELLE Dorval, « Le projet de zone de libre-échange des Amériques, un régionalisme en trois dimensions », in *Amérique latine 2000*, rapport de l'Observatoire sur l'Amérique latine, La Documentation française, Paris, 2000.

DEMELAS M-D, SAINT-GEOURS Y., *La vie quotidienne au temps de Bolivar*, Paris, Hachette, 1987.

HALPERIN DONGHI Tulio, *Historia contemporánea de América latina*, Madrid, Alianza Editorial, Segunda edición, 1970.

-, *Historia de América Latine 3, reforma y disolución de los imperios ibéricos 1750-1850*, Madrid, Alianza Editorial, 1985.

EYZAGUIRE Jaime, *Historia de Chile*, Santiago, 1973.

FUENTES Carlos, « Révolution : Annonce » in *Mission du Bicentenaire : L'Amérique latine et la Révolution française*, Paris, La Découverte/Le Monde, 1989.

GALEANO Edouardo, *Las venas abiertas de América latina*. Madrid, Siglo XX, 1979.

GARCÍA NAVARRO José Luis, *José Antonio Paéz, Caudillo de Venezuela*, Madrid, Anaya, 1988.

GERMAN A. de la Raza, « Entre l'utopie et la connaissance des moyens, les premiers essais d'intégration latino-américaines », in *ALNA-MERCOSUR: enjeux et limites de l'intégration américaine*, Paris, IHEAL, 2001.

GOMEZ Milagro Butrino, SALGUERO Francisco Palomino, *Antonio José de Sucre, el delfín de Bolívar*, Madrid, Anaya, 1988.

GOMEZ Thomas, OLIVARES Itamar, *La formation de l'Amérique Hispanique: XVe–XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1993.

GRAU Pedro Cubil, *Venezuela I, el medio y la historia*, Madrid, Anaya, 1988.

GRUZINSKI Serge, *Le destin brisé de l'empire aztèque*, Paris, Découverte Gallimard, 1987.

JOSET Jacques et RAXHON Philippe, *Correspondance et autres écrits du Libertador José de San Martín*, Belgique, Editions de l'Université de Liège, 2004.

KOSSOK Manfred, ZEUSKE JR. Michael, « El factor militar en la independencia: la dialéctica entre guerra y revolución en el período de 1810-1830 » in *Les révolutions ibériques et ibéro-américaines à l'aube du XIXe siècle*, Paris, Centre nationale de la Recherche scientifique, 1991.

LANCHA Charles, *Histoire de l'Amérique hispanique : de Bolivar à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003.

LAVALLE Bernard, « Pour un bilan du créolisme », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

-, *L'Amérique espagnole de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin, 1993.

LEMOGODEUG Jean-Marie, *L'Amérique hispanique au XXe siècle : Identités, cultures et sociétés*, Paris, PUF, 1997.

LEON Pierre, *Economies et sociétés de l'Amérique latine. Essai sur les problèmes du développement à l'époque contemporaine 1815-1967*, Paris, SEDES, 1969.

LÓPEZ François, *Ilustración española e Independencia hispanoamericana*, Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1979.

LYNCH John, *Caudillos en Hispanoamérica 1800-1850*, Madrid, MAPFRE, 1993.

-, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Ariel, 1989.

MAZIN Oscar, *L'Amérique espagnole : XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Les Belles lettres, Coll. « Guide Belles lettres des civilisations », 2005.

MARIÁTEGUI José Carlos, *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, Biblioteca Amauta, Trigésima quinta ed., 1977.

MASSARDO Jaime, SUAREZ-ROJAS Alberto, *América Latina, Mosaico Cultural*, Paris, Ellipses, 2005.

-, *Civilisation latino-américaine*, Paris, Ellipses, 2000.

MAURO Frédéric, « L'espace américain au temps de Bolivar », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

-, *L'Amérique espagnole et portugaise de 1920 à nos jours*, Paris, P.U.F, 1975.

MINAUDIER Jean Pierre, *Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Horizons Amériques Latines », 1997.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN, *El ideario americano, recopilación de documentos*, Buenos Aires, 1982.

MORA Flores, ANTONIO Daniel, *Identidad y conciencia latinoamericana: la supervivencia futura*, 1era edición, México, Plaza y Valdés, 1990.

MORALES PADRON Francisco, *Atlas histórico cultural de América*, Tomo II, Las Palmas de Gran Canaria, Comisión de Canarias para la conmemoración del V Centenario del descubrimiento de América, 1988.

MÖRNER Magnus, « Padrones de estratificación en los países bolivarianos durante la época del libertador », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

-, *La mezcla de razas en la historia de América latina*, Buenos Aires, Paidós, 1969.

MUSSET Alain, "L'intégration américaine: le puzzle des Etats, la mosaïque des traités", in *ALENA-MERCOSUR: enjeux et limites de l'intégration américaine*, Paris, IHEAL, 2001.

OCAMPO José Antonio et MARTIN Juan, *Mondialisation et développement : Un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes*, Santiago du Chili, Publication des Nations Unies, avril 2005.

PABLO Emilio, MALLAINO Perez, *La colonización, la huella de España en América*, Madrid, Anaya, 1988.

PEREZ Joseph, « L'Amérique espagnole avant Bolivar », in *Cahier de l'Herne*, sous la direction de Laurence Tacou, Paris, Editions de L'Herne, 1986.

-, « Les mouvements précurseurs de l'épopée bolivarienne », in *Bolivar et son temps*, Colloque international du 21-24 novembre 1983, *Cahier des Amériques latines*, n° 29-30, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 1984.

PIETRI Arturo Uslar, « Cinq années qui ébranlèrent le monde » in *Mission du Bicentenaire : L'Amérique latine et la Révolution française*, Paris, La Découverte/Le Monde, 1989.

POZO José, *Histoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2^{ème} édition, 2006.

REA Julián Castro, *Du pessimisme chronique à l'optimisme téméraire : l'intégration latino-américaine et l'initiative pour les Amériques*, GRIC, Cahier de recherche 93-3, Montréal : Université du Québec à Montréal, mai 1993.

SADER Emir, *América latina : integración o zona franca ?*, Quito, ALAI, 26 juillet 2000.

SAMBARINO Mario, *Identidad, tradición, autenticidad: tres problemas de América Latina*, Caracas, Centro de Estudios latinoamericanos Rómulo Gallegos, 1980.

SEGUEL-BOCCARA Ingrid, *Les passions politiques au Chili durant l'unité populaire 1970-1973*, Paris, L'Harmattan, 1997.

SELA, *La iniciativa Bush para las Américas : analisis preleminar de la secretaria permanente del SELA*, XVI Reunión Ordinaria del Consejo Latinoamericano, Caracas, 3 al 7 de septiembre de 1990.

TAPIE Victor-L., *Histoire de l'Amérique Latine au XIXe siècle*, Paris, Editions Montaigne, Sans date.

VAYSSIERE Pierre, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, Paris, Hachette, 3^{ème} édition revue et augmentée, 2006.

-, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991.

WILHEMY Diane, « Le Québec, partenaire dans la construction des Amériques », in *Construire les Amériques*, Rapport finale du Colloque international tenu à Montréal les 5, 6 et 7 novembre 2003, Centre Etudes Internationales et Mondialisation, Institut d'Etudes Internationales de Montréal, 2003.

WYRWA Tadeusz, *Les Républiques andines*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Collection « Comment ils sont gouvernés », 1972.

ZARAGOZA Gonzalo, *América Latina, Época colonial*, Madrid, Anaya, 1987.

VI- Ouvrages sur L'Afrique

APTER David, *Ghana in transition*, New-York, Atheneum, 1966.

BALANDIER Georges, *Sociologie des Brazavilles noires*, Colin, Paris, 1955.

BENOT Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, Deuxième édition augmentée et mise à jour, 1972.

BOAHEN Albert Adu, "L'Afrique face au défi colonial" in *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, Paris, 1987.

BOUCHAUD Joseph, *L'Eglise en Afrique noire*, Paris, Mame, 1958.

BOUCHE Denise, *Histoire de la colonisation française*, Paris, Fayard, Tome second, 1991.

BOURGES Hervé, WAUTHIER Claude, *Les 50 Afriques*, Tome 1, Paris, Seuil, 1979.

BOUTROS-GHALI Boutros, *L'Organisation de l'unité africaine*, Paris, Librairie Armand Collin, Coll. « U », 1968.

BRAECKMAN Colette, *Lumumba, un crime d'Etat : une lecture critique de la commission parlementaire belge*, Bruxelles, les Editions Arden, Coll. « Sur des charbons ardents », 2002.

BRUNSCHWIG Henry, *L'Avènement de l'Afrique noire du XIXe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1963.

BUAH F. K., *A history of Ghana*, London, Macmillan Education Ltd, 1980.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, MONIOT Henri, *L'Afrique noire, de 1800 à nos jours*, Paris, P.U.F, 1974.

CORNEVIN Marianne, *Histoire de l'Afrique contemporaine : de la deuxième guerre mondiale à nos jours*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1978.

DIAGNE Pathé, *Pour l'unité Ouest-Africaine, micro-Etats et intégration économique*, Paris, Anthropos, 1972.

DUIGNAN Peter, GAN L.H., *L'Afrique et les Etats-Unis, une histoire*, Université de Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

DUMONT René, *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982.

GLEGLE-AHANHANZO Maurice, *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1986.

NEA Hié J., *Le Président Houphouët Boigny et la nation ivoirienne*, Abidjan, Nea, 1975.

KÄ Mana, *L'Afrique va t'elle mourir?*, Paris, Karthala, 1993.

KAMGANG Hubert, *Au-delà de la Conférence Nationale, pour les Etats-Unis d'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1993.

KAUNDA Kenneth, *A humanist Africa*, trad. fr. Les Bergers et les Mages, Paris, 1966.

KI-ZERBO Joseph, *Histoire générale de l'Afrique noire : D'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978.

LANGENHOVE Fernand Van, *Consciences tribales et nationales en Afrique noire*, Martinus Nijhoff/ Institut royal des relations internationales, Bruxelles/La Haye, 1960.

LEWIN André, *La Guinée*, Paris, PUF, 1984.

LUSIGNAN Guy de, *L'Afrique noire depuis l'indépendance : l'évolution des Etats francophones*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1970.

MARTINEZ CARRERAS José U., *Historia de la descolonización 1919-1986, las independencias de Asia y Africa*, 1^a edición, Colección Fundamentos 95, Madrid, Ediciones Istmo, 1987.

M'BOKOLO Elikia, *L'Afrique au XXe siècle, le continent convoité*, Paris, Seuil, 1985.

-, *Afrique Noire, histoire et civilisations XIX-XXe siècle*, Tome II, Paris, Hatier, 1992.

NEBIE Bétéo B., *Quels fondements pour l'unité africaine ?*, Abidjan, INADES, Sans date.

OLORUNTIMEHIN B. Olatunji « La politique africaine et le nationalisme africain, 1919-1935 », in *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, Volume VII, Paris, Unesco/NEA, 1987.

POMONTI Jean-Claude, *L'Afrique Trahie*, Paris, Hachette, 1979.

ROPIVIA Marc-Louis, *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 1994.

SIRIEX Paul Henri, *Félix Houphouët Boigny l'homme de la paix*, Paris, Seghers, 1975.

STAMM Anne, *L'Afrique de la décolonisation à l'indépendance*, Paris, P.U.F, Coll. « Que sais-je ? », 1998.

TADADJEU Maurice, *Confédération des Etats-Unis d'Afrique*, Yaoundé, Buma Kor, 1996.

-, *Voie africaine, esquisse du communautarisme africain*, Yaoundé, Editions Club-OUA-Cameroun, Coll. « Afrique Unie », 1989.

THIAN Doudou, *La politique étrangère des Etats africains*, Paris, P.U.F., 1965.

TOURE Sékou, *Des Etats-Unis d'Afrique*, Conakry, Bureau de Presse de la Présidence de la République, 1980.

-, *L'Afrique et la Révolution*, Paris, Présence Africaine, Sans date.

UZOIGWE Godfrey N., « Partage européen et conquête de l'Afrique : aperçu général », in *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, Vol. VII, Paris, Unesco, 1987.

VANDERLINDEN Jacques, *1959-1960, la mémoire du siècle : la crise congolaise*, Bruxelles, Editions Complexe, 1985.

WALLERSTEIN Emmanuel, *L'Afrique et l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1996.

VII- Ouvrages généraux

ARNAULT Jacques, *Du colonialisme au socialisme*, Paris, Editions Sociales, 1966.

BAYART Jean-François, *Le gouvernement du monde : une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayart, 2004.

BEAUME Colette, *La naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1986.

BENOIST Jean Marie, *Race et Histoire*, Paris, Gonthier, 1973.

BOND Horace Mann, *Education for freedom: a history of Lincoln University*, Pennsylvania, Lincoln University, 1976.

CROS Christian, *Política de la etnicidad: identidad, estado y modernidad*, primera edición, Bogotá, Instituto Colombiano de antropología e historia, 2000.

DEBRAY Regis, *Révolution dans la révolution?*, Paris, François Maspero, 1967.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

DUPREEL Eugène, *Traité de morale*, Bruxelles, Editions de la Revue de l'université de Bruxelles, 1932.

FERRO Marc, *Histoire des colonisations: des conquêtes aux indépendances XIIIe – XXe siècle*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

GBAGBO Laurent, *Agir pour les libertés*, Paris, L'Harmattan, 1991.

GLORIA Ines, SÁNCHEZ Ospina, *España y Colombia en el siglo XIX*, Madrid, Ediciones cultura hispánica Instituto de Cooperación Iberoamérica, 1988.

GREGOIRE Hernan, *Le livre de l'occident*, Paris, Hachette, Tome II, 1968.

GRIMAL Henri, *La décolonisation, de 1919 à nos jours*, Paris, Editions Complexe, Nouvelles éditions revue et mise à jour, sans date. L'édition originale est parue chez Arman Colin en 1965.

GUILLAUME Pierre, *Le monde Colonial XIXe-XXe siècle*, Paris, Armand Colin, Deuxième édition, 1994.

IMAZ José Luis de, *Sobre la identidad iberoamericana*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana Cop, 1984.

JOANNON Alice, *Les intellectuels face au débat des identités : visions, racines, valeurs*, deuxième session plénière du 7^e Forro de Biarritz, jeudi 5 octobre 2006.

KABOU Axelle, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 1991.

LEGUN Colin, *Le Panafricanisme à l'épreuve de l'indépendance*, Paris, Saint-Paul, 1965.

MASUCO, J.H., *El nosotros (Recurso electrónico): comunicación, identidad, ciudadanía, teoría y práctica de la cultura desde la Universidad*, Colección Veracruz, Palma de Mallorca, Fundación Catedra Iberoamericana, 2005.

MODIBO Diallo, et alii, *Les grands révolutionnaires*, Portiers, Plon Matinsart, 1978.

MOESSINGER Pierre, *Le jeu de l'identité*, Paris, P.U.F, Coll. « le sociologue », 2000.

MONGO-MBOUSSA Boniface, *Désir d'Afrique*, Paris, Gallimard, 2002.

POURTIER Roland, *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen Orient*, Paris, Nathan, Coll. « Nouveaux Continents », 2006.

RICOEUR Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.

ROMER Paul Michael, *Journal of Monetary Economic*, vol. 32, New-York, Ed: R. G. King and C. I. Plosser, 1993.

SARGENT Lyman Tower, *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, Economica, 1987.

SENGHOR L. S., *Liberté III*, Paris, Seuil, 1975.

SMITH Stephen, *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Levy, 2004.

TATE Georges, *La Grèce antique*, Paris, Hachette supérieur, 2000.

TINBERGEN Jean, *International economic integration*, Amsterdam, Elsevier, 1965.

TROTSKY, *La révolution permanente*, Paris, Gallimard/Idées, 1964.

VIII- Ouvrages théoriques ou méthodologiques

BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 2ème édition, 1963.

BALASSA Bela, *The theory of economic integration*, Homewood, Irwin Inc, 1961.

BARTHALAY Bernard, *Le fédéralisme*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 1981.

BENOIST Jean Marie, « Facettes de l'identité » in *l'identité : séminaire interdisciplinaire*, sous la direction de Claude Levi Strauss, Paris, PUF, 1977.

BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Trad. de l'américain par Pierre TAMINIAUX, 2ème édition, Paris, Armand Colin, 1996.

BERNARD Michel, *Samuel Becktt et son sujet : une apparition évanouissante*, Paris, L'Harmattan, 1996.

-, *Nations et nationalismes en Europe centrale 19^{ème} et 20^{ème} siècle*, Paris, Aubier, 1995.

BOURDIEU Pierre, « L'identité et la représentation : éléments pour une approche critique de l'idée de région » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, 1980, p. 63-72.

CANDAU Joël, *Mémoire et identité*, Paris, P.U.F, 1998.

COLLECTIF, *L'affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine*, Paris, UNESCO, 1981.

DECRAENE Philippe, *Le Panafricanisme*, Paris, P.U.F, 1959.

DIOP Cheikh Anta, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, Troisième édition, Tome I, 1979.

-, *Les fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire*, Paris, Présence Africaine, Editions revue et corrigée, 1974.

ELIOU Marie, *La formation de la conscience nationale en République populaire du Congo*, Paris, Anthropos, 1977.

FREYSSINET-DOMINJON Jacqueline, *Méthodes de recherche en sciences sociales*, Paris, Montchrestien, 1997.

GAGNON Nicole, HAMELIN Jean, *L'homme Historien, introduction à la méthodologie de l'histoire*, Québec, Edism INC, 1979.

GELLNER Ernest, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989.

GOBINEAU Comte Arthur de, *Essai sur l'inégalité des races*, Paris, Gallimard, 1983.

GONZALEZ Luis, « Ensayo sobre los límites cronológicos de la época contemporánea en Hispanoamérica » in *Cahier d'Histoire mondiale*, Vol. VIII, N° 2, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1964.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, P.U.F, 1968.

-, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994.

HOBSBAWN Eric, *Nations et nationalismes depuis 1970*, Paris, Gallimard, 1990.

KOHN Hans, *The idea of nationalism: a study on its origins and background*, New York, Macmillan Company, 1944.

KRULIC Brigitte, « La nation, une idée dépassée ? », in *La documentation française*, n°832, 31 décembre 1999.

LIÉVANO AGUIRRE Indalecio, *Bolivarismo y Monroismo*, Bogotá, Editorial Revista Colombiana, 1969.

MARIÁTEGUI José Carlos, *Ideología y política*, Lima, Biblioteca Amauta, 9ème éditions, 1978.

MEMMI Albert, *Portrait du colonisé, précédé de : Portrait du colonisateur*, Paris, Buchet/Chastel, 1957.

MUCCHIELI Alex, *L'identité*, Paris, P.U.F, 1986.

PADMORE George, *Panafricanisme ou communisme*, Paris, Présence Africaine, 1960.

PEPIN Eugène, *Le Panaméricanisme*, Paris, Armand Colin, 1938.

POSADA Edgard Vieira, *La integración de América Latina : del Congreso Anfictiónico de Panamá en 1826 a una comunidad latinoamericana o sudamericana de naciones en el año 2010*, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2004.

POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Joceyline, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995.

ROUSSEAU J. J., *Le Contrat social*, Paris, Messidor Editions Sociales, 1987.

SCHNAPPER Dominique, *La communauté des citoyens, sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 2003.

-, *La relation de l'autre : au coeur de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1998.

SELASSIE Béséat Kiflé, « De l'identité culturelle africaine », in *L'affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine*, Paris, UNESCO, 1981.

YEPES J.M., *Philosophie du panaméricanisme et organisation de la paix*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1945.

ZIEGLER Jean, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris, Gallimard, Coll. « Idées » n° 59, 1964.

IX - Web-bibliographie

1- Articles

a- Sur l'Amérique latine

ANALES DE LA FACULTAD DE DERECHO, « El Arbitraje internacional de América : Título II : América española » in *Anales de la Facultad de Derecho*, Universidad de Chile, Vol. IV, - Enero - Diciembre de 1938, N° 13 a 16.
<http://www.google.fr/search?hl=fr&q=Congr%C3%A8s+latino-americain+depuis+1848&start=30&sa=N>

ARMONY Victor, « Démocratie et inégalité dans les Amériques », *Chaire de Recherche du Canada en mondialisation : Citoyenneté et démocratie*, <http://www.chaire-mcd.ca> Texte paru dans la presse (Montréal), 17 avril 2001.
http://www.cyberpresse.ca/reseau/editorial/xp/edi_p1049715.html

BASA Leopoldo, “El mundo de habla española”, *Cuaderno de cultura*, número XXII, Valencia, 1930 <http://www.filosofia.org/aut/001/1930basa.htm>

BLAISE Ronan, « Vers des Etats-Unis d'Amérique du Sud? », Extrait des quotidiens équatoriens “El comercio” de Quito et de “L'international Heral Tribune” (Paris): deux documents publiés dans l'hebdomadaire “courrier international”, n° 738 et 748 du 23 décembre 2004, p. 25 et 3 mars 2005, p. 16. www.taurillon.org

BLAUSTEIN Albert, « La constitution des Etats-Unis: le plus important des produits d'exportations américains », in

<http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0304/ijdf/blaustein.htm>

BUELA Alberto, *Nationalismos de "patria chica"*, in

[http://www.arbil.org/\(20\)naci.htm](http://www.arbil.org/(20)naci.htm)

CADET Jean-Gérald, « Les Etats-Unis et l'amérique Latine: De Monroe à L'initiative pour les Amériques, ou de l'hégémonie totale à la volonté de partenariat », in *Continentalisation*, Montréal, 2000. <http://www.unites.uqam.ca/gric>

-, « L'initiative pour les Amérique et la redéfinition de la sécurité des Etats-Unis dans un contexte économique international en mutation », in *Continentalisation*, Cahier de recherche 2000-02, janvier 2000. <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/gric-00-02-cadet.pdf>

COCKCROFT Jim D., « Les défis de l'Amérique latine face à l'impérialisme », in *RISAL*, 30 août 2006. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1852

COMMISSION EUROPEENNE, *Mercosur : Document de stratégie régionale 2007-2013*, 02.08.2007 (E/2007/1640).

http://ec.europa.eu/external_relations/mercosur/rsp/07_13_fr.pdf

COLUSSI Marcelo, *De l'intégration néolibérale à l'intégration populaire et solidaire. L'ALBA : une alternative réelle pour l'amérique Latine*, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1364. Source : Alia2 (www.alia2.net/), 30 mars 2005.

DABENE Olivier, « L'intégration régionale en Amérique latine : Le Mercosur », in *Les Etudes du CERI*, n° 8 - novembre 1995. <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude8.pdf>

DEBLOCK Christian, CONSTANTIN Christian, *Intégration des Amériques ou intégration à l'économie américaine?*, Note de recherche volume 2, numéro 3, mars 2000, Groupe de recherche en économie et sécurité (GRES) et Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand. www.unites.uaam.ca/dandurand

DELAUNAY Jean-Marc, « L'Espagne et la grande guerre », in *La moyenne puissance au XXème siècle. Recherche d'une définition*, Stratiscore, Institut de STRATÉGIE Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut des Conflits Contemporains, Dossier. http://www.stratisc.org/IHCC_8.htm#_ftn2

DRAGO Tito, "Los cien nombres de Nuestra América", in *Unidad en la diversidad*, Tribuna de opinión, 5 de febrero de 2000. <http://www.unidadenladiversidad.com>

DUHAMEL Anne, « L'intégration dans les Amériques : la communauté andine », in *Les notes d'information du GRIC*, Dernière mise à jour : 30 novembre 1999. <http://www.unites.uqam.ca/gric/Notinfo2.htm>

DUHAMEL Anne, TURCOTTE Sylvain, *Le MERCOSUR : structures institutionnelles et stratégies économiques*, Montréal, Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Note de recherche volume 3, numéro 9, mai 2001. http://www.unites.uqam.ca/dandurand/download/gres/duhamel+turcotte_mercosul.pdf

DURAND Cédric et SALUDJIAN Alexis, *Les multinationales en Amérique latine : expansion, impact et résistances*, 14 avril 2008, <http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/DURAND-SALUDJIAN-multinationalesAL-oct2007last.pdf>

GEORGETTI Kenneth V., « Neuf raisons de s'opposer à la ZLEA », in <http://canadianlabour.ca>

GUIBERT Martine, *Amérique Latine, intégration régionale et mondialisation*, Mon Caf, 31 janvier 2007. http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1054

HENRY Monica, « Les premières publications révolutionnaires des exilés hispano-américains aux Etats-Unis », in *Transatlantica*, 2006 :2, *Révolution*, [En ligne]. Mise en ligne le 7 juillet 2006, référence du 28 mars janvier 2008. URL : <http://transatlantica.revues.org/document1146.html>.

HERACLITE, Fragments, cité sur le site internet de la bibliothèque de psychologie et de psycho-ressources [en ligne] <http://www.psych-ressources.com/bibli/conflit-couple.html>, 25 mars 2002.

« Madrid, meridiano intelectual de hispanoamérica », in *La Gaceta literaria*, Madrid, número 8, 15 de abril de 1927. <http://www.filosofia.org/hem/dep/gac/gt00801a.htm>

MARIA SANGUINETTI Julio, *Immature Amérique Latine*, Le Monde du 20 juin 2006. (www.lemonde.fr)

MORALES-LEZCANO Victor, « L'Espagne des années de guerre et son isolement d'après-guerre (1939-1953) », in *La moyenne puissance au Xxème siècle. Recherche d'une définition*, Stratiscore, Institut de STRATÉGIE Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut des Conflits Contemporains, Dossier, http://www.stratisc.org/IHCC_8.htm#_ftn2

PORTMANN Madelaine, *Les relations entre le Mercosur et l'Union Européenne, Bilan et perspectives*, Institut d'Etudes politiques, Pessac, mai 2004. <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/portmann.pdf>

PRADIER-FOD Paul, *Cours de Droit international*, <http://books.google.fr>

QUIJANO J. A. Calderón, "Hispanoamérica. I. Concepto", in *Enciclopedia GER*, Categoría Geografía, Última actualización 1991.

http://www.canalsocial.net/GER/ficha_GER.asp?id=6634&cat=geografia

RODRÍGUEZ-ESTEBAN José Antonio, "Geopolitical perspectives in Spain: from the Iberismo of the 19th century to the Hispanoamericanismo of the 20th," Finisterra, numero 65, 1998. http://www.ceg.ul.pt/finisterra/numeros/1998-65/65_20.pdf

ROJAS Reinaldo, *La unidad latinoamericana y caribeña en el pensamiento y la acción política del libertador Simón Bolívar*, Universidad Pedagógica Experimental Libertador-Venezuela, 2001. <http://davinci.tach.ula.ve/heuristica/HEURISTICA-2004-A/ARTICULO-4.doc>.

SADER Emir, L'ALBA : DU REVE A LA REALITE, RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, <http://risal.collectifs.net/>. Source : ALAI, América Latina en Movimiento (<http://alainet.org/>), 7 mai 2007.

SOUQUET Lionel, « L'identité argentine ou la construction d'un mythe littéraire entre Europe et Amérique », in *@mnis*, Revue de Civilisation Contemporaine de

l'Université de Bretagne Occidentale, EUROPE/AMERIQUES, Université de Bretagne Occidentale (Brest/France), juin 2002. <http://www.univ-brest.fr/amnis>

VARELA Lía, *Hispanophonie-Francophonie. Éléments de comparaison*, Instituto de investigação e Desenvolvimento em política Lingüística, 15/05/2003. <http://www.ipol.org.br>

ZIBECHI Raúl, « Amérique du Sud : point d'inflexion dans l'intégration régionale », in http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=4684

-, *Les heures amères de l'intégration sud-américaine*, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2019>

b- Sur l'Afrique

DECRAENE Philippe, « Senghor et la négritude », in *Ethiopiques*, numéros 59, 1997. <http://www.refers.ns/ethiopiques/articles.psp>

DIENG Amady Aly, *Nationalisme et panafricanisme*, in <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>

DIOUF Samba, *L'intégration juridique en Afrique : l'exemple de l'UEMOA et de l'OHADA*, Université Cheikh Anta Diop-Dakar, Ecole Doctorale Régionale Africaine (EDRA), http://www.memoireonline.com/05/07/466/m_integration-juridique-afrique-uemoa-ohada1.html

MENZAN Adingra Prince-Florent, *Les enjeux de l'Union Africaine*, Mémoire de fin de cycle - CMS Diplomatie, Abidjan, ENA, 2001. <http://www.memoireonline.com/04/07/438/enjeux-union-africaine-ua.html>

N'GUELIEUTOU TCH. Auguste, « Les processus de mutation du mouvement panafricain : essai d'analyse du passage d'un panafricanisme relâché à un panafricanisme compact dans un contexte de mondialisation », in *Grandes œuvres et innovation continue dans les Arts et les Humanités en Afrique*. <http://www.codesria.org/Links/conferences/accra/guelieutou.pdf>

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE, *Acte constitutif de l'Union africaine*
in

http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Acte%20Constitutif.pdf

OUEDRAOGO Seydou, *Trajectoire historique, actualités et perspectives du panafricanisme*. <http://www.ukzn.ac.za/ccs/files/ouedraogo.pdf>

SOUNGALO Koné, *NEPAD, déjà essoufflé ?* in
<http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=95&idnews=4664>

YANGE Paul, « Aimé Césaire et la Négritude », in
<http://www.bonaberi.com/article.php>.

ZEBAYE Guy Pascal Zambou, « Unité nationale et intégration régionale face aux défis du développement de l'Afrique » in
<http://www.aecg.ch/Downloads/Actes%20conf.%20AECG%20mai%202006.pdf>

2- Communications ou Colloques

a- Sur l'Amérique latine

ARMONY Victor, « L'Amérique Latine face au projet d'intégration hémisphérique », conférence donné au GRIC le 21 novembre 2000, in *Continentalisation*, GRIC et Centre Etudes Internationales et Mondialisation (CEIM), décembre 2000, www.unites.uqam.ca/gric

COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN, « Pour un renforcement de la politique de l'Union européenne à l'égard du Mercosur », Communication du 19 octobre 1994 [COM(1994) 428 - Non publié au Journal officiel]. <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r14012.htm>

GARABAGHI Ninou, « Processus et politiques d'intégration régionale à l'oeuvre à l'ère de la mondialisation : multilatéralisme régional et gouvernance mondiale », Table ronde de réflexion sur *Les dimensions sociales des processus d'intégration régionale*, Organisée par l'UNESCO, le MERCOSUR, le GASPP et l'UNU-CRIS, Montevideo (Uruguay), 21-23 février, 2006.

KOWALEWSKI Zbigniew M., « La révolution socialiste et l'unité de l'Amérique », Rapport présenté au nom de l'auteur par Celia Hart, lors du colloque sur "L'utopie dont nous avons besoin" organisé par la Chaire Bolivar Marti et la société culturelle José Marti, le 10 septembre 2004 à la Havane, traduit de l'Espagnol par J.M., Source: Inprecor (www.inprecor.org), N° 500, décembre 2004.

MORIN Claude, « L'intégration des Amériques avant 1948 : une voie tortueuse », Communication au Colloque "Le Canada dans la continentalisation des Amériques: bilan et perspectives", Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand, UQAM, 16-17 octobre 1997. <http://www.hst.umontreal.ca/U/morin/pub/integra97.htm>

SALUDJIAN Alexis, « Les théories de la CEPAL des années 1990 pour l'insertion dans l'économie mondiale de l'Amérique Latine et du Cône Sud. Une mise en perspective des cadres d'analyse », 1ères journées du développement du GRES, « le concept de développement en débat », Université Montesquieu-Bordeaux IV, 16 et 17 septembre 2004. <http://harribey.u-bordeaux4.fr/colloques/saludjian.pdf>

REMARKS ANNOUNCING, *The Enterprise for the Americas initiative*. Discours de Bush, 27 juin 1990. <http://www.tamu.edu/bushlib/papers/1990/90062702.html>

b- Sur l'Afrique

CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT, Quatrième session extraordinaire, 8-9 septembre 1999, Syrte (Libye), EAHG/Decl. (IV) Rev.1. http://www.africaunion.org/Official_documents/Assembly%20fr/ASS99b.pdf

KEITA Modibo, « Extrait de discours prononcé à l'occasion de l'ouverture solennelle des cours accélérés de journalisme à Bamako », 17 mars 1962, in <http://modibokeita.free.fr/modibokeita.html>

ZANG Laurent, « la dynamique de l'intégration et de la Construction de l'unité africaine face aux défis de la mondialisation », in *XXIème Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de France*, Colloque internationale sur le thème : "L'Afrique face aux défis de la mondialisation", Actes du Colloque, V. II. <http://www.cm.undp.org/document/ActCol-Vol2.pdf>

4- Méthodologie

DURKEIM Emile, La sociologie et son domaine scientifique, un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, <http://pages.infinit.net/sociejmt>, dans le cadre de la Collection: “Les classiques des sciences sociales”, <http://www.uqac.quebec.ca/zone30/classiques> des sciences sociales/ index.htm, une collection développée en collaboration avec la bibliothèque Paul-Emile-Boulet de l’Université du Québec à Chicoutimi, <http://bibliothèque.uqac.quebec.ca/index.htm>

3- Sites internet

COMMONWEALTH OF NATIONS:
<http://www.universalis.fr/encyclopedie/MAP0005/COMMONWEALTH.htm>

FEDERALISME : <http://federalisme.free.fr/page2.htm>

NEPAD: <http://www.nepad.org/2005/fr/home.php>

UNION AFRICAINE, http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_fr/Acte%20Constitutif.pdf

<http://www.associationmanioc.org/images/benincedeao.jpg>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Organisation_of_African_unity.PNG

<http://www.statistiques-mondiales.com/cartes/afrique.jpg>

<http://www.diploweb.com/IMG/jpg/qi20commonwealth.jpg>

http://www.statistiques-mondiales.com/cartes/afrique_decolonisation.gif

http://www.memo.fr/Media/Afrique_Decolonisation.gif

<http://www.africawithin.com/nkrumah/nkrumah2.jpg>

http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/image/MemCit/RalliementsEmpireFranceLibre/carte_AOF.jpg

http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/image/MemCit/RalliementsEmpireFranceLibre/carte_AEF.jpg

http://www.brazza.culture.fr/img/afrique/iconos/la_politique_coloniale_en_afrique_apres_1879/al_la_politique_coloniale_en_afrique_apres_1879_29_1.jpg

X- Dictionnaires et encyclopédies

1- Dictionnaires

DUMONT Jacques, “Corinthe” in *Dictionnaire de la Grèce antique*, Paris, Encyclopaedia universalis et Albin Michel, 2000.

FOULQUIE Paul, et SAINT-JEAN Raymond, *Dictionnaire de la langue philosophique*, Paris, P.U.F, 1969.

LE ROBERT, *Dictionnaire pratique de la langue française*, Paris, Editions du Club France Loisirs, 2006.

MORTIER Raoul, *Dictionnaire Quillet de la langue française D-J*, Paris, Quillet, Sans Page.

RUSS Jacqueline, *Dictionnaire de la philosophie*, Paris, Bordas, 1991.

VARROD Pierre, *Le Robert de Poche*, Paris, Dictionnaire le Robert, 1995.

WILL Edouard, “Corinthe” in *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992.

2- Encyclopédies

BERTHE J. P., “Amérique espagnole” in *Encyclopaedia Universalis*, Aluminium-Arnold, Corpus 2, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2002

CHATELET François, “Idées de révolution » in *Encyclopaedia Universalis*, T. 19, Tuberculose-Zygophycées, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2002.

DECREANE Philippe, « Panafricanisme », in *Encyclopaedia universalis*, Corpus 17, Ordinateurs Phase (transition de), Paris, Encyclopaedia universalis, 1992.

DUPUY René Jean, « Panaméricanisme », in *Encyclopaedia universalis*, Corpus 17, Ordinateurs Phase (transition de), Paris, Encyclopaedia universalis, 1992.

ENCIVLOPEDIA UNIVERSAL ILUSTRADA EUROPEO-AMERICA, "España: hispanoamericanismo", Hijos de Espasa, Tomo 21, Barcelona, 1923.
www.filosofia.org/enc/eui/e210732.htm

GABEL Joseph, « Identités » in *Encyclopaedia Universalis*, T 11, Habitat-Indien, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2002.

KAUFFMAN Pierre, "Identification" in *Encyclopaedia Universalis*, T 11, Habitat-Indien, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2002.

XI- Thèses

CHIEN N. V., *Les politiques d'unité africaine*, Thèse présentée devant l'Université de Paris V le 28 juin 1973, Service de reproduction des thèses, Université de Lille III, 1974.

CHINDJI-KOULEU F., *Le concept de libération dans Le Consciencisme*, sous la direction de Kotto Essome, Thèse de doctorat d'Etat ès-lettres et Sciences Humaines, Tome I, UFR : Anthropologie, Ethnologie, Préhistoire, Université de Paris VII, 1991.

KOLA Jean-François, *Identité et institution de la littérature en Côte d'Ivoire*, Thèse présentée à la Faculté des Lettres, Université de Limoges, 2005.

POKAM Sindjoun, *Recherche sur les aspects idéologiques du concept de Nation dans l'Afrique contemporaine*, Thèse de troisième cycle, FLSH, Paris, Université Paris X, Nanterre, 1977.

XII- Presse écrite, revues et bulletins

1- Sur l'Amérique latine

CHAUNU Pierre, « Interprétation de l'Indépendance de l'Amérique latine », in *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, n°41, 1962-63.

DABENE Olivier, « L'intégration régionale dans les Amériques. Economie politique de la convergence », in *Les Etudes du CERI*, N° 45, septembre 1988.

DRUMETZ Françoise et HAAS Patrick, « Mondialisation et intégration régionale : les conséquences pour la conduite de la politique monétaire », Compte rendu du colloque

monétaire international organisé par la Banque de France les 8 et 9 octobre 1999, in *Bulletin de la banque de France*, N° 73, Janvier 2000.

GUERRA François-Xavier, « L'Amérique latine face à la Révolution française », in *C.M.H.L.B. Caravelle*, n°54, Toulouse, 1990.

HAKIM Peter, « President Bush's Southern Strategy : The Enterprise for America Initiative », in *The Washington Quarterly*, Spring, 1992.

NAGHIBZADETH Ahmad, *Géostratégiques*, n° 11 - Février 2006.

PASTOR Robert, « The Bush Administration and Latin America : The Pragmatic Style and the Regionalist Option », in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 33, N° 3, School of International Studies, University of Miami, 1991.

SCHATAN Claudia, et ali, « Integración regional e integración con Estados Unidos. El rumbo de las exportaciones centroamericanas y de República Dominicana », CEPAL - Serie Estudios y perspectivas, N° 93, México, Sede subregional de la CEPAL, 2008.

TUGORES Juan, « Integración regional y políticas públicas. Evaluación de la experiencia europea y posibles implicaciones para la integración latinoamericana », CEPAL - Serie Estudios y perspectivas, N° 65, México, D. F., Sede subregional de la CEPAL, 2006.

WEINTRAUB Sidney, « The New US Economic Initiative toward Latin America », in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 33, N° 1, School of International Studies, University of Miami, 1991.

2- Sur l'Afrique

BASHIR Salah Bashir, « Comme sous l'effet d'une main invisible », in *Syrte la nouvelle Afrique*, n°6, fev-mars, 2003.

-, « L'Afrique par les Africains » in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

BEYALA Calixthe, « Opinion », in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

BOURGI Albert, « La mystique de l'unité », in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2019 du 21 au 27 septembre, 1999.

COPANS Jean, « La banalisation de l'Etat africain. A propos de l'Etat en Afrique de Jean-François Bayart », in *Politique africaine*, n°37, mars 1990.

CASTERAN Christian, « Mondialisation, la voix de l'Afrique », in *Jeune Afrique Economie*, n° 324 du 5 au 18 février, 2002.

DIALLO Ibrahim, « face aux grands ensembles comme l'UE : l'intégration, une nécessité pour l'Afrique », *Sud*, Quotidien du 11/01/2007

DOCUMENT: la déclaration de Syrthe et le projet Kaddafi in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2019, du 21 au 27 septembre, 1999.

ENGELHARD Philippe, « Vers un développement à l'Africaine » Afrique en renaissance / Collectif, in *Manière de voir*, Supplément bimestriel de Le Monde Diplomatique, N° 51, Mai-juin, 2000.

GHARBI Samir, « Faire l'Histoire pour ne plus la subir », in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2062, du 18 au 24 juillet 2000.

-, « Etats-Unis d'Afrique faut-il croire? » in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2019 du 21 au 27 septembre 1999.

HADDAD Faridad, "Africa, Who has something against the union?" in *Syrte la nouvelle Afrique*, n°7, July-august 2003.

HASSANE Abba, « De NKrumah à Kaddafi, le chemin de l'Union Africaine est désormais une réalité irréversible », in *Le Progrès*, n° 34, 9 juillet, 2001.

HODONOU Félix et HOUNDETE Franck, « Gnassingbé Eyadéma: Le développement ... n'est possible que dans une Afrique en paix », interview réalisée le 10 décembre 2002, in *Syrthe la nouvelle Afrique*, n°6, fév-mars, 2003.

HOUNDETE Arnould, « Demain l'union africaine? » in *Continental, l'Afrique en marche*, n° 16 du 16 août-septembre, 2000.

HOUNDETE Franck, « Africa is back! » in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

-, « Mouammar Kaddafi, l'union africaine est irréversible », interview, in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

HOUNDETI Amègnihoué, « Union Africaine, un pas en avant », in *Continental, l'Afrique en marche*, n° 16 du 16 août-septembre, 2000.

KEITA Lasana, « Race, identité et africanité : réponse à Eboussi Boulaga » in *Africanité*, Bulletin du CODESRIA, numéro 1 & 2, 2004.

KEMYEM Nick, « L'Afrique doit parler d'une seule voix », in *Syrte la nouvelle Afrique*, n°6, fev-mars, 2003.

KESTELOT Lylian, « La Négritude hier et aujourd'hui », in *Francofonie*, numéro 15, Université de Cadix-Espagne, 2006.

KOUADIO Théodore, « CEDEAO quelle intégration trente ans après », in *Fraternité matin*, Cahier gratuit n° 3, 2 septembre, 2005.

KOUASSI N'Guetta René, « L'Afrique politique ou l'Afrique économique: que faut-il privilégier? », in *Fraternité matin*, Cahier gratuit n° 59, 19 juillet, 2005.

KPATINDE Francis, « Konaré: mon programme », in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2267, 20-26 juin, 2004.

-, « Kwame N'Krumah, du panafricanisme démocratique au culte de la personnalité », in *Jeune Afrique*, N° 2033-2034, du 28 Décembre 1999 au 10 Janvier, 2000.

MANINA Norah, « Union africaine, l'épreuve du feu » in *Continental, l'Afrique en marche*, N° 29, Juin-juillet, 2003.

MBOUGUENG Valentin, « OUA, le dernier acte? » in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

OUAZANI Chérif, « Union Africaine, c'est parti ! » in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2166, du 15 au 21 juillet, 2002.

PRODI Romano, « L'Unité Africaine: la paix et le développement par l'intégration », in *Syrte, la nouvelle Afrique*, n° 4, juillet-août, 2002.

SECK Cheikh Yérém, « Le NEPAD, entre convoitises et controverses » in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2166, du 15 au 21 juillet, 2002.

SERVANT Jean-Christophe, « Abdoulaye Wade, il n'y a pas d'autre alternative que l'unité », in *Continental, l'Afrique en marche*, n° 16, août-septembre, 2000.

SOUDAN François, OUAZANI Chérif, « L'union au forceps », in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2062, 18 au 24 juillet, 2000.

VAJDA Imre, « Intégration, union économique, Etat national », in *Revue du Tiers-Monde*, Tome X, N° 37, janvier-mars, 1969.

YAMED Béchir Ben, « Ironie (positive) de l'Histoire... », in *Jeune Afrique l'Intelligent*, N° 2166, du 15 au 21 juillet, 2002.

-, « Ce n'est pas possible », in *Jeune Afrique l'intelligent*, n° 2019 du 21 au 27 septembre 1999.

YAO Gnamien, « L'union africaine face au défis de la paix, l'otage de la démocratie et de la paix », in *Fraternité matin*, Cahier gratuit n° 101, 29 juin, 2006.

ZAGBAYOU Franck A., « L'Union Africaine face aux défis de la paix : l'absence des structures supranationales et des moyens financiers bloque tout », in *Fraternité Matin*, Cahier gratuit n° 101, 29 juin, 2006.

ZINSOU Jean Vincent, « L'union africaine face aux défis de la paix, les bonnes intentions et les actes en déphasages avec la réalité du terrain », in *Fraternité matin*, Cahier gratuit n° 101, 29 juin, 2006.

INDEX DES AUTEURS CITES

A

AFARI-GYAN K., 202, 204

ALIMONDA Hector, 492

ANALES DE LA FACULTAD DE
DERECHO, 433, 553

APTER David, 352

ARCIENEGAS German, 112

ARMONY Victor, 40

ARNAULT Jacques, 21, 22, 190

B

BALANDIER Georges, 142

BARTHALAY Bernard, 168, 169, 170

BASA Leopoldo, 7, 47, 48, 49, 569

BELAUNDE Victor Andrés, 245, 246

BENOIT J.M., 39

BERNAND Carmen, 31

BETANCUR MEJIA Gabriel, 23, 24

BLAUSTEIN Albert, 109, 111

BOAHEN Albert Adu, 82, 119, 120

BOERSNER Demetrio, 395, 396, 398, 399

BOLIVAR Simon, 7, 8, 17, 18, 19, 21, 23,
27, 34, 35, 37, 51, 77, 80, 81, 83, 84, 85,
86, 87, 88, 89, 90, 97, 99, 100, 101, 102,
103, 106, 107, 111, 112, 113, 136, 138,
139, 140, 141, 142, 144, 145, 148, 149,

157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165,
166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174,
175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182,
183, 184, 185, 219, 221, 222, 224, 225,
226, 227, 229, 230, 231, 232, 233, 235,
236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243,
244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251,
252, 253, 254, 256, 257, 258, 259, 321,
323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330,
331, 332, 333, 334, 335, 337, 338, 339,
340, 341, 342, 343, 344, 380, 381, 382,
383, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391,
392, 394, 395, 396, 398, 399, 400, 402,
403, 406, 425, 427, 428, 430, 431, 432,
437, 440, 442, 519, 521, 523, 524, 527,
533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 541,
542, 543, 544, 559, 569, 570, 571, 577,
578, 579, 580

BOND Horace Mann, 148

BOUCHAUD Joseph, 185, 186

BOUCHE Denise, 123, 186, 264, 277, 278,
279, 280, 281, 283, 284

BOURGI Albert, 529

BOUTROS-GHALI Boutros, 431, 460,
507

BRAECKMAN Colette, 300

BRUNSCHWIG Henry, 130

C

CADET Jean-Gérald, 441, 442, 443, 444,
481, 482, 484

CALDERA Rafael, 148, 149, 165, 166,
179

CALDERÓN J.A., 49, 50, 556

CARRERAS Damas, 164, 221, 392

CAVAROZZI Marcelo, 393

CHAUNU Pierre, 81, 98, 108, 138, 395,
400, 403

CHEVALIER François, 81, 98, 108, 399,
475

CHIEN Nguyễn Van, 22, 23, 25, 142, 188,
191, 261, 265, 266, 268, 270, 271, 273,
276, 278, 293, 294, 296, 301, 302, 307,
308, 309, 310, 311, 314, 317, 324, 373,
377, 411, 413, 417, 418, 420, 422, 445,
446, 447, 448, 449, 451, 453, 460, 461,
462, 524, 525, 533

CHINDJI-KOULEU F., 85, 86, 90, 124,
129, 133, 134, 146, 192, 193, 207, 261,
346, 378

CHONCHOL Jacques, 18, 35

COCKCROFT Jim D., 466, 502

COLEMAN James, 117

COLUSSI Marcelo, 466, 493, 499, 500,
502, 503, 504, 520

COMMONWEALTH OF NATIONS, 34

COQUERY-VIDROVITCH Catherine,
142

CORNEVIN Marianne, 116, 117, 118,
120, 132, 189, 190, 191, 192, 194, 198,
202, 206, 207, 209, 210, 213, 216
CUEVAS CANCINO Francisco, 249, 250,
252, 404, 405

D

DABENE Olivier, 46, 79, 80, 465, 466,
467, 468, 470, 472, 473, 480, 481, 485,
486, 487, 492

DE GAULLE Charles, 277, 278, 279, 280,
281, 282, 284, 285, 413

DECRAENE Philippe, 56, 57, 58, 69, 131,
275, 294, 406, 421

DELAUNAY Jean-Marc, 45, 55

DIALLO Ibrahim, 37

DIENG Amady Aly, 59, 61, 62, 65

DIOP Cheikh Anta, 62, 63, 64, 65, 66,
453, 454, 458, 528, 557, 569

DIOUF Samba, 528

DOBRY Michel, 505

DRAGO Tito, 52, 53, 54, 55, 56

DUHAMEL Anne, 478, 479, 488, 489,
490, 491, 492

DUIGNAN Peter, 61

DUMONT Jacques, 248

DUPREEL Eugène, 532

DURAND Cédric, 493, 494, 495, 496,
497, 498

E

ENCICLOPEDIA UNIVERSAL
ILUSTRADA EUROPEO-
AMERICANA, 51

ENGELHARD Philippe, 507

EYZAGUIRE Jaime, 151

F

FERRO Marc, 114, 115, 122

FILIPPI Alberto, 385, 387

FUENTES Carlos, 104

G

GALEANO Edouardo, 476

GANN L. H., 61

GARCÍA MÁRQUEZ Gabriel, 340, 390

GEORGETTI Kenneth V., 500, 502

GHARBI Samir, 508, 516

GLEGLE-AHANHANZO Maurice, 305,
306, 407, 408, 445, 451, 453, 454, 455,
456, 457, 458, 459, 460

GONZÁLEZ Luis, 520

GOURDON Hubert, 388, 389, 390

GRIMAL Henri, 115, 120, 121, 122, 123,
124, 143, 186, 192, 193, 194, 202, 203,
207, 208, 209, 210, 215

GRUZINSKI Serge, 30, 31, 32

GUIBERT Martine, 465, 466, 476, 478,
479

GUILLAUME Pierre, 118, 119

H

HAKIM Peter, 483, 485

HALPERIN DONGHI Tullio, 400, 401,
403, 580

HAMNET Brion R., 240

HENRY Monica, 109, 110

HERNAN Grégoire, 86

I

IKOKU Samuel G., 223, 259, 260, 269,
270, 276, 277, 307, 346, 347, 349, 356,
361, 362, 363, 365, 370, 371, 372, 373,
379, 431

J

JARAMILLO URIBE Jaime, 140

JOANNON Alice, 40

JOSET Jacques, 108, 149, 152, 153, 155,
156, 157, 179, 229, 230, 237, 238, 239,
327, 387, 388

K

KABA Lansiné, 73, 125, 127, 132, 134,
143, 192, 193, 196, 197, 198, 199, 200,
203, 205, 206, 207, 211, 213, 214, 215,
224, 265, 266, 268, 269, 271, 272, 274,
275, 276, 283, 285, 286, 288, 289, 290,
291, 294, 295, 296, 298, 299, 303, 304,
306, 308, 309, 310, 312, 313, 316, 317,
361, 362, 363, 367, 368, 408, 422, 423,
427

KAMGANG Hubert, 527, 528

KAUNDA Kenneth D., 25

KEITA LASANA, 68

KESTELLOT Lylia, 67

KI-ZERBO Joseph, 22, 23, 116, 357, 359

KOHN Hans, 532

KOLA Jean-François, 37, 39, 531

KOSSOK Manfred, 81, 98, 161, 163, 164,
396, 397, 398

L

LAFOND George, 231, 232, 233, 234,
239, 241, 247, 331, 340, 341, 342

LANCHA Charles, 17, 97, 99, 100, 101,
102, 103, 138, 139, 149, 154, 155, 156,
158, 160, 161, 162, 165, 166, 179, 180,
181, 182, 184, 185, 219, 221, 237, 238,
239, 240, 241, 242, 243, 246, 250, 251,
323, 381, 382, 399, 472, 475

LANGENHOVE Fernand Van, 531, 532

LARONCE Cécile, 124, 125, 126, 129,
130

LASERNA Mario, 390

LAVALLE Bernard, 17, 80, 81, 98, 99,
102, 149, 153, 159, 221, 384

LE ROBERT, 27, 561

LECUNA Vicente, 158, 160, 161, 237,
238, 254

LEGUM Colin, 25

LEMOGODEUG Jean-Marie, 38, 382

LEON Pierre, 475

LEWIN André, 284

LIÉVANO AGUIRRE Idalecio, 242, 255,
256, 257, 258, 382, 389, 390, 391, 438,
440, 522

LÓPEZ François, 98

LUSIGNAN Guy de, 265, 279, 281, 282,
283, 284, 287, 288, 299, 301, 302, 303,
411, 412, 461

M

M'BOKOLO Elikia, 189, 192, 195, 199,
207, 208

MANET Edouardo, 144

MANINA Norah, 519

MAR, José Matos, 323, 392, 393

MARIÁTEGUI José Carlos, 52, 139, 240

MARTINEZ CARRERAS José U., 113,
114, 119, 120

MASSUH Victor, 25

MAURO Frédéric, 17, 109, 383, 384, 385

MENZAN Adingra Prince-Florent, 26

MINAUDIER Jean-Pierre, 332, 333, 334,
336, 337, 338, 339, 343
MOESSINGER Pierre, 38, 39
MONIOT Henri, 142
MONSALVE J.D., 222, 223, 329, 330,
339, 340, 341
MORALES-LEZCANO Victor, 45, 54
MORENO Rivas, 400, 402
MORIN Claude, 432, 436, 440, 441, 443,
444
MÖRNER Magnus, 138, 398, 401
MORRIS Colin, 28
MUCHIELLI Alex, 39
MUSSET Alain, 425

N

N'GUELIEUTOU TCH. Auguste, 460,
462
NAGHIBZADETH Ahmad, 529
NDIAYE Alioune, 37
NEA Hie, 409
NEBIE Bétéo B., 65
NKRUMAH Kwamé, 7, 8, 22, 23, 27, 34,
35, 62, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 83, 84,
85, 86, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97,
113, 114, 116, 120, 124, 125, 126, 127,
128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135,
136, 138, 142, 143, 144, 146, 147, 148,
149, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193,
194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201,
202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210,
211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218,

219, 223, 224, 259, 260, 261, 262, 263,
265, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 274,
275, 276, 283, 284, 286, 287, 288, 289,
290, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 302,
303, 304, 305, 306, 308, 310, 311, 312,
313, 314, 315, 316, 317, 321, 323, 324,
325, 326, 328, 344, 345, 346, 347, 348,
349, 350, 351, 352, 354, 355, 357, 358,
359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366,
367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374,
376, 377, 378, 379, 380, 382, 383, 407,
408, 409, 410, 411, 414, 415, 416, 417,
419, 420, 421, 422, 423, 425, 427, 428,
431, 432, 444, 519, 525, 526, 527, 533,
539, 540, 569, 570, 571, 588, 589, 590,
591, 592, 593, 594, 595, 596, 597

O

OUAZANI Chérif, 513
OUEDRAOGO Seydou, 298, 300, 302,
303, 466, 467, 505, 506, 512
OULIANOV Vladimir Ilitch (Lénine),
146, 351, 352, 374

P

PADMORE George, 57, 58, 59, 60, 61,
122, 128, 130, 133, 135, 189, 270, 361,
362, 418
PASTOR Robert, 485
PEÑA Félix, 481

PEPIN Eugène, 41, 43, 44, 401, 402, 432,
434, 436, 437, 438, 442, 529

PEREZ Joseph, 81, 102, 107, 140, 149,
150

PEREZ Parra, 160, 161, 179, 180

PETZOLD-PERNIA Hermann, 427, 428

PIETRI Arturo Uslar, 103, 104, 105, 141,
144

POSADA Edgard Vieira, 24, 25, 222, 228,
242, 243, 244, 248, 249, 250, 251, 253,
254, 256, 258, 259, 323, 332, 392, 393,
394, 395, 396, 397, 399, 400, 401, 402,
404, 405, 406, 522, 533

POURTIER Roland, 64

PRADIER-FOD Paul, 432, 433, 435, 436

Q

QUEUILLE Pierre, 43, 522, 529

R

RAMOS PEREZ Demetrio, 112

RAXHON Philippe, 108, 152, 153, 155,
156, 157, 179, 229, 230, 237, 238, 239,
327, 387, 388

REA Castro, 465

REMARKS ANNOUNCING, 482, 483

RODRIGUEZ COBOS Mario, 11

RODRIGUEZ-ESTEBAN José Antonio,
46

ROJAS Reinaldo, 44, 159, 227, 228, 229,
230, 246, 247

ROJAS-MIX Miguel, 51, 52

ROMANO Ruggiero, 107

ROMER Paul Michael, 494

ROONEY David, 190, 191, 200, 304, 354,
355, 356, 361, 362, 364, 365, 366, 367,
369, 371, 372, 411, 419, 420, 423, 588,
589, 590, 591, 592, 594, 596, 597

ROUQUIE Alain, 18, 21, 428, 431

ROUSSEAU J.J., 100

S

SALCEDO-BASTARDO J.L., 142, 144,
145

SALUDJIAN Alexis, 493, 494, 495, 496,
497, 498

SANCHEZ-BARBA Mario Hernández,
81, 112, 152, 157, 164, 165, 221, 222,
229, 389

SARGENT Lyman Tower, 344, 345

SAURAT Gilette, 232, 233, 234, 235, 239,
240, 242, 251, 252, 338, 342, 381, 392

SECK Cheikh Yérin, 515

SELA, 15, 482, 483, 485, 545

SENGHOR Léopold Sédar, 62, 65, 66, 67,
69, 132, 190, 291, 292, 294, 318, 319,
324, 346, 406, 409, 420, 452, 454, 526,
557, 569

SIEGFRIED André, 41

SOUNGALO Koné, 515

SOUQUET Lionel, 39

STAMM Anne, 118, 119

T

TAPIÉ Victor-L., 338, 381, 382, 383, 384, 386, 387, 391
 TERSANE Gabriel, 231, 232, 233, 234, 239, 241, 245, 246, 247, 250, 251, 252, 331, 340, 341, 342
 THIAM Doudou, 418
 TINBERGEN Jean, 458
 TIXIER Gilbert, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 363, 365, 378
 TORRENTE Mariano, 239
 TOURE Sékou, 277, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 295, 297, 376, 377, 421, 454, 526
 TROTSKY, 262, 263
 TURCOTTE Sylvain, 488, 489, 490, 491, 492

U

UNAMUNO Miguel de, 101, 102
 UNION AFRICAINE, 97, 302, 451, 460, 462, 508, 512, 513, 514, 515, 529, 565, 573
 URIBE Antonio José, 228
 UZOIGWE Godfrey N., 82, 120

V

VAJDA Imre, 459
 VANDERLINDEN Jacques, 299
 VARELA Lía, 52, 53, 54
 VASQUEZ CARRIZOSA Alfredo, 227, 253
 VAYSSIERE Pierre, 79, 151, 152, 163, 166, 167, 327, 328, 342, 385, 465, 468, 469, 470, 486, 523
 VILA Manuel Perez, 18, 19, 21, 84, 85, 87, 100, 106, 139, 162, 167, 168, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 225, 226, 236, 237, 537, 538, 539
 VOLPE G., 384, 385, 387

W

WAUTHIER Claude, 22, 64
 WEIGNBERG Gregorio, 81, 98, 99, 105
 WILHEMY Diane, 530
 WILL Edouard, 248
 WYRWA Tadeusz, 337, 338, 343, 394, 395, 396, 476, 477, 478, 479, 520, 523, 529

Y

YAMED Ben Béchir, 508
 YANGE Paul, 69, 70
 YEPES J.M., 41, 43, 431, 432, 443, 529

Z

ZAGBAYOU Franck A., 515

ZANG Laurent, 506, 507, 512, 513, 516,
517

ZEAL Leopoldo, 112, 113

ZEUSKE Michael, 161, 163, 164

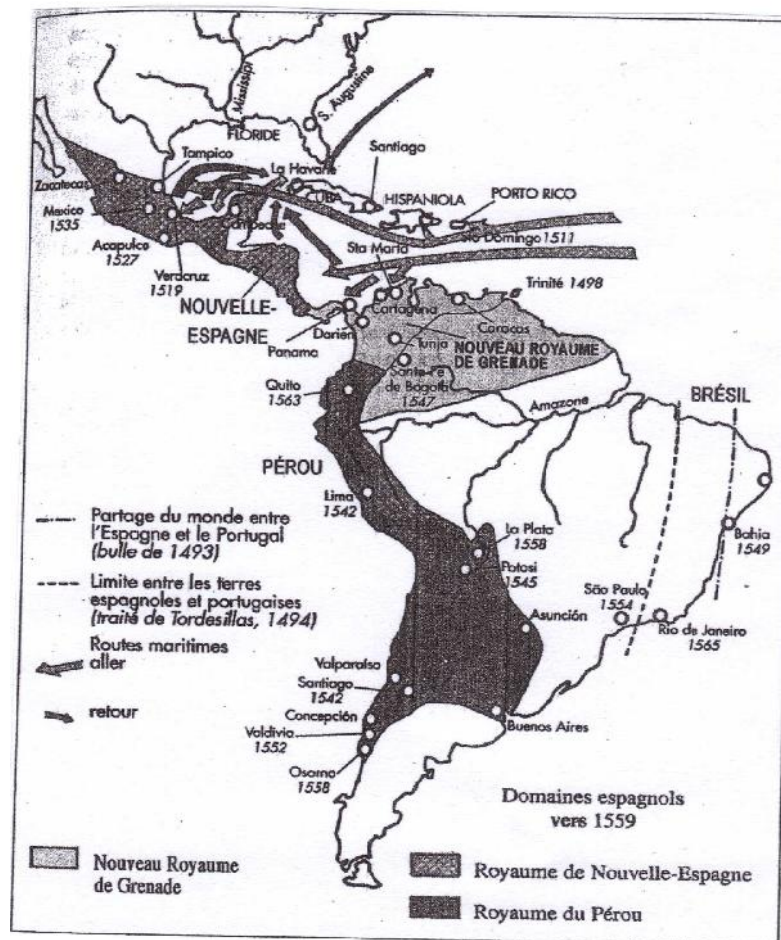
ZIBECHI Raúl, 466, 502

ZIEGLER Jean, 130, 131, 352

ANNEXES

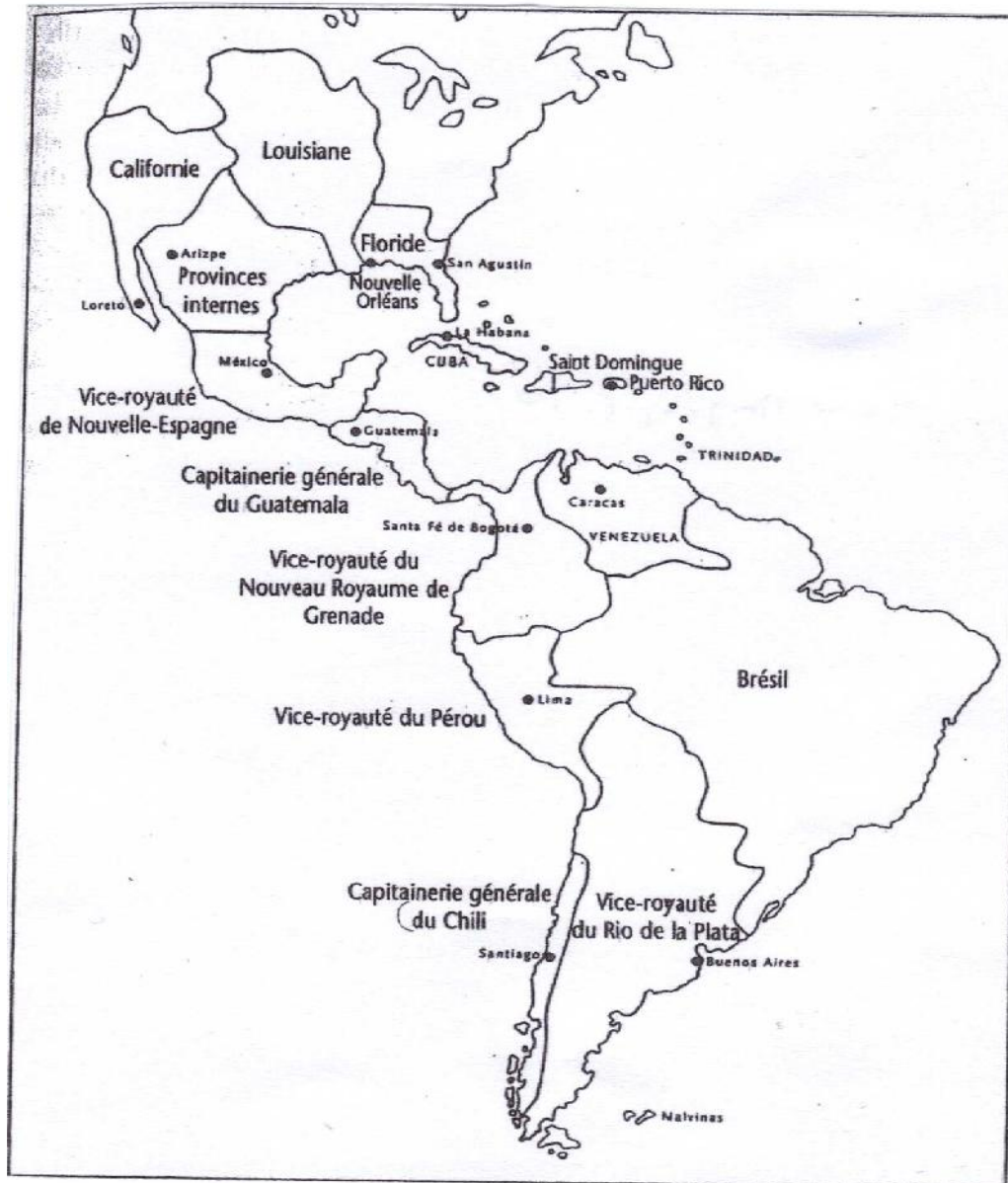
I- Sur l'Amérique latine

1- L'Amérique latine vers 1559 : limites des Couronnes, villes et vice-royautés



Source : Mazin Oscar, *L'Amérique espagnole : XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Les Belles lettres, Coll. « Guide Belles lettres des civilisations », 2005, p. 25.

2- L'Amérique latine au XVIIIe siècle : vice-royautés et capitaineries générales



Source : Mazin Oscar, *L'Amérique espagnole : XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Les Belles lettres, Coll. « Guide Belles lettres des civilisations », 2005, p. 30.

3 : Simon Bolivar, *Libertador* de l'Amérique latine



Source : <http://www.simonbolivar.ca/bolivarenglish/images/bolivar.jpg>

4 : Simon Bolivar, rencontre avec San Martin à Guyaquil, 1822



Source :

http://www.militaryheritage.com/images/bolivar%20san_martin_meeting_lg.gif

5 : Carte de l'Amérique du sud 1800-1830 : campagne de Bolivar



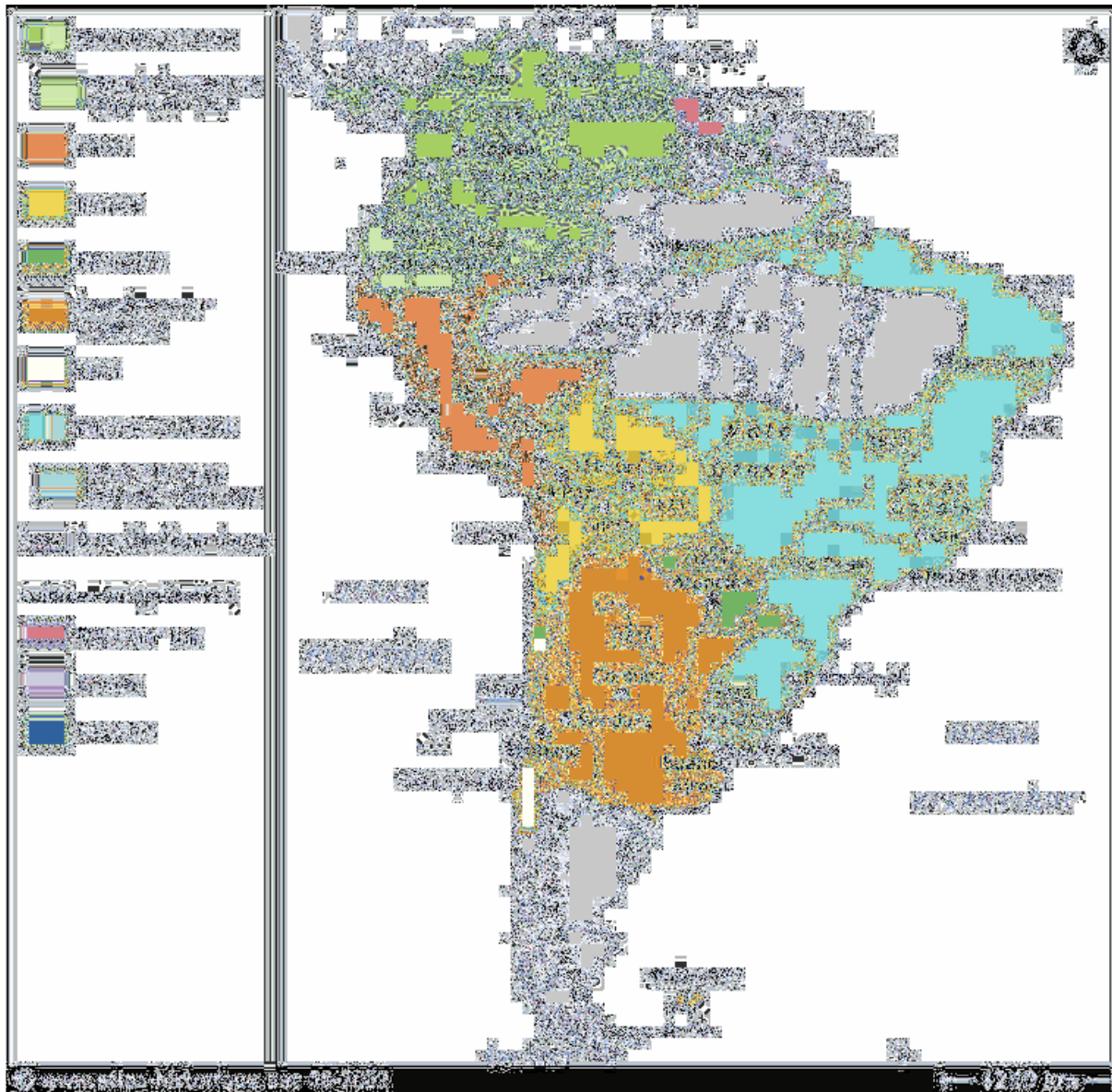
Source : sofei-vandenaemet.skynetblogs.be/post/5233430...

6 : La Grande Colombie au temps de Bolivar



Source : Tulio Halperin Donghi, *Historia de América Latina*, Madrid, Alianza editorial, 1985, p. 143.

7 : Indépendance et nouveaux États en Amérique du Sud (1820-1830)



Source : www.atlas-historique.net/1815-1914/cartes_pop...

8 : L'intégration régionale dans les Amériques en 2005



Source : http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/IMG/jpg/18_amerique_latine_integraregionale_fev2006.jpg

9- Processus d'intégration dans les Amériques

Processus d'intégration régionale dans les Amériques, janvier 2007



In Marie-Françoise DURAND, Benoît MARTIN, Delphine PLACIDI, Marie TÖRNQUIST-CHESNIER, *Atlas de la mondialisation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, 2^{ème} édition



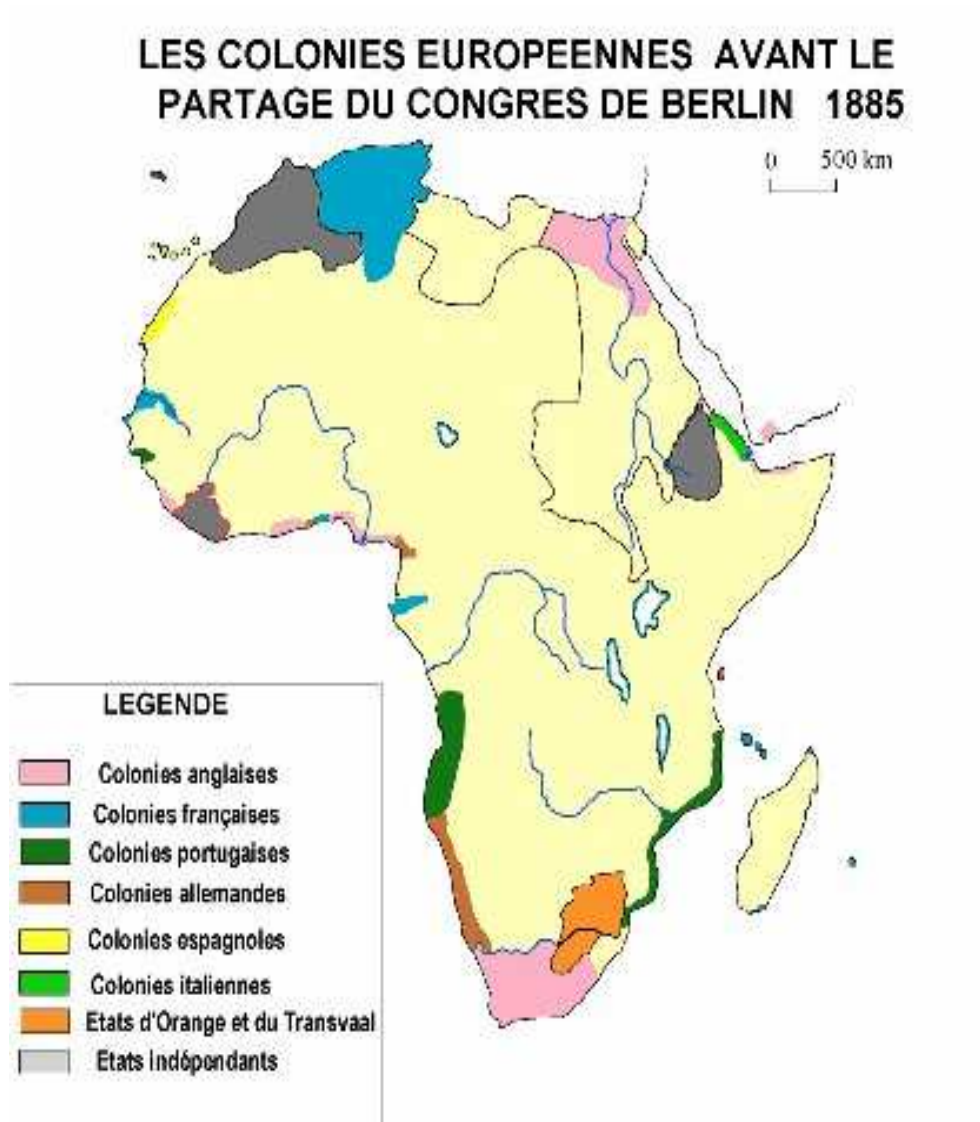
SCIENCES PO
Atelier de cartographie
de Sciences Po, 2007,
www.sciences-po.fr/cartographie



Seul l'usage pédagogique en classe
ou centre de documentation est libre.
Pour toute autre utilisation, contacter :
carto@sciences-po.fr
Pedagogical use only. For any other use
dissemination or disclosure, either whole
or partial, contact : carto@sciences-po.fr

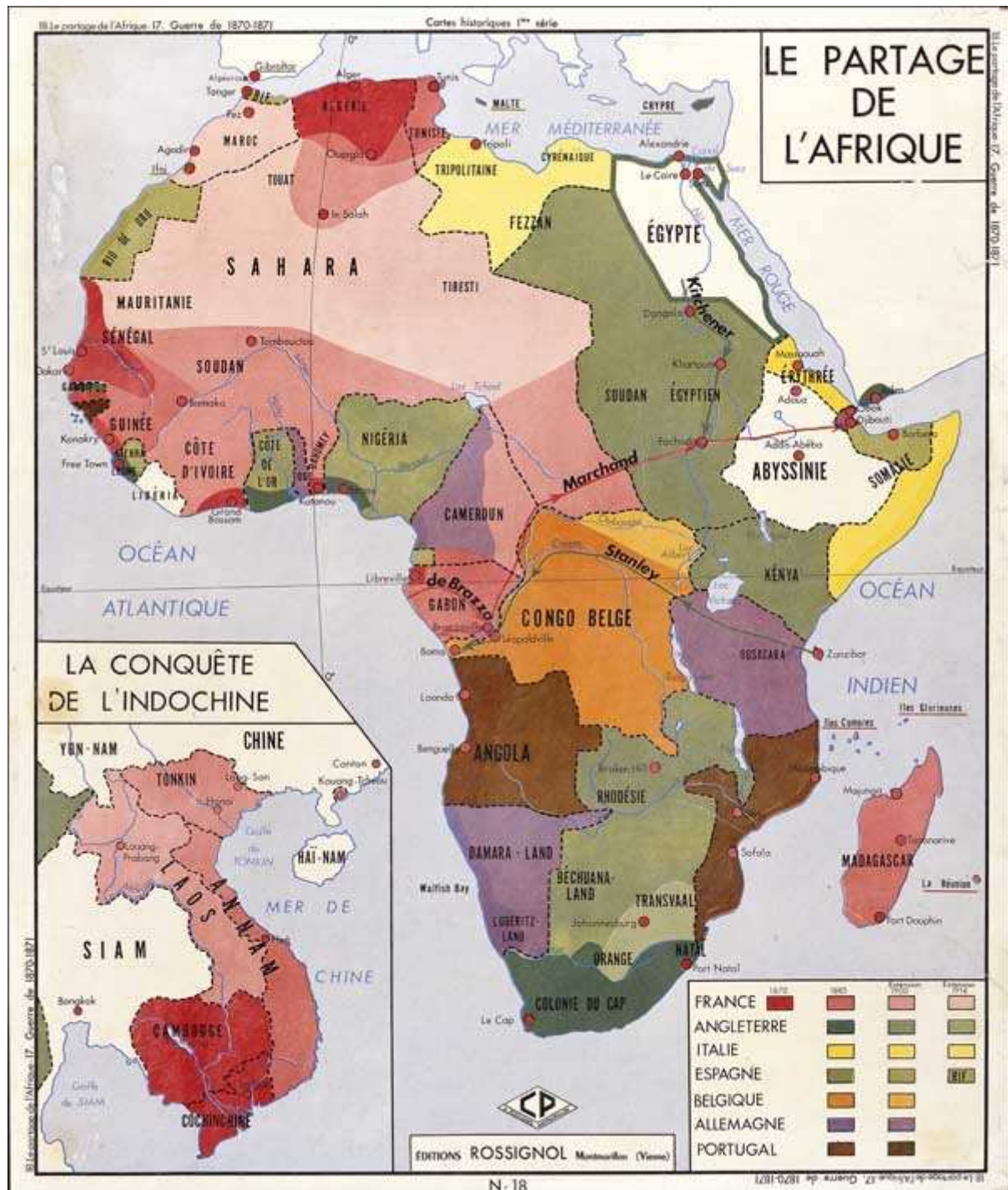
II- Sur l'Afrique

1- L'Afrique avant le partage du Congrès de Berlin (1885)



Source : <http://www.histoire.ac-versailles.fr/old/pedagogie/colonew/afrpartage.htm>

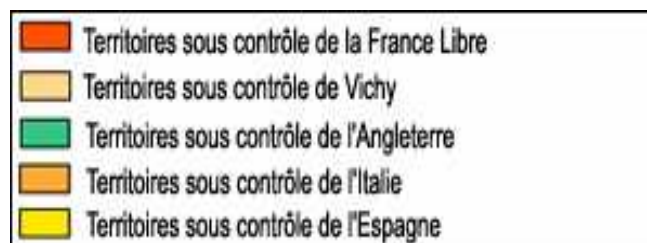
2- La carte de l'Afrique coloniale après les partages de la fin du XIXème siècle.



Source :

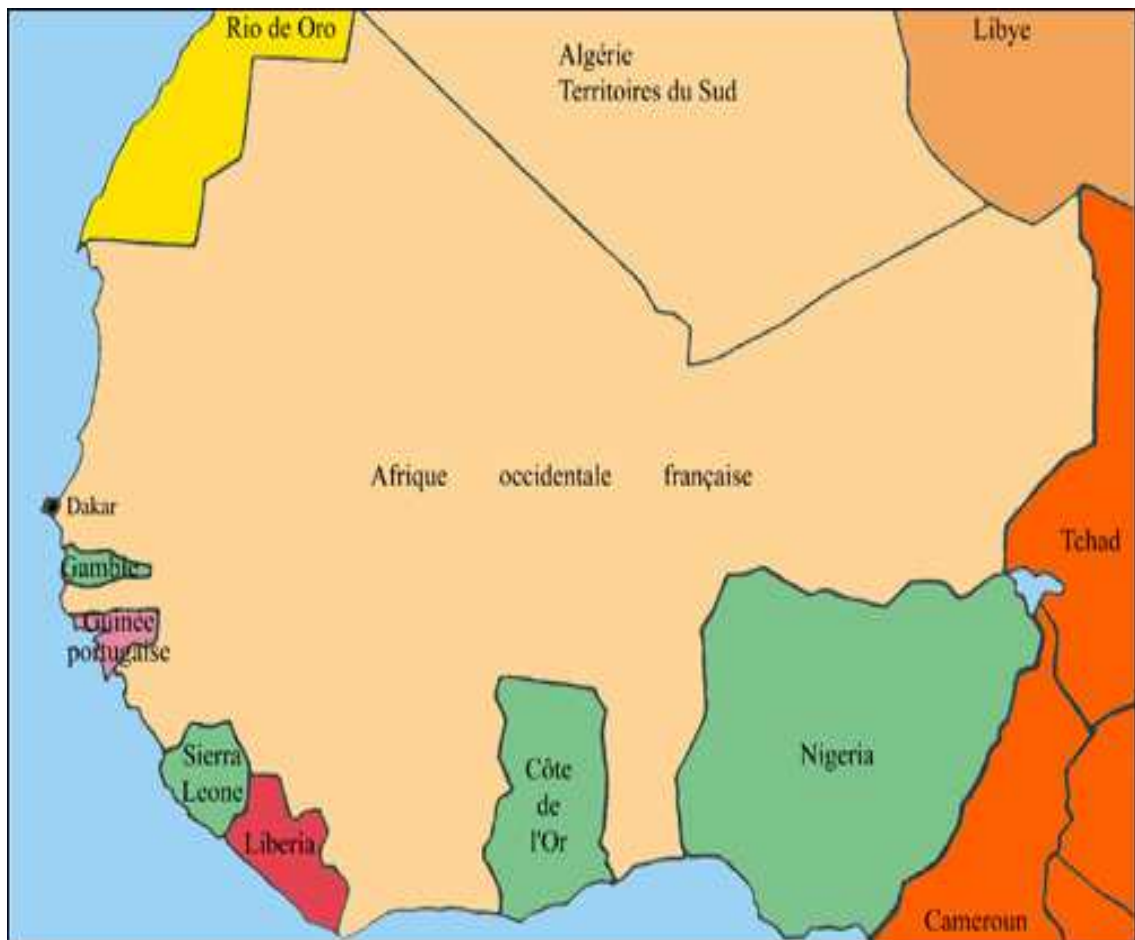
http://www.brazza.culture.fr/img/afrique/iconos/la_politique_coloniale_en_afrique_apres_1879/al_la_politique_coloniale_en_afrique_apres_1879_29_1.jpg

3- L'Afrique équatoriale française en 1940



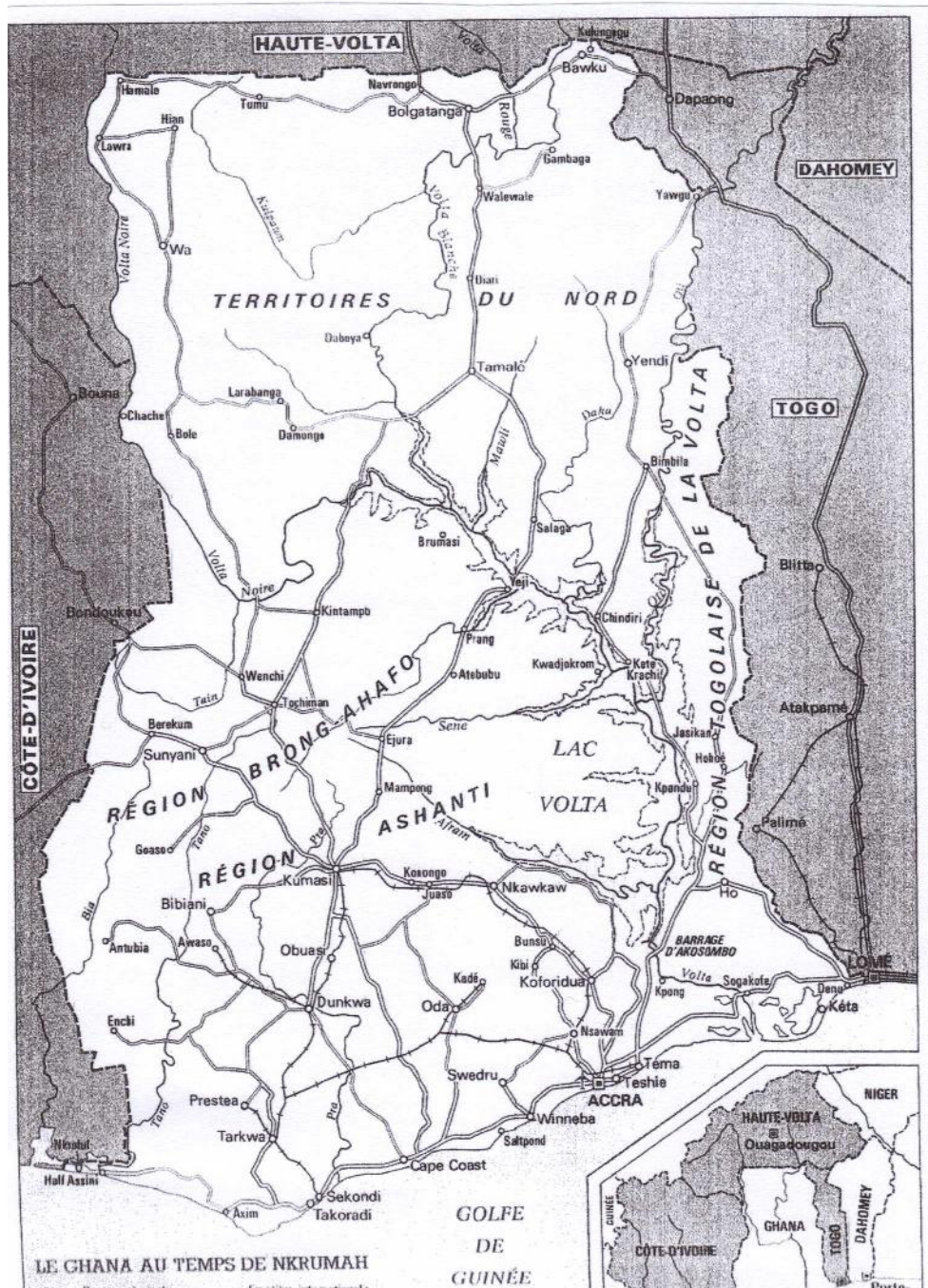
Source :
http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/image/MemCit/RalliementsEmpireFranceLibre/carte_AEF.jpg

4- L'Afrique occidentale française en 1940



Source :
http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/image/MemCit/RalliementsEmpireFranceLibre/carte_AOF.jpg

5- Le Ghana au temps de Nkrumah



Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 4.

6- Les précurseurs du panafricanisme



W.E. Du Bois, doyen du Mouvement panafricain (ci-dessus), Marcus Garvey, initiateur du mouvement *Back to Africa* (ci-contre), George Padmore, fondateur du Congrès panafricain (ci-dessous) : trois hommes dont les idées ont beaucoup influencé le jeune Nkrumah.



Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 15.

7- Nkrumah, élu député CPP d'Accra est libéré de prison



Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 65.

8- Nkrumah et les membres de son premier gouvernement « libre » formé le 6 mars 1957, jour de l'indépendance du Ghana



Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 95.

9- Célébration de l'indépendance, Nkrumah allume la torche de la liberté et de l'unité



Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 116.

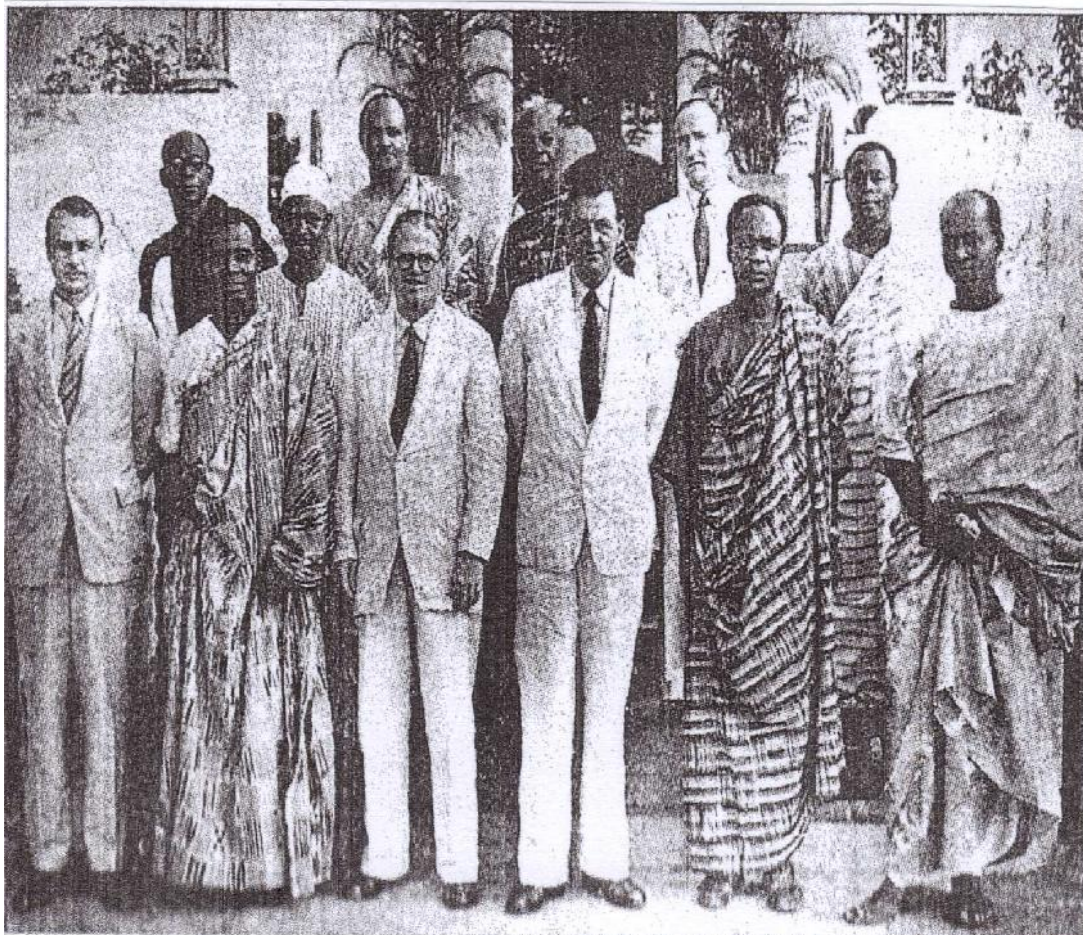
10- Nkrumah, premier président du Ghana indépendant



Source : <http://www.africawithin.com/nkrumah/nkrumah2.jpg>

11- Le Gouvernement Nkrumah formé le 26 février 1961

comprend pour la première fois une majorité de ministres africains



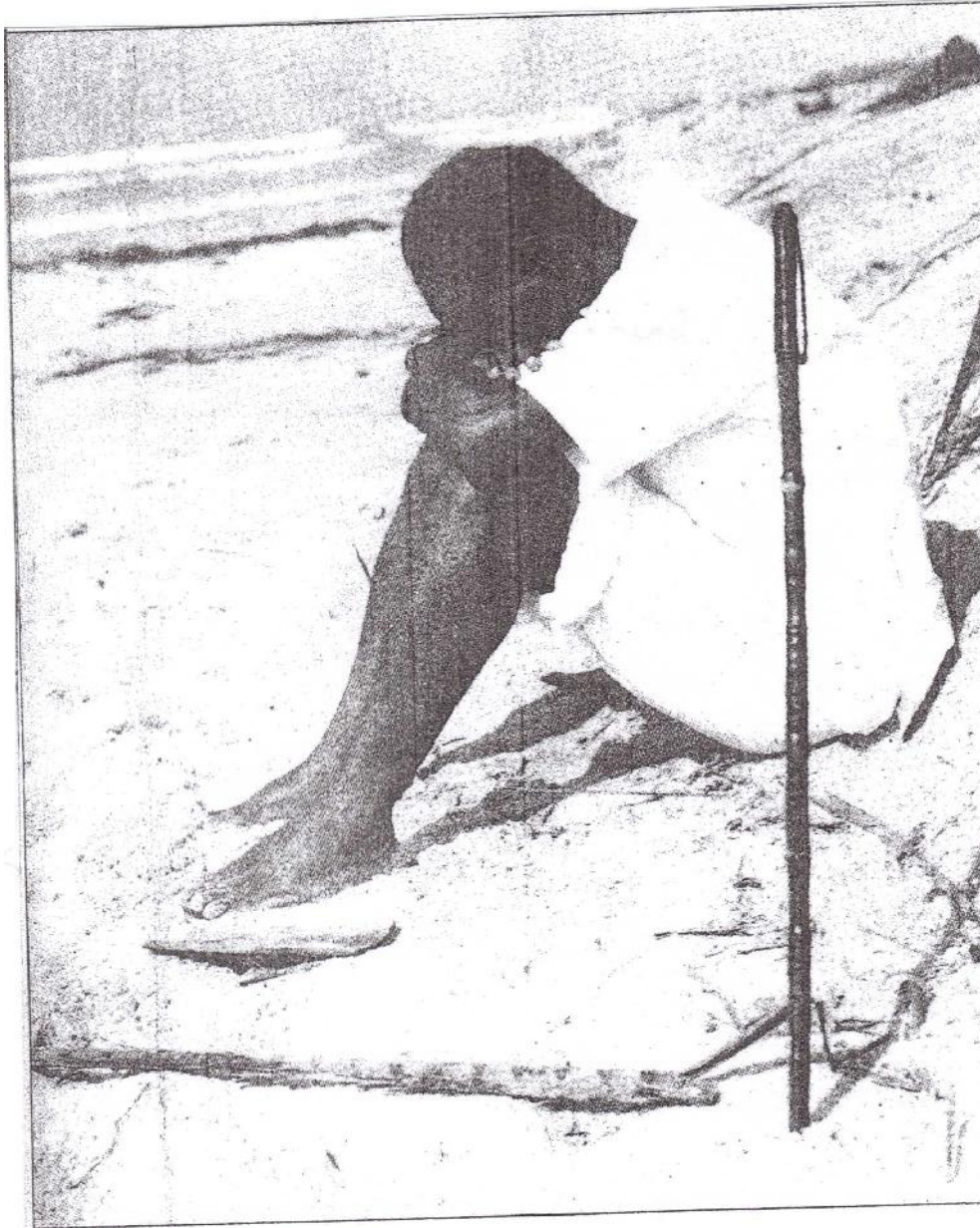
Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 65.

12- Nkrumah à Addis-Abeba pour la conférence des chefs d'Etats africains qui aboutira à la création de l'OUA (mai 1963).



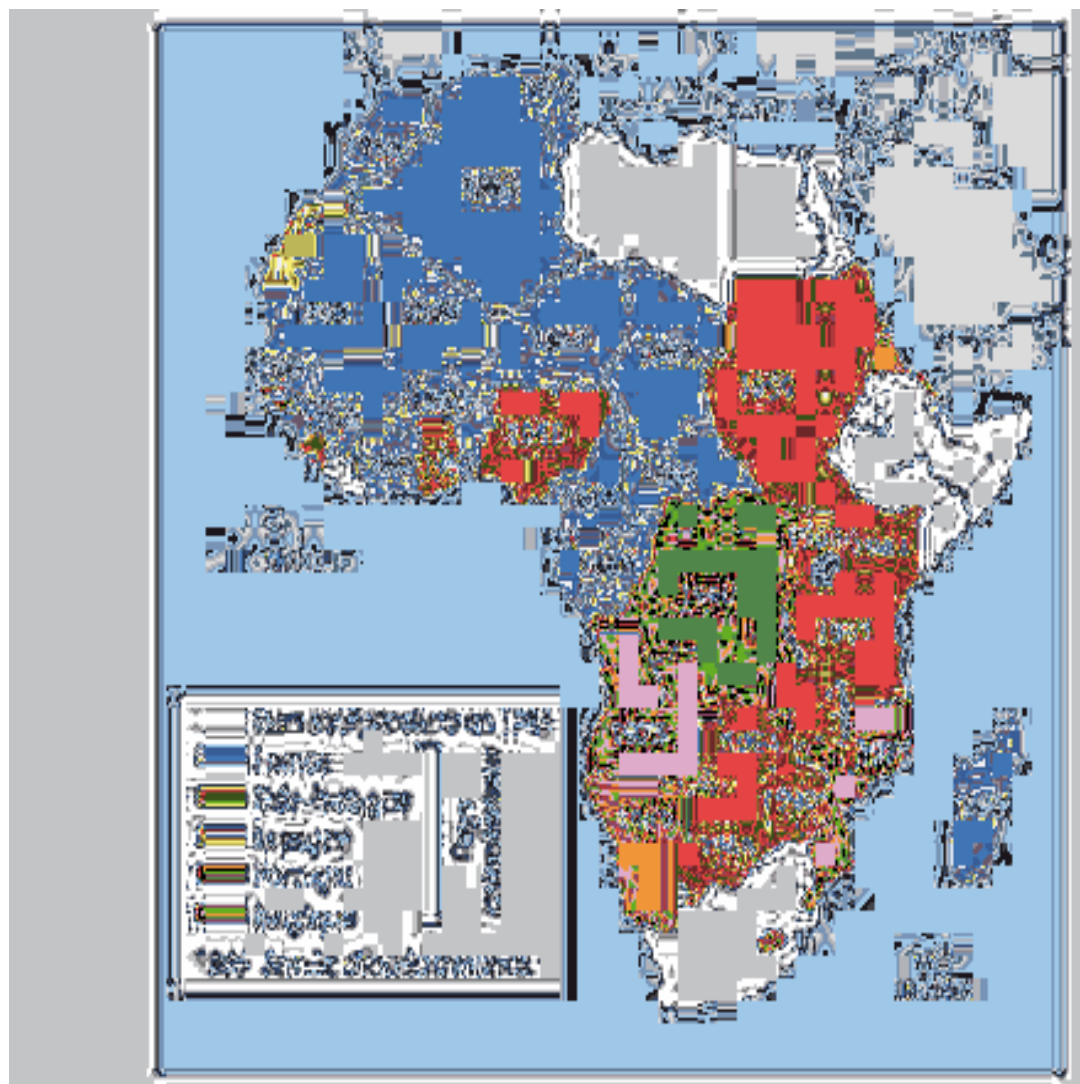
Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 185.

13- Nkrumah dans la solitude des vaincus, en exil au bord de la mer, à Conakry



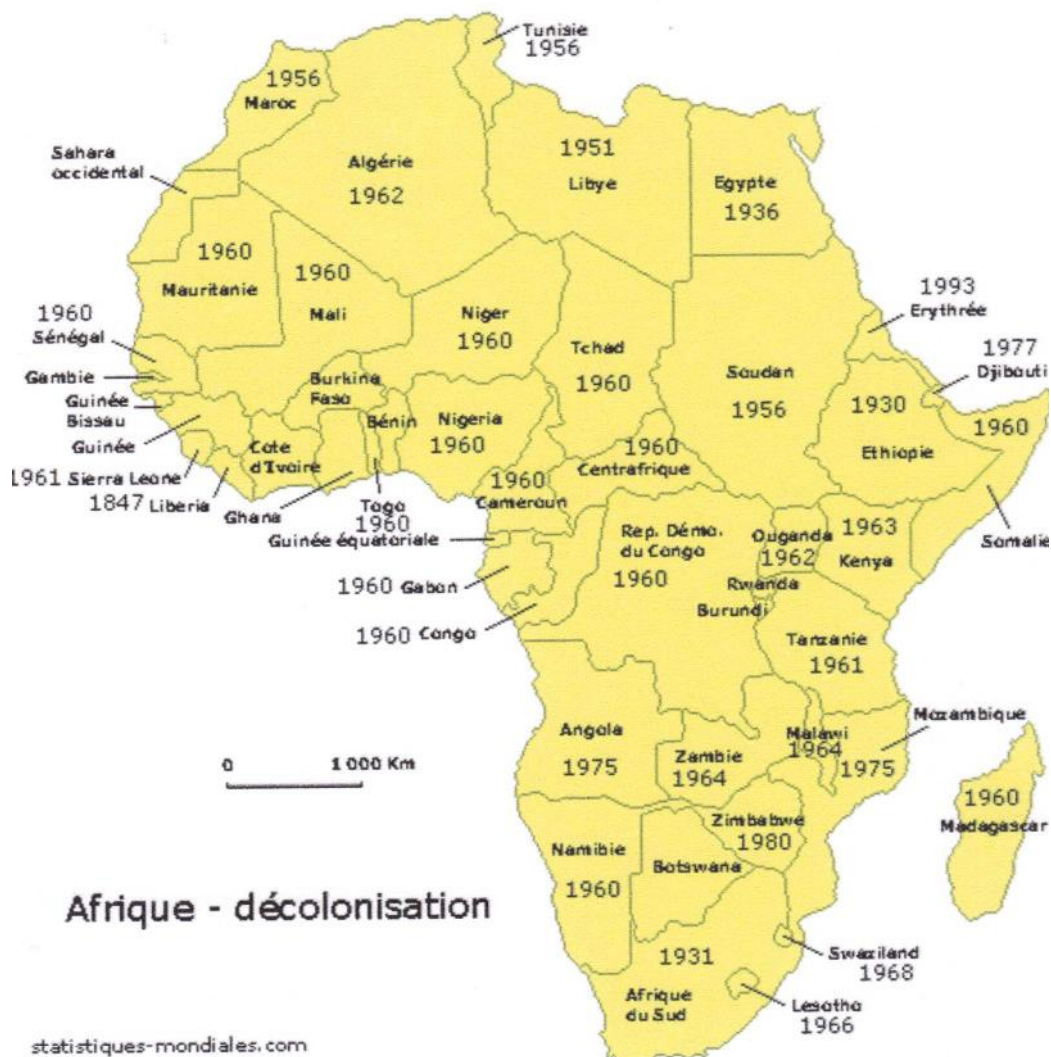
Source : David Rooney, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Traduit et adapté de l'anglais par Renaud de Rochebrune et Anne Kraft, Paris, Jalivres, 1990, p. 203.

14- L'indépendance des pays africains



Source : http://www.memo.fr/Media/Afrique_Decolonisation.gif

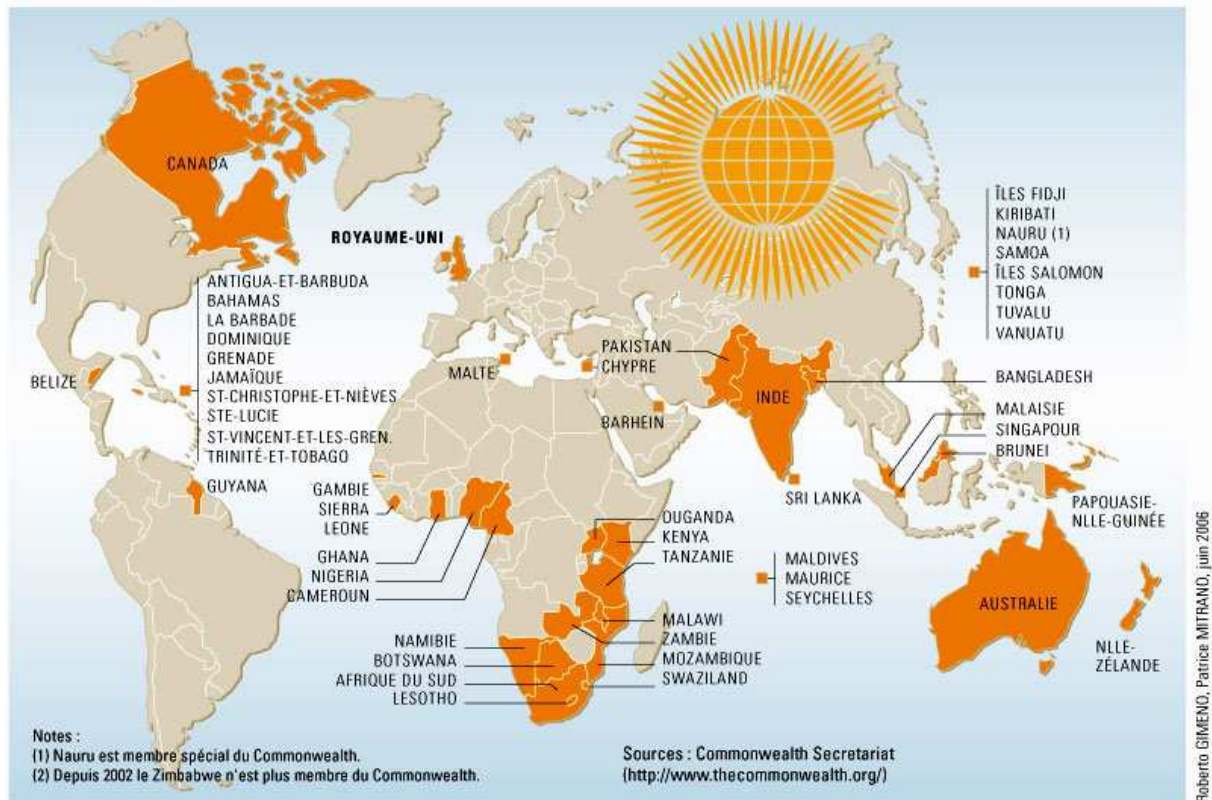
15- L'Afrique après la décolonisation



Source : http://www.statistiques-mondiales.com/cartes/afrique_decolonisation.gif

16- Le Commonwealth en 2006

Le Commonwealth



© *Questions internationales*, numéro 20, La Documentation française, Paris, juillet-août 2006.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/20/sommaire20.shtml>

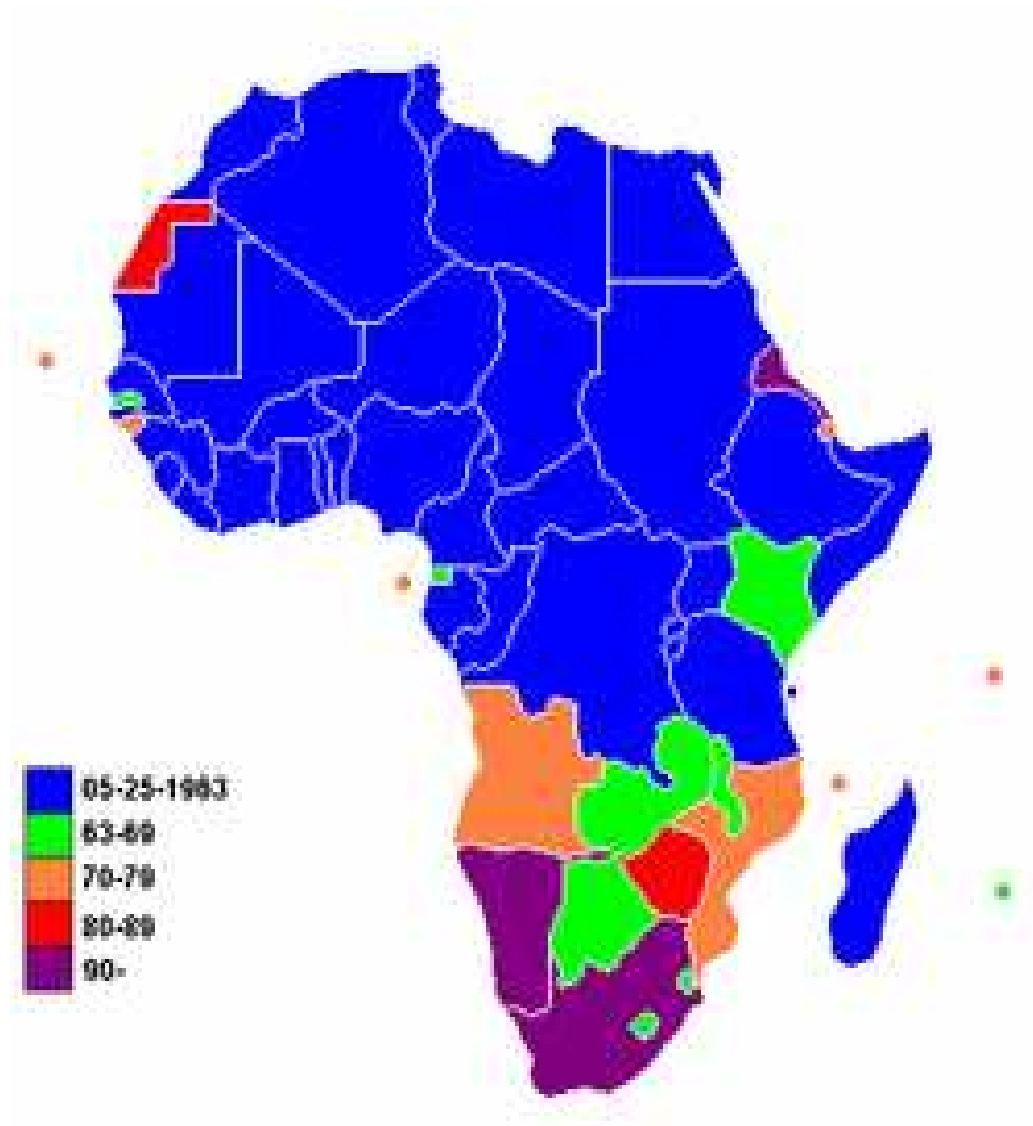
Source : <http://www.diploweb.com/IMG/jpg/qi20commonwealth.jpg>

17- Carte de l'Afrique contemporaine



Source : <http://www.statistiques-mondiales.com/cartes/afrique.jpg>

18- Entrée chronologique des pays dans l'OUA



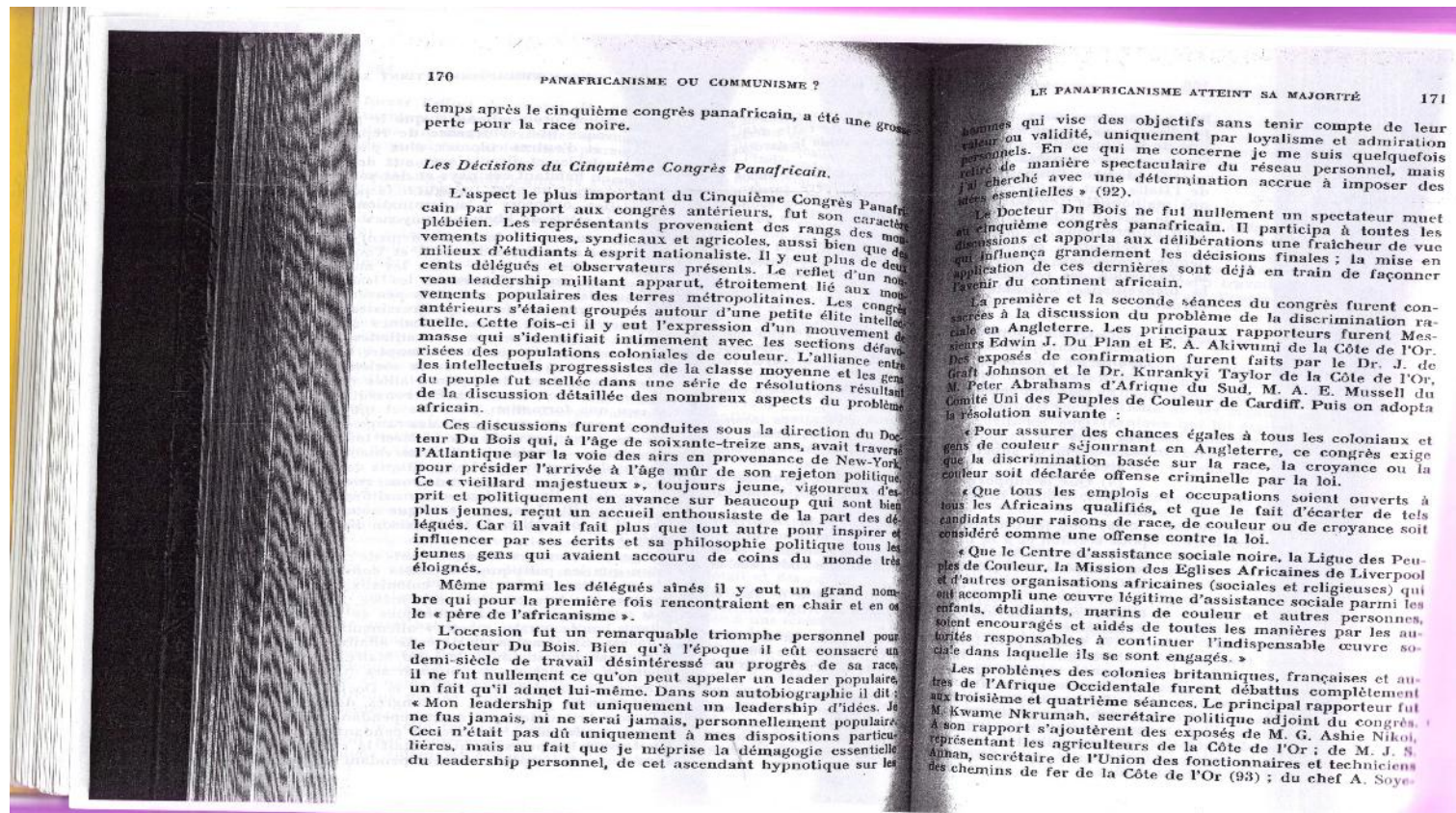
Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Organisation_of_African_unity.PNG

19- L'intégration régionale en Afrique



Source : <http://www.associationmanioc.org/images/benincedeao.jpg>

20- Les décisions du 5^{ème} Congrès de Manchester



mi Coker du Congrès Syndical du Nigéria ; de M. Wallace Johnson, secrétaire de la Ligue de la Jeunesse de Sierra-Leone ; de M. J. Downes Thomas du Comité des citoyens de Bathurst, Gambie ; de MM. Joe Appiah, Kankam Boadu (94), F.O.B. Blaize, délégués de l'Union des Etudiants de l'Afrique Occidentale ; de M. Magnus Williams du Conseil National du Nigéria et du Cameroun ; de M. H. O. Davies du Mouvement de la Jeunesse du Nigéria ; du Dr. Raphael Armattoe du Togo.

A la lumière des événements politiques qui se déroulent actuellement en Afrique Occidentale, surtout en Côte d'Ivoire et en Nigéria, il convient de rappeler les résolutions présentées par M. Nkrumah et unanimement adoptées par le congrès sur des problèmes constitutionnels, économiques et sociaux pour guider les mouvements nationalistes de ces territoires.

« A propos de la situation politique, le congrès fit remarquer :

(a) Que depuis l'avènement des nations britannique, française, belge et d'autres nations d'Europe en Afrique Occidentale, il y a eu régression au lieu de progrès par suite de l'exploitation systématique opérée par ces puissances impérialistes étrangères. Les prétentions de « communauté », « trusteeship », « guardianship » et de « système du mandat », ne répondent pas aux vœux politiques des gens d'Afrique Occidentale.

(b) Que le caractère démocratique des institutions indigènes des peuples d'Afrique Occidentale a été broyé par des lois et ordonnances odieuses et oppressives, et remplacé par des systèmes autocratiques de gouvernement opposés aux vœux des peuples d'Afrique Occidentale.

(c) Que l'introduction de réformes constitutionnelles prétentieuses dans les territoires d'Afrique Occidentale n'est que tentatives camouflées, de la part de puissances impérialistes étrangères, pour continuer l'asservissement des peuples.

(d) Que l'introduction du gouvernement indirect est non seulement un instrument d'oppression, mais aussi un empiètement sur le droit des gouvernants naturels de l'Afrique Occidentale.

(e) Que les divisions artificielles et les frontières territoriales créées par les puissances impérialistes sont des mesures qui ont été délibérément prises pour faire obstruction à l'unité politique des peuples ouest-africains.

Domaine économique. En ce qui concerne le système économique ouest-africain, la résolution affirmait :

(a) Qu'il y a eu une exploitation systématique des ressources économiques des territoires ouest-africains par les puissances impérialistes au détriment des habitants.

(b) Que l'industrialisation de l'Afrique Occidentale par les autochtones a été découragée et entravée par les gouvernants impérialistes, ce qui a entraîné la chute du standard de vie au-dessous du niveau de subsistance.

(c) Que la terre, qui appartient de droit aux Ouest-Africains, passe graduellement entre les mains de gouvernements étrangers et d'autres organismes au moyen de divers expédients et ordonnances.

(d) Que les travailleurs et agriculteurs de l'Afrique Occidentale n'ont pas été autorisés à former des syndicats et mouvements coopératifs indépendants sans ingérence officielle.

(e) Que les industries minières sont entre les mains de monopoles étrangers de capital de financement, ce qui fait que partout où s'est développée une industrie minière, il y a eu une tendance à priver les gens de leurs possessions terriennes (par exemple, les droits d'exploitation minière en Nigéria et Sierra-Leone appartiennent maintenant au gouvernement britannique).

(f) Que le gouvernement britannique en Afrique Occidentale est virtuellement dirigé par un front uni de commerçants, dont l'objectif principal est l'exploitation du peuple ; la population indigène est ainsi réduite à l'impuissance économique.

(g) Que lorsqu'un pays est contraint de compter sur une seule culture (le cacao, par exemple) destinée à un seul marché de monopole, et est obligé de cultiver uniquement pour l'exportation pendant que ses cultivateurs et ses travailleurs se trouvent en même temps entre les mains du capital de financement, alors il est évident que le gouvernement de ce pays-là n'a pas de compétence pour se charger de ce pays.

Commentant les besoins sociaux de la région, la résolution dit :

(a) Que les organisations et institutions démocratiques des peuples de l'Afrique Occidentale avaient fait l'objet d'empiètements. Que l'administration étrangère n'a pas amélioré l'enseignement, la santé ou la nutrition des peuples ouest-africains, mais tolère, au

contraire, l'analphabétisme, la maladie, la sous-alimentation, la prostitution et beaucoup d'autres maux sociaux.

(b) Que le Christianisme organisé en Afrique Occidentale s'identifie avec l'exploitation politique et économique des peuples ouest-africains par des puissances étrangères. »

En considération de ces conditions, le Congrès soutint unanimement les membres de la délégation ouest-africaine en déclarant que l'indépendance complète et absolue pour les peuples de l'Afrique Occidentale est l'unique solution du présent problème.

Le Congrès a prêté une attention spéciale au statut des non-Européens en Afrique du Sud et déconseillé d'imposer une fédération de l'Afrique Centrale sans le consentement et l'appui de la population africaine des Rhodésies et du Nyassaland. Il critiqua aussi la politique de *Herrenvolk* des colons blancs d'Afrique Orientale, surtout au Kenya. M. Peter Abrahams, romancier sud-africain de couleur, originaire de Johannesburg, et M. Marko Hlubi, Zoulou pur sang, représentant le Congrès National Africain, la plus grande organisation non-européenne de l'Union, lurent le principal rapport sur les problèmes économiques, politiques et raciaux de l'Afrique méridionale et centrale. M. Jomo Kenyatta remplit les fonctions de rapporteur officiel sur les affaires d'Afrique Orientale. Il fut soutenu par M. Marko Hlubi (d'Afrique du Sud), M. Bankole Renner et M. C. D. Hyde (de la Gold Coast), M. Garba Jahumpa (de la Gambie) (95), M. Wallace Johnson (de Sierra-Leone) (96) et George Padmore, qui soulignèrent la nécessité d'immédiates réformes constitutionnelles et autres au Kenya et dans l'Ouganda si l'on voulait éviter une crise dans les relations raciales entre Africains et Européens.

Avertissement de conflits raciaux en Afrique.

Signalant le danger d'un accroissement de conflits raciaux en Afrique Orientale, surtout au Kenya, le Congrès adressa un appel spécial au gouvernement travailliste, qui était alors au pouvoir. Le gouvernement y était invité à satisfaire les exigences suivantes pour atténuer la tension raciale croissante et la frustration qui régnait chez les Africains politiquement conscients.

(1) Que les principes des quatre libertés et de la

Charte Atlantique soient immédiatement mis en pratique.

(2) L'abolition des lois agraires qui permettent aux Européens de prendre aux Africains des terres. L'arrêt immédiat de toute nouvelle installation d'Européens au Kenya ou dans tout autre territoire d'Afrique Orientale. Toute terre disponible doit être répartie entre les Africains sans terre.

(3) Le droit des Africains de développer sans entrave les ressources économiques de leur pays.

(4) L'abolition immédiate de toute loi raciale et de toutes autres lois de discrimination (du système Kipande en particulier). L'introduction immédiate du système de citoyenneté égale.

(5) La liberté d'expression, de la presse ; la liberté d'association et de réunion.

(6) La révision du système de taxation et des codes civil et pénal.

(7) L'enseignement obligatoire, gratuit et uniforme pour tous les enfants jusqu'à l'âge de seize ans, avec repas gratuits, livres et équipement scolaire gratuits.

(8) L'octroi du droit de vote, c'est-à-dire du droit de tout homme et femme de plus de vingt et un ans d'élire et d'être élu membre du Conseil législatif, du Conseil provincial et de tous les autres conseils de circonscription et de municipalité.

(9) La mise à la disposition de tous par l'Etat d'un service médical, sanitaire et d'assistance publique.

(10) L'abolition du travail forcé, et l'introduction du principe : « A travail égal, salaire égal. »

La cinquième session du congrès approuva également la réclamation de droits démocratiques et d'autonomie pour les habitants de l'Ouganda, du Tanganyika, du Kenya, de la Somalie et de Zanzibar. Elle condamna la politique de l'*Apartheid* qui est appliquée aux Africains et autres non-Européens (gens de couleur et Indiens) par le gouvernement de l'Union Sud-africaine. Celui-ci, tout en se présentant à l'étranger comme une démocratie dotée d'un système parlementaire de gouvernement, n'accordait le droit de vote qu'aux Blancs. L'Afrique du Sud, par conséquent, manifestait essentiellement les mêmes caractéristiques raciales que celles que l'on rencontre dans les pays fascistes où l'idéologie du *herrenvolk* s'est transformée en une manie, celle de fouler impitoyablement aux pieds tous les droits de l'homme et d'ériger

un système de loi et de moralité pour la race blanche des maîtres et un autre système tout à fait différent pour les races « inférieures » non-blanches.

Reconnaissant dans l'agitation des races non-européennes en Afrique du Sud pour les droits démocratiques fondamentaux une partie intégrante de la lutte de libération nationale de toute l'Afrique, le Congrès fit appel à toutes les forces progressistes de l'Angleterre, surtout au Parti Travailleiste et au Mouvement Syndical. Il leur demandait de soutenir au maximum les Africains et leurs alliés blancs et non-blancs contre leurs oppresseurs du *Herrenvolk*. Il promit aussi d'appuyer les indigènes du Béchuanaland, du Basoutoland et du Swaziland dans la résistance à l'annexion de ces protectorats par le gouvernement fasciste sud-africain ; il demanda au gouvernement travailliste d'être plus attentif au développement économique et social de ces territoires pour le bien des Africains et de leur donner des institutions autonomes, ce qu'il considérait comme le meilleur moyen de sauvegarder leur identité nationale. M. Patrick Gordon-Walker s'est assurément intéressé aux affaires des protectorats, mais dans le mauvais sens. Il bannit Seretse Khama, le Chef désigné de la tribu bamangwata du Béchuanaland, après que le jeune souverain eût commis l'impardonnable crime d'épouser une femme blanche.

En ce qui concerne les peuples de l'Afrique méditerranéenne, le Congrès approuva les revendications des autochtones de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc et de la Libye, réclamant une autonomie démocratique et l'indépendance vis-à-vis du gouvernement français et de tout gouvernement étranger. Le Congrès exigea l'abolition du condominium anglo-égyptien sur le Soudan et le respect du droit des Soudanais à l'indépendance complète, excluant toute ingérence britannique et égyptienne.

Conformément au principe fondamental et à l'objectif du Panafricanisme, interdisant la neutralité en tout ce qui touche les Africains et peuples d'ascendance africaine du monde entier, le Congrès envoya des salutations aux gouvernements et peuples de l'Éthiopie, du Libéria et d'Haïti et s'engagea à aider à la mobilisation de l'opinion parmi les Africains et les descendants d'Africains dans toutes les parties du monde pour défendre leur souveraineté et leur indépendance nationale contre toute forme d'agression venue de l'extérieur — qu'elle fût politique ou économique.

« Nous donnons aux gouvernements et aux peuples de ces États l'assurance que nous serons toujours vigilants pour nous opposer à toute manifestation d'ingérence impérialiste susceptible de menacer leur indépendance », déclarait une résolution spéciale du Congrès. « Nous saisissons cette occasion pour informer les puissances impérialistes que nous regardons ces nations avec une jalouse fierté et les considérons comme des symboles de la réalisation des espoirs et aspirations politiques du peuple africain encore soumis à la domination impérialiste. »

Se réunissant à une époque où les peuples de l'Inde, de l'Indonésie et du Viet-Minh présidé par Ho Chi-Minh, luttaient pour leur indépendance complète, le Congrès leur envoya des messages, leur donnant l'assurance des meilleurs vœux et de la solidarité des Africains. Le Congrès exprima aussi l'espoir qu'avant longtemps les peuples d'Asie et d'Afrique auraient brisé les chaînes plusieurs fois séculaires du colonialisme. Alors, en nations libres, ils se dresseraient dans l'unité pour consolider et sauvegarder leurs libertés et leur indépendance, à l'abri d'un rétablissement de l'impérialisme occidental, aussi bien qu'à l'abri du danger communiste.

Bien que le Congrès fût centré sur les affaires africaines, on se pencha également sur les problèmes qu'affrontaient les peuples d'ascendance africaine de l'hémisphère occidental. Les principaux rapports sur les territoires des Caraïbes furent lus par George Padmore et M. Ken Hill de la Jamaïque, représentant du Parti National du Peuple que dirigeait M. Norman Manley, avocat-conseil de la Reine. Des rapports supplémentaires furent rédigés par M. E. de Lisle Yearwood du Parti Travailleiste de la Barbade et par M. Claude Lushington ; par M. John Rojas du Parti Nationaliste Antillais et par M. D. M. Harper du Congrès Syndical de la Guyane britannique ; par le Dr. Peter Milliard et M. J. A. Linton de l'Association des Noirs ; par Madame Amy Ashwood Garvey, Mlle Alma La Bardie du Mouvement des Femmes de la Jamaïque et M. Wallace Johnson, président de la Ligue de la Jeunesse de la Sierra-Leone et du Comité des libertés civiques.

Le Dr. Du Bois fit un rapport sur le problème racial aux États-Unis, passant en revue les réalisations des Noirs dans leur lutte pour obtenir la citoyenneté de première classe. Comme les délégués venus d'Afrique Occidentale, les représentants caraïbes soutinrent la motion de George Padmore soulignant la nécessité d'une fédération de la Guyane britannique et de toutes les îles des Antilles britanniques sur une base de consentement mutuel et d'égalité et qui serait fondée

sur l'autonomie et l'auto-détermination complète au sein du Commonwealth.

A l'appui de cette affirmation, le congrès adopta une résolution approuvant unanimement le besoin urgent de réformer les constitutions des diverses îles caraïbes et des colonies continentales de la Guyane britannique et du Honduras britannique, selon les principes d'autonomie basés sur le suffrage universel adulte, condition préalable de la création d'une fédération antillaise. Il fit également remarquer qu'en fonction du progrès constitutionnel réalisé dans chacune des unités territoriales à fédérer, il doit y avoir une transformation radicale de la présente structure agraire de l'économie antillaise, combinée avec des réformes scolaires, scientifiques, techniques et sociales à tous les niveaux.

La Déclaration aux Puissances coloniales.

Le Congrès termina ses délibérations en lançant un défi aux Puissances coloniales pour qu'elles honorent les principes de la Charte Atlantique. Il déclarait : « Les délégués croient à la paix. Comment pourrait-il en être autrement, lorsque pendant des siècles les peuples africains ont été les victimes de la violence et de l'esclavage ? Cependant si le monde occidental est encore déterminé à gouverner l'humanité par la force, alors les Africains, en dernier ressort, pourraient être obligés de faire appel à la force dans l'effort qu'ils déploient pour conquérir la liberté, même si la force doit les détruire, eux et le monde.

« Nous sommes résolus à être libres. Nous voulons l'enseignement. Nous voulons le droit de gagner une vie décente, le droit d'exprimer nos pensées et nos émotions, d'adopter et de créer des formes de beauté. Nous exigeons pour l'Afrique Noire l'autonomie et l'indépendance, autant, et nullement davantage, que c'est possible, dans ce monde unique, à des groupes et à des peuples de se gouverner eux-mêmes sous réserve de respecter l'inévitable unité et fédération mondiale.

« Nous n'avons pas honte d'avoir été un peuple qui a patienté pendant des âges. Nous continuons volontiers de faire des sacrifices et des efforts. Mais nous nous refusons à être affamés plus longtemps pendant que nous accomplissons le travail ingrat du monde, en vue de soutenir par notre pauvreté et notre ignorance une fausse aristocratie et un impérialisme mis au rancart.

« Nous condamnons le monopole du capital et le gouvernement qu'exercent la richesse et l'industrie privées pour le

profit privé. Nous accueillons favorablement la démocratie économique comme la seule démocratie réelle.

« En conséquence, nous nous plaindrons, nous ferons appel, et mettrons en accusation. Nous voulons faire que le monde écoute les faits liés à notre condition. Nous voulons lutter de toutes les manières possibles pour la liberté, la démocratie et l'amélioration sociale. »

Enfin le sort en est jeté et les conclusions ont été acceptées. De Manchester les délégués africains et ceux des autres colonies rentrèrent chez eux pour mettre la main à la charrue de la liberté et labourer la terre pour y faire pousser les semences de la liberté.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	9
PARTIE I : LES ORIGINES DE L'UNITE ET SA MISE EN ŒUVRE CHEZ BOLIVAR ET N'KRUMAH.....	22
CHAPITRE I: LES DOCTRINES D'UNITE ET LEURS MANIFESTATIONS	29
I- En Amérique latine	30
A- Le panaméricanisme : théorie de l'unité continentale	32
B- L'idéologie ibéro-américaine de l'unité en Amérique latine	36
C- Leopoldo Basa et les tenants de l'hispano-américanisme	39
D- Le point de vue des « latino-américanistes »	43
II- En Afrique	47
A- Le panafricanisme avant la période de décolonisation	48
1- Du panafricanisme version Dubois	49
2- Du panafricanisme de Marcus Garvey	50
B- Le panafricanisme à l'ère de la décolonisation	53
1- Le panafricanisme de Cheikh Anta Diop	53
2- Le panafricanisme de Leopold Sedar Senghor	56
3- Le panafricanisme de Kwame Nkrumah.....	60
Conclusion partielle.....	67
CHAPITRE II : L'IDEE D' « UNITE » CHEZ BOLIVAR ET NKRUMAH.....	69
I- Interprétation du mot « unité » dans les textes de Bolivar et Nkrumah	73
A- Dans les textes de Bolivar	76
B- Dans les textes de Nkrumah	80
II- Contexte historique sur lequel s'est formée l'idée d'unité chez Bolivar et Nkrumah	86
A- Exemple de Bolivar.....	86
1- Bolivar, les Lumières et l'indépendance de l'Amérique espagnole	86
2- Révolution française, unité et indépendance en Amérique espagnole.....	90
3- Révolution Nord-américaine, unité et indépendance	95
B- Exemple de Nkrumah.....	101
1- Aspects généraux du réveil de l'Afrique noire	101
a- De la question du nationalisme africain	103
b- De la réminiscence des idées du XVIIIe siècle et leurs influences sur le comportement des colonisateurs et des colonisés.	106
2- Nkrumah, les Etats-Unis et le problème de la décolonisation de l'Afrique.....	111
3- L'influence du panafricanisme sur le nationalisme de Nkrumah	115
a- L'influence de Marcus Garvey.....	116
b- L'influence du Congrès panafricain de Manchester	119
Conclusion partielle.....	123
CHAPITRE III : LUTTE DE LIBERATION ET MISE EN ŒUVRE DE L'IDEE D'UNITE.....	125
I- Aperçu général des premiers mouvements d'indépendance en Amérique espagnole	135

A- L'action de Bolivar et des patriotes vénézuéliens.....	142
B- Construction et force de l'unité dans la lutte de libération.....	148
1- La libération de Caracas : enseignements tirés des premières victoires et premiers échecs	150
a- Au niveau politique	151
b- Au niveau social.....	163
2- La victoire de Boyaca, victoire de l'unité	167
II- Aperçu général de La lutte pour l'indépendance en Afrique	169
A- Recherche de l'unité dans la lutte pour l'indépendance de la Gold Coast.....	173
B- Création d'un mouvement d'unité nationale : le Convention People's Party	180
C- Le Convention People's Party, un parti d'unité nationale ?.....	185
D- Le C. P. P. et la lutte pour l'indépendance dans l'unité.....	189
Conclusion partielle.....	201
 CHAPITRE IV : CONTINENTALISATION DE L'IDEE D'UNITE CHEZ BOLIVAR ET N'KRUMAH APRES L'INDEPENDANCE.....	203
 I- Analyse du cas de l'Amérique latine	206
A- La Grande Colombie : une nation sous l'emblème de l'unité.....	206
B- La Grande Colombie, laboratoire de l'idée d'unité au niveau régional	208
C- La libération du Pérou et le rêve de l'unification de l'Amérique du Sud	212
1- L'entrevue de Guayaquil.....	212
2- La libération du Pérou.....	218
3- La Fédération des Andes.....	222
D- Le Congrès « amphictyonique » de Panamá	227
1- Pourquoi Panama ?	228
2- Participants et caractères principaux du Congrès de Panamá	234
II- Analyse du cas de l'Afrique	239
A- Kwame Nkrumah, la lutte commune pour la libération et l'unité de l'Afrique....	239
1- Nkrumah face à l'Afrique soumise à la domination coloniale	240
2- L'aide du Ghana aux mouvements nationalistes africains.....	243
a- Le Ghana, l'ONU et la décolonisation de l'Afrique	243
b- La politique africaine de Nkrumah	248
3- Liquidation de l'Empire français et unité africaine	256
a- La France et la question de la décolonisation en Afrique noire	256
b- La Communauté franco-africaine : désunion ou union ?	259
B- Un embryon de l'unité africaine : l'union Ghana-Guinée.....	261
C- L'Union Ghana-Guinée-Mali : vers les Etats-Unis d'Afrique ?	269
D- Nkrumah, la crise congolaise et l'unité africaine.....	276
E- L'O.U.A et le rêve de l'unité.....	281
1- L'Afrique avant la Conférence d'Addis-Abeba.....	282
2- La Conférence d'Addis-Abeba : mai 1963	285
3- Plaidoirie pour une Afrique unie.....	288
4- Le point de vue du reste de l'Afrique indépendante : mai 1963.....	294
Conclusion partielle.....	297
 PARTIE II : FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ECHEC ET L'IMPACT DE L'IDEAL POLITIQUE DE BOLIVAR ET NKRUMAH.....	298

CHAPITRE I : AU NIVEAU DE LA GRANDE COLOMBIE ET DU GHANA	303
I- Le cas de la Grande-Colombie	305
A- Dissensions et conflits en Grande Colombie	309
B- Du développement du régionalisme	310
C- L'influence du caudillisme.....	313
D- Du problème constitutionnel	316
II- Le cas du Ghana	320
A- 1957-1960 : Consolidation et renforcement de l'indépendance	323
1- La constitution républicaine de 1960	325
a- Les pouvoirs du Président de la République	325
b- De la restriction des libertés.....	330
2- La réforme administrative.....	335
B- Développement économique et échec du plan d'unification	338
1- Aperçu des difficultés liées aux projets de développement	340
2- Echec de la reconstruction économique du Ghana sur des bases socialistes	343
3- Le déclin du parti national : le C. P. P. et la fin du gouvernement Nkrumah	346
4- Parti unique, démocratie africaine et liberté.....	341
Conclusion partielle.....	354
CHAPITRE II : A L'ECHELLE CONTINENTALE	355
I- L'exemple de l'Amérique latine.....	357
A- Les conditions géographiques et leurs influences sur l'unité du continent.....	357
B- Les formes politiques et la question de l'unité en Amérique espagnole	360
C- L'unité en Amérique hispanique, un rêve prématuré ?	366
1- Absence d'une culture d'unité	366
2- Absence de culture politique en Amérique latine au temps colonial :.....	368
3- Le facteur militaire dans la dissolution de l'Amérique latine.....	369
D- Le jeu des puissances étrangères.....	372
E- Panama. L'échec de Bolivar, le triomphe du morcellement.....	376
II- L'exemple de l'Afrique	378
A- Unité régionale et micro-nationalismes versus unité continentale.....	379
B- l'unité africaine et les grandes puissances.....	382
1- L'unité africaine face à la bipolarisation du monde.....	382
2- L'attachement des dirigeants africains francophone à la France	384
C- L'Afrique, les pays communistes et l'unité africaine.....	389
D- Le conflit pour le leadership	392
Conclusion partielle.....	396

PARTIE III : L'IDEAL D'UNITE DANS LES RELATIONS INTER-AMERICAINES ET AFRICAINES APRES LES INDEPENDANCES ET DANS LE CONTEXTE D'UNE AMERIQUE LATINE ET D'UNE AFRIQUE BALKANISEES.....	397

CHAPITRE I : LES MANIFESTATIONS D'UNITE APRES BOLIVAR (1830-1889) ET NKRUMAH (1963-1990)	395

I- Analyse du cas de l'Amérique latine	403
A- Les initiatives hispano-américaines après 1930.....	403
1- Le premier Congrès de Lima	404
2- Le deuxième Congrès de Lima	405
B- La présence nord-américaine en Amérique du Sud et l'Organisation des Etats américains (1889-1948).....	408
II- Analyse du cas de l'Afrique	415
A- Les efforts d'unité dans une Afrique divisée	415
1- L'OUA, l'espoir d'une unité déçue ?.....	415
a- le principe d'égalité absolue des Etats africains	416
b- Le principe de non-subversion.....	417
c- Le principe d'intangibilité des frontières	418
B- Les efforts d'intégration régionale	421
1- Les organisations régionales d'intégration économique et l'Unité africaine.....	423
2- Objectifs : développement économique ou Unité africaine ?	426
C- L'Organisation Commune Africaine, Malgache (O.C.A.M) ou l'unité de l'Afrique francophone	430
Conclusion partielle.....	433

CHAPITRE II: L'UNITE EN AMERIQUE ET EN AFRIQUE DE 1990-2007	435

I- Etude du cas de l'Amérique latine.....	437
A- Aperçu général du continent latino-américain à la fin du XIXe siècle	437
B- Situation de l'Amérique latine au début du XXe siècle	438
C- L'ordre oligarchique et l'intégration régionale des pays andins	444
1- L'A.L.A.L.C. ou le déficit de l'intégration économique en Amérique latine.....	446
2- L'intégration économique par le « Groupe andin ».....	447
3- 1990-1991 : La relance de l'intégration en Amérique latine	449
a- un contexte politique favorable	449
b- Le projet nord-américain : l'initiative pour les Amériques	451
c- Le projet sud-américain : le Mercosur	455
4- ZLEA vs ALBA : crise de l'intégration ou renaissance de l'hispano-américanisme ?	462
a- Les multinationales en Amérique latine.....	462
b- Effet des multinationales sur les économies des pays latino-américains.....	464
c- Vers une intégration populaire et solidaire ?.....	472
II- Etude du cas de l'Afrique.....	473
A- Les Processus de mutation du mouvement panafricain	473
1- L'adaptation des organisations économiques régionales à la mondialisation....	474
2- Processus de transformation de l'OUA en UA	475

B- Le IVe sommet extraordinaire de l'OUA de Syrte: début d'un processus pour une nouvelle voie et nouveaux mécanismes susceptibles d'accélérer la construction de l'unité du continent.....	476
1- De la Déclaration de Syrte à la création de l'Union Africaine (UA).....	481
2- Les mutations structurelles	482
Conclusion partielle.....	487
CONCLUSION GENERALE.....	489
BIBLIOGRAPHIE.....	503
ANNEXES.....	488